68
1987

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1 659 265

ISSN 0007-4071

BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

ÉCONOMIQUE

42e ANNÉE • 1987 • NUMÉRO - 7

18 SEP. 1987

ESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Publié mensuellement par la

FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

sous la direction de Jean MEYRIAT
avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

RÉDACTION

27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE — (1) 45 49 51 77

Prière d'envoyer à cette adresse
toute correspondance concernant la rédaction et les échanges,
ainsi que les périodiques en service de presse
Rédacteur en chef :
Nicole RICHARD

Rédacteurs :
Béatrice AUZOUY, Catherine BURESI,
Nadine DADA, Claudine EVEN,
Marie FERRAZZINI,
Juan JORNET, Sylvie Le MOAL,
Danièle Le NY, Michèle MAUSSION,
Geneviève MILLON, Jean-Claude MOURET,
Françoise PORTENSEIGNE, Jacqueline PORTIER,
Sylvie-Catherine PRINÇAY, Sylvie THORÉ

VENTES ET ABONNEMENTS

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES
27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE
Tél. : 45 49 50 19 — C.C.P. PARIS 2467022 B

TARIF DES ABONNEMENTS 1987

FRANCE		*ÉTRANGER*	
Tarif normal institutions	*Tarif réduit* particuliers	*Tarif normal* institutions	*Tarif réduit* particuliers
575 F	300 F	620 F	330 F

Prix du numéro : 65 F

BULLETIN ANALYTIQUE DE
DOCUMENTATION
POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
CONTEMPORAINE

42e ANNÉE • 1987 • NUMÉRO – 7

Ce numéro est une sélection des articles des périodiques analysés entre le 23 avril et le 21 mai 1987 par le Centre de Documentation contemporaine.

I
ÉTUDES NATIONALES

Afghanistan

Voir aussi : n° 940, 2398

2784. HYMAN, Anthony – « The Afghan politics of exile ». *Third World Quarterly* 9 (1), janv. 87 : 67-84.

Depuis le coup d'Etat marxiste d'avril 1978, les leaders des partis politiques exilés hors d'Afghanistan vivent principalement au Pakistan (l'opposition conservatrice, religieuse ou libérale) ou en Europe orientale (la fonction Parcham du PDPA). Leur influence sur la résistance intérieure n'était à l'origine que marginale mais elle s'est renforcée à partir de 1980 lorsque l'opposition en exil a pu apporter des armes et des fonds à la guerilla, le Parti islamique en ayant tiré un avantage plus grand que les autres.

2785. POCHOY, Michel – « Afghanistan : sept ans de malheurs ». *Défense nationale* 43, fév. 87 : 85-103 ; carte.

La géographie physique et humaine de l'Afghanistan et la genèse de la crise politique expliquent l'intervention armée soviétique de 1980 pour soutenir le régime marxiste. Depuis sept ans, et malgré l'amélioration de la stratégie soviétique, les résistants ne cessent d'augmenter leur pression : le conflit afghan ne se laisse pas enterrer.

2786. PUIG, Jean José – « Transferts d'armements. Le cas de la guérilla afghane ». *Etudes polémologiques* (40), 1986 : 57-73.

Analyse des flux extrêmement complexes d'équipement militaire, au Pakistan et en Afghanistan même, destinés à la résistance antisoviétique. La complexité

© Fondation nationale des sciences politiques, 1987

tient au fait que la guérilla est très divisée politiquement et ethniquement ; de plus le marché des armes est entre les mains des Pakistanais. Il apparaît que le transfert n'entraîne pas nécessairement de succès militaires de la guérilla mais aussi qu'il déclenche régulièrement des opérations soviétiques.

2787. ROY, Olivier – « Le double code afghan. Marxisme et tribalisme ». *Revue française de science politique* 36 (6), déc. 86 : 846-864 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'intérêt de l'URSS pour l'Aghanistan a toujours été essentiellement stratégique, comme en témoigne la création tardive, en 1965, du Parti communiste afghan. Le mode de fonctionnement de ce parti reproduit celui du tribalisme et c'est dans la difficulté soviétique à gérer cette rémanence et manipuler une société islamique et tribale, que peut se développer un espace d'autonomie ou tout du moins d'incertitudes.

Afrique du Sud

Voir aussi : n° 3208

2788. DREYER, Ronald – « Décisions et perceptions : l'Afrique du Sud et l'indépendance de la Namibie ». *Relations internationales* (49), print. 87 : 115-126.

La position de la République d'Afrique du Sud face aux revendications d'indépendance namibiennes et aux propositions de l'ONU peut s'expliquer par l'influence de l'image d'hégémonie sud-africaine en Afrique australe sur le processus de décision en politique étrangère. Toute indépendance de la Namibie hors contrôle sud-africain remettrait en effet en cause l'image d'hégémonie régionale étroitement liée à celle de la suprématie blanche à l'intérieur de la République.

2789. LODGE, Tom – « State of exile : the African National Congress of South Africa, 1976-86 ». *Third World Quarterly* 9 (1), janv. 87 : 1-27 ; tabl.

Le Congrès national africain est en exil hors d'Afrique du Sud depuis vingt ans : il a non seulement survécu à cet exil mais a été renforcé par cette expérience. Depuis 1976, il a réussi depuis Lusaka à animer la guérilla en Afrique du Sud et son organisation politique et bureaucratique est très élaborée (comité exécutif, secrétariat, services de santé, écoles, ressources propres). L'ANC est en fait un véritable Etat en exil, et seul l'exil lui a permis de se développer ainsi.

2790. LUCAS, Robert E.B. – « Emigration, employment, and accumulation : the miners of Southern Africa ». *Research in Human Capital and Development* 4, 1986 : 107-138 ; tabl. ; bibliogr.

La période de 1946 à 1978 a été caractérisée en Afrique australe par un système de migration massive de main-d'œuvre masculine du Botswana, du Lesotho, du Malawi, du Mozambique et des « homelands » sud-africains vers les mines de la République Sud-Africaine. L'émergence d'un Etat indépendant guidé par le marxisme au Mozambique et l'arrêt des flux de migrants du Malawi par les autorités de ce pays, ainsi que la relocalisation forcée de trois millions et demi de Noirs sud-africains ont, conjointement, bouleversé les données du phénomène.

2791. MANHEIM, Jarol B. ; ALBITTON, Robert B. – « Insurgent violence versus image management : the struggle for national images in Southern Africa ». *British Journal of Political Science* 17 (2), avr. 87 : 201-218 ; tabl., graph.

Au cours des années 1970, les gouvernements rhodésien et sud-africain essayaient de contrôler la couverture des événements par la presse étrangère. Le résultat dépendait de l'image pré-existante de chacun des deux pays à l'étranger et du caractère des troubles de l'époque.

2792. REEKIE, W.D. – « The economics of business and the business of economics ». *The South African Journal of Economics* 54 (4), déc. 86 : 362-380 ; bibliogr.

En Afrique du Sud, le monde des affaires revêt trois caractéristiques majeures : le rôle primordial des décideurs, la prépondérance des mécanismes de marché et la nécessité reconnue d'une règlementation économique. Ces caractéristiques

impriment leurs particularités à toutes les composantes de l'économie sud-africaine, qu'il s'agisse de la gestion, des institutions sociales ou de l'interventionisme économique.

2793. VIGNE, Randolph – « SWAPO of Namibia : a movement in exile ». *Third World Quarterly* 9 (1), janv. 87 : 85-107.

Août 1986 a marqué le 20e anniversaire de la lutte armée menée par la SWAPO contre la colonisation sud-africaine établie en 1915, laquelle succédait à la colonisation allemande qui datait de 1884. Très tôt, les leaders ont été amenés à s'exiler et l'Angola a été choisi en 1979 comme siège du Quartier général. A l'heure actuelle, la SWAPO a obtenu le statut d'observateur à l'ONU mais la résolution 385 adoptée en 1976 (demandant le retrait de l'Afrique du Sud) n'a pu être mise en œuvre.

Algérie

Voir aussi : n° 2463, 3193

2794. BENHASSINE, Mohamed L. – « A propos de la rentabilité du secteur d'Etat en Algérie ». *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques* 23 (2), juin 86 : 211-226 ; bibliogr.

La question de la rentabilité du secteur d'Etat en Algérie ne peut pas être réduite à la seule rentabilité financière. Le secteur d'Etat sera rentable s'il satisfait aux exigences de la justice sociale.

2795. GALLISSOT, René – « L'Etat relais à partir de l'exemple algérien : la transnationalisation à l'œuvre sous le modèle de l'Etat national ». *Peuples méditerranéens* (35-36), sept. 86 : 247-256 ; résumé en anglais.

Même dans les sociétés dépendantes et sous couvert de construction de l'Etat national et de nationalisme d'Etat, la transnationalisation est à l'œuvre. L'Etat algérien en est un exemple. Il joue le rôle de relais de la transnationalisation par sa rente pétrolière et sa dépendance des marchés extérieurs et à travers sa gestion de la société et l'assistance qu'il fournit à la population, qui se trouve entraînée dans un processus d'urbanisation sous-prolétarienne.

2796. TABORY, Ephraim ; TABORY, Mala : « Berber untest in Algeria : lessons for language policy ». *International Journal of the Sociology of Language* (63), 1987 : 63-79 ; bibliogr.

Les problèmes que posent les mesures d'arabisation de l'enseignement en Algérie sont à la base des tensions aiguës survenues à partir de 1980 dans la région de Kabylie. La population de cette région, de langue berbère, s'oppose aux menaces que cette politique fait courir à leur culture et à leur langue. Une vraie solution à long terme exige beaucoup de flexibilité et de tact de part et d'autre.

2797. TERKI, Nour-Eddin – « La garantie dans les contrats internationaux de longue durée en droit algérien ». *Revue algérienne des sciences juridiques économiques et politiques* 24 (3-4), 1986 : 471-498.

Les dispositions du Code civil algérien sont inadaptées à la situation de l'Algérie qui est un pays importateur de technologie en ce qui concerne tant la garantie des défauts cachés que la garantie décennale.

2798. ZOUAIMIA, Rachi – « Remarques critiques sur la mutation des structures périphériques de l'Etat en Algérie ». *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques* 23 (2), juin 86 : 291-320.

Dans sa quête de modernisation de la société, l'Etat algérien répugne à accepter la diversité et la pluralité des centres de décision. S'il consent à se décharger de certaines de ses attributions au profit des organes locaux ou de ses rouages fonctionnels, il ne l'admet que moyennant un contrôle étroit sur ces entités. Cette situation de centralisation du pouvoir décisionnel comporte des risques évidents.

Allemagne (Rép. démocratique)

2799. COLLAS, Patrice – « Les études et les étudiants en RDA ». *Connaissance de la RDA* (23), déc. 86 : 93-122 ; bibliogr.

A la différence des pays occidentaux, les étudiants en RDA constituent un groupe social relativement bien intégré dans la société. Leur degré de sécurité matérielle,

sur le plan de la réussite et des débouchés, est relativement élevé. Le revers de la médaille tient éventuellement au nombre peut être trop limité de performances universitaires de pointe. Le manque de motivation, l'insuffisance du travail personnel et la pauvreté des rapports pédagogiques en seraient peut être la cause. Enfin la planification en matière de politique universitaire est un principe essentiel.

2800. CORNELSEN, Doris – « Der Fünfjahrplan der DDR 1986 bis 1990 ». *Gegenwartskunde* 35 (1), 1er trim. 87 : 45-56 ; tabl.

Le 27 novembre 1986, le parlement de la République démocratique allemande a adopté le nouveau plan quinquennal (1986-1990). Les principaux objectifs à atteindre en 1990 sont : une croissance supérieure de 25 % à celle de 1985 ; 341 milliards d'investissements sur cinq ans, soit une augmentation de 3 % par an et, enfin, une croissance des exportations, plus particulièrement vers les pays socialistes (+ 5 %).

2801. GLOBOKAR, Tatjana – « RDA 1986-1990 : le maintien des acquis ». *Le courrier des pays de l'Est* (316), mars 87 : 37-41 ; tabl.

Dans la période 1986-1990, la RDA devrait poursuivre la stratégie annoncée en 1979, avec une évolution économique satisfaisante et un taux de croissance annuel prévu de 4 %. Sur le plan des relations extérieures, par contre, elle devrait subir des pertes sensibles, en relation avec la baisse des prix pétroliers. Une réorientation rapide vers les technologies de pointe peut permettre à la RDA de rattraper le retard technologique par rapport aux pays occidentaux.

2802. LEMKE, Christiane – « New issues in the politics of the German Democratic Republic : a question of political culture ? ». *The Journal of Communist Studies* 2 (4), déc. 86 : 341-358 ; bibliogr.

La culture politique de la RDA subit d'importantes modifications depuis les années 70. L'importance croissante d'enjeux, comme l'écologie, les nouvelles technologies, l'identité de la femme, la paix, ne saurait être réduite à l'opposition classique entre socialisme et capitalisme. Il faudrait plutôt voir ici l'apparition d'une nouvelle culture politique s'exprimant à travers les mouvements sociaux et les attitudes critiques.

Allemagne (Rép. fédérale)

Voir aussi : n° 2944, 3162

2803. HOFMEIER, Rolf – « Aid from the Federal Republic of Germany to Africa ». *The Journal of Modern African Studies* 24 (4), déc. 86 : 577-601 ; tabl.

La RFA reste l'un des principaux pays accordant une aide à l'Afrique et cette aide concerne pratiquement tous les pays. Cette répartition entre les différents pays n'est pas régie par des règles fermes et explicites, et elle est déterminée plus par des facteurs technocratiques que par des considérations politiques sur les régimes des pays concernés. Cette politique de la RFA est un mélange d'éléments hétérogènes, mais la prise en compte de ses intérêts propres, une tendance à considérer cette aide dans la perspective de la confrontation Est-Ouest, va à l'encontre d'une politique de développement désintéressée et indépendante. La RFA tend à rejoindre le camp des pays occidentaux « faucons ».

2804. VALSALICE, Luigi – « La Germania : e' un problema per l'Europa ». *Affari esteri* 19 (73), janv. 87 : 65-86.

L'évolution de la RFA est une constante préoccupation en tant que produit, et pilier de l'alliance européenne. Son futur et ses incertitudes vis-à-vis de la RDA, du type de société dont elle se dotera, de sa position dans l'intégration européenne et de ses choix en matière de défense remettent en cause son image de nation stable mais ceci ne doit que renforcer la coopération avec ses alliés européens.

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3175, 3206

2805. « Auschwitz ins Museum ? » (Mettre Auschwitz au musée ?). *Das Argument* 29 (1), fév. 87 : 9-49 ; bibliogr.

Suite d'articles. Le passé de l'Allemagne pendant la seconde guerre mondiale est de nouveau à l'ordre du jour dans les débats entre historiens et politiciens, plus particulièrement les conservateurs ouest-allemands. L'émergence d'une nouvelle droite qui veut faire oublier ce passé, les théories de Jürgen Habermas, l'attitude de certaines entreprises comme Volkswagen, Daimler-Benz et IG Farben vis-à-vis des anciens du STO et les écrits de quelques auteurs en sont les principaux aspects.

2806. Les élections législatives de janvier 1987

a. DREYFUS, François-Georges – « Les élections allemandes ». *Défense nationale* 43, avr. 87 : 7-19 ; tabl.
L'évolution de l'opinion publique allemande, visible lors des élections régionales de 1986, et qui traduisait un recul de la CDU/CSU au profit du FDP et des Verts, s'est trouvée nettement confirmée lors des législatives de janvier 1987 : on constate en effet un échec relatif de la CDU et, plus grave du SPD, et un succès du FDP et des Verts, qui traduit la montée du national-neutralisme en RFA.

b. MENUDIER, Henri – « Les élections fédérales du 25 janvier 1987 ». *Documents* (1), 1987 : 6-14 ; tabl.
Les résultats des élections fédérales du 25 janvier 1987 ont mis en évidence trois phénomènes, encore limités, dont la conjugaison peut être inquiétante pour le système politique Ouest-allemand dans les années qui viennent : la baisse de la participation électorale, la montée des forces marginales (partis ayant obtenu moins de 5 % des voix) et le recul des partis traditionnels. Il faut attendre les prochaines élections régionales pour savoir si ces tendances se confirment. Voir à la suite, pp. 15-20, BIEBER, Horst : « Une élection avec et sans surprises » ; et pp. 21-22, ROVAN, Joseph : « Des choses qui m'ont frappé ».

2807. TELO, Mario – « The greening of social democracy : the SPD rethinks economics ». *Socialist Review* 17 (91), fév. 87 : 83-95.

Le Parti social-démocrate allemand s'est engagé dans un processus de rénovation de son programme avec la mise au point en 1986 d'un rapport intitulé « la rénovation de l'économie sur des critères sociaux et écologiques ». Ce programme a suscité un vaste débat au sein du parti, dans le DGB dans la mouvance écologiste. Il se heurte à de nombreuses résistances mais constitue une référence importante pour la gauche européenne.

Vie culturelle et scientifique

2808. « Une querelle d'Allemands ». *Documents* (1), 1987 : 35-54.

Suite d'articles consacrés aux tendances apologétiques dans l'historiographie contemporaine ouest-allemande et au débat qu'elles provoquent au sein des spécialistes de la seconde guerre mondiale et de la vie politique allemande, plus particulièrement au sujet des thèses défendues par Ernst Nolte et Michael Stürmer sur la seconde guerre mondiale.

2809. La science politique

a. « Politikwissenschaft in der Bundesrepublik Deutschland. Entwicklungsprobleme einer Disziplin » (La science politique en RFA. Problèmes d'évolution d'une discipline). *Politische Viertieljahresschrift. Sonderheft* 27 (17), 1986 : 7-273 ; tabl. ; bibliogr.
Numéro spécial consacré à l'analyse de la spécificité de la science politique allemande : son contexte politique et historique, son importance et sa justification dans la société, plus complexes que dans d'autres pays, ses moyens de recherche, son poids et celui des sous-disciplines qui y sont liées, en termes d'analyses de réputation.

b. KASTENDIEK, Hans – « Political development and political science in West Germany ». *International Political Science Review* 8 (1), janv. 87 : 25-40 ; bibliogr.
L'inexistence de la science politique en tant que discipline académique distincte en Allemagne avant 1945 et son apparition dans les années 60 en RFA peuvent être expliquées par les évolutions socio-politiques.

2810. BÜLOW, Katharina von – « La vie culturelle en Allemagne fédérale, points de repère ». *Cosmopolitiques* (2), fév. 87 : 70-83.

Les caractéristiques de la culture en RFA se distinguent par quatre traits spécifiques : la rupture de la dernière guerre, la division de l'Allemagne en deux Etats

indépendants, le polycentrisme culturel (conséquence du fédéralisme), la recherche d'une identité culturelle nationale tendant à effacer l'américanisation.

Questions sociales

Voir aussi : n° 3163

2811. « Strukturreform im Gesundheitswesen » (La réforme des structures du système de la santé). *Wirtschaftsdienst* 67 (3), mars 87 : 115-131.

Suite d'articles. Une réforme du système de la santé compte parmi les priorités du gouvernement ouest-allemand. En effet, la politique menée depuis 1976 dans ce domaine a poussé les dépenses sociales aux limites du possible. Le 4 février 1987, les responsables de la Sécurité sociale ont remis leurs propositions qui touchent à la fois les procédures de remboursements, les montants et domaines de remboursements, les assurés.

2812. ARMINGEON, Klaus – « Gewerkschaften in der Bundesrepublik Deutschland 1950-1985 : Mitglieder, Organisation und Aussenbeziehungen » (Les syndicats dans la République fédérale allemande 1950-1986 : membres, organisations et relations extérieures). *Politische Vierteljahresschrift* 28 (1), mars 87 : 7-34 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'évolution des syndicats allemands s'explique davantage par la théorie des conflits que par la sociologie des organisations. La croissance du nombre d'adhérents est peu déterminée par le changement de structure d'organisation ou la rationalisation administrative syndicale. L'action des pouvoirs publics n'a pas non plus une forte incidence. La variable la plus explicative reste la force de la position syndicale dans l'économie et la politique. Les forces des syndicats augmentent parallèlement au nombre de leurs adhérents et à leurs possiblités d'intervenir dans les politiques privées et publiques.

2813. JAHNKE, Wilfried – « Arbeitsmarkt und Lohnentwicklung in der deuschen Wirtschaft » (Le marché du travail et l'évolution des salaires dans l'économie allemande). *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik* 203 (2), mars 87 : 152-166 ; graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Après le second choc pétrolier des années 1979-80, l'économie allemande a enregistré des déséquilibres croissants sur le marché du travail ; le nombre des chômeurs a atteint plus de deux millions en 1985. Des facteurs démographiques et institutionnels, ainsi que les calculs visant à maximiser les bénéfices des entreprises et des individus jouent un rôle décisif dans l'évolution de l'offre et de la demande sur le marché du travail et sur le niveau des salaires et des revenus.

2814. STORTZBACH, Bernd – « Volkszählungen im internationalen Vergleich » (Recensements : une comparaison internationale). *Wirtschaft und Statistik* (3), 1987 : 207-218.

Un échantillon de plusieurs pays industrialisés et de leurs méthodes de recensements permet de comparer ces derniers avec celle de la République fédérale d'Allemagne, de dégager les points divergents et les points convergents et de faire, finalement, de nouvelles propositions pour le recensement de 1987.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3168, 3170

2815. « Montankonzerne : in Krisen gestählt » (Les industries sidérurgiques : enferrées dans les crises). *Wirtschaftswoche* 41 (14), 27 mars 87 : 54-77 ; tabl., graph.

Dossier consacré aux industries sidérurgiques et métallurgiques ouest-allemandes. La chute du dollar, le protectionnisme croissant et la surproduction d'acier des industries de la Communauté européenne vont encore plonger l'industrie sidérurgique et métallurgique dans une nouvelle crise. Heureusement pour les sept grands groupes ouest-allemands (Thyssen, Krupp, Mannesmann, Salzgitter, Hoesch, Klöckner et Otto-Wolff) leurs diversifications commencées dans les années 70 vont leur permettre de la surmonter ; pour certains l'acier, représente aujourd'hui moins de 30 % de leurs activités. Voir l'interview de Dieter Spethmann, PDG de Thyssen.

2816. DRAUS, Renate H. – « Le patrimoine des ménages en République fédérale allemande ». *Observations et diagnostics économiques* (19), avr. 87 : 229-246 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les actifs financiers des ménages ont fortement augmenté depuis trente ans bien que leur relation avec les revenus nets soit demeurée constante ; les plus gros détenteurs sont aujourd'hui les couples sans enfant et les familles nombreuses. Ces actifs se répartissent en 50 % en livrets d'épargne, 20 % en épargne-logement et 30 % en valeurs mobilières. Quant au patrimoine immobilier il constitue en valeur les 2/3 du patrimoine global d'un ménage.

2817. HENDRIKS, Gisela – « The politics of food : the case of FR Germany ». *Food Policy* 12 (1), fév. 87 : 35-46.

La politique agricole en RFA a traditionnellement tendance à favoriser les producteurs nationaux au détriment des autres groupes sociaux. Les hommes politiques tout comme les groupes de pression, l'administration, l'Eglise sont de fervents partisans des agriculteurs, considérés comme une garantie de stabilité sociale. Ainsi afin d'éviter toute contestation et pour légitimer les intérêts agricoles, les hommes politiques ont usé d'arguments convaincants, plutôt fondés sur des considérations socio-politiques que sur des critères de logique économique.

Argentine

Voir aussi : n° 2835

2818. FOSTER, David William – « Argentine sociopolitical commentary, the Malvinas conflict, and beyond : rhetoricizing a national experience ». *Latin American Research Review* 22 (1), 1987 : 7-34.

Une analyse de la littérature politique sur la guerre des Malouines qui a vu le jour après l'abolition de la censure, en Argentine, en 1983. Six essais des plus représentatifs sont étudiés en vue de faire ressortir les stratégies rhétoriques des auteurs et leur perception, de leur rôle de commentateur socio-politique.

2819. FRENKEL, Roberto ; FANELLI, José Maria – « La Argentina y el Fondo en la década pasada ». *El trimestre economico* 54 (1), mars 87 : 75-131 ; tabl. ; bibliogr.

Analyse critique des objectifs et des résultas des programmes d'ajustements négociés avec le Fonds monétaire international entre 1976 et 1984.

2820. SEVARES, Julio – « Les échanges commerciaux de l'Argentine ». *Notes et études documentaires* (83), 1er trim. 87 *Problèmes d'Amérique latine* (5), 1987 : 92-106 ; tabl.

Pour des raisons économiques et politiques, l'Argentine a entrepris, au cours des trois dernières années, de réformer ses échanges commerciaux internationaux en favorisant la croissance des exportations, surtout d'origine industrielle. Cette politique se heurte à une conjoncture économique et financière défavorable sur le plan extérieur et intérieur et les échanges de l'Argentine reposent toujours essentiellement sur l'exportation de produits primaires, principalement céréaliers, et sur l'importation de biens intermédiaires.

Australie

2821. Mac ALLISTER, Ian – « Social context, turnout, and the vote : Australian and British comparisons ». *Political Geography Quarterly* 6 (1), janv. 87 : 17-30 ; tabl. ; bibliogr.

Le contexte social est un des facteurs explicatifs du comportement électoral. Cependant, son importance a été surestimée en Grande-Bretagne et en Australie : on le voit en particulier si on analyse l'abstention. Cette surestimation est due au fait qu'on n'a pas assez prêté attention aux autres variables.

2822. MACDONALD, Stuart – « Theoretical sound : practically useless ? Government grants for industrial R & D in Australia ». *Research Policy* 15 (5), oct. 86 : 269-283 ; tabl.

La politique australienne en matière de recherche et développement est fondée depuis une vingtaine d'années sur un système d'aides gouvernementales visant à stimuler les activités des entreprises privées. Malgré les doutes que soulève l'opportunité d'une telle approche, cette politique a été suivie sans aucun programme alternatif ou complémentaire, ce qui est dû, essentiellement à la confiance presque générale des responsables dans les théories libérales et simplistes sur le marché et l'innovation technologique.

2823. ZUBRZYCKI, Jerzy – « Multiculturalism and beyond : the Australian experience in retrospect and prospect ». *New Community* 13 (2), aut. 86 : 167-176 ; bibliogr.

Après la seconde guerre mondiale, l'arrivée de grands contingents d'immigrants provenant d'Europe du Sud et de l'Est a changé nettement la composition ethnico-culturelle de l'Australie, jusque là peuplée presque exclusivement de descendants d'immigrants originaires des îles britanniques. Depuis lors, de nombreuses voix ont prôné un remplacement de la politique traditionnelle d'assimilation par une autre favorisant le multi-culturalisme, mais il est à craindre que cette option ne soit favorable à une segmentation malsaine et inégalitaire de la société australienne.

Autriche

Voir aussi : n° 3175

2824. BUSEK, Erhard – « Ist Österreich bereit für Mitteleuropa ? » (Est ce que l'Autriche est prête pour l'Europe centrale ?). *Europäische Rundschau* 14 (4), aut. 86 : 11-26.

L'Europe n'est pas préparée à l'idée d'une Europe centrale, tournée vers l'avenir et centrée sur l'Autriche. On pourrait développer le rôle de Vienne, en respectant les spécificités régionales. Ainsi la ville retrouverait l'éclat des années 1900 et resterait demain encore la métropole au centre de l'Europe. Pour cela, il ne faut pas seulement encourager une économie mais surtout une volonté : croire au rôle déterminant que l'Autriche peut jouer.

2825. TRAXLER, Franz – « Klassenstruktur, Korporatismus und Krise, Zur Machtverteilung in Österreichs " Sozialpartnerschaft " im Umbruch des Weltmarkts » (Structure de classe, corporatisme et crise. Le partage du pouvoir du « partenariat social » autrichien dans le bouleversement du marché mondial). *Politische Vierteljahresschrift* 28 (1), mars 87 : 59-79 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La stabilité du « partenariat » social autrichien repose sur une distribution spécifique inter-et intraclasse, du pouvoir. Si les efforts de modernisation du système échouent, le système deviendra obsolète. En revanche, si elle est couronnée de succès la modernisation érodera la distribution inter-classe du pouvoir nécessaire au maintien du système.

2826. MASCHKE, Otto M. – « Investitionsschutzabkommen. Neue vertragliche Wege im Dienste der österreichischen Wirtschaft » (Convention pour la protection des investissements. Nouvelles voies contractuelles au service de l'économie autrichienne). *Österreichische Zeitschrift für öffentliches Recht und Völkerrecht* 37 (3), 1986 : 201-259 ; tabl. ; résumé en anglais.

Les accords sur l'encouragement et la protection des investissements ainsi que sur le développement des relations entre pays développés et pays en développement constituent des progrès considérables en droit international public. L'Autriche en a conclu, très récemment, encouragée par le développement économique de l'Asie du Sud-Est et l'intérêt pour sa propre économie (par exemple l'accord avec la Chine). Ses accords ressemblent beaucoup à ceux conclus par la CEE et la RFA en particulier.

Belgique

2827. « Besluitvorming inrake belgisch bruitenlands beleid » (Les processus de décision en affaires étrangères de la Belgique). *Res publica* 29 (1), 1987 : 5-118 ; résumés en anglais.

Numéro spécial consacré au processus de prise de décision en matière de politique extérieure et de politique de défense en Belgique.

2828. ARCQ, Etienne ; NEUVILLE, Jean – « L'évolution des taux de syndicalisation, 1972-1981 ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* (1147), 30 janv. 87 : 3-31 ; tabl., graph.

Evolution de l'implantation syndicale par centrale et par fédération régionale interprofessionnelle pour la période 1951 à 1981, selon les rapports d'activités de la FGTB et la CSC ; évolution du taux de syndicalisation global (il passe de 70,95 % en 1972 à 80,74 % en 1981), par centrale syndicale et par catégorie de salariés.

2829. GILMONT, Jean-François – « L'Eglise de Wallonie entre la Belgique et la Flandre ». *Etudes* 366 (5), mai 87 : 675-685.

Il existe un clivage très net dans les attitudes religieuses au Nord et au Sud de la Belgique : le Flamand reste fort attaché aux institutions ecclésiales ; le pratiquant wallon et bruxellois témoignent d'une foi plus intérieure et personnelle. Face aux aspirations régionales, l'épiscopat a longtemps maintenu des vues unitaires mais l'évolution de la société invite aujourd'hui à favoriser le développement indépendant des communautés ecclésiales.

Brésil

2830. « Brazil : unstoppable ». *The Economist* 303 (74-95), mai 1987 : 26 p. ; tabl., graph., cartes.

Deux ans après l'accession du Brésil à la démocratie, bilan d'un pays qui semble progresser maladroitement, mais à grands pas vers le vingt et unième siècle.

2831. « Brésil : élections et Assemblée constituante ». *Notes et études documentaires* (83), 1er trim. 87 *Problèmes d'Amérique latine* (5), 1987 : 3-42 ; tabl., graph., cartes.

Deux articles. Les premières élections générales au Brésil depuis le retour au régime civil ont eu lieu le 15 novembre 1986. Elles ont été caractérisées par un important transfert de voix vers le PMDB, le parti qui avait longtemps rassemblé toutes les oppositions contre le maintien des militaires au pouvoir, et par des alliances complexes entre les partis politiques. L'Assemblée constituante s'est réunie pour la première fois, le 1er janvier 1987. Entre ces deux dates, le climat politique et social s'est considérablement altéré mais il convient d'évaluer le cheminement démocratique et de réfléchir sur la stabilité du système de partis au Brésil.

2832. AMES, Barry – « The congressional connection. The structure of politics and the distribution of public expenditures in Brazil's competitive period ». *Comparative Politics* 19 (2), janv. 87 : 147-171 ; tabl., graph.

L'influence du Congrès sur la répartition des dépenses publiques du Brésil sous régime pluraliste dépend de la stratégie des parlementaires et de la politique présidentielle. Pour maximiser les dépenses dans sa circonscription, le député ou le sénateur peut soit chercher à faire partie de la commission budgétaire soit opter pour le leadership politique. Dans les deux cas, il a moins de chances d'être membre de l'UDN et plus de chances d'être réélu et de concentrer géographiquement sa campagne électorale et ses voix.

2833. D'SOUZA, Herbert – « Return ticket to Brazil ». *Third World Quarterly* 9 (1), janv. 87 : 203-211.

Par rapport aux autres pays d'Amérique latine, le Brésil a, quant à l'exil, une histoire propre : l'exil n'y a jamais été massif mais sélectif, de même que la violence politique. Depuis les élections de 1986, les émigrés politiques sont peu à peu réintégrés dans la vie politique.

2834. FRIEDEN, Jeffry A. – « The Brazilian borrowing experience : form miracle to debacle and back ». *Latin American Research Review* 22 (1), 1987 : 95-131 ; tabl.

Après 1967, le financement extérieur a permis la formation d'une coalition des secteurs économiques brésiliens. Mais, à partir de 1980, ces secteurs ont réagi différemment à la crise financière, en fonction de leurs liens avec le commerce extérieur.

2835. GRANDI, Jorge – « La politique nucléaire du Brésil et de l'Argentine ». *Notes et études documentaires* (83), 1er trim. 87 *Problèmes d'Amérique latine* (5), 1987 : 107-143 ; tabl., cartes.

En Amérique latine, ce sont le Brésil et l'Argentine qui se détachent sur le plan de la politique nucléaire. Ces deux pays ont d'ailleurs signé en 1986 plusieurs accords de coopération. Du côté argentin, le secteur nucléaire revêt une grande importance. Il bénéficie d'une sorte de consensus et un processus d'enrichissement de l'uranium est mis au point. Du côté brésilien, l'ambitieux programme de 1975, axé atour d'un accord avec la RFA, s'est révélé décevant et a soulevé des critiques, mais les recherches dans le domaine nucléaire continuent.

2836. HANSEN, Eric R. – « Industrial location choice in Sao Paulo, Brazil : a nested logit model ». *Regional Science and Urban Economics* 17 (1), fév. 87 : 89-108 ; tabl., carte ; bibliogr.

L'examen de 360 décisions d'installations ou de transferts d'unités industrielles dans l'Etat de Sao Paulo au Brésil révèle que l'urbanisation est un critère déterminant de ce choix. Le niveau des salaires ne semble pas, en revanche, jouer un rôle prépondérant.

Canada

Voir aussi : n° 3232

2837. « Minorités ethnoculturelles et Etat ». *Etudes canadiennes* 12 (21, tomes 1 et 2), déc. 86 : 11-355 et 7-278 ; résumés en français et en anglais.

Numéro spécial consacré à l'analyse historique, culturelle, sociologique, ethnologique, anthropologique et politique des minorités ethnoculturelles au Canada.

2838. BOADWAY, Robin et al. – « Marginal effective tax rates for capital in the Canadian mining industry ». *Canadian Journal of Economics* 20 (1), fév. 87 : 1-16 ; tabl. ; bibliogr.

L'élaboration d'un modèle théorique permet d'appréhender l'attitude d'une entreprise minière canadienne en réponse à la législation fiscale de 1985 sur l'impôt sur les sociétés. Il apparaît finalement que les taux d'imposition ne sont pas uniformes d'une entreprise à l'autre ; pour certaines, ces taux sont même négatifs.

2839. COOPER, Bruce M. – « Satellite telecommunications : the implementation of international conventions in Canada ». *Annals of Air and Space Law* 11, 1986 : 187-204 ; résumé en français.

S'agissant des télécommunications par satellites, le droit interne canadien doit tenir compte de l'accord INTELSAT et de la Convention de l'UIT dont le Canada est signataire. Ainsi le Canada doit-il adapter tous ses systèmes de télécommunications par satellites au secteur spatial de INTELSAT.

2840. DANEAU, Marcel – « Les pêches canadiennes : objet de relations internationales complexes et conflictuelles » *Etudes internationales (Québec)* 18 (1), mars 87 : 127-152 ; tabl., cartes ; résumé en anglais.

Les pêches canadiennes ont une dimension internationale importante dans la vie économique et politique du pays. Elles sont souvent l'objet de mésententes sérieuses avec les pays voisins à propos de la délimitation des frontières maritimes et le partage des ressources. Le développement de l'industrie de la pêche dans ce pays dépend beaucoup de la croissance des marchés extérieurs et de l'ouverture de nouveaux débouchés.

2841. LAPONCE, J.A. – « Assessing the neighbour effect on the vote of francophone minorities in Canada ». *Political Geography Quarterly* (6), janv. 87 : 77-87 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Une étude statistique des intentions de vote au Canada de 1945 à 1982 permet d'étudier le comportement des minorités linguistiques. Il apparaît que l'effet de voisinage dépend de la concentration spatiale de cette minorité et de sa « loyauté ethnique ».

2842. SHARPE, Robert J. – « The Charter of rights and freedoms and the Supreme Court of Canada : the first four years ». *Public Law* print. 87 : 48-61.

Après les quatre années qui ont suivi son adoption, la Charte canadienne des droits et des libertés peut maintenant être mieux appréciée à la lumière de ses premières applications. Les décisions de la Cour suprême ont permis l'interprétation du texte, et ont souligné les limites d'une protection juridique des libertés au Canada.

2843. TRENT, John E. – « Factors influencing the development of political science in Canada : a case and a model ». *International Political Science Review* 8 (1), janv. 87 : 9-24 ; graph. ; bibliogr.

Le développement des sciences politiques au Canada a été influencé par des facteurs culturels, éducationnels, économiques et politiques. Cependant, l'ouverture vers l'étranger a été un puissant accélérateur. Les mécanismes institutionnels d'encouragement de la recherche sont nécessaires au développement continu et harmonieux des sciences politiques.

2844. WRIGHT, Randall ; LOBERG, Janine – « Unemployment insurance, taxes, and unemployment ». *Canadian Journal of Economics* 20 (1), fév. 87 : 36-54 ; graph. ; bibliogr. ; résumé en français.

Au Canada, la protection contre le chômage est financée par un impôt sur les salaires dans la limite d'un plafond ; celui-ci était en 1984, de 425 dollars canadiens par semaine. Tout en apportant un peut d'équité, le relèvement de ce plafond permettrait de réduire le chômage chez les petits salariés.

Chili

Voir aussi : n° 2872

2845. ANGELL, Alan ; CARSTAIRS, Susan – « The exile question in Chilean politics ». *Third World Quarterly* 9 (1), janv. 87 : 148-169.

Le gouvernement Pinochet utilise l'exil comme un outil de contrôle politique et social. Les estimations sur le nombre des émigrés politiques varient entre 150 000 et 250 000, la plupart d'entre eux ayant eu des liens avec les partis politiques de gauche. Depuis 1982 le gouvernement publie régulièrement des listes de personnes autorisées à rentrer au Chili. Au contact des partis de gauche européens, les exilés ont développé de nouvelles idées, de nouvelles stratégies qui auront une influence sur l'évolution politique du Chili.

2846. LEIVA, Fernando Ignacio ; PETRAS, James – « Chile's poor in the struggle for democracy ». *Latin American Perspectives* 13 (4), aut. 86 : 5-25 ; tabl. ; bibliogr.

Le régime militaire qui sévit au Chili depuis 1973 a provoqué un bouleversement sans précédent des structures sociales et économiques. La participation du secteur industriel au PNB a reculé de 42,6 à 28,8 % entre 1970 et 1983, les salaires réels ont chuté de moitié après le coup d'Etat et le taux de chômage réel a atteint jusqu'à 35 % en 1983. Ce recul violent des structures productives entraîne des changements importants dans la composition des classes sociales, les pauvres urbains non salariés occupant une place de plus en plus importante dans les luttes pour la démocratie.

2847. PAROT, Rodrigo – « Las expectativas en el ajuste inflacionario. Chile 1973-1978 ». *El trimestre económico* 54 (1), mars 87 : 133-158 ; tabl. ; bibliogr.

Modèle pour l'évaluation de la politique de stabilisation en vigueur pendant cette période précisant le rôle joué par les anticipations inflationnistes dans son échec.

Chine

2848. CHAKRABARTI, Sreenati – « The Naxalite-China linkage : dissemination of propaganda and direct contacts ». *China Report* 22 (3), sept. 86 : 211-232 ; bibliogr.

Dans sa politique d'aide aux mouvements de libération, particulièrement pendant la « révolution culturelle », la Chine a soutenu moralement et matériellement les Naxalites, dont le territoire est situé au nord de l'Inde, à la frontière avec le Tibet. Cette aide relativement importante avant et pendant la rébellion échouée des Naxalites en 1967, est ensuite devenue plus discrète, tout comme la propagande chinoise en Inde.

2849. HWANG, Kwang-Huo – « Face and favor : the Chinese power game ». *American Journal of Sociology* 92 (4), janv. 87 : 944-974 ; graph. ; bibliogr.

La société chinoise est dominée par les structures hiérarchiques au sein des relations sociales et les obligations de caractère public. Les symboles culturels et l'histoire chinoise dominée par un pouvoir très personnalisé constituent des explications de ces caractéristiques. Si aujourd'hui de nombreuses forces jouent en faveur du changement, les éléments de continuité permettent la permanence des caractéristiques de la société chinoise.

2850. RUDOLPH, Jörg-Meinhard – « Neue Bewegungen in der Taiwan-Frage » (Nouveaux mouvements dans la question de Taïwan). *Europa Archiv* 42 (7), avr. 87 : 207-214.

Alors que jusqu'en 1978 la Chine ne songeait qu'à récupérer par la force le territoire de Taïwan, après 1979 – donc après son rapprochement avec les Etats-Unis – elle compte sur l'isolement de l'île (pression pour l'arrêt des livraisons d'armes américaines). La Chine, en éloignant Taïwan des démocraties, essaie de regagner l'île sans violence (sur le modèle de Hong-Kong). Le seul moyen pour les Taïwanais de rester indépendants est de montrer leur attachement aux valeurs démocratiques, afin de regagner le soutien de l'Ouest.

2851. WALDER, Andrew G. – « Wage reform and the web of factory interests ». *The China Quarterly* (109), mars 87 : 22-41 ; tabl.

La réforme des salaires dans l'industrie, lancée en janvier 1977, est actuellement dans l'impasse. La productivité du travail n'a pas augmenté ; le lien entre productivité et rémunération reste faible et des conflits sur les salaires ont surgi dans les entreprises. La réforme salariale, sans atteindre son but, n'a fait que mettre en évidence les faiblesses endémiques du système. A l'heure actuelle aucune initiative n'a été prise pour relancer le processus.

Institutions et vie politiques

2852. « Cina ». *Micromega* (1), 1987 : 29-72.

Suite d'articles et de textes exprimant les diverses tendances d'un éventuel processus de démocratisation en Chine, dont la nécessité est d'ailleurs soulevée par le réformisme de Deng, qui ne peut se poursuivre harmonieusement s'il se limite à l'économie.

2853. JACOB, Alain – « Chine : les limites de l'ouverture ». *Politique internationale* (35), print. 87 : 183-193 ; résumés en anglais et en espagnol.

Si les manifestations étudiantes ont joué un rôle de révélateur, la crise est en réalité beaucoup plus profonde et touche le pays dans son ensemble, ou en tous les cas la totalité d'un personnel politique auquel l'expérience des réformes engagées depuis 1978 sous l'égide de Deng Xiaoping a donné beaucoup à réfléchir.

2854. HOFFMAN, Frank – « The Korean minority in China : education and publishing ». *Korea Journal* 26 (12), déc. 86 : 13-26 ; bibliogr.

Selon le recensement de 1982, la population chinoise comprenait une minorité nationale coréenne de près d'un million huit cent mille personnes, auxquelles il convient d'ajouter plusieurs milliers de Nord-Coréens établis en Chine.

Cette minorité avait souffert pendant la « révolution culturelle » mais, depuis, sa situation s'est améliorée, notamment sur le plan des publications en langue coréenne, 5 423 titres ayant été publiés en 1984.

Vie culturelle et scientifique

2855. HAYHOE, Ruth – « Penetration or mutuality ? China's educational cooperation with Europe, Japan and North America ». *Comparative Education Review* 30 (4), nov. 86 : 532-559.

Parallèlement à son ouverture récente aux échanges économiques extérieurs, la Chine a établi, au cours des dernières années, un système de coopération étroite avec le Japon et les pays occidentaux dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la technologie. Ces nouvelles activités comportent d'importants éléments d'une pénétration économique, culturelle et politique assez unilatérale, mais on peut compter sur les capacités des Chinois à intégrer ces rapports en fonction de leurs propres besoins.

2856. THOGERSEN, Stig – « China's senior middle schools in a social perspective : a survey of Yantai district, Shandong province ». *The China Quarterly* (109), mars 87 : 72-100 ; tabl.

Trois tendances se dégagent des réformes de l'enseignement secondaire mises en œuvre depuis 1977 : admissions réduites, recrutement fondé sur les aptitudes, réintroduction d'un enseignement professionnel. L'objectif essentiel de ces réformes est d'adapter l'éducation aux exigences de l'économie. L'étude des résultats de ces réformes dans six écoles de la province du Shantung met en évidence le succès des réformes mais aussi l'inégale représentation des divers groupes sociaux dans le secondaire.

2857. VOX – « Catholiques chinois. Une Eglise, ou deux ? » *Etudes* 366 (5), mai 87 : 663-674.

Pour être reconnue par le régime communiste, l'Eglise en Chine doit rester indépendante vis-à-vis de l'étranger, c'est-à-dire essentiellement vis-à-vis de Rome. Mais sous les apparences de l'Eglise officielle se cache une Eglise invisible où des catholiques se tiennent à l'écart jusqu'à risquer camps et prisons. Toutefois quelques indices laissent entrevoir une atmosphère nouvelle, les évêques se voyant accorder plus facilement la permission de circuler hors de Chine.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3198

2858. LIU WENPU – « Basic experience and contradictions in developing China's agriculture ». *China Report* 22 (3), sept. 86 : 325-337.

Depuis l'introduction du système de contrats avec les foyers ruraux et la suppression du monopole d'Etat, l'agriculture chinoise a fait d'énormes progrès, enregistrant une augmentation annuelle moyenne de 10 % au cours de ces dernières années. Cette réforme a fait que les foyers familiaux sont devenus des unités de production d'une économie collectiviste.

2859. LYONS, Thomas P. – « Interprovincial trade and development in China, 1957-1979 ». *Economic Development and Cultural Change* 35 (2), janv. 87 : 223-256 ; tabl.

Les écarts de croissance enregistrés entre les différentes provinces chinoises se sont réduits durant la période 1978-1980 par rapport à 1955-1957. Cette uniformisation tient largement au développement des échanges de biens entre les provinces, et plus particulièrement de céréales. La Chine post-maoïste a abandonné le principe maoïste de l'auto-suffisance agricole locale.

Relations économiques extérieures

2860. ISHIKAWA, Shigeru – « Sino-Japanese economic cooperation ». *The China Quarterly* (109), mars 87 : 1-21 ; tabl., graph.

Le gouvernement japonais a approuvé la politique de modernisation adoptée par Deng et s'est montré soucieux de promouvoir la coopération économique entre les deux pays. Un protocole commercial à long terme a été signé en

1978 : le Japon exportant des usines clés en main, la Chine du pétrole et du charbon. Ce plan, trop ambitieux n'a pu être réalisé totalement et les implantations d'usines ont été menées à partir de 1983 sur une plus petite échelle.

2861. LEMOINE, Françoise – « La Chine dans la zone Asie-Pacifique : une place à trouver ». *Economie prospective internationale* (30), 2e trim. 87 : 5-31 ; tabl., graph., carte ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Après avoir décidé en 1979 de s'ouvrir aux échanges extérieurs, la Chine a maintenu l'équilibre de sa balance commerciale jusqu'en 1984. L'apparition de déficits en 1985 et 1986 met en évidence les faiblesses de l'insertion chinoise dans la zone Asie-Pacifique qui représente les trois quarts des importations de la Chine et reçoit 67 % de ses exportations. La Chine n'a pas suivi les tendances des autres NPI d'Asie qui compensent leurs déficits structurels face au Japon par un excédent aux Etats-Unis et dans les pays asiatiques moins développés. Les exportations de produits agro-alimentaires sont à court terme le meilleur atout de la Chine pour diversifier ses exportations.

2862. MARTINO, Edoardo – « Gli accordi di cooperazione tra la CEE e la Repubblica popolare cinese ». *Annali. Istituto di studi europei A. de Gasperi* (7), 1985 : 23-66 ; tabl. ; résumé en anglais.

A la différence des pays du CAEM, la république populaire de Chine a accepté, à partir de 1974, de transformer les précédents accords bilatéraux avec des pays membres de la CEE, en un accord commercial global avec la Communauté qui a pris effet en 1978 et a été depuis complété par des accords sur les exportations chinoises de textile (1979, 1984) et un programme de développement des relations économiques (signé à Bruxelles le 21 mai 1985).

Corée (Sud)

Voir aussi : n° 1947, 2385, 2777

2863. ABDELHAFID, Ridha ; YSSA, Afef – « L'économie sud-coréenne : la stratégie de développement et ses prolongements conceptuels ». *Etudes internationales (Tunis)* (22), janv. 87 : 104-125 ; tabl. ; bibliogr.

Les choix de stratégie de développement de la Corée du Sud ont connu trois phases successives : promotion de l'industrie et extension des possibilités d'exportation dans les années 1960, substitution des importations et relance de l'agriculture dans les années 1970, et priorité aux besoins internes depuis 1979. Mais ces choix ont engendré des dysfonctionnements spécifiques qui restent, toutefois, des obstacles surmontables sur la voie d'un développement autocentré.

2864. BAE-HO HAHN – « The role of the State in development : the Korean case ». *China Report* 22 (3), sept. 86 : 289-306 ; tabl. ; bibliogr.

L'Etat a joué un rôle dominant dans le développement économique de la Corée du Sud, notamment sous le régime autoritaire de Park (1961-1979), dont la politique a particulièrement favorisé l'industrialisation et une économie à orientation capitaliste. Pendant cette période l'Etat s'était assuré le contrôle direct sur un certain nombre de secteurs de l'économie nationale, en jouant un rôle de planificateur et de protecteur.

2865. KWANG-KYU, Lee – « Socio-cultural aspects of rice cultivation ». *Korea Journal* 27 (1), janv. 87 : 16-30 ; tabl.

Plus de 80 % des Coréens vivaient encore récemment dans des communautés rurales, et les aspects socio-culturels de la culture du riz, aliment de base traditionnel, constituent toujours des facteurs essentiels du système social du pays. Aujourd'hui, la population agricole ne constitue plus que 30 % du total, mais la structure des communautés villageoises, leurs croyances religieuses et coutumes ancestrales liées aux activités agricoles et aux saisons de l'année sont toujours importantes pour comprendre la société coréenne contemporaine.

2866. LEE, Shin-bom – « South Korea : dissent from abroad ». *Third World Quarterly* 9 (1), janv. 87 : 130-147.

Les intérêts politiques américains ont dominé la scène politique sud-coréenne depuis la 2e guerre mondiale, comme le montre l'itinéraire de deux exilés célèbres, Syngman Rhee et Kim Dae Jung. Le premier a bien servi les intérêts américains en 1945 et est devenu Président en 1948 alors que le second exilé en 1982 et de retour en Corée en 1985, n'est pas une carte dans le jeu des Etats-Unis. Les divergences essentielles entre les groupes d'opposition (à l'intérieur comme à l'étranger) concernent justement le rôle futur des Etats-Unis, dont le retrait est pour certains une condition de la démocratisation.

Cuba

2867. Le débarquement de la Baie des Cochons

a. « Trois héros cubains de la Baie des Cochons racontent leurs expériences ». *Tricontinental* (6), déc. 86 : 25-46.
Texte des interventions à une table ronde organisée par l'OSPAAAL.

b. KENNEDY, Daniel D. – « The Bay of Pigs and the *New York Times* : another view of what happened ». *Journalism Quarterly* 63 (3), aut. 86 : 524-529.
On soutient depuis plus de 20 ans que le *New York Times* a donné une version du débarquement de la Baie des Cochons favorable à l'Administration Kennedy. Mais cette thèse semble être sans fondement et les journalistes de cet hebdomadaire ont fait preuve de plus d'objectivité qu'on ne l'a cru.

2868. CHALINE, Claude – « La Havane : urbanisme de rupture ou de rattrapage ? » *Annales de géographie* 96 (534), avr. 87 : 171-185 ; tabl., cartes ; résumé en anglais.

Après la prise de pouvoir, en 1959, de Fidel Castro, La Havane a fait l'objet d'une discrimination délibérée. A partir de 1969 cette tendance a été inversée puis, en 1978, un nouveau schéma directeur d'aménagement de la métropole a été élaboré pour la période 1980-2000. L'insuffisance des équipements collectifs, la nécessité de restructurer et de réhabiliter l'espace déjà urbanisé et le manque de moyens financiers ont obligé les pouvoirs publics à revoir leur politique. La nouvelle politique urbaine, lancée en 1986, tend à libéraliser le marché immobilier.

2869. DIAZ CORRAL, María ; INFANTES GUTIERREZ, María Cristina – « Estudio de los perfiles ocupacionales de los ingenieros y técnicos medios para ampliar su utilización en la producción ». *Economía y desarrollo* (95), déc. 86 : 20-33 ; tabl. ; bibliogr.

La participation directe des ingénieurs et des techniciens aux activités productives est une exigence du développement cubain encore mal remplie comme le montre une étude de cas.

Equateur

Voir aussi : n° 869

2870. LIPSKI, John M. – « The Chota valley : afro-hispanic language in Highland Ecuador ». *Latin American Research Review* 22 (1), 1987 : 155-170 ; tabl.

L'influence africaine dans l'espagnol sud-américain est certaine. Une étude du langage des habitants de la vallée du Chota en Equateur laisse penser qu'un espagnol partiellement africanisé y était généralement parlé dans le passé. Ce qui montre que cette influence n'est pas unique aux Caraïbes.

2871. LLOVET, Ignacio D. – « Capitalism and social differentiation. The case of Ecuador's rural population ». *Latin American Perspectives* 13 (4), aut. 86 : 60-85 ; tabl. ; bibliogr.

Le développement récent de l'économie rurale de l'Equateur ne confirme pas trop les vues de Lénine sur la polarisation sociale dans les campagnes comme

conséquence de l'introduction des relations de production capitalistes. De nouveaux secteurs moyens y ont fait leur apparition au cours des années 70 et leur maintien semble être lié à la fois à l'action des mécanismes économiques et à celle des mesures prises par des gouvernements d'orientation populiste.

2872. RAMAKRISHNA, Kilaparti et al. – « Outer limits of continental shelf : a legal analysis of Chilean and Ecuadorian island claims and US response ». *Marine Policy* 11 (1), janv. 87 : 58-68 ; cartes.

Les plaintes récemment émises par le Chili et l'Equateur à l'encontre des Etats-Unis ont soulevé le problème de l'interprétation de l'article 76 de la Convention sur le droit de la mer de 1982. Est plus particulièrement mise en cause la délimitation du plateau continental des territoires insulaires. Les Etats-Unis ont répondu en indiquant que l'article 76 ne pouvait être évoqué que sous certaines conditions. En fait, l'application de la Convention paraît plus facile et moins conditionnelle.

Espagne

2873. « La distribución comercial en España ». *Información comercial española* (644), avr. 87 : 3-123.

Numéro spécial sur l'évolution actuelle du commerce intérieur : la politique commerciale, l'organisation et le fonctionnement des circuits de distribution, le comportement des consommateurs...

2874. « Dossier sobre Barcelona ». *Documents d'anàlisi geogràfica* (8-9), 1986 : 3-110 ; résumés en français.

Suite d'articles sur différents aspects de la croissance urbaine de la ville, en particulier sur le problème des transports.

2875. Le référendum sur le maintien de l'Espagne dans l'OTAN

a. GILLESPIE, Richard – « Spain's referendum on Nato ». *West European Politics* 9 (4), oct. 86 : 238-244 ; tabl.
Les résultats du référendum du 12 mars 1986 ont confirmé l'Espagne comme membre de l'OTAN. Le parti socialiste de Gonzalez a remporté une large victoire dans 13 des 17 régions autonomes mais au prix de trois promesses : pas d'intégration dans la structure militaire de l'Alliance, maintien de la proscription des armes nucléaires et réduction progressive de la présence militaire américaine. Mais ces promesses ne semblent pas pouvoir être respectées.

b. LETRILLIART, Philippe – « L'Espagne et l'OTAN : la longue marche du parti socialiste ouvrier espagnol ». *Défense nationale* 43, avr. 87 : 73-86.
En 1982, l'Espagne a connu à la fois l'entrée à l'OTAN et l'arrivée au pouvoir du parti socialiste, opposé jusque-là à cette entrée. Le PSOE, de 1982 à 1986, doit donc oublier son discours politique et gérer la réalité. Le référendum du 12 mars 1986 éclaircit la situation sans toutefois régler tous les problèmes.

2876. BROTONS, Antonio Remiro – « Spanien und die europäische Nahostpolitik » (L'Espagne et la politique européenne au Proche-Orient). *Integration* 10 (2), avr. 87 : 65-80.

Pour des raisons politiques, historiques et par sa position géo-politique, l'Espagne entretient depuis plusieurs années des relations privilégiées avec les pays du Proche et Moyen-Orient et joue un rôle important dans cette région. L'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne va permettre d'intensifier les contacts entre les pays européens et les pays arabes.

2877. FLAQUER, Lluis – « Family, residence and industrialization in Northern Catalonia : legal and social aspects ». *Sociologia ruralis* 26 (3-4), 1986 : 268-284 ; bibliogr. ; résumés en français et en allemand.

Le processus d'industrialisation a entraîné un affaiblissement progressif de certaines pratiques juridiques et sociales dans une zone rurale de la Catalogne du Nord. La famille étendue recule au bénéfice de la famille nucléaire, mais moins qu'à Barcelone et les formes juridiques de transmission de la propriété rurale ont fortement évolué de façon concomittante.

2878. GARCIA-PETIT, Jordi ; SCHAFERS, Bernhard – « Spanien in der EG » (L'Espagne dans la Communauté européenne). *Gegenwartskunde* 35 (1), 1er et 2e trim. 87 : 19-30 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis 1962, l'Espagne a cherché à se rapprocher de la Communauté européenne. Son adhésion en 1986 a donc été un aboutissement logique, bien qu'elle ait provoqué quelques réticences en Espagne et dans d'autres pays membres, qui craignaient pour leur économie et leurs exportations. Plus d'un an après, les résultats sont mitigés. Les Espagnols, dans leur ensemble, restent sceptiques ; la Communauté, quant à elle, peut profiter de ce nouveau membre pour développer ses relations avec les pays méditerranéens, l'Amérique latine et les pays arabes.

2879. PASTOR RIDRUEJO, José Antonio – « España y la pesca marítima en el acta de adhesión a las Comunidades europeas ». *Revista de instituciones europeas* 13 (3), déc. 86 : 609-630 ; résumé en français.

Examen des particularités, des incertitudes, du régime transitoire établi par l'acte de 1985 concernant l'accès des bateaux de pêche espagnols aux eaux communautaires.

2880. SHARE, Donald – « Transitions to democracy and transition through transaction ». *Comparative Political Studies* 19 (4), janv. 87 : 525-548 ; tabl. ; bibliogr.

Le processus de passage de l'autoritarisme à la démocratie peut se faire selon quatre modèles principaux : la démocratisation progressive, la rupture, la lutte révolutionnaire et la transaction. Le cas de l'Espagne (1975-1978), montre que le dernier modèle est très différent des autres. L'attitude et le savoir faire des élites ont un rôle crucial dans la transition par transaction.

Etats-Unis

Institutions et vie politiques

2881. Le choix du candidat démocrate aux présidentielles de 1984

a. BARTELS, Larry M. – « Candidate choice and the dynamic of the presidential nominating process ». *American Journal of Political Science* 31 (1), fév. 87 : 1-30 ; tabl., graph. ; bibliogr.
L'analyse du succès populaire de Gary Hart durant les élections primaires américaines de 1984 peut se faire grâce à l'interaction de deux variables explicatives : la prédisposition des électeurs à s'opposer à Mondale et leur perception des chances de victoire de Hart. Ce modèle interactif rend mieux compte de l'agrégation des tendances soutenant Hart qu'un modèle basé sur l'évolution des cotes des deux candidats dans les sondages.

b.

b. PARENT, T. Wayne et al. – « Voting outcomes in the 1984 democratic party primaries and caucuses ». *American Political Science Review* 81 (1), mars 87 : 67-84 ; tabl. ; bibliogr.
Les résultats de Hart, Jackson et Mondale au sein du parti démocrate en 1984 ont été pour les primaires fonction des facteurs socio-démographiques et économiques de chaque Etat et pour les comités électoraux fonction des dépenses électorales engagées.

2882. « Legislative committees ». *American Political Science Review* 81 (1), mars 87 : 85-127, 179-199 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Trois articles sur le pouvoir des commissions parlementaires, leurs méthodes de travail, l'inscription des ordres du jour et la participation des parlementaires en leur sein.

2883. ALLEN, Walter R. ; FARLEY, Reynolds – « The shifting social and economic tides of Black America, 1950-1980 ». *Annual Review of Sociology* 12, 1986 : 277-306 ; tabl., graph. ; bibliogr.

De 1954 à 1984, deux tendances sociales se sont développées dans la population noire américaine : la montée d'une élite et la détérioration du statut d'une grande partie de cette population. Dans une perspective d'économie politique, il apparaît que race et statut économique sont inexorablement

liés. Les changements de la base économique de la société associés à l'oppression raciale historique expliquent la concentration des Noirs dans les basses classes.

2884. BRUDNEY, Jeffrey L. ; HEBERT, F. Ted – « State agencies and their environments : examining the influence of important external actors ». *The Journal of Politics* 49 (1), fév. 87 : 186-206 ; tabl. ; bibliogr.

Les agences d'Etat aux Etats-Unis sont influencées dans leur action par quatre facteurs de leur environnement : le gouverneur, la législation, les groupes de clients et les associations professionnelles. D'autres facteurs indépendants de l'environnement ont également une influence décisive. Ainsi, la bureaucratie ressemble plus à une juxtaposition d'agences hétérogènes qu'à un bloc monolithique.

2885. BURRIS, Val – « Business support for the New Right : a consumer's guide to the most reactionary American corporations ». *Socialist Review* 17 (91), fév. 87 : 33-63 ; tabl.

Le monde des affaires a de tout temps apporté son soutien financier à des formations politiques ; mais récemment ce soutien a été plus ou moins légalisé. Les firmes nationales soutiennent massivement la nouvelle droite, à cause des préférences idéologiques de leurs dirigeants et parce que le programme économique de la nouvelle droite correspond à leurs intérêts.

2886. JACOBSON, Gary C. – « The marginals never vanished : incumbency and competition in elections to the US House of representatives, 1952-82 ». *American Journal of Political Science* 31 (1), fév. 87 : 126-141 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La marge dont bénéficient les Représentants américains dans les résultats des élections pour la Chambre des Représentants a largement augmenté au cours des années 1960. Cependant, la compétition n'a pas diminué et la réélection des Représentants n'est pas plus assurée car, en même temps, l'hétérogénéité des déplacements de vote d'une élection à l'autre, s'est accrue.

2887. KENNEY, Patrick J. ; RICE, Tom W. – « The relationship between divisive primaries and general election outcomes ». *American Journal of Political Science* 31 (1), fév. 87 : 31-44 ; tabl. ; bibliogr.

Lorsqu'une élection primaire américaine est divisée, les parties opposées développent des loyautés intra-groupe et des hostilités extra-groupe, ce qui ne manque pas d'avoir des effets négatifs sur les résultats du parti concerné aux élections présidentielles surtout si l'autre parti a réussi à avoir un candidat incontesté aux primaires.

2888. Mc FARLAND, Andrew S. – « Interest groups and theories power in America ». *British Journal of Political Science* 17 (2), avr. 87 : 129-147 ; tabl., graph.

Trois modèles de groupes d'intérêts, pouvoir et processus politique s'opposent dans la politique américaine : le pluralisme des années 1960, l'« élitisme pluriel » des années 1970 et le modèle triadique qui apparaît comme le plus développé des trois. Il suppose normal le fait que des intérêts organisés agissent comme contre-pouvoir par rapport aux producteurs économiques organisés. Dix-huit propositions peuvent être énoncées en termes de pouvoir triadique.

2889. RAGSDALE, Lyn ; COOK, Timothy E. – « Representatives " actions and challengers " reactions : limits to candidate connections in the House ». *American Journal of Political Science* 31 (1), fév. 87 : 45-81 ; tabl. ; bibliogr.

L'étude des élections à la Chambre des représentants américaine de 1978 et 1980 fait apparaître trois éléments influant sur les interactions entre les titulaires des sièges et leurs rivaux : les résultats des élections précédentes, les ressources financières du titulaire et la distinction entre les dépenses de ce dernier en tant que représentant et celles qu'il consacre à sa campagne électorale. Cependant, les titulaires et leurs rivaux agissent relativement indépendamment les uns des autres.

2890. RIELLY, John E. – « L'opinion publique américaine et la politique étrangère ». *Politique étrangère* 52 (1), print. 87 : 129-147 ; tabl.

Résultats d'un sondage effectué pour le Chicago Council on Foreign Relations (CCFR) par l'Institut Gallup entre le 20 octobre et le 12 novembre 1986 sur l'attitude de l'opinion publique américaine envers les problèmes de politique intérieure et extérieure. Il en ressort que l'importance attribuée à la politique extérieure a plus que doublé au cours des huit dernières années. Par ailleurs, malgré de profonds désaccords avec l'administration Reagan sur certaines questions spécifiques, la majorité des Américains est plus optimiste sur l'état du monde et se montre davantage partisane de voir son pays jouer un rôle plus actif dans le monde.

2891. SQUIRE, Peverill et al. – « Residential mobility and voter turnout ». *American Political Science Review* 81 (1), mars 87 : 47-65 ; tabl. ; bibliogr.

Un tiers de la population américaine change de résidence tous les deux ans ; cette mobilité a un effet largement négatif sur la participation électorale évaluée à l'échelon national en raison des formalités de réinscription sur les listes électorales.

2892. WALCOTT, Charles ; HULT, Karen M. – « Organizing the White House : structure, environment, and organizational governance ». *American Journal of Political Science* 31 (1), fév. 87 : 109-125 ; graph. ; bibliogr.

La présidence des Etats-Unis a une dimension organisationnelle importante. L'organisation du cabinet de la Maison Blanche impose des contraintes au président tout en lui facilitant la tâche. L'analyse organisationnelle permet de comprendre les problèmes de gouvernement, du cabinet, de la présidence et propose des approches pour les résoudre.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 2867, 3202, 3211, 3216, 3217

2893. Les relations américano-soviétiques

a. KRIESBERG, Louis – « Consequences of efforts at deescalating the American-Soviet conflict ». *Journal of Political and Military Sociology* 14 (2), aut. 86 : 215-234 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Entre les années 50 et 80, les relations américano-soviétiques ont été marquées par de nombreux efforts des deux parties pour diminuer les tensions. Ces efforts, qui ont parfois abouti à la conclusion d'accords, ont eu des conséquences sur les relations conventionnelles, les perceptions mutuelles, les échanges commerciaux et les dépenses militaires. Cependant, ce sont ces dernières qui sont les moins sensibles aux améliorations des relations bilatérales.

b. ROSSI, Sergio A. – « Il vertice di Reykjavik e il problema della difesa europea ». *Affari esteri* 19 (73), janv. 87 : 30-52 ; tabl.
Le désaccord sur le traité ABM, l'affaiblissement de R. Reagan suite à l'Irangate mettent en doute la possibilité d'un accord entre URSS et Etats-Unis avant la fin du mandat présidentiel de Reagan. L'éventualité d'une option zéro sur les euromissiles et les débuts de la coopération des firmes européennes à l'IDS ont entraîné, d'autre part, certaines inquiétudes au niveau des alliés européens des Etats-Unis : seule une alliance leur permettra de s'imposer en interlocuteurs.

2894. BETTS, Richard K. – « A nuclear golden age ? The balance before parity ». *International Security* 11 (3), hiv. 87 : 3-32.

La supériorité américaine en matière nucléaire sur l'URSS durant les années 50 a fait croire aux Etats-Unis qu'ils détenaient l'avantage absolu et la supériorité globale. Cependant, l'analyse des forces en présence révèle l'extrême vulnérabilité américaine durant l'âge d'or du nucléaire.

2895. CHOMSKY, Noam – « Libya in US demonology ». *International Terrorism and International Law* (14), hiv. 87 : 5-22 ; bibliogr.

La définition américaine du terrorisme sert ses intérêts idéologiques. Pour Reagan, la condamnation de la Libye et les sanctions militaires prises contre

elle s'inscrivent dans le cadre de la lutte contre l'Empire du mal. Cependant, la véritable raison de ces sanctions est que la politique de Kadhafi à l'égard du Moyen-Orient et de l'Afrique devenait gênante pour les Etats-Unis.

2896. GALLOIS, Pierre M. – « Europe-Etats-Unis : le dossier d'un grand départ ». *Politique internationale* (35), print. 87 : 261-281 ; résumés en anglais et en espagnol.

Les partisans du retrait américain sont de plus en plus nombreux à se faire entendre avançant le coût élevé de la protection du vieux continent, la passivité et les contradictions de l'Europe qui apparaît en outre comme une puissance économique rivale, l'attrait de l'Asie et du Pacifique qui offrent d'autres perspectives.

2897. SANDERS, Sol W. – « The threat from Mexico ». *Conflict* 7 (1), 1987 : 45-64.

L'administration Reagan n'accorde pas une attention suffisante aux événements du Mexique. Les rapports entre les Etats-Unis et ce pays sont bons, mais un renforcement de l'influence soviétique par l'intermédiaire de Cuba, pays ami du Mexique, et l'aggravation de la crise économique mexicaine avec la baisse du niveau de vie d'une population en pleine explosion démographique, pourraient constituer des signes avant-coureurs d'un danger pour les rapports américano-mexicains.

Vie culturelle et scientifique

2898. « The year in cable ». *Marketing and Media Decisions* 22 (2), fév. 87 : 52-64.

L'année 1986 a été calme pour l'industrie du câble mais 1987 laisse prévoir des évolutions importantes : les ressources publicitaires des réseaux câblés vont s'accroître, la déréglementation va favoriser la restructuration des réseaux.

2899. BERNDTSON, Erkki – « The rise and fall of American political science : personalities, quotations, speculations ». *International Political Science Review* 8 (1), janv. 87 : 85-100 ; tabl. ; bibliogr.

La science politique américaine qui s'est développée depuis le XIXe siècle, a acquis une position dominante accompagnée par la montée en puissance des Etats-unis et l'extension du modèle démocratique. Elle pourrait connaître un déclin prochain avec le changement des rapports de puissance, les problèmes de la démocratie et la diversification actuelle de la démocratie.

2900. BERTRAND, Claude-Jean – « Sports et médias aux Etats-Unis ». *Esprit* (4), avr. 87 : 213-229.

Plus que dans tout autre pays, sports et médias, aux Etats-Unis, sont commerciaux et même dans le cadre universitaire visent avant tout le profit. Il s'agit dans les deux cas de conquérir le public le plus large afin de le vendre aux annonceurs.

2901. KYSIAK, Ronald C. – « The role of the University in public-private partnerships ». *Proceedings of the Academy of Political Science* 36 (2), 1986 : 47-59.

La coopération entre les universités et les secteurs privés et publics a été entamée dans quelques Etats américains. Elle sert à promouvoir un programme de développement économique basé sur la technologie. Cependant, les relations entre les municipalités et les universités sont limitées à cause des malentendus sur leurs rôles respectifs dans la vie des villes.

2902. MERCIER, Christophe – « Le cinéma américain (1930-1980) ». *Commentaire* 9 (34, 35, 36 et 37), été et aut. 86, hiv. et print. 87 : 318-326, 507-513, 736-747 et 135-139.

Malgré les vicissitudes du mode de production hollywoodien, une partie du cinéma américain a su devenir un cinéma « d'auteur » aussi bien avant la guerre qu'après. Les années 50 marquent l'âge d'or du cinéma américain : Après cette période faste, le cinéma américain va stagner dans les années 60 : disparition des grands cinéastes du début du parlant et fin prématurée de quelques-uns des nouveaux venus des années 50. Dans les années 70, le cinéma américain n'est plus un cinéma d'auteurs mais de producteurs. Seuls quatre

cinéastes de grande envergure sont apparus (J. Cassavetes, F. Coppola, M. Cimino et M. Scorsese), mais ils tournent peu.

2903. NELSON, Robert H. – « The economic profession and the making of public policy ». *Journal of Economic Literature* 25 (1), mars 87 : 49-91 ; bibliogr.

La plupart des économistes se considèrent avant tout comme des experts et des techniciens dont l'objectivité est une qualité indispensable. Ceux qui ont été en contact avec les affaires publiques aux Etats-Unis savent que cette vision du rôle de l'économiste est dépassée. Les économistes américains ne doivent plus se considérer comme des techniciens neutres et doivent s'engager dans l'élaboration des politiques publiques.

Questions sociales

2904. Le syndicalisme

a. HANNAN, Michael T. ; FREEMAN, John – « The ecology of organizational founding : American labor unions, 1836-1985 ». *American Journal of Sociology* 92 (4), janv. 87 : 910-943 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Une étude couvrant la période 1836-1985 aux Etats-Unis permet d'établir un lien entre le nombre de créations de syndicats et le contexte économique et social. L'augmentation du nombre de syndicats dans l'industrie semble avoir eu un effet négatif sur la création d'associations professionnelles, alors que la relation inverse est contraire.

b. KUTTNER, Robert – « Will unions organize again ? Why some succeed and others don't ». *Dissent* hiv. 87 : 52-62.
Les syndicats américains sont en déclin à cause de facteurs externes, comme une législation défavorable et de facteurs internes, particulièrement la démobilisation idéologique actuelle. Les seuls syndicats qui arrivent à maintenir leurs positions sont ceux s'appuyant sur les classes modestes, à cheval entre secteurs privé et public. Dans les branches des techniques de pointe, ils sont totalement absents.

2905. CHISWICK, Barry R. – « Human capital and the labor market adjustment of immigrants : testing alternative hypotheses ». *Research in Human and Capital Development* 4, 1986 : 1-26 ; tabl. ; bibliogr.

Les études sur l'évolution de la situation des immigrants aux Etats-Unis montrent que leurs revenus tendent à augmenter et fréquemment dépasser la moyenne de ceux des citoyens nés dans le pays. Certains analystes ont avancé des hypothèses concernant les facteurs « chance » et « retour sélectif » des immigrants ayant moins de succès que les autres, mais l'analyse des données récentes en la matière ne confirme guère ces interprétations alternatives.

2906. JASSO, Guillermina ; ROSENZWEIG, Mark R. – « What's in a name ? Country-of-origin influences on the earnings of immigrants in the United States ». *Research in Human Capital and Development* 4, 1986 : 75-106 ; tabl.

Les relations entre les revenus des immigrants aux Etats-Unis et leur origine nationale sont évidentes mais correspondent à des facteurs de causalité complexes. L'analyse présentée étudie les décisions individuelles d'émigrer, puis de rester aux Etats-Unis, en fonction des expectatives de bien-être au pays d'origine et au pays d'émigration et fait apparaître d'importantes différences selon les pays, avec des taux de naturalisation nettement plus élevés en général chez les immigrants du Tiers-Monde que chez ceux qui viennent d'Europe occidentale ou du Canada.

2907. O'BRIEN, Robert – « The interracial nature of violent crimes : a reexamination ». *American Journal of Sociology* 92 (4), janv. 87 : 817-835 ; tabl. ; bibliogr.

Une étude statistique de la violence aux Etats-Unis permet de confirmer la thèse selon laquelle les crimes s'inscrivent généralement dans les conflits interraciaux. Ainsi, les Noirs attaqueront généralement des victimes blanches.

2908. ROBSON, Ross E. – « Organizational coordination between CETA and the Job service : implications for the 80's ». *International Journal of Public Administration* 9 (4), 1987 : 447-468 ; tabl.

Aux Etats-Unis, les problèmes de l'emploi sont confiés à deux administrations différentes : le Service de l'emploi créé dans les années trente, et les structures administratives créées par la loi de 1973 sur l'emploi et la formation. Les deux entités s'adressent à un public différent : il est général pour la première, et restreint pour la seconde selon les limites posées par la loi. Une coordination entre leurs actions n'en demeure pas moins indispensable.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3001

2909. Classement des entreprises

a. « The Fortune 500 ». *Fortune International* 115 (9), 27 avr. 87 : 151-210 ; tabl.
Classement global et par secteur des 500 premières entreprises américaines.

b. « The top 1000 ». *Business Week* (323), 20 avr. 87 : 40-153 ; tabl., graph.
Suite d'articles : classement des 1 000 premières entreprises américaines, en fonction de leur valeur sur le marché boursier.

2910. BECK, Nathaniel – « Elections and the Fed : is there a political monetary cycle ? » *American Journal of Political Science* 31 (1), fév. 87 : 194-216 ; tabl. ; bibliogr.

Alors qu'il existe un cycle dans la provision de monnaie aux Etats-Unis, il n'y a pas de cycle d'instruments monétaires. Le cycle monétaire disparaît lorsque la politique fiscale reste constante. Il apparaît, cependant, que la Réserve fédérale s'adapte passivement aux cycles de politique monétaire induits fiscalement, mais elle ne provoque pas de tels cycles.

2911. BLECHMAN, Barry M. ; UTGOFF, Victor A. – « The macroeconomics of strategic defenses ». *International Security* 11 (3), hiv. 87 : 33-70 ; tabl. ; bibliogr.

La mise en place d'un important système de défense stratégique aux Etats-Unis diminuerait les dépenses budgétaires non militaires, élèverait le niveau des taxes et le taux d'inflation, et diminuerait légérement le taux de croissance. Reste à savoir si ce coût est inférieur à l'avantage tiré d'un système de défense plus élaboré.

2912. BRYAN, Lowell L. – « The credit bomb in our financial system ». *The McKinsey Quarterly* hiv. 87 : 2-14.

La précarité du système de crédit américain est devenue évidente. Certaines institutions de crédit se sont en effet engagées de manière risquée auprès de leurs clients. La nouvelle réglementation pose des bases intéressantes mais qui doivent être approfondies et systématisées.

2913. EVANS, Paul – « Interest rates and expected future budget deficits in the United States ». *Journal of Political Economy* 95 (1), fév. 87 : 34-58 ; tabl. ; bibliogr.

La croissance du déficit budgétaire est généralement associée, aux Etats-Unis, à la montée des taux d'intérêt. Une analyse fondée sur des statistiques américaines, remontant jusqu'à 1980, montre que ce préjugé est faux, tant dans le passé que pour l'avenir.

2914. GARLAND, Merrick B. – « Antitrust and State action : economic efficiency and the political process ». *The Yale Law Journal* 96 (3), janv. 87 : 486-519.

Aux Etats-Unis, la législation anti-trust est considérée comme la première intrusion juridique de l'Etat dans la sphère économique. Certains défendent une théorie selon laquelle la Cour Suprême favorise, par ses décisions, l'accentuation de cette intrusion ; elle permettrait surtout l'interférence de l'Etat dans les problèmes de réglementation des trusts. Cette théorie est erronée ; la tendance avancée n'est pas vérifiée par l'examen de la jurisprudence.

2915. KAMLET, Mark S. ; MOWERY, David C. – « Influences on executive and congressional budgetary priorities, 1955-1981 ». *American Political Science Review* 81 (1), mars 87 : 155-178 ; tabl. ; bibliogr.

La comparaison des priorités budgétaires établies d'une part par le Congrès, d'autre part par l'exécutif américain, tout au long de l'après-guerre et notamment l'impact de la situation économique quant à leur établissement montre que les variables politiques jouent peu tant au niveau du Congrès qu'au niveau de la présidence et que les différences se situent entre l'exécutif et le législatif.

2916. KING, Desmond S. ; GURR, Ted Robert – « Federal responses to urban fiscal stress and decline in the United States ». *British Journal of Political Science* 17 (1), janv. 87 : 109-128 ; tabl.

Les autorités publiques défendent leurs propres intérêts par l'extension de l'autorité de l'État et en s'assurant la viabilité des villes. Il faut donc distinguer les activités nécessaires à la perpétuation des villes. Ainsi, les autorités américaines répondent au déclin du système fiscal urbain en tenant compte de leurs propres intérêts dans l'affectation des ressources.

2917. MULLINEUX, A.W. – « Why is the US banking system so instable ? » *The Royal Bank of Scotland Review* (153), 1987 : 36-52.

Sur 484 banques américaines recensées à la fin de l'année 1986, 10 % sont dans une situation financière précaire. La faillite a frappé 136 banques en 1986 ; il s'agit pour l'essentiel de banques régionales. La structure même du système bancaire américain explique largement ces tendances.

2918. RUGEMER, Werner – « Salariat et société aux Etats-Unis ». *La pensée* (255), fév. 87 : 55-69 ; tabl. ; bibliogr.

Glissement important vers le tertiaire, augmentation de la précarité de l'emploi, diminution sensible du niveau de vie caractérisent les salariés américains.

2919. SCHMIDT, Vivien A. – « La dérégulation aux Etats-Unis ». *Revue française d'administration publique* (41), mars 87 : 115-127.

La dérégulation revêt trois formes aux Etats-Unis : judiciaire, législative et exécutive. Cette troisième forme utilisée avec succès sous le gouvernement Reagan en matière économique échoua en matière sociale où les efforts eurent pour résultat d'abord une mauvaise publicité et ensuite un renouveau de la réglementation.

2920. SHUGHART, William F. ; TOLLISON, Robert D. – « On the growth of government and the political economy of legislation ». *Research in Law and Economics* 9, 1986 : 111-127 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Aux Etats-Unis, l'extension du secteur public est étroitement liée à la croissance de la production législative. C'est en effet le parlement qui doit approuver les impôts nouveaux, l'élargissement du secteur public et les nouvelles réglementations. Des données fournies par le Congrès concernant la période 1789-1980 confirment la relation entre la hausse des dépenses publiques et le nombre de lois votées.

Aménagement et urbanisme

2921. « Public-private partnerships : improving urban life ». *Proceedings of the Academy of Political Science* 36 (2), 1986 : 1-55.

Série d'articles consacrés aux relations entre partenaires des secteurs public et privé dans le cadre des réalisations urbaines aux Etats-Unis. Voir notamment : KYSIAK, Ronald C. : n° 2901.

2922. CARLINO, Gerald A. ; MILLS, Edwin S. – « The determinants of country growth ». *Journal of Regional Science* 27 (1), fév. 87 : 39-54 ; tabl. ; bibliogr.

Une enquête regroupant des données statistiques de 3 000 comtés permet d'identifier les facteurs de croissances des comtés américains dans les années soixante-dix. Il apparaît que l'emploi est surtout affecté par l'environnement démographique et économique de la région. Quant à la démographie, elle est influencée par le climat, les régions de la « sunbelt » étant plus prolifiques.

2923. DAY, Frederick A. – « Changing regional inequalities in North Carolina ». *Growth and Change* 18 (1), hiv. 87 : 13-31 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

Aux Etats-Unis, l'Etat de la Caroline du Nord enregistre depuis plusieurs années des taux de croissance économique et démographique supérieurs aux moyennes nationales. Mais cet apparent bouillonnement n'est pas le fait de tout l'Etat. Après s'être estompées entre les années 50 et 70, les disparités régionales se sont accentuées par la suite. L'écart entre les comtés riches et les comtés pauvres s'est creusé par la seule présence des blancs pauvres en milieu rural.

2924. GHORRA GOBIN, Cynthia – « Les Américains et leur territoire. Mythes et réalités ». *Notes et études documentaires* (3), 1987 : 3-110 ; tabl., graph., cartes.

Numéro spécial consacré à l'analyse de la relation qu'entretient la société américaine avec son territoire : historique de l'appropriation territoriale selon les principes de démocratie et d'égalité de l'époque de Jefferson ; évolution de la ville, de l'architecture américaine et de la gestion urbaine qui donne toute sa valeur à la banlieue ; mise en place d'une protection de l'environnement et d'une législation dans ce domaine ; redistribution, enfin, des activités industrielles et économiques qui semble aujourd'hui privilégier les Etats du Sud et de l'Ouest.

2925. HOWELL, James M. ; FRANKEL, Linda D. – « Rivitalizzare le vecchie regioni industriali ». *Biblioteca della libertà* 22 (96), mars 87 : 101-119 ; tabl. ; résumé en anglais.

La Nouvelle Angleterre a réduit son taux de chômage de 12 à 4,5 % entre 1974 et 1985. Cette réussite dans la relance économique de la plus ancienne région industrielle américaine est due à l'implantation d'industries à haute technologie qui ont favorisé la relance des investissements et créé des emplois, ceux-ci étant par contre souvent caractérisés par de bas salaires et un faible niveau de qualification.

Relations économiques extérieures

Voir aussi : n° 3156

2926. Le déclin de la compétitivité extérieure

a. « Can America compete ? » *Business Week* (324), 27 avr. 87 : 40-65 ; graph.
Suite d'articles : le déclin de sa compétitivité est le problème-clé de l'économie américaine. Les choix sont clairs : ou l'amélioration de la productivité ou le déclin. La croissance économique est freinée par un appareil productif ancien et par la part croissante prise par les services. Les Etats-Unis devront apprendre à ne plus compter sur l'épargne étrangère pour financer leurs déficits.

b. HAZART, Patrick – « Cours du dollar et compétitivité américaine ». *Revue de l'IPECODE* (15), avr. 87 : 133-150 ; tabl., graph.
Quelle qu'ait été l'ampleur de la chute nominale du dollar, une baisse demeure nécessaire pour restaurer la compétitivité américaine au niveau des années 1980 : en effet, une part importante du commerce des Etats-Unis s'effectuera avec des pays qui ont su maintenir leur compétitivité bilatérale avec l'Amérique.

2927. ATEYA, Moustafa N. – « Israël/Etats-Unis : la zone de libre-échange ». *Revue d'études palestiniennes* (23), print. 87 : 35-54.

L'accord de libre-échange américano-israélien, signé le 22 avril 1985 et entré en vigueur le 1er septembre 1985, fait d'Israël le seul pays au monde ayant de telles relations privilégiées avec les Etats-Unis. Complétant l'accord israélo-européen de 1975, il a une portée stratégique et vise à consolider l'économie israélienne qui souffre d'une crise permanente du fait de sa spécificité parasitaire et de sa nature militaire.

2928. HENDERSON, Bruce F. – « A historical perspective of US-GCC economic and financial interdependence ». *American-Arab Affairs* (19), hiv. 87 : 38-57.

Les projets pétroliers réalisés en commun par des sociétés privées américaines et les secteurs public et privé des pays membres du Conseil de Coopération du Golfe ont constitué le lien initial qui a établi une interdépendance économique entre les Etats-Unis et les pays arabes du Golfe. Les banques

offshore américaines et les investissements arabes sur le marché américain ont réalisé l'interdépendance financière.

2929. WECK-HANNEMANN, Hannelore ; FREY, Bruno S. – « Was erklärt die Entwicklungshilfe ? » (Qu'est-ce qui explique l'aide au développement ?) *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik* 203 (2), mars 87 : 101-122 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'analyse empirique de l'aide aux pays en développement octroyée pendant la période 1979-82 par les Etats-Unis ne confirme pas les hypothèses généralement émises pour expliquer les facteurs déterminants de ces flux financiers. Les facteurs idéologiques, stratégiques et politiques, ainsi que la concurrence entre pays donateurs ou les perspectives de débouchés futurs n'apparaissent guère comme étant les facteurs décisifs de l'attribution de l'assistance économique des Etats-Unis, à l'exception du cas spécifique que constitue l'aide à l'Etat d'Israël.

France

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3202

2930. « L'allègement des tutelles techniques ; disparition, déplacement, survivance ou conversion ? » *Les cahiers du CFPC* (21), fév. 87 : 1-150.

Actes des troisièmes rencontres d'Angers les 20 et 21 novembre 1986 : depuis la loi de décentralisation, la création de la dotation globale d'équipement, la clarification à terme du problème des prescriptions et procédures techniques, la liberté dans le domaine de l'urbanisme sont autant d'allègements des tutelles techniques du pouvoir central ; mais la pratique de la vie communale révèle aussi leur incapacité à assumer leur autonomie.

2931. Le consensus politique

a. « La politique du capital et le consensus droite-PS ». *Cahiers du communisme* 63 (4), avr. 87 : 48-66.
Suite d'articles : le consensus existe entre toutes les forces politiques à l'exception du PC sur les choix politiques à faire pour gouverner le pays dans la crise. Le Parti socialiste est l'artisan de ce consensus et la politique extérieure est le terrain privilégié de la coopération Chirac-Mitterrand.

b. BERTHO, Alain – « La cohabitation et l'avenir de la politique ». *La pensée* (255), fév. 87 : 7-16.
A partir de 1984, tous les ingrédients sont réunis : PC affaibli, PS « modernisé », droite libérée des contraintes du pouvoir, pour une alternance consensuelle propre à étouffer les besoins de transformations sociales qui se développent dans la société française. La cohabitation qui s'instaure après le 16 mars est une alternance à qui il manque l'essentiel : la capacité de chacun des deux protagonistes à assurer seul la direction politique de la société française.

2932. Les élections de mars 1986

a. « Elections 1986, Nord-Pas-de-Calais ». *Les cahiers du CRAPS* (2), fév. 87 : 7-115.
Numéro consacré à une analyse de la campagne électorale dans la région Nord-Pas-de-Calais et des résultats : les résultats de chacun des partis, l'évolution du comportement électoral, le phénomène Le Pen. Voir notamment : LAURENT, A. : « Un seul tour, un seul jour, deux votes. Régionales et législatives dans le Nord-Pas-de-Calais » ; DOLEZ, B. : « Les socialistes en campagne » ; ETCHEBARNE, S. : « Front national, la confirmation ».

b. GOLDEY, David B. ; JOHNSON, R.W. – « The French general election of 16 March 1986 ». *Electoral Studies* 5 (3), déc. 86 : 229-252 ; tabl. ; bibliogr.
Les élections générales qui ont eu lieu en France en 1986 ont révélé principalement deux éléments. La modification du système électoral a eu plus d'effets sur l'allocation des sièges que sur les comportements électoraux. Par ailleurs, les considérations nationales ont été dominantes, érodant ainsi les caractéristiques régionales et les disparités sociales.

c. MAZEY, Sonia – « Notes on recent election : the French regional elections of the 16 March 1986 ». *Electoral Studies* 5 (3), déc. 86 : 297-301 ; tabl. ; bibliogr.

Les premières élections régionales ont eu lieu en France le 16 mars 1986 et 26 exécutifs régionaux ont été élus conformément au programme de décentralisation de Gaston Defferre. Elles ont été marquées par des préoccupations nationales : le problème du Front national, les tensions au sein de la coalition UDF-RPR et le déclin de l'alliance de la gauche.

2933. « Libertés : le nouvel ordre " libéral " ». *Justice* (114), mars 87 : 4-45.

Numéro spécial réalisé en collaboration avec trois autres revues : *Actes* (print. 87), *Hommes et liberté* (hors-série), *Plein droit* (mars 87). L'ensemble des lois relatives à la sécurité des biens et des personnes que le gouvernement Chirac a fait adopter par le Parlement, reposant sur un amalgame déliquance, terrorisme et immigration, manifestent une obsession sécuritaire, une paranoïa de l'enfermement et une politique d'exclusion des immigrés et permettent un accroissement de la répression et une restriction des libertés ;

2934. « Masses et individus ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (14), juin 87 : 5-62 ; résumé en anglais.

Suite d'articles consacrés au « couple infernal » masses-individus : la régression du holisme traditionnel au bénéfice d'un individualisme conquérant doit être relativisée ; les manifestations étudiantes de décembre 1986 montrent par exemple l'affirmation d'une solidarité caractéristique de l'individualisme moderne, ni narcissique ni élitiste. Voir notamment : GAUDEMAR, Jean-Paul : n° 2956 ; CAPDEVIELLE, Jacques : n° 2954 ; DELANNOI, Gil : n° 2945 ; SEGALEN, Martine : n° 2962.

2935. BEBEL-GISLER, Dany – « " Passé inachevé de l'esclavage ", Etat français, transnational et lutte de libération nationale en Guadeloupe ». *Peuples méditerranéens* (35-36), sept. 86 : 295-307 ; résumé en anglais.

L'esclavage n'est pas une réalité éloignée dans la mémoire collective de la Guadeloupe. L'île est encore un espace clos, où l'impérialisme français s'exerce, et constitue une tête de pont de la CEE dans le nouveau monde. Quelle que soit l'influence de la transnationalisation sur la lutte pour la liberté, la Guadeloupe fait face à un fait indéniable : la construction étatique. Les syndicats ont commencé à résister à l'ordre transnational.

2936. GUENAIRE, Michel – « Le régime juridique de la responsabilité administrative du fait des actes de violence ». *L'actualité juridique. Droit administratif* (4), 20 avr. 87 : 227-249.

C'est pour répondre à un besoin, largement ressenti dans la société civile, d'indemnisation des actes répréhensifs liés à la violence, que la loi de 1977 a organisé le régime d'une réparation forfaitaire finale de l'Etat, que la loi de 1986 a corrigé en créant un régime de réparation complète pour les dommages nés d'actes de terrorisme. Mais il n'y a pas de responsabilité générale mais plusieurs voies d'indemnisation autonomes qui apparaissent contradictoires ou alternatives. Ce désordre juridique est insatisfaisant tant du point de vue de la logique du droit applicable que de celui des droits de la victime.

2937. MOLINIER, Joël – « Les lois de programme ». *Revue française de finances publiques* (17), 1987 : 157-175.

Situation des lois de programme au regard des lois de plan et des lois de finances ; classification des lois de programme des trente dernières années.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 3162

2938. « La France et le Pacifique Sud ». *Politique étrangère* 52 (1), print. 87 : 18-97 ; tabl., cartes ; résumés en anglais.

Dossier consacré en particulier au rôle de la France dans la région stratégique qu'est le Pacifique Sud et approche générale des attitudes et des objectifs à

moyen et long termes des autres pays présents dans la région. Voir notamment : WANANDI, Jusuf : n° 3157.

2939. FONTAINE, André – « Diplomatie française : l'épreuve de la cohabitation ». *Politique internationale* (35), print. 87 : 53-64.

La politique étrangère depuis mars 1986 témoigne d'un surprenant consensus entre l'Elysée et Matignon sans lequel la cohabitation serait demeurée impraticable. Le problème des otages du Liban et celui des relations avec le Moyen-Orient sont, à cet égard, exemplaires. La seule divergence a trait à l'Europe et aux relations franco-allemandes pour lesquelles J. Chirac semble moins intéressé que F. Mitterrand.

2940. RAIMOND, Jean-Bernard – « Le fait et le mot ». *Politique internationale* (35), print. 87 : 21-39 ; résumés en anglais et en espagnol.

Au cours d'un entretien conduit par Patrick Wajsman le ministre des Affaires étrangères réaffirme les principes de sa politique et analyse les principaux chapitres de la politique extérieure de la France depuis le 16 mars 86 : le terrorisme, les otages du Liban, le rôle de la Syrie, le conflit tchadien, ainsi que la situation internationale marquée par le Moyen-Orient, le Cambodge, l'Afghanistan, le Nicaragua, les réformes en URSS.

2941. THIRION, Isabelle – « La décision du général de Gaulle de suspendre provisoirement la participation française au Conseil des ministres de la Communauté économique européenne (1er juillet 1965) ». *Relations internationales* (49), print. 87 : 95-113.

L'évaluation de l'environnement perceptuel – la personnalité du général de Gaulle – structurel et conjoncturel caractérisent la décision française du 1er juillet 1965 comme une décision « de choc » marquant la volonté française d'imposer un marché commun agricole dans les délais fixés (le 30 juin). Si on ne peut lui attribuer entièrement le ballotage aux élections présidentielles de décembre, son coût politique fut cependant élevé mais les objectifs fixés furent atteints.

Vie culturelle et scientifique

Voir aussi : n° 3221

2942. « Le coût de l'information ». *Bulletin des bibliothèques de France* 31 (5), 1986 : 415-521 ; graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Numéro spécial consacré au coût de production, de commercialisation, de diffusion et d'utilisation de l'information : information professionnelle, Minitel, information bibliographique ou factuelle diffusée par les serveurs, information grand public diffusée dans les bibliothèques et centres de documentation.

2943. BENTOLILA, Alain – « Radios libres et stations GO : les pôles de distinction ». *Communication et langage* (70), 4e trim. 86 : 30-52 ; tabl.

Les radios locales doivent une grande part de leur succès au nouveau langage radiophonique qu'elles ont mis en place alors que les grandes radios commerciales n'ont pas su saisir à temps l'évolution des modes en matière de langage, de rythme, de style et de comportement.

2944. CAMPBELL, Edwina S. – « The ideals and origins of the Franco-German sister cities movement, 1945-70 ». *History of European Ideas* 8 (1), 1987 : 77-95.

Au cours des vingt années qui ont suivi le premier jumelage des villes françaises et allemandes, les municipalités de ces villes ont contribué d'une manière considérable à la compréhension mutuelle et au rapprochement entre les deux pays et entre leurs peuples. De ce fait, elles ont en même temps œuvré en faveur de l'unification de l'Europe.

2945. DELANNOI, Gil – « De Sartre à Hobbes. La liberté et la tutelle ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (14), juin 87 : 55-62.

A travers l'itinéraire de Jean-Paul Sartre apparaît la dialectique entre les années 50 et 60, dominée par l'idée de masse et le holisme marxiste, et l'irruption de l'individu en lutte contre l'autorité en mai 1968. A cet individualisme généreux, associant les masses au processus de libération, s'est

substitué l'hédonisme et cette croissance de l'individualisme montre que la révolution, chez Sartre, ou la paix de l'Etat tutélaire, chez Hobbes, en sont deux matrices compatibles.

2946. KAHANE, Jean-Pierre – « Le CNRS, ça nous intéresse ». *La pensée* (255), fév. 87 : 31-40.

Depuis les années 80 et plus particulièrement depuis un an, c'est une vision du CNRS calquée sur l'entreprise capitaliste qui s'affirme ; mêmes valeurs, mêmes méthodes, mêmes liens avec le capital financier. Ce n'est que par une coopération avec l'université que le CNRS se dégagera de ses ambiguïtés actuelles.

2947. MACCOTTA, Giuseppe Walter – « Il cattolicesimo e la chiesa nella Francia di oggi ». *Affari esteri* 19 (73), janv. 87 : 87-97.

D'après une enquête de la SOFRES menée en septembre 1986, 81 % des Français se déclarent catholiques mais seuls 13 % d'entre eux ont une pratique régulière du culte. Cette situation d'une « Eglise pour les non-pratiquants » explique la portée de politique pastorale de la venue de Jean-Paul II en France en octobre 1986.

2948. OEUVRARD, Françoise ; RONDEAU, Marie-Claude – « Scolarité des enfants d'agriculteurs ». *Education et formations* (9), déc. 86 : 35-44 ; tabl., graph.

A l'heure actuelle les enfants d'agriculteurs abordent l'enseignement primaire après avoir été tous préscolarisés mais moins longtemps que l'ensemble des enfants ; leur scolarité primaire se déroule de façon similaire à celle des autres enfants ; leur scolarité ultérieure est cependant marquée par une orientation préférentielle à tous les niveaux vers les enseignements courts et à finalité professionnelle.

2949. PEANO, Serge – « Le compte économique de l'éducation ». *Education et formations* (9), déc. 86 : 51-68 ; tabl.

Le coût global de l'éducation, le financement par l'Etat, les collectivités locales, les entreprises, les ménages ; le coût de chaque niveau d'enseignement.

2950. VERSPIEREN, Patrick – « Les fécondations artificielles. A propos de l'Instruction romaine sur le don de la vie ». *Etudes* 366 (5), mai 87 : 607-619.

L'Instruction sur le respect de la vie humaine naissante et la dignité de la procréation a été accueillie de manières très diverses en France. Ce document a été considéré à tort comme enfermant dans une égale réprobation toutes les interventions biomédicales sur la reproduction humaine alors qu'il est plus nuancé dans les appréciations morales.

Questions sociales

2951. « Qu'attendent les entreprises de la flexibilité de l'emploi ? » *E & [et] S* (197), mars 87 : 13-59 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Trois articles : que feraient les entreprises françaises si des mesures étaient prises pour introduire plus de flexibilité dans le marché du travail ?

2952. BARTHELEMY, Jacques – « L'éclatement du module hebdomadaire en matière de durée du travail ». *Droit social* (4), avr. 87 : 368-374.

La législation et surtout les conventions collectives qui traitent aujourd'hui du problème de la durée journalière, hebdomadaire et annuelle du temps de travail s'éloignent de plus en plus de la loi sur les 40 heures qui a servi de référence depuis 1936. Cet éclatement se fait également sentir dans le problème des rémunérations où les solutions conventionnelles sont de plus en plus nombreuses.

2953. BOURGUIGNON, François ; MORRISSON, Claude – « Profils de carrière d'un échantillon d'ouvriers et d'employés ». *E & [et] S* (198), avr. 87 : 21-35 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Pour cet échantillon de salariés suivis tout au long de leur vie active, l'influence du salaire de début sur le salaire final est faible, sauf pour les salariés ayant effectué toute leur carrière dans une grande entreprise.

2954. CAPDEVIELLE, Jacques – « Crise du syndicalisme, crise de la classe ouvrière ou crise du salariat ? » *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (14), juin 87 : 25-34 ; résumé en anglais.

La dilution du « prolétariat mythique » dans le salariat, puis la crise de la solidarité des salariés devant le chômage expliquent la démobilisation de la base vis-à-vis du combat syndical.

2955. DUPUIS, Jean-Marc – « Les territoires de la protection sociale à travers les études et les recherches ». *Revue d'économie régionale et urbaine* (4), 1986 : 427-444 ; tabl. ; résumé en anglais.

La diversité spatiale des politiques sociales, tant celles menées par l'Etat que celles engagées par les collectivités locales, existe depuis que le système de protection sociale s'est progressivement mis en place. Elle peut être partiellement expliquée par la différenciation de l'espace, en l'occurrence les facteurs socio-démographiques.

2956. GAUDEMAR, Jean-Paul de – « De l'ouvrier-masse au travailleur flexible ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (14), juin 87 : 15-24 ; résumé en anglais.

Taylorisme, stackhanovisme, flexibilité de l'emploi relèvent d'une même préoccupation : adapter la productivité et donc le facteur humain aux défis de l'économie. Après la recherche d'une disciplinarisation des individus aboutissant à la figure de l'ouvrier-masse, le travailleur flexible, en gestation actuellement, doit allier la puissance de la masse à l'adaptabilité de l'individu.

2957. GURVIEZ, Jean-Noël – « Salaires des cadres 1987 ». *L'expansion* (308), 14 mai 87 : 113-162 ; tabl.

Dossier consacré à une enquête sur le salaire des cadres, du PDG, au vendeur. L'individualisation des salaires est bien acceptée dans l'ensemble mais difficile à mettre en place. Les secteurs les plus porteurs sont le conseil, le commerce et les PME.

2958. MARCHAND, Olivier ; MARTIN-LE GOFF, Elisabeth – « Stabilité de l'emploi mais reprise du chômage en 1986 ». *E & [et] S* (198), avr. 87 : 3-13 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Le nombre des emplois reste quasiment stable en 1986, grâce notamment aux stages de formation alternée et aux embauches du Plan-Jeunes.

2959. PERON, Françoise – « Ouessant : deux siècles et demi de démographie insulaire (1734-1985) ». *Norois* 33 (131), sept. 86 : 313-333 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

La population ouessantine se caractérise depuis deux siècles et encore aujourd'hui par une croissance naturelle constamment freinée par les décès des hommes, par une composition par sexe très déséquilibrée et par des échanges avec l'extérieur à un seul sens. Malgré ce déclin démographique et la disparition des activités économiques ouessantines, une société insulaire, même très amoindrie, subsiste toujours.

2960. RAGOT, Maurice – « Projet de loi modifiant le texte premier du livre premier du Code du travail relatif à l'apprentissage ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (9), 10 avr. 87 : 19 p.

Le projet de loi actuel se limite à trois propositions d'élargissement sur les publics, les qualifications et les modalités d'accès à cette forme d'éducation. Or l'apprentissage doit être à la fois une formation première et le lieu d'une élévation générale des niveaux de formation.

2961. RAYMOND, Michel – « La loi du 29 décembre 1986 relative à la famille : complexe, injuste et anti-nataliste ». *Droit social* (4), avr. 87 : 335-344 ; tabl.

Les nouvelles dispositions concernant l'APE (allocation parentale d'éducation) et l'APJE (allocation pour jeune enfant) entraînent une redistribution des revenus injuste qui au total favorise les familles les plus aisées. Anti-sociale cette loi est aussi anti-familiale et anti-nataliste car elle s'adresse à une minorité et n'apporte aucune solution au problème du troisième enfant.

2962. SEGALEN, Martine – « L'esprit de famille à Nanterre ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (14), juin 86 : 35-43 ; tabl. ; résumé en anglais.

Tandis que l'individualisme contemporain remet en cause le lien conjugal, notamment à travers l'expression d'une réticence féminine, il ne menace absolument pas la solidarité de la famille qui, après avoir admis la pluralité de normes imposées par les années 60, se pose en point de jonction entre masses et individus.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3165, 3168, 3232

2963. « Le contentieux fiscal ». *Revue française de finances publiques* (17), 1987 : 1-154 ; tabl.

Suite d'articles consacrés au contentieux de l'impôt en droit français.

2964. « Etat, banque, marché, déréglementation et révolution financière ». *Economie et humanisme* (294), avr. 87 : 5-59 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles sur la déréglementation du marché financier : cette libéralisation qui s'opère souvent par voie administrative, pose le problème du rôle respectif de l'initiative politique de l'Etat d'une part et de l'action privée d'autre part.

2965. Les perspectives économiques

a. « La conjoncture française ». *Observations et diagnostics économiques* (19), avr. 87 : 66-133. tabl., graph. ; résumé en anglais.
Pour 1987 et le début de 1988, les potentialités de croissance de l'économie française apparaissent faibles ; la consommation des ménages sera ralentie par la modération des salaires, la reprise de l'investissement des entreprises s'accélèrera tout en restant en deçà de l'amélioration des profits. La croissance du PIB en 1987 devrait être de 1,7 % à moins d'une politique économique plus expansionniste.

b. « Perspectives de l'économie française en 1987-1988 ». *Observations et diagnostics économiques* (19), avr. 87 : 137-174 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.
Depuis l'été 1986, le rythme de croissance annuel est nettement inférieur à 2 % et ne semble pas devoir évoluer ; baisse de la consommation, stagnation de l'investissement et langueur des exportations expliquent cette inflexion. L'inflation ne devrait pas progresser au cours de cette période mais le chômage restera au niveau actuel ou augmentera.

c. DELESSY, Henri et al. – « Perspectives pour l'économie française, 1987-1988 ». *Revue de l'IPECODE* (15), avr. 87 : 1-122 ; tabl., graph.
Au cours de ces deux années, l'économie française dépendra beaucoup de son environnement international et en particulier de l'évolution du cours du dollar ; la voie semble étroite pour la France entre d'une part la volonté d'assainissement des finances publiques et d'autre part le désir de ne pas peser sur l'activité, de respecter les impératifs de la solidarité et d'atteindre les objectifs en matière de défense et d'éducation. Pendant cette même époque le déséquilibre du commerce extérieur ne devrait pas évoluer et le poids du chômage demeurer aussi lourd.

d. GRANRUT, Charles du – « Les économies française et britannique à l'horizon 1991. Analyse comparée de scénarios à moyen terme ». *Futuribles* (109), avr. 87 : 67-79.
Comparaison de scénarios économiques élaborés par le Sénat pour la France et par le National Institute of Economic and Social Research pour le Royaume-Uni.

2966. « Total : le carburant de l'apartheid ». *Apartheid non* (64), nov. 86 : 5-127 ; tabl., cartes.

Numéro spécial consacré à la dénonciation des multiples activités de Total en Afrique du Sud et à l'indispensable mobilisation de l'opinion publique française en vue de les faire cesser.

2967. FEYDEAU, Henri de ; PIERRE, Jean-Luc – « Titres participatifs : possibilités de suppression et choix de substitution d'autres valeurs mobilières ». *Banque* (471), avr. 87 : 348-357.

Les sociétés par actions du secteur public ont procédé largement, depuis la loi du 3 janvier 1983, à l'émission de titres participatifs afin d'accroître leurs ressources financières stables. Certains titres apparaissent actuellement onéreux pour leurs émetteurs et il peut paraître opportun de les supprimer soit par voie de remboursement ou de rachat, soit par échange contre d'autres valeurs mobilières.

2968. GUILLAUMAT-TAILLIET, François – « La France et l'énergie nucléaire : réflexions sur des choix ». *Observations et diagnostics économiques* (19), avr. 87 : 189-227 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'ampleur de la pénétration de l'énergie d'origine nucléaire dans le système d'offre d'énergie français est sans équivalent à l'étranger ; le souci des pouvoirs publics de recouvrer une indépendance énergétique les a conduits à une action volontariste dans ce domaine. Mais aujourd'hui le programme nucléaire subit les contrecoups de la rapidité qui a présidé à sa réalisation ; en particulier les besoins n'ont pas suivi les capacités d'offre.

2969. IRIBARNE, Alain d' – « Innovation technique et innovation sociale : les enjeux de la compétitivité économique ». *Economie et humanisme* (294), avr. 87 : 66-79 ; bibliogr.

La compétitivité économique impose le renouvellement des technologies, l'amélioration qualitative de la main-d'œuvre et l'adaptation aux exigences des consommateurs. Les facteurs des transformations des conditions de concurrence sont nombreux : l'abaissement des prix de revient, la remise en cause par les consommateurs des biens et services de consommation de masse, la créativité des entreprises, la qualité des produits, le « mixte de produits », la mobilité stratégique et la mondialisation des marchés. Pour cela, l'économie française doit réorganiser ses entreprises et renouveler ses structures.

2970. MADELIN, Alain – « Libérer l'investissement ». *Politique industrielle* (7), print. 87 : 11-23 ; tabl., graph.

La dégradation du solde industriel de la France est révélatrice d'une baisse de la compétitivité française. Cependant, l'explication de ce phénomène se trouve moins dans la baisse des investissements productifs, comme le montrent différentes données concernant la France et l'étranger, que dans leur mauvaise allocation sectorielle. Deux conditions sont nécessaires à l'amélioration de cette situation ; la baisse du coût de l'argent en termes réels et un accroissement de la rentabilité du capital investi.

2971. PETIT, Jacques – « Le succursalisme a encore un avenir ». *Politique industrielle* (7), print. 87 : 111-126 ; tabl.

De 1866 à 1966, le succursalisme a connu un développement spectaculaire et dominait le commerce alimentaire français. Mais depuis le début des années soixante-dix, il doit faire face à de nombreux problèmes aussi bien « internes » (centralisation excessive, charges fixes élevées, mauvaise communication entre le siège et les magasins, entrepôts très coûteux, gérants moins motivés donc moins performants), qu'externes (apparition de nouvelles formes de distribution, inflation qui accroît le coût de la main-d'œuvre). Cependant, il est permis de penser que les tendances socio-économiques générales seront plutôt favorables au succursalisme à moyen terme si celui-ci adopte une nouvelle stratégie commerciale et administrative.

2972. PLAGUET, Bernard – « La loi de finances pour 1987 : entre la " rupture " et la " continuité " ». *Revue française de finances publiques* (17), 1987 : 207-230.

La loi de finances pour 1987 comporte quelques innovations que l'on peut rattacher à une politique « libérale » mais ses structures ne sont pas modifiées en profondeur.

2973. RICHARD, Pierre – « La révolution du financement des collectivités locales ». *Politique industrielle* (7), print. 87 : 165-175 ; tabl.

Plus autonomes administrativement et économiquement, les collectivités locales subissent directement la crise économique – qui les empêche d'augmenter encore la fiscalité locale – et la réorientation de l'épargne en direction des marchés financiers. Un assainissement de cette situation passe par une modernisation et une transformation de la CAECL (Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales) en « banque des collectivités locales », ainsi que par une réorientation de la gestion des budgets locaux en préférant l'emprunt à l'impôt.

2974. SZYMCZAK, Philippe – « Taux d'intérêt et système bancaire ». *Economie et prévision* 17 (1), 1987 : 6-39 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le modèle de simulation de la rentabilité des opérations d'intermédiation des banques commerciales présenté permet l'identification de l'écart d'indexation à l'origine de la vulnérabilité de la marge d'intérêt des banques françaises face à la baisse des taux et la mise en évidence des contraintes pesant sur la structure des taux d'intérêt. Cette maquette d'ensemble ne peut simuler que des évolutions globales et moyennes ; cinq maquettes catégorielles ont donc été élaborées pour rendre compte de l'hétérogénéité du système bancaire, elles montrent que la sensibilité à l'évolution du taux d'intérêt varie selon le type d'établissement financier.

2975. THOMAS, S. et al. – « La distribution des crédits à taux préférentiels en 1986 ». *Bulletin trimestriel de la Banque de France* (62), avr. 87 : 49-59 ; tabl., graph.

Les réformes engagées s'ordonnent selon trois axes : réduction du champ des crédits privilégiés, mise en concurrence des établissements distributeurs de crédits à taux préférentiels, et volonté de réduire l'avantage relatif de taux par rapport aux conditions du marché. Les résultats de 1986 montrent un sensible recul du montant des prêts nouveaux distribués, une tendance à la réduction de l'avantage de taux et une diminution de la charge budgétaire et fiscale liées à ces crédits.

Aménagement et urbanisme

Voir aussi : n° 3160

2976. « L'économie des télécommunications ». *Revue économique* 38 (2), mars 87 : 197-582 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Numéro spécial consacré à une approche micro-économique du secteur des télécommunications, axée sur les services, c'est-à-dire sur l'activité des exploitants de réseaux plutôt que sur les matériels ou sur l'activité des « équipementiers ». Cette approche s'articule autour de quatre volets : étude de la demande et de l'offre des services de télécommunications, du problème de leur vérification optimale et de l'organisation du marché et de la (dé)-réglementation.

2977. ABADIA, Gérard et al. – « Plans verts : une idée qui fait son chemin ». *Cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France* (79), déc. 86 : 23-40 ; cartes ; résumé en anglais.

Le plan vert mis au point par l'IAURIF en 1983-1984 est en cours de réalisation. Il consiste à « verdir » la banlieue de Paris. Les projets de trois communes illustrent l'ensemble du processus : Joinville-le-Pont (94), Suresnes (92) et Paray-Vieille-Poste (91). Le plan vert de chaque commune est un document de référence permettant d'assurer la cohérence de la politique de verdissement.

2978. DUBOIS, Jean-Louis – « Une ceinture verte pour la métropole parisienne : premier bilan d'un projet restaurateur des franges entre ville et campagne ». *Cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France* (79), déc. 86 : 41-56 ; cartes ; résumé en anglais.

Devant le recul de la campagne laissant la place à la ville et pour répondre au besoin de verdure des citadins, le Conseil régional d'Ile-de-France a lancé la réalisation d'une ceinture verte autour de la capitale. Il s'agit de mettre en œuvre des espaces verts publics et de renforcer la protection des champs

privés. Les réalisations de l'Agence des espaces verts ne sont qu'à leur début et il reste beaucoup à faire.

2979. GOZE, Maurice – « Aménagement du cadre de vie : le film des réformes ». *Revue d'économie régionale et urbaine* (4), 1986 : 485-508 ; résumé en anglais.

La première moitié des années 80 a été le théâtre de transformations profondes des conditions légales et institutionnelles de production du cadre de vie en France. Les réformes qui ont remédié à la désuétude de certains outils et tenté d'harmoniser leurs logiques, ont étendu les pouvoirs des collectivités locales, tout en consolidant la démocratisation des décisions et les garanties légales des assujettis.

Relations économiques extérieures

2980. THUILLIER, Jean-Pierre – « Les échanges internationaux et la Haute-Normandie : le cadre commercial et financier ». *Etudes normandes* (4), 1986 : 31-47 ; tabl. ; bibliogr.

On recense 74 sociétés de commerce extérieur dans la région ; elles sont de petite taille, créent peu d'emplois, les 2/3 sont des sociétés de négoce et elles sont relativement autonomes par rapport à l'industrie régionale. Les banques et les sociétés d'assurances apportent leur concours au commerce extérieur ; elles offrent des services complets et de bonne qualité, mais là encore l'effet sur l'emploi est faible. Les SCE et les sociétés engagées dans les activités financières liées à l'import-export ont cependant une grande importance pour l'économie régionale et l'image de la région.

2981. ZEIDAN, Rita – « Fiscalité de l'investissement entre la France et le Moyen-Orient : problèmes et réalités ». *Les cahiers de l'Orient* (5), 1er trim. 87 : 127-146 ; résumé en arabe.

Les investissements français au Moyen-Orient sont comme partout déterminés par la fiscalité de ces pays et les conventions fiscales passées entre la France et certains de ces pays. En l'absence de convention, analyse du critère de rattachement fiscal et des modalités permettant de l'éviter, des dispositions spécifiques adoptées par ces pays en vue d'encourager l'investissement étranger. Les conventions fiscales signées entre la France et certains de ces pays.

Grande-Bretagne

Voir aussi : n° 2818

2982. « Overseas students in the United Kingdom ». *Higher Education Quarterly* 41 (2), print. 87 : 105-161 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés aux étudiants étrangers en Grande-Bretagne : évolution de la politique depuis 1980, effectifs, droits d'inscription, comparaison internationale.

2983. EVANS, Andrew – « A theoretical comparison of competition with other economic regimes for bus services ». *Journal of Transport Economics and Policy* 21 (1), janv. 87 : 7-36 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en allemand et en français.

Le service des transports par bus est réglementé depuis 55 ans au Royaume-Uni. Ce service pourrait fonctionner sous quatre régimes économiques différents dont les implications respectives sont testées. Finalement, la concurrence complète n'est pas la solution idéale ; elle augmente la fréquence du service mais également ses tarifs.

2984. MAY, Ranald S. – « A micro-economic study of the effects of overseas development aid on British companies, 1979-1983 ». *Development Policy Review* 5 (1), mars 87 : 35-62 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis 1979, la Grande-Bretagne attribue ses aides au développement en fonction de critères industriels, commerciaux et politiques plus affirmés. Mais des entreprises britanniques bénéficient également de ces aides ; on estime que 3 300 d'entre elles sont dans ce cas. Elles en tirent surtout des avantages à l'exportation.

2985. PAVITT, K. et al. – « The size distribution of innovating firms in the UK : 1945-1983 ». *The Journal of Industrial Economics* 35 (3), mars 87 : 297-316 ; tabl. ; bibliogr.

Une enquête réalisée entre 1945 et 1983 au Royaume-Uni sur 4 378 innovations commercialisées par des entreprises montre que la capacité d'innovation est la plus forte pour les entreprises employant plus de 10 000 et moins de 1 000 personnes. Dans celles-ci, le rapport entre le nombre d'innovations commercialisées et l'effectif employé est supérieur à la moyenne.

2986. STEINER, Zara – « Le système décisionnel britannique ». *Relations internationales* (49), print. 87 : 5-18.

La structure britannique de prise de décisions en politique étrangère semble d'une transparente simplicité : la responsabilité incombe au ministre des Affaires étrangères sur approbation du Cabinet avec le soutien indispensable du Premier ministre. L'expansion du canevas diplomatique a cependant estompé les frontières entre politiques intérieure et extérieure et donné plus d'importance au Premier ministre tandis que le Cabinet discute peu de politique étrangère. La préparation du processus décisionnel est donc le fait des nombreuses commissions du Cabinet Office, dont le fameux Foreign Office, dominé par les diplomates de carrière. Peu populaire et isolé, celui-ci renforce la fermeture du système décisionnel britannique.

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 2821

2987. L'Alliance

a. « The SDP-Liberal Alliance. Labour's natural allies ». *Politics Today* (3), 5 mars 87 : 35-50.
Présentation par le parti conservateur britannique des politiques et des ambitions de l'Alliance, association basée sur l'opportunisme de deux partis aux traditions et aux politiques différentes.

b. STUDLAR, Donley T. ; Mc ALLISTER, Ian – « Protest and survive ? Alliance support in the 1983 British general election ». *Political Studies* 35 (1), mars 87 : 39-60 ; tabl.
Le bon score réalisé aux élections générales de 1983 par l'Alliance libérale-social-démocrate est significatif d'un réalignement partisan du système politique britannique, entamé en 1979 et se traduisant par des attitudes politiques modérées qui se concrètisent dans cette troisième force.

2988. Le comportement électoral

a. GRAETZ, Brian ; Mc Allister, Ian – « Party leaders and election outcomes in Britain, 1974-1983 ». *Comparative Political Studies* 19 (4), janv. 87 : 484-507 ; tabl. ; bibliogr.
Une étude menée sur les élections britanniques de 1974, 1979 et 1983 montre que les leaders des partis ont une certaine influence sur les résultats. Leur popularité dépend de l'attachement au parti, des attitudes politiques et du statut socio-économique. Attitude et popularité sont déterminantes pour l'abstentionnisme. Mais le résultat final des élections dépend très peu de l'influence des leaders.

b. SAVAGE, Mike – « Understanding political alignments in contemporary Britain : do localities matter ? » *Political Geography Quarterly* 6 (1), janv. 87 : 53-76 ; tabl. ; bibliogr.
Depuis les années 50, il y a d'importantes modifications des attitudes électorales au regard de leur localisation géographique, à cause de l'évolution de la géographie des classes sociales, de la revitalisation des cultures politiques locales et surtout à cause de l'ancrage de la mobilisation politique dans un cadre régional. Les intérêts économiques des électeurs ne sont donc plus les déterminants essentiels de leurs positions électorales.

2989. Le parti travailliste

a. ELSOM, John – « Life without Labour ». *Contemporary Review* 250 (1453), fév. 87 : 78-82.
Quels que soient les résultats des prochaines élections, le parti travailliste ne peut pas moralement les remporter car il n'a plus ni idéologie ni même message à défendre et sa raison d'être, l'expression politique de la classe

ouvrière, se désagrège. Pour autant l'aspiration à un idéalisme radical n'a pas disparu en Grande-Bretagne ; qui pourra l'exprimer désormais ?

b. JOHNSTON, R.J. – « The geography of the working class and the geography of the Labour vote in England, 1983 : a prefatory note to a research agenda ». *Political Geography Quarterly* 6 (1), janv. 87 : 7-16 ; tabl. ; bibliogr.
Une étude statistique des élections britanniques de 1983 révèle que les attitudes électorales changent sensiblement d'une région à l'autre. Ainsi, la propension de la classe ouvrière à voter pour le Parti travailliste dépend de la situation régionale des électeurs.

2990. BELLONI, Franck – « La communauté ouvrière en Grande-Bretagne et sa représentation de la justice ». *Procès* 1986 : 141-182 ; bibliogr.

Une étude réalisée à partir d'entretiens avec différentes catégories de personnes appartenant au mouvement ouvrier britannique et utilisant, pour décrire le système judiciaire britannique, deux modèles contradictoires, modèle néo-Weberien et théorie de la dépendance Wallersteinienne, fait apparaître que le pouvoir judiciaire britannique est perçu par le monde ouvrier comme un instrument de la classe politique et socio-économique dominante.

2991. HOLLAND, Martin – « British political recruitment : labour in the Euro-elections of 1979 ». *British Journal of Political Science* 17 (1), janv. 87 : 53-70 ; tabl., graph.

Une analyse du processus de recrutement du parti travailliste britannique pour les élections du Parlement européen en 1979 révèle qu'il existe une différence entre les aspirants sélectionnés et les non sélectionnés. Les attitudes vis-à-vis de la CEE ont été un critère de recrutement dominant.

2992. LEIGH, Ian – « The Security Service, the press and the courts ». *Public Law*, print. 87 : 12-21.

Toutes les démocraties ont aujourd'hui du mal à faire en sorte que les services secrets agissent toujours dans le respect des principes constitutionnels. Ainsi, les services du Royaume-Uni ont été accusés de travailler pour le bénéfice de syndicats ou de partis politiques. Grâce à la prudence des juges, ces services sont, de facto, au-dessus de la loi.

2993. RAWLINGS, H.F. ; WILLMORE, C.J. – « Legislation – The Local Government Act 1986 ». *The Modern Law Review* 50, janv. 87 : 52-63.

La loi britannique de 1986 sur l'administration locale vise à contrôler l'information donnée au public et concernant les activités des administrations locales. Malgré les amendements apportés par la Chambre des Lords, le texte n'est pas satisfaisant. Des modifications devront y être apportées.

Questions sociales

Voir aussi : n° 3076, 3163

2994. BELANGER, Jacques – « Le contrôle ouvrier sur l'organisation du travail : étude de cas en Grande-Bretagne ». *Relations industrielles* 41 (4), 1986 : 704-719 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La situation britannique indique que grâce à une interaction des facteurs techniques et sociaux, l'influence ouvrière sur l'organisation du travail résiste parfois remarquablement bien à certains changements institutionnels. Elle est en revanche souvent vulnérable aux forces du marché.

2995. SYMES, David ; APPLETON, John – « Family goals and survival strategies. The role of kinship in an English upland farming community ». *Sociologia ruralis* 26 (3-4), 1986 : 345-363 ; graph. ; bibliogr. ; résumés en français et en allemand.

Les communautés rurales britanniques ont connu des transformations importantes des liens de parenté, d'héritage et de socialisation depuis le 19e siècle, comme cela est illustré par l'étude du cas de Farndale, dans la région de York. Le rôle des femmes de fermiers et les processus de socialisation des enfants sont soumis à de fortes contradictions et ambiguïtés du fait des changements du milieu rural.

2996. WOLFFE, W.J. – « Values in conflict incitement to racial hatred and the Public Order Act 1986 ». *Public Law* print. 87 : 85-95.

Adoptée en 1986 par la Grande-Bretagne, la loi sur l'ordre public vient durcir le dispositif juridique contre les incitations à la haine raciale, en élargissant la définition du délit. Celui-ci existe désormais lorsqu'une personne s'exprime avec l'intention d'exciter la haine à l'égard d'un groupe racial.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3165, 3168, 3232

2997. « London capital markets ». *Euromoney* avr. 87 : 54-168.

Suite d'articles consacrés à l'internationalisation du marché britannique des capitaux : le volume des ventes d'actions étrangères a doublé en 1986 et est actuellement supérieur aux ventes d'actions nationales.

2998. GRAHAM, Cosmo ; PROSSER, Tony – « Privatising nationalised industries : constitutional issues and new legal techniques ». *The Modern Law Review* 50, janv. 87 : 16-51.

Depuis l'arrivée en 1979 de M. Thatcher à la tête du gouvernement britannique, de nombreuses privatisations ont été opérées. Sur le plan juridique, le recours à une astuce a été nécessaire pour mener à bien ces opérations : les entreprises ont été transformées en « public companies » avant d'être mises en vente.

2999. KELLY, William A. et al. – « The expenditure tax and savings incentives : design matters ». *Growth and Change* 18 (1), hiv. 87 : 32-43 ; graph. ; bibliogr.

Il existe deux stratégies fiscales de relance de la croissance économique. La première vise la réduction des taux marginaux d'imposition, la seconde est la création d'un impôt sur la consommation. Le projet de réforme fiscale britannique s'inspire nettement du premier courant mais la fiscalité britannique demeure encore très marquée par le second. Le texte en préparation risque de geler l'épargne britannique.

3000. MOINDROT, Claude – « L'industrie électronique en Ecosse ». *Norois* 33 (131), sept. 86 : 393-406 ; carte.

Relativement récente, l'implantation de l'industrie électronique en Ecosse lui a permis de sortir de la crise économique. Fabricants de microprocesseurs et fournisseurs spécialisés étrangers apprécient la qualité de la main d'œuvre et celle du système d'enseignement, et la présence de cinq villes nouvelles où vit une population jeune récemment implantée.

3001. MOGK, John E. – « Anglo-American energy policy : combined heat and power in the United Kingdom and the United States ». *Urban Law and Policy* 8 (2), déc. 86 : 131-152.

Les systèmes de récupération d'énergie par des moyens divers ont du mal à se développer tant aux Etats-Unis qu'au Royaume-Uni. Les perspectives d'avenir sont plus sombres pour les utilisations urbaines qu'industrielles. Les obstacles tiennent essentiellement à la concurrence du gaz, au prix de l'électricité et aux difficultés de s'implanter sur le marché.

Grèce

Voir aussi : n° 2397

3002. « Le contrôle juridictionnel des collectivités territoriales ». *Revue de science administrative de la Méditerranée occidentale* (16-17), 1er trim. 86 ; 15-152 ; tabl.

Numéro consacré à la politique de décentralisation poursuivie en France depuis 1982 et plus particulièrement au contrôle de la légalité des actes des collectivités territoriales en insistant sur le rôle du juge, de l'administration et des élus face à ce contrôle. Une comparaison est établie avec le projet de loi sur la décentralisation et le contrôle juridictionnel des collectivités territoriales en Grèce.

3003. COSTA, Hélène da – « La Grèce réaménage sa politique arabe ». *Les cahiers de l'Orient* (5), 1er trim. 87 : 81-92 ; résumé en arabe.

Traditionnellement pro-arabe, la Grèce, aujourd'hui membre de la CEE, a quelques difficultés à y faire entendre ses positions. La crise américano-lybienne au début de 1986 et la montée du terrorisme obligent ce pays à s'aligner de plus en plus sur les positions de ses alliés occidentaux.

3004. SEFERIADES, Seraphim – « Polarizzazione partitica e non proporzionalità elettorale in Grecia ». *Rivista italiana di scienza politica* 16 (3), déc. 86 : 401-437 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

L'évolution du système des partis politiques grecs depuis l'après guerre, étudiée en fonction de l'évolution du système électoral, fait ressortir la forte polarisation idéologique qui caractérise la vie politique grecque : tandis que les factions extrémistes ont conditionné la période prédictatoriale (1946-1967), et que la montée du centre à partir de 1977, démentent une structure bipôlaire, le « pluralisme polarisé » grec prouve qu'un système électoral non-proportionnel, s'il a une tendance réductive sur le nombre des partis, ne limite pas le champ de la compétition idéologique.

Hongrie

Voir aussi : n° 3227

3005. FALUS-SZIRKA, K. – « Wage and income disparities between the first and second economies in Hungary ». *Acta oeconomica* 36 (1-2), 1986 : 91-103 ; bibliogr. ; résumé en russe.

Des différences considérables existent en Hongrie entre le niveau de salaires des grandes entreprises de l'Etat et celui des rémunérations des petites entreprises du secteur privé. Cette situation s'explique par l'évolution historique et les conditions structurelles de l'économie nationale, la « seconde économie » étant nettement plus apte à satisfaire les besoins des consommateurs. Mais le décalage a pris des dimensions inacceptables : il faut modérer la croissance des salaires du secteur privé sans en freiner le dynamisme.

3006. FALUVÉGI, L. – « The seventh five-year plan of the Hungarian economy for 1986-1990 ». *Acta oeconomica* 36 (1-2), 1986 : 3-19 ; résumé en russe.

En ce début de la nouvelle période quinquennale correspondant au 7e Plan (1986-1990), l'économie hongroise se trouve à la croisée des chemins après les réajustements commencés en 1979. Une nouvelle dynamisation de l'économie nationale suppose le passage réussi à une phase de croissance intensive, avec réduction décidée et amélioration de l'utilisation des capacités de production, accompagnée d'un renforcement de la compétitivité internationale.

3007. PETERS, Ursula – « Die ökonomische Entwicklung in der Ungarischen Volksrepublik – Ergebnisse, Perspektiven, Probleme » (Le développement économique de la République populaire de Hongrie – Résultats, perspectives et problèmes). *Zeitschrift für den Erdkundeunterricht* 39 (1), 1987 : 21-31 ; tabl.

Depuis la constitution, la République Populaire de Hongrie a fait des progrès impressionnants sur le plan social et économique, avec, notamment, un accroissement considérable de sa production industrielle et une intensification réussie de sa production agricole. Les conditions du commerce international étant devenues défavorables, la relative pauvreté du pays en ressources naturelles, en particulier énergétiques, pose quelques problèmes non négligeables aujourd'hui. Une planification adaptée, une modernisation réfléchie et une plus étroite coopération avec les autres pays socialiste devraient permettre de surmonter ces problèmes.

3008. REVESZ, G. – « On the expansion and functioning of the direct market sector of the Hungarian economy ». *Acta oeconomica* 36 (1-2), 1986 : 105-121 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en russe.

Les bouleversements socio-politiques des années d'après-guerre ont conduit à une concentration excessive des entreprises en Hongrie, et c'est seulement

plus tard que l'on s'est rendu compte des inconvénients qui en découlent. Le petit secteur privé a alors connu un développement important, mais il reste entravé par des limitations légales et des incertitudes, alors qu'il conviendrait de laisser croître ce secteur travaillant directement pour le marché.

3009. SEEWANN, Gerhard – « Zigeuner in Ungarn » (Les tziganes en Hongrie). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 36 (1), 1987 : 19-32.

Avec près d'un demi-million d'individus, les tziganes constituent la plus grande minorité de la Hongrie, soit 4 % de la population totale ; leur natalité est sensiblement plus forte que celle des Hongrois. En dépit d'améliorations importantes dans leurs conditions de vie au cours des dernières décennies, ils restent dans les groupes les plus pauvres de la société et posent toujours le problème de leur spécificité ethnico-culturelle qui remet en question la politique traditionnelle visant à les assimiler sans égard à leurs particularités en tant que groupe ethnique distinct.

3010. SITZLER, Kathrin – « Die ungarische Nationalitätenpolitik der letzten Jahre-Konstante Prinzipien bei modifizierter Praxis » (La politique hongroise envers les minorités nationales au cours des dernières années. Des principes inchangés et une pratique qui évolue). *Südosteuropa, Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 36 (1), 1987 : 33-44.

Les responsables de la Hongrie ont toujours affirmé que la politique hongroise en matière de minorités nationales était basée sur des principes d'égalité et de justice et indépendante de considérations d'opportunité politique ou de réciprocité. Récemment on a pu, cependant, déceler une évolution dans la mesure où la minorité allemande est lavée des traditionnelles accusations de responsabilité collective pro-nazie. On tend parfois à lier la politique hongroise en matière de minorités nationales au sort de l'importante minorité hongroise en Roumanie.

3011. TOMPA, Michel – « Hongrie 1986-1990 : désaccord sur la voie à suivre ». *Le courrier des pays de l'Est* (316), mars 87 : 42-47 ; tabl.

La gravité de la situation économique en Hongrie a engendré dans la population un désarroi profond et les erreurs d'orientation économique du gouvernement ont fait l'objet d'une critique unanime à tous les niveaux. Le gouvernement abandonnera donc les choix économiques à moyen terme pour élaborer une stratégie de crise, mais les désaccords sont sérieux sur les solutions à adopter.

Inde

Voir aussi : n° 2848, 3198

3012. « L'état de l'environnement en Inde ». *La lettre de Solagral* (58), avr. 87 : 7-17.

Dossier reprenant des éléments du rapport sur l'état de l'environnement en Inde paru en 1985. Bien que le gouvernement indien ait pris conscience de l'importance de l'environnement, la diversité des programmes ne semble pas être basée sur une compréhension globale de la relation entre l'environnement et le processus de développement du pays ; les priorités ne sont pas clairement définies ; l'accent est mis quasi exclusivement sur la protection et la sauvegarde.

3013. « Inde et Chine. Deux poids lourds dans la compétition commerciale mondiale ». *Economie prospective internationale* (30), 2e trim. 87 : 5-116 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Numéro spécial consacré à une étude comparative des stratégies économiques de l'Inde et de la Chine : ressemblances, différences, concurrences. Voir notamment : LEMOINE, Françoise : n° 2861 ; KATHURIA, Sanjay : « Exportations indiennes : le défi chinois » ; BOILLOT, Jean-Joseph : « Les cycles du commerce extérieur indien » ; SAINT-VAULRY, Alix de : « Le marché textile américain : l'offensive asiatique ; ETIENNE, Gilbert : « Le développement rural et l'agriculture en Chine et en Inde ».

3014. BETEILLE, André – « The concept of tribe with special reference to India ». *Archives européennes de sociologie* 27 (2), 1986 : 297-318.

Après le concept de système segmentaire défini par Durkheim et repris par les anthropologues à partir de 1940, l'approche évolutive a été appliquée à l'étude des tribus indiennes. Mais c'est le modèle historique qui rend le mieux compte de la notion de tribu. En Inde et dans le monde musulman, celle-ci dépend plus de l'externalité à l'Etat et à la civilisation que du stade d'évolution atteint.

3015. ETIENNE, Gilbert – « Inde : la fin de l'Etat de grâce ». *Politique internationale* (35), print. 87 : 203-215 ; carte ; résumés en anglais et en espagnol.

Après deux ans et demi de pouvoir, Rajiv Gandhi ne bénéficie plus, ni à l'intérieur ni à l'extérieur, de l'état de grâce de ses débuts, confronté à des tensions avec ses voisins chinois et pakistanais, à l'extrémisme religieux, à des luttes ethniques, à une bureaucratie étouffante, à la corruption des milieux politiques, à une économie qui exigerait des réformes radicales.

3016. GAIHA, Raghav – « Impoverishment, technology and growth in rural India ». *Cambridge Journal of Economics* 11 (1), mars 87 : 23-46 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Une enquête réalisée à la charnière des années 60 et 70 auprès de 4 118 foyers ruraux indiens souligne l'importance de la croissance agricole, permise essentiellement par l'introduction de technologies nouvelles. Certains foyers ont néanmoins été victimes d'une perte de revenus, de l'ordre de 16 % en moyenne ; ce paradoxe s'explique par la baisse de la surface cultivée par chaque agriculteur.

3017. LICHTMAN, Rob – « Toward the diffusion of rural energy technologies : some lessons from the Indian biogas program ». *World Development* 15 (3), mars 87 : 347-374 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis une dizaine d'années, l'Inde s'est lancée dans l'exploitation des biogaz, qu'elle a expérimentée dans une centaine de villages. L'expérience laissée par douze d'entre eux souligne la difficulté d'intégrer ces unités de productions dans les économies locales. Surtout, le projet n'a pas réussi à concilier le développement humain avec le développement technologique.

3018. ROBBEN, Pieter J.M. ; VAN STUIJVENBERG, Pieter A. – « India's urban housing crisis. Why the World Bank's sites and services schemes are not reaching the poor in Madras ». *Third World Planning Review* 8 (4), nov. 86 : 335-351 ; tabl.

Le nombre des villes dépassant le demi-million est passé de 11 à 36 entre 1960 et 1980 en Inde, et l'on attend une augmentation de 100 millions du nombre des citadins indiens entre 1980 et l'an 2000. Le gouvernement central a diminué la part de la construction de logements dans son budget et s'est orienté davantage vers l'assistance aux initiatives décentralisées. Dans le cas de Madras, ces programmes d'aide à l'auto-construction, appuyés par la Banque Mondiale, ont eu un succès très limité en raison de la trop grande pauvreté de la population visée.

Indonésie

3019. KRISHNA NUR PRIBADI ; BERRY, Brian J.L. – « Urbanization in Indonesia : application and extension of a model suggested by Tolley ». *Urban Geography* 7 (6), déc. 86 : 477-496 ; tabl., graph.

Le développement économique de l'Indonésie est lié à son urbanisation. Le modèle proposé par Tolley en 1984 et appliqué à l'Indonésie dans son ensemble explique assez bien l'urbanisation de ce pays. Les résultats sont en revanche moins probants si le modèle est appliqué île par île. Mais la fiabilité du modèle est améliorée lorsque des variables démographiques sont prises en compte.

3020. LIDDLE, R. William – « The politics of shared growth. Some Indonesian cases ». *Comparative Politics* 19 (2), janv. 87 : 127-146.

L'image qu'on a d'un pouvoir centralisé et concentré en Indonésie n'est pas tout à fait juste. L'autoritarisme militaire et bureaucratique du régime du « Nouvel Ordre » n'exclut pas un rôle significatif d'acteurs périphériques dans le processus de décision. Des cas de décision en politique agricole prouvent que des intervenants extérieurs au centre ont une influence certaine qui peut être indirecte ou dépendre largement de l'attitude des élites.

3021. MAURER, Jean-Luc – « L'Indonésie à la croisée des chemins ». *Politique internationale* (35), print. 87 : 241-259 ; carte ; résumés en anglais et en espagnol.

Après vingt ans de stabilité politique et de croissance économique, l'Indonésie connaît une période de crise économique, liée essentiellement à la chute du prix du pétrole et telle que le risque est grand de voir la contestation sociale s'amplifier et l'opposition politique gagner du terrain.

3022. UTRECHT, Ernst – « Sukarno's populism contributed considerably to the destruction of the Communist party of Indonesia (PKI) ». *Kabar Seberang* (16), déc. 86 : 93-99 ; tabl.

Après le coup d'Etat de 1966, le Parti communiste indonésien, complètement démantelé, a dû se refugier dans la clandestinité. Sa disparition de la vie politique du pays est attribuée autant à une mauvaise stratégie de sa direction qu'à l'idéologie populiste imposée par Sukarno et son régime de « démocratie guidée ».

3023. VON DER MEHDEN, Fred R. – « The political and social challenge of the islamic revival in Malaysia and Indonesia ». *The Muslim World* 76 (3-4), oct. 86 : 219-233.

L'Indonésie et la Malaisie sont confrontées au renouveau islamique. Les stratégies adoptées en réponse à ce défi sont dangereuses pour les gouvernements eux-mêmes. En Indonésie, le refus du gouvernement d'arriver à un compromis a renforcé l'opposition islamique. En Malaisie, le gouvernement, se plaçant comme protecteur de l'Islam, a vu les demandes islamistes se multiplier.

Irak

Voir aussi : n° 2732

3024. EFTEKHARI, Nirou – « Economie de guerre en Irak : la remise en cause des grandes priorités ». *Les cahiers de l'Orient* (5), 1er trim. 87 : 113-126 ; tabl. ; résumé en arabe.

Les effets de la guerre d'Irak-Iran sur l'économie irakienne sont d'ores et déjà énormes et se feront sentir sur plusieurs décennies tant les dégâts, les destructions et les pertes en vies humaines sont considérables. Le premier secteur touché est le pétrole et l'économie de guerre a entraîné une inflation galopante et un accroissement du déficit extérieur. Aujourd'hui, l'économie irakienne est donc devenue dépendante des régimes conservateurs des pays pétroliers arabes voisins.

3025. MARTIN, Pierre – « Le clergé chi'ite en Irak hier et aujourd'hui ». *Maghreb – Machrek* (115), mars 87 : 29-52 ; cartes ; bibliogr.

Le clergé chi'ite a joué un rôle important dans l'histoire de l'Irak moderne, notamment lors de la création du pays et comme initiateur du mouvement chi'ite contemporain. L'aménagement de sa base sociale traditionnelle et la radicalisation d'une partie des ulama ont provoqué un véritable bouleversement de son dogme et de son organisation posant de nombreuses interrogations sur l'avenir.

3026. RENFREW, Nita M. – « Who started the war ? » *Foreign Policy (New York)* (66), print. 87 : 98-108.

C'est Khomeiny qui a provoqué la guerre avec son prosélytisme et sa volonté de changer l'équilibre des forces dans le Golfe. Actuellement, il a besoin d'un succès militaire important pour étouffer le mécontentement intérieur grandissant, au prix d'une guerre sanglante et superflue. Ses successeurs ne seront pas nécessairement plus modérés que lui.

Iran

Voir aussi : n° 2431, 2732, 3026, 3054

3027. Qui succédera à Khomeiny ?

a. ROY, Olivier – « Succession et permanence en Iran ». *Les cahiers de l'Orient* (5), 1er trim. 87 : 61-68 ; résumé en arabe.
S'il y a lutte éventuelle entre les personnes pour la succession de Khomeiny il ne peut y avoir entre elles de dissension fondamentale sur la nature et l'évolution du régime dont la légitimité même réside dans la révolution islamique.

b. SABLIER, Edouard – « Iran : une succession assurée ». *Politique internationale* (35), print. 87 : 117-128 ; résumés en anglais et en espagnol.
La disparition de Khomeiny n'entraînera pas celle du régime islamique car la succession est assurée en la personne de Hogatoleslam Rafsandjani qui, après avoir écarté Montazeri a placé ses hommes à tous les postes clés. Il faudra donc continuer à compter avec l'Iran qui semble prendre avantage sur l'Irak, en essayant toutefois de maintenir un équilibre entre les deux pays.

3028. BANI SADR, Abul-Hassan – « Avec les multinationales l'indépendance économique a-t-elle perdu son sens ? » *Peuples méditerranéens* (35-36), sept. 86 : 73-81 ; résumé en anglais.

Au cours de la révolution iranienne, l'indépendance qui était définie en termes de contradiction avec l'extérieur, a pris le sens d'un équilibre nul. Le processus de développement des libertés à l'intérieur du pays est lié au processus d'indépendance dans le monde : cela signifie une libération universelle des rapports de domination. Le principe de la primauté d'une nation sur les autres doit être remplacé par le principe de la non-primauté. Cette notion de l'indépendance est seule compatible avec une politique-monde apte à se réapproprier le sort de l'homme.

3029. SREBERNY-MAHAMMADI, Annabelle ; MOHAMMADI, Ali – « Post-revolutionary Iranian exiles : a study in impotence ». *Third World Quarterly* 9 (1), janv. 87 : 108-129.

Deux millions de personnes environ ont quitté l'Iran depuis la révolution de 1978-79, en vagues successives (monarchistes, libéraux religieux et laïcs, socialistes) dont celle des « Enfants de la révolution » qui se sont opposés par la suite au régime islamique. Ceux-ci se sont regroupés en 1981 à Paris en un Conseil de la résistance nationale, au sein duquel des ruptures se sont produites dès 1984. Les groupes monarchistes se sont révélés aussi divisés que les autres. Les clés de l'évolution du régime islamique se trouvent en Iran, et non parmi les multiples groupes d'exilés politiques.

Israël

Voir aussi : n° 2927, 3181, 3184

3030. Les relations politiques avec l'Amérique centrale

a. AVIE, Joann Fagot – « Participacíon israelí en América central ». *Revista occidental* 3 (2), 1986 : 155-177 ; bibliogr.
L'examen de l'assistance technique et de la vente d'armes d'Israël aux pays centraméricains montre des avantages et des risques économiques et politiques, mais aboutit finalement à juger grosso-modo positifs leurs résultats pour les deux parties et de même pour les Etats-Unis.

b. GINARTE, Imilda – « La injerencia sionista en Centroamérica ». *Cuadernos de nuestra América* 3 (5), juin 86 : 171-179.
L'aide militaire et technique d'Israël aux pays centraméricains présente deux caractéristiques : elle est ouvertement contre-révolutionnaire et très efficace pour la politique des Etats-Unis dans la région.

3031. SYRKIN, Marie – « The Kahane phenomenon ». *Middle East Review* 19 (1), aut. 86 : 14-20 ; tabl. ; bibliogr.

Rejeté par la presque totalité de la gauche et de la droite israéliennes, Meir Kahane semble néanmoins élargir son influence dans certains milieux. L'existence en Israël d'une population hétérogène, exposée aux attaques périodiques

des Arabes, harassée par un terrorisme intermittent, frappée par une grave crise économique constitue un terrain favorable pour la diffusion des idées de Kahane, sans parler de la tension entre les Sepharadim et les Ashkenazim et du militarisme religieux fondamentaliste.

Italie

3032. BELLUCCI, Serenella – « La posizione giuridica e la disciplina normativa degli stranieri in Italia ». *Affari sociali internazionali* 14 (4), 1986 : 137-150.

L'immigration est un phénomène récent en Italie, traditionnelle terre d'émigration. Le fort taux d'immigrés clandestins et la sur-représentation des étrangers dans la population pénitentiaire ont mis en évidence les lacunes de la législation en matière d'immigration auxquelles doit remédier le projet de loi présenté en avril 1986.

3033. GRAZIANO, Luigi – « The development and institutionalization of political science in Italy ». *International Political Science Review* 8 (1), janv. 87 : 41-57 ; tabl. ; bibliogr.

La science politique a connu un développement extraordinaire en Italie depuis les années 60 sous l'impulsion de divers éléments : les efforts des intellectuels, l'évolution économique et sociale de la société italienne, l'influence extérieure et les changements du système universitaire. Ce développement a cependant été retardé par rapport aux autres pays européens à cause de nombreux obstacles.

3034. SANTAMBROGIO, Marco – « Studenti a pari chances ». *Micromega* (1), 1987 : 142-158.

Pour offrir réellement une égalité de chances à tous à l'université, il faut multiplier le nombre de bourses et augmenter les frais d'inscription afin de financer cette dépense supplémentaire. Les inégalités entre étudiants à plein temps et étudiants travailleurs seront ainsi surmontées ; cette solution va à l'encontre des revendications étudiantes récentes, qui apparaissent en fait comme des encouragements au maintien du statu quo : 9 % de diplômés par an en Italie.

3035. TINACCI MOSSELLO, Maria : « La mobilità territoriale della populazione in Italia. Tendenze, prospettive, possibilità di intervento ». *Rivista geografica italiana* 93 (3), sept. 86 : 285-298 ; tabl. ; résumés en anglais et en français.

La mobilité territoriale de la population italienne s'est profondément modifiée depuis les années 70 : les grandes migrations du Sud au Nord ont fortement ralenti et les pôles d'attraction se situent à présent dans le Nord-Est et le centre, villes moyennes et zones très urbanisées ; la diminution globale de la mobilité privilégie les migrations de moyenne envergure.

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3175

3036. « Seminario di Rebibblia. Dal terrorismo al riformismo ». *Micromega* (1), 1987 : 83-114.

Suite à la formation du groupe de l'aire homogène, en 1982, regroupant des terroristes dissociés et d'autres protagonistes des années de plomb répudiant les méthodes de la lutte armée, a germé l'idée d'un séminaire sur les années 70, tenu à la prison de Rebibbia, dont sont présentés ici quelques extraits. Voir à la suite, pp. 115-128 : D'ERAMO, Marco : « Il teatro del terrorismo ».

3037. LANGER, Alexander – « Terapia d'urto per il Sud Tirolo ». *Micromega* (1), 1987 : 17-27.

L'aspect « concordat » entre l'Etat italien et la minorité tyrolienne représentée par le Südtiroler Volkspartei, des mesures prises à la fin des années 60 pour mettre fin à la crise du Haut Adige montre aujourd'hui ses limites.

L'aggravation du conflit ethnique nécessite une nouvelle intervention de l'Etat, et la reconnaissance complète de l'autonomie locale.

3038. LEVESQUE, Jacques – « Le Parti communiste italien, l'URSS et l'ordre international : le cheminement du PCI depuis 1975 ». *Revue française de science politique* 37 (2), avr. 87 : 141-180 ; résumé en anglais.

De 1975 à 1982, les relations entre le PCI et l'URSS se sont progressivement dégradées, atteignant une quasi-rupture avec la crise polonaise. Ce processus de dégradation a été déterminé et structuré par la conception et la promotion d'un ordre international conforme aux nécessités de la réussite de la politique intérieure du PCI.

3039. LOSANO, Mario G. – « Il computer di cristallo ». *Micromega* (1), 1987 : 159-177.

L'Italie et la Grèce sont les seuls pays de la Comunauté européenne où les droits du citoyen face à l'informatique ne sont pas codifiés. Présentation d'un projet de loi prévoyant un contrôle décentralisé, l'intervention de groupes de travail et le problème des sanctions.

3040. MANZELLA, Andrea – « Parlamento, governo e partiti in Italia ». *Biblioteca della Libertà* 21 (95), déc. 86 : 73-84 ; résumé en anglais.

L'expérience du gouvernement de « coalition », soutenu par le PCI, de 1976 à 1979, puis l'accès à la présidence du conseil d'hommes politiques extérieurs à la DC inauguré par Spadolini en 1981 marquent une modernisation, nuancée par de nombreux défauts il est vrai, de la tête de l'exécutif italien. Celle-ci est cependant bloquée par la crise de l'institution partisane.

Economie et finances

3041. « Italy ». *Financial Times* 23 avr. 87 : 16 p.

Dossier consacré à la situation économique et politique en Italie : alors que l'incertitude politique est de retour et grève les possibilités de réformes pourtant urgentes, la consolidation économique se poursuit.

3042. « Il pianeta finanza ». *Micromega* (1), 1987 : 197-220.

Suite d'articles consacrés à l'évolution du marché financier italien qui, au-delà de l'euphorie créée par les innovations et les perspectives offertes par la dérégulation et la titrisation, pose le problème des nouveaux rapports entre banques et entreprises, ces dernières ayant tendance à créer des institutions de crédit pour satisfaire des besoins fianciers de plus en plus spécifiques.

3043. FERRERA, Maurizio – « Verso la rivolta fiscale ? Cittadini e tasse in Italia ». *Biblioteca della Libertà* 21 (95), déc. 86 : 121-151 ; tabl. ; résumé en anglais.

La culture fiscale des contribuables italiens se caractérise par une forte aliénation, que les réformes récentes n'ont pas atténuée. Outre la tradition latine, ce mauvais rapport entre le citoyen et le fisc s'explique par la totale carence d'un réseau d'information en Italie.

Japon

Voir aussi : n° 2855, 2860

3044. « Japan : the land where money grows ». *Euromoney* avr. 87 *Supplément* : 194 p. ; tabl., graph.

Dossier : la réforme financière, les institutions financières, les produits et les marchés financiers, les investissements étrangers.

3045. DOUMENGE, François – « Les relations extérieures de l'halieutique japonaise ». *Etudes internationales (Québec)* 18 (1), mars 87 : 153-188 ; tabl., cartes ; résumé en anglais.

La politique des relations extérieures halieutiques japonaises menée de concert par les représentants de l'Etat, les milieux d'affaires, les groupements

coopératifs et les scientifiques vise à conserver une place prépondérante dans l'exploitation des ressources océaniques grâce à l'efficacité de ses technologies et à un marché solidement organisé dans les mers de Chine, de l'Indochine et du Pacifique Nord ainsi que dans les mers des archipels tropicaux du Centre-Ouest et Sud-Ouest pacifique.

3046. GODET, Michel – « Dix idées à contre-courant sur un miracle ». *Politique industrielle* (7), print. 87 : 71-88 ; tabl.

Nombre d'idées reçues sur le Japon méritent, aujourd'hui, à la lumière de chiffres et d'études, d'être remises en question : l'excédent commercial est fragile, le taux de chômage sous-estimé, les entreprises taylorisées, le niveau scolaire moins bon qu'on ne le dit, le retard est grand en matière d'infrastructures et de logement, la population vieillit et la société tout entière se sclérose. A cela s'ajoute le fait que l'avance technologique du Japon est inégale et parfois surfaite.

3047. HIROYUKI ODAGIRI ; TAKASHI YAMA-SHITA – « Price markups, market structure, and business fluctuation in Japanese manufacturing industries ». *The Journal of Industrial Economics* 35 (3), mars 87 : 317-331 ; tabl. ; bibliogr.

Des travaux réalisés par des économistes en 1977 et en 1983 concluent que les entreprises appartenant à un secteur très concentré ont tendance à accroître leurs marges en période de récession. L'étude d'un échantillon d'entreprises japonaises étudiées entre 1958 et 1982 a tendance à confirmer ce résultat.

Kenya

3048. HILLENBRAND, Martin – « Land Stadt Sicht afrikanischer Landbewohner : Ergebnisse einer sozialpsychologischen Dorfstudie in Kenia » (La ville vue par les habitants de la campagne africaine : les résulats d'une étude socio-psychologique réalisée dans un village du Kenya). *Sociologus* 36 (2), 1986 : 97-120 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les interprétations de l'exode rural par un simple modèle des facteurs « push » et « pull », basé sur les facteurs d'attraction de la ville et de répulsion de la campagne, sont souvent trop réductionnistes. Une enquête réalisée récemment dans un village, non loin de la capitale du Kenya, montre qu'il faut également tenir compte des facteurs influençant les individus en sens contraire et des conditions spécifiques de chacun dans les structures socio-économiques prévalant dans le village.

3049. HYMAN, Eric L. – « The strategy of production and distribution of improved charcoal stoves in Kenya ». *World Development* 15 (3), mars 87 : 375-386 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le Kenya s'est doté de 125 000 fours à bois améliorés. Leur programme d'installation a permis l'extension du secteur privé dans la production et la distribution du charbon de bois. Même si des progrès demeurent nécessaires, la technologie des fours s'est améliorée.

3050. MC MAHON, Gary – « Does a small developing country benefit from international commodity agreements ? The case of coffee and Kenya ». *Economic Development and Cultural Change* 35 (2), janv. 87 : 409-423 ; tabl.

Les producteurs de café du Kenya ont peut-être bénéficié de l'Accord international sur le café qui fut appliqué entre 1962 et 1972. Des simulations appliquées à l'économie du pays au cours des dix années qui ont suivi, montrent que, finalement, le Kenya a tiré de maigres gains de sa participation à cet accord.

Koweit

3051. ISMAEL, Jacqueline S. – « The conditions of Egyptian labor in the Gulf : a profile on Kuwait ». *Arab Studies Quarterly* 8 (4), aut. 86 : 390-403 ; tabl. ; bibliogr.

Analyse du profil des travailleurs égyptiens au Koweit en termes de caractéristiques démographiques, stratification sociale, emploi, revenu et qualité de la vie. Ces dimensions fournissent le contexte objectif qui structure les expériences des Egyptiens dans ce pays. Le cas du Koweit est représentatif des autres pays du Golfe.

3052. QAYUM SAFI, A. – « Kuwait University and its evaluation program ». *Higher Education* 15 (5), 1986 : 421-447 ; bibliogr.

Créée en 1966 avec 418 étudiants et 31 membres du personnel enseignant, l'Université du Koweit compte aujourd'hui quelques 17 000 étudiants et mille enseignants. L'environnement socio-culturel et géo-économique oblige cette institution à combiner le respect des traditions locales avec l'adoption d'une approche scientifique et moderne en vue de fournir au Koweit et aux pays voisins le personnel dirigeant dont ils ont besoin dans un monde en rapide transformation. Des projets de réforme sont actuellement à l'étude pour améliorer la qualité de l'enseignement et renforcer la culture générale des étudiants.

Liban

3053. « Le siège des camps au Liban : mémorandum du FDLP ». *Revue d'études palestiniennes* (23), print. 87 : 73-85.

Document soumis par le Front démocratique pour la libération de la Palestine au sommet des pays islamiques réuni à Koweït en janvier 1987. Depuis mai 1985, le mouvement Amal, appuyé par des unités de l'armée libanaise n'a cessé d'attaquer les camps palestiniens au Liban et de leur imposer un siège accompagné de destructions, massacres, assassinats et attentats dont sont victimes surtout vieillards, femmes et enfants. La situation y est devenue très précaire et les conditions de santé et d'alimentation se sont détériorées.

3054. DJALILL, Mohammad Reza ; LAURENT, Annie – « Le Liban à l'épreuve du khomeinisme ». *Les cahiers de l'Orient* (5), 1er trim. 87 : 69-80 ; résumé en arabe.

Le président syrien Hafez El-Assad, en favorisant dès le début des années 70 mais surtout depuis 1982, la venue des combattants et des mollahs iraniens et en autorisant la création du Hezbollah, a commis une erreur de jugement, sous-estimant l'évolution ultérieure. En quelques années s'est constitué un mouvement révolutionnaire au sein des chiites libanais dont Khomeiny entend se servir dans sa stratégie expansionniste. Aujourd'hui le Sud du Liban constitue la phase la plus achevée des ambitions khomeinistes : l'action de la République islamique s'y épanouit hors de la tutelle syrienne et Téhéran y apparaît comme la seule puissance capable de combler le vide du pouvoir.

3055. LAVERNHE, Georges – « Les chrétiens du Liban ». *Défense nationale* 43, mars 87 : 107-116 ; cartes.

Le fond du drame libanais est que la communauté musulmane voudrait instaurer l'Etat islamique imposant aux Chrétiens le statut de « dhimmi ». Un véritable génocide des chrétiens y est en cours, et c'est en sauvant le dernier carré des chrétiens libres que tout le Liban sera sauvé.

Madagascar

Voir aussi : n° 1326

3056. DESJEUX, Dominique – « L'augmentation des projets de développement agricole en Afrique noire et à Madagascar ». *Le mois en Afrique* 22 (249-250 et 251-252), nov. 86 et janv. 87 : 46-71 et 62-78 ; résumé en anglais.

Les projets ruraux et les opérations de développement en Afrique se sont multipliés depuis 1960, au moment de l'indépendance des pays africains. Comme le monte l'exemple de Madagascar, l'intervention de l'Etat a évolué pour devenir aujourd'hui omniprésente dans la gestion, la répartition des terres. Par ailleurs, l'étude de l'aspect sociologique de ces programmes de développement met en évidence l'importance du pouvoir – plus ou moins

étendu – conféré aux organismes responsables des programmes sur le bon déroulement de ces derniers.

3057. HUGON, Philippe – « Les jeux économiques et les enjeux des politiques orthodoxes en Afrique : le cas de Madagascar et du Nigéria ». *Tiers-Monde* 38 (109), mars 87 : 95-121 ; tabl. ; bibliogr.

Au Nigéria le FMI a imposé la libéralisation des importations, la dévaluation de la monnaie et la subvention des produits pétroliers, toutes mesures paraissant peu à même de résoudre la crise structurelle ; à Madagascar, il a progressivement imposé un retour à la gestion libérale d'une économie administrée. A la logique du marché qui est celle du FMI, les deux pays et plus généralement les Etats africains opposent leur vision d'une économie désarticulée et extravertie où existent des blocages structurels. L'enjeu politique des mesures imposées n'est pas seulement la mise sous tutelle économique des économies africaines, il est la coordination des bailleurs de fonds sous l'égide des institutions de Washington.

Malaisie

Voir aussi : n° 1778

3058. « Malaysia : a time for consolidation ». *Euromoney* avr. 87 *Supplément* : 53 p. ; graph.

Dossier consacré à la situation économique de la Malaisie : récession en 1985/1986, déficits publics accrus, dette extérieure importante mais ressources naturelles abondantes.

3059. « Malaysia. Last chance for a new beginning ? » *Conflict Studies* (195), 1987 : 1-26 ; tabl., carte.

Le Premier ministre malaisien, Mahathir, et son gouvernement sont sortis renforcés des élections de 1986, mais la question se pose de savoir si néanmoins il sera en mesure de surmonter tous les problèmes politiques et économiques actuels. Car, au fragile équilibre ethnique du pays s'ajoute à présent un malaise économique dû à la récession mondiale et plus particulièrement à la chute des prix des principaux produits d'exportation malaisiens.

3060. DRUMMOND, S.M. – « The Malaysian elections ». *The Round Table* (301), janv. 87 : 93-109 ; tabl. ; bibliogr.

La préparation extrêmement précipitée des élections législatives en Malaisie à l'été 86 après la dissolution du Parlement par le Dr Mahathir a entraîné des affrontements sévères aussi bien entre la coalition gouvernementale (Barisan Nasional) et l'opposition, qu'à l'intérieur de cette dernière, en particulier autour des problèmes du vote de la minorité chinoise et de la volonté du parti PAS d'imposer un Etat islamiste. Les élections se sont soldées par une très nette victoire du Barisan Nasional et une perte de sièges par le PAS.

Malawi

3061. JENNINGS, Anthony – « Measures to assist the least developed countries : the case of Malawi ». *World Development* 14 (12), déc. 86 : 1463-1468 ; bibliogr.

La Conférence de Paris sur les Pays les moins avancés organisée en 1981 par les Nations Unies, préconisait un nouveau programme d'action pour aider en particulier les pays les plus pauvres en renforçant leur agriculture et leurs institutions-clés. L'expérience du Malawi montre que la communauté internationale n'a pas respecté ses engagements vis-à-vis des PMA, et il reste à voir si les changements récemment ébauchés sont susceptibles de conduire à des améliorations concrètes par une assistance accrue et plus efficace.

3062. KISHINDO, Paul – « Customary law and agricultural development in Malawi ». *The Eastern Anthropologist* 38 (4), déc. 85 : 305-323 ; bibliogr.

La modernisation de l'agriculture au moyen de la transformation des terres communales en biens aliénables a été l'une des priorités du gouvernement du Malawi indépendant, dès la fin de l'époque coloniale. Les autorités pensaient ainsi détenir la clé du dynamisme agricole et éliminer les blocages d'une société traditionnelle. Mais il semble bien que cette approche a été simpliste et que les formes traditionnelles de propriété communale ne constituent pas nécessairement un obstacle aux investissements agricoles à long terme.

3063. KYDD, Jonathan ; HEWITT, Adrian – « Limits to recovery : Malawi after six years of adjustment, 1980-1985 ». *Development and Change* 17 (3), juil. 86 : 531-555 ; tabl. ; bibliogr.

De 1980 à 1985, les prêts à l'ajustement structurel de la Banque mondiale ont permis d'améliorer la redistribution des revenus et la production nationale. Cependant de nombreuses contraintes subsistent et des réformes restent à faire, notamment en ce qui concerne les structures économiques archaïques datant de la période coloniale, pour que le Malawi puisse vraiment entrer dans une phase de développement économique.

Mexique

Voir aussi : n° 2897, 3193

3064. CAMPBELL, Tim ; WILK, David – « Plans and plan-making in the valley of Mexico. The evolution of a planning process, 1970-1985 ». *Third World Planning Review* 8 (4), nov. 86 : 287-313 ; tabl., graph.

Depuis la présidence d'Echeverria (1970-76), les autorités mexicaines ont multiplié les initiatives en vue de freiner la croissance tentaculaire de la région métropolitaine de Mexico. Mais les efforts de planification urbaine restent fragmentaires et peu efficaces, même si des infrastructures utiles ont été créées ; quelques progrès ont été réalisés qui permettent de prévoir une plus grande efficacité à l'avenir.

3065. HOGAN, Andrew J. ; AUBEY, Robert T. – « Crop credit insurance in the agricultural credit system : the Mexican case ». *Socio-Economic Planning Sciences* 22 (1), 1987 : 37-47 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Comme dans d'autres pays en développement, le système de crédit agricole au Mexique inclut des mécanismes d'assurance de récoltes en tant qu'élément important visant à permettre aux petits agriculteurs de bénéficier eux aussi de crédits. Le coût de ce système a été estimé comme étant très élevé, mais une analyse plus poussée conduit l'observateur à un jugement plus nuancé, car sans les assurances de récoltes, les coûts qui y figurent devraient être absorbés par les mécanismes de crédit agricole proprement dits.

3066. LE BAIL, Joël – « Les relations halieutiques internationales du Mexique ». *Etudes internationales (Québec)* 18 (1), mars 87 : 71-82 ; carte ; résumé en anglais.

Depuis la mise en place des zones économiques exclusives, le Mexique, bien que sans tradition maritime, a mis l'accent sur l'exploitation de manière intensive des ressources maritimes, notamment la crevette et le thon. Devenu un pays producteur important, le Mexique est cependant très dépendant du marché international et de ses contraintes en raison d'un marché intérieur trop faible, d'un manque de savoir-faire et de l'importation des technologies halieutiques.

3067. RANDALL Ireson, W. – « Landholding, agricultural modernization, and income concentration : a Mexican example ». *Economic Development and Cultural Change* 35 (2), janv. 87 : 351-366 ; tabl.

Comme ce fut le cas au Punjab avec le blé, l'introduction au Mexique de nouvelles variétés de maïs risque d'accentuer les inégalités de revenus chez les agriculteurs. Mais cet effet pervers pourrait être remis en cause par une politique de distribution plus équitable des terres mexicaines.

3068. WRIGHT, Angus – « Rethinking the circle of poison. The politics of pesticide poisoning among Mexican farm workers ». *Latin American Perspectives* 13 (4), aut. 86 : 26-59 ; tabl. ; bibliogr.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, au moins 14 000 personnes meurent chaque année d'empoisonnement accidentel, en particulier parmi les ouvriers agricoles du Tiers-Monde. Au Mexique, des mesures timides et insuffisantes ont été prises pour mieux protéger les ouvriers, mais les intérêts économiques des planteurs priment souvent sur les considérations de santé. Pour réduire effectivement l'abus des pesticides parfois fatal aux travailleurs des plantations, des mesures plus strictes s'imposent.

Népal

3069. L'enseignement

a. JAMISON, Dean T. ; LOCKHEED, Marlaine E. – « Participation in schooling : determinants and learning outcomes in Nepal ». *Economic Development and Cultural Change* 35 (2), janv. 87 : 279-306 ; tabl.
Une enquête menée en 1977 par la Banque mondiale auprès de 795 foyers de la région du Terai au Népal et échelonnée sur trois générations confirme l'influence des conditions de vie matérielles sur le niveau scolaire. Cette influence est plus marquée entre la première et la deuxième génération.

b. SHRESTHA, Cajendra M. et al. – « Determinants of educational participation in rural Nepal ». *Comparative Education Review* 30 (4), nov. 86 : 508-522 ; tabl.
Le Népal est l'un des pays les plus pauvres du monde où plus de 90 % de la population travaille dans le secteur agricole. Malgré les progrès considérables, le taux d'alphabétisation n'a atteint que 23 % en 1980, et la différence entre la scolarisation des garçons et celle des filles est particulièrement nette. Parmi les facteurs décisifs qui conditionnent la scolarisation des enfants népalais, l'alphabétisation des parents, la distance de l'école dans ce pays très montagneux et la qualité de l'enseignement, jouent les rôles les plus importants.

3070. ACHARYA, Ballabh Prasad ; KAMMEIER, Hans Detlef – « Planning legislation and the development of regional centers in Nepal : realities and prospects ». *Urban Law and Policy* 8 (2), déc. 86 : 153-190 ; tabl., cartes ; bibliogr.

Le Népal a adopté en 1973 une loi de planification urbaine afin de déconcentrer son réseau urbain. La loi visait cinq centres urbains : Dipayal, Birendrangar, Pokhara, Dhankuta et Katmandu. Une enquête réalisée sur les quatres premiers seulement révèle les difficultés d'application de la loi ; l'aménagement du territoire semble encore prématuré sauf pour la région de Pokhara.

3071. LOK RAJ BARAL – « Nepal's security policy and South Asian regionalism ». *Asian Survey* 26 (11), nov. 86 : 1207-1219.

A la différence de l'Inde, le Népal ne semble pas s'inquiéter de la menace chinoise et pour assurer sa sécurité, sa politique repose sur trois principes : une stratégie d'équilibre avec ses deux voisins, l'Inde et la Chine, une adhésion aux principes des Nations Unies et le non-alignement, l'utilisation de liens extra-régionaux.

Nigéria

Voir aussi : n° 3057

3072. CHUTA, E.J. – « Free education in Nigeria : socio-economic implications and emerging issues ». *Comparative Education Review* 30 (4), nov. 86 : 523-531 ; tabl.

Les différents gouvernements, civils et militaires, du Nigéria indépendant ont toujours mis l'accent sur la nécessité d'établir un système d'éducation gratuit et obligatoire pour tous. Mais en pratique les difficultés financières ont entravé les efforts et il reste à déterminer, parmi d'autres problèmes complexes, la distibution des fonds disponibles entre les divers niveaux de l'éducation, la concentration sur l'enseignement primaire étant sans doute la voie indiquée.

3073. JINADU, L. Adèle – « The institutional development of political science in Nigeria : trends, problems and prospects ». *International Political Science Review* 8 (1), janv. 87 : 59-72 ; bibliogr.

La science politique au Nigéria s'est développée autour de trois thèmes : le caractère multinational de cette science, la structure stratégique de l'économie politique nigériane et la logique du nationalisme colonial. Le développement de cette science a été conditionné par l'asymétrie entre le centre et la périphérie, ainsi que par des facteurs intérieurs au Nigéria.

3074. TIFFIN, Scott et al. – « Technological innovation and technical entrepreneurship for the development of a Nigerian agricultural machinery industry ». *World Development* 15 (3), mars 87 : 387-398 ; tabl. ; bibliogr.

La maîtrise des technologies est un point de passage obligé pour le développement des PVD. A cet égard, le Nigéria se montre très performant et très innovateur dans le domaine des machines agricoles. La politique gouvernementale devrait encourager davantage les chefs d'entreprise nigérians qui savent se montrer audacieux.

Norvège

3075. AASE, Asbjorn – « Living conditions in a marginal region : the case of Finnmark ». *International Journal of Sociology* 16 (3-4), hiv. 87 : 221-232 ; graph., carte.

Dans les pays scandinaves, l'Etat-providence sait qu'il doit lutter non seulement contre les inégalités sociales mais aussi contre les inégalités géographiques. La dimension géographique de l'Etat-providence est particulièrement sensible dans le Finnmark, le plus septentrional des 19 comtés norvégiens. L'espérance de vie y est plus faible que la moyenne nationale.

3076. ALT, James E. – « Crude politics, oil and the political economy of unemployment in Britain and Norway, 1970-85 ». *British Journal of Political Science* 17 (2), avr. 87 : 149-199 ; tabl., graph.

En Grande-Bretagne, le chômage dépend de l'évolution de la balance des paiements, est fonction de la production pétrolière de la mer du Nord et de la spéculation sur la livre sterling. En Norvège, par contre, le contrôle des taux de change a découragé la spéculation et des programmes d'emploi subventionné ont limité le chômage. Cette divergence dans la politique suivie s'explique par des différences institutionnelles et structurelles entre les deux pays.

3077. HEIDAR, Knut – « Party organizational elites in Norwegian politics : representativeness and Party Democracy ». *Scandinavian Political Studies* 9 (3), sept. 86 : 279-290 ; tabl. ; bibliogr.

Si l'élite des partis politiques norvégiens ne semble pas très représentative, elle a pourtant une assise populaire fondée sur les liens de parenté. Cette élite transpose les clivages traditionnels de la politique nationale. Cependant, l'importance croissante des femmes et des fonctionnaires esquisse un nouveau clivage potentiel.

3078. KNUTSEN, Oddbjorn – « Political cleavages and political realignment in Norway : the new politics thesis reexamined ». *Scandinavian Political Studies* 9 (3), sept. 86 : 235-263 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Même si la société politique norvégienne connaît un clivage inter-générationnel accru, la thèse selon laquelle la dimension matérialiste/post-matérialiste serait dominante n'est pas confirmée. Le traditionnel clivage gauche/droite reste vivace même au sein des générations de l'après-guerre.

3079. ROGOFF RAMSOY, Nathalie – « From necessity to choice : social change in Norway 1930-1980 ». *International Journal of Sociology* 16 (3-4), hiv. 87 : 75-105 ; tabl.

Depuis les années trente, les bouleversements sociaux qu'a connus la Norvège se sont essentiellement articulés autour du rôle de la femme dans la société. Tel est le cœur de l'évolution sociale norvégienne. Actuellement, le défi social que doit relever ce pays réside dans l'accueil et l'intégration des immigrés de pays lointains.

Paraguay

3080. BAER, Werner ; BREUER, Luis – « From inward to outward-oriented growth : Paraguay in the 1980s ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 28 (3), aut. 86 : 125-140 ; tabl. ; bibliogr.

Le Paraguay a bénéficié au cours des années 1970 et du début des années 1980 d'une croissance remarquable due à la construction et au secteur agricole d'exportation. Analyse des répercussions de la croissance sur l'économie ainsi que des politiques favorables à son maintien.

3081. DIAZ DE ARCE, Omar – « La dictadura de Alfredo Stroessner : Estado y sociedad en el Paraguay ». *Cuadernos de nuestra América* 3 (5), juin 86 : 75-87 ; résumé en français.

Le dictateur sait profiter de l'hétérogénéité qui compartimente la société paraguayenne et du nationalisme qui l'unifie ; son savoir-faire, mélange de répression et de démagogie, aide à comprendre la durée et la stabilité relative du régime.

3082. ROA BASTOS, Augusto – « Fragments from a Paraguayan autobiography ». *Third World Quarterly* 9 (1), janv. 87 : 212-228.

Le Paraguay vit toujours sous la dictature la plus ancienne de l'Amérique latine et l'exil est devenu partie intégrante de sa nature : exil physique, exil interne, exil linguistique et culturel. Pour l'intellectuel et surtout l'écrivain, en exil volontaire ou forcé, l'expérience est traumatisante car il se trouve coupé de la réalité qui l'inspire.

Portugal

3083. GALLAGHER, Tom – « Twice choosing the unexpected : the Portuguese elections of 1985 and 1986 ». *West European Politics* 9 (4), oct. 86 : 233-237 ; tabl.

En 1985 et 1986, les problèmes économiques vécus par le Portugal et l'échec des partis successifs au pouvoir dans leurs tentatives de les résoudre ont pour conséquence une volatilité électorale qui ne permet pas de déceler un modèle de comportement électoral. Le PS commence par perdre du terrain au profit d'un nouveau parti populiste, puis Mario Soares fait un retour surprise en remportant les présidentielles de février 1986.

3084. LEWIS, Jim ; WILLIAMS, Allan M. – « Factories, farms and families. The impact of industrial growth in rural central Portugal ». *Sociologia ruralis* 26 (3-4), 1986 : 320-344 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français et en allemand.

Les régions rurales du Portugal ont connu un fort accroissement du nombre de petites entreprises manufacturières, comme l'illustre une enquête effectuée dans les zones rurales du Portugal central. Différentes formes sont à distinguer dans cette industrialisation rurale selon les conditions de travail et de rémunération et l'articulation, pas toujours très étroite, entre ces nouvelles activités et l'agriculture.

3085. MONKE, Eric A. et al. – « Welfare effects of a processing cartel : flour milling in Portugal ». *Economic Development and Cultural Change* 35 (2), janv. 87 : 393-407 ; tabl., graph.

L'industrie de la minoterie au Portugal constitue le parfait exemple d'un cartel d'entreprises privées, soutenu et contrôlé à la fois par le gouvernement. Cette concurrence imparfaite engendre des coûts économiques considérables. Un protectionnisme strict permet, de plus, à cette industrie de réaliser d'importants profits.

Roumanie

Voir aussi : n° 1375

3086. GHERMANI, Dionisie – « Rumäniens Außenpolitik 1986 » (La politique étrangère de la Roumanie en 1986). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 36 (1), 1987 : 1-9.

Plus encore que pendant la première moitié des années 80, l'année 1986 a vu une diminution de l'activisme roumain en matière de diplomatie internationale. Le président Ceausescu continue à se présenter devant ses compatriotes comme l'un des grands sages du monde, jouant un rôle important sur la scène internationale. Mais, il est peu invité par les pays qui comptent et a peu voyagé à l'étranger, il a reçu peu d'hôtes importants. Ceci reflète le recul très net de l'influence de la Roumanie sur la scène internationale.

3087. JACKSON, Marvin R. – « Inflation und Depression : der Preis des rumänischen Nationalismus » (Inflation et dépression : le prix du nationalisme roumain). *Europäische Rundschau* 14 (4), aut. 86 : 45-58.

Depuis 1980, la Roumanie est en cessation de paiements, victime de difficultés diverses, depuis les années 70 surtout, et victime aussi des conceptions du gouvernement – comme par exemple l'illusion d'une autarcie possible. Ainsi le pays est-il confronté à la déflation et à la dépression, toutefois masquées par des statistiques manipulées. L'avenir du pays est sombre, aucune solution interne ou externe ne semblant capable d'apporter des résultats probants.

3088. LEONHARDT, Peter – « Grundzüge des rumänischen Devisenrechts » (Principes de la législation roumaine en matière de devises). *Jahrbuch für Ostrecht* 27 (1), 1986 : 95-116 ; résumé en anglais.

Tout comme dans les autres pays communistes, la Roumanie a établi une sévère réglementation en matière d'achat et de vente de devises en vue de mettre l'économie nationale à l'abri des influences extérieures et d'éviter des perturbations dues à la pénurie de celles-ci. Cette réglementation est basée sur le monopole d'Etat du commerce extérieur et des moyens de paiement étrangers, explicité notamment dans le décret n° 210/1960, et complété par de nombreuses dispositions ultérieures.

3089. LHOMEL, Edith – « Roumanie 1986-1990 : la fuite en avant ». *Le courrier des pays de l'Est* (316), mars 87 : 60-64 ; tabl.

Les objectifs purement fictifs du plan quinquennal 1986-1990, encore rehaussés par rapport aux objectifs démesurés du plan précédent, témoignent de la fuite en avant du pouvoir roumain dont le but essentiel est la liquidation à tout prix de la dette extérieure, au détriment de la demande intérieure. Une telle politique a considérablement endommagé le tissu industriel et les conditions de vie des Roumains, qui ne peuvent guère espérer d'améliorations.

Sénégal

Voir aussi : n° 2662

3090. DUPUY, Claude ; SERVET, Jean-Michel – « Pratiques informelles d'épargne et de prêt : exemples sénégalais ». *Economie et humanisme* (294), avr. 87 : 40-54.

L'exemple du Sénégal donne une idée des difficultés de la transposition des méthodes bancaires occidentales en Afrique noire. En réaction au modèle d'acculturation, la population a développé des pratiques d'épargne et de prêt se basant sur l'initiative privée et dont le volume dépasse celui des transactions bancaires. Il s'agit essentiellement d'épargne associative, de tontines, d'usure camouflée et de vente-rachat.

3091. FATTON, Robert Jr. – « The democratization of Senegal (1976-1983) : " Passive revolution " and the democratic limits of liberal democracy ». *Review - Fernand Braudel Center for the Study of Economics, Historical Systems and Civilizations* 10 (2), aut. 86 : 279-312 ; bibliogr.

La démocratisation du Sénégal s'est faite en deux phases : adoption, en 1976, d'une nouvelle Constitution, sous l'égide de Léopold Senghor, et passage du parti unique à un système tripartite, puis, avec la venue au pouvoir d'Abdou Diouf, en 1981, légalisation de tous les partis politiques et transformation du Sénégal en une démocratie libérale complète que l'on pourrait appeler « révolution passive ». Ce système n'est guère exportable et, bien que limité, il représente une avancée par rapport à d'autres régimes africains.

3092. PIGA de CAROLIS, Adriana – « Le confraternita islamiche nel processo di formazione del Senegal ». *Politica internazionale* 15 (2-3), mars 87 : 161-170.

L'islamisme sénégalais tire sa force d'une capillarité de confréries qui, en particulier, y contrôlent la culture de l'arachide et peuvent ainsi utiliser cette force économique pour toucher les régions périphériques sans médiation religieuse. Leur perception du pouvoir politique dénote méfiance et hostilité.

Somalie

Voir aussi : n° 1215, 1328

3093. Les nomades

a. SCHRAEDER, Peter J. – « Involuntary migration in Somalia : the politics of resettlement ». *The Journal of Modern African Studies* 24 (4), déc. 86 : 641-662.

Le problème de la sédentarisation des nomades en Afrique a longtemps fait l'objet d'un débat. Pour quelles raisons politiques les gouvernements cherchent-ils à réimplanter les migrants et recourent-ils systématiquement pour cela à la coercition ? En Somalie, les transferts forcés de nomades ont des raisons à la fois écologiques (sécheresse) et politiques, et le programme de sédentarisation est en fait motivé par la volonté de lier à la terre des agriculteurs potentiels. Cette politique a été considérablement compliquée par le conflit somalo-éthiopien, les mouvements de réfugiés... Une solution au problème doit être fondée sur la notion de « région d'origine ».

b. WEHELIYE, Nur A. – « Nomadenwirtschaft in der Zentral-region Somalias » (Economie nomade dans la région centrale de Somalie). *Orient* 27 (2), juin 86 : 271-284 ; résumé en anglais.

Les économies nomades pastorales de la Somalie Centrale ont connu de grosses crises économiques et écologiques qui ont alarmé le gouvernement et les organisations internationales. La stabilité de l'écosystème et de l'organisation sociopolitique ayant été détruite par les influences exercées de l'extérieur depuis la colonisation, un mouvement d'exode rural s'est amorcé. Une nouvelle politique doit être menée pour préserver et favoriser le développement des valeurs et traditions de ces populations.

3094. HUMMEN, Wilhelm – « Somalias Wirtschaftspolitik in Umbruch : Probleme und Lösungsansätze im Bereich der staatlichen und privaten Weiterverarbeitungsunternehmen » (La politique économique de la Somalie à un tournant : problèmes et approches de solution dans le domaine des entreprises de transformation publiques et privées). *Afrika Spectrum* 21 (2), 1986 : 225-235 ; bibliogr. ; résumés en français et en anglais.

La révolution de 1969 avait engagé la Somalie, pays largement peuplé de nomades, sur la voie d'une société socialiste, avec quelques succès remarquables au début de l'expérience en matière économique et sociale. Une dizaine d'années plus tard, la sécheresse, la guerre contre l'Ethiopie et des problèmes internes ont rapproché le pays des pays occidentaux qui restent, cependant, réticents devant le revirement d'un pays pauvre et déchiré entre des options politiques opposées et les influences contradictoires de l'Islam.

Tanzanie

Voir aussi : n° 2247, 2590

3095. Les propositions du FMI pour un redressement économique

a. BIERMANN, Werner ; FONTAINE, Jean-Marc – « Ajustement structurel et stabilisation : Tanzanie et Kenya dans les années 80 ». *Tiers-Monde* 38 (109), mars 87 : 123-138.

Ces deux pays marqués par la crise au début des années 80 ont adopté les propositions du FMI pour redresser leur économie, mais les conditions en ont été différentes. La Tanzanie a dû repenser sa politique antérieure et accepter à contrecœur les conditions du FMI alors que le Kenya dont la

politique économique se situait dans la ligne de celle prônée par le FMI n'a pas éprouvé de difficultés à se soumettre aux propositions du FMI.

b. JAMAL, Vali – « L'économie de la dévaluation : le cas de la Tanzanie ». *Travail et société* 11 (3), sept. 86 : 407-423 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Pour la plupart des économies africaines il n'y a guère d'arguments économiques favorables à la dévaluation. Les choix qui s'offrent aux pays d'Afrique sont néanmoins peu nombreux. Ils doivent accepter les conditions imposées par le FMI, car il leur est tout à fait impossible d'accéder d'une autre manière aux crédits en devises.

3096. KEES VAN DONGE, Jan ; LIVIGA, Athumani J. – « Tanzanian political culture and the Cabinet ». *The Journal of Modern African Studies* 24 (4), déc. 86 : 619-639 ; tabl.

Le rôle de la Constitution dans la définition des structures gouvernementales est très important en Tanzanie, mais le pouvoir du président de la République y est écrasant. Malgré une apparente instabilité des Cabinets ministériels, les carrières des ministres sont extrêmement sûres. L'élaboration de la politique gouvernementale est assumée par le président Nyerere, entouré de petits groupes de personnes n'appartenant pas obligatoirement au Cabinet ministériel, et n'est pas nécessairement le résultat du fonctionnement des institutions.

3097. SHAO, John – « The villagization program and the disruption of the ecological balance in Tanzania ». *Canadian Journal of African Studies* 20 (2), 1986 : 219-239 ; bibliogr.

La mise en place d'un important programme de recolonisation rurale en Tanzanie a certes permis l'installation de onze millions de personnes en moins de deux ans, mais malheureusement, elle a rompu l'équilibre écologique préexistant, contribuant ainsi à la baisse de la production agricole et à la crise alimentaire que vit la Tanzanie depuis 1979.

3098. THIELE, Graham – « The Tanzanian villagization programme : its impact on household production in Dodoma ». *Canadian Journal of African Studies* 20 (2), 1986 : 243-258 ; tabl., cartes ; bibliogr.

La politique de recolonisation agricole tanzanienne a eu des effets inégaux dans la région de Dodoma. A Nkulabi et Matumbulu, elle a entraîné une déliquescence du tissu rural alors que à Mlowa, elle a favorisé l'expansion des entreprises agricoles.

Turquie

Voir aussi : n° 2397, 2732, 3198

3099. PELZ, William A. – « Working class radicalism in Turkey, 1945-1985 ». *International Review of History and Political Science* 23 (3), août 86 : 45-65 ; tabl.

Ancienne grande puissance jamais colonisée par les pays occidentaux, la Turquie a connu un développement national très différent de celui de la vaste majorité des pays du Tiers-Monde et se trouve, de plusieurs points de vue, à mi-chemin entre ceux-ci et les pays d'Europe Occidentale. Ceci vaut également pour son mouvement ouvrier qui a connu une croissance importante avec le processus d'industrialisation de ces dernières décennies et les péripéties politiques récurrentes. Malgré l'actuelle phase très répressive, le mouvement ouvrier et syndical turc n'a pas encore dit son dernier mot.

3100. SERTEL, Yildiz – « La mondialisation de l'économie, l'Etat-nation et la recherche d'une stratégie alternative : le cas turc ». *Peuples méditerranéens* (35-36), sept. 86 : 257-272 ; résumé en anglais.

Depuis 1955, la libéralisation de l'économie turque entraînait un apport financier extérieur et le déversement de produits des multinationales. Il en résulte une industrie dépendante de l'importation et des difficultés financières aboutissant à une sérieuse détérioration de l'économie et une intervention du FMI. La solution de cette contradiction entre l'Etat-nation et l'impérialisme international ne peut être recherchée que dans une politique non libérale conduite par un groupe d'Etats détaché du système capitaliste libéral.

3101. UMUNC, Himmet – « In search of improvement : the reorganization of higher education in Turkey ». *Minerva* 24 (4), hiv. 86 : 433-455.

Plus que toute autre décision depuis la grande réforme universitaire mise en œuvre par Atatürk en 1933, la loi sur l'Education supérieure de 1981 a imposé un processus de profonds changements en vue d'augmenter l'efficacité et le dynamisme du monde universitaire. Après des décennies de croissance rapide du nombre d'étudiants, des réformes s'imposaient pour rétablir l'ordre et augmenter la qualité de l'enseignement qui souffraient tous deux des abus antérieurs dus à l'autonomie des universités.

URSS

Voir aussi : n° 2893, 2894, 3238

3102. Le progrès technique

a. « Social'nyj vektor uskoreniâ. Kruglyj stol " *Kommunista* " v proizvodstvennom ob edinenii " Ižorskij zavod " » (Le vecteur social de l'accélération. Table ronde de « *Kommunist* » dans le groupement industriel « Ižorskij zavod »). *Kommunist (Moskva)* (18), déc. 86 : 13-23.
Table ronde réunissant des cadres et des travailleurs du groupement industriel « Ižorskij zavod », des économistes et des représentants des ministères et administrations concernés, et consacrée aux questions actuelles de l'accélération du progrès scientifique et technique dans l'économie soviétique.

b. KURNOSOV, Û.A. – « Naučno-tehničeskij progress i social'nye processy na sovremennom ètape (na materialah Ukrainy) » (Le progrès scientifique et technique et les processus sociaux à l'étape actuelle d'après l'exemple de l'Ukraine). *Istoriâ SSSR* (1), 1987 : 38-53.
Des études menées dans différentes entreprises et administrations en Ukraine permettent de mettre en lumière les principaux facteurs qui font obstacle à l'accélération du progrès technique et à son utilisation rapide sur les lieux de production.

c. MILKIN, A. – « Partijnaâ zabota o vnedrenii novejših naučno-tehničeskih dostiženij » (L'intérêt porté par le Parti à l'introduction des dernières acquisitions scientifiques et techniques dans la production). *Političeskoe samoobrazovanie* (3), 1987 : 47-55.
Seule une accélération de la recherche scientifique et de son application dans la production permettra à l'économie soviétique d'occuper une des premières places dans la compétition mondiale. La tâche du Parti consiste à transformer la mentalité et les attitudes des travailleurs face à l'innovation, au progrès et au devoir civique.

3103. CAPPELI, Ottorino – « Soviet crisis behaviour and information management : the case of Chernobyl ». *The Journal of Communist Studies* 2 (4), déc. 86 : 404-431 ; tabl.

L'image de l'Union soviétique a été sérieusement ternie par l'accident de Tchernobyl, qui s'est produit au plus mauvais moment pour ce pays. Après l'accident, l'URSS a géré l'information de manière à éviter les psychoses collectives. Les pays occidentaux disposant de centrales nucléaires n'ont pas fait davantage la lumière sur les conséquences réelles de la catastrophe. On peut penser toutefois que « Chernobyl » a joué un rôle d'accélérateur dans le processus de changement du comportement soviétique en période de crise.

3104. CARRERE d'ENCAUSSE, Hélène – « Moskaus " islamischer Faktor " » (Le « facteur islamique » de Moscou). *Politische Studien* 38 (292), avr. 87 : 115-127.

Historiquement et démographiquement, l'URSS était bien préparée à la montée de l'islamisme et l'a bien intégrée, depuis trente ans, à sa politique extérieure tout en la minimisant à l'intérieur de ses frontières. Cette « stratégie islamique », très large et fructueuse, même après 1979, s'est accompagnée du maintien de bonnes relations avec des pays aussi divers que l'Iran, la Libye et les Pays du Golfe et sert à étendre sa puissance militaire et stratégique.

Institutions et vie politique

3105. « Učebnye programmy i učebniki : suždeniâ, predloženiâ » (Programmes d'enseignement et manuels : jugements et propositions). *Političeskoe samoobrazovanie* (3), 1987 : 89-101.

Table ronde consacrée au bilan provisoire des nouveaux programmes et matériels pédagogiques introduits dans les établissements du système d'instruction économique et politique en URSS.

3106. GUBOGLO, M.N. – « Faktory i tendencii razvitiâ dvuâzyciâ russkogo naseleniâ, proživaûsêgo v soûznyh respublikah » (Facteurs et tendances du développement du bilinguisme dans la population russe vivant dans les Républiques fédérées). *Istoriâ SSSR* (2), avr. 87 : 25-43 ; tabl.

Le phénomène du bilinguisme chez les Russes n'habitant pas la République de Russie est très mal étudié en URSS. Or, ce bilinguisme s'est beaucoup développé (moins largement, certes, que l'assimilation du russe par les autres nationalités), traduisant une bonne intégration des Russes dans les différentes républiques. La scolarisation est bien entendu un des facteurs majeurs de ce bilinguisme chez les jeunes.

3107. LENDVAI, Paul – « Wer hat Angst vor Michail Gorbatschew ? » (Qui a peur de Mikhaïl Gorbatchev ?) *Schweizer Monatshefte* 67 (1), janv. 87 : 33-56.

Gorbatchev est perçu différemment à l'Est et à l'Ouest. A l'Ouest il apparaît « humain », ouvert. Mais il favorise de ce fait l'évolution du communisme. Au contraire, au sein du bloc communiste, des tensions apparaissent face aux tendances centrifuges soviétiques sur le plan économique et politique. Des dangers d'explosions ne sont, de ce fait, pas à exclure.

3108. SEIFFERT, Wolfgang – « Das " neue politische Denken " der sowjetischen KP unter Gorbatschow und die Entwicklungstendenzen westeuropäischer kommunistischer Parteien » (La « nouvelle pensée politique » du PC soviétique sous Gorbatchev et les tendances du développement des partis communistes ouest-européens). *Politische Studien* 38 (292), avr. 87 : 200-212.

Depuis juin 1985, la notion de « nouvelle pensée politique » est apparue dans les discours soviétiques. Elle se caractérise par la recherche d'une parité avec les Etats-Unis. L'URSS veut faire une pause, se gagner l'opinion occidentale et isoler les Américains. La nouvelle pensée politique rencontre des oppositions et des réactions de la part des Partis communistes occidentaux.

Problèmes sociaux

3109. « Molodëz : vospitanie, mirovozzrenie » (La jeunesse : education, conception du monde). *Političeskoe samoobrazovanie* (3), 1987 : 75-88.

Table ronde organisée par le revue et réunissant des chercheurs de différentes disciplines, consacrée aux problèmes de l'éducation de la jeunesse soviétique dans le contexte des transformations démocratiques de la société.

3110. DEEVA, N.K. – « Trudovye resursy Moskvy » (Les ressources en main d'œuvre de Moscou). *Istoriâ SSSR* (2), avr. 87 : 44-63.

Le développement économique extensif de Moscou, le caractère spontané de la formation des structures de l'emploi ont eu des conséquences très négatives sur les ressources en main d'œuvre dans la capitale, qui sont devenues un problème sérieux. Le recours à la population extérieure, alors qu'il aurait fallu mieux répartir les forces de travail, n'a fait que l'aggraver, et les conséquences de cette situation sur les mentalités, la qualité de la production ... sont importantes. Les autorités municipales et le comité de parti de la ville ont élaboré un plan à long terme de restructuration des ressources en main-d'œuvre.

3111. SARKISÂN, G.S. – « XXVII s'ezd KPSS i puti povyšeniâ narodnogo blagosostoâniâ » (Le XXVIIe Congrès du PCUS et les moyens d'améliorer le bien-être de la population). *Istoriâ SSSR* (2), avr. 87 : 3-24 ; tabl.

Les objectifs et caractéristiques de la nouvelle politique définie dans les textes du XXVIIe Congrès du PCUS concernant les problèmes de niveau de vie et de satisfaction des besoins matériels de la population. Etude par secteurs de la politique sociale.

Economie et finances

3112. Le droit économique

a. KROLL, Heidi – « Breach of contract in the Soviet economy ». *The Journal of Legal Studies* 16 (1), janv. 87 : 119-148.
La plus importante application du droit des contrats en URSS concerne les échanges de biens entre les entreprises. Ce droit repose sur le principe selon lequel le paiement d'indemnité par une partie pour non-exécution du contrat ne la libère pas pour autant de son obligation initiale. Ce droit présente de nombreux points communs avec le droit des contrats anglo-saxons.

b. PAETZOLD, Edith – « Ein neues sowjetisches Wirtschaftsrecht ? Weitgehende Reformvorschläge im sowjetischen Schrifttum » (Un nouveau droit économique est-il en train de naître en URSS ? Des propositions de réforme profonde dans la littérature soviétique spécialisée). *Jahrbuch für Ostrecht* 27 (1), 1986 : 117-133 ; résumé en anglais.
L'une des raisons de l'échec de la réforme économique soviétique de 1965 a été le manque de fondement juridique de celle-ci. Les dirigeants actuels semblent l'avoir compris et des propositions de changements profonds en matière juridique accompagnent et précèdent les orientations de M. Gorbatchev dans le domaine de l'organisation de l'économie qui visent à rationaliser, à décentraliser et à rendre plus transparentes les structures de direction des entreprises soviétiques.

3113. AGANDEGÂN, A.G. – « Ekonomičeskaâ strategiâ XXVII s'ezda KPSS : social'nye aspekty » (La stratégie économique du 27e Congrès du PCUS : aspects sociaux). *Rabočij klass i sovremennyj mir* (6), déc. 86 : 42-53 ; tabl.

La stratégie économique du PCUS, adoptée lors du 27e Congrès repose sur une nouvelle qualité, un rythme accéléré de développement socio-économique, une nouvelle orientation sociale de la croissance. Elle implique une réforme radicale du système de gestion et de planification, avec en particulier une indépendance accrue pour les entreprises.

3114. CARRE, François – « Les pêches de l'URSS dans l'Atlantique du Nord-Est et l'élargissement des zones de pêche exclusive ». *Etudes internationales (Québec)* 18 (1), mars 87 : 107-126 ; tabl., cartes ; résumé en anglais.

La création de zones économiques exclusives et de zones de pêches exclusives en 1977 a contrecarré les flottes soviétiques qui ont toutefois su réagir très vite devant cette situation et trouver de nouvelles stratégies pour conserver leurs positions antérieures, notamment dans l'Atlantique du Nord-Est, en intensifiant le nombre de captures, en concluant des accords bilatéraux fondés sur l'accès réciproque dans les zones exclusives et sur le troc de poissons à pêcher et en achetant du poisson brut traité sur des navires-usines dans des eaux étrangères.

3115. CROSNIER, Marie-Agnès – « Le New Deal de Gorbatchev ». *Le courrier des pays de l'Est* (316), mars 87 : 6-36 ; tabl. ; bibliogr.

En poursuivant le but de faire de l'URSS une grande puissance moderne, M. Gorbatchev doit dès le quinquennat 1986-1990 faire prendre un tournant à l'économie soviétique, avec pour principal objectif la relance d'une croissance forte. Ceci ne peut se faire actuellement sans une réforme sur tous les fronts, destinée à la fois à imposer de nouveaux modes de fonctionnement et à créer une dynamique sociale, en éveillant de nouveaux comportements. Cette réforme programmée en plusieurs étapes risque cependant de se heurter à la résistance de la population.

3116. PEŠEHONOV, V. – « Tovarno-denežnye otnošeniâ i povyšenie effektivnosti socialističeskogo hozâjstvovaniâ » (Les rapports monétaires et marchands et l'augmentation de l'efficacité de la gestion socialiste). *Političeskoe samoobrazovanie* (3), 1987 : 56-65.

La sous-estimation des rapports monétaires et marchands dans l'économie soviétique a engendré de nombreuses erreurs de gestion aux conséquences multiples. Il est indispensable de dépasser rapidement tous les préjugés à l'égard de ces rapports et de trouver de nouvelles formes de gestion permettant d'accélérer le développement socio-économique de l'URSS.

Relations économiques extérieures

3117. Les relations avec les pays socialistes

a. DIETZ, Raimund – « Soviet foregone gains in trade with the CMEA six : a reappraisal ». *Comparative Economic Studies* 28 (2), été 86 : 69-94 ; tabl. ; bibliogr.
Certains auteurs occidentaux, en particulier Marese et Vanous, ont conclu de leurs analyses des flux commerciaux entre l'URSS et ses partenaires de l'Europe de l'Est que celle-ci subventionne fortement ceux-là par les différences de prix entre le marché mondial et celui du CAEM. Malgré de nombreuses inconnues et difficultés de calcul, il apparaît cependant que cette « subvention », estimée par ces auteurs à près de 60 milliards de dollars pour les années 70, est bien plus modeste, pouvant être évaluée à quelque 19 milliards, jusqu'en 1984, car si la lente adaptation des prix intra-CAEM à ceux du marché mondial a fait perdre beaucoup d'argent à l'URSS dans ses exportations de pétrole, la perte qu'elle subirait du fait de la moindre qualité des produits manufacturés importés de ses partenaires est beaucoup moins évidente.

b. GUMPEL, Werner – « Die Wirtschaft der osteuropäischen Staaten als Ergänzung des sowjetischen Machtpotentials » (L'économie des pays d'Europe de l'Est comme complément du potentiel de puissance soviétique). *Europäische Rundschau* 14 (4), aut. 86 : 35-44.
Dès les années 50, le rôle de l'économie des pays de l'Est pour la consolidation de la puissance soviétique a été souligné et accru, en plusieurs étapes, avec la constitution du glacis et du CAEM après 1945. Des réformes structurelles ont été imposées. Les différences de niveau de vie entre les pays se sont creusées, l'URSS essayant de résoudre les problèmes économiques au détriment des pays frères.

c. REGNARD, Henri – « Transferts de technologie au profit de l'URSS : les pays frères ». *Défense nationale* 43, avr. 87 : 21-31.
Compte tenu de son retard dans le domaine des technologies militaires par rapport à l'Occident, l'URSS développe, par l'intermédiaire du KGB, ses relations avec ses « amis » satellites chargés de lui fournir des renseignements : il s'agit plus particulièrement de la RDA, de la Hongrie et de la Roumanie.

Yougoslavie

3118. « Volitve in samoupravna družba » (Les élections et la société autogestionnaire). *Teorija in praksa* 24 (2), fév. 87 : 56-110.

Série d'articles consacrés à l'actuel mode d'élection aux différentes assemblées en Yougoslavie autogestionnaire et à l'éventualité de son changement. Voir notamment : RIBIČIČ, Ciril : « Dograjevanje volitev v delegatskem skupščinskem sistemu » (Le parachèvement des élections dans le système des délégations aux assemblées).

3119. BAŠIĆ, Nedžad – « Federalizam i nacionalne slobode » (Le fédéralisme et les libertés nationales). *Socijalizam* 30 (1), 1987 : 70-93 ; bibliogr.

Le système fédéral, établi en Yougoslavie par la Constitution de 1946 a subi ensuite d'importants changements dans les successifs Actes constitutionnels et Constitutions, dont celle de 1974 toujours en vigueur. Les renforcements constants des droits des Républiques et des Provinces autonomes au détriment de la Fédération ont conduit, avec la mise en place de l'autogestion, au développement d'un étatisme local néfaste.

3120. GLOBOKAR, Tatjana – « Yougoslavie 1986-1990 : dérapage incontrôlé ». *Le courrier des pays de l'Est* (316), mars 87 : 70-74 ; tabl.

Le plan quinquennal yougoslave pour 1986-1990 est un plan relativement optimiste. Mais les objectifs socio-économiques qu'il fixe relèvent essentiellement de changements institutionnels. Or, tous les efforts devraient porter sur la constitution d'un véritable marché national, seul capable d'assurer l'existence d'une entité économique yougoslave.

3121. MAURER, Pierre – « La Yougoslavie et les Non-alignés ». *Revue des pays de l'Est* 27 (2), 1986 : 149-181 ; bibliogr.

La Yougoslavie a joué un rôle déterminant dans l'élaboration du projet politique du mouvement des non-alignés, la relation avec le Tiers-Monde représentant pour elle une possibilité d'indépendance par rapport aux deux blocs. Tout au long de l'évolution du mouvement, elle s'est efforcée de rester dépositaire de l'orthodoxie de celui-ci, mais l'exacerbation des contradictions (particulièrement avec le groupe de Cuba) a été considérée par elle comme une mise en cause de sa politique étrangère.

3122. ŠOŠKIĆ, Branislav – « Osnovni problemi naše ekonomske politike i privrednog sistema » (Les problèmes essentiels de notre politique économique et de notre système économique). *Socijalizam* 30 (1), 1987 : 1-26 ; bibliogr.

Les moyens de production essentiels appartiennent, en Yougoslavie, à la société, mais les entreprises sont gérées par les travailleurs. Cependant, pour être efficace, l'économie socialiste autogestionnaire yougoslave doit respecter les règles d'une économie de marché, d'où la difficulté de trouver un équilibre entre un système de planification socialiste, même très souple, et un système basé sur la concurrence.

Zaïre

3123. BUSTIN, Edouard – « The foreign policy of the Republic of Zaire ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (489), janv. 87 : 63-75.

Loin de faire appel à des principes moraux ou idéologiques, ou à la solidarité du Tiers-Monde, la politique extérieure du Zaïre relève, depuis l'indépendance, du pur opportunisme, recherchant une dépendance qui lui permettra de consolider le régime en place et les privilèges d'une élite, jouant ses protecteurs, France, Etats-Unis, Belgique, les uns contre les autres.

3124. MANNINI, Mario – « Il modello " bonapartista " per lo Zaire di Mobutu ». *Politica internazionale* 15 (2-3), mars 87 : 103-112.

Le modèle « bonapartiste » instauré par Mobutu au Zaïre depuis 1965 se caractérise par un régime fort dans lequel s'est fondue une classe bourgeoise dont la formation a été favorisée par la privatisation des relations politiques et économiques. La seule opposition homogène au pouvoir est l'Eglise catholique, mais elle ne revêt pas au Zaïre le caractère combatif de l'Eglise sud-américaine.

3125. STREIFFELER, Friedhelm ; LANGER, Wolfgang – « Wahrgenommene Dorfprobleme und Dorfklima - Eine Untersuchung aus Zaïre » (Perception des problèmes villageois et climat villageois. Une recherche au Zaïre). *Sociologia internationalis* 24 (2), 1986 : 197-218 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Présentation des résultats d'une enquête effectuée dans 50 villages du Zaïre sur la perception commune par les villageois des problèmes du village et leurs attitudes envers la ville et l'exode rural. Le « climat villageois » se caractérise par des attitudes communes des habitants vis-à-vis de la ville qui déterminent la relation ville-campagne.

II
ÉTUDES RÉGIONALES

Afrique

Voir aussi : n° 2789, 2803, 3214

3126. « Africa : crisis and beyond ». *International Journal* 41 (4), aut. 86 : 707-881 ; tabl., graph.

Numéro consacré aux problèmes de l'Afrique sub-saharienne : difficile développement politique ; sècheresse et développement économique ; aide extérieure mal adaptée ; nouveau militarisme ; les alternatives du développement politique en Afrique du Sud ; le régionalisme comme solution possible aux problèmes africains ; l'aide canadienne à l'Afrique. Voir : SAND-BROOK, Richard : « Hobbled Leviathans : constraints on state formation in Africa ».

3127. « Stato e potere in Africa ». *Politica internazionale* 15 (2-3), mars 87 : 3-185.

Suite d'articles consacrés à l'évolution politico-institutionnelle de l'Afrique noire, conditionnée par une décolonisation tardive qui a marqué les formes de pouvoir et la société. Tiraillées entre des structures, immédiatement post-coloniales et l'émergence d'une identité ethnique, culturelle... nécessitant des formes nouvelles de représentativité, celles-ci sont confrontées à un constant risque de déviation vers l'autoritarisme. Voir notamment : MANNINI, Mario : n° 3124 ; PIGA de CAROLIS, Adriana : n° 3092.

3128. GOLDBERG, Melvin – « Decolonisation and political socialisation with reference to West Africa ». *The Journal of Modern African Studies* 24 (4), déc. 86 : 663-677.

Pour être comprise, la décolonisation de l'Afrique occidentale doit être envisagée dans un contexte international, en tenant compte des pressions auxquelles la France et la Grande-Bretagne ont été soumises, à la fois externes (les deux grandes puissances), internes (les opinions publiques françaises et britanniques) et nationalistes. Le processus de décolonisation a été dirigé et contrôlé par les deux puissances coloniales. La décolonisation a été rapide, mais on pourrait avancer que, économiquement et politiquement, elle a été prématurée pour les pays africains concernés.

3129. HAYWOOD, Ian – « Popular settlements in Sub-Saharan Africa. Their emerging role ». *Third World Planning Review* 8 (4), nov. 86 : 315-334.

Etant donné les sombres perspectives économiques des pays du sud du Sahara, la forte croissance démographique et la paupérisation de larges secteurs de la population, les gouvernements de ces pays sont incapables de promouvoir des plans de construction de logements répondant aux besoins du nombre croissant des citadins. La réorientation vers une politique d'assistance aux initiatives décentralisées et individuelles apparaît comme la seule alternative viable.

3130. HUGON, P. ; SUDRIE, O. – « La crise de la planification africaine : diagnostics et remèdes ». *Tiers-Monde* 28 (110), juin 87 : 407-434 ; bibliogr.

Alors que les économistes s'accordent sur la nécessité d'une stratégie de développement supposant une maîtrise des variables, leur analyse de l'inefficacité des planifications africaines se fonde soit sur la crise des pratiques, soit sur les fondements théoriques de cette planification soit sur la crise des systèmes productifs. A partir de ces analyses, diverses propositions sont formulées : améliorer l'information, modifier les méthodes de planification, redéfinir de nouveaux objectifs, mettre en place une planification à plusieurs vitesses.

3131. LIAUZU, Claude – « Etat, ville et mouvements sociaux au Maghreb et au Moyen-Orient ». *Maghreb – Machrek* (115), mars 87 : 53-70.

Un colloque franco-britannique, tenu à Paris en mai 1986, a étudié les crises urbaines au Maghreb et au Moyen-Orient, en fonction des mouvements sociaux. Il a mis en valeur les dynamiques que les groupes exclus de la décision mettent en œuvre face aux pouvoirs. Les récents ébranlements, vagues de grèves, émeutes du pain, rébellion de policiers dans divers pays ont mis en cause la légitimité même de la construction étatique.

3132. MZIOUDET, Hareth – « Famine et développement en Afrique ». *Etudes internationales (Tunis)* (22), janv. 87 : 56-91.

Les conditions naturelles et les effets dévastateurs de l'activité humaine sont les sources essentielles de la famine en Afrique. La sècheresse et la désertification y contribuent mais ne suffisent pas à l'expliquer. Ce sont surtout les politiques démographiques et les conséquences du colonialisme et de l'impérialisme qui en sont responsables. Les remèdes résident dans les secours d'urgence, à court terme, et le développement, à long terme.

3133. PARFITT, Trevor ; RILEY, Stephen – « The international politics of African debt ». *Political Studies* 35 (1), mars 87 : 1-17 ; tabl.

Alors que leurs économies s'enlisent dans des crises de plus en plus profondes, les pays africains sub-sahariens ont atteint un seuil d'endettement extérieur tel qu'il ne peut que mener à un désastre sans précédent, le FMI et la Banque mondiale ne modifiant en rien leur approche du problème et continuant d'assortir leur aide de plans de redressement draconiens.

3134. RYAN, Patrick J. – « Islam and politics in West Africa : minority and majority models ». *The Muslim World* 77 (1), janv. 87 : 1-15.

Même si la majorité des musulmans ouest-africains semblent peu préparés à la mise en place d'un ordre politique et social islamique, il est probable, comme le prouvent les émeutes millénaristes de Kano, que des déclassés, véhiculant un puissant potentiel d'insatisfaction, utiliseront de plus en plus l'Islam comme instrument d'expression de leur mécontentement à l'égard des fractures sociales.

3135. SEIDMAN, Ann – « The need for an appropriate industrial strategy to support peasant agriculture ». *The Journal of Modern African Studies* 24 (4), déc. 86 : 547-575 ; tabl.

Alors que l'industrialisation aurait dû contribuer, en Afrique méridionale, à accroître la productivité agricole et élever le niveau de vie des paysans, les deux types d'industrie qui se sont imposés, fortement capitalistique et à intégration verticale en Afrique du Sud, import-substitution dans les Etats indépendants voisins, ont aggravé l'inégalité de développement et marginalisé les populations paysannes. L'explication de ce phénomène réside dans les processus de prise de décision des gouvernements, en relation avec les stratégies des multinationales. Une alternative peut être trouvée à cette situation en renforçant la planification et l'intervention de l'Etat.

3136. THOMAS, Roger G. – « Exile, dictatorship and the creative writer in Africa : a selective annotated bibliography ». *Third World Quarterly* 9 (1), janv. 87 : 271-296.

Présentation des écrivains africains exilés pour des raisons politiques et de leurs œuvres inspirées par les thèmes de l'exil et de la répression.

Amérique latine

Voir aussi : n° 3030

3137. BERKES, Fikret ; SHAW, Anthony B. – « Ecologically sustainable development : a Caribbean fisheries case study ». *Revue canadienne d'études du développement* 7 (2), 1986 : 175-196 ; tabl., graph. ; résumé en français.

En dépit de progrès réalisés, la pêche des îles des Caraïbes est encore loin d'assurer l'autosuffisance en matière de production de poisson. La Barbade a orienté ses efforts davantage vers la pêche en haute mer, la Jamaïque par contre s'est concentrée sur la pêche côtière. Afin de faire progresser ce secteur important, il conviendrait de s'orienter vers une stratégie bien étudiée et à long terme permettant à la fois l'amélioration des conditions de vie des pêcheurs, l'augmentation de la production et la préservation des stocks halieutiques.

3138. CREAMER, Winifred – « Mesoamerica as a concept : an archeological view from Central America ». *Latin American Research Review* 22 (1), 1987 : 35-62 ; tabl., graph., carte ; bibliogr.

Depuis la définition que lui a donné Kirchhoff en 1943, le concept de Méso-Amérique a évolué. L'étude de résultats de recherches archéologiques et de modèles d'interaction interrégionale, qui peuvent s'appliquer à la Méso-Amérique, montre que cette région n'a pas d'unité culturelle. Mais ce concept ne doit pas être rejeté, il peut être accepté comme un système idéologique et une appellation géographique.

3139. LAUTIER, Bruno – « Fixation restreinte dans le salariat, secteur informel et politique d'emploi en Amérique latine ». *Tiers-Monde* 28 (110), juin 87 : 347-367.

Une politique de l'emploi suppose une fixation dans le salariat sur une longue durée. Or on assiste en Amérique latine à un pilotage à vue qui a pour conséquence le développement d'un secteur informel de survie, la dispersion croissante des revenus, la croissance du chômage ouvert et le rejet sur le travail domestique de certains tâches de reproduction.

3140. MCQUADE, Frank – « Exile and dictatorship in Latin America since 1945 : an annotated bibliography ». *Third World Quarterly* 9 (1), janv. 87 : 254-270 ; bibliogr.

Les études scientifiques sur les réfugiés politiques latino-américains, les témoignages personnels, les romans inspirés par l'exil et la dictature.

3141. MORENO-NAVARRO, Lorenzo – « Fertility change in five Latin American countries : a covariance analysis of birth intervals ». *Demoraphy* 24 (1), fév. 87 : 23-41. tabl. ; bibliogr.

Même si Panama, la Colombie, le Mexique, le Pérou et le Costa Rica ont des comportements démographiques dissemblables, la tendance à la réduction du rythme et du nombre des naissances y est évidente. La baisse du taux de fécondité peut être ramenée à trois étapes principales dans ces pays.

3142. PALDAM, Martin – « Inflation and political instability in eight Latin American countries 1946-83 ». *Public Choice* 52 (2), 1987 : 143-168 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'étude de l'évolution de l'inflation entre 1946 et 1983 dans huit pays latino-américains (Brésil, Chili, Mexique, Uruguay, Argentine, Colombie, Pérou et Venezuela) révèle l'existence d'une relation entre la fréquence des gouvernements militaires et l'inflation. Ceci tient à deux raisons : les régimes militaires sont relativement instables d'une part, et ils réussissent mieux à faire reculer l'inflation d'autre part.

3143. PIEL, Jean – « Dépassement transnational de l'Etat-nation ou permanence d'infranationalités cosmopolites : le cas des pays andins ». *Peuples méditerranéens* (35-36), sept. 86 : 273-283 ; résumé en anglais.

Sur les plans politique, social, économique et culturel, la prétention à une inter-nationalité universelle couvre faiblement la réalité des phénomènes

supranational, infranational et transnational. Le cas des pays andins montre que l'Etat-Nation est de formation très récente. La volonté de construction des nations ne constitue-t-elle pas un cheval de Troie qui permet au capital transnational de pénétrer les espaces socio-économiques captifs ?

3144. POPOV, A.S. ; RADUGIN, A.A. – « Bor'ba tendencij v katoličeskoj teologii » (La lutte des tendances dans a théologie catholique). *Latinskaâ Amerika* (1), janv. 87 : 20-30.

La place de l'Eglise dans la vie socio-politique des pays latino-américains est directement proportionnelle au caractère répressif du régime en place. La « théologie de la libération » exerce, malgré ses contradictions internes, une influence positive sur la formation de la conscience politique des croyants et facilite le dialogue entre communistes et chrétiens progressistes.

3145. ROWE, William ; WHITFIELD, Teresa – « Thresholds of identity : literature and exile in Latin America ». *Third World Quarterly* 9 (1), janv. 87 : 229-245.

L'exil, interne ou extérieur, forcé ou volontaire, est une constante de l'expérience politique latino-américaine. Pour les écrivains en exil, la nécessité de s'approprier les ressources culturelles des pays qui les accueillent s'accompagne d'une rupture avec leur culture maternelle, source de traumatismes profonds. Voir à la suite, pp. 246-253 : GRAHAM-YOLL, Andrew : The wild oats they sowed : Latin American exiles in Europe ».

Relations économiques extérieures

3146. GROUND, Richard L. – « El sesgo recesivo de las politicas de ajuste del Fondo monetario internacional ». *El trimestre economico* 54 (1), mars 87 : 43-74 ; tabl.

L'analyse du contenu et de l'exécution des programmes d'ajustement du Fonds monétaire international montre l'absurdité de leur logique et met ainsi en évidence l'arbitraire de leurs coûts, coûts que par ailleurs les économies latino-américaines ne peuvent pas supporter.

3147. HILLCOAT, Guillermo ; QUENAN, Carlos – « La stratégie des banques créancières et la dette latino-américaine ». *Notes et études documentaires* (83), 1er trim. 87 *Problèmes d'Amérique latine* (5), 1987 : 44-65 ; tabl.

Depuis la crise de la dette de 1982, les grandes banques créancières ont adopté quelques principes pour maîtriser le risque en évitant la dévalorisation des créances, en diminuant les engagements des banques en termes réels puis en réorientant leur activité vers de nouvelles sources de bénéficies. Les pays latino-américains maintenant tenus à l'écart des marchés de capitaux sont parvenus à réaliser un sévère ajustement extérieur, mais au détriment des besoins du capital productif.

3148. LONG, Frank – « New exports of the Caribbean to the international economy ». *Development Policy Review* 5 (1), mars 87 : 63-72 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis 1945, les pays des Caraïbes (Barbades, Jamaïque, Trinidad) ont assis leur industrialisation sur une politique d'import-substitution. A l'exception de Trinidad, ces îles ont pu s'intégrer parfaitement dans la nouvelle division internationale du travail en développant leurs exportations dans des secteurs nouveaux.

Arctique et Antarctique.

3149. « Antártida ». *Revista peruana de derecho internacional* 38 (94), déc. 86 : 33-92.

Suite d'articles sur la politique du Pérou à l'égard de la question antarctique. Voir : CHAVEZ SOTO, J. : « El tratado antártico : anotaciones sobre una política nacional » ; FERNANDEZ PUYO, G. : « El sistema antártico en el tratado unidas » ; RAMACCIOTTI DE CUBAS, B. : « El Peru, el sistema antártico y los desafíos de fin de siglo » ; RIVERA BRAVO, J. : « La marina de guerra del Perú y la Antártida ».

3150. BESNAULT, René – « Eléments antarctiques de géostratégie » *Stratégique* (32 et 33), 4e trim. 86 et 1er trim. 87 : 61-118 et 113-174 ; tabl., cartes.

L'Antarctique représente 9 % des terres émergées. Aujourd'hui, l'occupation humaine est permanente malgré l'hostilité de la nature environnante, grâce à ses différentes liaisons avec le monde extérieur. Du fait de ses nombreuses ressources biologiques, minérales et de ses atouts pour les vols long-courriers, le continent antarctique a déjà fait l'objet de nombreuses convoitises. En 1959, les douze pays installés en Antarctique signent le Traité de l'Antarctique (23 juin 1961) par lequel ils s'engagent, jusqu'en 1991, à la non-militarisation, non-nucléarisation des terres et renoncent à toute nouvelle revendication territoriale. Depuis, certains pays, comme l'Inde, revendiquent l'internationalisation de l'« Antarctique ».

3151. JOYNER, Christopher C. ; LIPPERMAN, Peter J. – « Conflicting jurisdictions in the Southern Ocean : the case of Antartic minerals regime ». *Virginia Journal of International Law* 27 (1), aut. 86 : 1-38 ; carte.

L'exploitation des hydrocarbures et des nodules polymetalliques de l'Antarctique est essentiellement régie par la Convention de 1982 sur le droit de la mer. Un texte spécifique à cette région serait néanmoins préférable ; il permettrait d'unifier des réglementations éparses.

3152. VENISCH, Uwe – « Sovereign rights in the Arctic. Maritime policies and practices after UNCLOS III ». *German Yearbook of International Law* 28, 1985 : 297-321 ; tabl., carte.

La signature de la Convention internationale sur le droit de la mer en 1982 implique quelques changements dans le régime juridique applicable à l'océan Arctique. Celui-ci couvre environ 10 à 12 millions de km² et revêt une importance croissante du point de vue des transports, des ressources, de l'environnement et de l'utilisation militaire. Les cinq pays riverains ont tous participé aux négociations aboutissant à la Convention qui a été signée par tous, sauf les Etats-Unis. Un grand nombre de problèmes de délimitation d'eaux territoriales continuent à se poser.

Asie

Voir aussi : n° 2861, 3071

3153. « A Survey of Asia in 1986 ». *Asian Survey* 27 (1 et 2), janv. et fév. 87 : 1-125 et 127-273.

Bilan politique, économique, social, diplomatique de l'année 1986 établi pour chaque pays d'Asie ; la politique asiatique des grandes puissances.

3154. KOWALEWSKI, David – « Asian strikes against transnationals ». *Comparative Political Studies* 19 (4), janv. 87 : 508-524 ; tabl. ; bibliogr.

Dans les pays asiatiques en développement, la satisfaction des revendications syndicales des employés de multinationales dépend essentiellement de la dépendance du pays de l'exportation, des mesures incitatives à l'investissement des multinationales, du degré d'intervention des responsables du pays, du nombre des demandes syndicales et du soutien des syndicats étrangers.

3155. OLSEN, Edward A. – « Security in the Sea of Japan ». *Journal of Northeast Asian Studies* 5 (4), hiv. 86 : 48-66 ; tabl. ; bibliogr.

Délimitée par les îles japonaises, la mer du Japon concerne directement la sécurité du Japon et de la Corée du Sud, tous deux alliés des Etats-Unis, ainsi que celle de la Corée du Nord et, dans une certaine mesure, de la Chine. Ainsi, cette mer a une importance stratégique supplémentaire du fait que les intérêts des deux Super-Grands, les Etats-Unis et l'URSS, dont la flotte y est stationnée, s'affrontent d'une manière permanente dans cette partie du globe.

3156. SAINT-VAULRY, Alix de : « Le marché textile américain : l'offensive asiatique ». *Economie prospective internationale* (30), 2e trim. 87 : 89-99 ; graph.

La part du textile dans les échanges mondiaux s'est stabilisée à 6 % dans les années 80. Les Etats-Unis ont accru fortement leurs importations : le marché américain représente 22 % du marché mondial en 1985 contre 16 % en 1982. Les pays d'Asie ont investi très rapidement le marché : Hong Kong, Taiwan et la Corée du Sud placent aux Etats-Unis 46 % de leurs exportations de textile.

3157. WANANDI, Jusuf – « L'ASEAN et la zone de paix, de liberté et de neutralité en Asie du Sud-Est ». *Politique étrangère* 52 (1), print. 87 : 87-97.

En 1971, les pays de l'ASEAN ont exprimé leur objectif principal : transformer le Sud-Est asiatique en zone de paix, de liberté et de neutralité (ZOPFAN) ; ce qui implique la possibilité pour les pays-membres de construire leurs Nations et Etats respectifs, le développement des relations entre membres de l'ASEAN, l'instauration de relations avec les autres pays du Sud-Est asiatique (Vietnam, Cambodge, Laos et Birmanie) et avec les grandes puissances. Les deux premiers points ont été atteints. L'instauration des relations politiques s'est avérée plus difficile compte tenu des tensions politiques dans cette région, mais également des intérêts propres des grandes puissances pour le Pacifique Sud en général.

Europe communautaire

Voir aussi : n° 2804, 2862, 2878, 2941, 2991

3158. « Exchange rate policy and financial markets ». *European Economic Review* 31 (1 et 2), mars 87 : 375-406 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés à la politique du change idéale pour les pays européens. Les préoccupations doivent s'orienter plus sur les salaires que sur le taux de change. De plus, la politique du taux de change doit tenir compte de la baisse de croissance économique, plus forte dans le SME qu'à l'extérieur.

3159. Le trentième anniversaire de la création de l'Europe

a. « Dossier Europe ». *CNPF. La revue des entreprises* (488), mars 87 : 55-72 ; tabl.
Dossier consacré à l'Europe à l'occasion du 30e anniversaire de la création de la Communauté économique européenne : entretien avec F. Perigot à propos de l'échéance de 1992 et de la constitution d'un marché unique européen ; bref examen des atouts et des faiblesses du marché intérieur européen. Lors d'un sondage IPSOS réalisé auprès de 400 chefs d'entreprises, une majorité d'entre eux apparaît favorable à l'Europe de 1992 et semble persuadée de la nécessité de la création de l'espace unique européen.

b. « L'Europe, 30 ans après le traité de Rome ». *Cosmopolitiques* (2), fév. 87 : 5-40.
Suite d'articles consacrés au bilan de l'Europe des douze, 30 ans après la création de la Communauté.

3160. BRUYELLE, Pierre – « Le tunnel sous la Manche et l'aménagement régional dans la France du Nord : essai de géographie prospective ». *Annales de géographie* 96 (534), avr. 87 : 145-170 ; tabl., cartes ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La réalisation du tunnel sous la Manche aura de multiples incidences sur le développement régional du Nord de la France et plus largement de l'Europe du Nord-Ouest. Le chantier aura des influences sur l'environnement, les industries locales et l'emploi. La mise en service du tunnel affectera l'économie portuaire, mais à des degrés divers selon les ports ; la mise en place d'infrastructure routières et ferroviaires (TGV) entraînera une réorganisation des relations intra et inter-régionales, ce qui implique la nécessité de revoir les stratégies locales de développement.

3161. CHEYSSON, Claude – « Plaidoyer pour des Europes " gigognes " ». *Politique internationale* (35), print. 87 : 153-164 ; résumés en anglais et espagnol.

Afin d'être à la hauteur de ses ambitions, dialogue économique avec les Etats-Unis, relation avec l'Est et avec le Tiers-Monde, la solidarité des douze

doit continuer à s'exprimer à douze, ce qui n'exclut pas que les projets, voire des politiques, soient menées conjointement par un nombre plus réduit de pays qui auraient intérêt à aller plus loin.

3162. GILLINGHAM, John – « Die französische Ruhrpolitik und die Ursprünge des Schuman-Plans. Eine Neubewertung » (La politique française de la Ruhr et les origines du plan Schuman. Une réévaluation). *Vierteljahrhefte für Zeitgeschichte* 35 (1), janv. 87 : 1-24.

Le départ du plan Schuman date de 1945 et non de 1950, époque à laquelle les Français ont recherché l'entente avec les Allemands et ont compris que leur puissance en serait augmentée. Cette attitude a permis avec l'annonce du plan Schuman le 11 mai 1950, la réussite de la politique de la Ruhr, qui passait par l'intégration de la RFA.

3163. GRANELLE, Jean-Jacques – « Les politiques de financement du logement. Etude comparative de trois pays européens (Royaume-Uni, RFA, Pays-Bas) ». *Revue française d'administration publique* (41), mars 87 : 129-148 ; tabl.

Dans ces trois pays la crise a eu un impact considérable sur le financement du logement, entraînant un accroissement de la concurrence parmi les organismes de financement et induisant le maintien des aides publiques.

3164. KARMILLOFF, I.G. – « The changing pattern of European Community trade with the Third World ». *Development Policy Review* 5 (1), mars 87 : 3-34 ; tabl. ; bibliogr.

La part de la CEE dans les échanges commerciaux internationaux est passée de 34 % en 1963 à 30 % en 1984. Cette évolution est largement attribuable à la baisse des importations des PVD. Une action de promotion des produits européens doit être menée auprès de ces pays. Le dialogue Nord-Sud devra avant tout être relancé.

Economie et finances

3165. « Public enterprises, privatization and nationalization ». *European Economic Review* 31 (1-2), mars 87 : 343-374 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés à la privatisation et à la nationalisation d'entreprises. La France a expérimenté depuis 1981 les deux processus. Quant à la Grande-Bretagne, elle connaît la privatisation depuis 1979 ; tous les espoirs n'ont pas été réalisés notamment dans le domaine de la concurrence. Voir notamment : PEROTIN, Virginie : « The regulation of British and French nationalised industries » ; THOMPSON, D.J. : « Privatization in the UK : de-regulation and the advantage in incumbency ».

3166. BLECKMANN, Albert – « Die Ausnahmen der Dienstleistungsfreiheit nach dem EWG-Vertrag » (Les exceptions concernant la liberté dans le domaine des services selon le traité de la Communauté économique européenne). *Europarecht* 22 (1), mars 87 : 28-50.

La liberté des « services » banques et assurances entre autres, pose de nombreux problèmes aux juristes européens. En effet, contrairement aux marchandises, il est difficile de contrôler la circulation des services. Certains cas de jurisprudence permettent d'illustrer ce que pourrait être la « libre circulation » des services en Europe.

3167. CONGAR, Richard – « La consolidation de l'Europe bleue : nouveau contexte international et nouveaux enjeux ». *Etudes internationales (Québec)* 18 (1), mars 87 : 21-69 ; tabl., carte ; résumé en anglais.

L'accord réalisé en 1983 sur l'organisation de la politique commune de la pêche vise à améliorer la conservation et la gestion des ressources, mieux organiser les marchés et les producteurs et faciliter les accords de pêche avec les pays tiers. L'avenir de l'Europe bleue, réalité administrative depuis cette date, dépendra des moyens que voudra bien se donner la Communauté pour exercer un contrôle sur tous les facteurs de production et en particulier sur l'effort de pêche.

3168. COUDERT, Virginie et al. – « Les fonctions de réaction des autorités monétaires allemandes, françaises et anglaises ». *Observations et*

diagnostics économiques (19), avr. 87 : 175-188 ; graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le maniement du taux d'intérêt sur le marché monétaire est un des instruments utilisés par les autorités monétaires. Mais le rôle accordé à la politique monétaire diffère selon les pays : en France, priorité à la contrainte extérieure, en Allemagne lutte contre l'inflation et défense contre les perturbations du change venues des Etats-Unis, au Royaume-Uni défense des taux de change et contrôle de la masse monétaire en vue de la maîtrise de l'inflation.

3169. ROTH, Wulf-Henning – « Die Harmonisierung des Dienstleistungsrechts in der EWG » (L'harmonisation du droit des services au sein de la communauté économique européenne). *Europarecht* 21 et 22 (4 et 1), déc. 86 et mars 87 : 340-369 et 7-27.

La Communauté européenne s'est engagée formellement à construire un marché unique. Ce dernier implique une non-discrimination notamment au niveau des services. Malgré des difficultés inévitables, une harmonisation des pratiques dans le domaine des assurances, des banques et des professions libérales ainsi qu'une coopération au niveau administratif sont indispensables.

3170. WEINSTOCK, Ulrich – « La fixation à un niveau trop élevé du prix des céréales et ses conséquences : rétrospective d'un quart de siècle de politique allemande pratiquée au sein de la Communauté ». *Revue du Marché commun* (305), mars 87 : 150-160.

Le fait que la RFA se soit longtemps opposée à l'abaissement du prix des céréales a été lourd de conséquences pour la Communauté. En effet, les négociations ont coûté beaucoup de temps et d'énergie et surtout elles ont conduit la CEE a adopter une série de décisions mal venues, qui ont entraîné la mise en place d'une politique agricole trop coûteuse. Si les ministres de l'Agriculture avaient adopté une politique agricole économiquement plus raisonnable, l'avenir de la Communauté aurait été tout autre et elle aurait pu acquérir une qualité nouvelle.

Europe occidentale

Voir aussi : n° 2896

3171. « The Scandinavian model. Welfare states and welfare research ». *International Journal of Sociology* 16 (3 et 4), hiv. 87 : 3-249 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à l'Etat-providence dans les pays scandinaves. Son exemplarité subsiste malgré des failles de plus en plus visibles ; les poches de pauvreté persistent, voire s'étendent et l'état de santé de la population scandinave se dégrade malgré une longévité record. Voir notamment : ROGOFF RAMSOY, Natalie : n° 3079 ; AASE, Asbjorn : n° 3075.

3172. ANCKAR, Dag – « Political science in the Nordic countries ». *International Political Science Review* 8 (1), janv. 87 : 73-84 ; tabl. ; bibliogr.

Les sciences politiques se sont développées à des périodes diverses dans les différents pays scandinaves. Les sciences politiques nordiques présentent pourtant de nombreux points communs particulièrement par ce qui est de l'influence des Etats-Unis. Une tendance à la désintégration scientifique se manifeste aujourd'hui.

3173. ENGEL, Ch. – « Die Schranken der Schranken in der Europäischen Menschenrechtskonvention ». Das Merkmal " notwendig in einer demokratischen Gesellschaft " in den Schrankenvorbehalten, das Diskiminierungsverbot und die " margin of appreciation " » (Les limites des limites dans la Convention européenne des droits de l'homme. Contenir dans ses limites l'expression caractéristique nécessaire dans une société démocratique, l'interdiction de discrimination et la « margin of appreciation »). *Österreichische Zeitschrift für öffentliches Recht und Völkerrecht* 37 (3), 1986 : 261-287 ; résumé en anglais.

L'application de la Convention internationale des Droits de l'Homme s'oppose à une contradiction : elle tend à uniformiser le mode de vie de ses pays membres, à oublier leurs traditions et, selon certains à empiéter sur leurs droits souverains. La Convention européenne des Droits de l'Homme connaît les mêmes écueils. Ainsi, la Cour de justice a-t-elle formulé la notion « d'appréciation marginale », appréciation dans les limites de laquelle les Etats évoluent. On peut rapprocher cette notion de l'état de ce qui est nécessaire dans une société démocratique.

3174. MALINVAUD, Edmoond – « The legacy of European stagflation ». *European Economic Review* 31 (1 et 2), mars 87 : 53-65 ; bibliogr.

La stagflation européenne des années soixante et soixante-dix, est, a postériori, des plus faciles à analyser. Depuis 1971, le chômage européen résulte d'un manque d'adaptation des politiques économiques à une situation nouvelle. Cette inadaptation tient à trois facteurs : une coordination insuffisante des politiques, des rigidités institutionnelles et une réaction inappropriée des systèmes de prix et de salaires.

3175. NASSMACHER, Karl-Heinz – « Öffentliche Parteienfinanzierung in Westeuropa : Implementationsstrategien und Problembestand in der Bundesrepublik Deutschland, Italien, Österreich und Schweden » (Le financement public des partis en Europe occidentale : stratégie d'implantation et persistance du problème en RFA, Italie, Autriche et Suède). *Politische Vierteljahresschrift* 28 (1), mars 87 : 101-125 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

En matière d'aides publiques aux partis politiques, c'est la RFA qui vient en tête devant l'Autriche, la Suède et loin devant l'Italie. Si ces aides favorisent en général la centralisation et la bureaucratisation, elles peuvent également renforcer les minorités à l'intérieur des partis par différents types d'aides.

Europe orientale

Voir aussi : n° 3117

3176. Les réformes économiques

a. « Economic mechanisms in socialist countries ». *European Economic Review* 31 (1 - 2), mars 87 : 111-138 ; tabl. ; bibliogr.
Suite d'articles consacrés aux récents bouleversements subis par les structures économiques des pays socialistes. On parle même de « réforme économique » en URSS, en Hongrie et en Pologne. Les résultats en sont plutôt satisfaisants.

b. « Les politiques économiques à l'Est à l'horizon 1990 ». *Le courrier des pays de l'Est* (316), mars 87 : 3-79 ; tabl. ; bibliogr.
Dossier. Alors que dans les vingt dernières années, les tentatives de changement du modèle économique venaient surtout des pays Est-européens, c'est maintenant l'URSS qui manifeste une volonté de réforme. Quelles sont les implications de cette politique de restructuration sur les stratégies économiques de ces pays ? Toutes apparaissent actuellement indécises. Voir : CROSNIER, Marie-Agnès : n° 3115 ; GLOBOKAR, Tatjana : n° 2801 ; TOMPA, Michel : n° 3011 ; LHOMEL, Edith : n° 3089 ; GLOBOKAR, Tatjana : n° 3120.

c. PEŠIC, Milorad – « Les réformes économiques et sociales en URSS et dans les autres pays socialistes, leur caractère et leur portée ». *Revue de politique internationale* 38 (881), 20 déc. 86 : 6-11.
Les pays développés, à l'Est comme à l'Ouest connaissent des changements profonds, les pays socialistes et l'URSS en particulier se lancent dans des réformes destinées à rendre le système politique plus flexible, de l'adapter aux défis contemporains et d'élever le niveau de vie de la population.

d. SZAMUELY, L. – « Prospects of economic reforms in the European CMEA countries in the 80s ». *Acta oeconomica* 36 (1-2), 1986 : 55-65 ; bibliogr. ; résumé en russe.
Les réformes économiques actuellement mises en œuvre dans les pays du Conseil d'Entr'aide économique ne sont que le résultat de la crise dans laquelle se trouvent les petits pays de l'Est comme conséquence de la dramatique détérioration de leurs balances des échanges extérieurs. Mais si

les méthodes de planification centrale ont prouvé leur efficacité dans la réduction radicale des déficits extérieurs, elles n'en exigent pas moins des réformes bien plus profondes pour apporter des améliorations réelles, susceptibles d'empêcher à l'avenir de nouveaux problèmes résultant de la faible compétitivité internationale des pays en question.

3177. FARAGO, Bela – « Les leçons du totalitarisme. Réflexions sur la pensée politique des oppositions est-européennes ». *Commentaire* (37), print. 87 : 50-60.

Dans les pays de l'Europe de l'Est, s'opposer ouvertement au régime conduirait inévitablement à l'échec, aussi l'opposition ne se démarque pas complètement du régime et élabore ses projets dans le cadre du socialisme. Ceci s'explique par l'impossiblité où se trouvent les opposants de penser le pouvoir et de concevoir un projet politique visant à sa conquête. Ils mettent aujourd'hui leurs espoirs dans la renaissance de la société civile qui permettrait de contourner le pouvoir, mais cette évolution est illusoire.

3178. KÖVES, A. – « Foreign economic equilibrium, economic development and economic policy in the CMEA countries ». *Acta oeconomica* 36 (1-2), 1986 : 35-53 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en russe.

Pressés par un endettement extérieur croissant, les petits pays d'Europe de l'Est ont remplacé leurs déficits commerciaux extérieurs par des excédents de leurs balances commerciales avec les pays occidentaux. Mais cet ajustement a été obtenu par une réduction des importations qui risque fort de tarir les sources d'un nouveau dynamisme supposant des fournitures d'équipements modernes en provenance d'Occident.

Pays arabes et Moyen-Orient

Voir aussi : n° 2876, 2928, 2981, 3003, 3131

3179. « Gulf/Middle East 86 ». *Far Eastern Economic Review* 134 (46), 13 nov. 86 : 69-104 ; tabl.

Les pays du Golfe ont connu en 1986 une récession économique. La région reste riche en ressources mais la période du boom économique est terminée.

3180. L'Islam

a. ALDEEB ABU-SAHLIEH, Sami A. – « Religion et politique au Proche-Orient. Cas de l'Islam ». *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* (4), déc. 86 : 301-324.

Religion et politique sont intimement liées dans les pays musulmans. La première source du droit régissant l'Etat musulman est religieuse puisqu'il s'agit du Coran. Il est dès lors automatique que le conflit religieux entre libéraux et intégristes se transforme en conflit politique majeur au sein de l'Islam.

b. RODINSON, Maxime – « L'islamisme au proche-Orient ». *Revue politique et parlementaire* 89 (928), avr. 87 : 15-24.

L'intégrisme musulman a pour origine la crise contemporaine des idéologies extérieures qui ont dominé les esprits dans le monde musulman oriental, depuis deux cents ans et qui a conduit à prêcher le retour aux sources, à retrouver le modèle de départ du quasi-Etat de Médine. A cet égard l'Iran réunissait toutes les conditions favorables au développement du Chiisme.

3181. « Les territoires occupés : la Cisjordanie ». *Les cahiers de l'Orient* (5), 1er trim. 87 : 11-60 ; tabl. ; résumé en arabe.

Dossier : vingt ans après la guerre de juin 67 et l'annexion de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem le but poursuivi par Israël : combattre et affaiblir l'OLP dans les territoires occupés et à l'extérieur, acquérir massivement des terres et multiplier les implantations dans les territoires occupés a été atteint, mais la situation dans ces territoires est tout aussi bloquée qu'aux premiers jours de l'occupation isréalienne.

3182. KETTANI, M.A. – « La science et la technlogie et le monde islamique ». *Développement et progrès socio-économique* 10 (3), sept. 86 : 99-157 ; tabl.

Après plus de trois décennies de développement, le fossé entre le monde musulman et les pays industrialisés s'est plutôt accru. Il est indispensable, à l'heure actuelle, de remplacer les politiques de développement qui ont échoué par de nouvelles politiques fondées sur la collaboration et la coopération entre les pays islamiques à l'échelle régionale.

3183. SABAGH, Georges ; GHAZALLA, Iman – « Arab sociology today : a view from within ». *Annual Review of Sociology* 12, 1986 : 373-399 ; tabl. ; bibliogr.

Etude de plusieurs travaux récents et colloques arabes de sociologie portant plus particulièrement sur les mouvements sociaux islamiques. Les récents [illegible] socio-économiques et les événements politiques du monde arabe expliquent l'intérêt croissant porté à la sociologie. Les sociologues arabes considèrent que leur discipline vit une crise de croissance et éprouvent le besoin d'une innovation particulière.

3184. SAYIGH, Yezid – « The politics of Palestinian exile ». *Third World Quarterly* 9 (1), janv. 87 : 28-66.

En 1986, 2 millions de Palestiniens vivaient dans les territoires occupés par Israël et 2,5 millions étaient dispersés dans les pays arabes. La situation du peuple palestinien est relativement unique en ce sens que son existence comme nation lui est systématiquement déniée et de par ses relations privilégiées avec le monde arabe. L'exil des Palestiniens présente donc des caractéristiques qui lui sont propres : niveau élevé d'activisme politique, profusion de groupes de libération, soutien matériel et moral des Etats arabes.

Pays en développement

Voir aussi : n° 2929, 2984, 3164, 3228

3185. « La coopération internationale et la formation des fonctionnaires. Actes du colloque des 11 et 12 décembre 1986 tenu à Paris ». *Revue française d'administration publique* (41), mars 87 : 5-114.

Faisant le point sur ce que la coopération internationale peut et doit apporter à la formation et au perfectionnement des cadres supérieurs de la fonction publique, ce colloque s'est attaché à la dimension internationale et aux réalités nationales de cette formation, aux politiques et programmes, au rôle des organisations internationales et aux perspectives de la coopération.

3186. FONTANEL, Jacques ; DRUMONT-SARAIVA, José – « Les industries d'armement comme vecteurs du développement économique des pays du Tiers-Monde ». *Etudes polémologiques* (40), 1986 : 27-41.

De nombreux économistes affirment que l'industrie nationale d'armement favorise le développement et l'indépendance économique des PVD. Or cette thèse est très contestable car une telle activité se crée à un coût très élevé pour un profit assez limité ; les retombées civiles sont faibles et il est extrêmement difficile de combattre l'actuel monopole de la recherche-développement détenu par les pays développés. Voir à la suite, WARUSFEL, Bertrand : « Queques aspects critiques des transferts de technologie civile à destination du Tiers-Monde.

3187. HURBON, Laënnec – « La production des dictatures dans le Tiers-Monde ». *Peuples méditerranéens* (35-36), sept. 86 : 13-26 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'étude de la production des dictatures révèle l'existence d'un lien naturel et essentiel entre les concepts de dictature et de Tiers-Monde. Les dictatures modernes du Tiers-Monde ne prennent pas leurs origines seulement dans la religion ou la culture traditionnelles. Le manque d'intégration par l'Etat de la culture nationale s'accompagne de restrictions sur les libertés fondamentales. Faibles et artificiels, les Etats-nations du Tiers-Monde deviennent les satellites des grandes nations.

3188. PSACHAROPOULOS, George – « The planning of education : where do we stand ? » *Comparative Education Review* 30 (4), nov. 86 : 560-573 ; graph.

La planification de l'éducation n'a, en général, guère atteint les objectifs proclamés, notamment dans les pays du Tiers-Monde où l'enseignement joue un rôle décisif dans l'accélération du développement. Au lieu d'une planification macro-économique souvent vague et difficile, voire impossible, à mettre en œuvre, il conviendrait sans doute de s'orienter plutôt vers des politiques plus spécifiques en la matière et vers un effort plus soutenu dans l'analyse des nécessités particulières de chaque pays dans le domaine de l'éducation.

Economie et finances

3189. « Industrialisation salarisation, secteur informel ». *Tiers-Monde* 28 (110), juin 87 : 245-394.

Suite d'articles consacrés aux difficultés de l'industrialisation dans les pays du Tiers-Monde, aux problèmes rencontrés tant dans les méthodes que dans les buts et les stratégies de développement ; le problème du salariat étant un des plus importants avec ses conséquences : le développement d'un secteur informel dans la majorité des pays. Voir : IKONICOFF, Moïses : n° 3194 ; ANDREFF, Wladimir : n° 3191 ; LAUTIER, Bruno : n° 3139.

3190. « Journée-débat : la faim dans le monde. Tunis, le 19 avril 1986 ». *Etudes internationales (Tunis)* (22), janv. 87 : 34-103 ; tabl.

Suite d'articles rendant compte d'une journée-débat tenue à Tunis en avril 1986 et consacrée à la faim dans le monde. Voir notament : MZIOUDET, Hareth : n° 3132.

3191. ANDREFF, Wladimir – « Le modèle d'industrialisation soviétique : quelle leçon pour le Tiers-Monde ? » *Tiers-Monde* 28 (110), juin 87 : 263-286 ; tabl. ; bibliogr.

Le modèle de développement soviétique permet de classer les pays en développement en plusieurs catégories : pays non-membres du CAEM mais considérés comme socialistes à part entière, pays à orientation socialiste confirmée, pays à orientation socialiste déclarée, pays à orientation socialiste « inclassifiable », pays non-socialistes. Dans tous ceux qui à un titre ou à un autre se proclament socialistes, cette allégeance n'a pas empêché la crise économique de perdurer, voire de s'aggraver et leur évolution est similaire aux autres pays en développement. Surplus mobilisable insuffisant, faiblesse des ressources internes, hégémonie bureaucratique expliquent cet état de choses.

3192. BRADFORD, Colin I. – « Trade and structural change : NIC's and next tier NIC's as transitional economics ». *World Development* 15 (3), mars 87 : 299-316 ; tabl. ; bibliogr.

La forte croissance enregistrée par les NPI (Nouveaux Pays Industrialisés) semble liée à leurs efforts sur les structures économiques. Les fruits de ces efforts se sont surtout traduits en une croissance des exportations. De plus, le coût des investissements a joué un rôle très favorable dans l'évolution économique de ces pays.

3193. CORTEN, André – « Solvabilité politique et demande alimentaire, fonctions étatiques nationales et transnationales ». *Peuples méditerranéens* (35-36), sept. 86 : 35-47 ; tabl. ; résumé en anglais.

Le modèle de l'Etat nourricier, à l'exemple de l'Algérie et du Mexique, arrive à retenir la rente pétrolière. La solvabilité politique de la demande alimentaire est possible à travers la structure de l'Etat-nation. Par contre le modèle de la République dominicaine ne réussit pas à retenir la rente agricole. La gestion de la demande alimentaire se fait à travers les fonctions internationales de l'Etat et aboutit à des émeutes de la faim.

3194. IKONICOFF, Moïses – « Trois thèses erronées sur l'industrialisation du Tiers-Monde ». *Tiers-Monde* 28 (110), juin 87 : 247-262.

Trois thèses ont souvent été avancées pour définir les moyens et les buts de l'industrialisation des pays du Tiers-Monde : rôle primordial des industries « industrialistes », prise en charge par l'Etat de la croissance, nécessité de technologies avancées. Or la pratique révèle que les industries lourdes ont été souvent un facteur de blocage, qu'il n'y a pas d'acteur privilégié de l'industrialisation et que les technologies considérées comme un « stock » et

non comme un flux se renouvelant sont le plus souvent inadaptées aux besoins de ces pays.

3195. NELLOR, David C.L. – « Sovereignty and natural resource taxation in developing countries ». *Economic Development and Cultural Change* 35 (2), janv. 87 : 367-392 ; tabl.

Le cas de 31 PVD montre qu'une fiscalité sur les ressources naturelles non pétrolières peut avoir des effets non pervers en matière d'investissements, voire bénéfiques. Ces efforts sont d'autant plus positifs que les contrats d'exploitation des ressources sont contraignants pour les deux parties.

Relations économiques extérieures

3196. La dette extérieure

a. FALCHI, Giannandrea – « Problemi e prospettive del debito estero dei paesi in via di sviluppo ». *Affari esteri* 19 (73), janv. 87 : 105-115 ; tabl.
Malgré une certaine amélioration depuis la nouvelle approche du problème de la dette inaugurée à partir de l'été 1982, le déficit extérieur des pays les plus endettés reste égal à trois ou quatre fois le volume total annuel de leurs exportations. L'effort des créditeurs doit se poursuivre en faveur des pays où les programmes d'ajustements sont en bonne voie.

b. LATTRE, André de – « La banque et l'endettement des pays en voie de développement ». *Banque* (471), avr. 87 : 324-333.
Sur les 150 pays en développement, 34 ont, à l'égard du système bancaire, des dettes supérieures à 2 milliards de dollars et 15 font l'objet d'une rééchelonnement. Les banques concernées sont environ 300, 15 d'entre elles détenant des créances supérieures à 10 milliards de dollars. L'avenir est moins sombre qu'il ne paraît : les pays endettés ont compris la nécessité des politiques d'ajustement, le plan Baker s'exécute et les créanciers sont moins vulnérables.

3197. BEAMISH, Paul W. – « Joint ventures in LDC's : partner selection and performance ». *Management International Review* 27 (1), 1987 : 23-37 ; tabl. ; bibliogr.

L'exemple de 12 joint-ventures installées dans les PVD montre que lorsque les dirigeants des multinationales collaborent avec leurs partenaires locaux les résultats de la joint-venture sont meilleurs. Cette collaboration permet généralement l'apprentissage des techniques de gestion locales.

3198. BYERLEE, Derek – « The political economy of Third World food imports : the case of wheat ». *Economic Development and Cultural Change* 35 (2), janv. 87 : 307-328 ; tabl.

Les importations alimentaires des PVD dépassent de beaucoup les prévisions. Au cours des deux dernières décennies, leur consommation de blé a augmenté à la fois en valeur relative et en valeur absolue. Leur dépendance vis-à-vis des importations de blé s'est parallèlement accrue, sauf pour les plus gros producteurs (Pakistan, Chine, Inde et Turquie).

3199. LATOUCHE, Serge – « Les déboires du Nouvel ordre économique international et la transnationalité économique ». *Peuples méditerranéens* (35-36), sept. 86 : 83-98 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le NOEI cherche à intégrer le Tiers-Monde dans une société d'Etats-nation ; il présuppose donc l'existence d'économies nationales. Or, l'économie mondiale se détourne de celles-ci pour s'orienter vers un système de sociétés multinationales ou transnationales. Cette déterritorialisation réduit à néant les chances du NOEI et, partant, les espoirs du Tiers-Monde.

3200. SID AHMED, Abdelkader – « Industrie touristique et développement : quelques enseignements ». *Tiers-Monde* 28 (110), juin 87 : 395-406 ; bibliogr.

L'étude de l'impact du tourisme sur le pays hôte nécessite au préalable l'analyse de la structure même de l'industrie touristique au-delà des problèmes de clarification conceptuelle ou de l'approche romantique. Elle doit porter sur l'impact économique et socio-culturel du phénomène. Mais au total le tourisme apparaît bien comme un des éléments d'une stratégie de dévelop-

pement axée sur l'extérieur et l'on peut se demander si cette stratégie est la plus judicieuse dans l'utilisation de ressources rares par ailleurs.

Pays occidentaux

Voir aussi : n° 2875

3201. « Unemployment ». *European Economic Review* 31 (1-2), mars 87 : 285-313 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés à l'étude du chômage dans l'OCDE. Sur douze pays de cette organisation, le taux moyen dépasse aujourd'hui les 10 % (10,8 %). Paradoxalement, la croissance économique n'est plus une grosse source d'emplois dans les pays développés. Une croissance de 1 % ne baisse pas le chômage que de 0,25 %. Voir notamment : PALDAM, Martin : « How much does one percent of growth change the unemployment rate ? A study of 17 OECD countries, 1948-1985 ».

3202. HEISBOURG, François – « Europe/Etats-Unis : le couplage stratégique menacé ». *Politique étrangère* 52 (1), print. 87 : 111-127 ; tabl.

Pour des raisons de politiques intérieure, principalement la réduction des dépenses budgétaires et particulièrement celles consacrées à la défense, le retrait partiel des troupes américaines d'Europe semble inévitable. Face à cette situation, les Etats européens concernés demeurent pour l'essentiel passifs ou non-pertinents comme l'a montré l'absence de réaction unifiée après le sommet de Reykjavik. Par ailleurs, l'incertitude règne encore sur les réalités du pouvoir soviétique et ses intentions véritables. Ceci doit donc favoriser la prudence et ne pas diviser les alliés occidentaux.

3203. STEINBERG, James B. – « Rethinking the debate on burdensharing ». *Survival* 29 (1), fév. 87 : 56-78.

Le problème de la répartition du poids de la défense de l'Europe s'est posé dès la création de l'OTAN. Cette question ne peut être comprise qu'au regard des motivations des membres de l'Alliance et des mécanismes institutionnels mis en œuvre pour concilier des intérêts différents.

III
ÉTUDES GÉNÉRALES MONDIALES OU INTERNATIONALES

Institutions et vie politiques

3204. « Fin du national ? Du transnational au politique-monde ? » *Peuples méditerranéens* (35-36), sept. 86 : 5-338 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Numéro consacré à l'étude de la fin de l'Etat-nation et de l'évolution du transnationalisme vers un politique-monde. L'économie mondiale, la politique des pays avancés et les dictatures et le nationalisme même des pays du Tiers-Monde facilitent cette évolution et renforcent la construction d'un monde centre-périphérie. Voir : HURBON, Laënnec : n° 3187 ; BANI SADR, Abul-Hassan : n° 3028 ; LATOUCHE, Serge : n° 3199 ; CATANI, Maurizio : n° 3226 ; FAURÉ, Christine : n° 3207 ; GALLISSOT, René : n° 2795 ; SERTEL, Yildiz : n° 3100 ; PIEL, Jean : n° 3143 ; BEBEL-GISLER, Dany : n° 2935.

3205. « The politics of exile ». *Third World Quarterly* 9 (1), janv. 87 : 1-296 ; tabl. ; carte ; bibliogr.

Numéro spécial consacré aux exilés politiques, qui, hors de leur pays poursuivent leurs luttes de libération. Voir : LODGE, Tom : n° 2788 ; SAYIGH, Yezid : n° 3184 ; HYMAN, Anthony : n° 2784 ; VIGNE, Randolph : n° 2791 ; SREBERNY-MAHAMADI, Annabelle ; MOHAMMADI, Ali : n° 3029 ; LEE, Shin-bon : n° 2866 ; ANGELL, Alan ; CARSTAIRS, Susan : n° 2845 ; D'SOUZA, Herbert : n° 2833 ; ROA BASTOS, Augusto : n° 3082 ; ROWE, William ; WHITFIELD, Teresa : n° 3145 ; MCQUADE, Frank : n° 3140 ; THOMAS, Roger G. : n° 3136.

3206. DETJEN, Joachim – « Grundpflichten - ein Thema für die politische Bildung ? (Devoirs fondamentaux - un thème pour la formation politique ?) *Politische Studien* 38 (292), avr. 87 : 179-193.

Les devoirs fondamentaux des citoyens sont le pendant de leurs droits fondamentaux. Les programmes d'instruction civique et la formation juridique devraient accorder une place plus grande à cet aspect de la vie publique. En RFA, la loi fondamentale et les constitutions de régions évoquent ces obligations (éducation, secours, impôts, service militaire).

3207. FAURÉ, Christine – « Les droits de l'homme, le transnational et la question des femmes ». *Peuples méditerranéens* (35-36), sept. 86 : 179-190 ; résumé en anglais.

Dans les démocraties occidentales, la condition de la femme est encore infranationale : les mouvements féministes des années 1970 avaient une

dimension nationale. Le système de valeurs politiques concernant la femme a pris une dimension mondiale, comme le montrent l'approche des droits de l'homme et l'établissement de normes internationales. L'analyse de ces normes implique une limite aussi importante que le coup d'arrêt donné à cette tendance dans certains pays islamiques.

3208. REJAI, Mostafa – « Revolutions and oppositions ». *Conflict* 7 (1), 1987 : 65-78 ; bibliogr.

Sur les 160 Etats qui existent actuellement dans le monde, 30 seulement sont des démocraties, tandis que les 130 autres ont des régimes autoritaires ou totalitaires arrivés au pouvoir par des révolutions, coups d'Etat ou autres moyens violents. La caractéristique commune de ces régimes est une intolérance plus ou moins hostile envers l'opposition, dans les pays communistes aussi bien au Chili, en Afrique du Sud ou à Taïwan.

3209. SPARRE NILSON, Sten ; BJORKLUND, Tor – « " Ided types " of referendum behaviour ». *Scandinavian Political Studies* 9 (3), sept. 86 : 265-278 ; tabl. ; bibliogr.

Les référendums étant une variante des élections politiques, les comportements électoraux en ce qui les concernent peuvent être sensibles aux campagnes menées par les partis politiques et autres groupes organisés. La prise en compte de trois sortes de contextes dans lesquels se déroulent les référendums permet de mieux analyser les comportements électoraux.

3210. WALLER, Michael – « The Soviet Union's adaptation to change in the Communist Movement : a framework for analysis ». *The Journal of Communist Studies* 2 (3), sept. 86 : 235-250.

Les relations entre l'URSS et le Mouvement communiste international ne se limitent pas à la domination de la première sur le second, et l'URSS a subi et subit de la part de celui-ci des pressions, auxquelles elle peut opposer une gamme de réponses allant de l'anticipation à l'adaptation structurelle. Ces modes d'adaptation varient selon les différents « secteurs » du mouvement.

Relations internationales

3211. La décision en politique étrangère

a. « La décision en politique étrangère ». *Relations internationales* (49), print. 87 : 3-126.
Suite d'articles consacrés au processus décisionnel en matière de politique étrangère : si le type de décision politique, militaire, économique, conditionne le groupe réel des décideurs, le cadre structurel – système clos ou ouvert - et la situation particulière au moment de la prise de décision ont aussi un rôle capital. Voir notamment : STEINER, Zara : n° 2986 ; THIRION, Isabelle : n° 2941 ; DREYER, Ronald : n° 2787.

b. « La décision en politique étrangère. Qui décide quoi et comment ? » *Cosmopolitiques* (1), nov. 86 : 81-112.
Suite d'articles sur la distance entre les règles édictées par les cadres constitutionnels des différents pays et la pratique de la conduite de la politique étrangère. Les problèmes posés par la dyarchie en France, par le rôle des groupes de pression aux Etats-Unis et par la concurrence entre Politburo et ministère des Affaires étrangères en URSS.

3212. Le droit de l'espace extra-atmosphérique

a. CONDORELLI, Luigi ; MERIBOUTE, Zidane – « Some remarks on the state of international law concerning military activities in outer space ». *The Italian Yearbook of International Law* 6, 1985 : 3-32.
La militarisation de l'espace extra-atmosphérique doit être considérée comme la conséquence directe de la course aux armements. Le droit international qui s'y applique est fragmentaire et ambigu. Ces défauts ne sont pas fortuits mais provoqués à dessein.

b. JASENTULIYANA, Nandasiri – « Treaty law and outer space : can the United Nations play an effective role ? » *Annals of Air and Space Law* 11, 1986 : 219-227 ; résumé en français.
L'élaboration du droit international de l'espace a été confiée à l'ONU qui a créé à cet effet le Comité pour l'utilisation pacifique de l'espace extra-

atmosphérique. Composé de 53 membres, le Comité est chargé de rédiger cinq traités multilatéraux. Toutes ses décisions sont prises à l'unanimité ; la règle soulève des controverses.

3213. « Pêches maritimes : nouveau contexte international et politiques contrastées ». *Etudes internationales (Québec)* 18 (1), mars 87 : 6-188 ; tabl., cartes ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Numéro spécial consacré aux bouleversements qu'ont connus les pêches maritimes internationales et nationales au cours des dix dernières années et à la place de plus en plus importante qu'elles occupent dans les relations internationales : étude des politiques halieutiques suivies par différents pays ou groupes de pays depuis l'introduction des zones économiques exclusives et des zones de pêche exclusives. Voir notamment : CONGAR, Richard : n° 3167 ; LE BAIL, Joël : n° 3066 ; CARRE, François : n° 3114 ; DANEAU, Marcel : n° 2840 ; DOUMENGE, François : n° 3045.

3214. « Transferts d'armements et conflits locaux ». *Etudes polémologiques* (40), 1986 : 5-163 ; résumés en anglais et en espagnol.

Numéro spécial consacré au rôle des ventes d'armes dans les relations internationales : responsabilités des grandes puissances, concurrence entre l'Est et l'Ouest, contradictions entre intérêt économique et équilibre stratégique, degré de dépendance réel du Tiers-Monde, capacité de ce dernier à intégrer des technologies occidentales. Application à l'Afghanistan, l'Afrique australe et au Sahara occidental. Voir notamment : FONTANEL, Jacques ; DRUMONT-SARAIVA, José : n° 3186 ; YAKEMTCHOUK, Romain : n° 3246 ; PUIG, Jean José : n° 2785.

3215. LAUTENSCHLÄGER, Karl – « The submarine in naval warfare 1901-2001 ». *International Security* 11 (3), hiv. 87 : 94-140 ; tabl.

Grâce aux développements technologiques, les sous-marins constituent aujourd'hui un élément important des forces navales et leur rôle devrait devenir central dans les années futures. Leur poids dans l'équilibre stratégique devrait être renforcé.

3216. SHERR, Alan B. – « Sound legal reasoning or policy expedient ? The " new interpretation " of the ABM Treaty ». *International Security* 11 (3), hiv. 87 : 71-93.

En octobre 1985, une nouvelle interprétation du Traité ABM de 1972 a été présentée au Congrès : celle-ci permet le développement de systèmes de missiles anti-balistiques basés sur les technologies modernes. Cette interprétation, si elle est adoptée officiellement par l'Administration Reagan qui pourrait ainsi continuer le programme IDS, aurait pour effet de détruire la réalité du Traité ABM.

3217. TATU, Michel – « Faut-il renoncer à la maîtrise des armements ? » *Politique internationale* (35), print. 87 : 293-306.

Les propositions sur les euromissiles énoncées par M. Gorbatchev en février 87 posent en d'autres termes le problème du contrôle des armements. Historique de la question, difficultés, dangers et conditions d'un désarmement. Voir à la suite, pp. 329-340 : GENESTE, Marc : « Arms control : la partie d'échec » et pp. 351-360 : NYE, Joseph S. : « Débat nucléaire : colombes, faucons ou hiboux ? ».

Vie culturelle et scientifique

3218. La désinformation

a. « L'art de la désinformation ». *Le monde diplomatique* 34 (398), mai 87 : 18-24.

Tandis que l'information-spectacle à la télévision et la concentration dans la presse se généralisent, une campagne contre la désinformation, partie des Etats-Unis au début des années 80, s'étend en Europe sous la forme d'une véritable « croisade pour une police des idées ». Quelques exemples de désinformation : les opérations de déstabilisation américaines contre la Libye ; la « filière bulgare » dans l'attentat contre le Pape.

b. LACOSTE, Pierre – « Information, désinformation et défense ». *Politique internationale* (35), print. 87 : 283-292 ; résumés en anglais et en espagnol.
L'exemple du terrorisme et de la prévention de la guerre nucléaire montre que la propagande trouve son terrain d'élection dans les problèmes de défense pour manipuler l'opinion publique.

3219. L'économie de l'information

a. KATZ, Raul L. – « Measurement and cross-national comparisons of the information work force ». *The Information Society* 4 (4), 1986 : 231-277 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Les emplois liés à la production et au traitement de l'information ont connu une croissance rapide aux Etats-Unis et dans les autres pays industrialisés. Dans les pays en développement, leur pourcentage augmente également avec rapidité et atteint des niveaux élevés dans certains cas, dûs notamment à des coefficients élevés du commerce extérieur, à l'urbanisation accélérée et aux efforts gouvernementaux en vue d'absorber une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée.

b. RUBIN, Michael Rogers – « The emerging world-wide information economy ». *Library Hi Tech* 4 (4), hiv. 86 : 79-85 ; tabl. ; bibliogr.
La production, le traitement et la diffusion de l'information deviennent des activités économiques importantes dans la plupart des pays et l'emploi dans ce secteur a beaucoup augmenté, même dans les pays moins développés. La croissance du secteur de l'information a contribué à l'expansion de l'industrie informatique et microélectronique.

3220. L'Islam

a. ANCIAUX, Robert – « Islam et politique dans le monde musulman contemporain ». *Cahiers marxistes* (150), avr. 87 : 86-103.
Les mouvements activistes musulmans actuels trouvent leurs racines dans les mouvements nés au 19e siècle : réformisme musulman ou « salafiyya », confréries. Lors de l'indépendance, la plupart des pays ont mis l'accent sur l'industrialisation et l'occidentalisation, ce qui a entraîné l'apparition de deux types de sociétés totalement différentes : une classe riche et occidentalisée et une classe pauvre et respectant les valeurs traditionnelles. L'un des objectifs principaux du mouvement islamiste actuel est de construire une nouvelle société conforme aux valeurs culturelles autochtones. Cependant, la dynamique suscitée par la révolution iranienne de 1979 a été brisée et aujourd'hui chaque mouvement activiste veut agir pour son propre compte et on assiste à l'émergence d'une grande diversité de projets politiques.

b. SANTICCI, Robert – « A propos des mouvements islamistes ». *Les cahiers de l'Orient* (5), 1er trim. 87 : 209-222 ; résumé en arabe.
L'apparition et le développement des mouvements islamistes correspondent aux différents aspects de la modernisation dans chaque pays concerné. Le label religieux suffit généralement à conférer aux dirigeants de ces mouvements la légitimité dont ils ont besoin mais leur programme politique et économique reste flou. Mais malgré cela, en raison de la forte structuration de ces mouvements, leur impact sur les populations est important et le plus souvent fonction des frustrations engendrées par les régimes politiques et le système international.

3221. « Le nouvel âge du sport ». *Esprit* (4), avr. 87 : 1-315.
Numéro spécial consacré aux nouvelles pratiques du sport analysées d'un point de vue sociologique et économique, au spectacle sportif aspiré par l'affairisme, aux stars mercenaires, à la « tapisation » et la sponsorisation. Voir : BERTRAND, Claude-Jean : n° 2900 ; DELACROIX, Xavier : « Un olympisme à usages politiques » ; VIGARELLO, Georges : « Présences du politique » ; SIMONNOT, Philippe : « L'âge de la sponsorisation » ; MONCET, Jean-Louis : « Le grand cirque automobile » ; EHRENBERG, Alain : « Le show méritocratique : Platini, Stéphanie, Tapie et quelques autres » ; « L'économie du sport » ; MICHON, Bernard ; OHL, Fabien : « Le prix de la consommation sportive » ; NYS, Jean-François ; ANDREFF, Wladimir : « Le marché des articles de sport ».

3222. « Le retour du religieux en politique ». *Revue politique et parlementaire* 89 (928), avr. 87 : 5-84.
Numéro spécial consacré au retour en force des intégrismes religieux et à leur influence sur la vie politique. Voir notamment : RODINSON, Maxime : n° 3180.

3223. « Der 16. Internationale Kongress der Geschichtswissenschaften 1985 » (Le 16e Congrès international des sciences de l'histoire). *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 37 (1), 1987 : 40-69.

Compte rendu sur le 16e Congrès international des sciences de l'histoire tenu à Stuttgart, RFA, du 25 août au 1er septembre 1986, avec la participation de 2 200 historiens de 58 pays, dont 448 historiens provenant des pays socialistes. Parmi les grands sujets traités figuraient notamment l'évolution historique autour de l'Océan Indien, la résistance contre le fascisme, nazisme et militarisme japonais pendant la période se terminant en 1945, ainsi que la monarchie absolue en Europe, les religions en Afrique, l'histoire des mouvements sociaux, etc.

3224. KIMMINICH, Otto – « Politische Kultur - Schlagwort der Massstab für politisches Handeln ? » (Culture politique - mot d'ordre ou référence pour l'action politique ?) *Politische Studien* 38 (292), avr. 87 : 137-151.

La notion de culture politique est apparue en 1956 aux Etats-Unis (G. Almond) et a été adoptée très rapidement. Selon la vision qu'en ont la science politique ou le langage courant, le concept ne sert pas de référence à l'action politique. Toutefois, dans une acception plus large de son contenu, acception des politiciens qui allient politique, droit et éthique, cette notion a un impact sur l'action politique. Cette dernière repose alors sur les valeurs morales contenues dans les textes juridiques.

Questions sociales

3225. « Economics of the welfare state ». *European Economic Review* 31 (1-2), mars 87 : 177-219 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés aux inégalités qu'engendre l'« Etat-providence » en crise. Par rapport au passé, celles-ci s'estompent dans les pays socialistes. Mais elles persistent, voire s'aggravent dans les pays capitalistes.

3226. CATANI, Maurizio – « Le transnational et les migrations : individualisation et interaction entre systèmes de valeur ». *Peuples méditerranéens* (35-36), sept. 86 : 149-164 ; résumé en anglais.

Les migrations ont détruit le lien traditionnel dans le droit européen, entre « jus sanguinis » et « jus soli ». Les références des émigrés-immigrés s'inscrivent dans un cadre double et varient selon les circonstances. Ces émigrés-immigrés donnent la priorité à leurs projets personnels auxquels ils soumettent les deux Etats-nation entre lesquels ils sont partagés. Ils profitent à la fois des avantages accordés par l'un et par l'autre.

3227. GÁCS, E. – « Hungary's social expenditures in international comparison ». *Acta œconomica* 36 (1-2), 1986 : 141-154 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en russe.

Contrairement à une opinion répandue en Hongrie, les prestations sociales de divers types ne sont pas très élevées. Une étude comparative montre au contraire qu'elles se trouvent à un niveau inférieur à la moyenne des 19 pays principaux de l'OCDE pris en considération. Cette faiblesse relative est particulièrement remarquable dans le domaine des dépenses de santé.

3228. LAPORTE, Didier – « L'Organisation internationale du travail et la dette du Tiers-Monde ». *Défense nationale* 43, avr. 87 : 45-61.

Après bien des controverses entre pays occidentaux sur le rôle que l'OIT doit jouer dans le problème de la dette des PVD, l'organisation semble désormais compétente. A la conférence générale de juin 86, l'OIT préconise la réunion d'une conférence internationale sur l'endettement, qui ne devrait pas être une confrontation, mais une sorte de réveil des consciences, de recherche d'une thérapie.

3229. MENDRAS, Henri – « Fluctuations et tendances longues des valeurs et des idéologies ». *Observations et diagnostics économiques* (19), avr. 87 : 247-262 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Trois tendances semblent communes à tous les pays occidentaux : l'individualisme progresse et renforce une exigence d'expression personnelle et de réalisation de soi ; la famille se transforme profondément ce qui ne l'empêche pas d'être toujours aussi valorisée par ses membres ; les clivages sociaux se multiplient et créent une grande variété de groupes.

3230. MULLEN, Ken – « Unemployment and health : notes toward a marxist critique ». *The International Journal of Sociology and Social Policy* 6 (3), 1986 : 41-57.

Depuis l'époque de Marx, de nombreux changements se sont produits sur le marché du travail, et il faut prendre en considération que la masse des chômeurs ne constitue pas un groupe homogène, mais une agglomération de catégories sociales très différenciées. Par conséquent, les liens entre chômage et détérioration de la santé, évidents dans l'ensemble, se présentent de façon inégale selon ces différentes catégories de chômeurs.

Economie et finances

3231. « Les risques des nouveaux instruments financiers ». *Banque* (472), mai 87 : 451-468 ; tabl.

Les nouvelles techniques de gestion des risques de marché, c'est-à-dire les contrats à terme, sont d'une complexité telle qu'ils requièrent des compétences et des moyens de gestion appropriés.

3232. BROOKS, Stephen – « The mixed ownership corporation as an instrument of public policy ». *Comparative Politics* 19 (2), janv. 87 : 173-191 ; tabl.

A partir de l'étude de cas de sociétés mixtes canadiennes, britanniques et françaises, il apparaît que l'utilisation de celles-ci au service de la politique gouvernementale dépend de quatre facteurs : le modèle de relations gouvernement-direction d'entreprise en vigueur, les circonstances particulières du secteur, l'idéologie du parti au pouvoir et le degré d'intégration de l'économie mixte dans les objectifs d'ensemble du gouvernement.

3233. CHARDONNET, Jean – « Les bouleversements récents du commerce international du charbon ». *Géographie et recherche* (62), mai 87 : 45-66 ; tabl., cartes.

Limité et dominé par les « transactions interzonales » dans les années soixante-dix, le commerce international du charbon a fortement augmenté, au début des années quatre-vingt et est, aujourd'hui, caractérisé par des courants commerciaux transocéaniques au long cours. Des prévisions actuelles prévoient un triplement des quantités transportées et une extension des grands courants transocéaniques dans les quinze prochaines années.

3234. COVILLE, Gilles – « La révolution de l'argent ». *L'expansion* (307), 30 avr. 87 : 77-89 ; tabl.

Les innovations qui bouleversent la sphère financière depuis quelques années font naître de nouveaux risques difficiles à prévenir et à évaluer. A la vitesse à laquelle se succèdent crises d'endettement, valse des monnaies et coups de bourse, les financiers se demandent combien de temps ils pourront continuer ces jeux dangereux.

3235. CROSSLEY, David J. ; HOOKER, C.A. – « Retrospective scenario analysis and government energy planning : toward an effective synergy ». *Energy Systems and Policy* 10 (2), 1987 : 93-115 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de l'énergie, la planification et l'élaboration de scénarios pour le futur sont deux outils bien distincts. Ainsi, la planification ne concerne que le court terme et les scénarios, le long terme. Les deux démarches doivent cependant être rapprochées, leur complémentarité étant évidente.

3236. JAUFFRET-SPINOSI, Camille – « La Convention de la Haye relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance (1er juillet 1985) ». *Journal du droit international* 114 (1), mars 87 : 23-73.

La Convention de la Haye relative à la loi applicable au trust est doublement originale : elle concerne une institution fort usitée dans les pays de commonlaw et totalement ignorée dans les autres ; elle n'est pas réciproque pour tous les Etats contractants. Le domaine de la convention, ses buts : la désignation de la loi applicable et la reconnaissance du trust.

3237. KOHLI, Atul – « The political economy of development strategies : comparative perspectives on the role of the State ». *Comparative Politics* 19 (2), janv. 87 : 233-246.

Les approches d'acteur rationnel et de classe ne permettent pas de saisir le rôle de l'Etat dans le développement dans toute sa complexité. R. Bates utilise le premier modèle pour expliquer les distorsions du marché dues à l'intervention de l'Etat ; mais il néglige l'importance de l'idéologie des leaders. P. Bardhan a recours au deuxième modèle pour expliquer la faiblesse du taux de croissance en Inde et ne tient pas compte de l'influence de la nature du régime.

Aménagement et urbanisme

3238. RUDOLPH, Richard ; RIDLEY, Scott – « Chernobyl's challenge to anti-nuclear activism ». *Radical America* 20 (2-3), 1986 : 7-21.

L'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl a soulevé de nouveau la préoccupation du public concernant les dangers de l'énergie nucléaire même « pacifique ». Les mouvements qui s'opposaient jadis à une politique énergétique productiviste multipliant ces dangers avaient presque tous reculé pour concentrer leurs critiques sur les armes atomiques, ou avaient pratiquement disparu. Le défi qu'ils affrontent actuellement est celui de maintenir en alerte cette inquiétude répandue à juste titre et empêcher que le puissant lobby nucléaire fasse taire ces angoisses par une propagande habile et mensongère.

3239. VOELZKOW, Helmut et al. – « " Regierung durch Verbände ". Am Beispiel der umweltschutzbezogenen Techniksteuerung » (« Le gouvernement par les associations ». L'exemple du contrôle technique lié à la protection de l'environnement). *Politische Vierteljahresschrift* 28 (1), mars 87 : 80-100 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

En matière de protection de l'environnement, l'élaboration de normes techniques a été la plupart du temps l'œuvre d'associations technico-scientifiques. L'analyse des conditions sous lesquelles cette élaboration est possible met en évidence le fait que cette décharge de l'Etat vers les associations ne va pas sans un soutien actif des pouvoirs publics.

3240. DODGSON, J.S. ; TOPHAM, N. – « Benefit-cost rules for urban transit subsides ». *Journal of Transport Economics and Policy* 21 (1), janv. 87 : 57-71 ; bibliogr. ; résumés en allemand et en français.

Pour apprécier les coûts et les bénéfices des subventions apportées au transport des banlieusards, il faut adopter une acception large de la notion de coûts et d'avantages. Il faut notamment tenir compte de l'aspect redistributif des bénéfices, des pertes d'efficacité liées à la fiscalité et des avantages consentis aux administrés en terme de bien-être social.

Relations économiques internationales

Voir aussi : n° 3095, 3146

3241. DOBOZI, Istvan – « Politique des processus économiques internationaux : rapports Est-Ouest, Nord-Sud et Ouest-Ouest ». *Développement et progrès socio-économique* 10 (3), sept. 86 : 3-16 ; tabl.

Depuis une dizaine d'années, la tendance à la politisation des rapports économiques internationaux s'est considérablement renforcée non seulement au sein du système traditionnellement politisé des rapports Est-Ouest, mais aussi dans les rapports Nord-Sud et Ouest-Ouest.

3242. JASINSKI, Pierre – « Les crédits documentaires dont le paiement ou le remboursement est assuré par des organismes financiers internationaux ». *Banque* (472), mai 87 : 444-450.

Pour éviter le blocage des échanges avec les pays à risques, des institutions financières internationales ont pris le relais des banques commerciales en intervenant par le biais de programmes d'aide aux pays endettés afin de garantir le paiement de leurs importations. Modalités d'interventions de ces institutions.

3243. LOROT, Pascal ; SCHWOB, Thierry – « Les zones franches dans le monde ». *Notes et études documentaires* (4), 1987 : 7-128 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

Numéro spécial. Le concept de « zone franche » recouvre des situations très variées ; il existe des zones franches industrielles, commerciales, bancaires et des zones d'entreprises. Elles se différencient suivant leurs objectifs. Dans les pays en développement, les zones franches industrielles d'exportation sont considérées comme un outil de développement. Dans les pays industrialisés comme la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Belgique et la France la production des zones d'entreprises repose sur les potentialités du marché national. La jeunesse des zones d'entreprises (1980) en rend difficile le bilan : résultats et jugements restent mitigés.

3244. MATHIS, Jean – « Quelques propositions d'indicateurs d'analyse du commerce bilatéral ». *Economie et prévision* 17 (1), 1987 : 41-66 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le commerce bilatéral est analysé généralement à partir de deux indicateurs simples : les parts de marchés et les parts d'exportations. Mais pour obtenir des résultats riches de sens économiques il faut les combiner entre eux et corriger les biais de nature statistique qui les affectent. Analyse du commerce extérieur des grands pays industriels à partir de cette méthode.

3245. OPPETIT, Bruno – « Le paradoxe de la corruption à l'épreuve du droit du commerce international ». *Journal du droit international* 114 (1), mars 87 : 5-21.

Le phénomène de la corruption est un paradoxe en ce sens qu'il est à la fois unanimement réprouvé et universellement répandu. Dans les relations économiques internationales, la corruption est appréhendée par le droit à travers la notion d'ordre public. Les rares affaires de corruption portées devant les juridictions arbitrales ont donné lieu à une condamnation pure et simple de la pratique.

3246. YAKEMTCHOUK, Romain – « Transferts de technologies sensibles entre l'Est et l'Ouest ». *Etudes polémologiques* (40), 1986 : 13-25.

Au lendemain de la première explosion nucléaire soviétique (août 1949), les pays de l'OTAN sous l'impulsion des Etats-Unis, décidèrent de se concerter pour contrôler puis tenter d'interdire l'exportation de haute technologie, à application militaire, vers les pays de l'Est. Le COCOM fut alors assez actif, puis il perdit de sa vigueur avec la détente. Depuis 1980-81, l'OTAN a cherché à le revitaliser mais il a dû se heurter à de nombreux obstacles économiques et politiques dans les pays Ouest-européens. Une protection des exportations de caractère militaire est cependant souhaitable.

Achevé d'imprimer en 1987 sur les presses
de l'IMPRIMERIE CHIRAT, 42540 Saint-Just-la-Pendue
Dépôt légal N° 3368
Le Directeur-Gérant de la Publication : Louis BODIN
Commission Paritaire des Papiers de Presse : n° 50510

ISSN 0007-4071

BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

42e ANNÉE • 1987 • NUMÉRO - 8-9

FONDATION NATIONALE des SCIENCES POLITIQUES
SALLE DE SCIENCE ÉCONOMIQUE
16 OCT. 1987

RESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Publié mensuellement par la

FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

sous la direction de Jean MEYRIAT
avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

RÉDACTION

27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE — (1) 45 49 51 77

Prière d'envoyer à cette adresse
toute correspondance concernant la rédaction et les échanges,
ainsi que les périodiques en service de presse

Rédacteur en chef :
Nicole RICHARD

Rédacteurs :
Béatrice AUZOUY, Catherine BURESI,
Nadine DADA, Claudine EVEN,
Marie FERRAZZINI,
Juan JORNET, Sylvie Le MOAL,
Danièle Le NY, Michèle MAUSSION,
Geneviève MILLON, Jean-Claude MOURET,
Françoise PORTENSEIGNE, Jacqueline PORTIER,
Sylvie-Catherine PRINÇAY, Sylvie THORÉ

VENTES ET ABONNEMENTS

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES
27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE
Tél. : 45 49 50 19 — C.C.P. PARIS 2467022 B

TARIF DES ABONNEMENTS 1987

FRANCE		*ÉTRANGER*	
Tarif normal institutions	*Tarif réduit* particuliers	*Tarif normal* institutions	*Tarif réduit* particuliers
575 F	300 F	620 F	330 F

Prix du numéro : 65 F

BULLETIN ANALYTIQUE DE
DOCUMENTATION
POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
CONTEMPORAINE

42e ANNÉE • 1987 • NUMÉRO – 8-9

Ce numéro est une sélection des articles des périodiques analysés entre le 20 mai et le 22 juin 1987 par le Centre de Documentation contemporaine.

I
ÉTUDES NATIONALES

Afrique du Sud

3248. « After apartheid ». *Third World Quarterly* 9 (2), avr. 87 : 385-680 et 703-755 ; bibliogr.

Numéro spécial consacré aux problèmes de la reconstruction et aux choix que devra affronter l'Afrique du Sud après l'élimination de l'apartheid. L'évolution politique et économique, les relations extérieures avec les pays voisins, l'adoption d'une nouvelle constitution sont parmi les principaux thèmes du débat.

3249. La Namibie

a. KARNS, Margaret P. – « Ad hoc multilateral diplomacy : the United States, the Contact Group, and Namibia ». *International Organization* 41 (1), hiv. 87 : 93-123.

En 1977, les Etats-Unis ont rejoint la RFA, la France, le Royaume-Uni et le Canada, pour constituer le « Contact Group » destiné à faciliter l'indépendance de la Namibie. Le gorupe est parvenu à engager un processus de négociations qui a duré pendant cinq ans. L'expérience laissée par cette diplomatie ad hoc pourra être utilisée mais dans des conditions et des circonstances bien précises.

b. MAGYAR, Karl P. – « Namibia : development problems in a transitional context ». *South Africa International* 17 (3), janv. 87 : 153-166 ; bibliogr.

Malgré les efforts de l'ONU, la Namibie demeure un territoire sans souveraineté affirmée. Son indépendance territoriale est entre les mains de l'Afrique du Sud tandis que son développement économique dépend de facteurs internationaux. Ce développement peut prendre trois formes : celle préconisée par le gouvernement provisoire en place depuis 1985, celle préconisée par Prétoria et celle défendue avec difficulté par le SWAPO.

© Fondation nationale des sciences politiques, 1987

3250. « Post-apartheid South Africa's economic system ». *South Africa International* 17 (2), oct. 86 : 112 p.

Numéro spécial présentant différents points de vue sur la mise en œuvre d'un système économique post-apartheid en Afrique du Sud : certains, notamment les cadres dirigeants du secteur privé, souhaitent une transition progressive vers une économie de marché, ouverte vers l'extérieur. D'autres, défendant plus les intérêts des sud-africains, insistent sur une plus grande démocratisation de l'économie et sur un meilleur système de sécurité sociale.

3251. BECKER, C.M. – « Economic sanctions against South Africa ». *World Politics* 39 (2), janv. 87 : 147-173 ; tabl.

L'affirmation selon laquelle des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud atteindraient d'abord les Noirs, est à nuancer. Ainsi, un embargo sur les exportations de technologies ou sur les importations d'or et de diamants aurait des conséquences favorables sur la situation économique des Noirs. Mais les sanctions devraient être accompagnées par une aide accrue aux pays voisins de l'Afrique du Sud.

3252. DAVIS, Dennis – « Repression and integration : two sides of the same apparatus ». *International Journal of the Sociology of Law* 15 (1), fév. 87 : 61-84 ; tabl. ; bibliogr.

Les mouvements sociaux des années vingt ont permis l'intégration des mouvements ouvriers blancs en Afrique du Sud. Soixante ans plus tard, le Parlement sud-africain a essayé d'étendre le champ des négociations collectives aux populations non blanches. L'intégration des Noirs modérés est la plus facile à réaliser à court terme.

3253. DE VLETTER, Fion – « La main-d'œuvre étrangère dans les mines d'or d'Afrique du Sud : un vieux problème sous un jour nouveau ». *Revue internationale du travail* 126 (2), avr. 87 : 221-242 ; tabl., graph.

Le gouvernement de Prétoria a menacé, à l'automne 1986, de renvoyer chez eux les travailleurs originaires des Etats voisins, si des sanctions étaient prises contre l'Afrique du Sud ; or ces travailleurs étrangers sont très mal connus. Analyse de cette population (taille, structure, rôle dans la production) au niveau des mines d'or. A l'avenir, et quelles que soient les décisions politiques, le nombre des travailleurs étrangers devrait sérieusement diminuer et, alors qu'en 1970 il y avait 4 étrangers pour 1 Sud-Africain, le rapport devrait s'inverser en 1990.

3254. MOREILLON, Jacques – « Suspension de la délégation gouvernementale de la République d'Afrique du Sud de la XXVe Conférence internationale de la Croix-Rouge (Genève, 1986). Différentes perceptions d'un même événement ». *Revue internationale de la Croix-Rouge* (764), avr. 87 : 135-153.

L'exclusion de l'Afrique du Sud s'inscrit dans la ligne de la position de toutes les organisations internationales à l'égard de ce pays.

Algérie

3255. « Algérie : 25e anniversaire ; une vocation exportatrice ». *Marchés tropicaux et méditerranéens* (2170), 12 juin 87 : 1419-1558.

Les forces et les faiblesses de l'économie de ce pays encore trop marqué par sa dépendance vis-à-vis du pétrole ; la politique d'exportation ; les relations avec la France.

3256. BISSON, Jean ; CALLOT, Yann – « Des monts des Ksour au grand Erg occidental ; adaptation ou disparition de la vie nomade ? » *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* (41-42), 1986 : 357-377 ; tabl., carte.

Un des facteurs de la faible distance parcourue par les nomades du Sud-Oranais, est la sècheresse qui a sévi depuis 10 ans. Mais avec le retour des pluies depuis 1985, le nomadisme semble être de nouveau le mode de vie de ces populations.

3257. DUBOST, Daniel – « Nouvelles perspectives agricoles au Sahara algérien ». *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* (41-42), 1986 : 339-356 ; tabl., carte.

L'agriculture d'oasis fonctionne depuis des siècles en quasi autarcie et pour de multiples raisons, elle n'a pas pu s'adapter aux nouvelles conditions économiques créées par l'industrialisation. Celle-ci offre cependant des possibilités réelles à l'agriculture saharienne, mais dans le cadre d'une agriculture de marché. Alors que l'exode rural laisse à chaque agriculteur un espace accru, le développement des infrastructures et des fabrications industrielles lui permettent d'améliorer sa productivité.

3258. GESCAUD, Frank – « Algérie ». *Le MOCI* (764), 18 mai 87 : 15-51.

Dossier consacré à la situation économique de l'Algérie : la crise pétrolière entraîne une baisse des recettes et des importations et un recul des échanges. Le manque de productivité de certaines entreprises nationales provoque un regain d'intérêt pour le secteur privé. Dans trois secteurs, les entreprises françaises sont en mesure de répondre aux besoins de l'Algérie : technologies bio-médicales, machinisme agricole et matériel de manutention.

3259. RONDOT, Pierre – « Algérie et Islam ». *Défense nationale* 43, mai 87 : 117-132.

L'Algérie, dont les références à l'Islam existent dans tous les grands textes nationaux, a combattu, autour des années 80, le fondamentalisme qui exerçait la violence dans le cadre universitaire. Depuis, les intégristes se sont trouvés muselés. L'Etat entreprend alors une œuvre d'éducation islamique et moderne et joue un rôle de premier plan dans le monde musulman.

Allemagne (Rép. démocratique)

Voir aussi : n° 3265

3260. « Zum Bauernkongress der DDR » (A propos du Congrès des paysans de la RDA). *Wirtschafts wissenschaft* 35 (4), avr. 87 : 481-556 ; résumés en russe et anglais.

Suite d'articles. Voir notamment : LANGE, Bettina ; THIEDE, Ulrich : « Die Landwirtschaft wird zunehmend ein Zweig angewandter Wissenschaft » (L'agriculture devient de plus en plus une branche de la science appliquée) ; DURAK, Günter ; GAWENDA, Dieter : « Aktuelle Aspekte der Anwendung von Schlüsseltechnologien in der Landwirtschaft » (Aspects actuels de l'application des technologies de pointe dans l'agriculture).

3261. GROTE, Manfred – « The SED under Honecker ». *East European Quarterly* 21 (1), print. 87 : 67-78.

Sous la direction de Honecker, le parti socialiste unifié allemand (SED) est demeuré essentiellement conservateur, mais la transformation qui s'opère en RDA ne permettra pas que cette attitude s'éternise. En assurant la direction du pays, ce parti sera fatalement amené à établir un équilibre entre l'ouverture sur l'étranger et les impératifs de la sécurité du régime.

3262. RIEGE, Gerhard – « Die Friedensfrage in der Verfassung der DDR » (La question de la paix dans la Constitution de la RDA). *Staat und Recht* 36 (3), 1987 : 179-189.

Le besoin de paix exprimé par la RDA est lié aux circonstances historiques et géopolitiques de sa naissance. La Constitution n'exprime pas explicitement le droit à la paix de l'individu, elle le sous-entend. L'Etat le considère comme prémisse fondamental à la création d'une société socialiste, paix et socialisme formant un tout.

Allemagne (Rép. fédérale)

Voir aussi : n° 3394, 3550, 3607

3263. CAESAR-WOLF, Beatrice ; EIDMANN, Dorothee – « Equality for women in the regulation of the economic effects of divorce : legal-concepts and family court proceedings in the FRG ». *International Journal of the Sociology of Law* 15 (1), fév. 87 : 1-27 ; tabl. ; bibliogr.

La réforme de 1977 sur la législation ouest-allemande du divorce témoigne de la volonté officielle d'établir une certaine équité en faveur des femmes. Le contenu de la loi se veut en effet équitable mais l'application du texte par les juges a dénaturé cet esprit initial en rendant la loi inefficace.

3264. FRISCH, Alfred – « La politique de la sécurité de la RFA à la croisée des chemins ». *Arès* [2], 1986 : 53-88.

La RFA se trouve à la croisée des chemins entre une Alliance atlantique déterminant sa politique étrangère et l'Europe qui cherche à affirmer sa personnalité à l'intérieur de l'Alliance. Malgré quelques inquiétudes devant l'évolution en faveur de la dénucléarisation et de la neutralisation en RFA, il est probable que l'alliance avec les Etats-Unis et la participation à la Communauté ne seront pas remises en cause. L'Europe surtout offre à bien des égards une issue à l'impasse des contradictions de la RFA.

3265. HASSNER, Pierre – « L'Allemagne dans les relations Est-Ouest ». *Revue française de science politique* 37 (3), juin 87 : 309-319 ; résumé en anglais.

Tout ce qui concerne les relations entre les deux Allemagnes transcende par définition l'opposition entre politique intérieure et politique extérieure. La Deutschland-Politik est déterminante à la fois pour l'identité de la RFA et pour sa place dans les relations Est-Ouest. Que les relations des deux Allemagnes, des deux Europes, des deux Grands soient parallèles ou divergentes, leur clivage peut conduire à une restructuration de la sécurité européenne.

3266. KERN, Horst ; SCHUMANN, Michael – « Limits of the division of labour. New production and employment concepts in West Germany industry ». *Economic and Industrial Democracy* 8 (2), mai 87 : 151-170 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis les années soixante, époque à laquelle le sujet était très à la mode, la division du travail a subi l'effet d'une rationalisation sensible en RFA. De nombreux concepts sont, par ailleurs, venus se greffer sur la réflexion passée. Certains ont alors parlé dans la décennie soixante-dix, de « néo-industrialisation ».

3267. MANALE, Margaret – « Eglises et conscience nationale en Allemagne ». *Revue française de science politique* 37 (3), juin 87 : 346-357.

Depuis 1945, les Eglises protestantes tirent leur légitimité de l'existence d'une conscience nationale allemande dont elles représentent l'unité en dépit dela partition de la nation en deux Etats. Le mouvement pacifiste fournit l'occasion de consolider les liens entre les deux Etats sur une base commune entre les Eglises protestantes et de permettre à l'oecuménisme de l'Eglise catholique de se déployer à l'Est.

3268. PRITCHARD, Rosalind M.O. – « The third amendment to the Higher Education Law of the German Federal Republic ». *Higher Education* 15 (6), 1986 : 587-607 ; bibliogr.

La loi relative à l'enseignement supérieur promulguée en 1976 a été amendée en 1985 par le gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et devrait être complétée en conséquence par les autorités des Länder qui ont de larges compétences en matière d'éducation. Cette réforme a soulevé de nombreuses discussions au niveau académique et politique, puisqu'elle s'inscrit dans un mouvement opposé à celui qui est né des protestations des années 60 contre une université traditionnelle et autoritaire.

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3608

3269. « Allemagne : Deux Etats, une nation ? ». *Revue française de science politique* 37 (3), juin 87 : 293-378 ; résumés en anglais.

Numéro consacré à l'évolution des deux Allemagnes depuis la construction du mur, à la normalisation de leurs relations, aux enjeux tant européens, qu'Est-Ouest et militaires. Voir : LE GLOANNEC, Anne-Marie : n° 3272 ; HASSNER, Pierre : n° 3265 ; FRITSCH-BOURNAZEL, Renata : n° 3550 ; MANALE, Margaret : n° 3267 ; MENUDIER, Henri : n° 3394 ; RUPNIK, Jacques : n° 3274.

3270. BREUER, Rüdiger – « Konflikte zwischen Verwaltung und Strafverfolgung. Überlegungen zum Verhältnis zwischen Verwaltungsrecht und Ordnungswidrigkeiten sowie Strafrecht » (Les conflits entre l'adminis-

tration et la justice pénale. Réflexions sur le rapport entre le droit administratif et les actes contraires à l'ordre public ainsi que le droit pénal). *Die öffentliche Verwaltung* 40 (5), mars 87 : 169-183.

L'unité de l'ordre juridique, la sécurité en matière de droit et la confiance des citoyens dans l'Etat de droit sont toutes mises en danger par les conflits qui se présentent entre les décisions de l'administration et les jugements de la juridiction pénale. Ce genre de conflits qui exige des réflexions sur l'ordre juridique et ses bases s'est présenté notamment dans le contexte de la pollution des eaux, la mise en service non autorisée d'installations diverses et l'évasion fiscale servant au financement secret des partis politiques.

3271. HÖHNE, Heinz – « Der Schlächter von Lyon » (Le boucher de Lyon). *Der Spiegel* 41 (19), (20), (21) et (22) ; 4 mai, 11 mai, 18 mai et 25 mai 87 : 192-193 ; 190-191 ; 186-189 ; 182-183 et pag. discont. sur toute la livraison.

Dossier sur le procès de Klaus Barbie à Lyon : le rôle de ce dernier pendant la guerre, réflexions sur la résistance et la collaboration.

3272. LE GLOANNEC, Anne-Marie – « Opinions publiques et sociétés. L'Allemagne : une utopie ». *Revue française de science politique* 37 (3), juin 87 : 296-308 ; résumé en anglais.

Avec la partition de l'Allemagne, l'unité allemande, l'unité de l'Etat-nation redevient ce qu'elle avait été des siècles durant, jusqu'à la fondation du Reich bismarkien un mythe plutôt qu'un projet politique. Des sondages aux écrits se dessine une Allemagne des paysages, ni RFA ni RDA, qui fait écho aux plaidoyers des années cinquante en faveur d'une troisième voie entre l'Est et l'Ouest.

3273. MILLER, Bowman H. – « Terrorism and language : a text-based analysis of the German case ». *Terrorism* 9 (4), 1987 : 373-407.

L'étude du langage utilisé par la Fraction Armée Rouge allemande révèle que ceux-ci refusent l'utilisation de la langue comme moyen politique. Les objectifs exprimés par les terroristes sont cependant la remise en cause de la légitimité du gouvernement de la RFA et de son autorité. Mais le manque de popularité de la FAR a empêché la prise en compte de ses revendications verbales.

3274. RUPNIK, Jacques – « Le problème allemand vu de l'Europe du Centre-Est ». *Revue française de science politique* 37 (3), juin 87 : 331-345 ; résumé en anglais.

Dans les pays du Centre-Est européen, les débats sur la question allemande, sont à la fois révélateurs d'une identité nationale fragile et le passage obligé de toute réflexion, de tout projet politique visant à surmonter le statu-quo hérité de Yalta.

3275. SCHWÄBLE, Ulrich – « Zum Inhalt des Grundrechts auf Asyl. Anmerkungen zur neueren höchstrichterlichen Rechtsprechung » (A propos du droit fondamental à l'asile. Note sur la jurisprudence récente des instances juridiques suprêmes). *Die öffentliche Verwaltung* 40 (5), mars 87 : 183-193.

L'article 16 de la Loi fondamentale de la République Fédérale d'Allemagne accorde, de façon générale, l'asile aux personnes persécutées pour des motifs politiques. L'afflux des réfugiés a fini par obliger les autorités à poser des questions plus précises sur l'ampleur de la notion de « persécution » et les dangers réels encourus par le candidat à l'asile. Ainsi l'illustrent plusieurs sentences récentes rendues en la matière par le Tribunal Constitutionnel Fédéral et le Tribunal administratif fédéral qui visent à définir le cadre pour éviter les abus.

3276. SMITH, Gordon – « The changing West-German party system : consequences of the 1987 election ». *Government and Opposition* 22 (2), print. 87 : 131-144 ; tabl.

Le système politique allemand dominé de 1949 à 1976 par la coalition CDU/CSU et le SPD se remodèle depuis sous l'effet conjugué d'un déclin de la social-démocratie et de l'émergence du FDP et des Verts. Le système se polarise et entraîne une redistribution de l'électorat entre droite et gauche qui devrait aboutir à un bipartisme.

3277. « A debate on codetermination and industrial policy in the German steel industry ». *California Management Review* 29 (3), print. 87 : 115-153 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés à la cogestion ouest-allemande, confrontée à l'environnement économique, dans l'industrie sidérurgique. Souvent citée en exemple, la cogestion a permis à la sidérurgie de la RFA de passer des caps difficiles. Mais les contraintes imposées par la CEE ont parfois des conséquences gênantes.

3278. ALLGAYER, Friedemann – « Fondements de la politique allemande de stabilité : faits, expériences, institutions ». *Reflets et perspectives de la vie économique* 25 (2), mai 87 : 65-80 ; tabl., graph.

La République fédérale d'Allemagne est, depuis 1945, championne de la stabilité : le souvenir de la grande inflation et l'entre-deux guerres est un facteur important de la politique déflationniste menée par le pays. Le statut de la Bundesbank, ainsi que ses compétences en matière de politique monétaire en font la gardienne de la valeur interne de la monnaie.

3279. JAEGER, C. – « Evolution récente de la dette publique en République fédérale d'Allemange : des dérapages contrôlés ». *Reflets et perspectives de la vie économique* 26 (2), mai 87 : 81-98 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La dette publique allemande met en présence essentiellement l'Etat fédéral en tant que débiteur et le système bancaire en tant que créancier. Les principaux moyens de financement en sont les prêts directs bancaires et les valeurs mobilières. Cependant, la politique économique se révèle impuissante à réduire l'endettement public.

3280. MARUYA, Reishi – « Structural change in the German economy in the 1970's ». *Kobe University Economic Review* (32), 1986 : 69-86 ; tabl. ; bibliogr.

Au cours des années soixante-dix, l'économie de la RFA a traversé des changements structurels tels que la part de la production des secteurs primaire et secondaire a reculé au bénéfice du secteur tertiaire. Le recul de la part de la production industrielle résulte de changements observés dans la demande, la technologie et la concurrence internationale.

Australie

3281. BLAIN, Nicholas et al. – « La médiation, la conciliation et l'arbitrage. Comparaison internationale entre l'Australie, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ». *Revue internationale du travail* 126 (2), avr. 87 : 199-220.

Analyse comparée du fonctionnement de ces diverses procédures de règlements des conflits du travail. Elles peuvent être obligatoires ou non, plus ou moins légalistes (fortement en Australie, peu en Grande-Bretagne). En tout état de cause, le recours à un tiers est un mode de règlement qui est de mieux en mieux accepté.

3282. BROWNE, Jeffrey F. ; O'CALLAGHAN, David J. – « United States investment in Australia : government policy and regulation ». *The International Lawyer* 21 (1), hiv. 87 : 71-96.

Mise en application depuis 1972, la règlementation australienne des investissements américains en Australie est dense. Elle est, par certains côtés, dissuasive. Mais son application fut mise en œuvre de manière souple grâce à des négociations bilatérales.

3283. HIGGINS, Winton – « Unions as bearers of industrial regeneration : reflections on the Australian case ». *Economic and Industrial Democracy* 8 (2), mai 87 : 213-236 ; bibliogr.

L'Australie est l'un des pays occidentaux pour lequel l'expression de « contrat social » décrit le mieux le rôle des syndicats. La vitalité industrielle du pays est largement le fait de l'action syndicale. Le mouvement syndical doit demeurer vigilant ; il risque d'être débordé par l'industrialisation qui bouleverse toutes les structures existantes.

3284. O'MALLEY, Pat – « Regulating contradictions : the Australian Press Council and the " dispersal of social control " ». *Law & Society Review* 21 (1), 1987 : 83-108 ; bibliogr.

L'histoire du Conseil de la presse australienne illustre l'utilisation systématique de formes dispersées de contrôle social par les Etats capitalistes avancés. La règlementation de la presse s'est faite de façon similaire dans d'autres pays occidentaux développés où l'Etat préfère des formes indirectes et dispersées de contrôle du pouvoir des médias plutôt que de les museler de façon visible en leur enlevant leur autonomie relative en tant que producteur d'une marchandise particulière, l'information.

3285. MERCER, David – « Patterns of protest : native land rights and claims in Australia ». *Political Geography Quarterly* 6 (2), avr. 87 : 171-194 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

La pression internationale s'est renforcée en faveur de la nécessité pour les aborigènes d'exercer pleinement leurs droits, en particulier en ce qui concerne leurs terres. En Australie, la population aborigène s'accroît et s'étend ; ses revendications se sont heurtées à l'échec de la récente législation agraire. Les Etats ont obtenu davantage de liberté pour négocier localement le règlement du problème aborigène.

Belgique

3286. CAPRON, Michel – « Les charbonnages du Limbourg ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* (1151/1152 et 1153) 13 mars 87 : 3-49 et 3-38 ; tabl.

Deux numéros consacrés à l'évolution des charbonnages depuis la deuxième guerre mondiale : la situation dans les années 1950-1960 ; les enjeux sociaux (grèves de 1966 et 1970, accords de Zwartberg), économiques (constitution de la Kempense Steenkolenmijnen en 1967 et de la Kempense Investerigs vennootschap) de la période 1970-1981 ; les aides des pouvoirs publics et les effets des accords de juillet 1983 et de la loi du 5 mars 1984, le plan de restructuration des K.S. de M. Gheyselinck (décembre 1986).

3287. FAUCHET, Jean-Louis – « Le mouvement écologiste à la croisée des chemins ». *Contradictions* (51), 1987 : 3-28.

Parce qu'il exprime une réaction émotionnelle face à la crise écologique et une analyse purement phénoménale de celle-ci, le mouvement écologiste belge éprouve de grandes difficultés à intégrer sa critique dans une vision globale de la société. Il est nécessaire que ce mouvement entreprenne une critique radicale du capitalisme pour s'ancrer à gauche.

3288. MATHIEU, M. – « La Commission royale et l'avant-projet de Code de la Sécurité sociale ». *Revue belge de Sécurité sociale* 29 (1-2), fév. 87 : 3-50.

La composition et les pouvoirs de cette Commission créée en 1979 ; l'avant-projet de Code : les droits sociaux de base, le fonctionnement et le financement de la Sécurité sociale ; les prestations servies.

Bulgarie

Voir aussi : n° 1375, 2219

3289. GERAN PILON, Juliana – « The Bulgarian connection : drugs, weapons and terrorism ». *Terrorism* 9 (4), 1987 : 361-371.

Le gouvernement bulgare est impliqué dans des actes de subversion à l'encontre des pays occidentaux probablement orchestrés de Moscou et utilisant les trafics de drogue et le terrorisme. Les tentatives de coopération américano-bulgare n'étant pas venues à bout de cette subversion, le Congrès des Etats-Unis a adopté en 1985 un amendement qui vise à clarifier l'attitude américaine à l'égard de la Bulgarie.

3290. HOPKEN, Wolfgang – « Wirtschaftsreform in Bulgarien » (La réforme économique en Bulgarie). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 36 (1), 1987 : 45-57.

Reprenant, en les approfondissant, les concepts déjà mis en avant en 1980 en vue de promouvoir les « nouveaux mécanismes économiques », les autorités bulgares se sont engagées dans une réforme pragmatique dans le cadre de leur système d'économie centralement planifiée. La réforme lancée vise notamment à rendre plus flexible la fixation des prix et des salaires, à renforcer le rôle des banques et à augmenter l'autonomie des entreprises.

3291. TIRASPOLSKY, Anita – « Bulgarie 1986-1990 : la perestroïka ». *Le courrier des pays de l'Est* (316), mars 87 : 65-69 ; tabl. ; bibliogr.

Le IXe Plan quinquennal bulgare (1986-1990) dessine une stratégie économique aux contours très flous, les objectifs, nettement influencés par la nouvelle politique économique soviétique, étant une croissance plus dynamique fondée sur le progrès technique et la science, des structures économiques nouvelles, enfin un nouveau style de pensée et d'action. Cette réforme est loin de faire l'unanimité dans le pays.

Canada

Voir aussi : n° 3379, 3380, 3387

3292. « Fear and ferment : public sector management today ». *Canadian Public Administration* 29 (4), hiv. 86 : 509-685.

Numéro consacré aux problèmes actuels de la gestion du service public au Canada : les conséquences des restrictions fiscales, la privatisation des services, les nouvelles technologies de l'information, l'accès des citoyens à l'information, l'égalité devant l'emploi, les droits politiques des fonctionnaires.

3293. DESAULNIERS, Jean-Pierre – « What does Canada want ? or : l'histoire sans leçon ». *Media, Culture and Society* 9 (2), avr. 87 : 149-157.

A l'heure où il est question d'établir une zone de libre échange entre les Etats-Unis et le Canada, ce dernier risque d'être envahi par les productions télévisées américaines. Il s'agit donc d'éviter que l'identité culturelle canadienne ne se dissolve dans un ensemble plus vaste.

3294. GARDE, Roger de la – « Is there a market for foreign cultures ? ». *Media, Culture and Society* 9 (2), avr. 87 : 189-207 ; bibliogr.

L'étude des médias au Québec permet de cerner l'impact de la diffusion de productions américaines. Ainsi peut être résolue la question de savoir s'il existe un marché des cultures étrangères.

3295. KOPINAK, Kathryn – « Gender differences in political ideology in Canada ». *The Canadian Review of Sociology and Anthropology* 24 (1), fév. 87 : 23-38 ; tabl. ; résumé en français.

On a toujours considéré que les femmes au Canada étaient politiquement plus conservatrices que les hommes. Cependant, la prise en compte de multiples variables dans l'étude des attitudes politiques et sociales des femmes remet en doute cette affirmation. Ainsi, les femmes sont pour l'amélioration des programmes sociaux et apparaissent souvent plus libérales que les hommes.

3296. SAUCIER, Robert – « Cinéma et télévision : un vieux couple en phase de renouveau conjugal ». *Communication et information* 9 (1), été 87 : 79-107 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Une analyse comparée au Québec de la consommation de cinéma, de télévision conventionnelle, de magnétoscope et de télévision payante permet de dégager certaines conclusions : la préférence du public pour le long métrage de fiction et le fait que l'arrivée de nouveaux médias ne fait pas disparaître les anciens comme le prouve la consommation de films ; elle les oblige à certaines mutations.

Chine

Voir aussi : n° 3343, 3551

3297. « La littérature chinoise ». *Magazine littéraire* (242), mai 87 : 16-71.

Suite d'articles : il existe deux littératures chinoises, une qui remonte à cinq ou six siècles avant notre ère et une qui commence avec le XXe siècle : profondément traumatisés par les dix années de trouble (1966-1976), les écrivains ont encore de la peine à sortir des ornières de la littérature autobiographique.

3298. GOLD, Thomas B. – « The status quo is not static. Mainland-Taiwan relations ». *Asian Survey* 28 (3), mars 87 : 300-315.

Etant donné l'enjeu de la question de Taiwan, qui déborde largement les relations sino-taiwanaises, il est sage de ne rien précipiter et de s'en tenir au statu quo qui ne signifie pas immobilisme puisqu'il permet aux deux pays d'évoluer, et à leur population de développer les échanges de toutes natures.

3299. HANLIN, Li et al. – « Chinese sociology, 1898-1986 ». *Social Forces* 65 (3), mars 87 : 612-640 ; tabl. ; bibliogr.

Introduites à la fin du 19e siècle, les sciences sociales ont rencontré un intérêt croissant en Chine, mais ont été bannies après 1949 au nom du marxisme-léninisme censé éliminer les contradictions de la société. La défaite de l'ultra-gauche après la mort de Mao a de nouveau ouvert le champ à l'étude sociologique qui doit s'attacher notamment à analyser les problèmes de la modernisation des campagnes et de l'industrialisation rurale, ainsi que les changements que subit la structure familiale traditionnelle.

3300. REDMOND, John – « Trade between China and the European Community : a new relationship ? » *Quarterly Review-National Westminster Bank,* mai 87 : 31-46 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis 1977, la Chine s'est ouverte au commerce international. En 1983, la CEE fournit 15 % de ces importations et acquiert 11 % des exportations chinoises. Les deux postes sont essentiellement constitués de produits manufacturés. le partenaire privilégié de la Chine demeure la RFA.

3301. ZHANG YULIN – « Reconstruction of small towns and a coordinated development of urban and rural areas ». *Social Sciences in China* 8 (1), print. 87 : 45-59.

Le développement rapide des petites villes en Chine correspond à la conception socialiste de la nouvelle reconstruction rurale dans le cadre d'un partage rationnel entre le développement urbain et le développement rural. Cette politique s'inscrit dans une conception et une tradition spécifiquement chinoises, la petite ville étant une communauté propice au développement et au dynamisme économique

Institutions et vie politiques

3302. BEJA, Jean-Philippe – « Après les nouvelles Cent fleurs un nouveau mouvement anti-droitier ? » *Esprit* (5), mai 87 : 40-54.

L'évolution du régime chinois, les difficultés éprouvées par Deng Xiaoping à imposer son réformisme modéré sans être débordé à gauche ni à droite, le retour en arrière qui s'est traduit par le limogeage, après les manifestations étudiantes de décembre 86, de Hu Yaobang, secrétaire général du PC qui jouait un rôle central dans le mouvement d'« émancipation de la pensée » montrent la difficulté pour un régime communiste de se transformer.

3303. CHOU, David S. – « Peking's political reforms and their impact on East Asian security ». *Issues and Studies* 23 (3), mars 87 : 42-58.

Les réformes politiques adoptées en Chine populaire ont rencontré de nombreuses résistances et on ne peut se prononcer sur leur échec ou leur réussite à venir. La réorientation simultanée de la politique étrangère dans les années 70 a contribué à stabiliser la situation régionale. Mais si les réformes aboutissent et si la Chine accède au rang de grande puissance, elle menacera la stabilité politique en Asie du Sud-Est.

3304. FOUQUOIRE, Elisabeth – « L'armée chinoise : une nouvelle gestion des ressources humaines » ; Chine : la réorganisation du système de

défense ». *Défense nationale* 43, avr. et mai 87 : 105-114 et 133-141 ; tabl., graph.

La modernisation de l'APL chinoise (armée populaire de libération) est l'une des propriétés du gouvernement. Elle passe nécessairement par une réfonte de l'ensemble du « système d'hommes » : adoption de la conscription et réduction des effectifs. Par ailleurs, des mesures importantes ont été prises pour améliorer la formation et l'entraînement des militaires. La Chine a, parallèlement, procédé à une refonte du système militaire par l'application d'une vaste réforme institutionnelle et structurelle. Celle-là s'intègre parfaitement bien dans l'ensemble de la politique réformiste chinoise.

3305. GARDNER, John – « China under Deng ». *Conflict Studies* (197), mars 87 : 1-26.

Depuis qu'il a pris le pouvoir en Chine, en 1978, Deng Xiaoping a poursuivi une politique de réformes dans tous les domaines, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur. Mais la résistance des forces conservatrices ne doit pas être sous-estimée, pas plus que les manifestations des étudiants qui demandent davantage de liberté et de respect des droits de l'homme.

3306. LEUNG, Kwan-Kwok – « The division of labor between the party and the state in post-Mao China ». *Issues and Studies* 23 (3) mars 87 : 59-76 ; tabl.

La constitution chinoise distingue le rôle de l'Etat de celui du parti communiste dans la vie politique. Mais dans la réalité, il n'existe pas de séparation nette entre Etat et parti, et les organes étatiques semblent être des instruments subordonnés aux décisions du PCC.

3307. SQUIRES MEANEY, Constance – « Is the Soviet present China's future ? » *World Politics* 39 (2), janv. 87 : 203-230.

Certains soutiennent que la Chine entre dans une phase comparable à la période post-stalinienne de l'URSS qui a connu l'institutionnalisation d'un régime conservateur. Cependant, l'évolution propre de la Chine, la nature de l'opposition au pouvoir actuel et la faiblesse du rôle des élites montrent que, malgré des points communs entre la période post-Mao et la période post-Staline, les conditions qui ont présidé à l'évolution de l'URSS ne sont pas présentes en Chine.

Questions sociales

3308. DITTMER, Lowel – « Mao and the politics of revolutionary mortality ». *Asian Survey* 27 (3), mars 87 : 316-339.

L'ambiguité des attitudes vis-à-vis de la gérontocratie dans un pays où prévaut traditionnellement le respect de la vieillesse mais où la révolution apparaît comme une révolte de la jeunesse se retrouve dans la vie, les déclarations de Mao Zedong et dans le problème de son retrait de la vie politique, qui se pose à nouveau maintenant avec Deng Xiaoping.

3309. KAI, Ma – « Reform of mainland China's wage system : experiments and prospects ». *Issues and Studies* 23 (3) mars 87 : 91-110.

La Chine populaire a adopté des réformes du système de distribution des revenus afin d'introduire des stimulants matériels dans le cadre des réformes économiques. Les mécanismes expérimentés n'ont pas produit tous les effets attendus et ont même causé certains torts à l'économie nationale.

3310. THIREAU, Isabelle – « Pouvoir de l'Etat, puissance des traditions. L'évolution du mariage paysan en Chine de 1949 à 1982 ». *Archives européennes de sociologie* 27 (2), 1986 : 260-293.

Le mariage paysan en Chine a évolué de 1949 à 1982 en fonction de la politique de l'Etat. Les réformes économiques et sociales initiées après la révolution n'avaient pas entraîné de transformation profonde du mariage. Ensuite, la lutte menée contre les traditions donna naissance à des phénomènes d'éclipse et de substitution. Enfin, l'assouplissement des contraintes s'accompagna d'un regain des pratiques traditionnelles.

Economie et finances

3311. DORIAN, James P. ; CLARK, Allen L. – « China's energy resources : potential supply, problems and implications ». *Energy Policy* 15 (1), fév. 87 : 73-90 ; tabl., graph.

La Chine doit fortement augmenter sa production énergétique d'ici l'an 2000, si elle veut atteindre ses objectifs de modernisation et de croissance. Un recensement des ressources a montré que dans beaucoup de provinces de fortes réserves de pétrole, gaz naturel, charbon et uranium existaient.

3312. KUO-CH'IANG, Hsing – « One country, two systems : theory and practice ». *Issues and Studies* 23 (3), mars 87 : 77-90.

L'accord conclu entre la Chine populaire et la Grande-Bretagne à propos de l'avenir de Hong Kong dispose que cette enclave gardera après 1997 ses structures capitalistes. Ainsi, la Chine sera constituée de deux systèmes politico-économiques différents qui pourraient servir de cadre à une intégration de Taïwan à la RPC.

3313. TEKLING CHWANG ; THURSTON, Richard L. – « Technology takes command : the policy of the People's Republic of China with respect to technology transfer and protection of intellectual property ». *The International Lawyer* 21 (1), hiv. 87 : 129-167.

Au début de l'année, la Chine s'engageait à promulguer 162 textes réglementaires ou législatifs sur les transferts de technologie et l'implantation d'entreprises étrangères. En novembre 1986, quinze textes seulement étaient en application. Cette lenteur témoigne des difficultés à bouleverser des habitudes centenaires, mais ne doit pas occulter la volonté bien réelle de la Chine de faire de la technologie, le pilier de sa modernisation.

3314. VERNON-WORTZEL, Heidi ; WORTZEL, Laurence H. – « The emergence of free market retailing in the People's Republic of China : promises and consequences ». *California Management Review* 29 (3), print. 87 : 59-79 ; tabl. ; bibliogr.

L'introduction des mécanismes de marché dans les ventes au détail en Chine a ouvert de nouvelles perspectives au développment économique du pays. Mais le succès n'est pas acquis pour autant. Tout dépend en fait de la manière dont la transition avec l'ancien système sera négociée dans les années à venir.

Dominicaine (Rép.)

Voir aussi : n° 3193

3315. COUTTS, K.J. et al. – « Programmes de stabilisation et politiques d'ajustement structurel en République dominicaine ». *Travail et société* 11 (3), sept. 86 : 387-406 ; tabl., graph.

La République dominicaine a réalisé la stabilité financière pour le moment, non sans qu'il lui en coûte énormément. Mais ses problèmes structurels à long terme demeurent et le fardeau de sa dette sera lourd pendant la prochaine décennie.

3316. DILLA, Haroldo – « República dominicana : el penoso derrotero de la democracia ». *Cuadernos de nuestra América* 3 (5), juin 86 : 46-74 ; résumé en français.

Analyse de l'évolution politique du pays depuis les élections de 1978 jusqu'à celles de 1986, période marquée par l'échec du projet social-démocrate d'ouverture démocratique.

3317. ESPINAL, Rosario – « Labor, politics and industrialization in the Dominican Republic ». *Economic and Industrial Democracy* 8 (2), mai 87 : 183-212 ; tabl. ; bibliogr.

La classe ouvrière dominicaine a toujours un rôle secondaire malgré l'industrialisation rapide du pays et l'installation d'un gouvernement démocratique en 1978. Depuis cette date, la République dominicaine s'est démocratisée considérablement sans que le monde ouvrier en profite ; le ministre du travail lui en a pourtant souvent donné l'occasion.

Espagne

Voir aussi : n° 3608

3318. « La corona en la historia constitucional española ». *Revista de estudios políticos* (55), mars 87 : 434 p.

Numéro spécial : le régime monarchique dans le droit constitutionnel espagnol (1810-1978). Voir notamment : SANCHEZ AGESTA, L. : « Los perfiles históricos de la monarquia constitucional » ; SECO SERRANO, C. : « Relaciones entre la corona y el ejército » ; SOLOZABAL ECHAVARRIA, J.J. : « Sanción y promulgación de la ley en la monarquia parlamentaria ».

3319. BOZZI, Jacques – « L'Espagne face au défi européen ». *Reflets et perspectives de la vie économique* 26 (1), févr. 87 : 27-38 ; tabl.

Malgré une situation économique encore préoccupante en 1986, la dynamique de renforcement du potentiel productif espagnol semble bien enclenchée, depuis l'adhésion du pays à la CEE. Du point de vue européen quelques difficultés sont apparues avec les Etats-Unis au sujet des céréales, mais le plan économique doit-il passer avant l'identité culturelle qui se trouve nettement enrichie ?

3320. FERNER, Anthony – « Industrial relations and the meso-politics of the public enterprise : the transmission of state objectives in the Spanish National Railways ». *British Journal of Industrial Relations* 25 (1), mars 87 : 49-75 ; bibliogr.

L'étude des conventions collectives et des relations industrielles au sein de la compagnie nationale des chemins de fer en Espagne montre que les réponses du gouvernement à la crise économique ont été conditionnées par le processus de transition démocratique. Le projet adopté en ce qui concerne la compagnie des chemins de fer a renforcé le contrôle public.

3321. SALGADO ALBA, Jesus – « Perspective espagnole sur la coopération européenne en matière de sécurité ». *Arès* (2), 1986 : 23-34.

La position du gouvernement espagnol sur la défense s'articule autour de quatre secteurs : les relations avec l'OTAN, avec les Etats-Unis, avec l'Europe et avec les Nations Unies en matière de désarmement et de non-nucléarisation. Elle tend à intensifier l'ouverture de l'Espagne vers l'Europe.

Etats-Unis

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3548

3322. BACHMAN, Jerald G. et al. – « Self-selection, socialization and distinctive military values : attitudes of high schools seniors ». *Armed Forces and Society* 13 (2), hiv. 87 : 169-187 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le personnel militaire est caractérisé par un système de valeurs militariste, distinct de celui des civils. Une étude statistique révèle que c'est plus le mode de recrutement que la formation subséquente qui est à l'origine de l'existence de cet état d'esprit.

3323. BURDEN, Garey C. ; GAYNOR, Patricia – « The national behavior theory of voting participation : evidence from the 1970 and 1982 elections ». *Public Choice* 53 (3), 1987 : 231-242 ; tabl. ; bibliogr.

Les données des élections au Congrès de 1970 et 1982 confirment la thèse du comportement rationnel de l'électeur : la participation électorale est une décision rationnelle fondée sur la comparaison subjective des coûts et des bénéfices marginaux.

3324. CALVEZ, Jean-Yves – « Débat sur la justice économique (à propos de la lettre des évêques) ». *Projet* (205), juin 87 : 93-102.

Les évêques catholiques des Etats-Unis ont publié une lettre pastorale sur l'économie dans laquelle ils soulignent la nécessité de la « démocratie économique » qui ferait justice aux pauvres et aux opprimés. Les réactions à cette lettre ont été diverses : un théologien juif approuve alors qu'un représentant du protes-

tantisme critique l'accent mis sur l'aspect moral. Les économistes sont modérément critiques alors que M. Friedman est d'accord sur les objectifs, mais non sur les moyens et sur les « droits économiques ».

3325. CARFINKLE, Adam M. – « The passions of the nuclear freeze movement ». *Crossroads* 21, 1987 : 83-108.

Le rôle des institutions religieuses dans le mouvement anti-militariste américain jette une lumière significative sur les divergences entre deux paradigmes contradictoires dans le discours politique occidental, celui de la religion et du pacifisme d'un côté et celui de la raison d'Etat de l'autre. Les mouvements anti-militaristes se sentent souvent engagés, paradoxalement, dans une sorte de « guerre sacrée », assez irréaliste et irritante pour les responsables de la défense, mais leur absence serait en fait plus préoccupante que ne l'est leur présence.

3326. CLARK, Terry Nichols – « The dynamics of political culture : liberalism, radicalism, and new fiscal populism ». *The Tocqueville Review* 7, 1986 : 179-190 ; tabl.

Etude du radicalisme aux Etats-Unis partant de deux interprétations présentées par S.M. Lipset : la nouvelle gauche et le sectarisme. L'individualisme et la tolérance sociale sont soutenues ou confrontés par différentes cultures politiques. Trois d'entre elles se développent : le libéralisme qui est le mouvement dominant, le radicalisme des Noirs et des étudiants et le nouveau populisme fiscal qui est un nouveau centre.

3327. CLAWSON, Patrick – « Why we need more but better coverage of terrorism ». *Orbis* 30 (4), hiv. 87 : 701-710.

Les medias ne devraient pas être considérés comme des ennemis potentiels dans la lutte contre le terrorisme mais comme des alliés possibles. Les pouvoirs publics devraient s'attacher à développer des relations de travail avec la presse afin de promouvoir un journalisme responsable dans le traitement du terrorisme.

3328. FASCELL, Dante B. – « Congress and arms control ». *Foreign Affairs* 65 (4), print. 87 : 730-749.

Plus que jamais, l'avenir du contrôle des armements dépendra de la capacité du président Reagan et du Congrès à parvenir à un consensus sur ce point. Alors que le Congrès suit une ligne cohérente et responsable fondée sur des principes fermes, le gouvernement cherche à le museler, présentant comme une attaque contre la défense nationale les cinq amendements sur l'arms control à l'autorisation de crédits pour 1987 du Ministère de la défense, approuvés par la Chambre des représentants.

3329. FRYE, Hardy T. – « Jesse Jackson and the rainbow : conflict, the Democratic Party and the Black community ». *Socialist Review* 17 (2), avr. 87 : 55-80.

La candidature aux présidentielles de 1984 du révérend noir Jesse Jackson a constitué un phénomène politique important et pourrait se répéter en 1988 dans des conditions similaires. La tentative de Jackson de construire une coalition « arc-en-ciel » de forces progressistes, mobilisant autour des Noirs les éléments d'avant-garde des Blancs et des Hispaniques, a contribué à politiser l'électorat noir et à poser le problème des rapports inter-ethniques dans une société demeurée oppressive et discriminatoire.

3330. GANNON, Thomas M. – « Le néo-conservatisme ». *Projet* (205), juin 87 : 81-91.

Après l'euphorie des années 1945-1975 suivie d'une rupture du consensus politique et économique qui s'était forgé dans la société américaine, l'arrivée de Reagan au pouvoir représente une victoire des forces conservatrices qui veulent changer l'orientation de la politique, de la culture et de la société. Ce nouveau conservatisme rejette les tendances sécularisantes et permissives. Il se tourne vers le passé à la recherche d'un cadre organique qui puisse contrôler la montée de l'individualisme.

3331. KEELER, John T.S. – « Lettre des Etats-Unis : le novembre noir du gouvernement Reagan ». *Pouvoirs* (41), 1987 : 173-183 ; tabl.

La majorité sénatoriale obtenue par les démocrates et la découverte du scandale de l'Irangate ont brisé les rêves de « canonisation » de Ronald Reagan et influeront de manière décisive sur le choix du prochain occupant de la Maison Blanche.

3332. LEPINASSE, Pierre – « Les PACS ». *Revue française d'études américaines* (32), avr. 87 : 297-308 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les groupes d'intérêts américains, les PACS, professionnels ou idéologiques, d'origine syndicale ou professionnelle, ont été légitimés dans la vie politique américaine. Ils sont devenus très puissants en raison des moyens de propagande modernes qu'ils peuvent acquérir. Mais ils sont soumis à un certain contrôle.

3333. LIPSET, Seymour Martin – « Beyond 1984 : the future of American politics ». *The Tocqueville Review* 7, 1986 : 159-178 ; tabl.

Prise sur une longue période, la politique américaine semble suivre des cycles d'évolution. Mais la politique n'étant pas indépendante, ses changements sont déterminés par le développement d'autres domaines comme l'économie et les affaires internationales. Le cycle habituellement observé redonne, au cours du deuxième mandat présidentiel, vigueur au Congrès et réussite au parti qui n'est pas au pouvoir.

3334. SALKIN, Yves – « La ceinture hispanique des Etats-Unis ». *Défense nationale* 43, juin 87 : 91-103 ; tabl., carte.

La communauté hispanique aux Etats-Unis est la seconde en importance, après la communauté noire. Elle est constituée de Chicanos, de Cubains, de Portoricains et de Centre-Américains. Les Etats-Unis se sentent menacés par trois problèmes : la menace démographique (l'immigration ne cesse de croître), le danger politique (problème des réfugiés) et la ceinture hispanique (Mexique plus Latinos) qui risque d'enfler et d'étouffer le pays.

3335. SHAPIRO, Steven R. – « Ideological exclusions : closing the border to political dissidents ». *Harvard Law Review* 100 (4), fév. 87 : 930-943.

La liberté d'expression aux Etats-Unis est garantie par le Premier amendement à la Constitution. Toutefois, le gouvernement peut refuser légalement (loi de 1952) des visas d'entrée aux étrangers. De plus, une liste de noms d'indésirables existe. La plupart des refus sont plus symboliques que politiques. Cependant le rôle croissant de la Cour Suprême, des tribunaux et même du Congrès tend à freiner les exclusions idéologiques, tandis que le gouvernement se réfère souvent aux nécessités de la politique étrangère.

3336. STERN, Marc D. – « Freedom of religion and the United States Constitution ». *Patterns of Prejudice* 21 (1), print. 87 : 15-30.

L'émergence d'un fondamentalisme chrétien aux Etats-Unis menace la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Les partisans et les opposants à l'accroissement du rôle du christianisme dans la vie publique en appellent à la Cour Suprême. Cependant, celle-ci doit tenir compte du principe de l'égalité des religions inscrite dans la Constitution.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 3387, 3395, 3500, 3619, 3651, 3652

3337. « The course of events in the Pacific basin ». *Naval War College Review* 40 (1), hiv. 87 : 8-68.

Suite d'articles consacrés aux questions touchant à la sécurité des Etats-Unis dans le bassin du Pacifique : l'intérêt géo-stratégique de la région ; la stratégie maritime américaine ; les rapports entre grandes puissances.

3338. ARNOLD, Gary L. – « IMET in Latin America ». *Military Review* 67 (2), fév. 87 : 30-41 ; tabl.

Le programme américain « International Military Education and Training » (IMET) a eu et a toujours des conséquences positives pour les intérêts des Etats-Unis en assurant aux militaires de divers pays un entraînement technique et des contacts personnels utiles. Le rôle de l'IMET est particulièrement important en Amérique latine où il contribue au maintien et à l'élargissement de l'influence des Etats-Unis.

3339. BABURKIN, S.A. – « Evolûciâ Kolumbijsko-amerikanskih otnošenij » (L'évolution des relations américano-colombiennes). *Latinskaâ Amerika* (3), mars 87 : 19-29.

Sous le président Betancur, la Colombie a indéniablement pris ses distances à l'égard de la politique des Etats-Unis, renforçant par là même sa souveraineté et son poids dans les relations internationales. Les élections d'août 1986 ont réveillé les espoirs des partisans d'une coopération étroite avec les Etats-Unis. Celle-ci ne sont pas encore concrétisées.

3340. BRANDS, Henry W. Jr. – « Redefining the cold war : American policy toward Yugoslavia, 1948-60 ». *Diplomatic History* 11 (1), hiv. 87 : 41-53.

La politique des Etats-Unis envers la Yougoslavie, depuis la rupture entre Tito et Staline en 1948 et jusqu'en 1960, date à laquelle Tito a renoncé à l'aide militaire américaine, a été celle de bienveillance, d'abord, de fourniture d'une importante aide économique, ensuite, et d'une aide militaire, enfin. En aidant un régime communiste à se maintenir au pouvoir, les Etats-Unis ont voulu profiter, en pleine « guerre froide », d'une faille dans le bloc soviétique.

3341. COLARD, Daniel – « Les sommets et le dialogue stratégique soviéto-américain ». *Défense nationale* 43, mai 87 : 53-67.

Un panorama des sommets entre les supergrands depuis une vingtaine d'années prouve qu'ils ont tendance à se multiplier, et cela pour influencer les opinions publiques nationales. Cependant, depuis le sommet de Reykjavik, les Européens sont pris de vertige devant leur incapacité à parler en leur nom : la construction diplomatique des Douze, puis une adaptation de l'OTAN pourraient relever le défi de l'option zéro par Gorbatchev.

3342. CRISTOBAL, Adrian E. ; GREGOR, James A. – « The Philippines and the United States : a short history of the security connection ». *Comparative Strategy* 6 (1), 1987 : 61-89.

Les Philippines sont entrés dans le système de sécurité américain en 1898. Cependant, les Etats-Unis se sont dans un premier temps montrés relativement indifférents au sort de l'île. Aujourd'hui, l'alliance américaine est remise en cause par de nombreux philippins. L'avenir des relations politiques bilatérales dépend cependant de l'attitude américaine.

3343. HORNER, Daniel ; LEVENTHAL, Paul – « The US-China nuclear agreement : a failure of executive policy making and congressional oversight ». *The Fletcher Forum* 11 (1), hiv. 87 : 105-122.

L'accord de coopération nucléaire conclu entre les Etats-Unis et la Chine en 1985 révèle les ambiguïtés de la position américaine en faveur de la non-prolifération. Le pouvoir exécutif a permis à la Chine de déroger au principe de la non-prolifération. Cette décision n'a pas été contrée par le Congrès.

3344. HULETT, Louisa S. – « Deterrence and the search for assured survival ». *Crossroads* (21), 1987 : 5-30.

Les conceptions de Reagan en matière de stratégie nucléaire ont soulevé des critiques chez les faucons comme chez les colombes, mais elles ont aussi trouvé des partisans dans tous les camps. L'orientation de la « destruction mutuellement assurée » vers les réponses flexibles aux menaces soviétiques ou le perfectionnement de la capacité de défense face à l'ennemi soulèvent en effet de nombreuses questions complexes pour les analystes des problèmes stratégiques.

3345. KRISTOL, Irving – « American foreign policy : a neoconservative view ». *The Jerusalem Journal of International Relations* 9 (1), mars 87 : 68-84.

Le champ d'études des relations internationales se fonde sur une problématique du 19e siècle considérant les nations comme des acteurs rationnels en concurrence pour maximiser leurs intérêts. Quant à l'approche néo-conservatrice, elle tient pour donnée essentielle de la politique internationale la bipolarisation due à la rivalité idéologique entre les Etats-Unis et l'Union soviétique.

3346. ROUIT, Sam B. – « Arms control objectives of the Reagan administration ». *The Fletcher Forum* 11 (1), hiv. 87 : 123-145.

Les propositions faites par le président Reagan en matière de contrôle des armements sont bien plus ambitieuses que celles de ces prédécesseurs. Cependant, Reagan et son équipe avant leur accession au pouvoir s'étaient clairement prononcés pour une diminution du rôle des négociations stratégiques. Cette apparente

contradiction peut s'expliquer par la modification de la signification de ces négociations.

3347. RUDNEY, R. – « La grande sœur : les Etats-Unis et la politique de consultation au sein de l'OTAN ». *Arès* [2], 1986 : 69-88.

Grâce au mécanisme de consultation, les Etats-Unis, « la grande sœur », parviennent à maintenir leur emprise sur les pays européens alors que les structures transatlantiques ne correspondent plus aux réalités politiques, économiques et militaires.

3348. SHARP, Jane M.O. – « After Reykjavik : arms control and the allies ». *International Affairs* 63 (2), print. 87 : 239-257 ; tabl.

Compte tenu de l'inquiétude qui règne dans les pays de l'OTAN depuis 1986, des réactions négatives au sommet de Reykjavik étaient attendues. La France, la RFA et le Royaume-Uni ont mis l'accent sur l'absence de consultation avant le sommet et sur le potentiel destabilisant des propositions de Reagan. Les Etats-Unis se retrouvent ainsi face à un dilemme persistant : comment conduire leur politique de défense avec l'URSS sans négliger les intérêts de leurs alliés au sein de l'OTAN.

3349. STOLER, Robert S. – « The mission concept and the role of ideology in American foreign policy : a historical assessment ». *The Jerusalem Journal of International Relations* 9 (1), mars 87 : 45-67 ; bibliogr.

La croyance selon laquelle les Etats-Unis d'Amérique seraient investis de la mission divine de transformer le monde est une constante de l'idéologie de cette nation depuis sa création. Cette dimension messianique qui est une élément clé de la politique extérieure américaine et qui a servi parfois à légitimer des attitudes agressives, reflète la manière dont l'Amérique perçoit à la fois ses propres valeurs et sa place dans le monde.

Vie culturelle et scientifique

Voir aussi : n° 3482, 3508

3350. « Black philosophers in the United States ». *Social Science Information* 26 (1), 1987 : 55-127 ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés aux spécificités des philosophes noirs aux Etats-Unis.

3351. « Foreign language instruction : a national agenda ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (490), mars 87 : 8-210.

Numéro spécial consacré à l'enseignement des langues étrangères, aux nouvelles méthodes pédagogiques, à l'urgence d'un plan national de développement de cet enseignement.

3352. « Reforming teacher education : a symposium on the Holmes Group report ». *Teachers College Record* 88 (3), print. 87 : 311-482.

Numéro spécial consacré aux propositions de réforme de la formation des enseignants contenues dans le rapport du groupe Holmes (constitué de doyens d'universités de 50 Etats), publié en 1986.

3353. La télévision par câble

a. HAZLETT, Thomas W. – « The policy of exclusive franchising in cable television ». *Journal of Broadcasting and Electronic Media* 31 (1), hiv. 87 : 1-20 ; bibliogr.
Malgré les lents efforts du gouvernement fédéral pour déréguler les systèmes de télévision par câble aux Etats-Unis, les communes accordent souvent une franchise de type monopolistique. Cette pratique est une violation du premier amendement à la Constitution. Combattue par les juristes, elle est ressentie comme efficace et nécessaire par les pouvoirs locaux. Cette réaction s'explique par des considérations politiques, économiques et sociales.

b. HOLLINRAKE, John D. Jr. – « Cable television : public access and the first amendment ». *Communication and the Law* 9 (1), fév. 87 : 3-40.
Le Congrès a adopté en 1984 une loi permettant aux autorités locales d'ouvrir les télévisions câblées à l'accès du public et du gouvernement. Cette loi qui créera un véritable marché des idées n'empiète pas trop sur les droits accordés par le premier amendement aux opérateurs des télévisions câblées.

3354. FIORENTINE, Robert – « Men, women, and the premed persistence gap : a normative alternatives approach ». *American Journal of Sociology* 92 (5), mars 87 : 1118-1139 ; tabl. ; bibliogr.

Alors que la proportion d'étudiants et d'étudiantes est équivalente à l'entrée des facultés de médecine aux Etats-Unis, le nombre d'étudiants de sexe masculin est deux fois plus élevé au seuil du cycle supérieur de médecine. Cette différence s'explique moins par des mécanismes discriminatoires que par le fait que l'homme a une seule possibilité de réussite, la réussite professionnelle, alors que la femme peut aussi se réaliser en tant que femme au foyer et mère de famille.

3355. GUTWIRTH, Jacques – « L'Eglise électronique américaine ». *Etudes* 366 (6), juin 87 : 823-833.

Les émissions religieuses télévisées animées par des prédicateurs évangélistes connaissent un essor prodigieux aux Etats-Unis. A la fois religion, politique et business, l'Eglise électronique est un bon reflet du système social, économique, culturel et religieux américain. Son message est simple, financièrement rentable et idéologiquement réactionnaire.

3356. MEREDITH, Jack R. – « The strategic advantages of the factory of the future ». *California Management Review* 29 (3), print. 87 : 27-71 ; tabl. ; bibliogr.

L'automatisation suscite généralement une certaine réticence chez les industriels américains. Lorsqu'elles ont été appliquées, ces technologies ont néanmoins induit des avantages évidents, notamment en matière de compétitivité. Ces nouvelles techniques réduiront dans l'avenir la taille des unités de production industrielle.

3357. SCHULTZ-BROOKS, Teri – « American press coverage of President François Mitterrand ». *Gazette* 39 (2), 1987, 103-122.

La couverture par la presse américaine de la présidence Mitterrand a impliqué une compréhension de la spécificité de la politique et des mentalités françaises. Jusqu'en 1983, la presse n'a pas perçu la réalité française, présentant les faits de manière négative et oubliant une mise en perspective historique. Le retournement de 1983 a confirmé un manque d'équilibre entre les faits et les opinions des journalistes.

Questions sociales

Voir aussi : n° 3281

3358. Le problème racial

a. BODY-GENDROT, Sophie – « Retour des minorités ». *Projet* (205), juin 87 : 103-112.
Les incidents raciaux ont triplé en 5 ans dans l'ensemble des Etats-Unis et touchent toutes les minorités malgré les progrès socio-économiques dont elles bénéficient. Ceux-ci sont frustrants pour la petite bourgeoisie et les tensions actuelles constituent un avertissement. Trois facteurs favorisent les conflits : compétition, degré élevé d'ethnocentrisme, inégalités renforcées. Le problème de l'immigration accentue ce phénomène.

b. PRAGER, Jeffrey – « American political culture and the shifting meaning of race ». *Ethnic and Racial Studies* 10 (1), janv. 87 : 62-81.
Le problème racial n'occupe qu'une place très marginale dans la vie politique américaine contemporaine. Cependant, ce silence n'est pas sans signification puisque les questions raciales ont forgé l'évolution de la société. Celle-ci s'est aujourd'hui accommodée des inégalités raciales, ce qui contredit l'esprit démocratique.

3359. BORUM, Joan et al. – « Collective bargaining in 1987 : local, regional issues to set tone ». *Monthly Labor Review* 110 (1), janv. 87 : 23-36 ; tabl.

Aux Etats-Unis, 3,1 millions de salariés sont couverts par des négociations collectives. Le renouvellement aura lieu en 1987. Les négociations interviendront principalement dans l'administration fédérale et locale, et dans les secteurs du commerce et de l'automobile.

3360. ECALLE, François – « Croissance de l'emploi dans les services : l'exemple américain ». *Futuribles* (110), mai 87 : 49-69 ; tabl., graph.

Analyse de la croissance du secteur tertiaire aux Etats-Unis dont le plus fort taux revient aux domaines qui requièrent une main-d'œuvre de haut niveau. Comparaison avec la France.

3361. MOFFITT, Robert – « Historical growth in participation in aid to families with dependent children : was there a structural shift ? » *Journal of Post Keynesian Economics* 9 (3), print. 87 : 347-363 ; tabl. ; bibliogr.

Au cours des années soixante et jusqu'au début de la décennie suivante, le nombre de bénéficiaires des aides à l'enfance est passée de 1,3 à 2,5 millions aux Etats-Unis. Cette croissance s'est par la suite stabilisée. L'évolution s'explique par l'intense développement de la participation sociale outre-atlantique. Des facteurs purement économiques sont en revanche peu explicatifs.

3362. STEINBERG, Richard – « Voluntary donations and public expenditures in a federalist system ». *The American Economic Review* 77 (1), mars 87 : 24-36 ; graph. ; bibliogr.

Selon la thèse du nouveau fédéralisme, les gouvernements locaux et les associations caritatives devaient augmenter leurs dépenses sociales en réponse aux réductions des dépenses fédérales. L'utilisation d'un modèle intégrant l'approche des biens publics et celle des biens privés montre qu'en général la compensation n'a été que partielle.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3481, 3640

3363. Les activités bancaires inter-Etats.

a. CALEM, Paul – « Interstate bank mergers and competition in banking ». *Business Review* fév. 87 : 3-14 ; tabl., carte.
Les activités bancaires inter-Etats se développent peu à peu aux Etats-Unis. Parallèlement, la législation doit s'adapter ; de nouveaux textes seront d'ailleurs en vigueur au cours des années 1987 et 1988. Les fusions de banques d'Etats différents deviennent une pratique courante dans certaines parties du pays. Le risque de la concentration devient donc plus menaçant.

b. SAVAGE, Donald T. – « Interstate banking developments ». *Federal Reserve Bulletin* 73 (2), fév. 87 : 79-92 ; tabl.
La législation fédérale demeure réticente devant les activités bancaires inter-Etats aux Etats-Unis. Les Etats s'emploient cependant à abaisser les obstacles au développement de ces activités ; c'est dans la région du Sud-Est qu'il est le plus intense. La catégorie des petites banques ne doit néanmoins pas disparaître à long terme.

3364. ANDERSON, Howard T. ; STIER, Edwin H. – « What you don't know can hurt you : the case for " special counsel " investigations ». *California Management Review* 29 (3), print. 87 : 77-98 ; bibliogr.

Aux Etats-Unis, le recours des entreprises à des sociétés spécialisées dans l'évaluation et le conseil aux entreprises a parfois entraîné quelques incidents. Une telle pratique présente néanmoins d'importants avantages pour l'entreprise elle-même et pour le public. Ce succès dépend des circonstances dans lesquelles l'investigation est menée.

3365. BRUNELLE, Dorval – « Le conservatisme et l'Etat sous Reagan ». *Interventions économiques* (17), hiv. 87 : 89-98.

Le « reaganisme » marque pour les conservateurs américains la fin des prétentions de l'Etat-providence qui, de Kennedy à Carter, avait voulu substituer à la responsabilité individuelle, au marché et à Dieu la vision d'un monde dirigé, socialisé et laïc. Les ravages du « reaganisme » sur le plan social sont déjà énormes, mais le plus inquiétant c'est que l'individualisme pourrait rester longtemps.

3366. COHEN, Stephen S. ; ZYSMAN, John – « Why manufacturing matters : the myth of the post-industrial economy ». *California Management Review* 29 (3), print. 87 : 9-26 ; bibliogr.

Pour certains, la version américaine de l'économie post-industrielle serait une économie de services. En fait, l'indusdrie demeure la clé essentielle pour la bonne santé de l'économie. Une réorientation complète vers les services aurait des conséquences dramatiques pour l'économie en général et la main d'œuvre en particulier.

3367. CYPHER, James M. – « Military spending, technical change, and economic growth : a disguised form of industrial policy ? » *Journal of Economic Issues* 21 (1), mars 87 : 33-59 ; graph.

Le militarisme joue un rôle important et croissant dans le fonctionnement de l'économie des Etats-Unis qui entre dans une nouvelle étape du capitalisme monopoliste d'Etat après l'échec des recettes keynésiennes. L'Initiative de défense stratégique en constitue la dernière illustration, mais il ne faut pas voir dans cette tendance autre chose qu'une tentative de dépasser les contradictions de l'économie contemporaine capitaliste, et non une sorte de politique industrielle.

3368. GARDNER, Bruce L. – « Causes of US farm commodity programs ». *Journal of Political Economy* 95 (2), avr. 87 : 290-310 ; tabl. ; bibliogr.

L'intervention du gouvernement américain sur les marchés subit à la fois la pression des coûts supportés par les producteurs et la pression des coûts sociaux. L'interventionnisme américain est plus efficace lorsqu'il contrôle les surfaces cultivées que lorsqu'il pose des contraintes de production.

3369. HORWITCH, Mel – « Grands programmes : l'expérience américaine ». *Revue française de gestion* (62), mai 87 : 54-69 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'exceptionnelle réussite du programme Apollo dans les années 1960 a marqué l'apogée des grands projets aux Etats-Unis. Par la suite, les Américains ont rencontré des difficultés croissantes pour diriger avec succès ce type d'entreprise au fur et à mesure que l'environnement s'est modifié. Les nouveaux modes de coopération pluri-organisationnels apparus ces dernières années laissent espérer toutefois une amélioration de la situation.

3370. HUBER, Peter – « Electricity and the environment : in search of regulatory authority ». *Harvard Law Review* 100 (5), mars 87 : 1002-1065 ; tabl.

La réglementation du marché américain de l'électricité s'inscrit dans une double contrainte : satisfaire la demande du public tout en respectant ses préoccupations pour la protection de l'environnement et de la santé. L'éparpillement des structures de contrôle fédéral empêche le premier objectif d'être réellement atteint. Une réforme de l'administration fédérale devrait décloisonner ses structures et renforcer leur autorité.

3371. MORAN, Michael – « An output of corporation : the franchise state on Wall Street ». *Government and Opposition* 28 (2), été 87 : 206-223.

Le marché boursier new-yorkais est auto-régulé par les agents de change. Ce sursaut corporatiste est né au lendemain de la crise de 29 et visait à battre en brèche la régulation par les pouvoirs publics (loi de 1934 sur les opérations boursières et loi Maloney de 1938). Néanmoins les privilèges de cette corporation sont aujourd'hui menacés par la réorganisation des marchés financiers, liée au développement technologique et à la concurrence économique.

3372. PERRAULT, Jean-Louis – « Heurs et malheurs de la domination d'ATT sur les services téléphoniques ». *Revue d'économie industrielle* (39), 1er trim. 87 : 155-169 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Les services des télécommunications, dominés par ATT, sont soumis à une modification constante de leur cadre réglementaire depuis les années 1960. Les nouvelles dispositions prises par la Federa Communications Commission, en 1982, loin de correspondre à l'abandon d'un cadre réglementaire, semblent plus conformes à l'état actuel du développement technologique.

3373. RIVLIN, Alice M. – « Economics and the political process ». *The American Economic Review* 77 (1), mars 87 : 1-10 ; bibliogr.

La politique économique américaine des dix dernières années était confuse, embrouillée et frustrante. Elle est le résultat de la mauvaise communication entre les économistes et les politiques, et de la fragmentation et de la complexité de son processus d'élaboration. Pour améliorer la situation, les économistes devraient faire ressortir les thèses sur lesquelles ils s'entendent, améliorer la culture économique du public, des médias et de la classe politique, et prendre conscience de leurs biais idéologiques.

3374. SILFEN GLASBERG, Davita – « The ties that bind ? Case studies in significance of corporate board interlocks with financial institutions ». *Sociological Perspectives* 30 (1), janv. 87 : 19-48 ; tabl.

Les statistiques révèlent que les institutions financières ont un pouvoir important sur les conseils d'administration des entreprises. Cependant, ce pouvoir prend l'apparence d'une influence diffuse sur les milieux non-bancaires par l'intermédiaire des flux financiers.

3375. SIX, Jean-Michel – « La fin des années Volker ». *Revue d'économie politique* 97 (2), avr. 87 : 213-225 ; graph. ; bibliogr.

L'évolution de la politique du Fed américain depuis 1979 est le résultat non seulement d'une volonté d'améliorer l'efficacité de la politique monétaire, mais surtout d'une prise en compte pragmatique d'un certain nombre de contraintes. P. Volcker à favorisé en 1986 la baisse du dollar mais n'arrive pas à améliorer la compétitivité de l'économie américaine.

3376. SMOLENSKY, Eugene et al. – « An application of a dynamic cost-of-living index to the evaluation of changes in social welfare ». *Journal of Post Keynesian Economics* 9 (3), print. 87 : 364-380 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La plupart des Américains estiment que leur niveau de vie se dégrade alors que leurs revenus réels croissent régulièrement. Ce décalage a des raisons psychologiques : la très forte demande de logement dans les années soixante ne peut s'expliquer uniquement par l'amélioration des conditions économiques chez les Américains, la hausse du revenu réel ne correspond pas à la perception d'une satisfaction ; seules les envolées capricieuses de la demande reflètent cette satisfaction.

3377. VOLKMAN, Nancy J. – « Vanishing lands in the USA. The use of agricultural districts as a method to preserve farm land ». *Land Use Policy* 4 (1), janv. 87 : 14-30 ; tabl., graph.

L'abondance de terres fertiles aptes à la production agricole semblait illimitée aux Etats-Unis, mais on s'est rendu compte, au cours des dernières années, qu'en fait la réduction des terres agricoles a pris des dimensions inquiétantes. Presque tous les Etats ont fini par prendre des mesures en vue de préserver leurs ressources, notamment à travers la création de « Districts agricoles » dans neuf Etats.

Relations économiques extérieures

3378. Le protectionnisme

a. KAEMPFER, William H. ; WILLETT, Thomas D. – « Why an import surcharge wouldn't help America's trade deficit ». *The World Economy* 10 (1), mars 87 : 27-37.
Du fait de son ampleur, le déficit commercial américain ressuscite des pratiques protectionnistes. Sa réduction devient une priorité. Mais en période de changes flexibles, l'érection de barrières douanières ne constitue pas la solution idéale pour réduire ce déficit.

b. LAWRENCE, Robert Z. ; LITAN, Robert E. – « Why protectionism doesn't pay ». *Harvard Business Review* (3), juin 87 : 60-67 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Avec un déficit comemrcial de 170 milliards, les Etats-Unis ont été amenés à réviser leurs positions libre-échangistes. A l'instar de leurs partenaires commerciaux, les Américains ont imposé des restrictions aux importations. Mais l'instauration de quotas favorise parfois plus les concurrents des Américains que leurs propres entreprises.

c. RAMSTAD, Yngve – « Free trade versus fair trade : import barriers as a problem of reasonable value ». *Journal of Economic Issues* 21 (1), mars 87 : 5-32.
La théorie économique dominante rejette catégoriquement le protectionnisme, mais il est devenu évident qu'une politique de libre-échange indiscriminée tend à entraîner des conséquences négatives pour le niveau de vie et l'emploi, même dans un pays comme les Etats-Unis. Il convient par conséquent de réhabiliter les idées d'un protectionnisme pragmatique tel qu'elles étaient préconisées il n'y a pas longtemps par John R. Commons, théoricien de la « valeur raisonnable » donnant lieu au concept de « fair trade » comme alternative réaliste du « free trade », c'est-à-dire d'un degré raisonnable de mesures protectionnistes en vue de protéger les intérêts nationaux bien compris.

3379. LAMSON, Cynthia ; VANDER ZWAAG, David – « Artic waters : needs and options for Canadian-American cooperation ». *Ocean Development and International Law* 18 (1), 1987 : 49-99 ; cartes.

De nombreux éléments militent en faveur d'une plus grande formalisation de la gestion commune par les Etats-Unis et le Canada de l'océan qui borde l'Actique. Ces deux pays dépendent en effet des ressources de l'océan et les courants maritimes assurent l'extension de la pollution d'un pays à l'autre.

3380. RUGMAN, Alan M. ; ANDERSON, Andrew – « U.S. – Canadian trade liberalization and adjustement mechanisms : a survey ». *The International Trade Journal* 1 (3), print. 87 : 219-250 ; bibliogr.

A l'heure où l'on parle de plus en plus de la libéralisation des échanges entre le Canada et les Etats-Unis, les économistes multiplient les modèles afin d'en apprécier les conséquences. Une conclusion générale s'impose : elle nécessitera des ajustements de part et d'autre.

France

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3357

3381. La décentralisation

a. BREUILLARD-POLLET, Michèle ; CLIQUENNOIS, Martine – « La région Nord-Pas-de-Calais, une collectivité territoriale avant la lettre ». *De Franse Nederlanden* 12, 1987 : 81-96 ; résumé en néerlandais.
Le mouvement de décentralisation de 1982 n'a pas apporté à la région Nord-Pas-de-Calais de changements fondamentaux quant à son activité. La transition de l'établissement public à la collectivité territoriale a été facilitée et accélérée par l'héritage historique.

b. GODT, Paul J. – « Decentralization in France : plus ça change... ? » *The Tocqueville Review* 7, 1986 : 191-203.
Introduite par les socialistes comme la « grande affaire du septennat », la décentralisation en France était pensée comme une restructuration profonde des relations centre-périphérie en accord avec un consensus antijacobin qui s'est développé depuis plus d'une décennie. Cette expérience a abouti à un ajustement des comportements des élites locales et un relâchement significatif des contraintes légales.

3382. Jacques Chirac

a. HABERT, Philippe – « Jacques Chirac à l'épreuve du pouvoir ». *Pouvoirs* (41), 1987 : 185-200 ; tabl.
L'évolution de la popularité de Jacques Chirac depuis septembre 1985 établit la primauté du facteur politique dans le jugement porté et dénote une régression, notamment face à Raymond Barre. Cette impression défavorable est cependant nuancée par une amélioration de son image personnelle.

b. SHIELDS, James G. – « Riding the political storm : Chirac winter of discontent ». *Contemporary Review* 250 (1455), avr. 87 : 169-174.
Pour J. Chirac, les difficultés ont commencé dès l'automne 1986, avec les activités terroristes arabes, les manifestations estudiantines, la démission de A. Devaquet, les grèves et une tension sociale pendant tout l'hiver. Ces épreuves ont entraîné une chute de sa popularité, ce qui pourrait avoir pour lui des conséquences néfastes lors des élections présidentielles.

3383. « Le président ». *Pouvoirs* (41), 1987 : 5-162.

Suite d'articles consacrés au président de la Ve République : l'alternance de 1981 a prouvé l'exceptionnelle permanence de son exercice du pouvoir ; celle de 1986 a mis en valeur le poids de la composition politique de l'Assemblée nationale sur celui-ci.

3384. BETHOUART, Bruno – « Le MRP dans le Nord-Pas-de-Calais ». *De Franse Nederlanden* 12, 1987 : 152-168 ; résumé en néerlandais.

Le Mouvement Républicain Populaire a enregistré un succès électoral éclatant à la Libération. Mais très vite, il a été victime des « pesanteurs historiques » et à dû pratiquer une politique défensive jusqu'à sa disparition.

3385. BOUNOURE, Gilles – « Louis Rougier et l'archéologie de la " nouvelle droite " ». *Les temps modernes* 42 (490), mai 87 : 144-169.

Fascisme « rationnel », élitisme savant, antisémitisme et anti-christianisme, scientisme inégalitaire, esthétisme convenu célébrant le qualitatif contre le quantitatif, caractérisent la doctrine de Louis Rougier (1889-1982), l'un des maîtres à penser des mouvements d'extrême-droite français et notamment du GRECE.

3386. ELGOZY, Georges – « Du marketing politique ». *Humanisme et entreprise* (162), avr. 87 : 29-45.

L'homme politique se vante et se vend comme tout autre produit ; aujourd'hui le marketing politique se développe rapidement et s'enseigne partout. Les techniciens du marketing élaborent les stratégies des candidats aux élections, qui doivent s'y adapter. Pour obtenir de bons résultats, les hommes politiques doivent multiplier les promesses et manier avec art le mensonge.

3387. HEFFER, Jean – « L'antiaméricanisme avait-il des bases économiques à l'époque gaullienne ? » *Revue française d'études américaines* (32), avr. 87 : 319-326 ; résumé en anglais.

Alors que les Etats-Unis étaient considérés comme la citadelle du système capitaliste, l'antiaméricanisme reposait beaucoup plus sur des bases culturelles qu'économiques. En outre la politique économique du Général de Gaulle n'était pas en fait antiaméricaine, elle cherchait seulement à protéger les intérêts de la France.

3388. LACOSTE-DUJARDIN, C. – « Opération " Oiseau bleu " 1956 ; géostratégie et ethnopolitique en montagne Kabyle ». *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* (41-42), 1986 : 167-193.

Cette opération mise en œuvre pendant la deuxième année de la guerre d'Algérie a consisté en une tentative de création d'une force anti-maquis à l'instigation des services secrets. Soldée par un cuisant échec, mieux, par un total retournement puisqu'elle approvisionna le FLN en armes et en hommes, elle est demeurée longtemps ignorée de l'opinion française.

3389. SCHNAPPER, Dominique – « L'opinion publique et les travailleurs immigrés ». *The Tocqueville Review* 7, 1986 : 251-266 ; tabl.

La montée de Le Pen dans les élections de 1984 et 1985 est-elle due à un vote ultra-antigouvernemental ou à une xénophobie croissante ? La lecture des sondages ne permet pas de trancher. Entre 1970 et 1985, la population française semble partagée entre des opinions diverses à l'égard des immigrés, sans que l'on puisse établir une évolution nette.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 3619

3390. La politique française au Moyen-Orient

a. « La politique française au Proche-Orient ? Hier et aujourd'hui ». *Esprit* 6, juin 87 : 54-80.
Table ronde avec Damien Beauchamp, Georges Corm, Jean Leca, Remy Leveau, Olivier Mongin, Olivier Roy, Ghassan Salamé.

b. LAMM, H. – « Cohabitation et politique étrangère : l'attitude de la France à l'égard du conflit du Proche-Orient. Réflexions prospectives : 1986-1988 ». *International Problems* 25 (3-4), hiv. 86 : 36-43.
La cohabitation en France ne va pas changer les orientations de la politique étrangère en général et au Proche-Orient en particulier. Le chef d'Etat et le chef du gouvernement, préoccupés par l'échéance de 1988, devront tenir compte des attentes des Français. Ils poursuivront ainsi la politique étrangère menée jusque-là, sans y apporter de changement particulier et en tenant compte des impératifs de la politique intérieure.

c. TENZER, Nicolas ; MAGNARD, Franck – « Le terrorisme et la politique de la France au Moyen Orient ». *Le débat* (45), sept. 87 : 90-101.
La politique étrangère de la France au Moyen Orient s'affirme comme une politique de présence, d'équilibre, d'amitié et enfin comme une « realpolitik ». Mais les récentes actions terroristes montrent que la France doit aussi envisager l'aspect idéologique du problème et analyser les moyens de riposte (négociation ou intervention militaire) à l'agression qu'elle subit. Le terrorisme devrait être

une occasion de poser les principes d'une politique étrangère et susciter une mobilisation des Français autour de ceux-ci.

3391. CHAPAL, P. – « La position de la France dans l'Alliance atlantique ». *Arès* (2), 1986 : 9-22.

La France occupe à la fois, une position originale et ambiguë à l'égard de l'Alliance atlantique. L'indépendance constitue une constante dans sa politique de défense. Elle n'applique pas strictement dans la réalité la distinction, en apparence logique et justifiée, qu'il y a entre sa présence dans l'Alliance et son absence de l'OTAN ce qui comporte des avantages, une position intéressante dans le cadre de la stratégie mondiale mais aussi des inconvénients, une position de faiblesse dans le cadre de la défense européenne.

3392. DEBRAY, Régis – « The influence of ideology on France's foreign policy ». *The Jerusalem Journal of International Relations* 9 (1), mars 87 : 111-120 ; résumé en anglais.

Les grands principes moraux ne sont pas toujours pris en considération en politique extérieure. La politique étrangère de la France, qui peut être qualifiée de progressiste réaliste, repose sur une articulation entre pragmatisme et principes moraux.

3393. HANLEY, David – « Entre l'habitude et l'indépendance : les Britanniques devant la politique militaire de la France ». *Arès* (3), 1986 : 3-27.

Depuis 1945, la tendance dominante des élites politiques britanniques en matière de défense a été résolument atlantiste. Toutefois cet atlantisme de principe n'est pas immuable et n'est pas partagé uniformément par toutes les forces politiques. Deux moments sont particulièrement intéressants pour analyser les prises de position anglaises sur la politique militaire de la France : les années 1970 sous le gouvernement conservateur de Heath et la période actuelle.

3394. MENUDIER, Henri – « La France et le problème allemand ». *Revue française de science politique* 37 (3), juin 87 : 358-370 ; résumé en anglais.

Hostile après 1945 à une Allemagne centralisée et unie la France s'est accommodée d'une moitié d'Allemagne intégrée et bien constituée dans la communauté européenne et occidentale. Cette donnée fondamentale caractérise la politique extérieure française depuis 1950. La montée du pacifisme au début des années 80 a poussé François Mitterrand à développer une coopération en matière de sécurité avec la RFA.

3395. NOUAILHAT, Yves Hein – « Nixon-de Gaulle : un épisode original des relations franco-américaines ». *Revue française d'études américaines* (32), avr. 87 : 309-318 ; bibliogr. ; résumés en anglais.

L'entente personnelle entre Nixon et le général de Gaulle de 1969 à 1973 a permis une harmonie de vues sur certains points : l'Europe, l'OTAN, les relations avec l'URSS, la Chine et dans une certaine mesure le Vietnam.

3396. TENZER, Nicolas ; ROUAH, Eric – « Entre le Canada et la France, de nouveaux liens privilégiés ». *Defense nationale* 43, mai 87 : 69-82.

Si la coopération franco-québécoise continue à se bien porter, grâce à de nombreux instruments institutionnels, les relations plus larges entre le Canada et la France peuvent connaître un nouveau développement : après avoir réglé le contentieux subsistant (en matière de pêche), de nombreux projets économiques pourraient être mis en route de concert. par ailleurs, la France ferait contrepoids aux Etats-Unis, et le Canada serait un allié précieux.

Vie culturelle et scientifique

3397. La crise de l'université

a. « Université à construire ». *Projet* (205), juin 87 : 9-78 ; tabl.
Série d'articles consacrés à une réflexion sur les objectifs, les problèmes de l'université française et les solutions possibles. Les universités font face à des difficultés variées : explosion démographique, adaptation difficile dans le premier cycle, fonctionnement bureaucratique paralysant et manque de ressources. La formation continue, le développement de la professionnalisation, la recherche d'aides locales et l'ouverture sur la région constituent des solutions encourageantes. Voir notamment : REMOND, René : n° 3404 ; CHARLOT, Alain ; POTTIER, François : n° 3401 ; EICHER, Jean-Claude : n° 3403.

b. « L'université est-elle réformable ? » *Le débat* (45), sept. 87 : 59-89.
Le point de vue d'un certain nombre de personnalités (anciens responsables de la politique universitaire, actuels gestionnaires de l'université) sur la situation de l'université française : la crise de l'université et l'héritage de la loi Edgar Faure ; le problème de la sélection à l'entrée et de l'autonomie des établissements ; les rapports entre les différents secteurs du système universitaire, la recherche, le recrutement des universitaires ; les moyens matériels ; université publique/ université privé.

c. « Pour changer l'université ». *Raison présente* (82), 2e trim. 87 : 3-109.
Suite d'articles consacrés à la naissance, à la signification et aux implications du mouvement étudiant et lycéen de novembre 1986. Voir notamment : LAPASSADE, Georges et al. : « Comment comprendre le mouvement » ; BOUMARD, Patrick : « De la rue aux Assises » ; BOUGAREL, Fabrice : « Le mouvement à la recherche de son identité » ; DARMAU, Frédéric ; MATE, Pierre-Yves : « SOS égalité » ; COQ, Guy : « Après le mouvement de novembre 86 : propositions pour un débat ».

3398. « L'enseignement catholique est-il le meilleur ? » *Le monde de l'éducation* (139), juin 87 : 36-57.

Suite d'articles : un encadrement et un suivi sérieux, une discipline non répressive semblent être les trois « plus » de l'enseignement catholique qui tient également à apparaître comme pratiquant une pédagogie ouverte ; pour les parents qui choisissent ce type d'établissement, il est également un filet de sécurité contre une certaine « dérive » de l'enseignement public.

3399. Les intellectuels

a. FINKIELKRAUT, Alain et al. – « Changement intellectuel ou changement des intellectuels ? » *Le débat* (45), sept. 87 : 40-58.
Table ronde sur les changements considérables intervenus ces dernières années dans le comportement des intellectuels français : comment expliquer l'effacement de la figure de l'intellectuel classique, mettant son prestige au service d'un engagement public, et cet effacement va-t-il de pair avec le déclin du marxisme et l'émergence des intellectuels de droite. Comment expliquer l'abandon de certains combats, comme le tiers mondisme ? Plus généralement, assistons-nous à un dépérissement ou au contraire à une transformation de la culture ? Il semble bien que le déclin de la culture ne soit pas un phénomène spécifiquement français. Par ailleurs, le mouvement étudiant de décembre 86 paraît avoir marqué la naissance d'une nouvelle génération intellectuelle.

b. HERNE, Claude – « Le totalitarisme à visage angélique ou la dictature du pluralisme médiatique ». *Contradictions* (51), 1987 : 67-85 ; bibliogr.
Au cours de l'émission Résistances sur le Nicaragua (Antenne 2, 27 février 1986), Bernard Henri Levy a fait une démonstration magistrale de mauvaise foi et d'interprétation malveillante, feignant d'ignorer ou contestant les réalités contingentes.

3400. BENESTREAU, Alain ; LAURETTE, Jean-Luc – « Sur la concentration de la presse française ». *Revue d'économie industrielle* (39), 1er trim. 87 : 55-64 ; résumé en anglais.

L'approche du processus de concentration de la presse française nécessite de repérer les caractéristiques de la filière et d'examiner les contraintes spécifiques de production et de marché ; les situations sont en effet très contrastées selon qu'il s'agit de la presse quotidienne nationale ou régionale. L'étude de la stratégie industrielle du groupe Hersant, leader de la presse quotidienne, montre que la concentration peut se révéler être une stratégie de compétitivité et de recherche du pouvoir au sein du marché.

3401. CHARLOT, Alain ; POTTIER, François – « Les universités ne forment pas que les chômeurs ». *Projet* (205), juin 87 : 39-53 ; tabl.

Taxée d'« usine à chômeurs », l'université a pourtant connu depuis une quinzaine d'années un changement qualitatif et quantitatif profond qui a fait du diplôme une bonne protection contre la crise de l'emploi. Cependant les femmes connaissent plus de difficultés que les hommes et l'accès à l'emploi est souvent accompagné d'une dévalorisation du diplôme et d'une précarisation de l'emploi à l'embauche. D'autre part, les bacheliers souffrent moins du chômage que ceux qui ont un niveau inférieur.

3402. DINCBUDACK, Nezih – « L'information électronique et mutations dans les filières informationnelles ». *Revue d'économie industrielle* (39), 1er trim. 87 : 65-76 ; résumé en anglais.

Les processus de production, d'édition et de distribution de l'information sont en train de connaître trois évolutions fondamentales : le développement des banques de données, les mutations intervenant dans l'activité d'édition traditionnelle et l'émergence de l'édition électronique d'entreprise.

3403. EICHER, Jean-Claude – « Pauvre université française ». *Projet* (205), juin 87 : 59-73 ; tabl.

Malgré une évolution de ses structures vers la diversification, l'université française est en crise essentiellement à cause d'une carence de ressources et de financement. Les crédits alloués par étudiant ne permettent ni l'entretien des équipements, ni le bon déroulement des enseignements. Comparée à d'autres pays de niveau équivalent, la France se trouve en dernière position dans ce domaine. Pour remédier à la situaiton il faudrait augmenter le financement public, recourir à des ressources privées et permettre une autonomie progressive des universités.

3404. REMOND René – « Les missions de l'université ». *Projet* (205), juin 87 : 9-16.

L'impuissance des pouvoirs publics à définir les objectifs de l'université française, révélée par le projet Devaquet, et la pénurie de ressources la plongent dans un marasme préoccupant. L'explosion du nombre des étudiants pose le problème des débouchés, mais la professionnalisation est un risque pour la culture et l'enseignement ne peut se dissocier de la recherche. Le développement de la formation continue permet d'envisager à terme une transformation radicale de l'enseignement.

3405. SIMONET, Julie – « L'instituteur des années 80 ». *Regards sur l'actualité* (130), avr. 87 : 21-35 ; tabl.

Le recrutement des instituteurs a évolué : la profession, plus citadine, se féminise et s'embourgeoise, ses conditions et ses fonctions n'ont guère variée. Le corps des instituteurs est un public plus jeune, plus féminin, plus universitaire, plus bourgeois, plus cultivé, plus pragmatique et moins idéologique.

3406. TILLARD, Janine – « Culture et économie ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (11), 2 juin 87 : 52 p. ; tabl., graph.

La place de la culture dans l'économie : les industries de production de matériels, les industries de biens d'équipement, la diffusion et le commerce ; l'importance économique des industries de la culture : livre, audiovisuel, facture instrumentale ; les enjeux de la nouvelle technologie dans la culture ; le financement de la culture.

3407. UNGERER, Christine – « La double vision de la sélection scolaire, retour sur une enquête de l'INED ». *Revue française de sociologie* 28 (2), juin 87 : 241-263 ; tabl., graph. ; résumés en anglais et en espagnol.

D'une analyse prolongeant celle réalisée par l'INED sur la période 1962-1972, on peut étudier d'une part le taux d'accès à chaque classe selon la catégorie sociale des parents et la composition sociale de l'entourage des élèves dans leur classe, révélatrice des inégalités sociales selon que l'on observe l'enseignement général ou l'enseignement technique.

Questions sociales

Voir aussi : n° 3360

3408. « Les congés payés ». *Liaisons sociales. Législation sociale* (9962), 29 avr. 87 : 107 p.

Numéro spécial : le droit des salariés en matière de congès pays tel qu'il résulte de l'ordonnance de janvier 1982 et de ses interprétations légales et jurisprudentielles : durée, départ, indemnité, effets de la suspension et de la rupture du contrat, régimes particuliers pour diverses professions.

3409. « Histoires d'une grève ». *CFDT aujourd'hui* (85), mai 87 : 1-74.

Numéro spécial consacré à la grève des cheminots de déc. 86-janv. 87, à ses conséquences pour le syndicalisme et pour la SNCF.

3410. « Travail à durée déterminée. Travail temporaire ». *Liaisons sociales. Législation sociale* (9984), 4 juin 87 : 185 p.

Numéro spécial faisant le point sur le droit des contrats à durée limitée : conclusion, exécution, cessation des contrats, formalités propres au travail temporaire, les rapports entre entreprises fournissant ce type de travail et les utilisateurs, les cas de recours, les droits des travailleurs.

3411. BAMBERGER, Manuel – « La négociation collective ». *Regards sur l'actualité* (130), avr. 87 : 3-20 ; tabl.

La négociation collective a connu plusieurs étapes, favorisée par la loi du 11 février 1950 et relancée par la loi du 13 novembre 1982. La vie contractuelle présente un bilan contrasté : limitée au niveau interprofessionnel, la négociation est réelle dans les branches bien qu'elle paraisse souvent subordonnée à une incitation extérieure dans les entreprises où elle connaît un réel dynamisme. A l'heure où l'Etat souhaite réduire ses interventions, vers le privé, la vie contractuelle est plus que jamais valorisée.

3412. BARTHE, Marie Annick ; MIZRAHI-TCHERNONOG, Viviane – « La politique sociale des communes : le bureau d'aide sociale ». *Revue de l'économie sociale* (10), janv. 87 : 85-94.

Etude des types d'actions menées par les BAS et de la population bénéficiaire à partir d'un échantillon de communes françaises. Il apparaît que la diversité est de règle d'une commune à l'autre ; les choix sont souvent très contradictoires et n'ont pas de lien avec l'orientation politique du maire. D'une façon générale l'aide aux personnes âgées, si elle reste prioritaire, tend à perdre son caractère hégémonique au profit d'une aide plus diversifiée.

3413. BICHOT, Jacques – « L'insertion professionnelle des jeunes ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (13), 23 juin 87 : 131 p. ; tabl., graph.

Les difficultés rencontrées par les jeunes dans leur insertion professionnelle et l'enjeu que représente leur entrée dans la vie active sont un des problèmes sociaux les plus aigus. Le nombre des jeunes au chômage, travaillant dans des emplois précaires ou suivant des formations pour se spécialiser est une preuve de l'insuffisance des mesures prises depuis 1975 et de la trop faible participation des partenaires sociaux.

3414. DAYAN, Jean-Louis – « Les licenciements économiques après la fin du régime d'autorisation administrative ». *Regards sur l'actualité* (131), mai 87 : 17-24 ; tabl.

Depuis la levée, partielle en juillet et totale en décembre 1986, du contrôle administratif préalable des licenciements économiques, le nombre de ces licenciements a sensiblement augmenté. A côté d'une conjoncture défavorable et des effets pervers du Plan pour l'emploi des jeunes, la levée du contrôle n'est sans doute pas étrangère à cette évolution. Reste à savoir si celle-ci est transitoire ou risque de se poursuivre.

3415. DUBET, François – « Conduites marginales des jeunes et classes sociales ». *Revue française de sociologie* 28 (2), juin 87 : 265-286 ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Si le lien entre classe sociale défavorisée et délinquance juvénile reste toujours évident, il ne peut plus cependant être la seule explication, d'autant que le terme « classe » est utilisé par les chercheurs avec des connotations différentes. L'exemple des contrastes entre « blousons noirs » qui sont encore enfermés dans une société industrielle et ceux qui vivent « la galère » hors de tout cadre social, montre que cette forme de marginalisation rejoint les « nouveaux mouvements sociaux ».

3416. GAUDU, François – « La notion juridique d'emploi en droit privé ». *Droit social* (5), mai 87 : 414-425.

En droit privé, « emploi » revêt ordinairement deux sens : en premier lieu, le salarié est dit « titulaire de l'emploi » et le terme évoque alors sa situation individuelle par rapport à l'entreprise. En second lieu, l'expression « situation de l'emploi dans l'entreprise » est utilisée dans un sens collectif. Le projet de construire une notion d'emploi dans l'entreprise privée qui recouvrirait ces deux sens semble particulièrement réaliste.

3417. LAPEYRONNIE, Didier – « Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine ». *Revue française de sociologie* 28 (2), juin 87 : 287-318 ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Contrairement aux idées les plus souvent avancées, ce n'est pas à partir de la situation d'exclusion, mais à partir de la politique d'assimilation que l'on peut expliquer le mouvement « beur ».

3418. LOCHAK, Danièle – « Code de la nationalité : la logique de l'exclusion ». *Les temps modernes* 42 (490), mai 87 : 54-104.

Depuis la fin des années soixante et plus encore après 1973 un des objectifs rappelé par les gouvernements français a été la limitation des flux d'immigration. Plusieurs « politiques » ont ainsi été mises en œuvre : pression sur l'emploi, loi sécuritaire (loi Bonnet en 1980). Après un répit en 1981, l'idéologie sécuritaire et raciste a fait à nouveau pression sur le gouvernement à la faveur des élections législatives. Après l'arrivée d'un nouveau gouvernement en mars 1986, le vote de la loi Pasqua et le projet de code de la nationalité poursuivent la même logique.

3419. PARANT, Alain – « La Sécurité sociale en question. Lettre ouverte aux politiciens ». *Futuribles* (110), mai 87 : 73-83.

La crise de la Sécurité sociale ne peut pas être appréhendée au coup par coup dans une perspective à court terme. L'exemple des retraites montre la nécessité d'envisager le problème dans une perspective à long terme.

3420. POULLAIN, Geneviève ; BUI DANG HA DOAN – « Projection démographique du corps médical français (1986-2040) ». *Cahiers de sociologie et de démographie médicales* 27 (1), mars 87 : 3-85 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La méthode démographique permet de déterminer le nombre de médecins français dans les années futures, selon les hypothèses de sélection universitaire retenues aujourd'hui : ce n'est qu'à partir de 2010 qu'une baisse d'effectifs s'amorcera pour conduire à un plafonnement en 2040. En l'an 2000, les spécialistes seront proportionnellement plus nombreux que les généralistes, dans le contexte d'une « explosion » de la démographie médicale française.

3421. THUMERELLE, Pierre-Jean – « La fécondité dans le Nord-Pas-de-Calais : des familles nombreuses d'hier aux petites familles de demain ». *De Franse Nederlanden* 12, 1987 : 11-31 ; résumé en néerlandais.

La fécondité de la région Nord-Pas-de-Calais a, pendant deux siècles, dépassé largement la moyenne nationale française. Mais dès 1983, s'amorçait une baisse frappante de la natalité locale. On a également constaté ces vingt dernières années une diminution des deux-tiers de la taille moyenne des familles. Ce glissement démographique constitue pour la région une nouvelle donnée d'importance capitale.

3422. WHITE, Paul et al. – « South-East Asian refugees in Paris : the evolution of a minority ». *Ethnic and Racial Studies* 10 (1), janv. 87 : 48-61 ; cartes ; bibliogr.

La communauté asiatique de Paris est regroupée dans le quartier chinois du 13e arrondissement. Celui-ci se différencie de ses semblables dans d'autres grandes villes occidentales : la communauté asiatique a de nombreux contacts avec les Français ; le quartier n'a pas de centre privilégié ; par ailleurs, il se situe dans une zone de développement récent et n'est pas homogène. Ce quartier est donc plus un centre commercial qu'un centre résidentiel pour les asiatiques.

Economie et finances

3423. « Electricité, électronique et civilisation ». *Culture technique* (17), mars 87 : 288 p. ; tabl., graph.

Numéro spécial. L'électricité puis l'électronique ont marqué fortement toute une civilisation, entraîné des mutations importantes aussi bien dans le monde du travail que dans l'information et la communication ; l'exemple de la France.

3424. « L'entreprise, hors de la démocratie ». *Société française* (22), mars 87 : 4-29.

Même si elles évoluent, les entreprises restent le lieu où les salariés apprennent à s'organiser et à se défendre ; c'est là également que les potentialités et les aspirations nouvelles éclatent avec le plus de force et que les blocages du système social sont les plus contraignantes.

3425. Les privatisations

a. « Aspects de la privatisation ». *Revue française de droit administratif* 3 (2), avr. 87 : 153-190.

Suite d'articles sur les nouvelles modalités de transferts de propriété d'entreprises du secteur public, notamment l'assouplissement du régime d'autorisation administrative et les méthodes d'évaluationdes valeurs mobilières. Voir : RAPP, Lucien : « Les lois de privatisation et la « respiration » du secteur public, commentaire des articles 7 de la loi du 2 juillet 1986 et 20 à 22 de la loi du 6 août 1986 » ; GUYON, Yves : « L'évaluation des valeurs mobilières à l'occasion des opérations de privatisation » ; MASSOT, Jean : « Le transfert partiel des actions d'Elf-Aquitaine, conclusions sur Conseil d'Etat, Assemblée, 2 février 1987, MM. Joxe et Pollon ».

b. « Spécial privatisations ». *L'actualité juridique. Droit administratif* (5), mai 87 : 291-313.

Suite d'articles sur les buts et les conditions des privatisations en France qui, si elles connaissent un succès aujourd'hui, ne semblent pas devoir résoudre le problème du retard industriel français et risquent d'accentuer le climat de suractivité boursière.

3426. « Le secteur de la banque : évolution et évaluation ». *Analyse financière* (69), 2e trim. 87 : 5-70.

Suite d'articles sur l'évolution de la politique monétaire qui est passée de l'encadrement du crédit à l'action par les taux d'intérêt, et sur l'influence de cette politique sur les banques françaises ; la signification et l'importance de la privatisation des banques : les coûts des services bancaires ; la gestion du risque du taux d'intérêt par les banques.

3427. BAUCHET, Pierre – « L'avenir des plans nationaux ». *Revue d'économie politique* 97 (2), avr. 87 : 133-155 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Deux éléments ont joué un rôle décisif dans le « déclin » du Plan français. La domination de l'économie française par le système économique international et l'augmentation mécanique des dépenses sociales et d'éducation conduisent à le repenser en termes de « projets » adaptés au marché mondial et de glissement pour le maintien des équilibres nationaux essentiels.

3428. BOR Anni – « Ce que parler peut faire ». *Sociologie du travail* 29 (2), 1987 : 157-176.

Réflexions sur une approche socio-linguistique des groupes d'expression directe en entreprise. Il s'agit de récupérer, à travers les minutes des réunions, les dynamiques sociales engendrées par le droit d'expression, d'appréhender ce que la parole collective des salariés accomplit au delà de ce qu'elle dit.

3429. DAVID, Marie Gabrielle et al. – « Familles nombreuses, mères isolées, situation économique et vulnérabilité ». *Documents du Centre d'études des revenus et des coûts* (85), 2e trim. 87 : 88 p. ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les familles nombreuses et les familles de mère isolée sont toutes deux extrêmement vulnérables économiquement et leurs revenus sont parmi les plus faibles. Mais si les mères de familles nombreuses travaillent rarement étant donné les difficultés et le coût de la garde des enfants, les mères isolées travaillent en majorité mais dans des conditions particulièrement difficiles.

3430. GIRAUDEL, Catherine – « Fraudes et nuisances alimentaires ». *Revue juridique de l'environnement* (1), 1987 : 59-77.

La jurisprudence concernant les fraudes et nuisances alimentaires au niveau de la commercialisation des produits s'ordonne autour de deux pôles : les protections spéciales mises en place par le législateur (pesticides, additifs, labels agricoles, etc.) et les protections de droit commun en matière pénale (publicité trompeuse) ou civile (garantie contre les vices cachés de la chose vendue).

3431. LE GALL, Jean-Pierre ; COUDIN, Pascal – « A propos de l'ordonnance du 21 octobre 1986 : réflexions sur le régime fiscal de l'intéressement,

de la participation et de l'actionnariat des salariés ». *Droit social* (5), mai 87 : 437-444.

Les concepts d'intéressement et de participation demeurent non définis dans l'ordonnance du 21 octobre 1986 dont la rédaction semble particulièrement hâtive et incohérente. Quant aux objectifs de cette ordonnance, ils demeurent trompeurs, l'intéressement n'aboutit pas à une participation au capital, ni aux résultats de l'entreprise. Les dispositions fiscales sont issues d'un mélange de catégories traditionnelles sans unité ni spécificité.

3432. PRIM, Monique – « Décentralisation et crise des finances publiques locales ». *Issues* (27), 1er trim. 87 : 53-87 ; tabl., graph.

Le poids de la dette dans les budgets locaux traduit une évolution profonde dans les conditions de financement de l'équipement local. Pour répondre à la demande de la population et mobiliser les ressources d'un territoire en vue du développement des activités productives et de l'amélioration de la vie sociale, la décentralisation a été mise en place. En fait, le bilan de la décentralisation est dérisoire. Pour maîtriser cette situation, il faut promouvoir les interventions concertées à tous les niveaux.

Aménagement et urbanisme

Voir aussi : n° 3687

3433. « Le logement du salarié ». *Legi-social* (160), juin 87 : 21-68 ; tabl.

Guide pratique consacré à la participation patronale au financement de la construction. Celle-ci permet aux salariés d'obtenir à des conditions avantageuses des prêts pour la construction ou l'amélioration de leur logement ou des réservations locatives.

3434. « Spécial réhabilitation ». *Le moniteur des travaux publics et du bâtiment* mai 87 *Numéro spécial :* 140 p. ; cartes.

Les opérations exemplaires de réhabilitation soit de grands ensembles soit de quartiers anciens et insalubres ; les techniques de réhabilitation.

3435. BARREAU, Jocelyne ; MOULINE, Abdelaziz – « La déréglementation américaine des télécommunications et l'Europe : les exemples français et britannique ». *Revue d'économie industrielle* (39), 1er trim. 87 : 170-179 ; tabl. ; résumé en anglais.

Tenter de reproduire le modèle américain de déréglementation des télécommunications en Europe est un non-sens. Le gouvernement britannique est ainsi parvenu à créer un puissant monopole privé en dénationalisant British Telecom. En France, depuis mars 1986, le gouvernement fait preuve d'une extrême prudence et reconnaît le dynamisme et l'efficacité de la DGT alors que la déréglementation des télécommunications figurait en bonne place dans la plate-forme RPR-UDF.

3436. LEVY, Claude – « Aspects socio-juridiques des accidents de la circulation routière : une enquête pilote ». *Population* 42 (2), avr. 87 : 267-282 ; tabl. ; résumés en anglais et en espagnol.

Les résultats d'une enquête pilote en France sur la morbidité des accidents graves de la circulation font ressortir l'impact important des séquelles physiques. Un accidenté sur deux d'âge actif n'a pu reprendre son activité. Les séquelles les plus fréquentes sont la paralysie, la débilité mentale et l'amputation des jambes. Seuls 34,5 % sont satisfaits des indemnités reçues et les inégalités sociales ne sont pas absentes dans ce domaine.

3437. STEIB, Jean – « Les interventions économiques des collectivités territoriales ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (12), 3 juin 87 : 55 p. ; tabl.

Prévues par la loi de décentralisation, les interventions économiques des collectivités locales s'exercent principalement au niveau de la région. Très étendus lorsqu'il s'agit d'aider des entreprises en difficulté ou de sauver des emplois menacés, les pouvoirs des collectivités locales sont plus circonscrits en ce qui concerne le développement économique.

Grande-Bretagne

Voir aussi : n° 3393, 3435, 3607, 3687

3438. « La Grande-Bretagne et l'Europe : 1945-1986 ». *Revue française de civilisation britannique* 4 (2), fév. 87 : 155 p. ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro consacré à l'analyse de l'évolution de la position britannique sur l'intégration européenne. Après avoir été hostile ou réticente, la Grande-Bretagne a accepté le jeu européen tout en manifestant des réserves. Mais aujourd'hui le gouvernement et les partis politiques voient des avantages certains à l'intégration au sein de la CEE. Voir notamment : SIMPSON, Michael K. : n° 3451 ; LERVEZ, Jacques : n° 3449 ; CHARLOT, Monica : n° 3444 ; GRAHL, John : n° 3347.

3439. LLOYD, M.G. – « Simplified planning zones. The privatization of land use controls in the UK ? » *Land Use Policy* 4 (1), janv. 87 : 51-61 ; tabl.

Les gouvernements successifs de la Grande-Bretagne ont accumulé, au cours du temps, les règlements concernant l'utilisation du sol en vue de défendre des intérêts sociaux, restreignant ainsi progressivement les droits du propriétaire. Le gouvernement conservateur de Mme Thatcher s'emploie à renverser le courant en faveur des propriétaires privés, notamment à travers la création des zones dites de planification simplifiée.

3440. Mc ILROY, John – « Continuing education and the universities in Britain : the political context ». *International Journal of Lifelong Education* 6 (1), mars 87 : 27-59 ; bibliogr.

Depuis l'arrivée au pouvoir, en 1979, des Conservateurs, l'éducation, en Grande-Bretagne, a été intégrée dans un projet global de transformation profonde des relations sociales en vue de les adapter plus étroitement aux besoins des forces économiques dominantes. Pour les responsables du système d'éducation, notamment de l'éducation des adultes, l'approche franchement utilitariste de l'actuelle politique en la matière constitue une attaque frontale contre les conceptions plus humanistes et les aspirations égalitaires et anti-élitistes.

3441. MORRIS, Peter W.G. – « Grands projets : l'expérience britannique ». *Revue française de gestion* (62), mai 87 : 70-77 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Depuis la création de la Major Projects Association, les Britanniques reconnaissent l'importance potentielle des grands projets pour leur pays mais ils sont souvent critiques quant à leur gestion. L'étude de huit grands projets depuis une dizaine d'années permet de dégager l'importance des incertitudes techniques, le rôle de l'Etat, l'évolution des modes de gestion des projets et l'importance de la solidité de la position des dirigeants de l'opération.

3442. SIMON, David – « Spanning muddy waters : the Humber bridge and regional development ». *Regional Studies (New York)* 21 (1), fév. 87 : 25-36 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumés en français et en allemand.

La construction du pont sur la rivière Humber fait partie intégrante du développement économique du comté du Humberside en Grande-Bretagne. L'impact réel de ces travaux sur l'économie locale est finalement limité et confirme que l'intérêt économique des travaux routiers est généralement exagéré.

3443. WATT, D.C. – « Ideology in British foreign policy ». *The Jerusalem Journal of International Relations* 9 (1), mars 87 : 85-110 ; bibliogr.

Les orientations de la politique étrangère de Mme Thatcher (anti-soviétisme, anti-impérialisme, économie de marché) sont la preuve qu'elle est essentiellement idéologique et qu'elle marque une rupture avec l'« interessenpolitik » que résume bien l'adage suivant : la Grande-Bretagne n'a ni amis éternels, ni ennemis éternels, mais uniquement des intérêts éternels qu'il lui appartient de défendre.

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3312, 3608

3444. CHARLOT, Monica – « L'opinion britannique et l'Europe ». *Revue française de civilisation britannique* 4 (2), fév. 87 : 107-120 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Plus de dix ans après l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE, l'opinion britannique demeure indifférente voire hostile à l'idée européenne. L'image négative du Marché commun s'alimente de la vision qu'ont les Britanniques du rôle joué par la France au sein de la CEE.

3445. CHENG, Joseph Y.S. – « Hong Kong : the pressure to converge ». *International Affairs* 63 (2), print. 87 : 271-283.

La réforme politique en cours à Hong Kong depuis 1984 qui vise à confier l'administration du territoire à un Conseil législatif élu, est source de controverses à la fois entre la Chine et le Royaume-Uni et au sein de la population de Hong Kong, les milieux d'affaires notamment y étant opposés.

3446. COUPER, Kristin ; SANTAMARIA, Ulysses – « Grande-Bretagne : une société multiculturelle ? » *Les temps modernes* 42 (490), mai 87 : 105-117.

Actuellement, environ deux millions de personnes vivant en Grande-Bretagne (4 % de la population) sont des immigrants du Commonwealth ou leurs descendants. Après les émeutes raciales de 1958, plusieurs mesures entérinées par le British Nationality Act (1981) ont limité les droits des ex-sujets de l'empire britannique. La question d'un droit des communautés d'origine immigrée à participer à la vie nationale est, aujourd'hui, essentielle en Grande-Bretagne.

3447. GRAHL, John – « Changes in the European policies of the main British political forces ». *Revue française de civilisation britannique* 4 (2), fév. 87 : 121-136.

Malgré les réticences initiales, principalement de la part des travaillistes, les partis politiques britanniques ont pris peu à peu conscience que l'Europe pouvait être une solution au déclin de l'industrie britannique.

3448. HALL, Stuart – « No light at the end of the tunnel : the British left after Thatcher ». *Socialist Review* 17 (2), avr. 87 : 39-52.

Armé de statistiques maquillées et de pronostics fallacieux sur une récupération de l'économie, le gouvernement de Margaret Thatcher a appelé les électeurs aux urnes et pourrait bien remporter une troisième victoire. Ce succès du thatchérisme, malgré sa faillite évidente en matière de redressement national, est avant tout dû à la fragmentation croissante de la société britannique entraînée par le modèle néo-libéral qui favorise certaines couches et régions au détriment d'une partie importante de la population de plus en plus marginalisée.

3449. LERUEZ, Jacques – « Le référendum de juin 1975 ». *Revue française de civilisation britannique* 4 (2), fév. 87 : 59-81 ; tabl., carte ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le référendum de juin 1975 sur le Marché commun a constitué une innovation constitutionnelle mais il a surtout stabilisé le revirement de l'opinion déjà manifesté au lendemain des renégociations sur le traité d'adhésion à la CEE. Mais ce référendum n'a pas rempli son premier objectif : sauvegarder l'unité des travaillistes.

3450. ROBINSON, Ann et al. – « Symposium on ministerial responsability ». *Public Administration* 65 (1), print. 87 : 61-92.

La responsabilité ministérielle en Grande-Bretagne soulève un certain nombre de questions, en particulier après la publication du rapport du « Comité sur le Trésor et les fonctionnaires ». Qui est responsable devant le parlement : le ministre ou le fonctionnaire ? Le temps de la neutralité des fonctionnaires est-il dépassé ? Quels sont les devoirs et responsabilités des fonctionnaires ? Le ministre est responsable dans tous les cas et à tous les niveaux, au nom de la hiérarchie et de la légitimité dont il jouit.

3451. SIMPSON, Michael K. – « The Labour Party, sovereignty and Europe ». *Revue française de civilisation britannique* 4 (2), fév. 87 : 29-40 ; bibliogr. ; résumé en français.

Même si l'idée de souveraineté nationale n'est pas au centre des débats du Parti travailliste, elle a dominé le débat en son sein au moment de l'adhésion à la CEE. Le parti se divise alors en une gauche qui définit la souveraineté nationale comme la possibilité d'édifier le socialisme en Grande-Bretagne, indépendamment des forces non socialistes présentes dans la CEE, alors que l'aile droite la définit comme la possibilité d'établir la social-démocratie grâce à la synergie apportée par l'intégration européenne.

Questions sociales

Voir aussi : n° 3281

3452. « Wage determination and labour market inflexibility ». *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 49 (1), fév. 87 : 1-169 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spcial consacré à la détermination des salaires en Grande-Bretagne. Les salaires y sont l'objet de pressions provoquées par un fort taux de chômage. Mais leur existence a parfois un côté paradoxal. Voir notamment : JACKMAN, R. ; ROPER, S. : n° 3453 ; KNOESTER, Anthonie ; VAN DER WINDT, Nico : n° 3642.

3453. JACKMAN, R. ; ROPER, S. – « Structural unemployment ». *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 49 (1), fév. 87 : 9-36 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Une partie du chômage britannique a des causes structurelles. Elles se traduisent par la lenteur de l'ajustement des salaires et par l'immobilité de la main-d'œuvre dans chaque secteur. Il apparaît que cette dernière anomalie s'est aggravée au Royaume-Uni de 1979 à 1981 ; le déséquilibre de la main-d'œuvre concernait essentiellement les secteurs secondaire et tertiaire.

3454. JOSHI, Heather ; OWEN, Susan – « How long is a piece of elastic ? The measurement of female activity rates in British censures, 1951-1981 ». *Cambridge Journal of Economics* 11 (1), mars 87 : 55-74 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Il a fallu attendre le recensement de 1971 pour être assuré de la volonté des démographes britanniques de recenser la population active de manière sérieuse et exhaustive. Les recensements de 1951 et 1961 donnaient des statistiques sur les femmes actives dont le résultat différait de 300 000 unités avec d'autres sources. Le même reproche peut être fait au recensement de 1981.

3455. NIELSEN, Hans Jørgen – « Unions in politics : public opinion in the United Kingdom and Denmark ». *European Journal of Political Research* 15 (1), 1987 : 75-101 : tabl. ; bibliogr.

Si les syndicats en Grande-Bretagne comme au Danemark sont liés à des partis politiques, les syndicats britanniques se sont opposés aux gouvernements alors que leurs homologues danois ont adopté une stratégie de coopération. Les opinions publiques, si elles acceptent les activités politiques des syndicats s'opposent à toute contestation du pouvoir gouvernemental.

Inde

Voir aussi : n° 3586

3456. « India : flying solo ». *The Economist* 303 (7497), 15 mai 87 : 20 p. ; graph., cartes.

Dossier. En Inde, la désillusion et l'impatience grandissent face à la politique gouvernementale, et le Premier ministre, M. Rajiv Gandhi, doit faire face aux exigences croissantes, parfois formulées avec violence, de la population en matière d'approvisionnement, de droits et de pouvoir.

3457. ATHREYA, Venkatesh et al. – « Identification of agrarian classes : a methodological essay with empirical material from South India ». *Journal of Peasant Studies* 14 (2), janv. 87 : 147-190 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'analyse de la structure des classes sociales dans un district de l'Inde méridionale illustre les difficultés d'application des concepts traditionnels marxistes à ce type de situation. Les rapports de production, les mécanismes d'accès à la terre et au crédit, l'impact des relations entre marché et production, entre autres, produisent une société complexe où les relations de classe apparaissent comme assez fluides.

3458. RAGHAUAN, R.K. – « An anatomy of the Indian police ». *The Indian Journal of Political Science* 47 (3), sept. 86 : 399-412 ; tabl.

Le système policier indien, qui remonte au moins à l'époque coloniale, s'est considérablement développé depuis l'indépendance à cause de la croissance démographique et des troubles régionaux. Cependant, la police est peu performante

car elle s'inscrit dans une période de transition entre une société archaïque et une société moderne.

3459. RAO, Leela – « Indian film. A social science perspective ». *Gazette* 39 (2), 1987 : 91-101.

En Inde, milieu culturel complexe, divers et indéfinissable, l'appréhension de la nature du cinéma comme phénomène social nécessite la prise en compte de considérations diverses : économiques, sociales, politiques. Longtemps vu comme objet d'études futiles, le cinéma offre aujourd'hui un miroir d'autant plus intéressant qu'une nouvelle vague de films, à connotation plus ouvertement politique, apparaît.

3460. RUBIN, Barnett R. – « The civil liberties movement in India. New approaches to the State and social change ». *Asian Survey* 27 (3), mars 87 : 371-392.

Le mouvement indien pour les droits de l'homme est un des plus actifs d'Asie sans être, comme souvent, étroitement lié aux églises chrétiennes. Il s'est surtout développé pendant l'état d'urgence (juin 1975-mars 1977). Définition des droits civiques, politiques, socio-économiques par la Constitution. Bilan des luttes et conséquences politiques.

3461. SINGH, Harbans – « Income growth and rising regional disparities in India ». *Asian Profile* 15 (1), fév. 87 : 23-35 ; tabl., graph., carte ; bibliogr.

Le revenu par tête qui est très faible en Inde, augmente très lentement. Cette élévation du niveau de vie est accompagnée par un accroissement des inégalités régionales et de l'écart de revenus entre villes et campagnes

3462. SRINIVASAN, Padma – « Ethnicity in the politics of Africa and India ». *The Indian Journal of Political Science* 47 (4), déc. 86 : 518-532.

L'Inde comme l'Afrique se distinguent d'autres régions du monde par leur grande hétérogénéité ethnique qui leur pose des problèmes complexes mais différents. Sur le continent noir, une extrême diversité tribale rend difficile l'aspiration à l'unité nationale, alors qu'en Inde la stratification sociale crée des tensions sociales très fortes à l'intérieur d'une société relativement intégrée malgré sa diversité ethno-culturelle. Pour l'Afrique, il s'agit avant tout de trouver des équilibres adéquats entre la diversité tribale et l'identité nationale et de créer des systèmes de gouvernement à la fois forts et flexibles.

Indonésie

3463. CAYRAC-BLANCHARD, Françoise – « L'Indonésie entre l'Asie et le Pacifique ». *Etudes* 366 (6), juin 87 : 724-736 ; carte.

Depuis 1966, la politique extérieure de l'Indonésie a été marquée par une attitude diplomatique effacée. La priorité a été accordée aux relations susceptibles de servir les objectifs du développement du pays. Plus récemment, l'Indonésie a manifesté le désir de retrouver un rôle international correspondant mieux à son importance mais elle se trouve limitée dans ses ambitions par de nombreuses contradictions, qu'il s'agisse de sa politique régionale au sein de l'ASEAN à propos du problème indochinois, de ses relations avec les grandes puissances ou encore de sa position sur le projet de communauté du Pacifique.

3464. LUCKMAN, Nasrum ; Mc GLINCHEY, James M. – « The Indonesian petroleum industry problems and future prospects ». *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 22 (3), déc. 86 : 70-92 ; tabl., graph.

Le secteur pétrolier indonésien doit désormais faire face à une baisse des prix mondiaux. L'Indonésie a largement les moyens de réagir à ce défi ; l'industrie des engrais pourrait par exemple être développée. Mais surtout le marché du gaz devrait être étendu, l'Indonésie disposant d'importantes réserves.

3465. MAZUMBAR, Dipak ; SAWIT, M. Husein – « Trends in rural wages, West Java, 1977-83 ». *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 22 (3), déc. 86 : 93-105 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'enquête sur les salaires ruraux à Java s'appuie sur des statistiques recueillies deux fois par mois entre 1977 et 1983, dans le bassin de la rivière Cimanuk. Une fois déflatée, l'évolution de ces salaires correspond à une croissance aussi

légère que régulière alors que l'évolution parallèle du prix du riz a subi des mouvements erratiques.

3466. RIETVELD, Piet – « Non-agricultural activities and income distribution in rural Java ». *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 22 (3), déc. 86 : 106-117 ; tabl. ; bibliogr.

Dans l'île de Java, les revenus non-agricoles ont deux fonctions primordiales dans le processus de répartition du revenu global de l'île. Ils constituent d'une part, un apport indispensable pour les plus pauvres ; ils permettent d'autre part, de réduire les écarts de revenus entre chaque village.

3467. SUNDRUM, R.M. – « Indonesia's rapid economic growth : 1968-1981 ». *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 22 (3), déc. 86 : 40-69 ; tabl. ; bibliogr.

Correspondant aux premières années de son indépendance, la période 1968-1981 a été marquée par une forte croissance économique en Indonésie ; 11 % de croissance ont même été atteints au cours de l'année 1969. Cette performance s'explique par la multiplication des échanges commerciaux, permise par une situation financière saine. Mais le commerce n'est pas le seul responsable de cette performance.

Israël

Voir aussi : n° 3627

3468. HELPMAN, Elhanan ; RAZIN, Assaf – « Exchange rate management : intertemporal tradeoffs ». *The American Economic Review* 77 (1), mars 87 : 107-123 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La gestion des taux de change n'est possible que lorsque les politiques monétaires et fiscales sont cohérentes. L'étude des cas de l'Argentine, du Chili et d'Israël montre que la désinflation est extrêmement difficile à réaliser au moyen de l'action sur le taux de change sans influer sur la consommation, l'endettement et le taux de change réel.

3469. KATZ, Ruth ; PERES, Yochanan – « The sociology of the family in Israel : an outline of its development from the 1950s to the 1980s ». *European Sociological Review* 2 (2), sept. 86 : 148-159 ; tabl. ; bibliogr.

L'évolution des structures familiales en Israël suit l'évolution sociale en général. Dans les années 50 et 60, la famille était perçue à travers les besoins individuels et de groupe, la solitude des pionniers ou les problèmes d'assimilation. Puis les structures familiales ont évolué en fonction de la lutte pour l'égalité des sexes et l'accroissement du taux d'activité des femmes.

3470. KLEIMAN, Ephraim – « The Histadrut economy of Israël : in search of criteria ». *The Jerusalem Quarterly* (41), hiv. 87 : 77-94.

L'« économie de l'Histadrout » en Israël constitue l'ensemble du secteur contrôlé par la centrale syndicale. Elle a répondu aux objectifs économiques qui lui avaient été assignés ; cependant, de nombreux progrès en matière sociale restent à faire.

3471. LIEBMAN, Charles S. – « The religious component in Israeli ultra-nationalism ». *The Jerusalem Quarterly* (41), hiv. 87 : 127-144.

Si la religion est un facteur essentiel de l'ultra-nationalisme en Israël, elle ne peut expliquer à elle seule le phénomène. Par ailleurs, les conceptions religieuses ultra-nationalistes peuvent être tempérées par des considérations pragmatiques ou morales. L'association religion et ultra-nationalisme est généralement faite par des groupes en quête de légitimité.

3472. SHARKANSKY, Ira – « Avoiding the irresistible : should the israeli government combat Jewish emigration ? » *The Jerusalem Quarterly* (41), hiv. 87 : 95-111 ; tabl.

Pour certains, l'émigration juive d'Israël constitue une menace pour la survie de cet Etat et doit être contrée par les autorités publiques. Mais il apparaît que cette émigration est généralement surestimée. Par ailleurs, elle sert les intérêts d'Israël en renforçant la communauté juive mondiale.

3473. SMOOHA, Sammy – « Jewish and Arab ethnocentrism in Israel ». *Ethnic and Racial Studies* 10 (1), janv. 87 : 1-26 ; tabl. ; bibliogr.

L'ethnocentrisme poussé des sociétés arabe et juive en Israël est une conséquence du conflit israélo-arabe, de la nature même de l'Etat d'Israël et de l'impossible assimilation entre deux communautés culturellement différentes.

Italie

3474. « Speciale Roma ». *Mondo economico* (20), 25 mai 87 : 57-91 et pag. discont.

Dossier consacré à la difficile évolution de Rome vers le « post-industriel » : bien que la ville éternelle ne soit pas par définition une métropole industrielle, elle cherche à développer son activité dans le secteur de l'informatique et de la finance. La détermination d'une fonction précise reste cependant le problème principal de la capitale italienne, par ailleurs confrontée à de sérieux problèmes urbains.

3475. ABBURA, Luciano – « Il lavoro del disoccupato ». *Politica ed economia* 18 (4), avr. 87 : 33-43 ; tabl. ; bibliogr.

Les réponses à un questionnaire soumis aux chômeurs se présentant aux centres d'information mis en place par la CGIL dans le Piémont, mettent en évidence la prépondérance des jeunes, l'exigence d'un travail stable et à plein temps et le manque d'informations et d'orientation dont souffrent les sans-emploi italiens.

3476. BONETTI, Paolo – « Il dibattito sulla condizione militare in un anno difficile ». *Il mulino* 36 (309), fév. 87 : 116-129.

La vague de suicides parmi les appelés, qui a touché l'armée italienne en 1986, a soulevé un vif débat sur le moral de l'armée, les conditions de vie dans les casernes et une éventuelle suppression de la conscription. Cette polémique a abouti au vote de mesures pour améliorer les conditions de vie dans l'armée.

3477. DAHIN, V.N. – « Ital" ânskaâ kommunističeskaâ partiâ v bor "be za mir, demokratiû i social'nyj progress » (Le parti communiste italien dans la lutte pour la paix, la démocratie et le progrès social). *Voprosy istorii KPSS* (4), 1987 : 75-89.

L'activité du PCI à l'heure actuelle est entièrement tournée vers la continuation de la lutte pour la réalisation de « l'alternative démocratique ». Elle prend en compte, à tous les niveaux, les discussions qui se sont déroulées à l'intérieur du pays au cours des années 1985 et 1986.

3478. DELAPIERRE, Michel ; ZIMMERMANN, Jean-Benoît – « Les stratégies de grappe : le cas d'Olivetti ». *Revue d'économie industrielle* (39), 1er trim. 87 : 244-253 ; tabl. ; résumé en anglais.

La remontée spectaculaire d'Olivetti à partir de 1978 place l'entreprise au premier rang des firmes européennes grâce à un investissement massif dans la recherche-développement, à la transformation des structures internes et à une multiplication des accords. Sa stratégie se rapproche fortement d'une stratégie de grappe technologique dans un secteur, celui du traitement de l'information, où les grappes technologiques apparaissent inhérentes à la structure même de l'industrie.

3479. RITAINE, Evelyne – « Prato ou l'exaspération de la diffusion industrielle ». *Sociologie du travail* 29 (2), 1987 : 139-156.

Analyse des conditions sociales d'un développement industriel diffus recourant à la production formelle décentralisée et à la production « souterraine » dans cette ville toscane dont la tradition textile préindustrielle a été prolongée et réactualisée. Il faut noter que cette production fragmentée et réticulaire s'intègre (paradoxe ?) dans une culture socio-politique fortement marquée par le communisme de l'Italie centrale.

3480. SANTILLI, Giancarlo – « La troisième Italie : Tiburtina Valley ». *Les temps modernes* 42 (490), mai 87 : 118-136 ; tabl.

Le développement diversifié de l'Italie, le fait même que des régions entières sont structurées sur la base d'un type particulier d'industrialisation dite à « économie diffuse » font comprendre les liaisons multiples qui existent entre l'économie et

la structure sociale. Si d'un point de vue régional, les aspects positifs de cette situation l'emportent, il n'en est pas de même au niveau national où l'Etat est incapable de gérer et promouvoir le développement industriel.

3481. SEGUITI, Maria Laura – « Toward comprehensive budgeting under fiscal limitations : a comparison of reform in the U.S. and Italy ». *Public Budgeting and Finance* 6 (4), hiv. 86 : 43-55.

Le rôle des parlementaires et la pluriannualité rapprochent les systèmes budgétaires italien et américain. En revanche, la présentation des documents budgétaires ainsi que la structure du budget diffèrent. Ces différences sont le reflet de traditions et de cultures différentes.

Japon

Voir aussi : n° 3508

3482. ATWOOD, Erwin L. – « News of U.S. and Japon in each other's papers ». *Gazette* 39 (2), 1987 : 73-89 ; tabl.

La lecture de journaux étrangers modifierait la façon de voir les autres nations et contribuerait à l'amélioration des relations internationales, selon une idée largement admise. La métaphore d'une presse miroir de la société connaît cependant des limites. L'exemple de l'impact de la presse américaine et japonaise sur les lecteurs de chacun des deux pays montre une différence dans la perception et la compréhension des mêmes événements.

3483. Mc CORMICK, B.J. ; MARSCHALL, G.P. – « Profit sharing, job rotation and permanent employment : the large Japanese firm as a producer's co-op ». *Economic and Industrial Democracy* 8 (2), mai 87 : 171-182 ; tabl. ; bibliogr.

D'un point de vue occidental, les grandes entreprises japonaises font figure de coopératives. Mais le partage des profits entre les salariés n'est pas un critère suffisant pour caractériser une coopérative. En fait, les entreprises japonaises sont vues de l'Occident à travers un prisme déformé par des facteurs culturels.

3484. OHMAE, Kenichi – « Japan's role in the world economy : a new appraisal ». *California Management Review* 29 (3), print. 87 : 42-58 ; bibliogr.

Le Japon ne doit plus aujourd'hui se considérer comme une économie défavorisée par le manque de ressources. Cet argument ne peut plus servir à justifier des pratiques protectionnistes. Le Japon doit au contraire concentrer ses efforts sur ses ressources humaines qui sont considérables. De plus, l'hypocrisie protectionniste entre les Etats-Unis et le Japon doit laisser la place à des échanges libres et concurrentiels.

3485. SARGENT, John – « Industrial location in Japan with special reference to the semiconductor industry ». *The Geographical Journal* 153 (1), mars 87 : 72-85 ; tabl., graph.

L'industrie des semi-conducteurs est une des plus brillantes du Japon et une de celles qui ont connu les plus forts taux de croissance depuis 15 ans. Le cas du Japon confirme que les industries de haute technologie se situent souvent en province ou dans la périphérie. Toutefois, la concurrence effrénée avec les Etats-Unis va pousser à des implantations à l'étranger.

3486. TAMURA, Monotu – « The information environment around the Japanese people ». *Studies of Broadcasting* (23), mars 87 : 7-26 ; tabl.

La concentration géographique croissante de la population japonaise, l'élévation du niveau de vie et du niveau d'éducation ont favorisé le développement des mass média. La concurrence accrue dans ce domaine a pour conséquence de favoriser la recherche du profit aux dépens de la qualité culturelle.

3487. YAMAGUCHI, Mitoshi – « Some critical analyses of Japanese economic development ». *Kobe University Economic Review* (32), 1986 : 41-68 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Depuis une quinzaine d'années, la croissance économique nipponne se déroule de manière relativement équilibrée. Le progrès technique a eu sur le secteur agricole et sur le secteur non-agricole, des effets divergents voire asymétriques.

Maroc

3488. [Le Haut Atlas marocain]. *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* (41-42), 1986 : 197-263.

Suite d'articles consacrés aux conditions climatiques et économiques de cette région ; son évolution sociale et économique et ses conséquences sur la vie des collectivités locales et le milieu naturel ; les mutations sociale et spatiale qui en ont découlé.

3489. BENANI, Ahmed – « Légitimité du pouvoir au Maroc, consensus et contestation ». *Sou'al* (6), avr. 87 : 95-128.

La légitimation du pouvoir au Maroc relève d'un emboîtement de valeurs occidentales et islamiques. La légitimité du roi transcende la classe politique et les aléas de la conjoncture et contrôle étroitement le champ symbolique. Elle est à la fois scriptuaire, contractuelle et historique. Hassan II lui a ajouté le caractère constitutionnel. Mais le renouveau mystique vient comme réaction à l'ingérance de l'Etat dans la vie sociale et à la dégradation des mœurs.

3490. HUNTZINGER, Jacques – Les relations économiques entre la France et le Maroc ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (10), 21 mai 87 : 26 p.

Le Maroc est un pays maghrébin dont l'économie est tournée essentiellement vers l'Europe et qui désire établir des relations institutionnelles avec la CEE. Mais l'élargissement de celle-ci à l'Espagne et au Portugal lui pose de sérieux problèmes et il entend resserrer ses liens avec la France.

3491. SALMI, Jamil – « Language and schooling in Morocco ». *International Journal of Educational Development* 7 (1), 1987 : 21-31 ; tabl. ; bibliogr.

L'éducation et l'enseignement au Maroc sont compliqués par la coexistence d'une langue nationale, l'arabe classique, avec trois dialectes berbères, trois différentes formes d'arabe dialectal et deux langues étrangères, le français et l'espagnol. Ce problème du plurilinguisme implique d'importants gaspillages en termes d'éducation et doit être interprété en liaison avec les facteurs sociaux et culturels complexes de la société marocaine.

Mexique

3492. BRAVO AHUJA, Marcela – « La élite politica en México ». *Revista mexicana de ciencias políticas y sociales* 32 (125), sept. 86 : 71-93.

Revue critique des travaux consacrés au Mexique, à l'étude de la bureaucratie et des élites politiques.

3493. MERTENS, L. ; RICHARDS, P.J. – « La récession et l'emploi au Mexique ». *Revue internationale du travail* 126 (2), avr. 87 : 255-271.

Les deux crises qu'a traversées le Mexique, celle de 1976-77 et celle qu'il connaît depuis 1982, ont accru le mouvement de concentration économique, tout particulièrement la seconde, et ont conduit à un accroissement notable du chômage, que le développement des industries frontalières n'a pas compensé. De plus les exportations mexicaines ne semblent avoir d'avenir que si les salaires restent bas.

3494. MOLINA, Gabriel – « Mexican television news : the imperatives of corporate rationale ». *Media, Culture and Society* 9 (2), avr. 87 : 159-187 ; tabl. ; bibliogr.

Au Mexique, Televisa, qui est une télévision privée, représente des intérêts propres et défend des conceptions idéologiques corporatistes. Ainsi, dans un pays dominé par un parti unique, elle joue le rôle d'une force politique majeure.

3495. OLSON, Wayne – « Crisis politics in Mexico, 1968-85 ». *The Insurgent Sociologist* 14 (1), hiv. 87 : 5-32 ; bibliogr.

Le Mexique connaît des difficultés économiques depuis les années 60, ce qui éveille des tensions politiques. Cependant, le pouvoir de l'Etat et du PRI ne semblent pas menacé à cause de l'absence d'alternative.

Mozambique

Voir aussi : n° 2247

3496. CLIFF, Julie et al. – « Mozambique health holding the line ». *Review of African Political Economy* (36), sept. 86 : 7-23 ; bibliogr.

L'état actuel du secteur de la santé au Mozambique est affecté par la continuation des luttes pour l'indépendance et le développement. Il est également victime des éléments extérieurs, qui sous couvert de l'aide humanitaire, remettent en cause la planification centrale du gouvernement.

3497. GALLINARO, Maria Eloisa – « I limiti strutturali della pianificazione in Mozambico ». *Politica internazionale* 15 (2-3), mars 87 : 131-144 ; tabl.

L'absence de structures dédiées à la direction et au contrôle de l'économie ainsi que le manque de statistiques fiables ont, dans un premier temps, contraint le Mozambique à élaborer des plans d'échelle réduite (un an), rencontrant de graves difficultés d'actualisation. Le « plan prospectif indicatif » pour 1981-90 marque cependant un progrès vers une phase de maturité accrue.

3498. MACKINTOSH, Maureen – « Agricultural marketing and socialist accumulation : a case study of maize marketing in Mozambique ». *Journal of Peasant Studies* 14 (2), janv. 87 : 243-267 ; tabl. ; bibliogr.

Après l'accession à l'indépendance, le Mozambique et le parti Frelimo au pouvoir se sont orientés vers un système économique socialiste reposant sur la propriété collective et la coopérative agricole. La guerre menée par les opposants au régime, les sécheresses et les échecs de la politique économique ont mené le pays à une crise très grave vers 1982 et à l'effondrement des circuits commerciaux officiels, ce qui a obligé le régime à assouplir sa position.

Nicaragua

Voir aussi : n° 2673, 3523, 3651

3499. DARKE, Roy – « Housing in Nicaragua. *International Journal of Urban and Regional Research* 11 (1), mars 87 : 100-114 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumés en français, en espagnol et en allemand.

Au Nicaragua, la politique du logement du gouvernement sandiniste essaie depuis 1979 de combler la pénurie en logements. La guerre civile a empêché l'objectif d'être complètement atteint ; l'expérience du Nicaragua montre cependant que l'association de l'Etat et des populations peut être bénéfique pour la construction de logements.

3500. EDELMAN, Marc – « EU-Nicaragua-URSS : un triángulo explosivo ». *Nueva sociedad* (88), avr. 87 : 59-75 ; bibliogr.

L'examen des rapports des sandinistes avec les Soviétiques montre que Washington a précipité leur rapprochement ; la menace d'intervention des Etats-Unis rendait l'aide militaire de l'URSS nécessaire au Nicaragua qui peut ainsi mieux se défendre du danger en élevant les coûts de l'opération.

3501. KUZ'MIŠEV, A.V. – « Stanovlenie sandinistskogo fronta v Nikaragua » (Le devenir du Front sandiniste au Nicaragua). *Rabočij klass i sovremennyj mir* (1), fév. 87 : 146-155.

L'histoire du mouvement révolutionnaire en Amérique centrale et plus particulièrement celle du Front sandiniste au Nicaragua durant les dernières décennies montre que le parti du prolétariat ne joue pas toujours automatiquement le rôle d'avant-garde et qu'il doit, dans certains cas, s'unir avec d'autres forces politiques

représentant les intérêts des masses exploitées pour former un front politico-militaire capable de mener simultanément la lutte armée et un travail de propagande politique.

3502. THIELEN, Helmut – « Retos ecologicos de la revolución sandinista ». *Nueva sociedad* (89), juin 87 : 37-48 ; carte.

L'examen historique et géographique des difficultés actuelles de l'agriculture nicaraguayenne oriente la politique que leur solution exige, en précisant la nature à la fois économique et écologique du problème.

Ouganda

3503. FURLEY, Oliver – « Uganda's retreat from turmoil ? » *Conflict Studies* (196), janv. 87 : 1-32 ; carte.

La prise du pouvoir en Ouganda par le Président Museveni, il y a bientôt un an, a mis fin à toute une série d'événements tragiques et de luttes ethniques entre le Sud et le Nord du pays. Pour la première fois depuis bien longtemps, l'ordre a remplacé le chaos et on peut envisager avec optimisme l'avenir de ce pays d'autant plus que le nouveau régime jouit d'une bonne réputation à l'étranger qui lui a déjà accordé une aide.

3504. MAMDANI, Mahmood – « Extreme but not exceptional : towards an analysis of the agrarian question in Uganda ». *Journal of Peasant Studies* 14 (2), janv. 87 : 191-225 ; tabl. ; bibliogr.

L'agriculture ougandaise ne peut être comprise que dans le cadre théorico-historique de l'exploitation coloniale. L'étude de la formation des classes sociales et de la crise agricole fait apparaître le renforcement des relations mercantiles dans les campagnes comme responsable de multiples mécanismes d'accumulation de capital et de développement inégal dont le fonctionnement repose sur des méthodes coercitives.

3505. OKOTH, P. Godfrey – « Uganda ; teoria del fattore nazionale e rapporti di buon vicino ». *Politica internazionale* 15 (2-3), mars 87 : 171-185.

La politique extérieure de l'Ouganda, fortement conditionnée par les turbulences internes du pays où une classe moyenne n'a pu se former, confirme la théorie du facteur national, qui présente la stabilité interne du système politique et social comme variable cruciale dans la conduite de la politique extérieure.

Pays-Bas

Voir aussi : n° 3163

3506. ENTZINGER, H.B. – « Race class, and the shaping of a policy for immigrants : the case of the Netherlands ». *Migrations internationales* 25 (1), mars 87 : 5-20 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français et en espagnol.

D'une manière générale, la marginalisation des immigrés dans une société donnée tient à la fois à des facteurs culturels et à des facteurs socio-économiques. La politique des Pays-Bas, pour réduire ce phénomène, s'est d'abord portée sur les premiers facteurs avant de se concentrer sur les seconds.

3507. LOUMEAU, Philippe – « L'agriculture néerlandaise en 1986 ». *Les cahiers du BAC* (4), fév. 87 : 3-35 ; tabl., graph., cartes.

Les Pays-Bas sont une des premières puissances agricoles du monde et les pemiers exportateurs mondiaux de fleurs, d'œufs et de porcs. La rationalisation de la production et l'organisation de la commercialisation sont les principaux atouts de l'agriculture néerlandaise. L'année 1986 a été marquée par une dégradation générale des prix.

3508. SASAKI, Masamichi ; SUZUKI, Tatsuzo – « Changes in religious commitment in the United States, Holland, and Japan ». *American Journal of Sociology* 92 (5), mars 87 : 1055-1076 ; tabl. ; bibliogr.

L'opinion dominante veut que les tendances mondiales vers l'industrialisation, l'urbanisation et l'emprise des technologies et des sciences entraînent un recul des croyances et des pratiques religieuses. L'analyse réalisée à ce sujet aux Etats-Unis, en Hollande et au Japon ne confirme que très partiellement cette thèse par une corrélation positive entre religiosité et âge, mais des études plus approfondies seraient nécessaires pour affirmer plus nettement la thèse d'une sécularisation généralisée.

3509. TEULINGS, Ad W.M. – « A political bargaining theory of co-determination – an empirical test for the Dutch system of organizational democracy ». *Organization Studies* 8 (1), 1987 : 1-24 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les Conseils de travailleurs jouent un rôle central dans la démocratie à la hollandaise, cette institution ayant des fonctions et des droits plus larges que leurs pendants dans d'autres pays d'Europe occidentale. La crise économique actuelle contribue à renforcer encore l'importance de ces Conseils dont certains constituent une véritable avant-garde ouvrière, alors que la majorité d'entre eux s'accomodent putôt des règles de la bureaucratisation.

Pérou

Voir aussi : n° 3149

3510. BERRIOS, Ruben – « Relations between Peru and the socialist countries ». *East European Quarterly* 21 (1), print. 87 : 99-118 ; tabl., graph.

Après avoir été marqués pendant une quarantaine d'années par des liens économiques et politiques avec les pays occidentaux industrialisés, en particulier avec les Etats-Unis, les rapports du Pérou avec l'étranger ont commencé à se diversifier. Cette diversification s'est matérialisée par une orientation en direction des pays socialistes, avec lesquels le Pérou a entrepris de pratiquer une coopération économique et technique active.

3511. FERRERO COSTA, Eduardo – « Peru and the law of the sea Convention ». *Marine Policy* 11 (1), janv. 87 : 45-57.

Adoptée en 1982 dans le cadre des Nations Unies, la Convention sur le droit de la mer reflète la quasi unanimité de la communauté internationale ; les Etats-Unis, la RFA et le Royaume-Uni n'ont pas signé le texte. De son côté, le Pérou est sur le point de le faire, des intérêts économiques l'y poussent de manière évidente. Mais la pêcherie péruvienne a des ressources qui s'étendent au-delà de la limite des 200 miles marins.

Philippines

Voir aussi : n° 3342

3512. La précarité du régime

a. AWWAD, Emad – « Les Philippines à la croisée des chemins ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (152), print. 87 : 72-87.
La démission en novembre 1986 du ministre de la Défense, Juan Ponce Enrile, qui avait symbolisé la cohabitation difficile et fait planer le danger d'un coup d'Etat, laisse malgré tout les Philippines dans une situation très précaire : rapports à l'intérieur du pouvoir tendus, relations difficiles avec les communistes et les musulmans. Les élections de mai 1987 seront décisives.

b. JOYAUX, François – « Cory Aquino sur le fil du rasoir ». *Politique internationale* (35), print. 87 : 165-175 ; résumés en anglais et en espagnol.
Un an après la chute de Marcos, le régime mis en place autour de Cory Aquino reste précaire, menacé de déstabilisation par les communistes, les musulmans et surtout par l'armée, encouragée par le manque de conviction des Américains à soutenir le régime. Voir à la suite, pp. 177-182 : « Entretien avec Juan Ponce Enrile ».

3513. ARNOLD, F. – « Birds of passage no more : migration decision making among Filipine immigrants in Hawaï ». *Migrations internationales* 25 (1), mars 87 : 41-61 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français et en espagnol.

La décision d'immigrer est, d'une manière générale, déterminée à la fois par des critères subjectifs et objectifs. Le cas d'un groupe d'immigrés philippins installés à Hawaï révèle l'importance des facteurs non économiques dans l'intention d'émigrer.

3514. HERDT, Robert W. – « A retrospective view of technological and other changes in Philippine rice farming, 1965-1982 ». *Economic Development and Cultural Change* 35 (2), janv. 87 : 329-349 ; tabl., graph.

Aux Philippines, la production annuelle moyenne de riz est passée de 4 millions de tonnes vers 1965 à 7,2 millions aujourd'hui. Cette évolution s'inscrit dans le cadre de la réforme agraire de 1973 qui a bouleversé les structures agricoles philippines. Ainsi, le rendement par hectare fut augmenté, et l'utilisation de la main-d'œuvre intensifiée.

Pologne

Voir aussi : n° 3613, 3616

3515. L'antisémitisme.

a. SMOLAR, Aleksander – « Les juifs dans la mémoire polonaise ». *Esprit* (6), juin 87 : 1-31.

Le débat public qui occupe depuis le début des années 80 la presse officielle aussi bien que les publications catholiques et clandestines semble indiquer que les persécutions et souffrances endurées en commun n'ont pas modifié de façon radicale les rapports entre juifs et polonais : évolution de l'antisémitisme et des stéréotypes qui le soutendent depuis 1939.

b. WISSE, Ruth R. – « Poland's Jewish ghosts ». *Commentary* 83 (1), janv. 87 : 25-33.

La question juive a été taboue en Pologne pendant les années qui ont suivi la fin de la 2e guerre mondiale. Cependant, la politique antisémite du gouvernement polonais a changé depuis septembre 1986, date où s'est tenu à l'Université de Jagellon de Cracovie un colloque consacré à l'autonomie juive dans la Pologne d'avant la partition, auquel participaient des savants israëliens.

3516. CHIRPAZ, François – « Perspectives polonaises ». *Etudes* 366 (6), juin 87 : 737-746.

Malgré les difficultés de la vie au quotidien et l'usure qui entraîne la banalisation de la pénurie, une résistance déterminée continue en Pologne, moins spectaculaire qu'à l'époque où Solidarnosc existait au grand jour et d'autant plus difficile à normaliser et à neutraliser par le pouvoir.

3517. KENNEDY, Michael D. – « Polish engineers participation in the solidarity movement ». *Social Forces* 65 (3), mars 87 : 641-669 ; tabl. ; bibliogr.

L'un des aspects les plus importants du mouvement Solidarité en Pologne a été la participation de nombreux ingénieurs. Cette présence s'explique par la détérioration des mécanismes d'intégration liant ces salariés au système de privilèges, par l'approfondissement de la crise économique pendant les années 70 et par la nécessité de maintenir de bonnes relations de travail entre cadres techniques et ouvriers pendant l'essor du mouvement en 1980-81.

3518. SZUBSTARSKA, Janina – « Zroznicowanie plac wedlug dzialow gospodarki uspolecznionej PRL w latach 1960-1983 » (Différenciation des salaires dans les secteurs économiques d'Etat en Pologne populaire dans les années 1960-1983). *Annales Universitatis Maria-Curie – Sklodowska. Sectio H : œconomia* 20, 1986 : 379-396 ; tabl. ; résumés en russe et en anglais.

Les différences de salaires selon les secteurs économiques en Pologne : évolution de 1960 à 1983.

3519. SZYMKIEWICZ, Krystyna – « Les transferts sociaux dans une économie socialiste en crise : le cas polonais ». *Economies et sociétés* 21 (2), fév. 87 : 107-155 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La généralisation progressive de la couverture sociale en Pologne permet, aujourd'hui, à la quasi-totalité de la population de bénéficier de prestations assez étendues à condition de travailler ou d'avoir travaillé dans le passé – les principaux

acteurs dans la gestion sont : les administrations centrales et régionales, les syndicats, le mouvement coopératif, diverses organisations sociales et les entreprises qui appliquent les mesures sociales au niveau micro-économique. Les sources de financement sont, quant à elles, très complexes, la crise économique a mis en évidence l'insuffisance du système social face à la détérioration croissante des conditions de vie de larges couches de la population et rend nécessaire la redéfinition de la politique sociale polonaise.

3520. WICH, Urszula – « Czynniki i bariery rozwoju aglomeracji miejskich w Polsce » (Les facteurs et les barrières du développement des agglomérations urbaines en Pologne). *Annales Universitatis Maria Curie - Sklodowska. Sectio H : œconomia* 20, 1986 : 75-90 ; résumés en russe et en anglais.

Les agglomérations urbaines en Pologne concentrent la majorité de la population. Ainsi, 18 agglomérations (6 % de la surface globale de Pologne) regroupent 41 % des habitants et 63 % de la population urbaine. Les agglomérations regroupent aussi 70 % des cadres et 90 % des écoles supérieures et instituts scientifiques et techniques.

Salvador

Voir aussi : n° 2249

3521. ČUMAKOVA, M.L. – « Sal'vador : metamorfozy « demokratizacii » (Salvador : les métamorphoses de la « démocratisation »). *Latinskaâ Amerika* (3), mars 87 : 7-18.

La guerre civile au Salvador continue de faire des ravages parmi la population. Le conflit armé menace d'embraser toute l'Amérique centrale. La « démocratisation » promise au lendemain des élections de mars 1985 tourne de plus en plus à la dictature, à peine voilée, de l'extrême droite.

3522. DUFUMIER, Marc – « La question agraire au Salvador ». *Notes et études documentaires* (83), 1er trim. 87 *Problèmes d'Amérique latine* (5), 1987 : 67-91 ; tabl.

La réforme agraire salvadorienne, qui s'est déroulée en 3 phases depuis le 5 mars 1980, n'a obtenu que des résultats limités et n'a donné lieu à aucune véritable redistribution. Les institutions responsables de la réforme agraire (ISTA et FINATA) se sont fortement discréditées, le mécontentement ne cesse de s'accroître dans les campagnes et le désaccord entre le gouvernement et les paysans du secteur réformé s'envenime.

3523. SHUGART, Mathew Soberg – « States, revolutionary conflict and democracy : El Salvador and Nicaragua in comparative perspective ». *Government and Opposition* 22 (1), hiv. 87 : 13-32.

La démocratie n'est pas impossible au Salvador comme au Nicaragua. Elle dépend énormément de l'attitude des Etats-Unis. Dans le premier cas, la conception américaine restreinte de la démocratie ne prévoit pas de rôle pour la gauche ; dans le second cas, une pression accentuée sur le régime sandiniste augmenterait les chances d'une évolution démocratique.

Sri Lanka

3524. GUILMOTO, Christophe – « Démographie et politique : les Tamouls entre Sri Lanka et l'Inde ». *Population* 42 (2), avr. 87 : 283-303 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Les Tamouls d'origine indienne, installés sur les hautes terres du centre de Sri Lanka pendant l'époque coloniale, ont été très difficilement intégrés au reste de la société. Durant la dernière décennie un grand nombre d'entre eux furent rapatriés en Inde. Les mouvements de redistribution interne de la population ont perturbé l'équilibre spatial entre les Cinghalais, qui sont majoritaires, et les Tamouls installés depuis plusieurs siècles à Sri Lanka.

3525. MORIZOT, Pierre – « La question tamoule. Un problème de décolonisation mal résolu ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (152), print. 87 : 60-71.

Historique de la question tamoule : si la querelle avec les Cinghalais est millénaire les nombreuses périodes de paix permettent d'espérer qu'il sera possible d'imposer des solutions impopulaires aux extrêmistes et de trouver un modus-vivendi acceptable.

3526. NICHTER, Mark ; NICHTER, Mimi – « Cultural notions of fertility in South Asia and their impact on Sri Lankan family planning practices ». *Human Organization* 46 (1), print. 87 : 18-28 ; graph. ; bibliogr.

Les comportements individuels face au planning familial sont influencés en Inde et au Sri Lanka par les perceptions culturelles de la fertilité et de la santé. Les méthodes de planning familial devraient exploiter de manière plus systématique les croyances traditionnelles au Sri Lanka.

Suède

Voir aussi : n° 3175, 3608

3527. MYHRMANN, Johan – « Critique of the Brookings Report ». *Quarterly Review – Skandinaviska Enskilde Banken* (1), 1987 : 2-12 ; tabl., graph. ; bibliogr.

En Suède, l'Institution Brooking connue pour ses sympathies libérales a publié un rapport en janvier 1987, sur l'économie suédoise. A la lumière de l'histoire économique de la Suède entre 1965 et 1985, il apparaît que les recommandations de ce rapport déboucheraient, si elles étaient appliquées, sur un ralentissement de la croissance, sur la stagflation.

3528. PETERSON, Richard B. – « Swedish collective bargaining. A changing scene ». *British Journal of Industrial Relations* 25 (1), mars 87 : 31-48 ; bibliogr.

L'évolution économique, politique et sociale de la Suède depuis les années 70 a provoqué la disparition des éléments déterminants du « modèle suédois » du système de relations industrielles. La décentralisation s'est accrue et les conflits entre employeurs et syndicats se sont multipliés.

3529. POPENOE, David – « Beyond the nuclear family : a statistical portrait of the changing family in Sweden ». *Journal of Marriage and the Family* 49 (1), fév. 87 : 173-183 ; bibliogr.

Depuis quelques années, la société suédoise s'écarte du modèle de la famille nucléaire. Mais cet état est plus grand que dans les autres pays industriels. Le phénomène se traduit essentiellement dans ce pays, par un recul du mariage, une recrudescence du concubinage et une réduction de la taille des foyers familiaux.

Suisse

Voir aussi : n° 3606

3530. BAUER, Gérard F. – « La Suisse et l'Europe : perspectives d'ouverture ? » *Revue économique et sociale* 45 (1), mars 87 : 3-21 ; graph.

Eu égard à l'évolution de la CEE, et à ses incidences sur les pays tiers, la Suisse a tout intérêt à reconsidérer le régime de ses relations avec les Etats membres : le programme d'achèvement du marché intérieur en est l'impératif. L'instrument de rapprochement le plus commode serait sans doute l'AELE.

3531. KELLERHALS, Jean et al. – « Stratification sociale, types d'interaction dans la famille et justice distributive ». *Revue française de sociologie* 28 (2), juin 87 : 217-240 ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

A partir d'une enquête réalisée en Suisse il apparaît que la sensibilité à l'exigence de justice est plus grande dans les familles bourgeoises et autonomes que dans les familles populaires et fusionnelles.

3532. PARRI, Leonardo – « Staat und Gewerkschaften in der Schweiz (1873-1981). (Etat et syndicats en Suisse (1873-1984)). *Politische Vierteljahresschrift* 28 (1), mars 87 : 35-58 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La principale confédération syndicale suisse considérée comme un « acteur rationnel » dans une évolution historique donnée a développé une stratégie, selon l'analyse coût-bénéfice, tendant à optimiser les résultats de son action. La marge de manœuvre du syndicat est la résultante des facteurs historiques conjonctuels et structurels dans le sens donné par Braudel. L'évolution du syndicalisme suisse s'explique donc par la faiblesse du mouvement ouvrier, le développement de différentes initiatives privées d'aide ou d'assistance et l'existence de goulots d'étranglement institutionnels.

Tchécoslovaquie

Voir aussi : n° 3613

3533. « Zabezpečit strategickou linii XVII. sjezdu KSČ » (Assurer la réalisation de la ligne stratégique du 17e congrès du PCT). *Plánované hospodářství* (3), 1987 : 1-11.

La reconstruction du mécanisme économique est un processus complexe, qui n'épargne aucun aspect de la planification, de l'organisation et de la gestion de l'économie tchécoslovaque. Sa réussite dépendra en large partie de l'adhésion de tous les travailleurs à la nouvelle façon de penser et d'agir vis-à-vis de l'entreprise et de la sécurité.

3534. « Zpráva Federálního statistichého úřadu o vývoji národniho hospodářstvi a plnění státniho plánu ČSSR v roce 1986 » (Le rapport de l'Office fédéral de statistique sur l'évolution de l'économie nationale et la réalisation du plan d'Etat tchécoslovaque en 1986). *Statistika* (3), 1987 : 138-152 ; tabl.

L'évolution de l'économie tchécoslovaque a été freinée en 1986 par la persistance de certains déséquilibres qui ont empêché la réalisation des objectifs du plan dans les secteurs-clés de l'intensification.

3535. SEIDL, Vladimir ; PRUSA, Ladislaw – « La sécurité sociale en Tchécoslovaquie : évolution 1970-1985 ». *Economies et sociétés* 21 (2), fév. 87 : 157-171 ; tabl. ; résumé en anglais.

Le système social assure tous les citoyens, en fonction de leurs conditions de vie, dans toutes les situations qui les rendent tributaires de l'aide de la société. Les prestations comprennent, ainsi, un système de pensions, de soins aux familles avec enfants, d'assurance de travailleurs en cas de maladie. Toutes ces prestations sont couvertes par le budget d'Etat. Depuis 1970, leur montant a plus que doublé.

3536. SUCHÁNEK, Rudolf – « Modernizace bytu v Jihomoravském kraji » (La modernisation des logements dans la région de la Moravie du Sud). *Plánované hospodářství* (3), 1987 : 68-82 ; tabl.

Les objectifs du 7e plan en matière de modernisation des logements dans la région de la Moravie du Sud n'ont pas été atteints. Si les insuffisances dans le travail des Comités nationaux expliquent en partie cet échec, il est vrai aussi que la tâche s'est rapidement révélée plus difficile que prévu et, de ce fait, irréalisable.

Tunisie

3537. ABAAB, Ali – « Mutations socio-économiques de la Jeffara orientale (Sud tunisien) ». *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* (41-42), 1986 : 327-338 ; tabl., cartes ; bibliogr.

Les transformations économiqus de cette région (avant, pendant et après la colonisation) sont caractérisées par le passage d'une occupation et d'une utilisation extensives de l'espace et de ses ressources naturelles dans le cadre d'une vie nomade à une occupation et une utilisation intensive dans le cadre d'une vie sédentaire fondée sur une diversification des activités. Le mode de vie et la production agricoles actuels semblent contradictoires par rapport aux exigences d'un milieu aride.

3538. ATTIA, Habib – « Problématique du développement du Nord-Ouest tunisien ». *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* (41-42), 1986 : 264-280.

Cette région pose le plus grand paradoxe régional tunisien ; à la fois région agricole réputée et riche, elle est aussi la région humaine la plus pauvre, c'est-à-dire celle où l'espérance de vie est la plus courte. La population est celle qui a été le plus profondément traumatisée, paupérisée et déracinée au cours de l'évolution récente du pays.

3539. FLORET, Christian et al. – « La désertisation en Tunisie présaharienne ». *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* (41-42), 1986 : 291-326 ; tabl., cartes ; bibliogr.

La mise en culture, le surpâturage, l'éradication des espèces ligneuses sont les principaux facteurs de la dégradation du milieu naturel de cette région qui donne tous les signes du processus de désertisation.

3540. KILANI, Mondher – « Etat et développement : transformation du système hydraulique du groupe d'oasis de Gafsa (Tunisie) ». *Sou'al* (6), avr. 87 : 79-93.

Sous l'autorité beylicale, puis coloniale, les sociétés oasiennes de Gafsa, en Tunisie, avaient le statut de communautés locales largement autonomes et particulières. Après l'indépendance, elles passent progressivement sous la tutelle de l'Etat-patron contrôlant les systèmes hydrauliques. L'eau, qui constituait le nœud des relations sociales, n'a plus qu'une valeur marchande. Et la population se repose désormais sur l'Etat pour la solution de tous ses problèmes.

3541. SAMITI, Khalil – « Médiation étatique en transnational et notion d'arbitraire en sociologie : de la dette extérieure à la stratégie d'agression du mouvement ouvrier en Tunisie ». *Peuples méditerranéens. Mediterranean Peoples* (35-36), sept. 86 : 227-246 ; résumé en anglais.

Le gouvernement tunisien utilise l'argument de l'importance de la dette extérieure pour imposer ses priorités et justifier son refus des négociations salariales. Pour améliorer la balance des paiements ou conquérir des marchés extérieurs, il faut limiter les coûts de production et par conséquent bloquer les salaires. Ce refus de négocier les salaires devient progressivement une négation de l'Etat de Droit.

Turquie

3542. « Turkey ». *South* (77), mars 87 : 37-55 ; tabl., graph.

Suite d'articles : la politique de libéralisme du Premier Ministre Turgut Ozal a insufflé un dynamisme nouveau à l'économie turque mais l'inflation et le chômage restent élevés. Le parti au pouvoir devra éviter tout dérapage avant les élections générales de 1988.

3543. BROWN, James – « The military and politics in Turkey ». *Armed Forces and Society* 13 (2), hiv. 87 : 235-253 ; tabl. ; bibliogr.

Les forces armées ont joué le rôle de protecteurs de l'Etat en Turquie. Les militaires ont fait trois grandes intrusions sur la scène politique nationale depuis l'instauration de la République en 1923. Ils ont chaque fois décidé eux-mêmes de s'en retirer.

3544. MOISEEV, P.P. ; STARCENKOV, G.I. – « Strategii èkonomičeskogo razvitiâ Turcii (20-80 e gody XXV) » (Les stratégies du développement économique de la Turquie (années 20 – années 80 du XXe siècle)). *Narody Azii i Afriki* (2), 1987 : 13-23.

Jusqu'en 1950, l'accent a été mis essentiellement sur l'utilisation des ressources internes. A l'arrivée au pouvoir du Parti démocrate correspond l'afflux de l'investissement étranger. Après le coup d'Etat de 1960, la coopération de la Turquie avec tous les pays se développe. Le Programme de stabilisation économique adopté en janvier 1980 modifie fondamentalement le modèle d'industrialisation. La priorité est accordée aux industries exportatrices.

URSS

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3652

3545. La gestion Gorbatchev : rupture ou continuité ?

a. « Gorbatchev ». *Esprit* (5), mai 87 : 21-36.
Table ronde réunissant Jean-Luc Domenach, Pierre Hassner, Jacques Rupnik, Françoise Thom : comment interpréter l'effet Gorbatchev, comprendre la logique de son entreprise en URSS et dans le contexte international ? La nouveauté du discours permet de constater qu'il ne fait plus appel aux slogans marxistes-léninistes mais à la paix, à l'écologie, au nouvel ordre économique mondial, ce qui lui permet de récupérer une partie de la gauche européenne. Voir à la suite, pp. 37-39 : VASICEK, Zdenek : « Gorbatchev et son espace ».

b. HELLER, Michel – « Gorbatchev ou la " transparence " stalinienne ». *Géopolitique* (17), print. 87 : 4-14.
Depuis son arrivée au pouvoir en 1985, Mikhaïl Gorbatchev veut donner l'impression que l'URSS change. Mais si l'on se fonde sur l'analyse historique, on constate que la politique du nouveau secrétaire général ressemble à celle de Staline dans les années 30 : mêmes critiques des dirigeants précédents, mêmes slogans, mêmes « techniques » de propagande...

c. LOUMAYE, Serge – « Les quatre visages de Mikhaïl Gorbatchev ». *La revue nouvelle* 43 (5-6), juin 87 : 481-490.
L'action de Gorbatchev s'articule autour de deux axes : restructuration de l'économie et de la société soviétique basée sur l'efficacité, la responsabilité et la participation et offensive diplomatique tous azimuts.

3546. La stratégie militaire

a. FARRAR, John H. – « Soviet strategic nuclear thought ». *Crossroads* (21), 1987 : 31-57 ; bibliogr.
Les évaluations occidentales de la pensée stratégique soviétique diffèrent largement les unes des autres. Plusieurs raisons expliquent ces divergences de vue, notamment les difficultés d'appréhender les aspects structurels du système soviétique, son contexte historique, le public visé par les auteurs ou orateurs, etc. Par ailleurs, cette pensée stratégique a elle-même évolué. Des mesures unilatérales de désarmement en Occident ne semblent guère se justifier, mais il semble erroné aussi de croire que l'URSS aspire à obtenir des avantages par une aggression militaire majeure contre les pays occidentaux.

b. GAY, André – « L'héritage russe dans la stratégie générale soviétique ». *Défense nationale* 43, mai 87 : 83-102.
L'héritage russe dans la stratégie soviétique se caractérise par quatre éléments : définition par rapport à l'Occident ; politique traditionnellement expansionniste ; aversion pour le risque ; conviction d'être investi d'une mission universelle. Cependant, l'héritage historique russe ne suffit pas à légitimer la conquête du monde par l'idéologie marxiste-léniniste.

c. HERSPRING, Dale R. – « Nikolay Ogarkov and the scientific-technical revolution in Soviet military affairs ». *Comparative Strategy* 6 (1), 1987 : 29-59.
Le maréchal Nikolay Ogarkov a profondément marqué la stratégie militaire soviétique par ses écrits concernant la révolution technologique des armements. Malgré son changement de poste en 1984 au sein de la Nomenklatura, son influence ne pourra être que grandissante.

3547. « Učit'sâ demokratii, utverždat' zakonnost, » (Apprendre la démocratie, réaffirmer l'ordre légal). *Kommunist (Moskva)* (5), mars 87 : 3-14.
La restructuration, en URSS, ne peut se faire sans une démocratisation générale da la vie politique, économique, sociale et culturelle ; celle-ci ne peut se concevoir autrement qu'étroitement liée au renforcement de la légalité. Aujourd'hui la garantie du renforcement de la démocratie passe par l'indépendance accrue des organismes juridiques, des organes gouvernementaux, mais aussi par l'action des organisations du parti.

3548. TOUCHARD, Georges Eric – « Désinformation et Initiative de défense stratégique ». *Défense nationale* 43, mai 87 : 27-41.
La désinformation soviétique appliquée à l'IDS s'articule autour de deux stratégies complémentaires : une bataille diplomatique (orchestration et relais des arguments

de la diplomatie soviétique à l'encontre de l'IDS) et une guerre indirecte (action souterraine d'exploitation des arguments à double tranchant que comporte le projet IDS). Ces actions ne peuvent guère être prouvées, ce qui leur assure une grande pérennité.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 3341, 3348, 3500, 3645

3549. L'intervention en Afghanistan

a. « Afghanistan and the USSR ». *Orbis* 30 (4), hiv. 87 : 589-641.
Trois articles consacrés à la « planification » et à la « soviétisation » de l'Afghanistan par l'URSS et aux positions des Etats du Moyen Orient sur le conflit.

b. KUZIO, Taras – « Opposition in the USSR to the occuption of Afghanistan ». *Central Asian Survey* 6 (1), 1987 : 99-117 ; bibliogr.
L'opposition contre l'occupation de l'Afghanistan, qui entraîne d'importantes pertes en vies humaines, existe en URSS plus ou moins dans tous les milieux, mais pour des raisons évidentes il ne peut pas s'agir d'un mouvement semblable à celui des Etats-Unis contre la guerre du Vietnam. Cette opposition est plus forte dans les Républiques soviétiques musulmanes d'Asie centrale où vivent des peuples proches de ceux de l'Afghanistan. Voir à la suite, pp. 119-139 ; ES'HAQ, Mohammad : « The present situation in Afghanistan (June 1986) ».

3550. FRITSCH-BOURNAZEL, Renata – « Les deux Allemagnes sous l'œil de Moscou ». *Revue française de science politique* 37 (3), juin 87 : 320-330 ; résumé en anglais.

Un passé fait de lutte à mort et de complicité, de rejets passionnels et de convergences d'intérêt sous-tend l'évolution de la politique allemande de l'URSS depuis 1945. Les Soviétiques, depuis la défaite allemande pèsent directement sur le destin étatique et social d'une partie de la nation allemande et Gorbatchev, malgré un discours novateur, poursuit la politique de ses prédecesseurs visant à empêcher la reconstitution d'un pôle de puissance en Europe.

3551. HORN, Robert C. – « Soviet leadership changes and Sino-Soviet relations ». *Orbis* 30 (4), hiv. 87 : 683-699.

Dans les années 80, des progrès importants ont été réalisés dans les relations sino-soviétiques, dans tous les domaines, mais surtout au niveau des relations économiques et technologiques. Les contacts politiques se sont beaucoup développés depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, mais il reste plusieurs points de désaccord : le tracé des frontières, l'occupation du Cambodge par le Vietnam. De plus, les différences idéologiques entre les deux régimes sont telles qu'elles ne sont jamais abordées.

3552. LITWAK, Robert S. – « Ideology and the conduct of Soviet policy in the Third World : an overview ». *The Jerusalem Journal of International Relations* 9 (1), mars 87 : 22-44 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Pendant longemps, l'Union soviétique a articulé considérations idéologiques et pragmatisme dans sa politique a l'égard du Tiers-Monde, qui a connu une certaine évolution ; à présent, elle a redéfini la notion de régime progressiste pour une plus grande souplesse diplomatique, mais elle manifeste toujours une préférence pour les partis marxistes orthodoxes avec qui elle peut avoir des relations durables.

3553. MIXOSNI, Osamu – « Soviet strategy in Asia : a Japanese view ». *Comparative Strategy* 6 (1), 1987 : 1-27.

Depuis longtemps l'URSS a des visées hégémoniques sur l'Asie. Celles-ci ont été revivifiées par le rôle accru pris par le Pacifique dans les relations internationales. Cependant l'ambition soviétique est limitée par la faiblesse des moyens qui sont uniquement militaires. Les acteurs de la région devraient adopter des stratégies visant à empêcher l'extension de la sphère d'influence soviétique.

Vie culturelle et scientifique

3554. « Ekonomičeskaâ teoriâ i praktika perestrojki » (La théorie économique et la pratique de la restructuration). *Kommunist (Moskva)* (5), mars 87 : 30-39.

La restructuration de l'économie soviétique est impensable sans un développement profond des sciences économiques. Ces sciences étaient-elles prêtes à répondre

aux nouveaux défis qui lui sont lancés ? En quoi consistent les transformations actuelles dans le domaine des relations de production ? Quels éléments de la NEP des années 20 sont encore d'actualité ? Qu'est-ce que l'autonomie comptable totale ? Quel est le nouveau contenu de la notion de « justice socialiste » ? Le point de vue d'un certain nombre de chercheurs et spécialistes sur ces questions.

3555. « Naučno-tehničeskij progress i trud » (Le progrès scientifique et technique et le travail). *Socialističeskij trud* (11), 1986 : 3-35.

Série d'articles concernant le rôle de l'innovation à l'étape actuelle, les différents stimulants du progrès technique, et leur application dans les usines.

3556. GOODMAN, S.E. – « Computing in the USSR : recent progress and policies ». *Soviet Economy* 2 (4), déc. 86 : 327-354 ; tabl. ; bibliogr.

Le retard de l'informatique soviétique sur les pays occidentaux tient à la fois à des limites techniques et à des contraintes politiques et administratives. Le Politburo a arrêté en 1985 un plan destiné à rattraper ce retard ; ce programme est relayé par des campagnes de propagande et d'information sur la technologie informatique. Voir à la suite, pp. 355-367 ; JUDY, Richard W. : « Computing in the USSR : a comment ».

3557. LUKIN, U.A. – « Demokratizacio kul'tury (XXVII s''ezd KPSS â kul' turnoj politike partii) » (La démocratisation de la culture (le XXVIIe Congrès du PCUS et la politique culturelle du Parti). *Voprosy literatury* (2), 1987 : 3-32

Le XXVIIe Congrès du PCUS a élaboré une série de mesures mettant l'accent sur le rôle de l'idéologie, de l'esthétique et de la culture à l'étape actuelle. Il s'est attaché également à développer les bases matérielles de la culture, dans tous les secteurs et toutes les régions du pays.

Problèmes sociaux

3558. « Reforma zarabotnój platy » (La réforme des salaires). *Socialističeskij trud* (3), 1987 : 7-66.

Série d'articles concernant l'application du décret du 17 septembre 1986 dans différents secteurs de l'économie soviétique.

3559. « Les transferts sociaux en URSS et en Europe de l'Est ». *Economies et sociétés* 21 (2), fév. 87 : 3-171 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Numéro spécial consacré à la protection sociale en URSS et en Europe de l'Est, ses différences et ses similitudes avec le système des pays à économie de marché et les variantes internes du système dans les pays à économies centralement planifiées. Voir : DUCHÊNE, G. : n° 3616 ; CROSNIER, M.A. : n° 3561 ; SZYNKIEWICZ, K. : n° 3519 ; SEIDL, V. ; PRUŠA, L. : n° 3535.

3560. BLUM, Alain – « La transition démographique dans les Républiques orientales d'URSS ». *Populations* 42 (2), avr. 87 : 337-358 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Les disparités régionales de fécondité en URSS semblent se réduire très rapidement depuis le milieu des années 1970. La fécondité diminue rapidement dans les Républiques orientales selon un schéma uniforme depuis 1950. Cette décroissance reflète un changement général des comportements puisqu'elle touche l'ensemble des nationaux, tant urbains que ruraux.

3561. CROSNIER, Marie-Agnès – « La protection sociale en Union Soviétique ». *Economies et sociétés* 21 (2), fév. 87 : 29-75 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le système social soviétique constitue un ensemble complexe dont la conception globale a été élaborée dans les premières années du pouvoir soviétique. La couverture sociale est plus large que dans les pays occidentaux pour les bénéficiaires et les prestations fournies. La gestion est assurée par les syndicats et les pouvoirs publics ; le financement se répartit entre l'Etat (60 %), les entreprises et les kolkhozes. L'évolution ds dépenses est la même que dans les pays occidentaux : croissance due, en URSS, à l'extension et l'amélioration de la couverture sociale de la population.

3562. FELDBRUGGE, F. J.M. – « The new Soviet law on emigration ». *Soviet Jewish Affairs* 17 (1), print. 87 : 9-24.

La nouvelle réglementation relative à l'émigration codifie les pratiques restrictives adoptées dans les années 80, particulièrement en ce qui concerne la réunification des familles. Ainsi, le nombre de Juifs soviétiques autorisés à émigrer a constamment diminué depuis les années 70.

Economie et finances

3563. Les réformes économiques

a. [Les réformes économiques de Gorbatchev]. *Soviet Economy* 2 (4), déc. 86 : 283-326 ; bibliogr.
Suite d'articles. Voir : HEWETT, Ed A. : « Gorbatchev at two years : perspectives on economic reforms » ; SCHROEDER, Gertrude E. : « Gorbatchev : " radically " implementing Brezhnev's reforms » ; HOUGH, Jerry F. : « The Gorbatchev reform : a maximal case » ; HANSON, Philip : « The shape of Gorbatchev's economic reform ».

b. LAVIGNE, Marie – « L'accélération, la réforme, la transparence : l'économie soviétique en marche vers le changement ? » *Chroniques d'actualité de la SEDEIS* 36 (5), 15 mai 87 : 164-178 ; tabl.
Si l'année 1986 s'est révélée encourageante pour l'économie soviétique, le début de 1987 reste décevant. Cependant, on ne peut nier la volonté de réformes des dirigeants, qui concerne le mécanisme de planification et gestion, l'organisation administrative et le contrôle de la qualité.

c. « Politiko-èkonomičeskie osnovy uskoreniâ » (Les bases politiques et économiques de l'accélération). *Voprosy èkonomiki* (3), 1987 : 48-64.
Table ronde organisée par l'Institut d'économie de l'Académie des sciences de l'URSS en octobre 1986, au cours de laquelle des chercheurs ont mis l'accent sur le rôle du renouvellement des connaissances, de la formation et de la lutte contre toutes les scléroses.

3564. « Uskorenie social'no-èkonomičeskogo razvitiâ » (L'accélération du développement socio-économique). *Voprosy èkonomiki* (2), 1987 : 3-49.

Série d'articles concernant l'intensification de l'économie nationale, le perfectionnement des mécanismes actuels dans les secteurs.

3565. BARANSON, Jack – « Ideology versus innovation in Soviet industry ». *The World Economy* 10 (1), mars 87 : 85-95.

La croissance industrielle soviétique s'appuie sur la quantité de travail et de capital ; la productivité ne contribue que pour 10 % à cette croissance, contre 90 % aux Etats-Unis. Depuis le ralentissement de sa croissance, l'URSS tente de développer l'innovation technologique ; ses efforts vont dans le sens d'une décentralisation de la planification et d'une introduction d'un système de prix vrais et d'incitations économiques efficaces.

3566. NIKIDOROV, L. – « Razvitie vzaimosvâzej goroda i sela » (Le développement des interactions entre la ville et la campagne). *Voprosy èkonomiki* (3), 1987 : 75-85.

L'intégration agro-industrielle, l'égalisation progressive des niveaux de vie et des conditions de travail constituent des objectifs essentiels de la politique économique, actuellement menée sur l'ensemble du territoire national.

Yémen

Voir aussi : n° 1328

3567. BALDIT, Luc – « Yémen : les retournements de l'histoire ». *Défense nationale* 43, juin 87 : 117-130.

Après plusieurs alertes dans les relations entre le Nord-Yémen et le Sud, l'affrontement de janvier 1986 à Aden a consacré la prédominance de Saraa à tous les niveaux (politique, économique, géographique, militaire et politique). Malgré tout, les yéménites restent tous très attachés à la réunification qu'appellent les données naturelles et historiques.

3568. DESTREMAU, Blandine – « Yémen du Nord : sur la voie du développement ? ». *Maghreb-Machrek* (114), déc. 86 : 73-83 ; tabl., carte ; bibliogr.

L'entrée du Yémen dans l'ère pétrolière, qui vient à point relayer les revenus qu'ont procuré les transferts des Yéménites émigrés, devrait permettre la réorientation des capacités des investissements, au profit du secteur public, si le gouvernement prend garde à éviter que la nouvelle richesse pétrolière n'accentue les distorsions et à conserver au pays une assise culturelle et sociale propre.

3569. MARTINO, Edoardo – « L'accordo di cooperazione tra la CEE e la Republica araba dello Yemen ». *Annali-Istituto di studi europei A. de Gasperi* (6), 1984 : 21-28 ; résumé en anglais.

L'accord signé en mai 1984 entre la CEE et la République arabe du Yemen consolide les relations initiées en 1977 dans le cadre de la coopération financière et technique de la CEE avec les PVD non associés.

Yougoslavie

Voir aussi : n° 3340

3570. ANDŽIĆ, Rosa – « Intensifikacija proizvodnje – ključni problem ekonomskih procesa » (L'intensitication de la production – problème clé des processus économiques). *Socijalizam* 30 (2), 1987 : 39-59.

La situation de crise que vit la Yougoslavie a rendu le développemetn intensif de l'économie, associé à l'amélioration de la gestion des entreprises, l'objectif prioritaire dans les années 80. C'est pourquoi le plan social 1986-1990 prévoit une intensification des efforts, une amélioration de la productivité du travail et une restructuration.

3571. CKREBIE, Dusan – « L'intégration autogestionnaire et la réalité yougoslave ». *Questions actuelles du socialisme* 37 (1-2), fév. 87 : 3-15.

La pensée et l'œuvre révolutionnaire de Edvard Kardelj engagent la Yougoslavie à poursuivre ses efforts pour dépasser la situation (actuellement non satisfaisante) de l'intégration de l'économie et de la société. Le XIIe Congrès de la LCY a précisé les problèmes idéologico-politiques de la réalisation de la stratégie unitaire du développement technologique.

3572. COSTA, Nicholas J. – « Kosovo : a tragedy in the making ». *East European Quarterly* 21 (1), print. 87 : 87-97.

Depuis les manifestations nationalistes albanaises en 1981 au Kosovo, en Yougoslavie, l'ordre a été rétabli et la situation politique est redevenue ce qu'elle avait été avant ces événements. Mais, victimes de pressions et de vexations de toutes sortes, les Serbes et les Monténegrins, minoritaires, continuent de quitter leurs foyers ancestraux pour s'établir en Serbie ou au Monténégro.

3573. FILIPOVIĆ, Snežana – « Reintegracija radnika portratnika i njihovo uključivanje u nacionalnu privedu » (La réintégration des ouvriers ayant travaillé à l'étranger et leur incorporation dans l'économie nationale). *Socijalizam* 30 (2), 1987 : 88-100.

Sur les 1 060 000 ouvriers yougoslaves qui travaillaient à l'étranger en 1973, principalement en Europe occidentale, plus de 700 000 sont retournés depuis dans leur pays en raison de la récession. Les autoritésyougoslaves ont pris certaines mesures pour réintégrer ces ouvriers dans l'économie nationale, notamment en favorisant la création de petites entreprises privées, mais en raison des difficultés administratives, ces mesures n'ont pas donné les résultats attendus.

3574. MARSENIC, Dragutin V. – « Ljudski i materijalni uslovi privrednog razvoja Jugoslavije » (Les conditions humaines et matérielles du développement économique de la Yougoslavie). *Socijalizam* 30 (2), 1987 : 3-38 ; tabl.

La Yougoslavie possède toutes les ressources nécessaires pour son développement économique, mais elle doit néanmoins pratiquer une large coopération avec les autres pays et s'intégrer dans la division internationale du travail. Elle avait enregistré de bons résultats dans son développement jusqu'à 1965, mais ensuite

son économie a commencé à stagner, principalement en raison de la récession mondiale.

3575. RAJCAN, Istvan – « Le rôle de l'Alliance socialiste du peuple travailleur de Yougoslavie dans le système de délégations ». *Questions actuelles du socialisme* 37 (1-2), fév. 87 : 47-61.

L'Alliance socialiste, vaste organisation de masse joue un rôle politique très important en Yougoslavie : elle renforce les relations entre les délégations, les délégués et la base de délégation, et elle établit des liens entre les forces socialistes organisées et le système de délégation.

3576. SMILJKOVIĆ, Radoš – « Savez komunissta izmedu klasnog i nacionalnog » (La Ligue des communistes entre le sentiment de classe et le sentiment national). *Socijalizam* 30 (2), 1987 : 60-75.

La profonde crise économique et le mauvais fonctionnement du système sociopolitique autogestionnaire ont eu pour conséquence la naissance de sentiments nationaliste non seulement dans les différentes composantes nationales, mais également au sein de la Ligue des communsites yougoslaves (LCY). Pour redresser la situation, il faudrait recréer l'unité de la LCY et ensuite seulement rechercher une solution pour les autres problèmes.

II
ÉTUDES RÉGIONALES

Afrique

Voir aussi : n° 3390, 3462, 3679

3577. « Conceptualizing the household : issues of theory and policy in Africa ». *Development and Change* 18 (2), avr. 87 : 197-327 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré aux diverses approches du concept de ménage, des structures et relations familiales et de la vie domestique en Afrique.

3578. « A current bibliography on African affairs ». *A Current Bibliography on African Affairs* 19 (2), 1987 : 97-122.

Une sélection d'articles de périodiques publiés entre 1970 et 1985 sur le rôle des militaires et les différents coups d'Etat, réussis ou avortés en Afrique.

3579. « Désert et montagne au Maghreb. Hommage à Jean Dresch ». *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* (41-42), 1986 : 412 p.

Numéro consacré à une étude des conditions climatiques de l'évolution économique, de l'histoire et des caractéristiques socio-culturelles des régions de montagne et des déserts dans les pays du Maghreb. L'influence de l'industrialisation et des profonds changements des modes de vie sur leur situation actuelle. Voir notamment : LACOSTE-DUJARDIN, C. : n° 3388 ; [Le Haut Atlas marocain] : n° 3488 ; ATTIA, Habib : n° 3538 ; LACOSTE, Yves : n° 3583 ; FLORET, Christian et al. : n° 3539 ; DUBOST, Daniel : n° 3257 ; ABAAB, Ali : n° 3537 ; BISSON, Jean ; CALLOT, Yann : n° 3256.

3580. « La Sécurité sociale des travailleurs migrants en Afrique ». *Documentation de Sécurité sociale. Série africaine* (8), 1986 : 67-99 ; tabl.

Suite d'articles consacrés aux divers aspects des migrations des travailleurs africains et aux solutions à apporter aux problèmes de la Sécurité sociale des migrants.

3581. ALUKO, Olagide – « Ideology and the foreign policy of African States ». *The Jerusalem Journal of International Relations* 9 (1), mars 87 : 121-134 ; bibliogr.

L'idéologie joue en rôle important dans la politique étrangère des Etats africains qui tient compte également de la nécessité d'un équilibre géopolitique interne et régional ainsi que des contraintes économiques et culturelles. Il est d'ailleurs probable qu'à l'avenir la culture y pèse plus que l'idéologie dans l'élaboration de la décision en politique extérieure.

3582. FENET-RIEUTORD, Monique – « Espace géographique et santé en Afrique centrale : la diffusion de maladies le long du fleuve Oubangui (1885-1982) ». *Cahiers des sciences humaines* 22 (2), 1986 : 231-256 ; tabl., cartes ; résumé en anglais.

L'espace fluvial est un exemple éloquent des changements que les hommes peuvent opérer sur leur milieu. Les bouleversemetns socio-politiques de l'histoire ont transformé la fonction géographique de l'axe fluvial qui a connu d'intenses mouvements de population. Ces derniers ont joué un rôle capital dans la dynamique de propagation des maladies.

3583. LACOSTE, Yves – « Quelques réflexions sur les problèmes géopolitiques du Sahara ». *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* (41-42), 1986 : 283-290.

Le Sahara est singulier dans la mesure où il est à la fois très peu peuplé et le théâtre de conflits géostratégiques nombreux et particulièrement difficiles à résoudre : Sahara occidental, conflit de l'Erythrée. C'est également à partir du « grand » Sahara, où les frontières héritées du colonialisme seraient abolies, que Kadhafi a bâti son projet de reconstituer l'Oumma.

3584. TABET, Paola – « Du don au tarif : les relations sexuelles impliquant une compensation ». *Les temps modernes* 42 (490), mai 87 : 1-53 ; tabl. ; bibliogr.

Etude ethnologique et sociologique des formes d'échanges économico-sexuels en Afrique. Contrairement aux sociétés occidentales qui assimilent automatiquement ces échanges à la prostitution et les repréhendent, la société africaine les considèrent dans certains cas comme des éléments de la vie sociale.

Asie

Voir aussi : n° 3303, 3553, 3618, 3631

3585. « The rising sun : cutting out Asia ». *South* (76), fév. 87 : 57-72.

Dossier. La domination économique du Japon dans la région continue alors que les autres pays font face à des difficultés économiques de plus en plus grandes. En orientant de plus en plus ses investissements étrangers vers Singapour, la Corée du Sud et Taiwan, le Japon délaisse les autres pays de la région, notamment la Thailande et la Malaisie, qui doivent revoir leurs stratégies économiques et réviser leurs priorités en matière de politiques de santé publique.

3586. « La SAARC »

a. PADEL, Ursula – « Südasiatische Vereinigung für regionale Zusammenarbeit-Entstehung, Ziele, Resultate, Perspektiven » (L'union asiatique du Sud pour la collaboration régionale-Naissance, buts, résultats et perspectives). *Jahrbuch Asien Afrika Lateinamerika* 1985 : 60-71 ; tabl. ; bibliogr.
La première conférence au sommet des pays du sud asiatique (décembre 1985) a décidé la création de l'Association d'Asie du Sud pour la coopération régionale (déclaration de Dakka). Une charte a mis l'accent sur la nécessité d'une coopération multilatérale en matière économique, sociale et culturelle et sur la recherche d'une paix régionale. Les premiers résultats positifs concernent la coopération économique.

b. PARAN JPE, Shrikant – « India, South Asia and SAARC ». *Asian Profile* 15 (1), fév. 87 : 67-72.
La création de l'Association de coopération régionale d'Asie du Sud qui a tenu son premier sommet en 1985 permet d'envisager une alternative à l'hégémonie régionale de l'Inde. Cette association devrait par ailleurs permettre l'adaptation de la politique extérieure indienne aux nouvelles réalités.

3587. « Southeast Asia : facing the challenge of socialist construction ». *Contemporary Marxism* (12-13), sept. 86 : 236 p.

Numéro consacré à l'analyse de l'expérience socialiste dans certains pays d'Asie. Les auteurs des différents articles, selon qu'ils soient prochinois ou prosoviétiques, ont une appréciation apologétique ou polémique des diverses expériences, notamment du Vietnam et du Kampuchea.

3588. BONNET, Michel – « Enfants travailleurs en Asie ». *Recherches internationales* (22), déc. 86 : 11-29 ; bibliogr.

L'enfant travailleur asiatique est victime d'une double exploitation par le système capitaliste, de par ses conditions de travail communes à la classe

ouvrière et de par son appartenance au monde rural. Il est difficile d'imaginer l'ampleur de l'exploitation des enfants en l'absence de source statistique fiable, mais il est certain que les employeurs sont assurés d'une réserve de main-d'œuvre quasi inépuisable pour longtemps encore.

3589. CHOWDHURY, Osman H. – « Labour migration to the Middle-East : an Asian perspective ». *Asian Profile* 15 (1), fév. 87 : 73-91 ; tabl. ; bibliogr.

La part des travailleurs asiatiques dans la main-d'œuvre étrangère employée dans les pays pétroliers n'a cessé de croître depuis les années 70. Cette évolution a eu des conséquences économiques bénéfiques sur les pays d'origine qui encouragent donc ces migrations.

3590. Mc EACHERN, Doug ; BURNS, P.L. – « The problem of the State in Asian industrialization and development ». *Asian Pacific Review* (4), hiv. 86 : 28-45.

L'industrialisation et le développement des pays d'Asie sont étroitement liés au rôle que joue l'Etat, quel que soit le régime. Néanmoins, ce rôle varie selon qu'il s'agit de pays capitalistes, comme le Japon ou les Philippines, ou de pays engagés dans l'édification du socialisme, comme la Chine, la Corée du Nord et le Vietnam.

3591. ZEHADUL KARIM, A.H.M. – « An economic hinterland geographically disjointed and lingua-cultural differences : three factors for the disintegration of Pakistan and the emergence of Bangladesh ». *Asian Profile* 15 (1), fév. 87 : 37-46 ; tabl. ; bibliogr.

La création d'un Pakistan à deux composantes géographiques distinctes en 1947 était légitimée par l'homogénéité religieuse des deux entités. Cependant la division du pays en 1971 et la création du Bangladesh sont dues à l'exploitation de l'arrière-pays et aux différences géographiques et socio-culturelles entre Pakistan oriental et Pakistan occidental.

Europe

3592. Les euromissiles

a. DELMAS, Claude – « Gorbatchev, l'Occident et les euromissiles ». *Revue générale*(4), avr. 87 : 65-74.
Le but de la politique de Gorbatchev sur les euromissiles est de parvenir à réaliser le découplage de la sécurité de l'Europe occidentale et de celle des Etats-Unis.

b. GUILLEREZ, Bernard – « Option zéro : les palinodies eurostratégiques ». *Défense nationale* 43, mai 87 : 157-164.
Après le sommet américano-soviétique de Reykjavik et la proposition, en février, d'option zéro par Gorbatchev, les Européens sont quelque peu incertains. La RFA, favorable à cette option, risque d'influencer la France et la Grande-Bretagne. Toutes ces négociations cherchent à « noyer le poisson » au profit de l'URSS.

3593. BORAWSKI, John et al. – « The Stockholm agreement of september 1986 ». *Orbis* 30 (4), hiv. 87 : 643-662.

Le 22 septembre 1986, un accord sur le contrôle des armements a été conclu entre les 35 Etats participant à la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et le désarmement en Europe. Cet accord apporte une contribution modeste mais tangible à l'élimination des barrières artificielles entre l'Est et l'Ouest et constitue une étape importante dans l'histoire des négociations sur la sécurité de l'Europe et le désarmement.

3594. YOST, David S. – « Armements conventionnels : une nouvelle négociation ? ». *Défense nationale* 43, juin 87 : 59-75.

Les négociations MBFR, ouvertes il y a quatorze ans sont provisoirement bloquées. Les conséquences et effets diplomatiques d'un accord MBFR ne sont pas très clairs à long terme. Quant aux chances d'une négociation concernant une nouvelle zone géographique, elles sont très minimes. C'est bien au niveau conventionnel que le danger militaire soviétique est le plus grave pour l'Europe.

Europe communautaire

Voir aussi : n° 3300, 3319, 3438, 3449, 3530, 3569

3595. L'acte unique européen

a. EDWARD, David – « The impact of the Single Act on the institutions ». *Common Market Law Review* 24 (1), print. 87 : 19-30.
L'Acte unique européen aura un effet favorable sur les institutions communautaires. Dans certaines circonstances, des dispositions du texte obligent presque les institutions à coopérer davantage entre elles. L'Acte facilite, par ailleurs, la tâche de la Cour de justice européenne.

b. HEMVE, C.T. – « L'Acte unique européen : un acte capital ». *La revue nouvelle* 43 (5-6), juin 87 : 469-480.
L'Acte unique est à la fois une profonde réforme institutionnelle de la CEE et un ensemble de dispositions chargées d'assurer la réalisation d'un grand marché sans frontière d'ici 1992.

c. PESCATORE, Pierre – « Some critical remarks on the Single European Act ». *Common Market Law Review* 24 (1), print. 87 : 9-18.
L'adoption de l'Acte unique européen marque une régression pure et simple de la CEE. Le texte préconise la dissolution de toutes les frontières internes ; en fait, il ne fait que renforcer les barrière monétaires et fiscales.

3596. [Dossiers Europe]. *La nouvelle revue socialiste (1987)* (1), print. 87 : 7-67.

Dossier consacré à l'Europe telle que l'envisagent les socialistes français : les difficultés actuelles – économiques, financières – le caractère flou de l'idée européenne. Les projets dans les divers domaines, l'importance de l'Acte unique.

3597. Les relations CEE-CAEM

a. CUTLER, Robert M. – « Harmonizing EEC-CMEA relations : never the twain shall meet ». *International Affairs* 63 (2), print. 87 : 259-270.
L'intensification des échanges entre la CEE et le CAEM date de la fin des années soixante. Trois types de facteurs (juridiques, économiques et politiques) freinent la conclusion d'un accord formel entre les deux organisations. L'absence d'un tel accord n'empêche pas d'ailleurs le développement des échanges commerciaux.

b. TALYZINA, E.V. – « SEV-EÈS : pespektivy obsêevropejskogo sotrudničestva » (CAEM-CEE : les perspectives d'une coopération entre les deux Europe). *Vestnik moskovskogo Universiteta. Seriâ ekonomika* (1), 1987 : 75-82.
Une table ronde organisée à la Faculté d'économie de l'Université de Moscou a permis d'illustrer l'évolution des relations entre les deux Europes depuis le début des années 50, de comparer les types d'intégration, et de dégager les possibilités nouvelles de coopération qui s'ouvrent à l'heure actuelle.

3598. BRADLEY, Kieran St. C. – « Maintaining the balance : the role of the Court of Justice in defining the institutional position of the European Parliament ». *Common Market Law Review* 24 (1), print. 87 : 41-64.

Le Traité de Rome pêche par absence de dispositions précises concernant les relations entre les institutions communautaires. Au fur et à mesure des amendements au Traité, le Parlement a vu sa position renforcée. La Cour de justice, au travers de sa jurisprudence, a œuvré dans le même sens.

3599. DANG NGUYEN, Godefroy ; SHARP, Margaret – « L'expérience européenne de vidéotex ». *Revue d'économie industrielle* (39), 1er trim. 87 : 77-91 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La stratégie des PTT en Grande-Bretagne, en RFA et en France n'a pas pu mobiliser verticalement les ressources nécessaires à la diffusion du vidéotex, sauf dans le cas français. Au-delà des erreurs concernant le marketing de leur service, la diffusion du videotex a été retardée par leur faiblesse structurelle.

3600. GUIEU, Pierre ; BONNET, Claire – « Completion for the internal market and indirect taxation ». *Journal of Common Market Studies* 25 (3), mars 87 : 209-222.

L'objectif d'instauration d'un marché commun poursuivi par la CEE depuis sa création a des répercussions sur la fiscalité indirecte de chaque Etat-membre. Les gouvernements ont essayé de respecter le principe de neutralité fiscale contenu dans le Traité de Rome. Puis les disparités entre les TVA nationales ont été quelque peu réduites, notamment en matière de taux. Mais les frontières fiscales n'ont pas encore été complètement abaissées.

3601. HARTLEY, Keith – « Public procurement and competitiveness : a community market for military hardware and technology ? » *Journal of Common Market Studies* 25 (3), mars 87 : 237-247 ; bibliogr.

Il n'existe pas à ce jour une industrie européenne de l'armement vraiment compétitive. Ceci explique par exemple que les mêmes dépenses de recherche-développement soient réalisées plusieurs fois et au même moment dans plusieurs Etats-membres. L'intégration européenne de cette industrie économiserait des fonds en matière de recherche. Mais si l'intégration est politiquement délicate, la collaboration est le minimum que l'on puisse souhaiter.

3602. KAUFMANN, Peter J. – « The Community trade mark ; its role in making the internal market effective ». *Journal of Common Market Studies* 25 (3), mars 87 : 223-235 ; bibliogr.

La disparité des droits des marques au sein de la CEE ne facilite pas les échanges de biens et de services. La Commission a proposé en 1983 un amendement destiné à réduire ces disparités. Le texte devrait être adopté avant 1990 ? ensuite il sera trop tard. Cette unification juridique est une condition sine qua non de l'instauration d'un véritable Marché commun.

3603. LANDABURU, Eneko – « La politique régionale de la Communauté économique européenne ». *Revue économique et sociale* 45 (1), mars 87 : 22-34 ; tabl.

La politique régionale de la CEE comporte trois axes principaux : coordination des politiques des Etats-membres : dimension régionale dans les autres politiques de la CEE ; enfin soutiens financiers aux régions les plus défavorisées. Cette politique doit déborder le simple cadre de la solidarité et être davantage reliée aux options économiques générales.

3604. NUENO, Pedro – « Macro-ingénierie : recommandations d'ordre stratégique et opérationnel ». *Revue française de gestion* (62), mai 87 : 78-87 ; tabl. ; résumé en anglais.

Les études réalisées à partir de divers grands projets européens et notamment espagnols permettent de distinguer quatre grandes phases dans le déroulement de chaque programme : la conception, la promotion, la réalisation et la mise en service. Des obstacles tant au niveau stratégiques qu'opérationnel subsistent mais la nécessité de réduire le chômage et la volonté d'union européenne pourraient stimuler le développement de la macro-ingénierie en Europe.

3605. PELKMANS, Jacqueline – « The new approach to technical harmonization and standardization ». *Journal of Common Market Studies* 25 (3), mars 87 : 249-269 ; bibliogr.

Depuis 1985, les efforts se multiplient au sein de la CEE pour faire disparaître les obstacles techniques qui gênent les échanges commerciaux. Ces efforts se traduisent avant tout par l'adoption de normes techniques communes. L'ensemble de cette harmonisation se déroule sous les auspices de la Commission.

3606. SCHAFERS, Alfons – « The Luxembourg Patent convention, the best option for the internal market ». *Journal of Common Market Studies* 25 (3), mars 87 : 193-207.

Comme en témoigne l'article 36 du Traité de Rome, les fondateurs de la CEE ont compris la nécessité d'unifier les législations nationales dans le domaine de la propriété intellectuelle et industrielle. Un accord sur les brevets est entré en vigueur en 1977 ; parmi ses signataires figurent les Etats-membres mais aussi la Suisse, l'Autriche et le Liechtenstein. A l'instigation de la RFA, un accord plus efficace a été signé à Luxembourg en octobre 1985. La Cour de justice européenne est associée à l'application de cette Convention.

Europe occidentale

3607. « The history of the European university in society ». *History of European Ideas* 8 (2), 1987 : 123-219.

Numero spécial consacré à l'évolution de l'université du Moyen-Age à nos jours, à son rôle et à son image ; à l'étude de l'université en tant que communauté et institution ; les exemples de la RFA et du Royaume-Uni.

3608. [La social-démocratie européenne]. *La nouvelle revue socialiste (1987)* (1), print. 87 : 69-129.

Dossier consacré à l'évolution des partis socialistes de l'Europe du Nord et du Sud. Y-a-t-il convergence ? La fonction politico-idéologique remplie par chaque parti est-elle le même ? Quel rapport entre « l'utopie anticapitaliste » et la conception du parti comme « champion » de la démocratie, quelle politique économique face à la crise ? Les cas ouest-allemand, autrichien, suédois, britannique et espagnol.

3609. BARRE, Raymond – « De la sécurité en Europe ». *Défense nationale* 43, juin 87 : 15-30.

Trois points importants caractérisent la situation stratégique en Europe : d'abord, le problème de la sécurité n'est pas un problème de désarmement, mais de politique ; ensuite, les choix stratégiques du continent doivent rester crédibles ; enfin et surtout il faut intensifier toutes les formes de coopération entre Européens, et plus particulièrement dans le domaine de la défense.

3610. DANDELOT, Marc – « Le droit international et les pollutions transfrontières ». *Revue juridique de l'environnement* (1), 1987 : 5-23.

Les mines de potasse d'Alsace sont l'un des principaux pollueurs du Rhin et portent un préjudice important aux Pays-Bas dont le Rhin est la principale source d'eau douce ; examen des arrêtés provisoires du 22 décembre 1980 et de l'arrêté définitif du 18 mars 1981, conclusions du Conseil d'Etat, 18 avril 1986, Mines de potasse d'Alsace.

3611. FORGET, Michel – « L'Europe, le piège et le sursaut ». *Défense nationale* 43, juin 87 : 31-44.

Pour faire renoncer les Européens à l'arme nucléaire, les Soviétiques leur tendent un piège fait d'intimidation et de manœuvre de séduction. Pour déjouer ce piège, le moment est venu du « sursaut », c'est-à-dire de resserrer les rangs et de se mettre d'accord sur la stratégie à suivre, le rapprochement de la France et de la RFA restant l'élément fondamental d'une telle politique.

3612. THIETART, Raymond-Alain ; KOENIG, Christian – « Programmes aérospatiaux : la stratégie de l'organisation mutuelle ». *Revue française de gestion* (62), mai 87 : 42-53 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Airbus, Concorde, ESRO et ELDO représentent quatre types différents d'organisations mutuelles au niveau européen. Les organisations qui ont le mieux réussi sont celles qui ont su adopter une forme adaptative de management comme Airbus et ESRO alors que pour Concorde et ELDO, l'organisation, manquant de vision stratégique, de sens de direction et de processus de prise de décision rapide, était condamnée à l'échec.

Europe orientale

Voir aussi : n° 3559, 3597

3613. « East European cities ». *International Journal of Urban and Regional Research* 11 (1) mars 87 : 1-97 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en espagnol, en allemand et en français.

Numéro spécial consacré aux problèmes d'urbanisme et de logement auxquels sont confrontées les grandes villes des pays socialistes. L'offre de logement y est parfois insuffisante mais les conséquences sociales de cette pénurie sont limitées. Les exemples de Varsovie, Prague et Budapest.

3614. « Les relations financières Est-Ouest : évolution en 1986 et perspectives à moyen terme ». *Tendances des marchés des capitaux* (36), fév. 87 : 13-46 ; tabl.

En 1986, la position financière internationale des pays de l'Est a continué à se dégrader : affaiblissement de la balance des opérations courantes, gonflement de la dette. Il existe cependant de grandes différences selon les pays. Dans les années à venir, ces pays devront faire face à une situation financière difficile. Les marchés internationaux du crédit sont, cependant favorables aux pays d'Europe de l'Est, à l'exception de la Pologne et de la Roumanie.

3615. DAVEY, W.G. – « Energy issues and policies in Eastern Europe ». *Energy Policy* 15 (1), fév. 87 : 59-72.

La politique énergétique des pays de l'Europe de l'Est a été mofidiée lors de la réunion du CAEM de 1984. De nouvelles conditions à la livraison à prix avantageux des hydrocarbures soviétiques ont été posées : une collaboration et une spécialisation accrues, favorables à l'économie de l'URSS.

3616. DUCHÊNE, Gérard – « Les transferts sociaux dans les économies centralement planifiées ». *Economies et sociétés* 21 (2), fév. 87 : 5-27 ; résumé en anglais.

Le caractère limité de la monétisation des transferts sociaux, la disparité géographique et sociale des services fournis gratuitement et l'inexistence du « risque chômage » sont les principales caractéristiques des systèmes de protection sociale dans les pays de l'Est. Un point commun avec les systèmes occidentaux : la croissance du poids des transferts sociaux. Bien que le système de gestion et les fonctions de la protection sociale soient identiques dans les pays concernés, la Pologne et la Hongrie s'écartent marginalement du modèle (soviétique) dans certains domaines.

3617. ZEMÁNEK, Jiří ; CHOCHOLOUŠKOVÁ, Jitka – « Přimé smluvní vztahy do služeb socialistické ekonomiché integrace » (Les relations contractuelles directes au service de l'intégration économique socialiste). *Plánované hospodářství* (3), 1987 : 47-56.

Le développement des contacts économiques directs entre les entreprises des pays membres du CAEM soulève un grand nombre de problèmes relatifs non seulement à l'état des économies concernées, mais aussi à l'état des législations internes et des conventions internationales.

Pacifique et Océanie

Voir aussi : n° 3337, 3625

3618. « Pacific Basin financing ». *Euromoney* mai 87 *Supplément :* 181 p. ; tabl., graph.

Suite d'articles : les 57 Etats de la région Asie-Pacifique produisent la moitié des richesses mondiales. Leur croissance économique, financière et commerciale passe par une plus grande coopération régionale.

3619. BLÉJEAN ; DAMLAINCOURT – « Océan Indien : perspectives géopolitiques et géostratégiques ». *Défense nationale* 43 et 44, mai et juin 87 : 103-115 et 105-116 ; tabl., carte.

Etude de la situation géopolitique de l'océan Indien, lieu de rencontre de quatre grands socialismes mondiaux (Indonésie, Inde, Chine et surtout URSS). La position des Etats-Unis dans l'océan Indien malgré la présence de sa flotte, n'est pas encore prépondérante. La France est nettement plus concernée, de par ses possessions territoriales, sa présence militaire et ses intérêts économiques. Cet ensemble géopolitique demeure d'une grande fragilité.

3620. GODEMENT, François – « L'environnement stratégique et politique du Pacifique Sud ». *Politique étrangère* 52 (1), print. 87 : 21-34 ; résumé en anglais.

Ambiguïtés géographique, ethnique, économique, politique et stratégique caractérisent la région du Pacifique-Sud et l'attitude des pays parties prenantes dans cette partie du monde (France, URSS, Etats-Unis, Japon, Australie,

Nouvelle-Zélande, Indonésie, Grande-Bretagne...). Les principaux sujets de divergence restent : le statut nucléaire de la région, la présence militaire de plusieurs grandes puissances (flottes et réseaux de télécommunications et de surveillance) et la pêche hauturière.

3621. VASSORT-ROUSSET, B. – « Christianisme, dénucléarisation et indépendance dans le Pacifique Sud ». *Arès* (3), 1986 : 29-49.

Les institutions catholiques, protestantes et œcuméniques de participation de clercs et de laïcs, dans le Pacifique Sud, peuvent être des canaux d'influence politique non négligeables. Quelques thèmes propres au Pacifique (arrêt des essais nucléaires français, dénucléarisation, indépendance de la Polynésie française et de la Nouvelle Calédonie) sont repris par ces réseaux ecclésiaux tels que la Conférence des Eglises du Pacifique, la Conférence épiscopale du Pacifique Sud, le conseil anglican du Pacifique Sud ou le Conseil œcuménique des Eglises.

Pays arabes et Moyen-Orient

Voir aussi : n° 3390

3622. « Etats et systèmes sociaux dans le monde arabe ». *Sou'al* (6), avr. 87 : 5-198 ; bibliogr.

Numéro consacré à l'étude des relations entre l'Etat et les forces sociales dans le monde arabe, à travers le rôle du premier dans le maintien de l'ordre social et la conduite du développement, et la légitimation du pouvoir. Voir notamment : ALAVI, Haniza : n° 3628 ; KILANI, Mondher : n° 3540 ; BENANI, Ahmed : n° 3489.

3623. BIRKS, J.S. et al. – « Migrant workers in the Arab Gulf : the impact of oil revenues ». *International Migration Review* 20 (4), hiv. 86 : 799-814 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Dans les années soixante-dix, l'accumulation des bénéfices tirés du pétrole a attiré une main-d'œuvre étrangère nombreuse dans les pays du Golfe. L'exemple du Koweit entre 1981 et 1985 révèle que la contraction de ces revenus n'a pas eu l'effet inverse redouté. Mais entre temps, les caractéristiques de la main-d'œuvre étrangère ont évolué.

3624. CHEVALDONNE, François – « Globalization and orientalism : the case of TV serials ». *Media, Culture and Society* 9 (2), avr. 87 : 137-148 ; tabl. ; bibliogr.

Malgré la globalisation et l'homogénéisation croissante à l'échelle internationale de la production télévisée, la télévision arabe garde des caractéristiques propres. Cette identité arabe qui se manifeste dans la production locale est fondée sur des spécificités culturelles qui évoluent dans le temps.

3625. FRIEDBERG, Aaron L. – « Engagement and escalation : the danger of nuclear war in the Pacific and in the Persian Gulf ». *Crossroads* 21, 1987 : 59-81.

Une guerre nucléaire entre les super-puissances est en général imaginée comme ayant lieu en Europe entre l'OTAN et les pays du Pacte de Varsovie. Mais un tel scénario paraît peu probable, beaucoup moins en tout cas qu'un affrontement en dehors de l'Europe, en particulier dans le Golfe Persique ou dans la région du Pacifique. Divers scénarios sont possibles qui pourraient mener les super-puissances à un tel affrontement dans l'une ou l'autre de ces régions d'importance stratégique où rivalisent les Etats-Unis, la Chine et l'URSS pour augmenter leur influence et leur pouvoir.

3626. HAHN, Peter L. – « Containment and Egyptian nationalism : the unsuccessful effort to establish the Middle East Command, 1950-53 ». *Diplomatic History* 11 (1), hiv. 87 : 23-40.

Au début des années 50, les dirigeants américains et britanniques désiraient remplacer l'accord anglo-égyptien sur la zone du canal de Suez par un système de sécurité plus vaste, dénommé « Middle East Command ». Mais, la montée du nationalisme en Egypte n'a pas permis la réalisation de ce projet qui se plaçait dans le cadre de la politique américaine de « containment » face à l'URSS.

3627. HIRSCH, Seev – « Trade regimes and the Middle East peace process ». *The World Economy* 10 (1), mars 87 : 61-73.

Depuis la signature du Traité de paix entre Israël et l'Egypte, les affinités politiques ont renforcé leur influence sur les biens économiques entre les pays du Moyen-Orient. En fait, les échanges commerciaux dans cette région devraient être entièrement déterminés par des critères qui vont dans le sens d'une pacification de la zone.

Pays en développement

Voir aussi : n° 3552

3628. ALAVI, Hamza – « Etat et classe dans le capitalisme périphérique ». *Sou'al* (6), avr. 87 : 9-31.

Pour comprendre les relations entre Etat et développement, il est nécessaire d'examiner l'interaction entre l'Etat et les classes dans le capitalisme périphérique. Le rôle central de l'Etat est de maintenir l'ordre social capitaliste. Mais cela n'empêche pas l'existence de déviations que le concept de « l'impératif structurel » peut expliquer. En même temps, l'Etat est une arène d'affrontement entre classes fondamentales rivales. Même les classes subordonnées arrivent à forger une certaine représentation au sein du système étatique.

3629. ARRIGHI, Giovanni et al. – « The liberation of class struggle ». *Review-Fernand Braudel Center for the Study of Economics, Historical Systems and Civilizations* 10 (3), hiv. 87 : 403-424 ; bibliogr.

L'époque des luttes de libération nationale contre le colonialisme est pratiquement révolue et il importe actuellement de comprendre mieux les contradictions internes qui subsistent et qui viennent à la surface dans les pays nouvellement indépendants. La lutte des classes continue nécessairement aussi longtemps que les pays continuent à être intégrés dans le système mondial capitaliste, quelle que soient la volonté des dirigeants et la nature du processus politique qui a mené à l'indépendance.

3630. BEAUD, Michel – « The crisis of development in the light of economic-systems analysis ». *Review-Fernand Braudel Center for the Study of Economics, Historical Systems and Civilizations* 10 (3), hiv. 87 : 425-434.

Les espoirs d'un développement capitaliste ou étatique satisfaisant dans les pays du Tiers-Monde ont été largement déçus au cours des dernières décennies qui ont révélé les multiples effets de distorsion et de déséquilibres qu'entraîne l'application des recettes traditionnelles. Il faut en conclure que les solutions sont beaucoup plus compliquées que ce que l'on croyait et qu'elle le deviennent encore davantage par l'accélération des changements technologiques et économiques.

3631. CHAKRAVARTY, Sukhamoy – « Marxist economics and contemporary developing economies ». *Cambridge Journal of Economics* 11 (1), mars 87 : 3-22 ; bibliogr.

Pour les économistes marxistes de notre époque, l'appropriation privée des moyens de production est en contradiction avec les progrès économiques et sociaux réalisés dans les PVD. L'expérience laissée par certains d'entre-eux en Asie du Sud-Est a révélé la pertinence des théories économiques marxistes.

3632. DEMICHEL, Francine – « Le Tiers-Monde et les droits de l'homme ». *Recherches internationales* (22), déc. 86 : 39-51.

La défense apparemment apolitique et inconditionnelle des droits de l'homme renvoie en réalité à des rapports de force politique : l'Occident semble plus soucieux des Etats en cause que de la liberté de leurs citoyens. L'idéologie des droits de l'homme est mise en œuvre pour servir de critère de légitimité à des régimes politiques. Seul un débat public conduit devant la communauté internationale peut être mené parallèlement sur les conceptions possibles des droits de l'homme et les violations commises par tel ou tel pays.

3633. NAGY, Boldizsar – « The UN code of conduct on transnational corporations : disputed and resolved issues ». *Annales-Universitatis*

scientiarum budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio iuridica 27, 1985 : 131-144 ; tabl. ; résumés en allemand et en russe.

Le rôle des entreprises transnationales dans les pays du Tiers-Monde a été vu sous son jour le plus négatif lors des manœuvres de la compagnie ITT contre le gouvernement légal du Chili qui a lancé un grand débat international à ce propos. Le Code de conduite que l'on essaie d'établir aux Nations Unies vise à résoudre ces conflits économiques et juridiques dont l'enjeu dépasse celui du conflit Nord-Sud proprement dit.

3634. VAN DER HOEVEN, Ralph – « Chocs extérieurs et politiques de stabilisation : mieux répartir le fardeau ». *Revue internationale du travail* 126 (2), avr. 87 : 147-166.

Face à des déficits des opérations courantes devenus insoutenables, de nombreux pays en développement ont adopté des politiques de stabilisation « orthodoxes » ; mais celles-ci ont entraîné une augmentation du chômage et une baisse considérable des revenus salariaux. Ce sont les couches les plus démunies de la population qui ont supporté l'essentiel de ces mesures. Une politique de stabilisation devrait être le fruit d'un consensus social, son coût devrait être équitablement réparti et elle doit assurer une croisance future.

3635. ZIEGLER, Jean – « Les mouvements armés de libération nationale du Tiers-Monde ». *Recherches internationales* (22), déc. 86 : 53-66.

Les mouvements armés de libération nationale du Tiers-Monde sont des formations sociales radicalement nouvelles qui surgissent sur la scène internationale depuis la seconde guerre mondiale. Largement décriés par une grande partie des moyens de communication occidentaux, ces mouvements défendent pourtant dans des conditions difficiles, des principes de liberté, de justice, de souveraineté nationale qui sont universels.

Pays occidentaux

Voir aussi : n° 3264, 3347, 3348, 3391, 3692

3636. « Le macromanagement ». *Revue française de gestion* (62), mai 87 : 39-89 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Dossier consacré à la gestion des programmes et projets de grande envergure en Europe et aux Etats-Unis. Voir notamment : THIETART, Raymond-Alain ; KOENIG, Christian : n° 3612 ; HORWITCH, Nel : n° 3369 ; MORRIS, Peter W.G. : n° 3441 ; NUENO, Pedro : n° 3604.

3637. « Les relations entre alliés et l'avenir de l'Alliance atlantique ». *Arès* [2], 1986 : 3-136 ; tabl.

Dossier consacré à la capacité d'adaptation de l'Alliance atlantique depuis sa création en 1949 malgré de vives tensions entre les alliés à plusieurs reprises. Les positions que prennent certains alliés par rapport à l'Alliance ainsi que les dosssiers sur lesquels se font jour des tensions sont des éléments qui doivent retenir l'attention pour évaluer l'avenir de l'Alliance atlantique. Voir notamment : CHAPAL, P. : n° 3391 ; SALGADO, Alba, Jésus : n° 3321 ; FRISCH, Alfred : n° 3624 ; ANDREFF, W. : n° 3692.

3638. ARLANDIS, Jacques – « De l'alliance stratégique à la stratégie d'alliance ». *Revue d'économie industrielle* (39), 1er trim. 87 : 228-243 ; tabl. ; résumé en anglais.

La coopération semble être l'essentiel de la stratégie actuelle des entreprises du secteur des technologies de l'information et de la communication. En multipliant les accords inter-entreprises, les grandes firmes (IBM, NEC, Fukitsu, Bull, Alcatel, Ericson, Philips et Siemens) se constituent de véritables portefeuilles d'alliances.

3639. BLADES, Derek – « Biens et services dans les pays de l'OCDE ». *Revue économique de l'OCDE* (8), print. 87 : 173-202 ; bibliogr.

L'évaluation du poids des « services » dans le PIB des pays de l'OCDE pose le problème de leur définition : entendus comme couvrant la production « immatérielle », ils se distinguent cependant entre activités de l'administration et du secteur privé. L'avènement d'économies de « services » est fortement

relativisé si l'on ne prend en compte que les activités du secteur privé non liées à la production, minoritaires dans leur participation au PIB mais fortes sources d'emploi.

3640. DEAN, Andrew ; KOROMZAY, Val – « Déséquilibre des balances courantes et mécanismes d'ajustement ». *Revue économique de l'OCDE* (8), print. 87 : 7-37. tabl. ; bibliogr.

L'étude des différentes politiques d'ajustement possibles pour rétablir les balances courantes des pays de l'OCDE montre l'interaction entre méthodes, cibles et effets sur les pays concernés. Dans le cas du déficit extérieur des Etats-Unis, une accélération de la croissance dans les autres pays serait inefficace si elle n'était pas accompagnée par un ralentissement de la croissance américaine et un ajustement des taux de change.

3641. FUKAO, Mitsuhiro ; HANAZAKI, Masaharu – « L'internationalisation des marchés de capitaux et la répartition du capital ». *Revue économique de l'OCDE* (8), print. 87 : 39-99 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'intégration du marché international des capitaux engendrée par la libéralisation des opérations financières avec l'étranger dans la plupart des pays de l'OCDE devrait améliorer la répartition internationale du capital en instaurant une tendance à la convergence des taux d'intérêt réels. La disparité des régimes d'imposition crée, cependant, des distorsions et la formation de « coins fiscaux » entre le taux d'intérêt réel et le coût réel après impôt.

3642. KNOESTER, Anthonie ; VAN DER WINDT, Nico – « Real wages and taxation in ten OECD countries ». *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 49 (1), fév. 87 : 151-169 ; tabl. ; bibliogr.

Dans les dix pays de l'OCDE retenus (Etats-Unis, RFA, France, Royaume-Uni...), la détermination des salaires au cours des deux dernières décennies s'est opérée en fonction de facteurs classiques tels que la productivité mais aussi en fonction de facteurs négligés. Il s'agit des pressions exercées par les prélèvements obligatoires et par la différence entre les prix à la consommation et les prix enregistrés par le PNB.

3643. MESSERE, K.C. ; OWENS, J.P. – « Comparaisons internationales du niveau de la fiscalité : écueils et éclairages ». *Revue économique de l'OCDE* (8), print. 87 : 101-131 ; tabl. ; bibliogr.

Comparaison des définitions du prélèvement obligatoire et de son poids dans les pays de l'OCDE.

III
ÉTUDES GÉNÉRALES MONDIALES OU INTERNATIONALES

Institutions et vies politiques

3644. « Nationalism ». *Media, Culture and Society* 9 (2), avr. 87 : 131-261 ; tabl. ; bibliogr.

Série d'articles consacrés à l'identité culturelle à travers les médias. Voir notamment : CHEVALDONNE, François : n° 3624 ; DESAULNIERS, Jean-Pierre : n° 3293 ; MOLINA, Gabriel : n° 3494 ; GARDE, Roger : n° 3294.

3645. Le terrorisme

a. « Patterns of global terrorism : 1984 ». *Terrorism* 9 (4), 1987 : 409-438.
Les actes terroristes se sont multipliés dans le monde en 1984. Avec quelques 600 actes recensés, elle est la plus sanglante de ces dernières années. Les intérêts américains sont restés la cible privilégiée. C'est le terrorisme moyen-oriental qui domine la scène, souvent encouragé par certains Etats : Libye, Syrie et Iran.

b. MUSHKAT, H. – « Terrorism : the Soviet attitude ». *International Problems* 25 (3-4), hiv. 86 : 14-31.
L'attitude de l'URSS vis-à-vis du terrorisme est ambiguë. Elle le légitime lorsqu'elle le considère « juste » : il s'agit alors de guérillas anti-impérialistes. Par contre, elle condamne le terrorisme « injuste » susceptible de la toucher, en tant que grande puissance (détournements d'avions, meurtres politiques, attaques d'ambassades...).

c. PICARD, Robert G. – « News coverage as the contagion of terrorism : dangerous charges backed by dubious science ». *Political Communication and Persuasion* 3 (4), 1986 : 385-400.
Rien ne permet d'établir scientifiquement une relation entre le développement du terrorisme et le rôle de la presse, alors que celle-ci est souvent accusée de servir le terrorisme en lui accordant une trop grande publicité. Partant d'études douteuses, certains parlent même de contrôler les sources d'information de la presse.

d. QUESTER, George H. – « Cruise trip terrorism and the media ». *Political Communication and Persuasion* 3 (4), 1986 : 355-389.
Les terroristes utilisent les médias à leur profit. La comparaison entre la prise d'otages sur le paquebot « Achille Lauro » et le détournement d'avion fait ressortir des différences au niveau du traitement par les médias, liées au nombre des otages, à la nature du véhicule et aux possibilités qu'ont les médias d'accéder à l'événement.

e. WEIMANN, Gabriel – « Media events : the case of international terrorism ». *Journal of Broadcasting and Electronic Media* 31 (1), hiv. 87 : 21-39 ; tabl. ; bibliogr.

Récemment, une nouvelle forme de terrorisme est apparue, l'acte de violence perpétré en fonction de la couverture médiatique dont il fera l'objet. Toutefois, aucune preuve théorique de ce changement n'existe et le comportement des médias est le même, quel que soit le type d'événement à couvrir.

3646. DROR, Yehezkel – « High-intensity aggressive ideologies as an international threat ». *The Jerusalem Journal of International Relations* 9 (1), mars 87 : 153-172 ; bibliogr.

Les idéologies à forte propension à l'agression (high intensity aggressive ideologies) sont des systèmes de croyance dont l'expression représentera dans un futur proche un sérieux danger pour la paix internationale. Pourtant, tout laisse croire que les mesures de nature à les contrecarrer ne sont guère prises avant que ces idéologies n'aient causé de sérieux dégâts.

3647. GEORGE, Alexander L. – « Ideology and international relations : a conceptual analysis ». *The Jerusalem Journal of International Relations* 9 (1), mars 87 : 1-21 ; bibliogr.

On peut définir l'idéologie politique comme étant un système de croyances qui justifie un ordre politique dans une société ou qui met en avant des stratégies visant à le mettre en place. Aussi, l'expression des idéologies induit en permanence des tensions dans le système international. Toutefois le réalisme et le pragmatisme des leaders politiques peuvent encourager ces tensions.

3648. KRUHMALYOV, A.J. – « Socialism at the threshold of the XXIst century : essence, diversity of forms, dynamism ». *Socialism in the World* 10 (53), 1986 : 88-100.

L'analyse du socialisme au seuil du 21e siècle doit tenir compte du fait qu'il est à la fois un ordre social et un système mondial. La construction d'une nouvelle société doit se faire à travers la révolution pour instaurer des relations de production socialistes. L'évolution de cette société vers le socialisme ne peut se réaliser que progressivement et conformément aux enseignements marxistes-léninistes. Le système socialiste s'imposera dans le monde par le progrès social.

3649. LEW, Roland ; THANASSEKOS, Yannis – « Les enjeux du débat actuel sur le totalitarisme ». *Contradictions* (51), 1987 : 47-65 ; bibliogr.

La question du totalitarisme apparaît comme une des pièces maîtresses du dispositif intellectuel actuel mais ceci sans débat solidement argumenté. Là où la science politique des années 40 et 50 a tenté d'investiguer avec rigueur et conviction les régimes totalitaires de l'entre-deux guerres, la période actuelle disserte à profusion et sans retenue sur ce qui est présenté non plus comme une problématique mais comme une évidence.

3650. SCHNAPPER, Dominique – « Les limites de la démographie des Juifs de la diaspora ». *Revue française de sociologie* 28 (2), juin 87 : 319-332.

Etablir des enquêtes démographiques sur la diaspora pose un double problème : qui est Juif ? et comment repérer ceux qui sont Juifs ? Plus les identités juives prennent des formes non organisées, plus les populations marginales sont nombreuses, plus la définition de la population juive prête à discussion et plus elle est difficile à repérer.

Relations internationales

3651. « Appraisals of the ICJ'S decision : Nicaragua v. United States (merits) ». *American Journal of International Law* 81 (1), janv. 87 : 77-183.

En refusant la juridiction de la Cour Internationale de Justice dans l'affaire qui les opposait au Nicaragua, en 1984, les Etats-Unis ont posé le problème du caractère obligatoire des jugements de la Cour. Commentaires de seize spécialistes concernant les implications de cette affaire sur le développement de la justice internationale, de l'arbitrage international et l'avenir de la Cour internationale de justice en particulier.

3652. « Containment : 40 years later ». *Foreign Affairs* 65 (4), print. 87 : 827-890.

Suite d'articles. La notion de « containment » (endiguement) est apparue pour la première fois, il y a 40 ans, dans l'article de George F. Kennasi : « The sources of Soviet conduct », publié sous le pseudonyme « X », article qui fit grand bruit par son analyse nouvelle et rationnelle de la politique hégémoniste de l'URSS et fut alors réfuté par Walter Lippmann. Cet article influença la politique des Etats-Unis à l'égard de l'URSS.

3653. Le contrôle des armes nucléaires.

a. « International views of the superpowers ». *Bulletin of the Atomic Scientists* 43 (2), mars 87 : 28-47.
Suite d'articles consacrés aux chances de réussite des négociations soviéto-américaines sur le contrôle des armements, les propositions de Gorbatchev et les réactions de Reagan.

b. BUGAT, Alain – « Sur la raison d'être et le contrôle des essais nucléaires ». *Défense nationale* 43, juin 87 : 143-152.
On assiste actuellement à une relance du débat sur l'interdiction des essais nucléaires. Cependant, un contrôle serait illusoire sans possibilité de vérifications complètes in situ. L'arrêt des essais, en tout état de cause, entraînerait l'arrêt des recherches et non celui des armes : d'autre part, il pénaliserait davantage les puissances nucléaires moyennes comme la France.

c. DOTY, Paul – « A nuclear test ban ». *Foreign Affairs* 65 (4), print. 87 : 750-769.
Un arrêt général des besoins nucléaires est-il réalisable ? Cet objectif peut-il ne pas être lié à d'autres types de contrôle des armements ou de désarmement ? Un certain nombre d'arguments vont à l'encontre d'une élimination totale des essais : l'arrêt qu'elle entraînerait de la production de nouveaux types d'armes nucléaires ; le manque de fiabilité lié au vieillissement et à la détermination des armes stockées ; l'extrême difficulté d'un contrôle et d'une définition d'un seuil minimum auquel la détection des essais serait fiable. Une alternative à l'arrêt global et immédiat est possible sous la forme d'un contrôle progressif à des seuils de plus en plus bas.

d. LEIS, Marko – « Kernwaffenfreie Zonen ein Beitrag zur Friedenssicherung » (Zones dénucléarisées, une contribution au maintien de la paix). *Staat und Recht* 36 (3), 1987 : 189-196.
Les efforts entrepris pour la dénucléarisation au niveau international se sont concrétisés par des traités (non prolifération, Antarctique, fond des mers), par des projets d'accords et par des accords sur l'instauration de zones dénucléarisées. Seuls, la signature de tels accords régionaux dans lesquels sont définis les obligations des signataires et le maintien de garanties sur la sécurité nucléaire pourront conduire à un arrêt de la course aux armements.

3654. « Ideology and international politics ». *The Jerusalem Journal of International Relations* 9 (1), mars 87 : 172 p.

Numéro spécial consacré au rôle de l'idéologie dans l'élaboration de la politique étrangère quel que soit le système. Voir : GEORGE, Alexander L. : n° 3647 ; LITNACK, Robert S. : n° 3552 ; STOLER, Robert S. : n° 3349 ; KIRSTOL, Irving : n° 3345 ; WATT, D.C. : n° 3443 ; DEBRAY, Régis : n° 3392 ; ALUKO, Olagidi : n° 3581 ; DROR, Yeheg Kel : n° 3646.

3655. ABDEL-MALEK, Anouar – « World crises as world transformation ». *Review-Fernand Braudel Center for the Study of Economics, Historical Systems and Civilizations* 10 (3), hiv. 87 : 445-457.

Le monde contemporain est caractérisé par la présence de multiples symptômes d'une crise grave, différente selon les pays et régions mais dont les manifestations sont liées entre elles du fait de l'existence d'un système mondial hautement intégré. Pour les écoles de pensées alternatives, il est impératif d'adopter une vision historique de la situation actuelle comme période de transition entre deux époques majeures, avec tout ce que cela implique de troubles et de décadence, et d'accepter les défis de la créativité pour trouver des chemins nouveaux et plus viables.

3656. ARBESS, Daniel J. ; SAHAYDACHNY, Simeon A. – « Nuclear deterrence and international law : some steps toward observance ». *Alternatives* 12 (1), janv. 87 : 83-111.

Le principe de la condamnation de la guerre d'agression a fait l'objet d'un consensus international croissant et est ainsi devenu un axiome du droit des gens qui n'est guère contesté. Ces aspirations de la société des peuples peuvent et doivent se répercuter progressivement dans l'adoption d'un système de sécurité internationale capable de prévenir effectivement les dangers de guerre mondiale par l'abandon des illusions dangereuses de la politique de dissuasion nucléaire.

Vie culturelle et scientifique

3657. « Les religions, freins ou moteurs du développement ? » *L'actualité religieuse dans le monde* (45), 15 mai 87 : 6-30.

Dossier : chaque religion possède « son » idée du développement, « sa » vision du monde ; il est urgent que le pluralisme et la mise en cause des modèles impérialistes pénètrent chacune d'elles.

3658. GENDIN, A.M. – « Metodologičeskie orientiry sovremennoj buržuaznoj futurologii » (Orientations méthodologiques de la futurologie bourgeoise contemporaine). *Voprosy filosofii* (3), 1987 : 93-106.

Les futurologues rendent absolu le rôle des facteurs subjectifs, leur interprétation du futur est faite uniquement en fonction de leurs préférences, sur une base volontariste.

3659. GOLOVANOVA, G.A. ; MARINKO, I.V. – « Transnacional'naâ korporaciâ Ruperta Merdoka. (Kritika priemov i metodov formirovaniâ TNK v sfere industrii obsêstvennogo mneniâ » (La compagnie transnationale de Rupert Murdoch. Critique des procédés et des méthodes de formation des compagnies transnationales dans le domaine de l'industrie des médias). *Vestnik moskovskogo Universiteta. Seriâ žurnalistika* (1), fév. 87 : 45-65.

L'« empire » de R. Murdoch constitue l'une des plus puissantes compagnies transnationales dans le domaine de l'information. Glorifié pour son génie des affaires, le magnat ne s'embarrasse pas, dans sa course au profit, de considérations morales et recourt aux procédés les plus éhontés du capitalisme sauvage.

3660. ISAMBERT, François-André – « L'expérimentation sur l'homme comme pratique et comme représentation ». *Actes de la recherche en sciences sociales* (68), juin 87 : 5-30 ; résumés en anglais, en allemand et en espagnol.

Au-delà de la légende des cruautés qui entoure l'expérimentation médicale sur l'homme, une éthique de légitimation s'est construite en fonction de l'évolution de la médecine. L'introduction de la physiologie, de la chimie et des statistiques a soulevé des questions éthiques nouvelles plus complexes. Les comités d'éthique qui en sont saisis restent des lieux d'affrontement et de compromis.

3661. PIRSON, Ronald – « De Val-Duchesse, au « Mundial », lorsque survient la fête ». *Contradictions* (51), 1987 : 29-46 ; tabl.

L'ampleur des fêtes autour des victoires sportives manifeste le rôle que le sport joue maintenant dans la société ; le sport véhicule des idéologies évidentes, sa professionnalisation stipule un financement de plus en plus important et il est aussi le lieu où la société moderne exprime son culte du corps et un retour à un certain individualisme.

3662. SWEEDBERG, Richard – « Economic sociology : past and present. The tradition of economic sociology, 1800s-1960s. Towards a new economic sociology ». *La sociologie contemporaine. Current Sociology* 35 (1), print. 87 : 1-221 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en français.

La sociologie économique doit être rétablie comme un champ particulier de la recherche sociologique. Evolution des prémices, de la théorie néo-classique à la nouvelle sociologie économique, qui est entrée depuis les années 60 dans une phase nouvelle et pleine de promesses.

Questions sociales

3663. « Le racisme devant la science ». *Civilisations* 35 (1), [1986] : 11-200 ; résumés en anglais.

Actes des journées d'études des 24 et 25 mars 1986 tenues à l'Université libre de Bruxelles, dans le cadre de diverses manifestations internationales consacrées à la lutte contre le racisme à travers l'histoire, la psychologie, la sociologie, la biologie, le droit et la science politique, mais aussi sur les possibilités d'une meilleure communication interculturelle par l'intermédiaire des médias, pourla lutte contre le racisme, et enfin sur les possibilités de la recherche dans ce domaine.

3664. Le SIDA

a. « The science of AIDS ». *New Scientist* (1553), 26 mars 87 : 36-59 ; graph.
Suite d'articles : l'état des connaissances sur le virus du SIDA ; le SIDA en Afrique.

b. GOUDSBLOM, Johan – « Les grandes épidémies et la civilisation des mœurs ». *Actes de la recherche en sciences sociales* (68), juin 87 : 3-14 ; résumés en anglais, allemand et espagnol.
L'analyse des relations entre structures sociales et traitement social des grandes épidémies fait apparaître les déterminations proprement sociales qui rendent l'hygiénisation possible. L'expérience des épidémies du passé permet la représentation de la contagion et les pratiques préventives qu'elles induisent.

c. GRONFORS, Martti ; STALSTROM, Olli – « Powes, prestige, profit : AIDS and the oppression of homosexual people ». *Acta sociologica* 30 (1), 1987 : 53-66 ; bibliogr.
L'apparition du SIDA a relancé les polémiques moralisatrices à l'encontre des homosexuels. Elle offre par ailleurs des perspectives de profit pour les professions médicales ; quant aux médias, ils utilisent déjà le SIDA à des fins commerciales. Les malades, eux, tendent à être oubliés.

d. MARTINEAU, Normand – « Le SIDA ou l'agonie du désir ». *Communication information* 8 (3), print. 87 : 57-68 ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.
A côté des catastrophes extérieures est apparu le SIDA, surgi de l'intérieur et implosant au cœur même de ce qui constitue le fondement de la société de consommation : le désir. Il instaure un véritable malaise social car il est une atteinte aux deux règles régissant les ressorts de la dynamique sociale : le désir et la consommation.

e. POLLAK, Michael, SCHILTZ, Marie-Ange – « Identité sociale et gestion d'un risque de santé : les homosexuels face au SIDA ». *Actes de la recherche ens ciences sociales* (68), juin 87 : 77-102 ; tabl., graph. ; résumés en anglais, allemand et espagnol.
Les variantes de gestion du risque du SIDA ne peuvent être comprises que lorsqu'elles sont rapportées aux trajectoires sociales et aux sentiments d'identité qui en découlent. Le SIDA révèle la logique des échanges sexuels et les décalages existant entre le discours médical et les dispositifs pratiques variables, inspirés par des angoisses ou des émotions.

3665. « XXIIe Assemblée générale de l'Association internationale de la Sécurité sociale ». *Revue internationale de Sécurité sociale* 40 (1), 1987 : 107 p.

Compte rendu de cette assemblée : séances plénières (rapports sur les développements et tendances de la Sécurité sociale, 1984-1986, activités régionales de l'AISS) ; réunions des commissions permanentes.

3666. ABOWD, John M. ; CARD, David – « Intertemporal labor supply and long-term employment contracts ». *The American Economic Review* 77 (1), mars 87 : 50-68 ; tabl. ; bibliogr.

Dans l'étude du marché du travail, la distinction fondamentale entre le modèle contractuel et le modèle de l'offre du travail est que le revenu représente la consommation optimale dans le premier et le produit des taux de salaires et des heures de travail dans le deuxième. Au contraire du deuxième, une modification de la productivité dans le premier modèle s'accompagne d'une variation de revenu moins importante que celle des heures de travail.

3667. ATHANASIOU, Tom – « High-tech politics : the case of artificial intelligence ». *Socialist Review* 17 (2), avr. 87 : 7-37.

L'introduction et la généralisation des nouvelles technologies, notamment dans le domaine de l'information et l'« intelligence artificielle », ont souvent des répercussions sociales négatives qui ne doivent toutefois pas faire négliger les avantages que ces technologies peuvent apporter. Il s'agit par conséquent de mettre l'accent sur les nouvelles possibilités qu'elles ouvrent si elles sont utilisées dans un cadre plus rationnel et de s'opposer au système établi qui est responsable de leur mauvais usage, non aux technologies elles-mêmes.

3668. CHAN-LEE, James H. et al. – « Mutations micro-économiques et désinflation salariale macro-économique dans les années 80 ». *Revue économique de l'OCDE* (8), aut. 87 : 133-172 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Un tour d'horizon des mesures micro-économiques affectant le marché du travail dans les pays de l'OCDE depuis 1980 (désinflation, flexibilité...) révèle leur faible incidence sur la détermination macro-économique des salaires. L'arbitrage entre chômage et inflation reste donc un dilemne inchangé pour les pouvoirs publics.

3669. CORCORAN, Mary E. ; COURANT, Paul N. – « Sex-role socialization and occupational segregation : an exploratory investigation ». *Journal of Post Keynesian Economics* 9 (3), print. 87 : 330-346 ; tabl. ; bibliogr.

La ségrégation salariale dont sont victimes les femmes s'explique par les habitudes inscrites dès l'enfance dans les comportements. L'éducation peut donc rattraper certaines erreurs, tant au niveau familial que scolaire. La certitude de cette conclusion demeure précaire ; d'autres recherches sont nécessaires dans cette voie.

3670. MARCIL-GRATTON, Nicole ; LEGARE, Jacques – « Vieillesse d'aujourd'hui et de demain. Un même âge, une autre réalité ? ». *Futuribles* (110), mai 87 : 3-22 ; tabl., graph. ; bibliogr.

En réponse au pessimisme général qui accueille le problème du vieillissement démographique il faut avancer un certain nombre de facteurs – égalité plus grande entre les sexes, travail des femmes, évolution des comportements, plus petit nombre d'enfants à charge – qui donneront aux futures personnes âgées – en majorité des femmes – une plus grande autonomie financière et psychologique et leur permettront une meilleure insertion sociale.

3671. O'HIGGINS, Michael – « Egalitarians, equalities and welfare evaluation ». *Journal of Social Policy* 16 (1), janv. 87 : 1-18.

L'Etat providence est basé sur l'objectif fondamental de l'égalité sociale, mais son fonctionnement a donné lieu à de multiples critiques, non seulement de la droite conservatrice, mais aussi des autres forces du spectre politique. En fait, pour évaluer le succès ou la faillite des politiques sociales, il conviendrait de préciser la notion d'égalité en tant qu'objectif et d'analyser mieux l'impact concret des programmes sociaux de l'Etat de bien-être.

3672. PARANT, Alain – « Vieillissement démographique et dépenses sociales. Un futurible de crise pour les économies les plus développées ». *Futuribles* (110), mai 87 : 23-41 ; tabl.

Analyse d'un rapport du FMI sur l'incidence de l'évolution démographique sur les dépenses sociales à l'horizon 2025 dans sept pays industrialisés.

3673. WOOD, Stephen – « The diskilling debate, view technology and work organization ». *Acta sociologica* 30 (1), 1987 : 3-24 ; bibliogr.

Le débat actuel relatif à l'organisation du travail devrait réhabiliter la pensée de Taylor qui a souvent été simplifiée à l'excès. Il doit également se dépêtrer des théories qui ont réduit les relations travailleurs-patronat à une lutte à l'issue incertaine.

Economie et finances

3674. « Contre choc pétrolier et politique ». *Revue de l'énergie* (391), avr. 87 : 159-193 ; tabl. ; bibliogr.

Compte rendu de la 32e rencontre du Centre d'études et de recherches internationales (CERI) de la FNSP. L'analyse du pouvoir pétrolier peut être tentée à partir de la mise en œuvre de trois familles de variables qui relèvent respectivement de l'avoir, du savoir et du valoir. Voir notamment : CAPRON, Jean-Pierre : « Production pétrolière et relations internationales » ; BANETH, Jean : « Les pays en développement importateurs de pétrole et le " contre choc " pétrolier ».

3675. « Les nouvelles industries de l'information et de la communication ». *Revue d'économie industrielle* (39), 1er trim. 87 : 278 p. ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français et en anglais.

Numéro spécial consacré au renouvellement en cours au sein des différentes industries de l'information et de la communication (télédiffusion, vidéotex, télématique, etc.) et à la réorganisation réglementaire et industrielle que ces transformations entraînent. Voir notamment : BENESTREAU, Alain ; LAURETTE, Jean-Luc : n° 3400 ; DINCBUDAK, Nazih : n° 3402 ; DANG NGUYEN, Godefroy ; SHARP, Margaret : n° 3599 ; PERRAULT, Jean-Louis : n° 3372 ; BARRCAU, Jocelyne ; MOULINE, Abdelaziz : n° 3435 ; ARLANDIS, Jacques : n° 3638 ; DELAPIERRE, Michel ; ZIMMERMANN, Jean-Benoît : n° 3478.

3676. « Social welfare policies ». *Journal of Post Keynesian Economics* 9 (3), print. 87 : 327-380 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés aux politiques de maintien du niveau de vie. Ces politiques se heurtent essentiellement à des barrières psychologiques qui consistent par exemple, dans la perception qu'ont les agents économiques de leurs conditions de vie. De même, l'éducation peut affecter les comportements économiques futurs. Voir notamment : CORCORAN, Mary E. ; COURANT, Paul, N. : n° 3669 ; MOFFITT, Robert : n° 3361 ; SMOLENSKY, Eugène et al. : n° 3376.

3677. AMENDOLA, Mario ; GAFFARD, Jean-Luc – « La modernisation du système productif ». *Revue française d'économie* 2 (2), print. 87 : 61-88 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les approches traditionnelles keynésienne et monétariste ne conviennent pas pour analyser les problèmes de changement économique quand ceux-ci impliquent des modifications structurelles (changement technique, par exemple) parce qu'elles ignorent le fait que la production prend du temps. Une approche temporelle séquentielle du processus global de changement est donc souhaitable.

3678. BOUNFOUR, Ahmed – « L'avenir de l'industrie automobile mondiale. Quelles stratégies ? » *Notes et études documentaires* (6), 1987 : 9-142 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le marché mondial de l'industrie automobile affronte une situation difficile : demande ralentie, mutations technologiques, préoccupations énergétiques et écologiques dans les pays industrialisés ; concurrence accrue au niveau mondial et apparition de nouveaux producteurs comme le Brésil ou la Corée du Sud à côté des trois pôles traditionnels Europe, Etats-Unis, Japon ; conjoncture maussade et mesures de protectionnisme. Quel est l'avenir de ce secteur ? Quelles sont les stratégies possibles pour les firmes automobiles ?

3679. DEVAJARAN, Shantayanan ; DE MELO, Jaime – « Evaluating participation in African monetary unions : a statistical analysis of the CFA zones ». *World Development* 15 (4), avr. 87 : 483-496 ; tabl. ; bibliogr.

De 1960 à 1982 et surtout après 1973, les 13 pays africains de la zone franc ont eu un taux de croissance plus élevés que les pays d'Afrique sub-saharienne non membres, ce qui ôte toute validité aux thèses récentes sur le mauvais fonctionnement de la zone CFA.

3680. LEIJONHUFVUD, Axel – « Controverses économiques autour du régime monétaire ». *Revue française d'économie* 2 (2), print. 87 : 17-34 ; résumé en anglais.

Confrontée à de gros problèmes de cohérence interne et incapable de prendre en compte l'évolution du système monétaire international, l'école keynésienne a perdu beaucoup d'influence. Pourtant débarrassée de l'hypothèse de rigidité

des salaires nominaux, la théorie keynésiennepourrait être utilisée pour les problèmes de coordination intertemporelle.

3681. MAROIS, William – « Théorie du déséquilibre et politique économique en économie ouverte ». *L'actualité économique* 62 (2), juin 86 : 257-288 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La théorie du déséquilibre et les moyens de la politique économique qu'elle sous-tend face à des problèmes internationaux : choc pétrolier et hausse du taux d'intérêt étranger. Cette théorie met l'accent sur des instruments externes : politique de change et politique commerciale.

3682. Mc FADDEN, Eric J. – « The collapse of tin : restructuring of failed commodity agreement ». *American Journal of International Law* 80 (4), oct. 86 : 811-830.

Alors qu'il faisait figure de modèle, l'Accord sur l'étain a sombré dans une faillite irrémédiable à la fin de l'année 1985. La cause principale de l'échec tient à la rigidité du prix qui résultait de l'accord. Ce dernier est néanmoins parvenu à stabiliser les cours de l'étain sur les marchés internationaux, et cela pendant plusieurs années.

3683. TANGUY, Pierre – « La sûreté des centrales électro-nucléaires ». *Etudes* 366 (6), juin 87 : 759-771.

Les accidents de Three Mile Island et de Tchernobyl sont riches d'enseignements sur la faillibilité humaine, les risques des centrales nucléaires ; les dispositions prises et celles qui restent à mettrent en œuvre.

Aménagement et urbanisme

3684. « Les services de communication du futur ». *Le bulletin de l'IDATE* (26), 1er trim. 87 : 6-116 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Dossier constitué de compte rendus d'interventions présentés aux 8e journées internationales de l'IDATE sur ce thème. Les services de communications du futur se caractérisent pas différents éléments : convergence des techniques et explosion des services ; poids de l'économique et essor du marketing ; concurrence et expression de la demande.

3685. BEWERS, J.M. ; GARRETT ; C.J.R. – « Analysis of the issues related to sea dumping of radioactive wastes ». *Marine Policy* 11 (2), avr. 87 : 105-124 ; tabl.

Alors que le problème se pose depuis 1946, la Convention de Londres de 1985 a fortement contribué à réglementer le déversement des déchets faiblement radioactifs dans les océans. Il existe en effet des risques océanographiques et radiologiques très précis que des évaluations récentes ont mis en évidence. De plus amples développements de la législation vont dépendre non d'implications scientifiques mais de décisions politiques reposant sur des considérations économiques et sociales.

3686. PIRROTTI, Denise Louise – « The global satellite cooperative : is the US cooperating ? » *Communication and the Law* 9 (1), fév. 87 : 57-78.

Les Etats-Unis ont soutenu INTELSAT, l'organisation internationale des satellites de télécommunication, lors de sa création en 1971. Cependant, le président Reagan a proclamé sa volonté de soumettre cet organisme à la concurrence. Cette décision remet en cause l'attitude américaine à l'égard d'INTELSAT.

3687. SAVITCH, H.V. – « Post-industrial planning in New York, Paris and London ». *Journal of the American Planning Association* 53 (1), hiv. 87 : 80-91 ; cartes ; bibliogr.

Dans l'ère post-industrielle, New York, Paris et Londres ont adopté une planification urbaine propre. La ville américaine s'attache à la croissance urbaine dans et autour de son quartier d'affaires à Manhattan. Paris, au contraire, vise un développement urbain plus étendu, jusqu'aux limites de la cité. Enfin, Londres s'est fixé sur un développement urbain par zone.

3688. WARNER, Malcolm – « Industrialisation, management education and training systems : a comparative analysis ». *Journal of Management Studies* 24 (1), janv. 87 : 91-112 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La plupart des économies ont aujourd'hui adopté une politique spécifique de formation de leur main-d'œuvre ; il en est ainsi pour l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et la France. Les Européens élaborent des politiques relativement analogues. Dans l'avenir, chacun aura besoin de s'inspirer des expériences étrangères.

Relations économiques internationales

3689. « The party's over now... but don't let's call it a day : a survey of the Euromarkets ». *The Economist* 303 (7498), 22 mai 87 : 34 p. ; tabl., graph.

Après trente ans d'une croissance spectaculaire, les euromarchés connaissent un malaise. Une compétition intense a déstabilisé le monde des affaires.

3690. L'Uruguay Round

a. « The Uruguay round of multilateral trade talks ». *The Fletcher Forum* 11 (1), hiv. 87 : 1-41.
Suite d'articles consacrés à la huitième négociation commerciale multilatérale du GATT qui a débuté en Uruguay en septembre 86.

b. STERN, Robert M. ; HOEKMAN, Bernard M. – « Issues and data needs for GATT negotiations on services ». *The World Economy* 10 (1), mars 87 : 39-60 ; tabl.
Depuis le sommet de septembre 1986 de Punta del Este, les services font une entrée en force dans les négociations du GATT. Dès lors, pour mener à bien les négociations de l'Uruguay Round, le GATT doit collecter des statistiques complètes sur les services, presque inexistantes lors du Tokyo Round.

3691. ABD-EL-RAHMAN, K.S. – « Hypothèses concernant le rôle des avantages comparatifs des pays et des avantages spécifiques des firmes dans l'explication des échanges croisés des produits similaires ». *Revue d'économie politique* 97 (2), avr. 87 : 165-192 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Face aux mêmes conditions collectives d'avantages ou de désavantages comparatifs, au niveau industriel, les firmes productrices des mêmes classes de biens se distinguent entre elles en termes d'avantages et de désavantages compétitifs spécifiques. La composition de l'échange et le commerce croisé de produits similaires s'expliquent alors par la conjonction des effets des avantages ou des désavantages comparatifs nationaux et de la dispersion des performances individuelles des firmes dans chaque branche.

3692. ANDREFF, W. – « Les relations économiques de l'Alliance atlantique avec les pays de l'Est : bilan et perspectives ». *Arès* (2), 1986 : 121-135.

Depuis 1983, on assiste à une reprise de l'expansion des échanges entre les pays de l'Alliance atlantique et ceux du COMECON. L'avenir des échanges Est-Ouest apparaît moins sombre, sans être radieux. Un diagnostic raisonnable est de considérer qu'il n'y aura pas de prochaine rupture mais simplement un retour à des relations économiques « normales » entre l'Alliance atlantique et les pays de l'Est.

3693. WITTE, Willard E. – « Protectionism and the case for flexible exchanges rates : a reexamination ». *The International Trade Journal* 1 (3), print. 87 : 251-275 ; graph. ; bibliogr.

A en croire certains économistes, la flexibilité des taux de change permettrait d'une part de réduire les tentations protectionnistes, et, d'autrepart de conduire des politiques monétaires nationales plus autonomes. Ces arguments sont viciés ; une politique monétaire autonome peut fort bien être conjuguée à des mesures protectionnistes.

3694. YATBROUGH, Beth V. ; YARBROUGH, Robert M. – « Cooperation in the liberalization of international trade : after hegemony, what ? » *International Organization* 41 (1), hiv. 87 : 1-26.

Dans les années qui viennent, les échanges internationaux devraient s'acheminer sur la voie de la libéralisation. Le défi est constitué par la forme que devra adopter cette libération des échanges. Des accords de libération des échanges seront plus efficaces s'ils interviennent dans des groupes restreints ; le multilatéralisme doit ici être écarté.

Achevé d'imprimer en 1987 sur les presses
de l'IMPRIMERIE CHIRAT, 42540 Saint-Just-la-Pendue
Dépôt légal N° 3477
Le Directeur-Gérant de la Publication : Louis BODIN
Commission Paritaire des Papiers de Presse : n° 50510

ISSN 0007-4071

BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

42e ANNÉE • 1987 • NUMÉRO - 10

FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES
SALLE DE SCIENCE
ÉCONOMIQUE
19 NOV. 1987

ESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Publié mensuellement par la

FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

sous la direction de Jean MEYRIAT
avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

RÉDACTION

27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE — (1) 45 49 51 77

Prière d'envoyer à cette adresse
toute correspondance concernant la rédaction et les échanges,
ainsi que les périodiques en service de presse

Rédacteur en chef :
Nicole RICHARD

Rédacteurs :
Béatrice AUZOUY, Catherine BURESI,
Nadine DADA, Claudine EVEN,
Marie FERRAZZINI,
Juan JORNET, Sylvie Le MOAL,
Danièle Le NY, Michèle MAUSSION,
Geneviève MILLON, Jean-Claude MOURET,
Françoise PORTENSEIGNE, Jacqueline PORTIER,
Sylvie-Catherine PRINÇAY, Sylvie THORÉ

VENTES ET ABONNEMENTS

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES
27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE
Tél. : 45 49 50 19 — C.C.P. PARIS 2467022 B

TARIF DES ABONNEMENTS 1987

FRANCE		*ÉTRANGER*	
Tarif normal institutions	*Tarif réduit* particuliers	*Tarif normal* institutions	*Tarif réduit* particuliers
575 F	300 F	620 F	330 F

Prix du numéro : 65 F

BULLETIN ANALYTIQUE DE
DOCUMENTATION
POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
CONTEMPORAINE

42e ANNÉE • 1987 • NUMÉRO – 10

Ce numéro est une sélection des articles des périodiques analysés entre le 23 juillet et le 21 août 1987 par le Centre de Documentation contemporaine.

I
ÉTUDES NATIONALES

Allemagne (Rép. démocratique)

3695. BUCK, Hannsjörg F. – « Der Staatshaushalt der DDR für 1987 und die Finanzpolitik der DDR-Staatsführung bis 1990 » (Le budget de la RDA pour 1987 et la politique financière du gouvernement jusqu'en 1990). *Deutschland Archiv* 20 (4), avr. 87 : 382-402 ; tabl., graph.

Le budget est-allemand pour 1987, adopté à la majorité, est un budget dont l'expansion restera contrôlée ; la ponction fiscale augmentera tandis que l'Etat fera, d'ici 1990, des efforts d'assainissement financiers. Il sélectionnera les secteurs auxquels il apportera subventions et aides (crédits pour la science, la santé, la construction et le budget militaire).

3696. LINKE, Norbert – « Die Rezeption der Programme von ARD und ZDF in DDR als Gegenstand der SED Kommunikationspolitik » (La réception des émissions d'ARD et ZDF en RDA comme objet de la politique de communication de la SED). *Publizistik* 32 (1), mars 87 : 45-68 ; résumés en anglais et en français.

Actuellement près de 90 % du territoire est-allemand peut recevoir les programmes des chaînes ouest-allemandes ARD et ZDF. Cette situation résulte d'une évolution de la politique de la SED dans ce domaine. Après une période de répression de 1952 à 1971, puis de laisser-faire entre 1971 et 1980, la SED a opté depuis le début des années 80 pour une politique de « détente » qui répond à une pression de l'opinion publique est-allemande.

© Fondation nationale des sciences politiques, 1987

3697. WILLIM, Korst – « Les syndicats et la sécurité du travail en République démocratique allemande ». *Revue internationale du travail* 126 (3), juin 87 : 365-373.

Depuis plusieurs années un effort très considérable a été fait en RDA visant à améliorer les conditions de travail dans les secteurs. Les syndicats, grâce à un réseau très dense de délégués, de comités et d'inspecteurs spécialisés, jouent un rôle essentiel, d'autant qu'ils sont appuyés par une formation et une publicité systématique.

Allemagne (Rép. fédérale)

Voir aussi : n° 3861, 4042, 4083

3698. GISSELBRECHT, André – « Le débat des historiens sur le nazisme : révision, historicisation ou déculpabilisation ? » *Allemagnes d'aujourd'hui* (99-100), juin 87 : 233-264.

Au delà de la controverse « interscientifique » – qui n'est qu'un prétexte – le débat actuel entre les historiens ouest-allemands sur le nazisme et le Troisième Reich cherche à profiter de l'éloignement « biologique » de la jeune génération de cette période pour modifier substantiellement le « sens historique commun » existant de la RFA et par là même provoquer un refoulement du passé nazi. Les historiens Nolte, Hillgurder, Stürner, Fast, Hildelvrandt sont les principaux défenseurs de cette tentative « révisionniste » (Wende). Leur but ultime : banaliser ce passé pour recréer une « identité nationale allemande » et permettre à la RFA de jouer un rôle au niveau mondial.

3699. MAYER, Karl Ulrich ; CAROLL, Glenn R. – « Jobs and classes : structural constraints on career mobility ». *European Sociological Review* 3 (1), mai 87 : 14-38 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Analyse des théories sociologiques étudiant le rapport entre le changement de profession et la mobilité sociale, notamment les théories de reproduction des classes, de segmentation industrielle, etc. Cette analyse conclut, pour ce qui concerne l'Allemagne fédérale, qu'il n'y a pas de lien direct entre mobilité professionnelle et mobilité sociale.

3700. PALLEZ, François – « L'Islam en RFA ». *Allemagnes d'aujourd'hui* (99-100), juin 87 : 265-275.

Les musulmans en RFA représentaient en 1985 environ 40 % des étrangers. Leurs origines sont diverses et rendent difficile l'unité de la communauté. Malgré son importance, la religion musulmane est encore rejetée par les citoyens ouest-allemands qui refusent toute insertion raisonnée et équilibrée. La représentation caricaturale des musulmans ainsi que l'incapacité pour ces derniers de transmettre leur héritage religieux et culturel sont les principaux obstacles pour l'avenir de l'Islam en RFA.

3701. SCHREGLE, J. – « La participation des travailleurs en République fédérale d'Allemagne vue sous une perspective internationale ». *Revue internationale du travail* 124 (3), juin 87 : 351-363.

La « codétermination » allemande est difficilement comparable à d'autres expériences nationales ; son histoire est très particulière, le rôle des acteurs sociaux
présente lui aussi des traits spécifiques. Le syndicalisme d'entreprise japonais est peut-être le seul système de participation des travailleurs qui ressemble à la cogestion de la RFA.

Institutions et vie politiques

3702. Après les élections fédérales de janvier 1987

a. DYSON, Kenneth – « The challenged consensus : the 1987 German federal elections ». *The Political Quarterly* 58 (2), juin 87 : 152-166.

Si les élections fédérales ont permis à l'Allemagne de consolider son image et de témoigner de la persistance d'un consensus sur son rôle dans l'économie internationale et sa place dans l'OTAN, elles l'ont fait également apparaître comme le cœur des nouveaux mouvements sociaux européens qui se manifestent par l'activité des Verts et des nouveaux patriotes.

b. HULSBERG, Werner – « After the West German elections ». *New Left Review* (162), avr. 87 : 85-99.
La victoire du centre-droit en janvier 1987 ne doit pas masquer les problèmes de la CDU, parti fortement divisé et qui a perdu des suffrages au profit des libéraux. En outre la gauche, dans son ensemble, n'est pas sortie effondrée des élections puisque les gains obtenus par les Verts compensent le recul du SPD. Ce dernier doit saisir qu'une politique centriste est aujourd'hui vouée à l'échec et que son avenir passe par la recherche de l'unité d'action avec les Verts dont l'enracinement dans les grandes villes est incontestable.

3703. Le fédéralisme

a. CAVANAGH HODGE, Carl – « Resupremacy of politics : federalism and parties in Western Europe ». *West European Politics* 10 (2), avr. 87 : 253-268.
Analyse des effets du fédéralisme sur l'attitude et le comportement des partis politiques en RFA, en Suisse et en Autriche et, plus généralement, les rapports qu'il entretient avec la culture politique du pays. Le rôle des partis catholiques a été, dans chacun de ces pays, crucial pour imposer l'idée fédérale qui rencontre aujourd'hui le soutien de partis qui lui étaient traditionnellement opposés.

b. STURM, Roland – « Le fédéralisme en RFA : simple décoration de façade ou réel enrichissement pour la démocratie ». *Allemagnes d'aujourd'hui* (99-100), juin 87 : 276-287 ; bibliogr.
Le fédéralisme ouest-allemand se heurte, aujourd'hui, à deux difficultés : le pouvoir central qui cherche à accroître ses compétences aux dépens des Länder ; le jeu des formations politiques s'opposant sur le plan fédéral sur les thèmes d'intérêt national induit un effet centralisateur. Le Bundesrat reste encore fort et loin de devenir une simple décoration de façade, le fédéralisme contribue encore au pluralisme politique ouest-allemand.

3704. KVISTAD, Gregg – « Between state and society : Green political ideology on the mid 1980s ». *West European Politics* 10 (2), avr. 87 : 210-228.
Un débat s'est engagé il y a plusieurs années à propos de la caractérisation des Verts allemands : s'agit-il de la traduction des nouveaux mouvements sociaux, des valeurs « post-matérialistes » ou d'un retour à une certaine forme de « romantisme » politique et social ? La « Nouvelle » Allemagne cacherait-elle la « Vieille » Allemagne ? L'idéologie des Verts véhicule des thèmes relevant des deux courants : la démocratie de base, le mandat impératif des parlementaires, le rejet officiel des partis et de l'Etat. En outre les Verts sont divisés en courants (réalistes, fondamentalistes) qui rendent impossible une appréhension univoque de ce mouvement politique.

3705. WAHL, Rainer – « Grundrechte und Staatszielbestimmungen im Bundesstaat » (Droits fondamentaux et détermination des buts de l'Etat dans l'Etat fédéral). *Archiv des öffentlichen Rechts* 112 (1), mars 87 : 26-53.
Le droit constitutionnel en RFA est constitué des textes de la Loi fondamentale et de ceux des Constitutions des différents « Länder » (régions). Ces Länder disposent d'un pouvoir constituant matériellement et géographiquement limité. Une répartition plus systématique du travail d'élaboration des textes constitutionnels est envisageable. Ces relations complémentaires ont une importance dans le domaine culturel dans lequel l'autonomie des « Länder » est clairement limitée.

Arabie saoudite

Voir aussi : n° 2435, 4067

3706. ABIR, Mordechaï – « The consolidation of the ruling class and the new elites in Saudi Arabia ». *Middle Eastern Studies* 23 (2), avr. 87 : 150-171.
L'émergence de la classe dirigeante en Arabie Saoudite (aristocratie constituée des membres de la famille royale et des familles proches) s'est faite en relation avec l'unification du royaume par le roi Saud. Elle s'est accompagnée, après la consolidation du royaume, du déclin des ulamas et des umaras. La modernisation du pays a entraîné l'enrichissement et la montée d'une nouvelle élite, qui resta cependant totalement exclue du pouvoir.

3707. BALTA, Paul et al. – « Paris-Riyad : le cœur et la raison ». *Arabies* (5), mai 87 : 6-21 ; tabl. ; résumés en arabe, en anglais et en allemand.

Les relations franco-saoudiennes se sont renforcées depuis l'époque de de Gaulle et Fayçal. La récente tournée européenne du roi Fahd a mis en valeur la diplomatie discrète, modérée et efficace du royaume qui a su assurer le succès au Conseil de coopération du Golfe et contribuer largement à la sécurité régionale. L'Arabie Saoudite, qui devient une véritable puissance, achète désormais des armes françaises et ne cesse d'investir pour développer ses ressources.

3708. WESTON, Frederick W. – « Political legitimacy and national identity in Saudi Arabia : competing allegiances ». *The Fletcher Forum* 11 (1), hiv. 87 : 81-104.

La famille royale régnant en Arabie Séoudite, les El Seoud, a déployé de nombreux efforts pour construire un Etat-Nation. Cependant, la modernisation qui a renforcé l'allégeance à la nation, a affaibli le pouvoir royal en favorisant l'émergence d'une classe moyenne.

Argentine

Voir aussi : n° 3468, 3950, 4101

3709. « Speciale Argentina ». *Affari sociali internazionali* 15 (2), 1987 : 3-256.

Suite d'articles consacrés aux liens tissés entre l'Argentine et l'Italie par un flux migratoire traditionnel et l'existence d'affinités culturelles entre les deux pays.

3710. BELTRÁN, Virgilio R. – « Political transition in Argentina : 1982 to 1985 ». *Armed Forces and Society* 13 (2), hiv. 87 : 215-233 ; bibliogr.

La transition démocratique en Argentine en 1983 a été caractérisée par la faillite politique des militaires et la présence lancinante du problème du terrorisme. Le pouvoir s'est engagé depuis 1983 sur la voie de la modernisation nationale, mais le débat reste ouvert sur le nouveau rôle des militaires et sur l'avenir des structures politiques.

3711. MASELIS DE BRACCINI, Analia E. – « Il traffico di merci nei parti patagonici argentini a vaumare e retroterra ». *Rivista geografica italiana* 93 (4), déc. 86 : 373-413 ; tabl., carte ; bibliogr. ; résumés en anglais et en français.

Bien que le transport maritime apparaisse comme le moyen de transport de marchandises idéal entre Buenos Aires et les ports de Patagonie, il ne représente que 10 % du trafic. La durée du voyage, les coûts et les aménagements portuaires insuffisants en Patagonie expliquent cette anomalie.

3712. MORRIS, Michael A. – « Southern cone maritime security after the 1984 Argentine-Chilean treaty of peace and friendship ». *Ocean Development and International Law* 18 (2), 1987 : 235-254 ; cartes.

Le traité de paix et d'amitié conclu en 1984 par l'Argentine et le Chili devrait contribuer à une atténuation des tensions dans le cône sud. Cependant, cette région reste une zone de conflit à cause des différends relatifs aux îles Malouines, au canal de Beagle, au passage de Drake et à l'Antarctique.

Belgique

3713. CORNET, Marcel ; DIAZ ALVAREZ, José R. – « Análisis socioeconómico de la familia espanõla immigrado en Belgica ». *Estudios geograficos* 47 (185), déc. 86 : 421-447 ; tabl., graph. ; résumé en français.

Résultats d'une enquête sur le niveau de vie et les conditions de travail des immigrés espagnols en Belgique et examen des problèmes posés par leur intégration.

3714. DEWEERDT, Mark – « Overzicht van het Belgische politiek gebeuren in 1985 (Aperçu des événements politiques en Belgique en 1985). *Res publica* 28 (3), 1986 : 365-420.

Alors que 1985 était la dernière année du gouvernement chrétien-démocrate de M. Martens, en octobre des élections anticipées ont eu lieu. Contre toute attente, le gouvernement démissionnaire a pu être reconduit grâce à une majorité parlementaire chrétienne-démocrate. Voir à la suite, pp. 421-439 : VERMINCK,

Mieke : « Statistish overzicht van het politieke jaar 1985 » (Aperçu statistique de l'année politique 1985).

3715. KESTELOOT, Christian – « Concentration d'étrangers et politiques urbaines à Bruxelles ». *Revue européenne des migrations internationales* 3 (2), déc. 86 : 151-168 ; tabl., cartes ; résumés en anglais et en néerlandais.

Etude de la répartition des étrangers par nationalité dans l'agglomération bruxelloise entre 1970 et 1981. L'accent est mis en conclusion sur la loi Gol de 1984, qui permet à certaines communes de refuser l'inscription de nouveaux immigrés. L'inefficacité de cette loi n'empêche pas qu'elle ait joué un rôle idéologique négatif, consistant à faire des immigrés les boucs émissaires des problèmes urbains et à justifier une politique de remplacement de la population dans les communes centrales.

3716. PIJNENBURG, Bert – « Political parties and coalitional behaviour in Belgium : the perspective of local politics ». *European Journal of Political Research* 15 (1), 1987 : 53-73 ; tabl. ; bibliogr.

Généralement les approches traditionnelles de la science politique étudient les coalitions comme des entités politiques homogènes. Il s'agit donc d'établir un modèle multidimensionnel tenant compte des spécificités des coalitions à partir de l'étude des forces politiques en Flandre.

3717. PLATEL, Mark – « De regeringsvormingen eind 1985 » (La formation des gouvernements à la fin de 1985). *Res publica* 28 (3), 1986 : 489-502.

A la suite des élections législatives d'octobre 1985 les régions ont procédé à la formation des gouvernements régionaux. Dans la majorité des cas ceux-ci ressemblent fortement au gouvernement national.

3718. VANPOL, Ivo – « Morphologie des partis politiques francophones en 1984 et 1985 ». *Res publica* 28 (3), 1986 : 503-541.

Tableaux comparatifs des partis politiques francophones en Belgique : organes et structures des partis, les dirigeants, les publications.

3719. VERMINCK, Mieke – « Consensus en oppositie in het Belgisch parlement tijdens een verkiezings jaar » (Consensus et opposition au parlement belge durant une année électorale). *Res publica* 28 (3), 1986 : 475-487 ; tabl. ; résumé en anglais.

Le consensus et l'opposition au parlement belge en 1985, à travers les votes et le degré de cohésion entre les partis de la majorité et de l'opposition ainsi qu'au sein même des partis.

Botswana

3720. CURRY, Robert L. – « Poverty and mass-employment in mineral-rich Botswana ». *The American Journal of Economics and Sociology* 46 (1), janv. 87 : 71-87 ; tabl.

Avec le développement du secteur minier, les pauvres du Botswana ont vu leur situation s'aggraver. Les activités minières ont donné naissance à une élite sociale composée de bureaucrates et de managers. Les conflits sociaux entre pauvres et riches pourraient déstabiliser le pays.

3721. DALE, Richard – « Not always so placid a place : Botswana under attack ». *African Affairs* 86 (342), janv. 87 : 73-91.

Pays enclavé et pauvre, situé au Nord de l'Afrique du Sud, le Botswana est considéré comme une exception parmi les pays africains, réussissant malgré des conditions défavorables à maintenir un sytème politique de démocratie libérale. Mais l'aggressivité sud-africaine contre ce voisin s'est intensifiée depuis quelques années et risque d'imposer des tensions très aiguës au Botswana, terre d'asile et membre de la ligue du front anti-apartheid, surtout si l'Afrique du Sud devient la cible de sanctions économiques efficaces.

Brésil

Voir aussi : n° 4101

3722. « Brésil ». *L'architecture d'aujourd'hui* (251), juin 87 : 2-83.

Dossier sur les grands architectes brésiliens et leurs réalisations.

3723. « Ekonomika : potencial i perspektivy » (L'économie : potentiel et perspectives). *Latinskaâ Amerika* (4), avr. 87 : 53-94 ; tabl.

Suite d'articles consacrés à la situation actuelle de l'économie du Brésil et à ses perspectives d'avenir.

3724. Pétrole et énergies de substitution

a. LIZARDO DE ARANJO, João ; GHIRARDI, André – « Substitution of petroleum products in Brazil ». *Energy Policy* 15 (1), fév. 87 : 22-39 ; tabl., graph.
La politique brésilienne en matière d'énergie s'est orientée vers la substitution de la demande de pétrole importé par des sources d'énergie nationales. Des excédents d'essence et de fuel se sont ainsi accumulés, remettant en cause la politique de subventions accordées aux énergies de substitution. Un changement dans la politique doit s'opérer en particulier en ce qui concerne l'éthanol, les tarifs d'électricité, le rôle du fuel.

b. SURREY, John – « Petroleum development in Brazil : the strategic role of national oil company ». *Energy Policy* 15 (1), fév. 87 : 7-21 ; tabl.
Depuis 1975, le Brésil a développé son industrie pétrolière et a ainsi fortement réduit sa dépendance en matière d'importations d'hydrocarbures. La compagnie nationale Petrobras à joué un rôle fondamental dans cette politique bénéfique au reste de l'économie.

3725. KENNEDY, James H. – « Political liberalization, black consciousness and recent Afro-Brasilian literary production ». *Présence africaine* (142), 2e trim. 87 : 148-162 ; bibliogr.

La production littéraire afro-brésilienne a connu un épanouissement fantastique vers les années 1970, notamment à la faveur de la mise en place d'un ordre politique démocratique et de la suppression en 1978 de la censure en matière de publication. Depuis beaucoup de Noirs ont publié des ouvrages de poésies et de proses remarquables.

3726. RUDEL, Christian – « Le Brésil des uns fait le malheur des autres ». *Croissance des jeunes nations* (295), juin 87 : 17-26 ; carte.

Dossier. Le Brésil exporte du café, des voitures, des avions et surtout des armes. Le PIB par habitant est passé de 220 à 1575 dollars entre 1965 et 1985. Mais le Brésil a une autre face, celle d'un pays criblé de dettes, où 65 % de la population sont touchés par la faim, où les petits paysans sont dépossédés de leurs terres au profit des grands propriétaires, où les Indiens et les Noirs sont proscrits. Voir à la suite, pp. 27-29 : FURTADO, Celso : « Renégocions la dette » ; et pp. 30-31 : RUDEL, Christian : « Le Brésil vu par ses écrivains ».

3727. VASCONCELLOS, Lélia Mendes de – « Uma das situações urbanas mais complicadas ». *Revista de administração municipal* 33 (181), déc. 86 : 16-33 ; graph. ; bibliogr.

Un projet d'urbanisation participative de la Baixada Fluminense, dans la périphérie de Rio de Janeiro : aspects méthodologiques et techniques du programme. Voir aussi, pp. 42-58 : OLIVEIRA, Sergio Murilo Ferreira de : « Administração participativa : bases para a definição ».

Canada

Voir aussi : n° 4083

3728. « The impact of $ (US) 15 oil ». *Canadian Public Policy* 13 (1), mars 87 : 1-61 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés à l'avenir de l'industrie pétrolière canadienne. D'une manière générale, les économies productrices de pétrole doivent être prêtes à réagir à un choc exogène sur le marché pétrolier. Plus particulièrement, une

baisse du baril à 15 dollars entraînerait une baisse sensible de l'offre de pétrole canadien, et parallèlement une hausse de la demande. Dès lors, le pétrole de l'Alberta perdrait sa place sur le marché de l'Ontario.

3729. Les thèses néolibérales : effets et image

a. GOW, James Iain – « Repenser l'Etat et son administration ». *Politique* (11), hiv. 87 : 5-41 ; tabl. ; bibliogr.
L'approche du néolibéralisme économique dans la critique de l'Etat, particulièrement au Québec, ne se préoccupe que de rentabilité. Or, on ne peut éviter un débat sur les aspects politiques de cette question. En matière de productivité et de responsabilisation des administrations publiques, il est préférable de recourir à des solutions humanistes. En même temps, les exigences d'une plus grande responsabilisation politique appellent une décentralisation accrue.

b. BLAIS, André ; DION, Stéphane – « Trop d'Etat ? Un baromètre de l'opinion ». *Politique* (11), hiv. 87 : 43-72 ; tabl. ; bibliogr.
Que pense l'opinion publique de la question de la taille de l'Etat ? Une revue des études faites en Amérique du Nord et en Europe et l'analyse des résultats d'un sondage effectué au Québec, vérifient l'hypothèse de la rationalité limitée. La volonté de changement est peu marquée et le statu-quo est jugé satisfaisant. Les partis à vocation de pouvoir adoptent une position centriste pour ne pas imposer un choix douloureux aux électeurs.

3730. BERLIN, M.-L. ; METIVIER, L. – « Le droit international humanitaire comme source interprétative de la Charte canadienne des droits et libertés : l'incidence de la Convention européenne des droits de l'homme ». *Revue de droit international et de droit comparé* 64 (1-2), 1987 : 36-64.

L'entrée en vigueur en avril 1982 de la Charte canadienne des droits et libertés établit des normes minimales à être respectées non seulement par tous les citoyens mais aussi par les législatures provinciales et le Parlement. Les principes de cette Charte s'enracinent tant dans le droit international humanitaire que dans la Convention européenne des droits de l'homme.

3731. BORDO, Michael D. et al. – « The behavior of money stock under interest rate control : some evidence for Canada ». *Journal of Money, Credit and Banking* 19 (2), mai 87 : 181-197 ; tabl. ; bibliogr.

Entre 1975 et 1982, la Banque centrale canadienne a contrôlé la quantité de monnaie en circulation (M1) par le simple biais des taux d'intérêt à court terme. L'analyse des statistiques monétaires canadiennes sur la période 1970/1984 révèle que la fonction de l'offre de monnaie n'est pas suffisamment stable pour permettre qu'un tel contrôle du stock de monnaie soit efficace.

3732. SCARFE, Brian L. – « Economic fluctuations and stabilization policy in Canada : the state of the art ». *Canadian Public Policy* 13 (1), mars 87 : 75-85 ; bibliogr. ; résumé en français.

Dans une petite économie ouverte comme celle du Canada, les politiques de stabilisation macro-économique sont difficiles à mettre en œuvre. Les politiques monétaire et fiscale doivent être étroitement coordonnées. Les contraintes essentielles tiennent à la non-flexibilité des salaires et des prix, et aux effets directs au niveau régional de la politique économique canadienne.

3733. SOKOLSKY, Jool J. – « Changing strategies, technologies and organization : the continuing debate on NORAD and the strategic defense initiative ». *Canadian Journal of Political Science* 19 (4), déc. 86 : 751-774 ; résumé en français.

En mars 1986, le Canada et les Etats-Unis renouvellaient l'accord créant l'Organisation de défense aérospatiale Nord-américaine. La participation canadienne à cette organisation entraîne inévitablement le pays à s'impliquer dans l'IDS.

Chili

Voir aussi : n° 3468, 3633, 3712

3734. « L'attesa del Cile ». *Politica internazionale* 15 (4), avr. 87 : 35-126.

Dossier composé d'articles, de prises de position et de documents sur l'éventualité d'un changement politique au Chili. L'attente sera-t-elle encore longue ? Les

difficultés de l'opposition, la crise économique et la paupérisation sont autant d'obstacles à surmonter.

3735. ANDERSEN, Martin – « Staying the course in Chile ». *SAIS Review* 7 (1), print. 87 : 169-183.

La politique de l'Administration Reagan envers le Chili suscite un certain scepticisme et parfois de l'inquiétude auprès de l'opinion publique américaine et chilienne. Néanmoins la probabilité du retour d'un régime civil au Chili augmente de plus en plus.

3736. LARROULET, Christian – « Endeudamiento interno : origenes, soluciones y perspectivas ». *Estudios públicos* (25), été 87 : 77-103 ; tabl., graph.

Analyse globale et sectorielle de l'endettement interne au Chili, problème qui, par sa gravité, entrave actuellement le fonctionnement de l'économie dans son ensemble.

3737. ORTUZAR, Pablo – « La reforma previsional de 1980 : mitos y premoniciones ». *Estudios públicos* (25), été 87 : 17-75 ; tabl., graph.

Analyse financière des premiers résultats de la réforme de la Sécurité sociale chilienne en vue de dégager les perspectives d'évolution des fonds de pensions qu'elle a créés, par exemple, leur éventuelle étatisation.

3738. SALAZAR, Marta – « Sobre el estado actual de la defensa de la democracia en Chile ». *Estudios públicos* (25), été 87 : 227-263.

Analyse du contenu des normes constitutionnelles sur l'interdiction des partis anti-démocratiques et du débat que ces normes ont suscité.

Chine

Voir aussi : n° 3823, 3892

3739. ANTIER, Gilles ; ABADIA, Gérard – « La longue marche de Shanghaï : de nombreux projets et des étapes à fixer ». *Cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France* (81), juin 87 : 49-58 ; tabl., cartes.

Avec l'aide de l'IAURIF, les autorités chinoises ont préparé un plan de réaménagement de la ville de Shanghaï en vue de réduire l'engorgement progressif du centre-ville. Ce plan, dont l'application nécessite un long processus, prévoit la percée d'une voie nouvelle à travers le centre, la rénovation d'un quartier et la création d'un centre international d'affaires.

3740. CHARBONNIER, Jean – « Les Chinois de la diaspora ». *Etudes* 367 (1-2), août 87 : 15-25.

Les Chinois dispersés dans le monde, essentiellement en Asie du Sud-Est, sont un peu plus de vingt cinq millions. Leur intégration dans le pays d'accueil a été souvent facilitée par leur grande adaptabilité, leur impact sur l'économie locale et leur organisation sociale. Même si les expressions de fidélité à la terre chinoise deviennent moins évidentes, les Chinois hors de Chine conservent une profonde sympathie pour la grande Chine et se sentent culturellement solidaires.

3741. FELTENSTEIN, Andrew : FARHADIAN, Ziba – « Fiscal policy, monetary targets, and the price level in a centrally planned economy : an application to the case of China ». *Journal of Money, Credit and Banking* 19 (2), mai 87 : 137-156 ; graph. ; bibliogr.

L'expérience de la Chine entre 1954 et 1983 illustre le cas d'une mauvaise utilisation des indices de prix. Celle-ci devrait en effet guider la politique monétaire chinoise ; or ces indices ont été mal interprétés ou mal orientés.

3742. FRIEDMAN, Edward – « Maoism and the liberation of the poor ». *World Politics* 39 (3), avr. 87 : 408-428 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

De nombreux ouvrages récents sur la Chine démontrent que la soi-disant politique maoïste de soulagement des pauvres et d'auto-suffisance alimentaire a été un fiasco total. Elle a eu pour conséquence d'accentuer la malnutrition, la famine, la stagnation économique et la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

3743. GOLDSTEIN, Alice ; GOLDSTEIN, Sidney – « Migration in China : methodological and policy challenges ». *Social Science History* 11 (1), print. 87 : 85-104 ; bibliogr.

La grande attention portée par les pouvoirs publics chinois à la répartition de la population et des emplois entre zones urbaines et rurales les a amenés à élaborer une politique concertée des mouvements de population et à l'intégrer dans la planification, au moyen d'un mécanisme essentiel, le système d'enregistrement des ménages.

3744. LOCKETT, Martin – « China's special economic zones : the cultural and managerial challenges ». *Journal of General Management* 12 (3), print. 87 : 21-31.

Depuis 1979, la Chine s'est dotée de zones économiques spéciales qui correspondent à 14 villes côtières où les investisseurs étrangers peuvent venir légalement s'installer. La volonté des autorités chinoises est d'attirer ainsi la technologie étrangère : cet objectif n'est pas atteint malgré la forte croissance dans ces zones.

3745. MELMAN, Yossi ; SINAI, Ruth – « Israeli-Chinese relations and their future prospects. From shadow to sunlight ». *Asian Survey* 27 (4), avr. 87 : 395-407.

Bien qu'Israël ait reconnu la Chine populaire dès 1949, les deux pays n'ont pas encore procédé à des échanges de missions diplomatiques, mais seulement à des pourparlers tenus le plus souvent secrets. Il semble que la Chine se satisfasse, pour le moment, d'accords commerciaux.

Institutions et vie politiques

3746. SENGER, H. Von – « La première loi sur les successions en République populaire de Chine ». *Revue de droit international et de droit comparé* 64 (1-2), 1987 : 65-87.

Adoptée le 10 avril 1985 par l'Assemblée populaire de Chine, la loi sur les successions s'enracine dans la législation de 1930 ; elle se caractérise par sa brièveté et son accentuation sur la prévoyance sociale.

3747. TAO, Jingshou – « Le contrôle de constitutionnalité en République populaire de Chine ». *Revue de droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (3), juin 87 : 579-588.

Depuis la Constitution de 1982, c'est la Commission des lois qui est réellement titulaire du contrôle de la constitutionnalité qui s'exerce juridiquement et théoriquement sur tout acte, excepté ceux de l'Assemblée populaire nationale. L'initiative du contrôle (soit à posteriori, soit à priori) peut émaner soit des autorités politiques, soit de l'autorité judiciaire, soit du citoyen.

3748. ZI ZHONGYUN – « The relationship of Chinese traditional culture to the modernization of China. An introduction to current discussion ». *Asian Survey* 27 (4), avr. 87 : 442-458.

Les discussions sur la modernisation de la Chine ont remis à l'ordre du jour le débat commencé dans les années 1920 sur la culture chinoise comparée à la culture occidentale, leurs différences, la supériorité de l'une ou de l'autre. L'historique du débat et l'exposé des principales thèses en présence révèlent un accord sur l'idée que les Chinois s'attachent à la notion de société tandis que les Occidentaux font prévaloir celle d'individu.

Vie culturelle et scientifique

3749. FRANKLIN, Richard K. – « Elite conflict over higher educational administration and curriculum in the People's Republic of China, 1957-1981 ». *Crossroad* (23), 1987 : 29-51 ; tabl., graph.

Les changements qui ont eu lieu en Chine entre 1957 et 1981 dans l'orientation de la politique de l'enseignement supérieur ont été provoqués par des conflits entre les élites intellectuelles de ce pays. Les partisans d'une modernisation révolutionnaire avaient fait triompher leurs conceptions lors du « grand bond en avant » et de la « révolution culturelle », mais ensuite les élites bureaucratiques ont favorisé un enseignement basé sur la transmission des connaissances scientifiques universelles.

3750. LINK, Perry – « The limits of cultural reform in Deng Xiaoping's China ». *Modern China* 13 (2), avr. 87 : 115-176 ; bibliogr.

Malgré quelques fluctuations, la tendance dominante de la politique culturelle de Deng Xiaoping est d'accorder une plus grande liberté aux écrivains et aux artistes. La réforme culturelle a néanmoins des limites, liées au désir de préserver l'identité culturelle chinoise des influences occidentales, à la peur de la dissidence comme conséquence de l'ouverture et aux habitudes et préférences du public.

3751. KWONG, Julie – « In pursuit of efficiency. Scientific management in Chinese higher education ». *Modern China* 13 (2), avr. 87 : 226-256 ; bibliogr.

L'amélioration de la gestion de l'enseignement supérieur chinois a été progressive à partir de 1976, centrée sur le concept de gestion scientifique. Les universités ont été réorganisées, le gaspillage financier réduit. Les réformes ont également porté sur l'orientation générale de l'enseignement supérieur en transférant des ressources à la recherche appliquée et à la formation professionnelle.

Chine (Taïwan)

Voir aussi : n° 2850, 3208, 3298

3752. DEVERGE, Michel – « Confucianisme et succès économique à Taïwan ». *Etudes* 367 (1-2), août 87 : 5-13.

Le miracle économique de Taïwan ne peut pas s'expliquer sans le confucianisme et sa morale de l'action qui vise pour l'essentiel à un fonctionnement harmonieux des rapports sociaux.

3753. WU, Carson Kung-Hsien – « The development and achievments of agricultural technicla and vocational education in the Republic of China ». *Industry of Free China* 67 (2), fév. 87 : 9-22 ; tabl., graph.

La République de Chine (Taïwan) a connu un développement très dynamique de son industrie au cours des dernières 35 années mais aussi de sa production agricole qui a conditionné et accompagné la croissance industrielle. Dans cette performance remarquable de l'agriculture taïwanaise, le rôle de l'enseignement technique spécialisé – qui a été fortement encouragé – a été un facteur essentiel.

3754. YANGSUN CHOU ; NATHAN, Andrew J. – « Democratizing transition in Taiwan ». *Asian Survey* 27 (3), mars 87 : 277-299.

En réponse à une opposition grandissante le président Chiang-Kuo a pris le parti, à la fin de l'année 85, d'associer à une répression sélective une libéralisation des institutions en rompant notamment avec la tradition léniniste du parti unique qui était celle du Kuomintang. Si l'expérience de démocratisation est encore récente, il apparaît déjà que ce type de réforme peut consolider le régime.

Colombie

Voir aussi : n° 3339

3755. « Crisis de la justicia en Colombia ». *Revista javeriana* 107 (531), fév. 87 : 11-56.

Numéro spécial sur l'organisation et le fonctionnement de la justice colombienne et sur les nouveaux rapports avec la société et avec l'Etat que sa réforme doit viser.

3756. « Debate nacional : la reforma urbana ». *Revista javeriana* 55 (535), juin 87 : 351-418.

Numéro spécial sur le projet de réforme urbaine en Colombie : analyse de différents aspects du projet concernant en particulier sa réforme de la législation foncière.

3757. LOPEZ-CASTAÑO, Hugo – « Secteur informel et société moderne : l'expérience colombienne ». *Tiers-Monde* 28 (110), juin 87 : 369-394 ; tabl., graph.

Concentré principalement dans l'industrie, le commerce et les services, le secteur informel urbain prend une importance de plus en plus grande et les différences entre les travailleurs du secteur formel et du secteur informel tendent à s'estomper. L'emploi informel devient de plus en plus une alternative pour chaque travailleur. A partir des années 70 s'est ébauchée une politique visant à réintégrer ce secteur dans la politique de l'emploi.

3758. PIZARRO LEON-GOMEZ, Eduardo – « El proyecto reformista de Belisario Betancur ». *Revista-Universidad de Antioquia* 53 (204), juin 86 : 4-34.

Les résultats et les limites du processus d'ouverture politique mis en œuvre par l'administration Betancur : analyse de l'évolution actuelle du problème de la guérilla en Colombie.

Corée du Sud

3759. BAEG IM, Hyug – « The rise of bureaucratic authoritarianism in South Korea ». *World Politics* 39 (2), janv. 87 : 231-257 ; tabl.

Dans les années 60 en Corée du Sud, la politique des salaires qui a été menée a provoqué une intensification des conflits pour le partage des bénéfices de la croissance qui ont provoqué une montée des tensions sociales. Le régime bureaucratique et autoritaire qui a refusé les solutions alternatives de développement a donc dû limiter encore plus les libertés démocratiques.

3760. GLEYSTEEN, William H. ; ROMBERG, Alan D. – « Korea : Asian paradox ». *Foreign Affairs* 65 (5), été 87 : 1037-1054.

La Corée du Sud a rapidement émergé, ces dernières années, sur la scène internationale comme l'une des puissances les plus dynamiques d'Asie de l'Est, à la performance économique extraordinaire. Mais la confrontation politique, dramatique dans ce pays, interpelle les Etats-Unis. Les enjeux des Etats-Unis dans ce pays sont croissants et leurs objectifs doivent tendre clairement, éventuellement au moyen de pressions pour éviter un troisième coup d'Etat, vers un changement politique pacifique et démocratique.

3761. HARRISON, Selig S. – « Dateline South Korea : a divided Seoul ». *Foreign Policy (New York)* (67), été 87 : 154-175.

Malgré une remarquable croissance économique de plus de 12 %, la Corée du Sud vit une crise politique profonde. Avec la perpétuation de la violence cyclique même les modérés se convertissent en militants activistes. Washington pourrait exercer des pressions sur le gouvernement de ce pays pour favoriser la démocratisation du régime et devrait promouvoir l'amélioration de ses relations avec la Corée du Nord.

Danemark

Voir aussi : n° 3455

3762. HANSEN, Finn Kenneth – « Redistribution of income in Denmark ». *International Journal of Sociology* 16 (3-4), hiv. 87 : 139-160 ; tabl.

Entre 1970 et 1980, le Danemark a vu ses dépenses publiques augmenter de 14,6 % (moyenne annuelle) et son PNB d'environ 12 %. Deux enquêtes furent réalisées, en 1976 et en 1977, afin de déterminer l'effet redistributif des dépenses du secteur public danois. La redistribution est affectée par deux éléments hexogènes : la multiplication des bénéficiaires des fonds publics et la neutralisation des effets de la fiscalité.

3763. LAURSEN, Finn – « Security aspects of Danish and Norwegian law of the sea policies ». *Ocean Development and International Law* 18 (2), 1987 : 199-233 ; tabl., cartes.

Le Danemark et la Norvège occupent des positions stratégiques essentielles car ils sont proches des deux grandes flottes soviétiques stationnées à Kaliningrad et Mourmansk, ce qui n'est pas sans affecter leurs positions à l'égard du droit de la mer.

3764. WINTER, Søren – « How policy-making affects implementation : the decentralization of the Danish disablement Pension Administration ». *Scandinavian Political Studies* 9 (4), déc. 86 : 361-385 ; tabl. ; bibliogr.

La mise en œuvre d'une politique est directement influencée par le processus décisionnel qui a conduit au choix de cette politique. Le cas de l'administration des pensions pour les handicapés au Danemark vient le confirmer ; cette administration a été réorganisée en 1976 dans le sens d'une plus grande décentralisation de ses services.

Egypte

Voir aussi : n° 2669, 3051, 3627

3765. LAROCHE, Josepha – « La diplomatie égyptienne ou les difficultés d'un non-alignement ». *Les cahiers de l'Orient* (6), 2e trim. 87 : 43-59 ; résumés en arabe et en anglais.

Depuis les Accords de Camp David, on constate un effacement de l'Egypte au sein du Mouvement non-aligné. Aujourd'hui, le non-alignement paraît plus être une référence conventionnelle que le fer de lance de sa diplomatie. L'objectif de cette dernière semble être de préserver l'intérêt national, de se réconcilier avec les pays arabes et d'opérer un rapprochement effectif avec Israël. Le non-alignement a pris une forme régionale d'oscillation entre les deux blocs.

3766. LUCIANI, Giacomo – « Multiple puzzle : Egypt's exchange rate regime controversy ». *Journal of Arab Affairs* 5 (2), aut. 86 : 111-130 ; bibliogr.

Même si la libéralisation du système de change est plus que jamais indispensable pour l'économie égyptienne, elle ne sera efficace que si elle est accompagnée à la fois d'un réexamen du système de subventions à la consommation, d'une réforme des entreprises publiques et de la mise en place d'une fiscalité plus cohérente.

3767. REID, Donald Malcom – « Cairo university and the orientalists ». *International Journal of Middle East Studies* 19 (1), fév. 87 : 51-75.

La polémique en Egypte sur l'orientalisme n'est pas née ex-nihilo. La majorité des orientalistes européens ont fait leurs études universitaires pendant la période de déclin des sociétés musulmanes ou de leur assujetissement par l'Occident. Aussi se sont-ils mis au service de l'idéologie dominante selon laquelle l'Occident est une civilisation supérieure qui a vocation à civiliser toutes les autres sociétés, ce que révèle leur action à l'université du Caire entre 1908 et 1952.

3768. SOLIMAN, Lotfalbah – « Les émeutes des 18 et 19 janvier 1977 en Egypte ». *Sou'al* (6), avr. 87 : 45-78.

Au-delà de leur caractère « émeutes de la faim », les événements des 18 et 19 janvier 1977 en Egypte constituent le point de conjonction de toutes les contradictions, objectives et subjectives, qui rongeaient le pays depuis de longues années. 1977 est une année charnière, année de contradiction entre une réalité objective totalement bouleversée et une subjectivité passéiste et totalement inadéquate.

Espagne

Voir aussi : n° 3713, 3895, 4045

3769. « Puertos del Norte, comercio y CEE ». *Información comercial española* (645), mai 87 : 9-112.

Suite d'articles sur les ports du Nord de l'Espagne, Santander et Bilbao notamment, analysant les problèmes économiques et techniques que pose la relance de leurs activités dans une perspective de développement des échanges communautaires.

3770. COLIN, Roland – « Espagne : la recherche d'un nouveau développement grâce à la dynamique européenne ». *Observations et diagnostics économiques* (20), juil. 87 : 5-100 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'Espagne affronte le défi de l'intégration européenne dans les contradictions d'un passé prestigieux et d'un présent difficile. Les principaux problèmes : trouver un équilibre social, maîtriser la régulation interne et externe du système économique, répondre aux « vocations extérieures » du pays ne pourront être résolus que par une profonde réforme des structures.

3771. HEYWOOD, Paul – « Mirror-images : the PCE and PSOE in the transition to democracy in Spain ». *West European Politics* 10 (2), avr. 87 : 193-210.

En 1975 il était presque évident que le PCE serait le grand bénéficiaire de l'effondrement du franquisme. Or, en 1982, les socialistes remportaient brillamment les élections et les communistes connaissaient une crise grave et une marginalisation électorale marquée. L'explication par la différence de mode de fonctionnement des partis ne peut être retenue : le PSOE n'est pas plus démocratique que le PCE. En revanche son message, mieux adapté à une société espagnole en profond bouleversement, a été jugé plus convaincant.

3772. LOPEZ GARCIA, Bernabé – « Marruecos y el Magreb en la política española, 1975-1987 ». *Razón y fe* 216 (1065-1066), août 87 : 709-723.

Pour la première fois, l'Espagne tente depuis 1975 une politique d'ensemble au Maghreb et parvient finalement à normaliser et à équilibrer ses relations avec le Maroc et l'Algérie.

3773. SAGARDOY BENGOECHEA, Juan Antonio – « Flexibilidad laboral. El caso de España ». *Revista de trabajo* (83), sept. 86 : 9-22.

L'évolution du droit du travail espagnol et la notion de « flexibilité » du travail ; le problème tel qu'il se pose aujourd'hui ; les perspectives d'un « libéralisme socialisé ».

Etats-Unis

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3893

3774. La Constitution

a. « The Constitutional Order, 1787-1987 ». *The Public Interest* (86), hiv. 87 : 1-139.
Suite d'articles consacrés au bicentenaire de la Constitution des Etats-Unis.

b. « New developments in State constitutional law ». *Publius* 17 (1), hiv. 87 : 1-179 ; tabl., graph.
Numéro spécial consacré à l'évolution récente du droit constitutionnel dans les Etats américains. Le fédéralisme judiciaire refait surface grâce à la jurisprudence de la Cour Suprême fédérale. Cette coopération judiciaire entre les Etats engendre aussi des mimétismes (recul du véto législatif, adoption d'un cadre contraignant pour la procédure législative).

c. « We the people ». *Time* 130 (1), 6 juil. 87 : 12-58.
Suite d'articles consacrés au bicentenaire de la Constitution américaine : la pratique des articles essentiels sur l'équilibre des pouvoirs, les libertés, l'égalité ; son impact dans le monde.

3775. La lutte antiterroriste

a. SIMON, Jeffrey D. – « Misunderstanding terrorism ». *Foreign Policy (New York)* (67), été 87 : 104-120.
Le gouvernement américain a tellement donné de l'importance au problème du terrorisme, sans pouvoir le résoudre, qu'il joue le jeu des terroristes. La campagne de désinformation contre la Libye et la vente d'armes à l'Iran ont entamé sa crédibilité à l'intérieur comme à l'extérieur. Vouloir éliminer rapidement le terrorisme grâce à des solutions radicales ne fait que mener à l'escalade de la violence.

b. [The politics of terrorism]. *SAIS Review* 7 (1), print. 87 : 1-38.
Suite d'articles consacrés au terrorisme international. Les Etats-Unis ont décidé de répliquer lorsqu'ils ont effectué le raid sur Tripoli en avril 1986. La prévention des actes de terrorisme passe par l'établissement d'un consensus dans l'opinion publique et par une politique d'information sur les décisions majeures.

3776. GIRVIN, Brian – « Conservatism and political change in Britain and the United States ». *Parliamentary Affairs* 40 (2), avr. 87 : 154-171 ; tabl.

Les conservateurs britanniques et américains ont commencé à imposer leur idéologie entre 1968 et 1974 ; mais les années cruciales ont été 1979 et 1980. L'élection de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher et la mise en place scrupuleuse de leurs programmes ont imposé l'idéologie conservatrice dans ces deux pays.

3777. GOODMAN, Allan E. – « Reforming US intelligence ». *Foreign Policy (New York)* (67), été 87 : 121-136.

Dans l'affaire de l'Irangate, la CIA a commis de très graves erreurs. Cela démontre, encore une fois, que le soutien traditionnel des services de renseignements à la politique étrangère ne permet pas de faire des analyses objectives et conformes aux règles établies. La coordination entre les différents services de renseignements est devenue pure formalité. La CIA devrait être déchargée de la responsabilité des actions secrètes au profit du ministère de la Défense.

3778. LEVY, Deborah M. – « Advice for sale ». *Foreign Policy (New York)* (67), été 87 : 64-86.

L'incrimination de Michael Deaver, ancien conseiller de Reagan, a rappelé aux Américains leur ancienne peur des influences étrangères dans leurs affaires intérieures. Les lobbies étrangers arrivent à s'assurer les services de responsables américains contre les intérêts mêmes des Etats-Unis et à participer au financement des campagnes électorales. L'internationalisation de plus en plus grande de l'économie américaine favorise cette situation.

3779. MERVIN, David – « The competence of Ronald Reagan ». *Parliamentary Affairs* 40 (2), avr. 87 : 203-217.

Le scandale de l'Irangate a mis à mal le prestige du Président Reagan révélant ses faiblesses. Pourtant un regard en arrière sur toute la période de sa présence à la tête de l'exécutif des Etats-Unis révèle un des meilleurs présidents depuis L.B. Johnson, aussi bien dans son comportement avec le Congrès que dans sa façon de diriger l'exécutif et de mettre en place sa politique.

3780. VLASIHIN, V.A. ; ČERVONNAÂ, S.A. – « Pravoèkstremistskij terror pod prikrytiem " demokratii " » (La terreur d'extrême-droite sous le couvert de la « démocratie »). *SŠA* (4), avr. 87 : 25-34.

L'atmosphère idéologique, créée aux Etats-Unis par l'actuelle administration de Washington, contribue à l'activité de divers groupuscules et organisations terroristes d'extrême-droite. L'extrême-droite constitue non seulement le danger immédiat pour des millions d'Américains, mais aussi une menace potentielle pour les conquêtes démocratiques et les libertés politiques aux Etats-Unis.

3781. WARE, Alan – « The 1986 American mid-term elections : the Reagan legacy to the Republican party ». *Parliamentary Affairs* 40 (2), avr. 87 : 172-187 ; tabl.

Les élections américaines de 1986 (Chambre des Représentants, Sénat et Gouverneurs) n'ont pas été aussi favorables aux Démocrates que l'on pouvait l'envisager. En effet, malgré des résultats économiques moins bons qu'aux élections précédentes, plusieurs facteurs ont joué contre les Démocrates : leurs querelles au niveau local et surtout la popularité du Président Reagan qui a accru l'impact des Conservateurs sur l'électorat américain.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 3733, 3735, 3760, 3761, 3896, 3957, 4062

3782. « Agora : may the President violate customary international Law ? » *American Journal of International Law* 81 (2), avr. 87 : 371-390.

Suite d'articles. La question de savoir si une coutume nouvelle au niveau international devrait remplacer une loi fédérale ou un traité auto-exécutoire plus anciens soulève le problème des pouvoirs du Président des Etats-Unis par rapport au droit coutumier international. Il apparaît qu'en cas d'opposition entre une coutume internationale et une décision de l'exécutif américain, le Président ne peut légalement violer le droit international.

3783. La « doctrine Reagan »

a. ACHARYA, Amitav – « The Reagan doctrine and international security ». *Monthly Review* 38 (10), mars 87 : 28-36.
Dans son discours devant le Congrès américain, le 1er mars 1987, le Président Reagan promettait un « soutien américain actif » aux mouvements de résistance qui luttent contre les « régimes communistes installés ou maintenus par la puissance militaire soviétique ». Aussitôt qualifié de « doctrine Reagan », ce discours n'est qu'une nouvelle expression de la politique d'endiguement déjà pratiquée par les prédécesseurs de Reagan.

b. HANSEN, Roger D. – « The Reagan doctrine and global containment : revival or recessional ». *SAIS Review* 7 (1), print. 87 : 39-66.
Le Président Reagan est arrivé à la Maison Blanche avec l'intention de relancer la politique de « containment » à l'égard de l'URSS. Mais les pressions politiques internes et les contraintes nées de la nécessité de maintenir l'équilibre international ont finalement abouti à la reconsidération de cet objectif.

3784. La politique au Moyen-Orient

a. CHOMSKY, Noam – « The U.S. and the Middle East ». *Journal of Palestine Studies* 16 (3), print. 87 : 25-42.
L'administration Reagan applique une politique de renforcement du pouvoir d'Etat, d'atteinte aux libertés individuelles et collectives et de violence qui risque à long terme d'avoir des conséquences néfastes sur le jeu politique et la société civile américaine ainsi que sur l'évolution politique du Moyen-Orient.

b. KISLOV, A.K. ; FROLOV, A.V. – « Bližnij vostok i Pentagon » (Le Proche-Orient et le Pentagone). *SŠA* (4), avr. 87 : 13-24.
De plus en plus consciente de la vulnérabilité de ses positions militaires au Proche-Orient, l'administration Reagan cherche à parfaire son image de marque, en accentuant les aspects les plus agressifs de sa politique. L'une des régions les plus explosives au monde voit ainsi s'évanouir toute chance de débloquer la situation actuelle.

c. INDYK, Martin – « Reagan and the Middle East : learning the art of the possible ». *SAIS Review* 7 (1), print. 87 : 111-138.
Pour tous les présidents des Etats-Unis, le Moyen-Orient a été prétexte à une crise internationale majeure. Le Président Reagan a été confronté aux mêmes problèmes que ses prédécesseurs. Son objectif est de tenir l'Arabie Saoudite dans le camp des adversaires de l'URSS. Jusqu'à présent, l'administration Reagan est parvenue à satisfaire les objectifs qu'elle s'était fixés au Moyen-Orient.

d. SANKARI, Farouk A. – « The effects of the American media on public opinion and Middle East policy choices ». *American-Arab Affairs* (20), print. 87 : 107-122.
La manière dont l'Administration Reagan a pris en main les récentes actions terroristes montre à quel point les hommes politiques peuvent manipuler les médias et le public. Certes les médias influencent l'opinion publique et quelques groupes d'intérêt peuvent influer sur certaines politiques, mais ils ne formulent pas la politique américaine. Il reste, cependant, que le lobby juif a créé aux Etats-Unis un climat favorable à Israël qui limite la politique de soutien aux Arabes.

e. STEIN, Janice Gross – « Extended deterrence in the Middle East : American strategy reconsidered ». *World Politics* 39 (3), avr. 87 : 326-352 ; tabl. ; résumé en anglais.
Etude de la politique de dissuasion des Etats-Unis au Moyen-Orient visant à protéger leurs alliés dans cette région, qui révèle que cette stratégie a souvent échoué parce qu'elle fut surestimée et mal utilisée comme instrument de gestion des conflits.

3785. BACHO, Peter – « US policy options toward the Philippines ». *Asian Survey* 27 (4), avr. 87 : 427-441.

Une année de pouvoir ayant suffi à C. Aquino pour montrer sa capacité à rétablir la démocratie et faire la preuve de son autorité et de sa popularité auprès de la population la plus déshéritée en dépit des efforts du Parti communiste, les Américains devraient comprendre qu'il va de l'intérêt des deux pays de soutenir le régime et de favoriser la réussite des négociations sur les bases militaires.

3786. BARRY, Tom ; PREUSCH, Deb – « The war in El Salvador », *Monthley Review* 38 (11), avr. 87 : 29-44.

Les Etats-Unis sont en train de perdre le contrôle de la guerre contre les insurgés au Salvador, face à une opposition populaire grandissante au régime de ce pays. Ainsi, une idéologie anti-communiste et contre-révolutionnaire, même « enveloppée » dans une aide militaire et économique de 2 milliards de dollars n'a pu mettre fin aux aspirations des Salvadoriens à la paix, la liberté politique et une vie meilleure.

3787. BUŠNEV, V. – « " Neoglobalizm " SŠA i Latinskaâ Amerika » (Le « néoglobalisme » des Etats-Unis et l'Amérique latine). *Kommunist (Moskva)* (7), mai 87 : 102-112.

L'Amérique latine demeure l'une des cibles permanentes de la politique expansionniste de Washington. Travail de sape, menace d'intervention militaire, chantage économique et financier sont les moyens privilégiés, utilisés par l'impérialisme américain pour contenir le processus de changements politiques qui se développe actuellement en Amérique latine.

3788. LUERS, William H. – « The US and Eastern Europe ». *Foreign Affairs* 65 (5), été 87 : 976-994.

La politique de « différentiation » menée jusqu'ici par les gouvernements américains successifs en direction de l'Europe de l'Est doit être réévaluée ; elle doit évoluer en fonction des changements considérables que la politique nouvelle de Gorbatchev devrait apporter, des crises potentielles et des opportunités nouvelles qui pourraient en découler pour l'Occident. Un certain nombre de propositions peuvent être avancées concernant les relations avec les gouvernements et les partis en place, les différents mouvements d'opposition.

3789. NUCCIO, Richard A. – « La scelte di Reagan per il Centro America e il ruolo dell'opinione pubblica ». *Politica internazionale* 15 (5), mai 87 : 33-47.

La polémique entre l'administration Reagan, le Congrès et l'opinion publique fait de la crise de l'Amérique centrale le thème le plus controversé de la politique extérieure américaine depuis la guerre du Vietnam. Son instrumentalisation idéologique, de part et d'autre, crée une distorsion entre démocratie et gestion de la politique extérieure.

3790. SMITH, Wayne S. – « Lies about Nicaragua ». *Foreign Policy (New York)* (67), été 87 : 87-103.

Les sondages reflètent la constance du scepticisme de l'opinion publique américaine à l'égard de la politique de Washington en Amérique centrale. Le gouvernement américain n'a pas cessé de faire des déclarations et de présenter des explications non conformes à la réalité pour justifier sa politique erronée.

3791. STOCKTON, Ronald R. – « Christian zionism : prophecy and public opinion ». *The Middle East Journal* 41 (2), print. 87 : 234-253 ; tabl. ; bibliogr.

Malgré les crises périodiques dans les relations israélo-américaines, Israël jouit d'un soutien populaire continu aux Etats-Unis. La cause essentielle de ce soutien est la doctrine religieuse du sionisme chrétien. C'est une tendance culturelle principale liée à l'identité américaine et à la perception de l'Amérique comme une communauté morale. Elle bénéficie d'une large base dans les différentes couches religieuses, idéologiques et politiques.

3792. TREVERTON, Gregory F. – « Covert action and open society ». *Foreign Affairs* 65 (5), été 87 : 995-1014.

L'affaire de l'Irangate soulève le problème de savoir si les Etats-Unis doivent et peuvent encore mener de grosses opérations secrètes à l'extérieur, para-

doxales dans une démocratie. Dans les années 50, la plupart des actions lancées sont restées secrètes. Mais les changements intervenus dans la politique intérieure américaine dans les années 70, le manque de confiance accru de l'opinion publique, le rôle considérable des médias font qu'actuellement une opération secrète a toutes les chances de ne pas le rester. Des opérations ouvertes présentent trop de risques, les Etats-Unis doivent continuer à agir secrètement, mais avec des restrictions.

3793. ZIMMERMANN, Tim – « A success for coercive diplomacy ». *Survival* 29 (3), juin 87 : 195-214.

La politique de l'administration Reagan envers la Libye constitue un succès momentané pour la diplomatie de coercition, étant donné que la question du terrorisme aidé par Kadhafi n'est toujours pas réglée. C'est pourquoi, en attendant que se produisent d'autres actes terroristes, les Etats-Unis maintiennent la menace d'une nouvelle intervention militaire.

Vie culturelle et scientifique

3794. « The Fulbright experience and academic exchanges ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (491), mai 87 : 10-163.

Numéro spécial consacré au programme Fulbright créé en 1946 pour développer les échanges universitaires internationaux. Historique, évolution ; les cas particuliers d'échanges avec quelques pays ou régions : Japon, URSS, Afrique, Amérique latine. Voir notamment : RADWAN, Ann B. : n° 4066.

3795. BORDAT, Francis – « Le Code Hays. L'autocensure du cinéma américain ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (15), sept. 87 : 3-16 ; résumé en anglais.

En l'absence de tout organisme officiel de censure cinématographique, le Code Hays est un système d'autocensure constitué en 1934 par les producteurs américains pour enrayer l'action des groupes de pression qui militaient pour l'interdiction de certains films. Le système contraignant mais qui a permis au cinéma américain de conserver son public de masse n'a commencé à se désagréger qu'en 1952 pour être entièrement refondu en 1966.

3796. DERIAN, Jean-Claude – « La haute technologie américaine en déclin ». *Futuribles* (111), juin 87 : 3-25 ; tabl., graph.

En 1986 les Etats-Unis ont enregistré pour la première fois de leur histoire une balance commerciale déficitaire pour les seuls secteurs de pointe mettant en évidence les faiblesses et les difficultés de la « high tech » américaine.

3797. FELLER, Irwin – « Technology transfer, public policy, and the Cooperative Extension Service-OMB imbroglio ». *Journal of Policy Analysis and Management* 6 (3), print. 87 : 307-327 ; tabl.

Le gouvernement du Président Reagan a l'intention de réduire les programmes américains de transfert de technologie en matière agricole. Le service chargé de promouvoir ces transferts risque par conséquent de voir ses compétences se réduire, et sa mission perdre de sa souplesse.

3798. GANNON, Thomas M. – « Les évêques catholiques et la politique américaine ». *Etudes* 367 (1-2), août 87 : 83-93.

S'adressant à tous les Américains et non plus aux seuls catholiques, les évêques américains, longtemps considérés comme une des institutions conservatrices les plus importantes du pays, n'hésitent pas à descendre dans l'arène politique pour prendre position sur des questions essentielles, telles que l'armement nucléaire et l'économie du pays.

3799. HART, Stephen – « Privatization in American religion and society ». *Sociological Analysis* 47 (4), hiv. 87 : 319-334 ; bibliogr.

Le comportement religieux aux Etats-Unis se caractérise par une tendance à la « privatisation » : les aspects du comportement qui concernent l'individu prennent de plus en plus d'importance aux dépens de ceux qui concernent l'Eglise. Cette tendance est plus ou moins marquée selon les communautés, mais constitue un phénomène à long terme, enraciné dans la culture et la structure sociale américaine.

3800. KEPPEL, Francis – « The higher education acts contrasted, 1965-1986 : has federal policy come of age ? » *Harvard Educational Review* 57 (1), fév. 87 : 49-67 ; graph.

La loi sur l'enseignement supérieur de 1965 avait pour objectif essentiel d'assurer l'égalité des chances devant l'éducation. Elle a été amendée et révisée plusieurs fois : si l'objectif est resté le même, les méthodes utilisées pour l'atteindre et le contexte social et économique de la loi elle-même ont beaucoup évolué de 1965 à 1986, date à laquelle la loi a été prorogée. La version révisée de 1986 procède à des ajustements au contexte politique et économique mais ne fixe pas de nouvelles directions.

3801. RABKIN, Jeremy – « Disestablished religion in America ». *The Public Interest* (86), hiv. 87 : 124-139.

La Constitution la plus ancienne du monde encore en vigueur est celle de 1787 aux Etats-Unis et ce pays est aussi celui, parmi les principaux pays occidentaux, où le sentiment religieux est le plus puissant. Des rapports existent bien entendu entre cette stabilité constitutionnelle et la religiosité du peuple américain, en particulier en raison de l'indépendance et de la multiplicité des Eglises protestantes.

3802. SAMUELSON, Paul A. – « Economie mondiale : le creux de la vague ». *Politique internationale* (36), été 87 : 241-253 ; résumés en anglais et en espagnol.

Interrogé par John Mc Intyre, Paul Samuelson définit le rôle joué par la théorie économique dans l'élaboration de la politique américaine et la responsabilité de la théorie de l'offre dans les déficits de la balance des paiements et le déficit budgétaire. Les pays de l'OCDE devraient continuer à connaître la croissance, même plus lente, jusqu'à la fin du siècle.

Questions sociales

Voir aussi : n° 4083

3803. La pauvreté

a. « Continuing black poverty ». *American Economic Review* 77 (2), mai 87 *Papers and Proceedings* : 211-228 ; tabl. ; bibliogr.
Trois articles consacrés à la pauvreté persistante des Noirs aux Etats-Unis. Sur une longue période, la concentration des Noirs pauvres et l'inégalité des revenus se sont accentuées. Les programmes gouvernementaux de redistribution au profit des pauvres affaiblissent leur volonté à se prendre en charge eux-mêmes. Un nouveau modèle du marché du travail est développé pour inclure les différents facteurs socio-économiques qui interviennent.

b. « Options to deal with the effects of poverty ». *Policy Studies* 8, 1986 : 170-201 ; graph.
Au-delà des mesures d'accroissement des ressources, la lutte contre la pauvreté peut également s'attacher aux effets de la pauvreté. L'action se situe alors sur le terrain de la malnutrition, de l'analphabétisation et de la carence de certains services sociaux. Les Américains ont adopté des mesures dans chacun de ces trois domaines.

c. LEVITAN, Sam A. ; SHAPIRO, Isaac – « What's missing in welfare reform ? » *Challenge* 30 (3), août 87 : 41-48 ; tabl., graph.
Le nombre de pauvres est aujourd'hui plus élevé aux Etats-Unis que dans les années 70. L'Etat fédéral devrait aider la formation professionnelle, élever le salaire minimum et accroître les prestations.

d. MURRAY, Charles – « Have the poor been losing ground ? » *Policy Studies* 8, 1986 : 202-222 ; tabl.
L'ouvrage intitulé « Losing Ground » dénonce les carences de la lutte contre la pauvreté aux Etats-Unis. S'il est difficile de faire l'éloge de ce document, il faut néanmoins écarter les critiques injustifiées qui lui sont faites. Il remet en cause tout l'édifice social américain, érigé au cours des trente dernières années.

e. PETERSON, Janice – « The feminization of poverty ». *Journal of Economic Issues* 21 (1), mars 87 : 329-337 ; bibliogr.
Depuis les années 60, un processus très net a conduit à une « féminisation de la pauvreté », c'est-à-dire un accroissement notable du nombre des ménages pauvres conduits par les femmes et à une diminution concommittante du

nombre des ménages pauvres à direction masculine. Cette évolution est due à une tendance à la désintégration des familles, aux discriminations contre les femmes sur le marché du travail et à la faiblesse des systèmes d'aide sociale. La politique anti-sociale de Reagan n'a donc pas créé ce phénomène mais elle l'a nettement aggravé en tendant vers une affirmation absolue des forces du marché comme base de la société.

3804. Les personnes âgées

a. BOYLE TORREY, Barbara – « Sharing increasing costs on declining income : the visible dilemma of the invisible aged ». *Policy Studies* 8, 1986 : 330-345 ; tabl. ; bibliogr.
Le gouvernement fédéral américain verse chaque année 50 milliards de dollars au bénéfice des 6 millions d'Américains âgés de plus de 80 ans. Cette somme est considérable ; elle est deux fois supérieure à l'aide gouvernementale aux chômeurs. Alors qu'elle ne cesse de croître, la justification de cette aide peut être critiquée ; certains groupes sociaux paraissent plus nécessiteux outre Atlantique.

b. LAVE, Judith R. – « Cost containment policies in long-term care ». *Policy Studies* 8, 1986 : 346-373 ; tabl.
La proportion des personnes âgées ne cesse de croître aux Etats-Unis : le nombre des plus de 65 ans qui correspondait à 9,2 % de la population en 1960, représentait 16,77 % de la population en 1982. Le système de protection sociale de ces personnes n'est pas unifié mais complètement éclaté. Les aides publiques versées dans le cadre du « Medicaid » sont parfois mal ciblées.

c. ROSS, Christine M. et al. – « Interpreting changes in the economic status of the elderly, 1949-1979 ». *Contemporary Policy Issues* 5 (2), avr. 87 : 98-112 ; tabl. ; bibliogr.
L'examen de chaque recensement décennal entre 1950 et 1980 montre que les personnes âgées voient leur situation économique s'améliorer à chaque recensement. Mais retraite pour les hommes et les femmes et veuvage pour les femmes sont souvent synonymes de perte de revenus.

d. SEROW, William J. et al. – « Structural change within the older population : economic implications ». *Contemporary Policy Issues* 5 (2), avr. 87 : 73-83 ; tabl. ; bibliogr.
D'ici à 2020, la population américaine passera de 240 à 296 millions de personnes ; la proportion des plus de 55 ans (21 %) demeurera inchangée. Mais il faut prendre conscience des bouleversements que va connaître cette catégorie dans le domaine social ou économique. Les femmes célibataires noires vivant en milieu rural et âgées de plus de 55 ans seront les plus démunies sur le plan économique.

3805. ANDREWS, Emily S. – « Changing pension policy and the aging of America ». *Contemporary Policy Issues* 5 (2), avr. 87 : 84-97 ; tabl. ; bibliogr.

La réforme fiscale engagée aux Etats-Unis en 1986 comporte des dispositions sur le traitement fiscal des retraites et de l'épargne-retraite. Ces modifications auront leur plein effet dans une trentaine d'années ; elles devraient améliorer la situation économique de la génération du baby-boom à la retraite.

3806. BEAN, Frank D. ; SULLIVAN, Teresa A. – « Confronting the problem : immigration and its consequences ». *Policy Studies* 8, 1986 : 760-771.

Soumise au Congrès américain en juin 1984, la loi Simpson-Mazzoli est le texte le plus important présenté aux Etats-Unis en matière d'immigration depuis vingt ans. Mais face aux divisions parlementaires, le projet qui visait la limitation de l'immigration a finalement avorté. La solution optimale passe par un accord bilatéral entre le Mexique et les Etats-Unis, qui tienne compte des besoins économiques de chaque partie.

3807. FUCHS, Victor R. – « " Though much is taken " : reflections on aging, health, and medical care ». *Policy Studies* 8, 1986 : 309-329 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le système d'assurance-maladie des personnes âgées américaines (Medicare) sera dans l'avenir confronté à une grave crise financière, provoquée essentiellement par les dépenses hospitalières. La proportion des personnes concernées ne cesse de croître ; elle atteint 11,3 % de la population américaine en

1980. De plus, la mortalité de ce groupe a diminué, au-delà même des prévisions.

3808. HAYWARD, Mark D. ; COVERMAN, Shelley – « Change in the racial composition of occupations, 1960-1970 : how much progress for Blacks ? » *Sociological Perspectives* 30 (2), avr. 87 : 115-142 ; tabl. ; bibliogr.

Les années 60 ont été marquées par une croissance économique forte et une politique active de lutte contre la discrimination raciale dans l'emploi. Au cours de la décennie, les Noirs (cols blancs et cols bleus) ont fait des progrès significatifs dans les secteurs économiques en expansion. Le contexte économique et politique des décennies 70 et 80 ne favorise pas, par contre, l'amélioration de la situation des Noirs.

3809. STRUYK, Raymond J. – « Administering social welfare : the Reagan record ». *Policy Studies* 8, 1986 : 253-273.

A son arrivée à la Maison Blanche, le Président Reagan déclarait vouloir améliorer la gestion des services sociaux en réduisant les coûts et en supprimant les fraudes et les gaspillages. Des changements en profondeur sont sortis de ces intentions. Le problème est de savoir si les économies réalisées et les contrôles mis en place correspondent parfaitement aux souhaits des intéressés.

3810. WILHITE, Allen ; THEILMANN, John – « Labor PAC contributions and labor legislation : a simultaneous logic approach ». *Public Choice* 53 (3), 1987 : 267-276 ; tabl. ; bibliogr.

Les Comités d'action politique de l'AFL-CIO ont une influence effective sur la législation du travail votée au Congrès, par le biais de leurs contributions aux candidats de leur choix lors des campagnes électorales.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4112

3811. « The services economy ». *Business Economics* 22 (2), avr. 87 : 7-37 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés à la place du secteur des services dans l'économie américaine, à sa productivité, à son importance dans les échanges extérieurs.

3812. ADAMS, Walter ; BROOK, James W. – « Corporate size and the bailout factor ». *Journal of Economic Issues* 21 (1), mars 87 : 61-85 ; tabl.

Dans la discussion sur les avantages et inconvénients de la grande entreprise, l'un des avantages les plus évidents a été peu étudié, à savoir celui d'être secouru en cas de difficulté par les pouvoirs publics. Pourtant, récemment, les cas de plusieurs entreprises américaines importantes, comme Lockheed, Chrysler et Continental Illinois, ont montré que leur sort ne saurait laisser indifférentes les autorités publiques qui craignent à juste titre les répercussions désastreuses de l'éventuelle banqueroute d'une telle compagnie sur son environnement économique et social.

3813. ART, Robert J. – « Congress and the defense budget : enhancing policy oversight ». *Policy Studies* 8, 1986 : 525-549 ; tabl.

Pour le vote du budget de la défense, le Congrès des Etats-Unis est amené à travailler en étroite collaboration avec le ministère de la Défense. De la qualité des travaux préalables du Pentagone dépend la rapidité avec laquelle les parlementaires parviennent à cerner les problèmes essentiels. Avant le vote, les travaux parlementaires sont assurés par les comités chargés des affaires militaires.

3814. CHELIMSKY, Eleanor – « Budget cuts : data and evaluation ». *Policy Studies* 8, 1986 : 589-605.

Les récentes restrictions budgétaires imposées par l'administration Reagan ont entraîné la contraction des statistiques administratives mises à la disposition du public. De plus, la qualité même des données fournies a été affectée d'une manière qu'il est encore difficile d'apprécier. Et surtout, des travaux statistiques de première importance risquent d'être mis en cause.

3815. DUGGER, William M. – « Democratic economic planning and worker ownership ». *Journal of Economic Issues* 21 (1), mars 87 : 87-99 ; tabl.

L'élargissement des formes de participation des ouvriers à la gestion de l'entreprise constituerait un pas en avant vers une plus grande égalité et une démocratisation de la société sur le plan économique. Cependant, même la meilleure des formes de coopératives des travailleurs ne tendra guère à coordonner ses activités de façon spontanée avec celles des autres unités, ce qui signifie qu'il faut s'orienter vers une planification démocratique de l'économie si l'on veut la rendre vraiment participative et démocratique.

3816. FLIGSTEIN, Neil – « The intra organizational power struggle : rise of finance personnel to top leadership in large corporations, 1919-1979 ». *American Sociological Review* 52 (1), fév. 87 : 44-58 ; tabl. ; bibliogr.

L'exemple des 100 premières sociétés américaines entre 1919 et 1979, révèle qu'au début du siècle le personnel dirigeant provenait plutôt du milieu industriel. Depuis un quart de siècle, les financiers ont pris le relais, à la tête des entreprises. Ce mouvement tient à l'évolution des structures et des stratégies des organisations, et de la législation anti-trust américaine.

3817. KAMLET, Mark S. et al. – « Whom do you trust ? An analysis of executive and congressional economic forecasts ». *Journal of Policy Analysis and Management* 6 (3), print. 87 : 365-384 ; tabl.

Les prévisions économiques à court terme de l'exécutif américain sont d'une qualité très honorable, même si elle ne s'est pas améliorée entre 1962 et 1984. A long terme, les prévisions de l'administration comme celles du Congrès sont en revanche toujours optimistes.

3818. THUROW Lester C. ; D'ANDREA TYSON, Laura – « The economic black hole ». *Foreign Policy (New York)* (67), été 87 : 3-21.

Le déficit commercial et la dette extérieure des Etats-Unis constituent un problème grave pour l'économie mondiale. La reprise de la croissance en Amérique latine et dans d'autres PVD pourrait réduire le déséquilibre commercial américain plus que ne le ferait une reprise équivalente en RFA et au Japon. Le protectionnisme risque de réduire le commerce mondial et partant, d'augmenter les coûts d'ajustement de ce déséquilibre.

Aménagement et urbanisme

3819. HARPER, Donald V. ; JOHNSON, James C. – « The potential consequences of deregulation of transportation revisited ». *Land Economics* 63 (2), mai 87 : 137-146 ; bibliogr.

Depuis 1975, les transports routiers et ferroviaires ont été progressivement déréglementés aux Etats-Unis. Contrairement à certaines prévisions pessimistes, la croissance de ces transports n'a pas été bloquée par les réformes ; la croissance des transports ferroviaires a été néanmoins ralentie depuis 1980.

3820. KRAFT, Michael E. ; VIG, Norman J. – « Environmental policy in the Reagan presidency ». *Policy Studies* 8, 1986 : 671-698.

Depuis son arrivée à la Maison Blanche, l'administration Reagan fait preuve d'un activisme remarquable, notamment en matière de politique de protection de l'environnement. Dans ce domaine, la politique a été considérablement centralisée depuis 1980, tandis que son allocation budgétaire a été réduite.

3821. NARDINELLI, Clark – « Explaining differences in State growth : catching up versus Olson ». *Public Choice* 52 (3), 1987 : 201-213 ; tabl. ; bibliogr.

Mieux que les théories d'Olson, la théorie de la convergence permet d'expliquer la différence entre les taux de croissance des Etats américains : grâce au libre jeu du marché des biens et des facteurs de production, les Etats ayant un faible niveau initial de revenu par tête ont, par un effet de rattrapage, un taux de croissance plus élevé que les Etats plus anciennement industrialisés.

Relations économiques extérieures

Voir aussi : n° 3938, 4111

3822. COLLYNS, Charles ; DUNAWAY, Steven – « The cost of trade restraints ; the case of Japanese automobile exports to the United States ». *Staff Papers* 34 (1), mars 87 : 150-175.

La décision des autorités japonaises, prise en 1981, de limiter les exportations de voitures vers les Etats-Uis a eu, dans ce pays, des conséquences notables : hausse des prix de près de 50 %, baisse des ventes. Le coût global pour le consommateur, le grand perdant, est estimé sur quatre ans à environ 17 milliards de dollars.

3823. PYE, Lucian W. – « Commerce avec la Chine : la signature du contrat ». *Harvard, l'expansion* (45), été 87 : 71-84.

Les Américains ne réussissent pas souvent à concrétiser leurs affaires en Chine car ils ne parviennent pas à saisir l'art subtil de la négociation chinoise. Parmi les obstacles qui ont travaillé contre le succès d'accords commerciaux entre dirigeants américains et chinois, les différences de priorité et les différences culturelles d'orientation semblent être les plus importantes.

3824. SEWELL, John W. ; CONTEE, Christine E. – « Foreign aid and Gramm-Rudman ». *Foreign Affairs* 65 (5), été 87 : 1015-1036 ; tabl.

En raison de la volonté de contrer les activités soviétiques dans le Tiers-Monde, l'administration Reagan a accentué, à l'intérieur du programme américain d'aide extérieure, le déséquilibre au profit de l'aide militaire, avec un déclin persistant de l'aide économique depuis les années 80. Cette structure de l'aide américaine aux PVD ne correspond plus ni aux intérêts vitaux, mais différents, des Etats-Unis, ni à ceux du développement des Etats récipiendaires. C'est en fait une aide économique accrue qui serait dans l'intérêt des Etats-Unis, et des objectifs nouveaux doivent être définis.

France

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3890

3825. « Les années de Gaulle, 1958-1974 ». *L'histoire* (102), août 87 : 130 p. ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à l'évolution politique, économique et sociale de la France sous la présidence de de Gaulle. Voir notamment : WINOCK, Michel : « Les Français et de Gaulle » ; PERVILLE, Guy : « Guerre d'Algérie : l'abandon des Harkis » ; COHEN, Samy : « L'épée atomique » ; RUTMAN, Patrick : « Mai 68 : une histoire de famille » ; BAUCHARD, Philippe : « Le divorce de Gaulle-Pompidou » ; PROST, Antoine : « Le temps de la prospérité » ; RIOUX, Jean-Pierre : « Vive la consommation » ; FOUILLOUX, Etienne : « Le choc de Vatican II » ; LACOUTURE, Jean : « L'exilé de Colombey ».

3826. Le Conseil constitutionnel

a. BEAUD, Olivier ; CAYLA, Olivier – « Les nouvelles méthodes du Conseil constitutionnel ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (3), juin 87 : 677-710.

Les récentes décisions du Conseil constitutionnel relatives aux lois d'habilitation économique et électorale innovent techiquement en ce qu'elles combinent pour la première fois, le principe du respect de la Constitution dans le cadre d'une action par ordonnances, avec la méthode des réserves, et surtout parce qu'elles sollicitent une tierce autorité – le Président de la République – pour conférer à ces réserves un caractère obligatoire.

b. BOUDAN, Joël – « Le Président du Conseil constitutionnel ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (3), juin 87 : 589-676.

Le Président du Conseil constitutionnel est soumis en tant que membre à une durée de mandat et à des obligations identiques à celles des autres conseillers. Mais en tant que Président, il jouit de prérogatives et d'attributions

particulières. Depuis 1959, cinq personnalités ont successivement exercé cette fonction ; identifiés à l'Institution, tous ces hommes, ont imprimé sur le Conseil ce qui a motivé leur engagement : l'attachement à la liberté et aux libertés.

c. PINTO, Roger – « Réflexions sur le rôle du Conseil constitutionnel ». *Journal du droit international* 114 (2), juin 87 : 289-302.
Le Conseil constitutionnel exerce un pouvoir normatif en interprétant la Constitution : en créant le droit, il joue incontestablement un rôle politique. Depuis 1958, il a établi une jurisprudence convergente dans trois domaines : libertés économiques, protection des droits de l'homme, équilibre des pouvoirs. Des améliorations de procédure pourraient être introduites pour garantir le principe du contradictoire, les droits de la défense et la publicité des débats.

3827. « Les fonctionnaires ». *Après-demain* (295-296), juil. 87 : 3-54.

Suite d'articles consacrés à la fonction publique en France : alors que l'irrépressible montée du chômage devient le symbole de la crise économique, la garantie de l'emploi incarnée par la fonction publique se transforme en exutoire des rancœurs envers les « nantis ». Cette attitude, renforcée par le consensus autour du désengagement de l'Etat et l'opacité de l'administration, doit être nuancée par la prise en compte du niveau moindre des rémunérations et de la pénurie de moyens matériels.

3828. Le Front national

a. GHATAIN, Jean – « Front national : la pratique de la surenchère ». *Cahiers du communisme* (7-8), août 87 : 18-25.
Composante de la droite, le parti de Le Pen ne fait que pousser à l'extrême les choix politiques du pouvoir et constitue par ses excès le repoussoir idéal en faveur du consensus et de la cohabitation droite-PS.

b. SCHAIN, Martin A. – « The National front in France and the construction of political legitimacy ». *West European Politics* 10 (2), avr. 87 : 229-252.
Analyse de la fulgurante percée électorale du parti de J.-M. Le Pen à partir de 1983 et de son intégration, très rapide elle aussi, au débat politique, intégration si avancée que le Front national a réussi à « imposer » deux thèmes aux campagnes électorales : l'immigration et l'insécurité. Ce processus s'explique par le fait que la droite « classique » qui s'allie au Front national a sous-estimé la loyauté des électeurs de ce parti, et surestimé ses capacités organisationnelles. Elle a en réalité légitimé le rôle politique de l'extrême-droite.

3829. « La loi de programmation militaire ». *Armées d'aujourd'hui* (120), 1987 : 9-89 ; tabl., graph., cartes.

Numéro spécial consacré à la loi de programmation militaire 1987-1991 qui a été adoptée avec une très large majorité au Parlement. Elle affirme la volonté de la France de poursuivre un effort de défense caractérisé par son adaptation aux menaces modernes, son volontarisme dans les limites permises par l'économie et son organisation en vue de contribuer à la modernisation technologique.

3830. AUBY, J.-M. – « Le contentieux administratif du service public pénitentiaire ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (3), juin 87 : 547-578.

Le contentieux du service public pénitentiaire est d'une complexité extrême et pas toujours justifiée, très peu favorable aux administrés. Au plan de la technique juridique les défectuosités s'illustrent au niveau de l'aménagement de la répartition des compétences, de l'organisation du régime de responsabilités et de l'ouverture du recours en annulation qui en font un contentieux fermé.

3831. BECKER, Jean-Jacques ; BERSTEIN, Serge – « L'anticommunisme en France ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (15), sept. 87 : 17-27 ; résumé en anglais.

Une chronologie et une typologie de l'anticommunisme en France depuis 1917 en fait apparaître le caractère ondoyant et divers. A son étiage le plus bas à la fin de la guerre où il était identifié à l'hitlérisme et au régime de Vichy, il évolue avec la guerre froide et recouvre ou non, selon les périodes, l'antisoviétisme.

3832. CHAZELLE, René – « Le Sénat et le droit parlementaire coutumier ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (3), juin 87 : 711-733.

Trois facteurs modulent l'activité juridique coutumière du Sénat : sa tradition de stabilité et de continuité, une tradition parlementaire de plein exercice et enfin sa position institutionnelle au sein du Parlement bicaméral fait qu'il dispose d'une référence méthodologique spécifique dans la formation de son droit non écrit : les règles du droit positif en vigueur à l'Assemblée nationale.

3833. COHEN-JONATHAN, Gérard – « La France et la Convention des droits de l'homme ». *Revue trimestrielle de droit européen* 23 (2), juin 87 : 255-272.

La France a ratifié la Convention européenne des droits de l'homme, le 3 mai 1974, puis elle a accepté la juridiction obligatoire de la Cour européenne, et enfin le 2 octobre 1981, le droit de recours individuel. L'engagement français a donc une portée très large. L'arrêt « Bozano C. France » rendu le 18 décembre 1986, premier arrêt concernant la France, tranche un problème très controversé relatif à la recevabilité des requêtes et conduit à s'interroger sur les garanties à accorder à propos de l'expulsion individuelle des étrangers.

3834. DELCROS, Xavier – « Le contrôle de légalité des actes administratifs des autorités communales, départementales et régionales ». *Etudes et documents – Conseil d'Etat* (38), 1987 : 23-39.

La loi du 2 mars 1982 supprime la tutelle administrative et la remplace par le contrôle de la légalité des actes administratifs. Ce contrôle relève de la compétence du tribunal administratif. Le représentant de l'Etat n'est cependant pas exclu de la procédure : les actes sont soumis à son avis, il peut saisir le tribunal. Les pouvoirs publics ont dû s'adapter à cette nouvelle procédure, ainsi un bureau du contrôle de la légalité a été créé au ministère de l'Intérieur. Au niveau local ce type de bureau a également été mis en place.

3835. FONTAINE, Joseph – « Etre cadre de catégorie A dans la mairie d'une grande ville ». *Politiques et management public* 4 (3), sept. 86 : 27-62 ; bibliogr.

Contrairement à ce qui est généralement affirmé, les cadres rencontrés dans la mairie d'une grande ville ont reçu la formation nécessaire et aiment leur travail de fonctionnaire du local ; ces fonctionnaires sont par contre insatisfaits de la productivité de certains agents et fustigent la bureaucratie en vigueur dans la majorité des mairies.

3836. HAEGEL, Florence – « La grande peur des sondages ». *Médias-pouvoirs* (7), juin 87 : 10-26 ; résumé en anglais.

Avec l'adoption de la loi de 1977, la France s'est dotée d'un dispositif original de réglementation des sondages d'opinion. L'originalité de la loi française consiste en trois points : elle ne concerne que les sondages publics, la commission des sondages est une autorité administrative composée de hauts fonctionnaires et de juges, la réglementation ne repose pas, comme dans d'autres pays, sur l'auto-discipline professionnelle ; le contrôle des sondages, enfin, ne s'exerce que dans la mesure où ceux-ci ont un rapport avec un vote.

3837. MOUGEOT, Michel – « Marchés publics : règles rigides ou procédures flexibles ». *Politiques et management public* 4 (3), sept. 86 : 1-26 ; tabl. ; bibliogr.

Les règles rigides des marchés publics : adjudication, appel d'offres, sont généralement associées aux situations de flexibilité de l'économie. Lorsqu'au contraire, l'économie est rigide, le code des marchés publics prévoit une règle flexible (négociation) telle que l'Etat choisit de façon tutellaire l'offreur qui lui apparaît le meilleur, compte tenu de ses objectifs.

3838. PERIE, René – « L'Education nationale à l'heure de la décentralisation. Changements et continuité ». *Notes et études documentaires* (9), 1987 : 5-140 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à la situation de l'Education nationale, aux conditions de fonctionnement du service public et à un bilan de son action avant les transferts de compétences aux collectivités locales, à la description de la

réforme de décentralisation, à une réflexion sur la portée de cette réforme dont la mise en œuvre présente indiscutablement des difficultés.

3839. RIOUX, Jean-Pierre – « Pierre Mendès-France modernisateur ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (15), sept. 87 : 81-92.

Au vu des principaux thèmes développés au long d'une carrière politique exceptionnellement cohérente, on peut situer Mendès-France au carrefour des modernités à la française des années 50 : modernisation économique en rupture avec la bureaucratie, la technologie et les groupes de pression, modernité politique fondée sur une démocratie semi-directe, modernité liée à une certaine idée de la France.

3840. RIZZUTO, Franco – « Anti-political politics : the Barre phenomenon ». *Government and Opposition* 22 (2), été 87 : 144-162.

Compétence, franc-parler, volonté de se situer au-dessus du jeu politique classique, d'un libéralisme modéré mais également attaché aux valeurs traditionnelles, Raymond Barre, dont la cote de popularité ne cesse de croître, apparaît comme l'homme du recours, l'héritier du général de Gaulle, capable de rassembler les droites et dont l'avenir dépend de l'expérience de cohabitation à laquelle il s'est opposé.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 3707, 3969, 4022

3841. La stratégie

a. HEISBOURG, François – « Défense française : l'impossible statu quo ». *Politique internationale* (36), été 87 : 137-153 ; résumés en anglais et en espagnol.
L'équilibre que la France a su ménager jusqu'à présent entre l'indépendance des décisions militaires et les engagements qu'imposent les traités d'alliances risque d'être remis en question par la concomittance de l'évolution du régime soviétique, de la tentation américaine de réduire ses forces en Europe et des attitudes contrastées des Européens. La politique de défense nouvelle doit s'orienter autour de trois axes principaux : maintien d'une capacité dissuasive de seconde frappe nucléaire, prévision de moyens politiques et militaires pour suppléer à une éventuelle réduction de la protection américaine ; limitation des ambitions hors d'Europe.

b. LEWIN, Guy – « Réflexions sur la défense de la France et l'avenir de la dissuasion nucléaire ». *Stratégique* (2), 1987 : 47-67.
Les sources de conflit sont nombreuses, néanmoins la principale menace pour la France réside dans la stratégie d'expansion de l'URSS. Pour la combattre, la dissuasion nucléaire reste la clef de voute du système de défense français ; l'ensemble des forces classiques, bien équipées et bien entraînées, renforcées par des armes nucléaires tactiques complètent les forces nucléaires stratégiques. Il reste à la France à perfectionner son concept de défense et à augmenter les moyens de sa mise en œuvre.

c. WOIGNIER, Maurice – « Genèse et principes d'une stratégie totale : le général Beaufre et l'Institut français d'études stratégiques ». *Stratégique* (2), 1987 : 111-128.
Le débat des années 60 marque une période charnière pour la défense française ; plusieurs facteurs se conjuguent pour justifier la création d'une « structure » apte à mener une réflexion libre sur les problèmes politiques, militaires et stratégiques ; c'est l'Institut français d'études stratégiques (IFDES) créé sous l'impulsion du général Beaufre. Il développe le concept de « stratégie totale », stratégie de manœuvre, non de bataille.

3842. LEQUESNE, Christian – « Coordonner la politique européenne de la France ». *Projet* (206), août 87 : 41-54.

Pour coordonner sa politique européenne, la France s'est dotée d'un organe efficace à la charnière du politique et de l'administratif, le Secrétariat général du comité interministériel (SGCI). Au-delà de son rôle technique, il constitue la cellule d'élaboration de la politique européenne de la France. Mais la pratique de la gauche, puis la cohabitation limitent l'initiative politique du secrétariat général. Il en est résulté une séparation plus nette du politique et de l'administratif.

3843. PAOLINI, Jérôme – « Politique spatiale militaire française et coopération européenne ». *Politique étrangère* 52 (2), été 87 : 435-449 ; résumé en anglais.

La France ne dispose pas de moyens financiers suffisants pour mener de front des programmes nationaux militaires de grande envergure et une participation motrice dans le cadre des projets civils de l'Agence spatiale européenne. Un choix s'impose en faveur de l'espace civil européen qui permettra à long terme de réaliser l'autonomie française pour l'espace militaire de demain.

3844. RONDOT, Philippe – « France and Palestine : from Charles de Gaulle to François Mitterrand ». *Journal of Palestine Studies* 16 (3), print. 87 : 87-100.

Les initiatives de la France en faveur de la cause palestinienne marquent une certaine continuité depuis le règne du Général jusqu'à aujourd'hui. Toutefois, la position actuelle en ce qui concerne l'autodétermination du peuple palestinien est telle qu'elle exige à la fois le consensus arabe et la participation de la Jordanie.

Vie culturelle et scientifique

Voir aussi : n° 4042

3845. « L'audiovisuel à l'heure de la privatisation ». *Revue politique et parlementaire* 89 (929), juin 87 : 5-72.

Numéro spécial consacré à la communication, à ses liens avec la politique, à son évolution liée à la politique de privatisation.

3846. « L'avenir de l'histoire ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (15), sept. 87 : 93-131.

En réponse à un article de Daniel Roche paru dans le numéro 12 (oct.-déc. 86) de nombreux historiens dont F. Bedarida, J. Le Goff, R. Rémond, donnent leur sentiment sur l'avenir de l'histoire, renforçant ou nuançant le pessimisme de Daniel Roche.

3847. « Les BD : quels publics ? » *Bulletin des bibliothèques de France* 31 (6), 1986 : 550-585 ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Suite d'articles : le succès des banques de données n'est pas à la hauteur des espérances de départ. Le bilan des actions menées depuis 1982 montre que les principaux freins à l'utilisation des banques de données tiennent à leur coût. L'information en ligne devrait évoluer dans les années à venir : l'adaptation aux besoins et la créativité l'emporteront sur l'exhaustivité et l'universalité.

3848. « Science et culture ». *Esprit* (7), juil. 87 : 13-86.

Suite d'articles consacrés à la recherche scientifique et à la Science qui peut être appréciée soit comme une vérité universelle réservée à quelques uns, soit comme une utilité imprévisible ou encore comme un instrument qu'on ne contrôle pas.

3849. COUDURIER, Hubert ; CHALM, Jean-Yves – « Presse régionale : le prix de l'indépendance ». *Médias-pouvoirs* (7), juin 87 : 34-42 ; tabl. ; résumé en anglais.

La presse quotidienne régionale entre dans une période difficile : son lectorat s'effrite, son marché publicitaire est attaqué de toutes parts et elle semble une proie facile pour les « médias » nationaux ou internationaux. L'expérience prouve que la bonne santé des entreprises et, par voie de conséquence, le professionnalisme, sont les meilleurs garants à terme de leur indépendance.

3850. TARLE, Antoine de – « Le paysage audio-visuel français. Ombres et lumières ». *Etudes* 367 (1-2), août 87 : 39-46.

Depuis 1985 la télévision française a subi les plus importants bouleversements de son histoire. Les considérations politiques souvent contradictoires l'ont trop souvent emporté sur les facteurs économiques et culturels brouillant ainsi les perspectives. L'avenir de la télévision réside dans sa capacité à résister au

choc de la concurrence internationale et la définition d'une stratégie visant à sauvegarder les intérêts nationaux.

Questions sociales

Voir aussi : n° 4084

3851. « Chômage, salaires, profits ». *Revue économique* 38 (3), mai 87 : 597-754 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Numéro spécial consacré à l'analyse des déterminantes du chômage et notamment du rôle joué par les salaires et les profits. Voir notament : BEAN, Charles R. : « Salaires, demande et chômage : une perspective internationale » ; COHEN, Daniel ; MICHEL, Philippe : « Théorie et pratique du chômage en France » ; WYPLOSZ, Charles : « La France en 1986 : bilan et perspectives macro-économiques » ; AUTUME, Antoine d' ; MICHEL, Philippe : « Repères sur la substitution capital-travail ».

3852. « La diversité des recours en droit social ». *Droit social* (6), juin 87 : 479-560.

Compte rendu du colloque organisé par le Centre de recherche en droit social, l'Institut national du travail et de la formation permanente et l'Association française de droit du travail à Lyon les 10 et 11 avril 1987 : les recours non-juridictionnels, les recours juridictionnels et les recours spécifiques.

3853. « La flexibilité du travail ». *Les cahiers français* (231), juin 87 : 2-72 et 32 p. ; tabl., graph.

Suite d'articles consacrés aux différentes modalités de la flexibilité du travail : les moyens dont disposent les entreprises pour suivre les fluctuations, leurs choix, leurs motivations, les répercussions sur la structure du marché du travail ; et aux conséquences globales des décisions individuelles, notamment les effets sur l'emploi.

3854. « La mobilité sociale ». *E & [et] S* (199-200), juin 87 : 83-113 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Trois articles consacrés aux mécanismes de l'hérédité sociale et de la transmission du statut social. Voir : GOLLAC, Michel ; LAULHE, Pierre : « La transmission du statut social : l'échelle et le fossé » ; IDEM : « Les composantes de l'hérédité sociale : un capital économique et culturel à transmettre » ; IDEM : « Lignée paternelle, lignée maternelle : un rôle voisin dans l'hérédité sociale ».

3855. « Pour un nouveau syndicalisme ». *Projet* (216), août 87 : 69-83.

Deux articles consacrés à la nécessaire évolution du syndicalisme qui doit s'adapter au changement du travail, de plus en plus fragmenté. Le syndicalisme doit solidariser les forts avec les faibles et développer les solidarités locales. La CFDT partage ces vues exprimées au cours d'un colloque international, en particulier au sujet de l'éclatement du salariat, mais refuse de ne voir dans les services aux particuliers que des petits boulots non qualifiés.

3856. La rupture du contrat de travail

a. « Licenciement économique ». *Action juridique CFDT* (63-64), juil. 87 : 57 p.
Numéro spécial consacré au dispositif juridique mis en place à partir de la loi de décembre 1986 : définition, procédure, rôle des représentants du personnel, de l'administration, alternatives au « licenciement sec », contrôle des prud'hommes.

b. « Nouveau droit de licenciement et conventions de conversion ». *CNPF. La revue des entreprises* (490), mai 87 : 55-60.
Les procédures de licenciement issues du nouvel arsenal réglementaire de 1986 permettent de mieux planifier la gestion des effectifs. Les garanties offertes aux salariés licenciés pour motif économique sont améliorées avec la mise en place des conventions de conversion trop peu utilisées par les personnes à la recherche d'un emploi.

c. « La rupture du contrat de travail ». *Droit ouvrier* (465), juin 87 : 147-255 ; tabl.
Numéro spécial consacré à la rupture du contrat de travail : les textes officiels et les nouvelles procédures de licenciement, la jurisprudence et quelques commentaires.

d. « La rupture du contrat de travail ». *Revue fiduciaire* (721), juin 87 : 12-217. Les différentes formes de résiliation du contrat de travail ; la procédure de licenciement des salariés non protégés ; le licenciement pour cause économique ; les procédures particulières de licenciement : représentants du personnel, accident du travail, maternité et congé parental.

e. « Ruptures pour motif économique : licenciements, contrat de conversion ». *Liaisons sociales. Législation sociale* (10008), 9 juil. 87 : 144 p.
Numéro spécial. Le nouveau droit de licenciement tel qu'il se présente à l'été 1987. Mesures préventives, mesures sociales d'accompagnement, conventions de conversion, procédures, contentieux. Plusieurs questions restent ouvertes que la pratique devra résoudre, dont l'intervention administrative et le contrôle du caractère réel et sérieux du licenciement.

3857. « Les salaires en 1986 ». *E & [et] S* (199-200), juin 87 : 5-23 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Trois articles : avec une progression du pouvoir d'achat pour toutes les catégories de salaires et une augmentation du salaire net moyen de 1,5 % l'année 1986 n'aura pas été trop mauvaise pour les salaires du secteur privé et semi-public.

3858. BENOIT-GUILBOT, Odile – « Les structures sociales du chômage en France et en Grande-Bretagne, influences sociétales ». *Sociologie du travail* 29 (2), 1987 : 219-236 ; graph.

L'évolution globale du chômage est parallèle dans les deux pays, mais sa répartition par sexe est totalement inversée : en France, ce sont les femmes qui sont les premières victimes du chômage, en Grande-Bretagne, les hommes. Cette différence tient à deux modes de régulation sociale du travail des femmes particulièrement des mères de famille ; la main-d'œuvre féminine française a une carrière beaucoup plus semblable à celle des hommes, elle est mieux formée, plus exigeante et plus chère que son homologue britannique.

3859. BONVALET, Catherine – « Les Parisiens dans leur maturité : origine, parcours, intégration ». *Population* 42 (2), avr. 87 : 225-247 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

L'analyse des premiers résultats de l'enquête « Peuplement et dépeuplement de Paris » sur les personnes âgées de 50 à 60 ans confirme l'importance de l'immigration d'après-guerre. 43 % des enquêtés y sont nés et 15 % sont d'origine étrangère. Les provinciaux y viennent à un âge plus jeune que les étrangers. Le sentiment d'être parisien chez les migrants de plus de 20 ans est plus fort chez les étrangers devenus français que chez les provinciaux qui gardent leurs attaches régionales.

3860. BRUNHES, Bernard – « Changements sociaux à la française ». *Etudes* 367 (1-2), août 87 : 27-38.

Les manifestations étudiantes et les grèves du secteur public de l'hiver 1987 trahissent des mouvements de fond dans la société française. L'analyse de leurs causes et de leur déroulement défie les explications traditionnelles et les mécanismes connus. Les syndicats et les décideurs savent qu'ils doivent désormais compter avec de nouveaux modes d'expression et de négociation appelés par l'évolution des mentalités et de l'organisation du travail.

3861. BURKART, Olivier ; PEYRELONGUE, Alain – « Le coût du travail en France et en Allemagne ». *Revue de l'IPECODE* (16), juin 87 : 129-175 ; tabl., graph.

Contrairement aux idées généralement avancées le coût salarial est moins élevé en France qu'en RFA ; ce sont les coûts indirects qui sont les plus élevés en France ; les échelles de coûts quant à elles sont de plus en plus semblables.

3862. KUTSCHERA, Chris – « Immigrés et syndicats : les rendez-vous manqués ». *Les cahiers de l'Orient* (6), 2e trim. 87 : 117-126 ; résumés en arabe et en anglais.

Après l'arrivée de la gauche au pouvoir, les travailleurs immigrés ont pris une part active aux grèves qui ont secoué l'industrie automobile en France. Ils avaient fait très lentement l'apprentissage du syndicalisme à partir de 1975. Après avoir été dissuadés de toutes parts de participer à la lutte

syndicale, confrontés au phénomènes « Le Pen » et déçus par les syndicats, ils reviennent à la pratique musulmane, pensent au retour et veulent créer un syndicat qui leur soit propre.

3863. MAMUNG, Emmanuel ; GUILLON, Michelle – « Les commerçants étrangers dans l'agglomération parisienne ». *Revue européenne des migrations internationales* 2 (3), déc. 86 : 105-134 ; tabl., cartes ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

L'augmentation du nombre des commerçants étrangers dans l'agglomération parisienne s'explique par le fait que ces commerçants avaient déjà une longue tradition commerçante dans leur pays d'origine, par leur grande capacité d'autofinancement communautaire et par une non moins grande capacité d'adaptation à l'évolution du système de distribution français.

3864. MARUANI, Margaret ; NICOLE, Chantal – « Du travail à l'emploi : l'enjeu de la mixité ». *Sociologie du travail* 29 (2), 1987 : 237-250.

Etude, à partir de cinq entreprises françaises, de la manière dont se construit et se reproduit la différence hommes/femmes dans le travail et l'emploi. La mixité dans le travail déplace peu à peu la frontière entre les sexes et elle joue, le plus souvent, dans des limites bien balisées (on confie par exemple des responsabilités techniques de façon indifférenciée, mais le pouvoir hiérarchique reste masculin). L'évolution récente la plus nette concerne le rapport au travail : la trajectoire professionnelle des femmes ressemble de plus en plus à celle des hommes.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4100

3865. La compétitivité

a. BANDT, Jacques de – « Mais où donc notre compétitivité s'en est-elle allée ? » *Economie et humanisme* (295), juin 87 : 54-61.
L'industrie française manque de compétitivité : c'est une réalité que les Français refusent d'admettre bien qu'ils la découvrent en permanence. L'explication la plus fréquemment avancée invoque le différentiel de prix et la parité de change. Mais l'ajustement dans ce domaine n'est pas suffisant. Il privilégie la compétitivité-prix et néglige tous les facteurs non-prix, en particulier l'investissement.

b. LAGRANGE, François – « Financer la compétitivité ». *Politique industrielle* (8), été 87 : 33-49 ; tabl., graph.
La compétititivité des entreprises est, aujourd'hui, le problème central de l'économie française. Les raisons du manque de compétitivité résident principalement dans des investissements insuffisants et des sources et moyens de financement précaires. Une amélioration sur ces derniers points et un marché financier rénové sont les éléments essentiels d'une meilleure compétitivité.

3866. L'évolution du secteur public

a. « Le secteur public industriel ». *Economie et politique* (121), mai 87 : 35-62.
Suite d'articles. Les privatisations aggravent la soumission des entreprises nationales aux intérêts capitalistes. Il est possible cependant, des exemples le prouvent à la CGE, l'EDF, aux PTT, chez Renault et dans la Chimie, de lutter pour utiliser mieux et différemment les ressources des groupes et les moyens publics d'intervention.

b. BIZAGUET, Armand – « L'évolution récente du secteur public français : fondements et mise en œuvre de la privatisation ». *La revue du Trésor* (68), juin 87 : 355-388 ; tabl.
Le mouvement de privatisation du secteur public actuellement en cours en France et en gestation dans de nombreux pays correspond à la prise de conscience de certaines « idées-forces » nées de la crise technologique et financière. Etude du processus conduisant aux privatisations, à partir des nationalisations de 1982 ; évolution économique et impact global du secteur public de 1983 à 1986.

3867. « Les liaisons industrielles ». *E & [et] S* (199-200), juin 87 : 25-81 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Suite d'articles consacrés aux relations interindustrielles, essentiellement la sous-traitance, à partir d'exemples régionaux.

3868. « La production à l'heure des nouvelles technologies ». *Revue française de gestion* (63), août 87 : 27-83 ; tabl. ; résumés en anglais.

Dossier consacré à l'utilisation des nouvelles technologies flexibles de production dans les entreprises et à leurs effets sur les performances des unités de production et sur l'organisation du travail. De nouvelles logiques de la production, introduites par les Japonais, remettent en cause les vieilles logiques de l'économie d'échelle, de la spécialisation et de la division du travail et permettent d'envisager de nouvelles relations plus directes entre l'entreprise et son marché.

3869. « Propriété et pouvoir dans l'industrie ». *Notes et études documentaires* (7 et 8), 1987 : 5-126 et 5-128 ; tabl., graph.

Numéro spécial. Le mouvement de nationalisation et de dénationalisation qui s'est produit en France depuis 1975 s'est superposé aux stratégies des différentes catégories de propriétaires d'entreprises. Le système productif s'est profondément modifié : chute de la concentration globale, insertion difficile des grands groupes dans la division internationale du travail ; poids considérable de la propriété étatique. Le capital public occupe la première place dans la détention des actifs industriels au cours de la période étudiée. Il est présent dans tous les secteurs et assume le contrôle quasi exclusif des secteurs les plus capitalistiques et qui sont les plus touchés par la crise économique, comme l'énergie, l'industrie aérospatiale, les transports, les services ou encore la métallurgie. Analyse de différents secteurs économiques (agro-alimentaire, textile, commerce, etc.).

3870. « Publicité : les années 90 ». *Médias-pouvoirs* (7), juin 87 : 61-125 ; résumés en anglais.

Dossier. Le marché publicitaire français entre dans une période de turbulences : nouveaux rapports de force dans les médias avec abondance et instabilité des supports ; nouvelles conceptions des annonceurs (marketing direct, communication globale et mécénat) ; privatisation d'Havas ; internationalisation du marché publicitaire ; évolution des hommes et des idées.

3871. BABEAU, André – « L'expérience française d'impôt sur les grandes fortunes (IGF) 1982-1986 ». *Revue d'économie politique* 97 (3), juin 87 : 321-336 ; tabl.

L'impôt sur les grandes fortunes perçu en France de 1982 à 1986 n'a eu que des effets très limités sur l'inégalité. Son introduction fut surtout un acte symbolique qui visait le grand capital. Avec l'exonération des biens professionnels et des œuvres d'art, il était devenu essentiellement un impôt sur les biens immobiliers et les valeurs mobilières. Sa suppression eut également un caratère symbolique.

3872. CHARPIN, Françoise – « Les défauts des comptes à prix constants ». *Observations et diagnostics économiques* (20), juil. 87 : 189-207 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Il est clair qu'une nouvelle base des comptes est nécessaire et regrettable que les comptes à prix 1980 soient seulement disponibles au milieu des années 87. Cette nouvelle base vient remplacer celle de 1970 et pour certains prix celle de 1959.

3873. CHAUVEAU, Thierry ; KHONG, Vavanthy – « La collecte des liquidités depuis 1970 ». *Revue de l'IPECODE* (16), juin 87 : 29-128 ; tabl., graph.

Analyse économétrique de l'évolution de la part que chaque réseau, banque, caisse d'épargne, PTT a réussi à se tailler sur le marché de chaque produit d'épargne, de prêts, livrets, bons.

3874. LAGANE, Robert – « Conditions économiques, sociales et culturelles de la modernisation de notre économie ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (14), 11 juil. 87 : 99 p. ; tabl., gaph.

La gravité de la crise que traverse l'économie française nécessite une modernisation de l'appareil de production et de commercialisation. Si la modernisation ne constitue pas en soi une solution à la crise elle est une

démarche nécessaire qui conditionne la réflexion sur les investissements, sur le devenir de l'entreprise et le choix des interventions publiques.

3875. LEMAITRE, Pierre – « Approche des coûts administratifs et productivité du tertiaire ». *Revue française de gestion* (63), août 87 : 84-95 ; tabl.

Le poids des activités administratives s'accroît dans le secteur tertiaire alors que les gains de productivité restent largement insuffisants. Les miracles attendus des nouvelles technologies informatisées dans le domaine administratif ne se sont pas produits. Seule la convergence d'efforts dans tous les domaines permettra d'améliorer la productivité : perfectionner l'efficience de l'encadrement, promouvoir un souci permanent d'économie, étudier l'aspect économique de tout projet d'investissement informatique, accompagner toute informatisation d'une réorganisation et impliquer le personnel dans la recherche d'amélioration.

3876. NAAREK, Gérard – « Le rôle des réserves obligatoires dans la politique monétaire ». *Revue de l'IPECODE* (16), juin 87 : 1-28 ; tabl., graph.

Depuis janvier 1987, les autorités monétaires n'ont plus que deux instruments opérationnels à leur disposition : le taux d'intérêt auquel la Banque centrale accepte d'alimenter les marchés en liquidités et le montant des réserves non rémunérées que les banques sont astreintes à constituer en compte sur les livres de l'institut d'émission. L'existence de ces dernières se justifie par leur propriété de mieux répercuter dans le coût du crédit les variations du taux monétaire. Mais les différentes innovations introduites dans le système financier ne rendent plus aussi nécessaire le recours aux réserves obligatoires.

Aménagement et urbanisme

3877. La loi Méhaignerie

a. CORDELIER, Jean-Pierre – « La loi Méhaignerie. Les dispositions transitoires ». *L'actualité juridique. Propriété immobilière* (5), mai 87 : 375-384.
Entre la loi Quilliot et la loi Méhaignerie, le législateur a prévu des mesures transitoires pour que la succession s'opère plus facilement. En fait, au lieu d'être un relais d'un texte vers l'autre, les articles 20 et 24 du chapitre IV de la loi nouvelle imposent une « halte prolongée » au cours de laquelle deux régimes sont applicables, l'un aux contrats en cours à la date de publication de la loi, l'autre à ces mêmes contrats au jour de leur terme ou de leur reconduction.

b. ROUQUETTE, Rémi – « Loi Méhaignerie et régime HLM ». *L'actualité juridique. Propriété immobilière* (7-8), août 87 : 505-517 ; tabl.
De nombreuses dispositions de la loi Méhaignerie concernent les organismes d'HLM : redressement de la situation financière en influant sur les recettes d'exploitation et sur les recettes en capital, assouplissement pour la vente de logements locatifs, procédure pour les changements d'usage et les démolitions. Toutefois, la loi Méhaignerie renforce le caractère hybride du droit des organismes HLM et des difficultés d'interprétation surgissent déjà à propos du régime des contrôles des décisions relatives aux loyers et aux aliénations immobilières.

3878. DESCOL, André – « Marine marchande à la dérive ». *Projet* (216), août 87 : 55-68 ; tabl.

Après avoir progressé rapidement, le transport maritime dans le monde a stagné en 1985. L'augmentation de la capacité des navires et la réduction des équipages contribuent à la crise du secteur. La France a pris du retard dans ce domaine et la longue grève de ses marins en 1986 est significative. Le 5e plan de relance adopté par l'Etat intervient à différents niveaux, mais laisse à tous les partenaires sociaux un sentiment d'insatisfaction.

3879. MATTEI-DAWANCE, Geneviève ; REZENTHEL, Robert – « La loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (3), juin 87 : 735-760.

L'équilibre recherché entre la protection du littoral et sa mise en valeur économique n'est pas atteint par la loi du 3 janvier 1986 qui soulève beaucoup plus de problèmes qu'elle n'en résout et risque de privilégier la protection

du littoral au détriment de sa mise en valeur en récupérant une part des pouvoirs, en matière d'urbanisme, accordés aux collectivités locales par la décentralisation.

Relations économiques extérieures

3880. « Les cent marchés de la France ». *L'expansion* (310), juin 87 : 203 p. ; tabl.

Numéro spécial présentant une approche des produits (principaux débouchés mondiaux, évolution des parts de marché), une approche des marchés, pays par pays (climat des affaires, état des relations avec la France, situation financière, nouvelles mesures qui peuvent intéresser les exportateurs...), ainsi qu'une approche des expériences (les méthodes de quelques entreprises performantes à l'exportation). Interview de Michel Noir.

3881. DURAND, Philippe – « Les négociations fiscales avec les pays arabes ». *Les cahiers de l'Orient* (6), 2e trim. 87 : 99-106.

En vue de favoriser les échanges avec les pays arabes, la France a conclu des conventions fiscales avec la plupart d'entre eux à partir de 1962. Des différences existent entre ces textes en fonction de l'époque de leur signature et des relations entre la France et le pays concerné. Chaque traité est construit en fonction de situations particulières. A ce titre, le cas du Liban est significatif.

3882. WIHTOL de WENDEN, Catherine – « Les immigrés, relais économiques avec la Méditerranée ». *Les cahiers de l'Orient* (6), 2e trim. 87 : 127-141 ; tabl. ; résumés en arabe et en anglais.

Les transferts de revenus et de biens des immigrés maghrébins vers leur pays d'origine constituent des relais économiques, culturels et sociaux non négligeables. Ils agissent comme des révélateurs de l'interdépendance structurelle entre la France et le Maghreb et constituent un indice du mode de relation des immigrés avec la société d'origine et celle du pays d'accueil.

Grande-Bretagne

Voir aussi : n° 3913, 4042, 4100

3883. « On funding education ». *Economic Affairs* 7 (4), mai 87 : 30-41.

Suite d'articles : la réforme du système de financement des écoles par les collectivités locales est à l'ordre du jour en Grande-Bretagne. Les avantages et les inconvénients des autres modes de financement envisagés : via les écoles ou les parents.

3884. Les travaillistes et l'OTAN

a. HEALY, Denis – « A Labour Britain, NATO and the Bomb ». *Foreign Affairs* 65 (4), print. 87 : 716-729.

Malgré les énormes changements intervenus dans l'environnement militaire, économique et politique, l'Alliance atlantique n'a guère cherché à réviser sa stratégie, ces vingt dernières années, alors que celle-ci ne manque pas de contradictions. Un consensus est maintenant nécessaire à l'intérieur de l'OTAN sur cette stratégie. L'objectif principal d'un gouvernement travailliste à l'OTAN consisterait à convaincre ses alliés de construire en Europe une véritable dissuasion conventionnelle, tout en continuant pour l'instant à coopérer à l'actuelle stratégie.

b. MESSMER, William B. – « If Labour wins ». *Foreign Policy (New York)* (67), été 87 : 137-153.

La victoire éventuelle du parti travailliste aux élections législatives britanniques du 11 juin 1987 risque de perturber la solidarité de l'OTAN. En effet, ce parti soutient la dénucléarisation du Royaume-Uni et le renvoi des armes nucléaires américaines. Une réaction outre-mesure de Washington mettrait en danger l'unité occidentale. Cependant, la réalisation de ce plan n'affaiblirait pas sérieusement l'arsenal occidental.

3885. DAWKINS, L.A. – « The politics of energy conservation and industrial interests in Britain ». *Parliamentary Affairs* 40 (2), avr. 87 : 250-264.

Sur les 35 milliards que dépense chaque année la Grande-Bretagne, on estime que 7 milliards pourraient être économisés si une meilleure politique d'économie et de conservation de l'énergie était menée. Le peu de succès de l'association pour la conservation de l'énergie (ACE) illustre cette faiblesse de l'économie britannique.

3886. NEGRINE, Ralph – « The new information technologies : is there an " alternative strategy " ? » *Capital and Class* (31), print. 87 : 59-78 ; bibliogr.

Le gouvernement conservateur de Madame Thatcher fait souffler un vent de libéralisation et de concurrence sur le marché britannique des technologies de l'information. La gauche s'est alors lancée dans une campagne de critiques, concernant notamment le développement du câble. Mais la critique est inopérante car aucune alternative n'est proposée.

3887. SANTINI, Jean-Jacques – « La réorientation du système fiscal britannique (1979-1986) ». *Economie et prévision* 17 (2), 1987 : 3-17 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Depuis 1979, de nombreuses modifications ont été apportées au système d'imposition des ménages (réduction des taux marginaux sur les revenus les plus élevés et les plus bas, détaxation partielle des plus-values sur les valeurs mobilières...) et des entreprises (abolition de la National Insurance Surcharge, refonte du système des cotisations sociales...). Cette réforme fiscale n'est pas achevée, mais on peut déjà noter que la réorientation fiscale a été importante, que l'impact conjoncturel a été très marqué et que dans l'ensemble les réformes réalisées semblent avoir amélioré l'allocation des ressources au sein de l'économie.

Institutions et vie politique

Voir aussi : n° 3776

3888. DENVER, David – « Predicting the next British election (or not, as the case may be) ». *Parliamentary Affairs* 40 (2), avr. 87 : 238-249 ; tabl., graph.

Les prochaines élections législatives britanniques ne vont probablement pas changer le paysage politique, le parti conservateur restant le premier parti. Plusieurs facteurs permettent d'accréditer cette hypothèse : les résultats des élections de 1983 et le fait que les Britanniques votent de moins en moins en fonction de leur origine sociale et de leur fidélité à un parti.

3889. HELD, David – « From stability to crisis in post-war Britain ». *Parliamentary Affairs* 40 (2), avr. 87 : 218-237 ; graph.

Dans les années soixante, le consensus social existant en Grande-Bretagne depuis l'après-guerre, a laissé place à une crise de la démocratie. Cette dernière est due selon les théoriciens à une érosion de l'autorité (Overload government) ou de la légitimité (Legitimation crisis) du pouvoir. En fait plus qu'une remise en cause de l'autorité gouvernementale, c'est l'ensemble complexe de perte de confiance, scepticisme... qui minent la société britannique en particulier.

3890. NEWMAN, Michael – « Conflict and cohesion in the British Labour Party and French Communist Party ». *West European Politics* 10 (2), avr. 87 : 176-192.

Bien que les deux partis aient des cultures politiques dissemblables et un mode d'organisation lui aussi très différent (unicité absolue affichée dans le PCF, pratique traditionnelle du débat interne chez les travaillistes), ils ont dû faire face, l'un et l'autre, depuis la fin des années 60, à une crise comparable : affaiblissement de l'audience, concurrence accrue d'un parti situé à leur droite et brisant leur monopole de représentation de la classe ouvrière, contestation radicale interne et externe. Chacun est confronté aujourd'hui au défi des « nouveaux mouvements sociaux » et au problème de la cohésion du parti.

3891. RASMUSSEN, Jorgen – « Constitutional aspects of government formation in a hung Parliament ». *Parliamentary Affairs* 40 (2), avr. 87 : 139-153.

Le rôle que peut être appelé à jouer chaque acteur de la vie politique britannique (la Reine, le Premier ministre et les leaders de l'opposition) dans le cas d'absence de majorité parlementaire, est mal défini et rend toute solution à une telle situation extrêmement complexe.

3892. SLINN, Peter – « The Hong Kong settlement : a preliminary assessment ». *International Relations (London)* 9 (1), mai 87 : 1-22.

Le transfert par la Grande-Bretagne à la Chine de Hong Kong sera effectué en 1997, mais les garanties touchant le statut de la future Région administrative spéciale de Hong Kong, contenues dans la Loi fondamentale, devront être respectées par la Chine jusqu'à l'an 2047. Cette période est considérée comme « transitoire » par les dirigeants chinois dont l'objectif final est l'instauration du régime socialiste à Hong Kong également.

3893. WILLIAMS, Walter – « Policy leadership and organisational competence : Britain and the USA ». *Parliamentary Affairs* 40 (2), avr. 87 : 188-202.

La Grande-Bretagne et les Etats-Unis sont aujourd'hui dirigés par des leaders anti-interventionnistes et partisans d'un rôle réduit de l'exécutif sur la vie économique et politique du pays. M. Thatcher et R. Reagan accordent, par conséquent, peu d'importance à l'aspect organisationnel de leur gouvernement, contrairement à leurs prédécesseurs C. Attlee et Eisenhower qui ont montré qu'une bonne organisation gouvernementale était essentielle.

Relations extérieures

3894. DOMBEY, Norman et al. – « Becoming non-nuclear weapon State : Britain, the NPT and safeguards ». *International Affairs* 63 (2), print. 87 : 191-204.

Au regard du droit international et du Traité de non-prolifération nucléaire, la Grande-Bretagne est définie comme un Etat nucléaire et elle le restera, qu'elle renonce ou non à l'arme atomique, à moins d'amender le Traité, ce qui est pratiquement impossible. Le seul moyen pour elle de valider au regard du droit international sa renonciation au nucléaire serait de conclure un accord avec l'Euratom ou l'Agence internationale pour l'énergie atomique.

3895. MARQUINA BARRIO, Antonio – « La situación del contencioso de Gibraltar ». *Razón y fe* 216 (1065-1066), août 87 : 725-736.

L'analyse de l'évolution du différend depuis 1980 montre que l'accord de Bruxelles de 1984 n'a pas débloqué les négociations ; il rend aussi évident que la politique actuelle de coopération encourage en fait l'intransigeance de Londres.

3896. NEWSON, David D. – « US-British consultation : an impossible dream ? » *International Affairs* 63 (2), print. 87 : 225-238.

De tous les pays d'Europe, c'est avec la Grande-Bretagne que les Etats-Unis entretiennent les liens les plus étroits. Néanmoins sur des problèmes importants (le raid sur la Libye par exemple), les Etats-Unis ne consultent pas suffisamment leur partenaire à cause de la complexité de leur processus de décision en politique étrangère.

3897. ROBERSTON, David – « The Trident Program and its policy implications for British strategy and military posture ». *Policy Studies* 8, 1986 : 486-504 ; tabl.

Depuis 1980, la marine britannique s'est dotée d'une nouvelle flotte nucléaire, Trident, comprenant au total 14 bâtiments. Une seule intervention de Trident parviendrait à détruire les huit principales villes de l'URSS. Mais le programme Trident est très coûteux même si le Ministère de la défense indique qu'il ne représente que 6 % du budget militaire de la Grande-Bretagne.

Questions sociales

Voir aussi : n° 4084

3898. CURTIS, S.E. ; OGDEN, P.E. – « Bangladeshis in London : a challenge to welfare ». *Revue européenne des migrations internationales*

2 (3), déc. 86 : 135-149 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Etude, à partir des résultats du recensement de 1981, de la distribution géographique des immigrés originaires du Bangladesh, à la fois de l'échelle nationale et dans la région de Londres.

3899. HUNTER, T.D. – « Close encounters of a bureaucratic kind ». *The Political Quarterly* 58 (2), juin 87 : 180-190.

A la suite du vote du parlement écossais en 1974, établissant le Scottish Health Service Planning Council, un groupe de fonctionnaires du Ministère écossais de la santé a purement détourné la loi, démontrant le pouvoir et le manque de déontologie d'une partie de la haute fonction publique.

3900. HYMAN, Richard – « Trade unions and the law. Papering over the cracks ? » *Capital and Class* (31), print. 87 : 93-113.

Le thatchérisme a porté un coup sévère aux syndicats britanniques, dont le pouvoir et le rôle ont été sérieusement réduits depuis 1979. Mais les syndicats ne doivent pas s'avouer vaincus devant une législation qui leur est défavorable. Ils doivent être imaginatifs et inventer de nouvelles formes de mobilisation collective.

3901. TEAGUE, Paul – « The European Social Fund and British labour market policies. The unfulfilled local authority dimension ». *Local Economy* 2 (1), mai 87 : 3-13 ; tabl. ; bibliogr.

Le Fonds social européen (FSE) devrait avoir vocation à développer l'emploi et la formation professionnelle en Grande-Bretagne. Mais cette politique d'incitations internationales est freinée par le gouvernement de Londres qui bloque certains circuits financiers vers les économies locales.

Hongrie

Voir aussi : n° 3613, 3616, 4084

3902. CSIKOS-NAGY, Bèla – « L'industrie et la réforme économique en Hongrie ». *Est-Ovest* 17 (4), 1986 : 133-148 ; résumé en italien.

Le modèle d'économie centralisée a subi en Hongrie, à partir de 1957, des modifications aboutissant à harmoniser planification étatique et autonomie des entreprises. Dans ce cadre, auquel s'ajoute le refus de l'autarcie et donc une forte influence du commerce extérieur sur l'économie, la gestion rationnelle des entreprises et l'acquisition de nouveaux marchés sont les principaux objectifs pour 1986-88.

3903. NOTI, Stephen – « The shifting position of Hungarian trade unions amidst social and economic reforms ». *Soviet Studies* 39 (1), janv. 87 : 63-87.

Les réformes entreprises dans l'économie hongroise en 1968, puis au début des années 80, ont augmenté, selon les dirigeants des syndicats de travailleurs, la position de ceux-ci. Malgré le fait que les réformes sont imposées d'en haut, les syndicats ont certainement réussi à y gagner un supplément de légitimité et d'efficacité aux yeux de leurs adhérents, même si des opinions contraires ont également été exprimées à ce sujet.

3904. RACZ, Barnabas – « Political participation and developed socialism : the Hungarian elections of 1985 » *Soviet Studies* 39 (1), janv. 87 : 40-62 ; tabl.

La réforme électorale introduite par la Hongrie en 1983 est une expérience unique dans les pays orientés par la théorie marxiste-léniniste en ce qu'elle préconise la généralisation des candidatures multiples. Les élections de 1985 n'ont pas apporté de changements en profondeur, mais ont confirmé l'ouverture politique limitée en renforçant le centre réformiste du parti dominant groupé autour de Kadar et en écartant certains représentants de la vieille garde conservatrice.

3905. RICHET, Xavier – « Transferts sociaux et socialisme de marché : le cas hongrois ». *Economies et sociétés* 21 (2), fév. 87 : 77-105 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La sécurité sociale hongroise couvre la presque totalité de la population. Des prestations sont : les soins sanitaire, les prestations matérielles, l'assistance en cas de maladie, de vieillesse, d'accouchement et des subventions systématiques pour l'éducation. Depuis 1984, la sécurité sociale est un organisme indépendant dont les ressources proviennent des cotisations des assurés, des employeurs et de l'Etat (60 %). En vingt ans, les dépenses sociales ont été multipliées par sept. Le futur du système social dépend, aujourd'hui, de l'évolution du financement.

3906. SWAIN, Nigel – « Hungarian agriculture in the early 1980s : retrenchment followed by reform ». *Soviet Studies* 39 (1), janv. 87 : 24-39.

Entre 1978 et 1985, l'économie hongroise a été marquée par une politique visant à restructurer les relations entre l'industrie lourde et les autres branches, à réduire la consommation et à dégager des excédents commerciaux pour réduire l'endettement extérieur par des importations accrues notamment de produits agricoles. La récession mondiale étant plus profonde que ce qu'avaient prévu les planificateurs hongrois, ceux-ci se sont réorientés en 1985 vers des réformes visant aussi à rendre plus efficace l'agriculture, ce qui constitue déjà un succès relatif.

Inde

3907. La protection de l'environnement

a. « The politics of ecology. A symposium on the dangers of unthinking development ». *Seminar* (330), fév. 87 : 12-53 ; bibliogr.
Numéro spécial : la destruction des paysages et des forêts, la pollution de l'air et des eaux résultent d'une industrialisation non contrôlée. La protection de l'environnement implique le choix d'un autre type de développement.

b. BOWONDER, B. et al. – « Afforestation in India : policy and strategy reforms ». *Land Use Policy* 4 (2), avr. 87 : 133-146 ; tabl., graph., carte.
Si l'on continue à se contenter de réformes parcellaires et superficielles, la déforestation ne sera pas enrayée en Inde. Un programme global devrait être élaboré, un plan d'investissements sélectifs et des incitations au reboisement sont nécessaires. De plus, la participation des pays devrait être beaucoup plus sollicitée.

3908. BERNARD, Jean Alphonse – « A maturation crisis in India. The VP Singh experiment ». *Asian Survey* 27 (4), avr. 87 : 408-426 ; tabl.

La nouvelle politique fiscale présentée avec le budget par le ministre indien des Finances a été très mal acceptée en Inde, où elle est considérée comme un abandon du système socialiste de planification pour s'aligner sur la reaganomanie occidentale. L'analyse technique, économique et politique du budget montre que V.P. Singh, révoqué depuis, n'avait guère d'autre solution pour lutter contre l'inefficacité, l'économie souterraine et la corruption rampante.

3909. KENT, George – « Fish and nutrition in India ». *Food Policy* 12 (2), mai 87 : 161-175 ; tabl.

Une enquête indiquait en 1966 que l'Inde pouvait lutter contre la malnutrition en puisant davantage dans les ressources procurées par la pêche. En 1983, la production de l'Inde a atteint son niveau record, avec 2,5 millions de tonnes.

3910. KREISBERG, Paul M. – « Gandhi at midterm ». *Foreign Affairs* 65 (5), été 87 : 1056-1076.

Fort du soutien de l'opinion publique au moment de son accession au pouvoir, en 1984, Rajiv Gandhi a, trois ans après, perdu une grande part de son prestige. Le bilan de son activité au poste de Premier ministre est mitigé. S'il a su relativement bien gérer un certain nombre de questions, il a par contre, à l'heure actuelle, échoué sur quatre problèmes fondamentaux : renforcer le parti du Congrès, freiner l'expansion de la violence au Punjab

et affaiblir le terrorisme sikh, stabiliser les relations avec le Pakistan, et renforcer l'économie.

3911. RAO, K.V. ; PRASAD, G. – « Financial problems of public enterprises in India ». *Public Enterprise* 7 (2), fév. 87 : 129-142 ; bibliogr. ; résumés en français, en arabe et en espagnol.

Les entreprises publiques indiennes sont accablées par des problèmes d'ordre financier. Ils sont dûs à une organisation inefficace, une planification financière déficiente et des déséquilibres dans la structure de leurs capitaux. Des mesures devront être prises par le gouvernement de l'Inde pour rendre la gestion de ces entreprises efficace.

3912. STERN, Henri – « La question de la laïcité au Punjab indien ». *Esprit* (6), juin 87 : 97-107.

L'analyse des développements politiques récents au Punjab a conclu à l'incapacité du fédéralisme indien à répondre aux aspirations autonomistes. L'étude du mouvement des Sikhs et de l'évolution des différents courants montre que le conflit du Punjab est surtout lié au refus des Sikhs d'accepter la règle de la laïcité.

3913. ZINS, Max Jean – « British perceptions of India's external policy, 1947-1953 ». *International Studies* 24 (1), mars 87 : 25-44.

Les années 1947-1953 ont été marquées dans le monde par la « guerre froide » et le commencement de la formation des systèmes d'alliances. Etant donné l'importance géopolitique de l'Inde, qui venait d'acquérir son indépendance, la Grande-Bretagne s'était efforcée de l'attirer vers le monde occidental, mais Nehru a finalement adopté une politique de neutralité entre l'Est et l'Ouest.

Irak

3914. Les relations Irak-Syrie

a. « Les relations syro-irakiennes : quarante ans de rivalité ». *Les cahiers de l'Orient* (6), 2e trim. 87 : 201-232.
Depuis quarante ans, la rivalité domine les relations entre l'Irak et la Syrie. Elle s'est aggravée depuis que le conflit idéologique s'est installé entre les deux frères ennemis du Baath. Le roi de Jordanie a tenté une médiation qui s'est soldée par une rencontre des deux présidents en avril 1987. Un terme sera-t-il mis à près de dix ans d'hostilité ? Rien n'est sûr à ce sujet.

b. RONDOT, Philippe – « Assad et Saddam Hussein : du face à face au tête à tête ». *Arabies* (7-8), août 87 : 36-39 ; résumés en arabe, en anglais et en allemand.
La Syrie et l'Irak sont dirigés par deux formations rivales d'un même parti : le Baath. Ils sont en concurrence régionale mais ont un ennemi commun : l'intégrisme. La convergence syro-irakienne n'est pas impossible à terme. Au cours de leur discret sommet du 27 avril 1987, les deux chefs d'Etat ont discuté d'arrangements de sécurité, de la neutralité de Damas dans le Golfe et de l'approbation de la Conférence de paix.

3915. JOHNSON, Anne-Marie – « Financial and economic consequences of the Gulf war : Iraqi responses ». *The Fletcher Forum* 11 (1), hiv. 87 : 51-80 ; tabl.

La guerre Iran-Irak a provoqué des modifications structurelles des économies des deux pays. L'Irak a développé ses exportations, rééchelonné sa dette, construit de nouveaux moyens de transport et libéralisé son économie. Le pays sera donc plus apte à affronter les conditions de l'échange international.

Iran

Voir aussi : n° 3645, 3775, 3915, 3986, 4058

3916. Le régime islamique

a. AKHAVI, Shahrough – « Elite factionalism in the Islamic Republic of Iran ». *The Middle East Journal* 41 (2), print. 87 : 181-201 ; tabl.

L'élite actuellement au pouvoir en Iran est formée de membres du clergé chi'ite qui ont eu une socialisation identique leur donnant une vision culturelle commune de la société. Pourtant les divergences ne manquent pas entre les « durs » et les « modérés », la « gauche » et la « droite ». Mais le cercle le plus large de cette élite est assez solidaire pour maîtriser tout défi de l'opposition, surtout que celle-ci est affaiblie par sa fragmentation. L'avenir du régime semble être entre les mains de Montazeri et de Rafsanjani.

b. NAJMADI, Afsaneh – « Iran's turn to Islam : from modernism to moral order ». *The Middle East Journal* 41 (2), print. 87 : 202-217.
Le retour à l'Islam en Iran a une certaine particularité qui le distingue du renouveau islamique dans le reste du monde musulman. Il s'est effectué par un changement de paradigme opérant une transformation fondamentale du discours politique. Le rejet de la modernité à l'occidentale et la recherche d'un ordre moral pouvant concilier la satisfaction sur terre et le salut dans l'au-delà sont à la base de la légitimation politique.

c. TIBI, Bassam – « The Iranian revolution and the Arabs : the quest for an Islamic identity and the search for an Islamic system of government ». *Arab Studies Quarterly* 8 (1), hiv. 86 : 29-44 ; bibliogr.
La révolution iranienne a eu des échos dans le monde arabe, car certaines élites politiques se sont converties au fondamentalisme. Mais même si ces élites arabes prennent le pouvoir dans leur pays – ce qui paraît improbable – elles ne pourront appliquer le modèle islamique de gouvernement à l'iranienne, car il renvoie à la rationalité du système social iranien.

3917. ALAOLMOLKI, Nozar – « The new Iranian left ». *The Middle East Journal* 41 (2), print. 87 : 218-233 ; tabl.

Devant la faiblesse politique du parti Tudeh en Iran, une « nouvelle gauche », fascinée par le maoisme, s'est développée dans les années 60 avec très peu d'aide étrangère, bénéficiant d'un large soutien intérieur. Mais la consolidation de la révolution islamique a affaibli cette « nouvelle gauche » qui manque de maturité politique et souffre de ses clivages idéologiques et de sa fragmentation. Elle est incapable de mener une lutte populaire contre le régime théocratique.

3918. CLAWSON, Patrick ; SASSANPUR, Cyrus – « Adjustment to a foreign exchange shock : Iran 1951-1953 ». *International Journal of Middle East Studies* 19 (1), fév. 87 : 1-22 ; bibliogr.

En dépit des sérieuses difficultés de l'économie de l'Iran, consécutives au boycott dont ce pays a été l'objet suite à la nationalisation de son pétrole, le gouvernement de Mossadegh a pu très rapidement rétablir les grands équilibres (en 1951/53) car il a pu sensibiliser l'opinion publique sur la nécessité d'une cure d'austérité et il a adopté des mesures qui ont été appliquées de manière rapide et efficace.

3919. SICK, Gary – « Iran's quest for superpower status ». *Foreign Affairs* 65 (4), print. 87 : 697-715.

L'Iran manifeste depuis longtemps l'ambition de devenir la super-puissance du Golfe Persique. La perception iranienne du monde repose sur un ensemble de cercles, dont le plus important est la révolution iranienne, qui détermine la politique étrangère et la stratégie de guerre du pays ; puis ses relations avec les deux superpuissances et avec ses voisins du Golfe. Cette volonté de devenir une superpuissance repose sur deux variables, la santé de Khomeiny et la guerre avec l'Irak. Une victoire de l'Iran pourrait déplacer le centre de gravité du Moyen-Orient.

Israël

Voir aussi : n° 3745, 3765, 3791, 3986, 4057, 4084, 4101

3920. DON-YEHIYA, Eliezer – « Jewish messianism, religious politics : the impact and origins of Gush Emunim ». *Middle Eastern Studies* 23 (2), avr. 87 : 215-234.

Un certain nombre d'ouvrages en langue anglaise sont parus dans la période récente sur le mouvement israélien Goush Emounim, étudiant plus particulièrement les conditions politiques qui ont favorisé sa naissance, son influence sur la vie politique israélienne (et son rôle dans la colonisation des territoires

occupés), ses origines et son évolution idéologiques, son influence à l'intérieur du sionisme religieux et au-delà.

3921. HAIDAR, Aziz ; ZUREIK, Elia – « The Palestinians seen through the Israeli cultural paradigm ». *Journal of Palestine Studies* 16 (3), print. 87 : 68-86.

Jusqu'à une date récente, les sociologues israéliens – dans leur majorité – appuyaient la politique israélienne de ségrégation et d'oppression à l'égard des Palestiniens qu'ils justifiaient par « la supériorité des Juifs ». A présent, un groupe de jeunes chercheurs israéliens remet en cause cette perspective et formule une problématique plus objective en ce qui concerne le problème palestinien.

3922. JAMES, Alan – « The United Nations on Golan : peace-keeping paradox ? » *International Relations (London)* 9 (1), mai 87 : 64-84 ; carte.

Dès la signature, le 31 mai 1974, de l'accord israélo-syrien, la Force d'Observation du Désengagement des Nations Unies (FODUN) a pris place dans la zone du Golan laissée libre entre les armées des deux pays. La présence de FODUN a été, et est toujours, très utile car la paix a pû être maintenue dans une région dangereuse grâce à ses interventions lors des incidents.

3923. WIEMER, Reinhard – « The theories of nationalism and of zionism in the first decade of the State of Israel ». *Middle Eastern Studies* 23 (2), avr. 87 : 172-187.

Malgré la reconnaissance du sionisme par les Juifs et les non-Juifs, après l'holocauste, comme résultat logique des affiliations politiques et nationales des Juifs malgré le considérable succès de la création d'Israël, la décennie des années 50 a marqué pour le sionisme le début d'une profonde crise idéologique. Malgré la conscience d'une certaine unité chez la majorité des Juifs de la diaspora, le sionisme ne fut pas perçu par eux comme une manifestation d'allégeance nationale.

Italie

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3709, 4042

3924. « Elezioni ». *L'espresso* 33 (25), 28 juin 87 *supplément* : 66 p.

Analyse des résultats électoraux du 14 juin. Le pentapartisme est reconduit mais vidé de sa substance : la majorité obtenue à l'intérieur de la coalition par la DC et le PSI le transforme en « pentaproblème » tandis que les verts font une entrée remarquée au Parlement avec 15 élus.

3925. « Per un progetto socialista degli anni novanta ». *Quaderni del circolo Rosselli* 7 (1), mars 87 : 5-155.

Suite d'articles consacrés à l'élaboration d'un nouveau projet de société par le parti socialiste italien en prévision des années 1990-2000. Le Congrès de Rimini (29 mars-5 avril 1987) marque en effet la fin d'un cycle politique – l'ère de Craxi au pouvoir – et le début d'une réflexion sur un nouveau programme.

3926. Le système partisan et ses effets

a. MASTROPAOLO, Alfio – « Ancora sul sistema dei partiti in Italia : tra spinte centrifughe e compensazioni centripete ». *Teoria politica* 3 (1), 1987 : 3-36 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'hypothèse la plus intéressante du débat en cours dans les années 60 sur le système des partis italiens fait appel à la difficulté de rationaliser les rapports inter-partis. Sur ce thème, deux interprétations dominent : celle de Giovanni Sartori, soutenant un « pluralisme polarisé » entre les antisystèmes du PCI et du MSI et celle de Giorgio Galli sur le « bipartisme imparfait » entre PCI et DC, portant en germe l'avènement d'un centre gauche mené par le PSI. Cette dernière permet d'expliquer la stabilité du système partisan italien et

d'étendre l'existence de tendances centripètes comme une caractéristique structurelle des systèmes pluralistes polarisés dans une phase ultérieure de leur évolution, et non comme une spécificité italienne.

b. SANTORO, Carlo M. – « Sistema politico e politica estera. Il caso dell'Italia ». *Teoria politica* 3 (1), 1987 : 109-131 ; bibliogr. ; résumé en anglais.
L'étude du système des partis italiens a souvent donné lieu à un diagnostic du caractère atypique du « cas italien ». Cette interprétation, qu'elle s'applique au modèle de Sartori ou Galli, pêche en fait par un excès d'attention porté à la politique intérieure alors que la politique extérieure, agissant comme filtre de l'influence du contexte international, introduit dans le système politique des pressions qui induisent sa transformation.

3927. MARLETTI, Carlo – « La comunicazione politica come " spettacolo " e come " mercato ". Aspetti evolutivi e involutivi del caso del sistema politico italiano ». *Teoria politica* 3 (1), 1987 : 89-107 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La communication politique en Italie diffère du « quatrième pouvoir » actuellement en place dans la plupart des démocraties occidentales. Malgré un retard certain dans le domaine du journalisme politique, qui n'émerge vraiment qu'après les mouvements sociaux des années 70, et le développement déséquilibré de la communication publicitaire, cette situation n'est pas le fruit d'un retard culturel. Elle provient surtout d'une limitation intrinsèque du pouvoir de l'opinion publique : dans un contexte de proportionnelle pure engendrant des gouvernements d'« associés-rivaux » l'attitude des hommes politiques et des médias vise à toucher des cercles politiques ou journalistiques influents, plus que l'opinion.

Vie culturelle et scientifique

3928. « Fellini ». *Le messager européen* (1), 1987 : 123-177.

Suite d'articles consacrés à Federico Fellini qui exprime son rapport au cinéma comme celui d'un « vieux marionnettiste » préférant toujours l'illusion recréée dans les studios de Cinecittà aux décors naturels et au recours aux sophistications technologiques. Le cinéaste explicite la critique de la télévision contenue dans « Ginger et Fred » et évoque ses metteurs en scène et acteurs favoris : Buñuel, Bergman, Orson Welles et Toto.

3929. « Oltre Gramsci, con Gramsci ». *Critica marxista* 25 (2-3), juin 87 : 5-363.

Suite d'articles consacrés à l'apport de l'œuvre de Gramsci, cinquante ans après sa mort, à la réflexion et l'élaboration d'une culture de gauche italienne, qui doit dépasser l'obédience gramscienne mais ne peut se situer qu'en symbiose avec son héritage.

3930. ARCHIBUGI, Daniele – « La struttura settoriale dell'innovazione industriale in Italia. Un'analisi dei brevetti italiani negli Stati Uniti ». *Rivista di politica economica* 77 (2), fév. 87 : 131-176 ; tabl., graph.

L'étude des brevets italiens et de leur exportation permet d'analyser les capacités innovatrices de l'industrie italienne par secteurs ainsi que d'évaluer ses performances : le succès à l'exportation des produits italiens est souvent lié à l'existence d'une technologie spécifique.

3931. PASQUINELLI, Carla – « Gli intelettuali tra etica e politica ». *Problemi del socialismo* (8-9), déc. 86 : 70-83 ; bibliogr.

Depuis la fin des années 70, les intellectuels italiens sont étrangement silencieux au regard de leur traditionnel besoin d'auto-représentation. La rupture du cadre politique après 1968 leur a en effet ôté leur milieu de référence, sans que le modèle américain de l'intellectuel « media » ne s'implante en Italie, malgré quelques essais. La modification du lien entre intellectuel et parti se traduit par une nouvelle autonomie de l'intellectuel face au pouvoir politique et anticipe peut-être un retour du « clerc ».

Questions sociales

3932. IMPALLOMENI, Sebastiano – « L'occupazione in Italia dal 1965 al 1978 : un'analisi intersettoriale ». *Rivista di politica economica* 77 (4-5), mai 87 : 443-472 ; tabl. ; bibliogr.

Le secteur tertiaire représentait 40,11 % de la population active italienne en 1965, 48,42 % en 1978. La modélisation de cette évolution met en valeur le rôle propulseur joué par le secteur industriel dans le développement du secteur tertiaire.

3933. PACI, Massimo – « Il sistema delle disuguaglianze di classe ». *Democrazia e diritto* 26 (6), déc. 86 : 39-58 ; graph. ; bibliogr.

Les théories émises par Alain Touraine, Toni Negri, Herbert Marcuse et Claus Offe, pour renouveler la vision marxiste de la classe sociale et adapter la définition de l'être social aux nouvelles conditions de la société post-industrielle, permettent d'élaborer une grille divisant la société italienne entre 4 aires : celles de la production et de la reproduction par des travailleurs « garantis » et celles de la production et de la reproduction par des travailleurs « non-garantis ». Ce modèle souligne les inégalités dans leur dimension fondamentale liée à la position des acteurs dans la sphère de production mais aussi dans les formes d'exclusion vis-à-vis du Welfare State.

3934. SIESTO, Vincenzo – « Situazione e prospettive del lavoro nel Mezzogiorno ». *Economia & (e) lavoro* 21 (1), mars 87 : 77-95 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Dans le cadre d'une segmentation régionale marquée du marché du travail italien, le Mezzogiorno présente des caractéristiques particulières : taux le plus bas d'activité masculine pour la tranche d'âge 40-64 ans et d'activité féminine ; taux de chômage le plus élevé. Les perspectives démographiques assombrissent encore ce tableau ; outre un déplacement de population méridionale vers le Centre-Nord, peu probable, les remèdes résident dans le développement des atouts existants (agriculture, tourisme) et la création de synergies locales.

Economie et finances

3935. « Italy. Il sorpasso ». *Euromoney* juil. 87 *Supplément* : 64 p. ; tabl., graph.

Dossier : l'Italie est actuellement la 5e puissance économique mondiale, après avoir dépassé la Grande-Bretagne. Le nombre de banques reste trop élevé et la concurrence entre banques étrangères est sévère. La bourse de Milan ne draine qu'1,3 % des transactions réalisées dans le monde. Une nouvelle culture économique émerge et une nouvelle génération d'entrepreneurs s'impose.

3936. BIANCHI, Patrizio – « The IRI in Italy : strategic role and political constraints ». *West European Politics* 10 (2), avr. 87 : 269-290.

L'IRI fut créé par le régime mussolinien pour faire face à la crise industrielle et bancaire, puis il joua après la guerre un rôle central de soutien public à l'entreprise privée, ce qui assura un développement remarquable de l'économie italienne. Un système d'échange a été mis au point par la DC au cours des années 50, qui s'appuyait sur le couple soutien financier/protection politique. Ce cadre politique contraignant a entravé l'autonomie des responsables de l'IRI. La situation s'aggrave depuis que le PSI cherche par tous les moyens à prendre, au cœur du système politico-économique de la péninsule, la place des démocrates chrétiens.

3937. TRONTI, Leonello – « Slowdown e aggiustamento – la produttività del sistemo economico italiano a confronto con quella dei maggiori concorrenti (1960-1984) ». *Rivista di politica economica* 77 (3), mars 87 : 291-367 ; tabl., graph.

Les séries statistiques de l'OCDE concernant l'Italie, le Japon, les Etats-Unis, la France, le Royaume Uni et la RFA permettent d'affiner les interprétations du ralentissement économique qui a suivi le premier choc pétrolier de 1973 : la chute de la productivité du travail doit être relativisée en fonction du processus d'intensification capitalistique et de productivité du capital. En prenant en compte la productivité totale (travail-capital), et la redistribution des revenus, Italie et Japon apparaissent comme les pays qui ont le mieux réagi à la crise.

Japon

Voir aussi : n° 3822, 3794

3938. AROYO, Philippe et al. – « CEE, Etats-Unis, Japon : une comparaison de leurs commerces extérieurs ». *Observations et diagnostics économiques* (20), juil. 87 : 101-148 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Au sein de ces trois principaux pôles du commerce extérieur, la CEE demeure le premier exportateur mais est désormais le second importateur après les Etats-Unis. Si le Japon et les Etats-Unis sont surtout tournés vers les pays industrialisés, c'est davantage dans son environnement géopolitique (Afrique et Moyen-Orient) que la CEE est présente. La structure du commerce de ces trois pôles fait apparaître une faiblesse de la CEE par rapport aux Etats-Unis et au Japon qui s'explique par une moins grande spécialité dans le domaine de la haute technologie.

3939. DRUCKER, Peter F. – « Japan's choices ». *Foreign Affairs* 65 (5), été 87 : 923-941.

La place prépondérante occupée par le Japon sur le marché international est maintenant en danger et le pays doit abandonner sa stratégie industrielle de ces trente dernières années (productivité très élevée – coûts salariaux faibles). Ce changement se traduit par trois réactions défensives : concurrence par la qualité, automatisation rapide, extension de ses multinationales, et par une stratégie nouvelle, le « débordement » de l'Occident. Mais les impacts sociaux internes de cette nouvelle politique seront de taille.

3940. KITAMURA, Hideo – « Television is a fiction and viewers are observers. Relation between television and viewers in Japan ». *Studies of Broadcasting* (23), mars 87 : 141-153 ; bibliogr.

Le développement de la télévision a remporté un succès extrême au Japon, favorisé par une tradition culturelle. Il a donc modifié le style de vie japonais. Les productions télévisées qui visaient d'abord à adhérer à la réalité ont été ensuite orientées par les désirs des téléspectateurs.

Liban

Voir aussi : n° 4064, 4067

3941. La politique syrienne au Liban

a. PICARD, Elizabeth – « La politique de la Syrie au Liban ». *Maghreb-Machrek* (116), juin 87 : 5-34 ; bibliogr. ; résumé en arabe.
La politique syrienne au Liban a des objectifs idéologiques et stratégiques précis : unité arabe, une seule nation syro-libanaise et recul de l'influence israélienne. L'intervention syrienne au Liban, depuis 1976, est tolérée par les grandes puissances qui y trouvent certains avantages. Mais la Syrie rencontre des difficultés à imposer son hégémonie sur le terrain libanais en raison de sa complexité. Voir en annexe, chronologie depuis 1982.

b. PIPES, Daniel – « Damascus and the claim to Lebanon ». *Orbis* 30 (4), hiv. 87 : 663-681.
Les objectifs de la Syrie au Liban sont mal perçus par les Etats-Unis alors que l'histoire montre que la Syrie a de tout temps cherché à contrôler le Liban, à défaut de pouvoir l'absorber. L'élément nouveau est qu'elle semble actuellement en passe de réaliser son objectif.

3942. FONTGALLAND, Bernard de – « Le rail au Liban : situation et perspectives ». *Les cahiers de l'Orient* (6), 2e trim. 87 : 107-116 ; carte ; résumés en arabe et en anglais.

Le rail au Liban a connu un déclin rapide. Dans une perspective de paix et de réouverture des frontières, il pourrait être relancé. Beyrouth était un des grands carrefours maritimes et aériens du Moyen-Orient. Elle pourrait devenir une plaque tournante pour les transports terrestres. Avec une ligne TGV reliant Beyrouth à Damas et des lignes à voie normale allant au Caire, à Amman, à Bagdad et à Istanbul, le Liban deviendrait le carrefour ferroviaire du Moyen-Orient.

3943. GHAZI, Simone – « L'industrie au Liban : paradoxes et incertitudes ». *Les cahiers de l'Orient* (6), 2e trim. 87 : 85-97 ; tabl. ; résumés en arabe et en anglais.

La guerre civile au Liban a des répercussions négatives sur l'économie du pays. L'agriculture souffre de problèmes graves, le tertiaire régresse et la livre s'effrite. Seule l'industrie reste quelque peu performante, permettant de réaliser un excédent de la balance des paiements. Mais les difficultés importantes qu'elle rencontre soulignent la nécessité d'une relance qui ne peut se faire sans investissement et sans un assainissement de la situation monétaire.

3944. KHAIR-BADAWI, Marie-Thérèse – « L'attente déçue : la sexualité de la femme chrétienne dans les milieux traditionnels libanais ». *Les cahiers de l'Orient* (6), 2e trim. 87 : 155-167 ; résumés en arabe et en anglais.

Sous une apparence de femme libérée, la femme chrétienne au Liban vit encore sa sexualité sous le poids millénaire des tabous et des préjugés. Bien que supposé ouvrir la voie à la vie sexuelle, le mariage semble être un facteur d'inhibition de la fonction érotique de la femme. Une double surrépression s'exerce contre la femme chrétienne libanaise, dans l'accès à la civilisation et dans la vie sexuelle.

3945. PIETRI, Jacques et al. – « Le schéma directeur de Beyrouth ou les méthodologies de l'incertitude pour établir la charte du consensus urbain ». *Cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France* (81), juin 87 : 33-48 ; cartes.

Sans attendre la fin de la guerre civile au Liban, un schéma directeur de Beyrouth a été mis au point par une équipe franco-libanaise. Il s'attache à dégager un nouvel équilibre pour l'agglomération en intégrant toutes les incertitudes de l'avenir et les besoins de toutes les communautés.

Mexique

3946. La reconstruction de Mexico après le séisme de septembre 1985

a. « Desastre y reconstrucción ». *Revista mexicana de ciencias politicas y sociales* 32 (123), mars 86 : 7-170.
Numéro spécial : contribution au débat sur la reconstruction de Mexico après le séisme de septembre 1985.

b. « Sismo : desastre y sociedad en la ciudad de México ». *Revista mexicana de sociología* 48 (2), juin 86 : 332 p.
Numéro spécial sur le séisme de septembre 1985 : évaluation démographique et socio-économique des conséquences de la catastrophe et des problèmes posés par la reconstruction.

3947. COLE, William E. ; MOGAB, John W. – « The transfer of soft technologies to less-developed countries : some implications for the technology/ceremony dichotomy ». *Journal of Economic Issues* 21 (1), mars 87 : 309-320.

L'expérience de la « Tennessee Valley Authority » a inspiré des grands projets dans d'autres pays, notamment au Mexique, avec la création de la Commission du Papaloapan et de celle du Tepalcatepec en 1947, chargées d'aménager les vallées en question, sans toutefois être autorisées à produire et à distribuer l'électricité. Les résultats contrastés de ces trois expériences s'expliquent avant tout par des différences dans l'organisation des technologies mises en œuvres et dans les structures d'organisation à l'intérieur des institutions respectives.

3948. HERNANDEZ RODRIGUEZ, Rogelio – « La política y los empresarios después de la nacionalización bancaria ». *Foro internacional* 27 (2), déc. 86 : 247-265 ; tabl.

Les rapports entre l'Etat et le secteur privé demeurent tendus depuis la nationalisation des banques en 1982 et ceci malgré la volonté de réconciliation du gouvernement ; les patrons posent maintenant leurs revendications en termes politiques et non plus économiques, exigeant une réforme du système mexicain qui leur permette de contrôler directement le pouvoir.

3949. IZE, Alain – « Rigideces fiscales e inestabilidad cambiaria. El caso de México ». *El trimestre economico* 54 (2), juin 87 : 311-332 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'instabilité qui a marqué le marché des changes en 1978-1984 apparaît directement liée à la croissance du déficit budgétaire et aux pressions fiscales sur les actifs internes que cet accroissement entraîne. Voir à la suite, pp. 333-375, LEVY, Santiago : « Resquestas de corto plazo ante crisis de divisas ».

3950. MALLO, Susana ; HERNANDEZ, Laura – « Democracia y partidos politicos : México y Argentina ». *Revista mexicana de ciencias politicas y sociales* 32 (125), sept. 86 : 57-70.

Les cas contrastés du Mexique et de l'Argentine mettent en évidence que le développement démocratique latino-américain exige avant tout la participation populaire qui actuellement est mal servie par la bureaucratisation des partis.

3951. PARDO, María del Carmen – « La ley federal de entidades paraestatales : un nuevo intento para regular el sector paraestatal ». *Foro internacional* 27 (2), déc. 86 : 234-246.

La solution strictement juridique que la loi mexicaine de 1986 donne aux problèmes des secteurs public et semi-public ne les résoud pas ; la loi accorde aux entreprises une autonomie de gestion en fait incompatible avec la planification autoritaire à laquelle elles restent asservies.

3952. SOTOMAYOR, Margot – « Las relaciones económicas de Mexico en el CAME : una alternativa a la diversificación comercial en el marco de los ajustes a la economía mexicana ». *Relaciones internacionales* 8 (37), déc. 86 : 48-58 ; tabl.

Données sur l'évolution des échanges du Mexique avec le Comecon de 1971 à 1983 ; signification économique et politique de leur développement dans la diversification des exportations visée par le pays.

Nigeria

3953. ARRISPE, François-Xavier – « Nigeria : le parcours sans fautes de Babangida ». *Géopolitique africaine* (5), avr. 87 : 45-54.

Un an et demi après son arrivée au pouvoir de général Babangida a réussi a normaliser les rapports financiers du Nigeria avec le monde occidental et à stabiliser la situation politique intérieure, tout en demeurant très tolérant en matière de liberté d'expression.

3954. DIAMOND, Larry – « Issues in the constitutional design of a Third Nigerian Republic ». *African Affairs* 86 (343), avr. 87 : 209-226.

Les institutions de la future troisième République nigeriane ne pourront garantir la stabilité politique et le maintien de la démocratie que si l'on tient compte dans leur élaboration des faiblesses des constitutions antérieures et si on les adapte aux réalités du Nigeria.

3955. OKPU, Ugbana – « Conflicts in agitations for more States in the Nigerian second Republic ». *Asian and African Studies* 20 (3), nov. 86 : 329-356 ; cartes ; bibliogr.

La distribution géopolitique du Nigeria à base confessionnelle encouragée par les Anglais au lendemain de l'indépendance de ce pays n'a pas correspondu à son équilibre ethno-religieux. Aussi a-t-elle eu pour conséquence, notamment après 1979, l'apparition de mouvements politiques et groupes de pression militant pour la création d'Etats répondant à leurs particularités linguistiques, ethniques et religieuses.

Nouvelle Zélande

3956. La politique étrangère

a. KERROS, Ariel – « Le cas néo-zélandais ». *Politique étrangère* 52 (1), print. 87 : 61-70 ; résumé en anglais.

La politique étrangère de la Nouvelle-Zélande se caractérise par une dérive qui l'a successivement placée dans la mouvance du Royaume-Uni puis des Etats-Unis et aujourd'hui à un relatif isolement accompagné d'un resserrement des liens avec les pays riverains du Pacifique Sud. Une caractéristique a toujours subsisté : la francophonie, due au fait que la France est désormais la seule puissance « extérieure » encore présente dans la région et qu'elle y effectue des essais nucléaires. Ce sentiment est exacerbé par le climat politique actuel néo-zélandais et l'histoire de ce pays autrefois sous domination britannique.

b. LANGE, David – « Nouvelle Zélande : la force tranquille ». *Politique internationale* (36), été 87 : 19-26 ; résumés en anglais et en espagnol.
Au cours d'un entretien, le Premier ministre néo-zélandais réaffirme le soutien de ses concitoyens à une politique résolument anti-nucléaire qui l'a conduit à négocier le traité faisant du Pacifique Sud une zone dénucléarisée et à créer des conflits au sein de l'ANZUS, évoque la présence française dans la région et la stabilité du Pacifique Sud.

3957. HANSON, F. Allan – « Trouble in the family : New Zealand's antinuclear policy ». *SAIS Review* 7 (1), print. 87 : 139-155.

Apparus en 1951 avec le Traité de l'ANZUS, les liens militaires entre la Nouvelle Zélande et les Etats-Unis ont été rompus à l'initiative de ces derniers en 1986. Telle est la réponse américaine au refus de la Nouvelle Zélande de voir débarquer dans ses ports des bâtiments nucléaires de l'US Navy. L'opinion publique néo-zélandaise ne suit cependant pas le gouvernement travailliste dans cette politique anti-nucléaire.

Pérou

3958. BEJAR, Hector – « Las empresas campesinas : que es posible haver por ellas ». *Socialismo y participación* (37), mars 87 : 51-72 ; tabl. ; résumé en français.

Comme le montre une enquête dans les vallées de la côte péruvienne, les résultats de la réforme agraire ne justifient pas le démantèlement des exploitations collectives car leur comportement productif et commercial apparaît aussi efficace que celui des entreprises privées.

3959. NEIRA, Hugo – « Violencía y anomía : reflexiones para intentar comprender ». *Socialismo y participación* (37), mars 87 : 1-13 ; résumé en français.

Une évolution socio-économique inachevée et régressive explique l'anomie généralisée qui caractérise le Pérou des années quatre-vingt, submergé par la délinquance, la corruption et le terrorisme.

3960. ROCHABRUN, Guillermo – « Pérou. Crise et démocratie ». *Etudes* 366 (6), juin 87 : 747-758.

Depuis vingt ans des changements profonds se sont produits dans la vie politique et sociale du Pérou. La démocratie est devenue, dans les faits et jusque dans les discours, l'horizon politique de la quasi totalité de la gauche péruvienne. La crise économique qui se prolonge suscite de nouveaux modes d'organisation, plus pragmatiques.

3961. STARIKOV, E.-N. ; SLIN'KO, A.-A. – « Peru : problemy političeskogo razvitiâ » (Le Pérou : les problèmes du développement politique). *Latinskaâ Amerika* (5), mai 87 : 8-28.

Confronté à la terreur gauchiste du Sentier lumineux à l'intérieur et au terrorisme financier du FMI à l'extérieur, le président A. Garcia éprouve quelques difficultés à mener sa politique de réformes. Les succès, impressionnants à première vue, obtenus au terme d'une année de gouvernement, relèvent davantage du domaine psychologique qu'économique. L'Unité des forces de gauche est porteuse, dans ces conditions, de nouvelles responsabilités et de nouveaux espoirs.

Soudan

Voir aussi : n° 1399, 1969, 2669

3962. MESSAOUD, Jir – « La paysannerie soudanaise et les problèmes qui entravent sa mutation ». *Présence africaine* (142), 2e trim. 87 : 60-78 ; tabl. ; bibliogr.

L'organisation scientifique des forces productives de nature à régénérer le tissu rural soudanais et à induire une croissance économique autonome suppose l'anéantissement des forces féodales réactionnaires responsables de la misère des paysans.

3963. MOSELY LESCH, Ann – « A view from Khartoum ». *Foreign Affairs* 65 (4), print. 87 : 807-826 ; carte.

Deux ans après la chute de Nimeiry, l'actuel gouvernement du Soudan se débat encore face aux graves dommages politiques et économiques causés par sa politique : guerre civile dans le sud du pays, économie détériorée, qui le contraint à chercher de l'aide à l'extéreur et accroît son endettement. Le gouvernement doit restructurer les secteurs clefs de l'économie et rééquilibrer une politique extérieure très tournée vers le non-alignement.

3964. PALMISANO, Antonio – « Problemi dell' urbanizzazione in Sudan : le associazioni volontarie ». *Africa (Roma)* 42 (1), mars 87 : 1-28 ; résumés en français et en anglais.

La participation des structures tribales au processus d'urbanisation est une condition sine qua non de la formation de réseaux associatifs qui pallient dans une certaine mesure les effets les plus délètères de l'urbanisation au Soudan.

3965. PRUNIER, Gérard – « La guerre civile au Soudan ». *Les cahiers de l'Orient* (5), 1er trim. 87 : 93-112 ; carte ; résumé en arabe.

L'accord d'Addis-Abeba signé en février 1972 qui ne résolvait aucun des problèmes de la guerre civile, était en fait le signe d'un épuisement du Nord et du Sud du pays. Mais dès 1979 la remise en cause de l'unité de la région administrative autonome du Sud, puis la rébellion de 1983 reposent le problème du Sud que ni la chute de Nimeiry, ni le retour au régime civil ne résoudront, laissant la guerre civile se dérouler de façon presque continue malgré le prix politique et économique qu'elle fait payer au pays.

Suisse

Voir aussi : n° 3703

3966. CARLEVARO, Fabrizio et al. – « Les déterminants de l'évolution annuelle de la consommation d'énergie en Suisse ». *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik* 123 (1), mars 87 : 1-22 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en allemand et en anglais.

L'évolution de la demande d'énergie en Suisse dépend de facteurs divers comme les activités économiques, les variations climatiques, etc. L'application du modèle économétrique élaboré à cet effet à l'université de Genève met en relief l'importance primordiale des facteurs mentionnés dans la demande d'électricité, de produits pétroliers, de gaz et de combustibles solides.

3967. RÄTZER, Ernst – « Mieterschutz und Wohnungsmarkt. Die Mietpreisbeschränkung im schweizerischen Missbrauchsbeschluss » (La protection du locataire et le marché immobilier. Le contrôle des loyers dans la loi suisse contre les abus). *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik* 123 (1), mars 87 : 23-45 ; graph. ; bibliogr. ; résumés en allemand et en anglais.

La protection des locataires exerce des effets sur le niveau des loyers, les dépenses d'entretien et de rénovation, la longévité des immeubles, la construction des nouveaux bâtiments, etc. A priori, il n'est pas évident que la loi suisse contre les abus ait de telles implications, mais une analyse préliminaire semble indiquer qu'elle agit avec une certaine efficacité sur le marché du logement.

3968. SOMMARUGA, Cornelio – « Die schweizerische Aussenwirtschaftspolitik im wirtschaftspolitischen Spannungsfeld » (La politique suisse en matière d'économie internationale dans le champ clos de la politique économique). *Aussenwirtschaft* 42 (1), avr. 87 : 23-40 ; résumé en anglais.

Les exportations suisses ont multiplié leur valeur par huit en 25 ans, augmentant ainsi le coefficient d'exportation de 33 % à 46 % environ, près des trois quarts allant aux pays de la CEE. L'avenir des relations avec ce marché sera essentiel, mais la Suisse doit aussi prendre une position en ce qui concerne l'ordre économique mondial en général et le problème de l'endettement en particulier.

Tchad

3969. ALIBERT, Christiane – « L'affaire du Tchad 1980-1985 ». *Revue générale de droit international public* 90 (2), 1986 : 345-406.

L'échec des organisations internationales à résoudre le problème de la guerre civile a favorisé l'intervention de la Libye et de la France, interventions différentes quant au but poursuivi, la Libye cherchant une libyanisation du Tchad, puis à aider la lutte de libération de M.-G. Oueddeï ; la France adoptant une attitude de non intervention avant d'engager l'opération Manta et de signer le 17 septembre 1984, l'accord franco-libyen de retrait.

3970. KALFLECHE, Jean-Marc – « Tchad : la fin des mythes ». *Géopolitique africaine* (5), avr. 87 : 5-32.

Au Tchad on assiste à l'effondrement des mythes. Le Tchad existe bel et bien. Une greffe étatique a beaucoup plus de chances de bien prendre aujourd'hui qu'il y a 27 ans. Reste à savoir si la France tirera toutes les conséquences de cette nouvelle situation pour aider à conforter la paix en Afrique.

3971. LANNE, Bernard – « Plaidoyer pour Tombalbaye ». *Le mois en Afrique* 22 (249-250 et 251-252), nov. 86 et janv. 87 : 32-45 et 143-156 ; résumés en anglais.

Le Président Tombalbaye est mort au cours du coup d'Etat du 13 avril 1975. Pendant sa présidence, il a été parmi les chefs d'Etat les plus décriés, les plus vilipendés. Après avoir fait des études qui le conduisirent à enseigner, il dût, à cause de ses engagements politiques au sein du Parti progressiste tchadien (PPT), vivre d'expédients après avoir été révoqué. Il continua son action politique et syndicale et fut élu avec une large majorité chef du gouvernement tchadien en 1959, puis Président de la République tchadienne en 1962. Bien qu'il ait glissé vers la fin de sa vie dans le despotisme, ses actions ont toujours montré un grand intérêt pour son peuple.

Tchécoslovaquie

3972. « XI. všeodborový sjezd » (Le 11e Congrès pan-syndical). *Odborárý* 40 (10-11), mai 87 : 2-48.

Numéro spécial consacré au 11e Congrès fédéral des syndicats tchécoslovaques, tenu à Prague, du 14 au 17 avril 1987.

3973. BACOVA, Viera – « XVII. zjazd KSČ : strategia vedeckotechnickeho rozvoja » (Le 17e Congrès du PCT : stratégie de développement scientifique et technique). *Plánované hospodářstvi* (2), 1987 : 2-13.

La stratégie du développement scientifique et technique, élaborée par tous les derniers congrès des PC des pays socialistes, soulève d'importantes questions théoriques et pratiques. Elle est liée à la mise en œuvre d'un nouveau système de gestion, axé sur la qualité, l'efficacité et les résultats finals.

3974. ORSAGOVÁ, Sonâ – « Vplyv substitučných a komplementárnych procesov na rozvoj platených sližieb » (L'influence des processus de substitution et de complémentarité sur le développement des services

payants). *Ekonomicky časopis* 35 (2), 1987 : 153-169 ; tabl. ; résumés en russe et en anglais.

L'évolution favorable des services jusqu'au milieu des années 70 a eu des répercussions positives sur la consommation des produits, liés aux services par des rapports de substitution ou de complémentarité. La stagnation intervenue depuis le milieu des années 70 est due à la fois au progrès scientifique et technique et au changement de conjoncture économique générale. Pour devenir un facteur dynamique de la consommation les services tchécoslovaques doivent améliorer leur qualité.

3975. ROZSYDAL, Alois – « Aktuálni problemy plánovani železnični dopravy » (Les problèmes actuels de la planification des transports ferroviaires). *Plánované hospodářstvi* (2), 1987 : 66-74.

Le système de planification des transports ferroviaires tchécoslovaques doit subir plusieurs modifications afin d'améliorer la qualité des services et la gestion financière des chemins de fer.

3976. ZAJAC, Jaroslav – « Výmenné relácie a spolupráca ČSSR v rámci RVHP » (Les termes de l'échange et la coopération de la Tchécoslovaquie au sein du CAEM). *Ekonomický časopis* 35 (3), 1987 : 254-266 ; tabl.

Les résultats de la participation de l'économie tchécoslovaque à la division internationale du travail au sein du CAEM sont déterminés par les structures macro-économiques, créées dans les années 50 et totalement inadaptées aux conditions naturelles et économiques de la Tchécoslovaquie actuelle.

Tunisie

3977. CHERNI-BENSAID, Zeineb – « La femme tunisienne et l'indépendance nationale ». *IBLA* 50 (1), 1987 : 115-134 ; résumé en arabe.

La rénovation nationale en Tunisie a choisi de faire de la femme une citoyenne à part entière au sein d'une famille monogame. Le Code du Statut personnel de 1956 a constitué l'amorce d'une destruction des barrières coercitives de l'endogamie et du patriarcat, pour ouvrir les vannes de la communication homogénéisante de l'exogamie et de l'égalitarisme de la monogamie. D'autres facteurs, comme la politique économique, interviennent dans une imbrication complexe pour donner à l'image de la femme tunisienne des traits contrastés.

3978. LARIF-BEATRIX, Asma – « L'évolution de l'Etat tunisien » *Maghreb-Machrek* (116), juin 87 : 35-44 ; résumé en arabe.

Les récents événements politiques survenus en Tunisie donnent l'impression d'un Etat gouverné par humeur et livré aux intrigues, et posent la question de l'autonomie de l'Etat et de sa capacité de perdurer. La contestation socio-politique qui a suivi l'expérience socialiste de Ben Salah a amené l'Etat à choisir la voie autoritaire. Mais la détérioration du climat politique, la crise économique et les effets pervers du patrimonialisme de Bourguiba ont tout remis en question.

3979. SALEM, Norma – « Islam and the politics of identity in Tunisia ». *Journal of Arab Affairs* 5 (2), aut. 86 : 194-216 ; bibliogr.

L'analyse du contenu des discours fait apparaître trois phases dans la référence à l'Islam comme base d'affirmation de l'identité et de la personnalité tunisienne. Il apparaît que l'Islam a joué un rôle important surtout dans la 1re et la 3e phase, comme source de symboles de résistance utilisée par Bourguiba contre les Français puis à partir de 1979 comme source d'opposition à Bourguiba.

URSS

Institutions et vie politiques

3980. ADLER, Alexandre – « Gorbatchev et ses ennemis ». *Politique internationale* (36), été 87 : 155-167 ; résumés en anglais et en espagnol.

Rien dans la carrière de M. Gorbatchev, toujours conforme à un marxisme-léninisme rigide, ne laissait présager le vaste mouvement de réforme dont il serait l'initiateur. La prise de conscience brutale du désastre de l'économie soviétique, son action certaine en faveur des droits de l'homme n'empêchent pas de penser que le principal motif de son revirement est d'ordre politique.

3981. AVAK'ÂN, S.A. – « Sovety narodnyh deputatov i predpriâtiâ : novye gorizonty sotrudničestva » (Les Soviets des députés du peuple et les entreprises : les nouveaux horizons de la coopération). *Vestnik moskovskogo Universiteta. Seriâ pravo* (2), avr. 87 : 10-20.

Le Décret du CC du PCUS, du Présidium du Soviet Suprême de l'URSS et du Conseil des ministres de l'URSS du 25 juillet 1986 marque une étape importante dans le perfectionnement des rapports entre les Soviets et les entreprises qui, installées sur leur territoire, relèvent d'instances supérieures.

3982. BEZLEPKIN, B.T. – « Zakonodatel'nye problemy sudebnoj zasîty prav graždan » (Les problèmes législatifs de la protection judiciaire des droits des citoyens). *Pravovedenie* (1), fév. 87 : 19-28 ; résumé en anglais.

Afin de garantir l'égalité des citoyens devant la loi et la défense de certaines libertés individuelles il est urgent d'achever très rapidement la rédaction de la loi, prévue par la Constitution, sur les procédures de recours contre les actions illégales des fonctionnaires, qui lèsent les droits du citoyen soviétique.

3983. BROWN, Archie – « Gorbatchev and the reform of the Soviet system ». *The Political Quarterly* 58 (2), juin 87 : 139-151.

Bien que certains doutent encore des possibilités de transformation du régime soviétique et surtout de la réelle volonté de M. Gorbatchev, l'analyse de la situation du pays confirmant les déclarations de M. Gorbatchev (« il n'y a pas d'alternative »), certains indices de changement et surtout la résistance de l'appareil du parti sont autant de preuves d'une volonté de réforme.

3984. IGNATOW, Assen – « Ideocracy or realpolitik ? Notes on an ambivalence of communist consciousness and the communist social system ». *Studies in Soviet Thought* 33 (3), avr. 87 : 229-243.

Les dirigeants soviétiques sont-ils les représentants cyniques d'une « Realpolitik » ou les représentants d'un système « idéocratique », esclaves fanatiques de leurs propres dogmes ? Une étude attentive permet de distinguer dans leur comportement deux tendances apparemment incompatibles : une extrême rigidité dogmatique d'une part, et un grand pragmatisme, lorsque c'est nécessaire, de l'autre. Cette ambivalence s'explique par une prétention illimitée à la détention de la vérité et par la nature de la « pratique », qui joue un rôle fondamental dans la doctrine communiste.

3985. ŠAPIRO, A. – « God posle istoričeskogo s''ezda » (Un an après le congrès historique). *MEMO* (4), 1987 : 3-18 ; résumé en anglais.

L'année qui s'est écoulée depuis le 27e Congrès du PCUS a été marquée par des efforts réels à tous les niveaux, destinés à faire de l'Union soviétique un modèle d'économie et de démocratie avancée.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 3783

3986. Les relations entre l'URSS et le Moyen-Orient

a. ALBERT, Michel et al. – « Pax sovietica en Orient ». *Arabies* (6), juin 87 : 6-19 ; résumés en arabe, en anglais et en allemand.
Vingt ans après la guerre des six jours, l'URSS revient en force sur la scène du Moyen-Orient. Malgré plusieurs obstacles, Gorbatchev lance une grande offensive de paix. Sous son impulsion, la réunion du Conseil national palestinien a consacré la réunification de l'OLP autour de Y. Arafat ; le prochain sommet arabe pourrait favoriser une coordination syro-jordano-palestinienne en vue d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient.

b. KLINGHOFFER, Arthur Jay – « Soviet-Israeli relations and a Middle East peace settlement ». *Crossroads* (23), 1987 : 1-13.

Les relations diplomatiques ont été rompues en 1967 entre l'URSS et Israël et, depuis, malgré certaines ouvertures soviétiques, elles n'ont toujours pas été rétablies. Dans le conflit israélo-arabe, l'URSS s'est rangée du côté des pays arabes et tous les efforts faits pour prendre part à une éventuelle conférence sur le règlement de ce conflit rencontrent une opposition très ferme de la part d'Israël.

c. PAGE, Stephen – « The Soviet Union and the GCC States : a search for openings ». *American-Arab Affairs* (20), print. 87 : 38-56.
Derrière la constitution du Conseil de coopération du Golfe se trouve une préoccupation de défense. Les pays membres de ce conseil ont été découragés par la politique américaine qui veut résoudre militairement les problèmes du Moyen-Orient sans avoir réussi à sauver le Shah, soutient l'agression israélienne et ne répond pas à leurs besoins d'achats d'armes. L'URSS profite de ce mécontentement pour se rapprocher d'eux et n'a pas manqué de prendre ses distances avec l'Iran qui constitue la menace la plus importante, ce qui a renforcé la présence soviétique dans la région.

3987. Les relations entre l'URSS et l'Europe de l'Est

a. « Dossier Europa orientale ». *Mondoperaio* 40 (5), mai 87 : 24-61.
Suite d'articles consacrés à l'évolution de l'Europe de l'Est parallèlement au « réformisme » de Gorbatchev. La situation des satellites de l'URSS semble stable et, même si « l'effet Gorbatchev » y est sensible, le leader soviétique est plus préoccupé des réformes économiques et des relations avec les Etats-Unis que des états d'âme de ses voisins. La « cinquième modernisation », celle porteuse de démocratie, est toujours hypothétique.

b. GATI, Charles – « Gorbatchev and Eastern Europe ». *Foreign Affairs* 65 (5), été 87 : 958-975.
Pour différentes raisons, les dirigeants des pays d'Europe de l'Est restent sceptiques et attentistes face aux réformes entreprises en URSS par M. Gorbatchev. Malgré une approbation quasi-générale de la nouvelle ligne, ils manifestent, à des degrés variables selon les conditions propres à chaque pays, une certaine répugnance à la faire leur. Pour Gorbatchev, le dilemme est de taille : comment stabiliser cette région volatile et nationaliste, sans tolérer une véritable autonomie, comment introduire « restructuration » et « transparence » sans sortir du cadre strict des intérêts communs du bloc ?

3988. AVAKOV, V. ; BARANOVSKIJ, V. – « V interesah sohraneniâ civilizacii » (Dans l'intérêt de la survie de la civilisation). *MEMO* (4), 1987 : 19-33 ; résumé en anglais.

Intitulé « Pour un monde dénucléarisé, pour la survie de l'humanité », le forum international organisé à Moscou du 14 ou 16 février 1987 a consacré le triomphe d'une nouvelle mentalité politique. Il a sensibilisé l'opinion publique mondiale au danger nucléaire et à la nécessité de sa prévention.

3989. BRESLAUER, George W. – « Ideology and learning in Soviet Third World policy ». *World Politics* 39 (3), avr. 87 : 429-448 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La littérature récente sur la politique de l'Union Soviétique à l'égard du Tiers-Monde démontre qu'il y a une baisse de l'influence soviétique dans les années 1980. Certains auteurs considèrent qu'il s'agit là d'un phénomène épisodique qui ne remettra pas en cause les postulats idéologiques fondamentaux sur lesquels repose cette politique, alors que d'autres sont convaincus du contraire.

3990. BUTLER, W.E. – « Innocent passage and the 1982. Convention : the influence of Soviet law and policy ». *The American Journal of International Law* 81 (2), avr. 87 : 331-347.

Depuis les premiers textes de l'Etat soviétique sur le sujet, dans les années 20, la législation soviétique sur le droit de passage innocent de navires étrangers dans ses eaux territoriales a beaucoup évolué. Mais, avant même qu'elles n'aient été ratifiées, l'URSS a commencé à incorporer dans sa propre législation, les clauses de la 3e Convention de l'ONU sur le droit de la mer (1982) qui concernent le droit de passage innocent de navires de guerre. La pratique de l'application de ces règles par l'URSS depuis 1982.

3991. LYNE, Roderic – « Making waves : Mr Gorbatchev's public diplomacy, 1985-86 ». *International Affairs* 63 (2), print. 87 : 205-224.

Depuis mars 85, M. Gorbatchev a réorganisé l'appareil de la politique extérieure soviétique et modifé l'approche traditionnelle du problème du contrôle des armements. Les orientations de la diplomatie soviétique n'ont pas fondamentalement changé mais le style Gorbatchev représente une rupture claire avec la passé ; la volonté de prendre des initiatives sans en craindre les risques est évidente.

3992. MEIRSINS, Gregory – « War of the Worlds ? » *New Left Review* (162), avr. 87 : 100-111.

L'analyse que l'Ouest porte sur la politique étrangère soviétique est souvent erronée. En effet l'affirmation par Moscou du caractère fondamental de l'opposition entre les systèmes capitaliste et socialiste ne signifie pas, pour les Soviétiques, que les risques de guerre se situent précisément dans cette opposition. Lénine pensait au contraire que ce sont les contradictions inter-impérialistes qui engendrent les conflits armés et l'histoire depuis 1917 ne lui a pas tellement donné tort. La politique actuelle de Gorbatchev requiert tout particulièrement une vision du monde qui ne soit pas axée sur la tension Est-Ouest.

Vie culturelle et scientifique

Voir aussi : n° 3794

3993. AUTANT-MATHIEU, Marie-Christine – « Les " pièces de production " après 1953 : entre l'humanisme et la cruauté nécessaire ». *Cahiers du monde russe et soviétique* 27 (3-4), déc. 86 : 315-337 ; résumé en anglais.

La « dramaturgie de production » (centrée sur l'ouvrier) née à la fin des années 20, connaît, après le « dégel » des années 50 (rejet par les autres des thèmes de l'usine et kolkoze et des trucages des « pièces de production »), un deuxième âge d'or avec la réforme économique de 1965. La fin des années 70 verra au contraire une retombée de ce type de dramaturgie.

3994. BESANÇON, Alain ; URBAN, George – « Language and power in Soviet society ». *Encounter* 68 (5), et 69 (1), mai et juin 87 : 3-13 et 12-22.

Conversation entre Alain Besançon et George Urban consacrée au langage du totalitarisme en URSS, au langage comme véhicule de l'idéologie. L'idéologie peut-elle éliminer le langage naturel du citoyen ? Une culture alternative peut-elle survivre ?

3995. FISECSKIJ, Û.-K. – « Važnyj ryčag priobsêniâ trudâŝihsâ SSSR k znaniâm » (Un levier important de l'initiation des travailleurs soviétiques aux connaissances). *Voprosy istorii* (4), avr. 87 : 29-39 ; résumé en anglais.

Depuis 1947, date de sa création, la société « Znanie » s'acquitte d'un travail extraordinaire en matière de diffusion des connaissances scientifiques et politiques parmi les travailleurs soviétiques.

3996. SULEJMENOV, R.-B. – « Obŝestvennye nauki – na uroven' trebovanij vremeni » (Hisser les sciences sociales au niveau des impératifs de notre temps). *Izvestiâ Akademii nauk kazahskoj SSR. Seriâ obŝestvennaâ* (2), 1987 : 3-12.

Les conseils scientifiques de la section des sciences sociales de l'Académie des sciences de chaque république doivent jouer un rôle capital dans la coordination des recherches en sciences sociales. Il est temps d'en finir avec le cloisonnement administratif, la passivité et l'infantilisme social qui diminuent l'efficacité et la qualité de la recherche en URSS.

Questions sociales

3997. FARADJEV, F.-A. – « Comment résoudre les problèmes de l'emploi dans une région de l'URSS à main-d'œuvre excédentaire : le cas de l'Azerbaïdjan ». *Revue internationale du travail* 126 (3), juin 87 : 375-389.

Cette république transcaucasienne doit faire face à une croissance très rapide de sa population. Analyse de la politique suivie qui vise à développer les industries de main-d'œuvre, l'agriculture méditerranéenne et le tourisme, l'agro-industrie, la petite mécanique dans les zones rurales et qui vise aussi à accroître la mobilité de la main-d'œuvre, sachant que la population de l'Azerbaïdjan a une très faible propension à migrer.

3998. JONES, T. Anthony ; MOSKOFF, William – « Pensioners in the Soviet labour force : the limits of monetary inducements ». *Soviet Studies* 39 (1), janv. 87 : 88-100 ; tabl.

Après avoir augmenté d'environ 30 millions entre 1971 et 1985, la population soviétique en âge de travailler n'augmentera plus que de moins de 5 millions jusqu'à l'an 2000. La pénurie croissante de main-d'œuvre qui résulte des changements démographiques incite les autorités à retenir les personnes arrivant à l'âge de la retraite dans le processus du travail, mais de nombreux facteurs conspirent contre l'efficacité des encouragements matériels offerts en ce sens aux travailleurs âgés, notamment les raisons de santé, la volonté de s'occuper des petits-enfants et celle de changer de style de vie.

3999. RUBIN, Marc – « Occupation and earnings inequality : some contrasts between workers and management in Soviet industry ». *Economics of Planning* 20 (3), 1986 : 203-230 ; tabl., graph.

La distribution salariale est très mal connue en URSS. Sur les trois industries étudiées (charbon, marchine-outils et chaussure), l'industrie houillère est celle qui compte les plus grands écarts salariaux entre les cadres et les ouvriers. L'écart entre les statistiques salariales officielles et la réalité peut, par ailleurs, être estimé à 10 % environ.

Economie et finances

4000. « Kruglyj stol " Zakon SSSR ob individual'noj trudovoj deâtel'nosti " i problemy ûridičeskoj nauki » (Table ronde « La loi de l'URSS sur l'activité professionnelle individuelle et les problèmes de la science juridique). *Vestnik moskovskogo Universiteta. Seriâ pravo* (3), juin 87 : 25-53.

Suite d'articles consacrés à divers problèmes juridiques et organisationnels liés à l'application de la Loi sur l'activité professionnelle individuelle, adoptée par le Soviet Suprême de l'URSS le 19 novembre 1986.

4001. « Obsuždaem proekt zakona SSSR " O gosudarstvennom predpriâtii (ob"edinenii) " » (Nous discutons le projet de loi de l'URSS sur l'entreprise (le groupement) d'Etat). *Sovetskoe gosudarstvo i pravo* (5), mai 87 : 46-64.

Discussion de juristes soviétiques consacrée à l'analyse critique du projet de loi sur l'entreprise d'Etat.

4002. « USSR grain imports ». *Food Policy* 12 (2), mai 87 : 90-122 ; tabl., graph.

Suite d'articles consacrés à l'évolution des importations céréalières soviétiques depuis les années soixante. Face à une production qui s'est peu à peu essoufflée, l'URSS est devenue au cours de la dernière décennie un importateur net de céréales.

4003. BURDEN, Geneviève – « La nouvelle législation soviétique sur les entreprises mixtes : premiers commentaires ». *Journal du droit international* 114 (2), juin 87 : 303-318.

La réforme de janvier 87 introduisant la possibilité de créer en URSS des entreprises mixtes avec des sociétés occidentales peut être qualifiée d'historique. Elle participe au grand mouvement de modernisation de l'URSS entreprise par Gorbatchev. Les règles de création et liquidation de ces entreprises, la fiscalité et le droit du travail qui s'y appliquent sont classiques par rapport aux législations d'autre pays.

4004. GORDON, L.-A. et al. – « Novye formy brigadnoj organizacii truda : problemy, protivorečiâ, perspektivy » (Les nouvelles formes d'orga-

nisation du travail par brigades : problèmes, contradictions, perspectives). *Rabočij klass i sovremennyj mir* (1), fév. 87 : 116-128 ; tabl.

Les nouvelles brigades constituent un maillon important dans le système de mesures d'intensification et de reconstruction de l'économie soviétique. Elles doivent bénéficier, au même titre que les autres cellules de production, d'une indépendance accrue.j

4005. MESÂC, V. – « Ob''edinââ interesy regiona, otraslej, každogo truženika » (En harmonisant les intérêts de la région, des secteurs et de chaque travailleur). *Kommunist (Moskva)* (7), mai 87 : 35-45.

La restructuration de l'économie soviétique nécessite, à côté des grandes réformes à l'échelle nationale, des transformations profondes au niveau de la région et du district. L'élargissement des droits et des responsabilités des Soviets locaux et le développement massif de l'autogestion et de l'autofinancement dans les entreprises permettront aux régions d'augmenter leur contribution à l'accélération du développement socio-économique du pays.

4006. TIHONOV, V. – « Koncepciâ radikal'noj perestrojki hozâjstvennogo mehanizma APK » (La conception d'une restructuration radicale du mécanisme économique du complexe agro-industriel). *Planovoe hozâjstvo* (4), avr. 87 : 12-22.

Les entreprises du complexe agro-industriel de l'URSS sont dotées, au même titre que les autres entreprises, de nouvelles responsabilités en matière de gestion et de fourniture de biens. Le moment est venu d'abandonner complètement les pratiques dépassées et d'adopter exclusivement les méthodes de gestion économiques.

Venezuela

4007. « Anteproyecto de la ley organica del trabajo 1985 ». *Revista de la Facultad de ciencias juridicas y politicas* (65), 1986 : 462 p.

Numéro spécial sur le projet de réforme du code vénézuelien du travail : analyse de l'orientation, des normes générales et de quelques dispositions particulières du texte.

4008. LOONEY, Robert E. – « Determinants of Venezuelan budgetary patterns : possible tradeoffs between defense and non-defense expenditures ». *Socio-Economic Planning Sciences* 21 (1), 1987 : 49-59 ; tabl. ; bibliogr.

L'analyse des relations entre les dépenses militaires, les autres dépenses publiques et les principales variables économiques du Venezuela montre une corrélation étroite entre dépenses non militaires et conjoncture économique. Simultanément, les changements dans le budget militaire sont susceptibles d'entraîner des conséquences négatives sur les dépenses non militaires.

4009. PARRA-ARANGUREN, Fernando – « El principio de legalidad y las normas laborales decretadas durante el presente período constitucional ». *Revista de la Facultad de ciencias juridicas y politicas* (64), 1985 : 195-216.

L'analyse matérielle et formelle des modifications de la législation du travail intervenues au Venezuela depuis 1984 montre qu'elles sont toutes passibles d'un recours en anticonstitutionnalité. Voir à la suite, pp. 219-226 ; ALFONZO GUZMAN, Rafael : « En torno a uma reforma de la ley del trabajo ».

4010. VILLALBA, Carlos et al. – « El movimiento 13 de septiembre ». *Anuario del Instituto de ciencias penales y criminológicas* 9, 1985 : 203-221.

La révolte des détenus de la prison de Caracas en septembre 1981 : l'organisation du mouvement, ses revendications et sa répression.

Vietnam

Voir aussi : n° 1052, 1113, 1779, 2160, 3587

4011. LAM-THANH-LIEM – « La planification familiale au Vietnam ». *Population* 42 (2), avr. 87 : 321-336 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

A l'issue du Ve Congrès du PC vietnamien (1982), plusieurs mesures draconiennes de contrôle des naissances ont été imposées en vue de ramener le taux de croissance démographique à moins de 2 %. Pourtant, il n'a baissé que de 0,1 point atteignant 2,7 % en 1985, au prix de divers troubles psychosociologiques résultant des traitements médicaux précaires imposés aux mères de famille.

4012. STERN, Lewis M. – « The scramble toward revitalization : the Vietnamese Communist Party and the economic reform program ». *Asian Survey* 27 (4), avr. 87 : 477-493.

Les réformes économiques esquissées à la réunion du Comité central du Parti en juin 1985 et précisées au Congrès en décembre 86 avaient été annoncées comme un retrait de l'Etat, une décentralisation, un accroissement de la responsabilité des secteurs économiques et des collectivités locales. Leur mise en œuvre a consisté à éviter toute instauration d'un système de marché et à renforcer les mécanismes de contrôle bureaucratique.

4013. THAYER, A. Carlyle – « The Vietnam people's Army today ». *Indochina Issues* (72), janv. 87 : 1-7.

En dix ans, le rôle de l'armée vietnamienne a évolué. Alors que l'unité du pays et la défense de la partie Nord étaient primordiales, les rapports avec les pays voisins (affrontement avec la Chine et le Cambodge) sont devenus prioritaires. Cette évolution a eu un impact sur la structure et la direction de l'armée.

Yougoslavie

Voir aussi : n° 4048

4014. BELOFF, Nora – « Yugoslavia and the West ». *Est-Ovest* 17 (4), 1986 : 149-167 ; résumé en italien.

Les mouvements d'opposition yougoslaves, traditionnellement cantonnés au domaine du conflit entre nationalités au sein d'un ensemble fédéré, ont pris une connotation de revendication démocratique, comme en témoigne le document en 11 points élaboré par le « Comité pour la défense de la liberté de pensée et d'expression » en octobre 1986. Cette initiative a rencontré un blocage total de la part du gouvernement sans pourtant entraîner une répression qui le discréditerait auprès des pays occidentaux, dont l'attitude de respect du « non-alignement » yougoslave ne favorise nullement l'épanouissement d'un processus de démocratisation.

4015. DORDEVIC, Dragoljub – « Studenti i religija » (Les étudiants et la religion). *Gledista* 27 (12), déc. 86 : 112-124 ; tabl. ; bibliogr.

Dans la région de Yougoslavie où le culte orthodoxe prédomine, l'érosion du sentiment religieux est particulièrement forte parmi les étudiants, alors qu'elle est moins prononcée chez les étudiants des régions à dominante catholique. Cette situation n'est pas uniquement due à la politique officielle dans le domaine religieux.

4016. PRICA, Miroslav – « Zajednicki programi razvoja » (Programmes communs de développement). *Jugoslovenski pregled* 31 (2), 1987 : 77-86 ; tabl.

Les programmes communs de développement constituent une nouveauté dans le système de planification social yougoslave. Leur introduction dans ce système est due à la prise de conscience qu'un développement plus rapide et plus harmonieux dans certains domaines n'est pas possible sans une utilisation plus rationnelle de leur potentiel productif à l'échelle nationale.

4017. RAMET, Pedro – « The limits to political change in a communist country : the Yugoslave debate, 1980-1986 ». *Crossroads* (23), 1987 : 67-79.

Depuis 1980, la crise politique, sociale et économique s'est considérablement aggravée, en Yougoslavie. Différentes solutions sont proposées pour en sortir, y compris celle comportant l'institution d'un système bipartite mais aucune n'a une chance de devenir réalité tant qu'existeront les divisions actuelles au sein de la Ligue des communistes.

4018. STOJANOVIC, Ljubisav – « Sudovi udruzenog rada » (Les Tribunaux de travail associé). *Jugoslovenski pregled* 31 (2), 1987 : 65-76 ; tabl.

A côté des tribunaux traditionnels, il existe en Yougoslavie des tribunaux autogestionnaires organisés sur une base autogestionnaire. De différentes catégories, ces tribunaux contribuent à la réduction de l'intervention de l'Etat dans le travail associé et à la socialisation de la justice.

Zaïre

4019. « Les rébellions dans l'Est du Zaïre (1966-1967) ». *Les cahiers du CEDAF* (7-8), déc. 86 : 186 p.

Suite d'articles reprenant les interventions à un séminaire qui s'est tenu au CEDAF les 4 et 5 avril 1986 : le contexte socio-politique et économique des rébellions de l'Est du Zaïre ; les aspects les plus spectaculaires des rebelles : les rites d'initiation et d'immunisation, les tribunaux et les exécutions populaires ; les retombées internationales des rébellions.

4020. MATAMBIKULU, Mwela – « Rôle de l'immigration dans l'évolution d'une société : réflexions sur les problèmes sociaux inhérents au rapatriement des Baluba du Kasaï (1959-1962) ». *Zaïre-Afrique* (202), fév. 87 : 103-117 ; bibliogr.

Le rapatriement des Baluba du Kasaï de 1959 à 1962 a exercé un réel impact sur la société luba. Il a exacerbé l'ampleur de certains problèmes sociaux mais a aussi permis la création de métiers et de services administratifs et le développement du commerce.

4021. N'SENDA, Mukoha – « Administration publique zaïroise et évolution de sa fonction sociale ». *Zaïre-Afrique* (212), fév. 87 : 69-77.

Au cours de la période coloniale, l'administration étrangère a contribué à déstructurer l'équilibre social traditionnel. Depuis cette période, l'administration continue à exercer un rôle social négatif et ses rapports avec les administrés sont empreints d'agressivité et d'incompatibilité. Afin que l'administration puisse se réconcilier avec son milieu, il est nécessaire d'humaniser les rapports administration-administrés et de faire en sorte que les administrés participent au processus de décision.

II
ÉTUDES RÉGIONALES

Afrique

Voir aussi : n° 3794, 3882, 4044

4022. « En prolongement des premières rencontres franco-africaines de Libreville ». *Géopolitique africaine* (5), avr. 87 : 55-110.

Suite d'articles consacrés aux nouvelles stratégies, publiques ou privées, susceptibles d'apporter une contribution substantielle aux politiques de développement menées par les Etats africains.

4023. « Le marché monétaire de l'Union monétaire ouest-africaine en 1986 ». *Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest* (360), mai 87 : 1-16 ; tabl.

Les opérations du marché monétaire de l'UMOA ont continué de se développer en 1986. La situation du marché est restée globalement excédentaire et a été peu favorable au recyclage des ressources des organismes régionaux. Les taux d'intérêt, appliqués aux transactions et qui ont poursuivi leur mouvement de repli, ont reflété l'évolution de la situation sur les marchés extérieurs et la conjoncture au sein de l'Union. Leur baisse a favorisé le déplacement des excédents de trésorerie vers les compartiments à terme.

4024. « Marketing et pays en voie de développement ». *Revue française du marketing* (112), 1987 : 81 p. ; bibliogr.

Numéro spécial. Le marketing peut être l'un des moteurs du développement des pays en voie de développement à condition d'adapter ses méthodes, d'élaborer un style de management en fonction de chaque culture et d'essayer de trouver des solutions spécifiques aux problèmes régionaux. A côté de l'analyse micro-marketing d'entreprise, l'analyse macro-marketing doit permettre de diagnostiquer les conditions nécessaires au changement social, la hiérarchisation des objectifs collectifs et le type de moyens d'action à utiliser. L'exemple du macro-marketing africain.

4025. CALVEZ, Jean-Yves – « Toujours actuel, le développement ». *Projet* (206), août 87 : 85-96.

Dans les PVD, la croissance démographique restera longtemps une donnée décisive, particulièrement dans la zone globalement la plus pauvre, l'Afrique, où la production alimentaire reste inférieure à celle de la population. La priorité doit donc être donnée à la promotion d'une agriculture scientifique. En outre, développer consisterait à conduire la recomposition des sociétés traditionnelles. A ce titre, l'Etat moderne a un rôle important à jouer. Le Sud contraste certes avec le Nord, mais il s'en rapproche.

4026. ESSOME, Kotto – « Débloquer l'invention, la découverte, l'initiative scientifique : d'une recherche prénewtonienne aux pesanteurs de la coopération ». *Présence africaine* (142), 2e trim. 87 : 11-23 ; bibliogr.

La situation marginale de l'Afrique par rapport à la révolution scientifique contemporaine, l'absence d'infrastructures, la dépendance des puissances extérieures sur le plan technologique sont autant d'obstacles qui entravent l'invention et la découverte et empêchent la consolidation de l'indépendance des pays africains.

4027. KJEUSTROM, Sven B. – « Réforme institutionnelle et assistance technique en Afrique au Sud du Sahara ». *Le mois en Afrique* 22 (253-254), mars 87 : 42-58 ; résumé en anglais.

La plupart des pays d'Afrique au Sud du Sahara sont, aujourd'hui, confrontés à la crise la plus grave depuis leur accession à l'indépendance. Pour combattre leurs maux d'origine interne et externe, les pays concernés doivent adopter de nouvelles politiques économiques qui ne seront, elles-mêmes, possibles qu'à la suite d'une réforme constitutionnelle conduisant vers moins de dirigisme étatique. Enfin, une utilisation différente de l'assistance technique étrangère et une meilleure appréciation des cadres nationaux sont deux points complémentaires dans cette lutte contre la crise.

4028. LOHATA, Tambwe Okisokossa – « L'idéologie panafricaniste ». *Le mois en Afrique* 22 (253-254), mars 87 : 149-161 ; résumé en anglais.

Le panafricanisme est la première idéologie politique africaine. Pourtant, sa diversité explique les problèmes qui se posent à l'Organisation de l'unité africaine.

4029. MBAYA, Etienne R. – « Political asylum in the Charter of the OAU : pretensions and reality ». *Law and State* 35, 1987 : 63-81.

Sur les 10 millions de réfugiés présents dans le monde entier, l'Afrique en compte plus de la moitié. Parallèlement à la Convention de Genève de 1951, la Convention de l'OUA de septembre 1969 distingue les « réfugiés ordinaires » des « réfugiés subversifs ». La définition de cette seconde catégorie est sujette à de multiples interprétations. De plus, la comptabilité de cette Convention avec celles de Genève et de l'ONU pose de délicats problèmes.

4030. NICOLAS, Guy – « L'Islam au Sud du Sahara aujourd'hui ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (153), été 87 : 4-45.

Le renouveau islamique en Afrique sub-saharienne, qui depuis une dizaine d'années progresse, se restructure, se politise et inspire de plus en plus dirigeants et opposants, s'accompagne d'une transformation de la société islamique et aussi d'un développement de la coopération afro-arabe. Ses incidences sur une région en pleine crise économique, politique, démographique, sociale et culturelle risquent d'être profondes.

4031. PONDI, Jean-Emmanuel – « The OAU : from political to economic pan-africanism ». *SAIS Review* 7 (1), print. 87 : 199-212.

Depuis 1986, l'OUA a opéré un revirement dans les priorités qu'elle se fixe ; les questions économiques prennent désormais le pas sur les problèmes purement politiques. La préoccupation essentielle de l'Organisation concerne la dette extérieure de l'Afrique. La force de l'OUA dépendra du consensus qui pourra être réuni autour des questions économiques.

4032. SEMI-BI, Zan – « Il y a trente ans ... l'accélération du processus de décolonisation en Afrique noire francophone ». *Le mois en Afrique* 22 (253-254), mars 87 : 7-27 ; tabl. ; résumé en anglais.

L'instauration en 1957 du régime d'autonomie interne au profit des territoires français d'outre-mer a constitué le point de départ de l'accélération du processus de décolonisation des possessions françaises en Afrique noire. En 1958, tous ces Etats, sauf la Guinée, augmentèrent leur autonomie en devenant des Etats-membres de la Communauté. En 1960, beaucoup de ces Etats devinrent indépendants. Pendant tout ce processus, le général de Gaulle trouva appui auprès du Rassemblement démocratique africain (RDA).

Amérique latine

Voir aussi : n° 3501, 3787, 3789, 3794, 4050

4033. « Guerra, violencia, guerrillas ». *Nueva sociedad* (89), juin 87 : 97-191.

Suite d'articles sur le discours et la pratique de la violence en Amérique latine et sur les questions que son élimination pose à la gauche démocratique latino-américaine.

4034. « The Latin American debt crisis : planning for the future ». *The Columbia Journal of World Business* 21 (3), aut. 86 : 3-90 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à la crise de l'endettement extérieur de l'Amérique latine : les parties en présence ; les facteurs qui ont contribué à la crise : les solutions du secteur privé, du secteur public, des organismes internationaux ; les perspectives nouvelles ouvertes par le plan Baker.

4035. CHARBIT, Yves – « Les " Coolies de l'Empire " dans la Caraïbe ». *Revue européenne des migrations internationales* 2 (3), déc. 86 : 83-102 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Après l'abolition de l'esclavage, près d'un demi-million d'Indiens furent introduits dans la Caraïbe dont les contraintes du système de plantation vont modifier profondément leurs caractéristiques socio-culturelles. Des enquêtes démographiques effectuées en 1975 montrent que les facteurs économiques sont déterminants dans leurs changements socio-culturels. Néanmoins une approche pluri-disciplinaire est indispensable pour comprendre et décrire le processus d'adaptation de ces populations à leur nouvel environnement.

4036. GÖTHNER, Karl Christian ; SCHÖNE, Verena – « Ökonomische Krisenprozesse in den kapitalistischen Ländern Lateinamerikas » (Les processus de la crise économique dans les pays capitalistes de l'Amérique latine). *Jahrbuch Asien Afrika Lateinamerika* 1985 : 218-232 ; tabl. ; bibliogr.

Malgré une légère reprise économique des pays d'Amérique latine en 1984, des signes inquiétants subsistent (dépendance vis-à-vis des Etats-Unis, baisse des investissements, baisse du prix des exportations libellées en dollars). Mais ce sont surtout l'endettement, les politiques sévères d'assainissement économique et l'attitude égoïste des pays capitalistes qui concourent à aggraver une crise dont les manifestations sont dramatiques.

4037. GRINDLE, Merilee S. – « Civil-military relations and budgetory politics in Latin America ». *Armed Forces and Society* 13 (2), hiv. 87 : 255-275 ; tabl. ; bibliogr.

Une analyse statistique des budgets militaires en Amérique latine entre 1967 et 1980 montre que la nature du régime et les caractéristiques des relations entre civils et militaires sont des variables déterminantes pour l'importance de ces budgets.

4038. POLLIN, Robert ; ZEPEDA, Eduardo – « Latin American debt : the choices ahead ». *Monthly Review* 38 (9), fév. 87 : 1-16.

Depuis 1982, le FMI et plus récemment les gouvernements eux-mêmes ont imposé aux pays latino-américains endettés de sévères programmes d'austérité en vue d'assainir leur situation économique. De leur côté, les créditeurs ont consenti certaines petites concessions à ces pays à condition qu'ils procèdent à une restructuration fondamentale de leurs économies et qu'ils deviennent des « bastions du capitalisme ».

4039. ROJAS, Eduardo ; MEGANCK, Richard A. – « Land distribution and land development in the Eastern Caribbean ». *Land Use Policy* 4 (2), avr. 87 : 157-167 ; tabl.

Depuis 1945, l'agriculture des îles orientales des Caraïbes est marquée par la crise de la production sucrière. Depuis quelques années, les gouvernements essaient de procéder à une redistribution des terres dans les plantations. Ces programmes se sont généralement révélés efficaces.

Europe communautaire

Voir aussi : n° 3769, 3842, 3901, 3938, 3968, 4107, 4109

4040. Le droit communautaire de la concurrence

a. HORNSBY, Stephen B. – « Competition policy in the 80's : more policy less competition ? » *European Law Review* 12 (2), avr. 87 : 79-101.
Désormais, le droit européen de la concurrence est résolument tourné vers l'objectif du marché unique. Pourtant, les récentes décisions de la Commission révèle que cet objectif est poursuivi de manière parfois contradictoire.

b. KOUAR, Robert – « Le droit communautaire de la concurrence et la " règle de raison " ». *Revue trimestrielle de droit européen* 23 (2), juin 87 : 237-254.
L'introduction de la « règle de raison », caractéristique du droit antitrust américain et procédant de l'idée que seule la concurrence est économiquement efficace, dans le droit communautaire de la concurrence n'est pas sans ambiguïté et s'opère avec une évidente prudence. Cette introduction pourrait être un facteur de décentralisation des compétences, d'allègement des tâches de la Commission et d'amélioration des techniques décisionnelles pour la mise en œuvre du droit communautaire de la concurrence.

4041. BIDEBARAY, Christian ; RIDEAU, Joël – « La réforme et la construction européenne ». *Annuaire européen d'administration publique* (8), 1985 : 639-663.

Analyse de la genèse de l'Acte unique européen, fruit de l'initiative des parlementaires européens convaincus dès 1981 qu'il convenait de relancer un mouvement vers une véritable union européenne. Le texte signé en février 1986 est nettement moins ambitieux que le projet de Traité dû à A. Spinelli et n'écarte pas un risque de retour en arrière.

4042. FROSINI, Vittorio – « L'impresa giornalistica nell'Europa occidentale ». *Rivista trimestrale di scienza dell'amministrazione* 34 (1), 1987 : 87-107.

Comparaison de la situation juridique de la presse en Italie, France, RFA et Grande-Bretagne : des éléments d'une culture juridique libérale commune n'excluent pas quelques différences ; l'Italie, se singularise en particulier par l'instauration d'un « garant » de l'application de la loi devant le Parlement.

4043. GARDNER, Brian – « The common agricultural policy : the political obstacle to reform ». *The Political Quarterly* 58 (2), juin 87 : 167-179.

La crise financière de la CEE liée au soutien des marchés agricoles en situation de surproduction ne trouvera pas de solution tant que les processus de décision ne seront pas profondément transformés.

4044. JOUVE, Edmond – « De " Lomé I " à " Lomé III " ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (153), été 87 : 46-53.

La troisième Convention de Lomé signée le 8 décembre 1984 renonçant à l'espoir d'instaurer un nouvel ordre économique international s'est contentée de consolider certains acquis par un accroissement de l'aide financière, l'amélioration des mécanismes compensateurs, un quasi statu quo en matière de coopération commerciale.

4045. LONGUEVILLE, Guy – « L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE : enjeux, perspectives et premiers bilans ». *Economie et prévision* 17 (2), 1987 : 19-51 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Leur adhésion à la communauté ne semble pas apporter beaucoup d'avantages économiques aux deux pays de la péninsule ibérique. L'Espagne, grâce à sa modernisation économique semble cependant disposer de plus d'atouts que le Portugal, qui accuse un fort retard de développement, pour tirer bénéfice de cette intégration sur le plan communautaire, cet élargissement risque de créer des problèmes (accroissement des excédents agricoles, ralentissement de l'harmonisation du développement des Etats ...) et de conduire à une communauté institutionnelle à deux vitesses.

4046. STEINER, Joséphine – « How to make the action suit the case. Domestic remedies for breach of EEC law ». *European Law Review* 12 (2), avr. 87 : 102-122.

Le droit des individus à invoquer le droit communautaire devant leurs juges nationaux soulève la question des conditions dans lesquelles ce droit peut être invoqué. Le problème est particulièrement délicat lorsqu'il s'git d'une action en réparation de dommages. La décision « REWE » de la CJCE (1976) pose néanmoins les principes essentiels dans ce domaine.

4047. ÛMAŠEV, Û.M. – « Ustav " evropejskoj kompanii " - popytka sozdaniâ edinogo pravovogo mehanizma regulirovaniâ hozâjstvennyh otnošenij v ramkah EÈS » (Les statuts de la « société européenne », tentative de création d'un mécanisme juridique unique de réglementation des rapports économiques au sein de la CEE). *Sovetskij ežegodnik meždunarodnogo prava* 1985 : 168-180 ; résumé en anglais.

Les efforts visant la création d'un mécanisme unique de réglementation juridique des économies des Etats membres de la CEE se heurtent à de nombreuses difficultés d'ordre politique, social et juridico-technique. La voie choisie pour aboutir au statut de la « société européenne » est celle du rapprochement des droits des sociétés nationales.

Europe occidentale

Voir aussi : n° 3833, 3843, 3884

4048. « Inflation législative et réglementaire en Europe ». *Annuaire européen d'administration publique* (8), 1985 : 11-277 ; résumés en anglais.

Numéro spécial : peut-on légitimement parler d'« inflation normative » dans les Etats européens depuis quelques années ? De quels textes parle-t-on ? De qui émanent-ils ? Si inflation il y a, et il n'est pas toujours aisé d'avoir des chiffres précis, quelles en sont les causes et les conséquences ? La déréglementation, tellement de mode aujourd'hui, est-elle vraiment une solution ? Analyse de chaque pays d'Europe occidentale et de la Yougoslavie.

4049. BERTRAM, Christoph – « Europe's security dilemmas ». *Foreign Affairs* 65 (5), été 87 : 942-957.

Les différents problèmes qui ont toujours divisé les membres de l'OTAN concernant la sécurité de l'Europe resurgissent aujourd'hui simultanément et avec une plus grande acuité, avec les propositions soviétiques sur l'option zéro. La réaffirmation d'un objectif commun et d'une stratégie commune (la doctrine de la réponse flexible, avec les armes nucléaires américaines liées à l'Europe) et un effort commun pour gérer la réduction des forces conventionnelles de l'OTAN, telles doivent être les tendances actuelles de l'action de l'Alliance.

4050. EGANA, Rodrigo – « Las organizaciones no gubernamentales de cooperación al desarrollo en las relaciones Europa-América latina ». *Socialismo y participación* (37), mars 87 : 85-99 ; résumé en français.

Les programmes de coopération non-gouvernementaux, les projets de développement qui les sous-tendent et le contexte économique et politique où s'inscrit leur évolution depuis les années soixante : historique et orientations actuelles de cette modalité de l'aide européenne à l'Amérique latine.

4051. LEBON, André – « Les travailleurs étrangers en Europe (combien sont-ils ; qui sont-ils ; où travaillent-ils ?). *Revue européenne des migrations internationales* 3 (2), déc. 86 : 169-184 ; tabl. ; bibliogr.

Etude comparative en Europe de la répartition par grands secteurs d'activités de la main-d'œuvre totale d'une part et de la force de travail étrangère d'autre part. Les similitudes et les différences dans les activités tenues par les immigrés et dans le degré de dépendance à leur égard de plusieurs économies européennes.

Europe orientale

Voir aussi : n° 3788, 3952, 3976, 3987

4052. La coopération économique

a. « RVHP - možnosti a problémy d'alšieho urýchlenia integračneho procesu » (Le CAEM : possibilités et problèmes de l'accélération du processus d'intégration). *Ekonomický časopis* 35 (3), 1987 : 196-284 ; tabl. ; résumés en russe et en anglais.
Numéro spécial consacré aux problèmes de coordination des politiques économiques des pays du CAEM et au rapprochement de leurs mécanismes de planification, de leurs systèmes de finances et de crédit. Voir notamment : ZAJAC, Jaroslav : n° 3976 ; ROZVORILOVÁ, Daria : n° 4053.

b. KOROBOVA, M.A. – « Dogovornaâ praktika ēkonomičeskogo sotrudničestva socialističeskih gosudarstv i progressivnoe razvitie meždunarodnogo prava » (Les pratiques contractuelles de la coopération économique des Etats socialistes et le développement progressiste du droit international). *Vestnik moskovskogo Universiteta. Seriâ pravo* (2), avr. 87 : 43-52.
Les principes et les méthodes de la coopération économique des pays de la communauté socialiste exercent une influence importante sur le développement du droit international et contribuent à la restructuration des relations économiques internationales.

4053. La politique d'investissements

a. ROZVORILOVÁ, Daria – « Analýza a komparácia vývoja základnej štruktúrnej zložky fondu akumulácie v európskych štátoch RVHP » (Analyse et évolution comparée de la composante structurelle essentielle du fonds d'accumulation dans les pays européens du CAEM). *Ekonomický časopis* 35 (3), 1987 : 267-284 ; tabl.
La mise en œuvre de la stratégie de l'accélération du développement socio-économique engage les pays du CAEM à réexaminer plusieurs aspects de leur politique d'investissements. Celle-ci partie intégrante de la politique économique, possède de nombreuses spécificités qui, sous-estimées, rendent certains problèmes insolubles.

b. TOSI, Dario – « Le politiche d'investimento nei paesi dell'Est europeo : dalla fase di adattamento alle nuove direttrici dei piani 1986-90 e in prospettiva ». *Est-Ovest* 17 (4), 1986 : 65-132 ; tabl. ; résumé en anglais.
Après avoir connu de graves diffiultés dans les années 50 et 60, les investissements dans les pays à économie planifiée ont été l'objet d'attention particulière dans les plans quinquennaux à partir de 1976. Le début d'une coopération des politiques intra-COMECON et le ralentissement des taux ont permis quelques améliorations. Les plans 1986-90 renforcent cette coopération dans le long terme, visent à la hausse des taux et à un effort particulier dans l'aide au progrès scientifique et technique.

4054. RUSKOWSKI, Eneniusz – « Le système des finances locales dans les pays socialistes ». *Revue française de finances publiques* (18), 1987 : 135-144.

Les pays socialistes européens présentent des différences fondamentales dans les solutions concernant les pouvoirs et les finances locales selon que leur système de gestion est centralisé, en voie de décentralisation ou sensiblement décentralisé. La structure et le fonctionnement des pouvoirs locaux reposent sur trois principes : unité du pouvoir d'Etat, centralisme démocratique, supériorité du plan national.

Pays arabes et Moyen-Orient

Voir aussi : n° 3765, 3784, 3844, 3881, 3922, 3986

4055. « La coopération d'investissement panarabe ». *Syrie et monde arabe* (398), avr. 87 : 17-32 ; tabl.

La comparaison des investissements arabes à l'étranger et des flux de capitaux interarabes montre que les deuxièmes sont très faibles. D'autre part, les échanges commerciaux interarabes sont en régression et l'importation globale de produits alimentaires dans le monde arabe est en progression. Pour pallier

ces faiblesses, il faudrait développer la coopération interarabe en mettant l'accent sur la croissance des échanges commerciaux, l'investissement direct et la liberté de mouvement des citoyens.

4056. L'Organisation de Libération de la Palestine

a. « La 18e session du Conseil national palestinien ». *Revue d'études palestiniennes* (24), été 87 : 85-96.
La 18e session du Conseil national palestinien s'est tenue à Alger du 20 au 26 avril 1987. Plusieurs tractations ont précédé cet événement en vue de rapprocher les points de vue des différentes factions palestiniennes. Elles ont permis la signature de plusieurs documents qui ont consacré la réunification de l'OLP. Le communiqué final de cette session exprime la réorientation de l'organisation palestinienne.

b. MILLER, Aaron David – « The PLO and the peace process : the organizational imperative ». *SAIS Review* 7 (1), print. 87 : 95-109.
Pour l'OLP, la survie de l'organisation est une priorité aussi importante que la libération du territoire palestinien. Cette nécessité de maintenir des structures permanentes reflète en fait toute l'histoire du mouvement de libération de la Palestine depuis les années soixante.

4057. La question palestinienne

a. HENTSCH, Thierry – « Image occidentale de l'Orient et question palestinienne ». *Revue d'études palestiniennes* (24), été 87 : 9-23.
Face à la multiplicité des points de vue à l'égard du conflit du Moyen-Orient il faut commencer par prendre conscience des stéréotypes légués par l'histoire. Ce conflit place les Occidentaux devant un double piège, celui de l'ethnocentrisme et du sentiment de culpabilité tant à l'égard de la question juive que de la question palestinienne. Mais, dans sa grande majorité, l'opinion publique occidentale est nettement plus favorable aux Israéliens qu'aux Arabes.

b. HUSSEIN DE JORDANIE – « Proche-Orient : les chemins de la paix ». *Politique internationale* (36), été 87 : 215-224 ; résumés en anglais et en espagnol.
Pour avoir quelques chances d'aboutir, la conférence internationale pour la paix au Proche-Orient doit réunir sous l'égide des Nations Unies, les pays membres du Conseil de sécurité et toutes les parties du conflit, pays arabes, y compris l'Egypte, Israël et l'OLP. C'est pourquoi la Jordanie prévoit une délégation conjointe jardono-palestinienne (Entretien conduit par Randa Takieddine).

c. KAPELIOUK, Amnon – « New light on the Israeli-Arab conflict and the refugee problem and its origins ». *Journal of Palestine Studies* 16 (3), print. 87 : 16-24.
La majorité des Israéliens sont convaincus que leurs leaders ont toujours tout fait pour entretenir des relations pacifiques avec les pays arabes qui sont entièrement responsables de tous les affrontements israélo-arabes, de l'exode des Palestiniens, de la course aux armements. Pourtant l'examen des archives officielles israéliennes prouve qu'Israël a une grande part de responsabilité dans l'exode des Palestiniens dont 70 % ont été contraints de quitter leur territoire suite aux sévices et aggressions qu'ils ont subis, notamment de la part de membres de l'Irgoun, du groupe Stern et même de la Haganah.

d. MOUGHRABI, Fouad – « The international consensus on the Palestine question ». *Journal of Palestine Studies* 16 (3), print. 87 : 115-133.
Au cours des années 1970, un consensus international s'est formé pour aboutir à une solution du problème palestinien. La communauté internationale fait valoir notamment la nécessité d'appliquer la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU, de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les Etats du Moyen-Orient, du retrait des troupes israéliennes des territoires occupés et du règlement du problème des réfugiés.

4058. AHRARI, Mohammed E. – « Iran and the superpowers in the Gulf ». *SAIS Review* 7 (1), print. 87 : 157-168.

Depuis ses débuts en 1979, la Révolution iranienne fait planer une certaine inquiétude dans tous les pays du Golfe. La volonté de l'Iran d'exporter sa révolution constitue une menace permanente. La politique étrangère de l'Iran est d'autant plus imprévisible qu'elle fait front à la fois contre l'URSS et contre les Etats-Unis.

4059. FARGUES, Philippe – « La démographie du mariage arabo-musulman : tradition et changement ». *Maghreb-Machrek* (116), juin 87 : 59-73 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en arabe.

La tradition arabo-musulmane s'est appuyée sur la polygamie et la répudiation pour résorber l'excédent de femmes sur le « marché matrimonial » qu'on retrouve dans d'autres sociétés. La répudiation, très fréquente dans le passé, était la clé de voûte de ce marché. Récemment, les traditions familiales ont été remises en cause dans les pays arabes. Mais le changement réside dans la stabilisation du mariage.

4060. IBRAHIMI, Ahmed Taleb – « La nation arabe face à elle-même ». *Revue d'études palestiniennes* (24), été 87 : 3-8.

La nation arabe est en train de vivre une crise de confiance, d'identité et d'existence. L'avenir des pays arabes est lié à celui de la Palestine. Les trois impératifs actuels de la résistance palestinienne sont l'unité des rangs, l'autonomie de décision et la détermination d'une stratégie pour la mise en œuvre de celle-ci. En écho à la proposition arabe de paix, le sionisme répond par un état de guerre permanent.

4061. KHADER, Bichara – « L'industrialisation arabe : un constat d'échec ? » *Les cahiers de l'Orient* (6), 2e trim. 87 : 61-84 ; tabl. ; résumés en arabe et en anglais.

Malgré le « discours industrialiste » de toutes les équipes dirigeantes arabes, le secteur industriel reste faible. Pourtant le modèle de développement adopté, se référant à l'Occident, lui a donné la priorité absolue, relégant l'agriculture à un rôle secondaire. Les causes de cette faiblesse sont multiples : usines peu rentables, manque de cohérence et de coordination, absence d'intégration intra-industrielle, faiblesse des échanges régionaux.

4062. MALLISON, Sally V. ; MALLISON, Thomas – « The changing US position on Palestinian self-determination and the impact on the Iran-Contra scandal ». *Journal of Palestine Studies* 16 (3), print. 87 : 101-114.

Les citoyens américains ont aujourd'hui l'obligation d'inciter leur gouvernement à reconnaître et appuyer le droit national des Palestiniens à l'autodétermination et d'œuvrer pour la réalisation de cette autodétermination que les Etats ont officiellement reconnue à deux reprises dans le passé : la première fois à l'occasion du mandat sur la Palestine et la deuxième fois en votant en faveur de la résolution de partage de la Palestine en 1947.

4063. MILAN, Shapour S. – « The legal status of the Persian Gulf as a semi-closed sea ». *Archiv des Völkerrechts* 25 (1), 1987 : 92-105 ; carte.

Analyse du cas spécifique du Golfe Persique au regard du droit de la mer. Les notions de « zone économique exclusive », d'« Etats désavantagés sur le plan géographique », de « mer fermée ou semi-fermée » doivent être utilisées pour répondre le plus équitablement possible à cette situation géographique particulière.

4064. PETEET, Julie – « La justice au quotidien dans les camps palestiniens au Liban ». *Revue d'études palestiniennes* (24), été 87 : 25-39.

Dans les camps palestiniens du Liban avant 1982, une évolution s'est faite dans le contexte de reconstruction nationale et culturelle. Le droit coutumier et islamique fut remplacé par un droit moderne sans contrainte ni frustration. Le nouvel ordre social fut facilement instauré grâce à l'homogénéité religieuse des camps et à l'ascendant de la nouvelle génération sur la communauté.

4065. PETERSON, J.E. – « The GCC and regional security ». *American-Arab Affairs* (20), print. 87 : 62-90 ; tabl.

Face aux menaces extérieures illustrées par la Révolution iranienne et la guerre Irak-Iran, six pays arabes du Golfe ont créé le Conseil de coopération du Golfe en vue de mener une politique de défense commune. Leurs forces armées manquent d'effectifs et n'ont pu obtenir des Etats-Unis toutes les armes dont elles avaient besoin. La sécurité de ces pays dépend de leur coopération avec les Etats-Unis et du soutien que ceux-ci peuvent leur accorder.

4066. RADWAN, Ann B. – « Research and teaching in the Middle East ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (491), mai 87 : 126-133.

L'universitaire étranger au Moyen-Orient doit affronter non seulement, comme ses collègues, la pauvreté des infrastructures et des bibliothèques, un trop grand nombre d'étudiants, mais aussi les formalités administratives d'autorisations diverses. On ne peut que gagner à l'extension des programmes d'échanges et à la sélection rigoureuse des universitaires délégués au Moyen-Orient.

4067. YAHYA, Hasan A. – « Secularization and tradition in four Arab countries : a comparative content analysis of reading textbooks ». *The American Journal of Islamic Social Sciences* 3 (2), déc. 86 : 299-307.

Etude comparée de l'influence des manuels scolaires dans le processus éducatif de quatre pays arabes : l'Arabie Saoudite, la Jordanie, la Syrie et le Liban.

Pays en développement

Voir aussi : n° 3824, 3947, 3989, 4024, 4107, 4108, 4109

4068. BHATTACHARYA, A.K. – « Policy options for multinational investments ». *Policy Studies* 8, 1986 : 119-136 ; tabl.

Face aux pratiques financières des multinationales, l'attitude des PVD varie d'un pays à l'autre. A partir de là, aucune réglementation n'est semblable dans chacun d'eux. Des tendances existent néanmoins ; le Brésil, le Kenya, l'Inde et le Nigeria ont adopté des réglementations financières assez strictes tandis que le Mexique et les Philippines sont plus libéraux dans ce domaine.

4069. FISCHER, Bernhard ; LANGHAMMER, Rolf J. – « Determinanten der Sparkapitalbildung in Entwicklungsländern » (La capitalisation de l'épargne dans les pays en voie de développement). *Konjunkturpolitik* 32 (5), 1986 : 282-307 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'action des gouvernements et l'attitude des ménages restent déterminantes pour la formation de l'épargne dans les pays en voie de développement : c'est le résultat d'une analyse comparative de l'influence de facteurs économiques essentiels sur l'épargne dans un grand nombre de pays en voie de développement.

4070. LONDON, Bruce – « Structural determinants of Third World urban change : an ecological and political economic analysis ». *American Sociological Review* 52 (1), fév. 87 : 28-43 ; tabl. ; bibliogr.

La compréhension du développement urbain dans le Tiers-Monde passe par la prise en compte de nombreux facteurs : répulsion pour le milieu rural, dépendance économique des PVD et problèmes d'écologie humaine. Il apparaît finalement que chacun de ces facteurs a une importance égale dans l'explication du phénomène.

4071. NARAYANAN, R. ; CHAWLA, R.L. – « Global debt renegotiations : role of international monetary organizations ». *International Studies* 24 (1), mars 87 : 1-23.

Les renégociations de la dette extérieure des pays en développement se poursuivent toujours sans qu'aucune solution finale soit en vue. Dans la crise provoquée par l'endettement de ces pays les organisations monétaires internationales ont d'abord vu un effet du manque de liquidités et non pas la conséquence d'une insolvabilité contre laquelle elles ont dû ensuite lutter en imposant des mesures le plus souvent trop rigoureuses.

4072. TALEB-IBRAHIMI, Ahmed – « Le non-alignement. Pour une humanité unie dans un nouvel ordre de paix et de progrès ». *Revue algérienne des relations internationales* (3), 3e trim. 86 : 11-33.

Depuis 25 ans, fort d'une doctrine porteuse de toutes les promesses d'une humanité réconciliée avec elle-même, le mouvement des non-alignés s'est imposé dans la vie internationale en tant que protagoniste de la paix et d'un dialogue égalitaire. Le Sommet de Harare peut constituer le point de départ d'une nouvelle étape, d'un nouvel engagement.

III
ÉTUDES GÉNÉRALES, MONDIALES OU INTERNATIONALES

Institutions et vie politiques

4073. KNAPP, B. – « Fédéralisme et unité du droit ». *Annales de droit de Louvain* 46 (4), 1986 : 309-330.

Il faut chercher ailleurs que dans l'unité ou la dispersion du droit le critère du fédéralisme qui apparaît à la fois comme un mode de protection des minorités, un système de gouvernement décentralisé, une régionalisation et une autonomisation des cultures.

4074. MANN, Michael – « The roots and contradictions of modern militarism ». *New Left Review* (162), avr. 87 : 35-50.

De nombreuses sociétés ont été dans le passé marquées par le militarisme, la guerre y étant considérée comme une activité normale à laquelle les jeunes gens devaient se préparer directement. Aujourd'hui ce rapport à la guerre a disparu et on peut considérer que le « militarisme moderne » prend trois formes : une forme scientifique, secrète, réservée à l'élite politico-militaire et fondée sur la dissuasion nucléaire, le « militarisme spectacle » mobilisant les foules, mais indirectement (dans le style de la guerre des Malouines) et le « socialisme militarisé », s'appuyant sur une mobilisation défensive de masse. Les grands Etats ont recours aussi bien à la dissuasion secrète qu'à la mobilisation, soit défensive, soit indirecte.

4075. MERON, Theodor – « The Geneva Conventions as customary law ». *The American Journal of International Law* 81 (2), avr. 87 : 348-370.

Outre d'importantes conséquences sur la législation intérieure de certains pays, la transformation des Conventions de Genève pour la protection des victimes de guerre (1949) en loi coutumière aurait pour effet de renforcer la revendication morale, par la communauté internationale, d'une meilleure application de ces textes. Un exemple des relations entre droit coutumier et droit conventionnel dans ce domaine : le jugement sur l'affaire du Nicaragua par la Cour internationale de Justice.

Relations internationales

4076. DOWNS, Georges W. ; ROCKE, David M. – « Tacit bargaining and arms control ». *World Politics* 39 (3), avr. 87 : 297-325 ; tabl., graph.

Les négociations tacites en vue de la limitation des armements peuvent conduire à une réduction, voire à un démantèlement de certaines armes.

Mais leur efficacité dépend énormément des informations dont dispose chaque partie sur l'autre et surtout de la capacité des Etats à modifier leur stratégie quand une nouvelle situation l'exige.

4077. GARBA, Mohammed A. – « Le commissioni regionali nelle politica dell'ONU ». *Politica internazionale* 15 (5), mai 87 : 11-24.

Les commissions économiques régionales créées par l'ONU à partir de 1947 sous l'égide de l'ECOSOC ont acquis un poids de plus en plus important au sein de l'organisation. La CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) est celle qui a su le mieux s'imposer dans son ensemble régional, par rapport à ses consœurs pour l'Afrique (CEA), l'Europe, et l'Extrême-Orient (ECAPE).

4078. VIERDAG, E.W. – « Some remarks on the relationship between the 1969 and the 1986 Vienna Conventions on the Law of Treaties ». *Archiv des Völkerrechts* 25 (1), 1987 : 82-91 ; graph.

Analyse comparative des Conventions de Vienne de 1969 et 1986 et notamment de l'article 73, sur le droit des Traités entre les Etats et les organisations internationales et entre les organisations internationales seules.

Vie culturelle et scientifique

4079. EBEL, Real H. ; ULRICH, Erhard – « La conception et la fabrication assistées par ordinateurs : leurs effets dans l'entreprise ». *Revue internationale du travail* 126 (3), juin 87 : 391-413.

Résultats d'une enquête menée par le BIT dans huit pays développés et relative à l'effet sur l'emploi, la productivité, les qualifications et l'organisation du travail du recours à la CAO-FAO dans l'industrie. Les gains de productivité ne se traduisent pas par une baisse du niveau global de l'emploi mais les structures de celui-ci changent, les tâches s'enrichissent, la qualification des salariés augmente, le travail en équipe se développe ainsi que la souplesse des horaires. Néanmoins les bureaux d'étude concernés restent souvent isolés du reste de l'usine et les syndicats se montrent assez réticents.

4080. FOREST, Pierre-Gerlier – « Les techniciens de la représentation : contribution à l'histoire des études électorales ». *Canadian Journal of Political Science* 19 (4), déc. 86 : 679-703 ; résumé en anglais.

Après avoir détaché le domaine politologique sur le fond commun des pratiques scientifiques, on doit admettre que les différents jeux de langage qui le caractérisent ressortissent à une véritable technologie. Les grandes périodes de l'évolution disciplinaire sont l'expression des rapports privilégiés entre spécialistes et classe politique.

4081. L'Islam

a. BURGAT, François – « Islamisme : la voix du Sud ». *Les cahiers de l'Orient* (6), 2e trim. 87 : 169-178 ; résumés en arabe et en anglais.
L'islamisme, relève, d'une tentative de renouveau du langage politique, social et culturel des pays musulmans. Elle oppose spiritualité à laïcité, « Oumma » à Etat et « choura » à démocratie. Ce renouveau religieux est perçu comme une menace par les élites modernisatrices du Sud et comme un message de défiance et de rejet par le Nord. Cependant, sur une toile de fond de crise politique, économique et culturelle, l'islamisme continue de progresser.

b. CHOUDHURY, Masudul Alam – « The micro-economics foundations of Islamic economics : a study in social economics ». *The American Journal of Islamic Social Sciences* 3 (2), déc. 86 : 231-245.
Dans les sociétés musulmanes, les considérations éthiques fondamentales qui entrent en jeu en matière de production, de consommation et de distribution sont la responsabilité de l'individu envers Dieu et envers son prochain, la nécessité de justice sociale, celle d'éviter le gaspillage, etc. Par conséquent, ce sont les comportements individuels qui président à la mise en place d'un ordre éthique macro-économique et non l'inverse.

c. KERN, Harry F. – « The Organization of the Islamic Conference (OIC) ». *American-Arab Affairs* (20), print. 87 : 96-106.
A l'origine de la création de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), le roi Fayçal avait défini le concept de solidarité islamique comme ayant

pour objectif de favoriser les échanges entre les Etats musulmans. Le sentiment de solidarité fut renforcé par l'embargo de 1973 sur le pétrole et la question de Jérusalem. Les Pakistanais, conscients de l'hostilité de l'URSS à l'OCI, n'ont pas voulu soulever la question de l'Afghanistan au cours des sommets islamiques. L'OCI a essayé plusieurs fois d'arrêter la guerre Irak-Iran, mais elle s'est heurtée au refus inébranlable de Khomeiny.

4082. Le keynésianisme

a. « The contribution of Keynes after 50 years ». *American Economic Review* 77 (2), mai 87 *Papers and Proceedings* 125-142 ; bibliogr.
Série d'articles sur le keynésianisme et sa contribution à la théorie macro-économique. Lucas a certes modifié les réponses apportées par Keynes mais le keynésianisme moderne est plus « scientifique » que l'économie néo-classique. A la fois comme théorie et comme explication des faits, le keynésianisme se porte bien.

b. [La « théorie générale » de Keynes, 1936-1986]. *Revista brasileira de economia* 40 (4), déc. 86 : 299-362.
Suite d'articles. Voir notamment : SIMONSEN, M.H. : « Cinqüenta anos de " Teoria geral do emprego " » ; AMADEO, E.J. : « A economia política de J.M. Keynes ».

Questions sociales

4083. BRESNICK, David – « Policymaking by partnership : reshaping youth employment policy ». *Policy Studies* 8, 1986 : 391-408 ; tabl.

Le chômage des jeunes n'atteint pas la même gravité selon les pays industrialisés. L'Italie et le Canada connaissent les situations les plus alarmantes. Les Etats-Unis sont dans une situation intermédiaire par rapport à leurs partenaires. La RFA essaie de résoudre le problème d'une manière complètement différente de celle des Américains. Quant à la réaction britannique, elle est très marquée par son système scolaire.

4084. DOMANSKI, Henryk ; SAWINSKI, Zbigniew – « Dimensions of occupational mobility : the empirical invariance ». *European Sociological Review* 3 (1), mai 87 : 39-53 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Une étude comparative de la stratification sociale en Australie, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Israël, Philippines, Pologne, Suède, révèle que, en dépit de quelques différences en matière de mobilité professionnelle, les mêmes éléments président à la structuration du champ social.

4085. FISCHER, Charles C. – « Toward a more complete understanding of occupational sex discrimination ». *Journal of Economic Issues* 21 (1), mars 87 : 113-138 ; bibliogr.

Les discriminations sexuelles dans le travail constituent un problème d'une grande complexité lié aux structures socio-économiques d'un pays. Plusieurs théories prétendent expliquer ses causes, mais aucune n'est capable d'en fournir une explication globale satisfaisante, qui doit tenir compte d'une multitude de facteurs liés aux institutions, aux coutumes et aux mécanismes du marché.

4086. HARRIS, Betty – « Black America and Black South Africa : ideology and political economy ». *Présence africaine* (142), 2e trim. 87 : 93-107 ; bibliogr.

L'évolution du racisme dans le système capitaliste est différente selon quatre critères fondamentaux : le degré d'industrialisation du pays concerné, la nature et le rôle de l'Etat, l'articulation entre la stratification sociale et l'appartenance raciale et enfin les facteurs démographiques. Aussi observe-t-on aux Etats-Unis et en Afrique du Sud des réponses différentes au racisme. Les Noirs américains vivant dans une démocratie libérale croient en l'amélioration de leur sort par des réformes alors que les Noirs sud-africains sous la férule du régime blanc ne voient pas d'autre alternative que la révolution.

4087. KANBUR, S.M. Revi – « Measurement and alleviation of poverty with an application to the effects of macroeconomic adjustment ». *Staff Papers* 34 (1), mars 87 : 60-85.

Etude de la quantification du phénomène de la pauvreté, des seuils qu'on peut déceler et de la politique de redistribution tendant à l'endiguer. Analyse des normes devant présider à l'élaboration de cette politique et garantissant son efficacité.

4088. KEARNEY, Michael – « From the invisible hand to visible feet : anthropological studies of migration and development ». *Annual Review of Anthropology* 15, 1986 : 331-361 ; bibliogr.

L'étude anthropologique des liens entre migration et développement s'est faite successivement selon trois théories : celle de la modernisation jusqu'au milieu des années 1970, puis celle de la dépendance et, plus récemment, le paradigme de l'articulation. La migration est un phénomène historique, comme l'illustre le cas Mexique-Etats-Unis, dont on doit étudier les relations structurelles et leurs tendances et degré de changement.

4089. LÛBIMOVA, V.V. ; SOLOV'EVA, I.I. – « Bednost v " bogatyh " kapitalističeskih stranah » (La pauvreté dans les pays capitalistes « riches »). *Rabočij klass i sovremennyj mir* (1), fév. 87 : 156-167 ; tabl.

La pauvreté est devenue, au cours des années 80, dans les pays capitalistes développés un phénomène social que personne n'ose nier et qui, hélas, ne peut que s'amplifier du fait de la politique anti-démocratique du capital monopoliste d'Etat. Les partis communistes seuls proposent une alternative comportant des remèdes efficaces.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3802, 3937

4090. La compétitivité internationale

a. LE CACHEUX, Jacques ; LECOINTE, François – « Changes réels et compétitivité de la France, l'Italie, la RFA et les Etats-Unis ». *Observations et diagnostics économiques* (20), juil. 87 : 149-188 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.
Analyse des positions concurrentielles relatives des quatre grands pays, de tailles et de participations aux échanges mondiaux comparables dont les évolutions de change, de paix et de coûts présentent des divergences remarquables. Les variations d'agrégats représentatifs du commerce extérieur à la lumière d'indicateurs synthétiques des positions concurrentielles.

b. KREUTER, Josef – « Poptavkova makro-regulace a vykonnost ekonomik vyspelych kapitalistickych zemi » (La macro-régulation de la demande et le rendement des économies des pays capitalistes développés). *Ekonomicky časopis* 35 (1), 1987 : 33-46 ; résumés en russe et en anglais.
A partir des années 70, la régulation de la demande s'avère sans effet face à l'évolution des taux de croissance et de chômage dans les pays capitalistes développés. La compétitivité internationale devient désormais le principal facteur de l'efficacité économique. Elle implique des stratégies économiques fondées sur la restructuration.

4091. BARTOLOME, Fernando ; LAURENT, André – « Le cadre : maître et esclave du pouvoir ». *Harvard, l'expansion* (45), été 87 : 30-42.

La façon dont est réparti le pouvoir dans l'entreprise influence de manière subtile le comportement des cadres dirigeants et celui de leurs subordonnés. Ainsi quand les dirigeants ne parviennent pas à comprendre combien la répartition du pouvoir peut détériorer les relations entre les individus et leur productivité, de sérieuses difficultés peuvent surgir dans l'entreprise.

4092. BIENAYME, Alain – « Une économie politique pour l'entreprise ». *Revue d'économie politique* 97 (3), juin 87 : 285-300 ; résumé en anglais.

Dans l'analyse des rôles des acteurs dans une économie de marché, il est nécessaire de différencier entre les ménages, les entreprises et les administrations. Une économie politique des acteurs devrait répondre à une économie politique des actes dominée par l'optique des administrations. Une économie politique de l'entreprise pourrait, entre autres, identifier les divergences

irréductibles entre la stratégie de la firme et celle de l'Etat pour mieux en analyser les interactions.

4093. « Le Conseil, profession en mutation ». *Politique industrielle* (8), été 87 : 73-112 ; tabl.

Suite d'articles consacrés aux conseils en management, en stratégie : leur évolution en France et à l'étranger, plus particulièrement aux Etats-Unis où ils sont nés.

4094. FRED BERGSTEN, C. – « Economic imbalances and world politics ». *Foreign Affairs* 65 (4), print. 87 : 770-794.

Le système économique mondial d'après-guerre, créé par les Etats-Unis (aujourd'hui le plus gros débiteur du monde), n'est plus viable et les déséquilibres apparus dans les années 80 ont profondément altéré aussi bien les structures économiques mondiales que les relations politiques internationales. Une série de mesures à court terme doit être prise pour éviter le risque d'une sévère crise internationale, mais les Etats-Unis, le Japon et les pays européens devront également accepter d'énormes changements structurels pour maintenir une stabilité économique internationale de longue durée. La constitution d'un groupe des 2 (Etats-Unis-Japon) pour le leadership de l'économie mondiale pourrait être envisagée.

4095. HARRIS, Simon – « Current issues in the world sugar economy ». *Food Policy* 12 (2), mai 87 : 127-145 ; tabl.

La demande de sucre est satisfaite dans les pays développés tandis qu'elle est bien supérieure à l'offre dans les PVD. Ce paradoxe a entraîné un accroissement de la production mondiale à un rythme tel que la consommation ne suit pas. Cette distorsion s'explique par les déficiences du marché mondial du sucre.

4096. KOENIG, Peter – « Into the maelstrom ». *Euromoney* juin 87 : 67-79.

Le déclin des banques et sociétés d'investissement américaines face à leurs homologues japonaises et la montée des protectionnismes ouvrent une ère nouvelle sur les marchés des produits financiers. L'ère post-Reagan, loin de consacrer la puissance américaine, sera celle de l'instabilité, née des rivalités nippo-américaines. Le marché international des capitaux est devenu un champ de bataille sur lequel les établissements financiers de tous pays se livrent une concurrence acharnée.

4097. MUELLER, Dennis C. – « The growth of government. A public choice perspective ». *Staff Papers* 34 (1), mars 87 : 115-149.

Quelles sont les causes de la croissance considérable des dépenses publiques depuis la guerre dans tous les pays développés ? Parmi de nombreuses explications déjà avancées, on peut déceler deux grandes conceptions de l'Etat. L'une y voit l'agent des choix opérés par les citoyens (qu'il s'agisse de l'électeur moyen ou des groupes de pression), l'autre considère que l'appareil politico-administratif détient le pouvoir réel de décision et s'impose aux citoyens. Il est impossible aujourd'hui de trancher entre ces deux thèses, chacune semblant pertinente.

4098. POWELSON, John P. – « Land tenure and land reform : past and present ». *Land Use Policy* 4 (2), avr. 87 : 111-120.

D'une manière générale, les réformes agraires ont eu au cours de ce siècle les mêmes effets sur les régimes d'exploitation agricole. De plus, les mêmes causes continuent de produire les mêmes effets : la propriété et la gestion agricoles éclatées sont synonymes de développement économique.

4099. RAMAMURTI, Ravi – « Controlling State - owned enterprises ». *Public Enterprise* 7 (2), fév. 87 : 99-119 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en arabe, en espagnol et en français.

D'une manière générale, tous les gouvernements ont échoué dans leurs tentatives de contrôler les entreprises publiques de manière efficace. Les gouvernements devraient envisager ce contrôle dans un cadre contractuel, en relation avec les résultats des entreprises. Aucune expérience analogue n'a été tentée jusqu'à présent.

4100. SALTIEL, Jean-Pierre – « La victoire du capital ». *Politique internationale* (36), été 87 : 293-303 ; résumés en anglais et en espagnol.

La vague de privatisations en Europe, en particulier en France et en Grande-Bretagne, les incitations au désengagement de l'Etat dans les pays en voie de développement avec les procédures de conversion de la dette en capital et enfin l'introduction d'entreprises mixtes dans les pays socialistes, notamment en URSS, sont autant de signes d'un intérêt nouveau pour le capital.

4101. « Stopping high inflation ». *American Economic Review* 77 (2), mai 87 *Papers and Proceedings* : 275-292 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Une série d'articles consacrés à l'étude des mesures prises par Israël, la Bolivie, le Brésil et l'Argentine pour lutter contre une inflation élevée. Il s'avère que les facteurs qui ont le plus contribué à la réussite des plans de désinflation sont la stabilisation des taux de change, la modification de la politique fiscale et de celle des revenus et la désindexation.

4102. TURNOVSKY, Stephen J. – « Optimal monetary policy and wage indexation under alternative disturbances and information structure ». *Journal of Money, Credit and Banking* 19 (2), mai 87 : 157-180 ; graph. ; bibliogr.

L'efficacité d'une politique d'interventions sur le marché des changes dépend de la politique salariale ; une indexation complète des salaires rend inefficace toute intervention sur les changes. Mais une politique monétaire optimale doit éviter la rigidité inverse qu'est la fixation contractuelle des salaires sur une longue période.

4103. WILLIS, Robert J. – « The family. What have we learned from the economics of the family ? » *American Economic Review* 77 (2), mai 87 *Papers and Proceedings* : 68-81 ; bibliogr.

Une revue des travaux effectués depuis 1960 sur l'économie de la famille permet de faire le point des enseignements tirés dans ce domaine. Un corpus, empiriquement vérifié, n'a pas encore été constitué, mais les statistiques sur le comportement économique de la famille se développent de plus en plus et permettent, dans le cadre de la théorie néo-classique, d'en étudier les interactions avec d'autres branches de l'économie.

Aménagement et urbanisme

4104. « Challenges of the communications revolution ». *Economic Impact* (2), 1987 : 13-35 ; tabl., graph.

Suite d'articles consacrés aux conséquences de la diffusion des nouvelles technologies de la communication : le protectionnisme et les restrictions sur les flux transfrontières de données, la privatisation et le rôle du secteur privé dans les télécommunications, la coopération internationale.

4105. PARR, John B. – « The development of spatial structure and regional economic growth ». *Land Economics* 63 (2), mai 87 : 113-127 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La croissance économique d'une région donnée est liée à sa structure spatiale. Plus précisément, sur le long terme, la croissance transforme la configuration spatiale de la région. Le degré de la transformation dépend de facteurs extérieurs (présence d'économie de production, réseau de communications et de transport, activité économique dominante).

4106. WOLKOWITSCH, Maurice – « Le développement du réseau mondial des lignes à grande vitesse : réalisations et projets ». *Annales de géographie* 96 (535), juin 87 : 273-291 ; graph., cartes ; résumés en anglais.

Nombreuses sont les réalisations de lignes à grande vitesse depuis l'ouverture de la première au Japon en 1964 : France, RFA, Italie... Beaucoup de projets, nationaux ou internationaux, sont actuellement à l'étude, notamment aux Etats-Unis et en Europe. Le développement de ces lignes permet de faire du train un moyen de transport concurrentiel.

Relations économiques internationales

4107. Le commerce international

a. FELDSTEIN, Martin – « Correcting the trade deficit ». *Foreign Affairs* 65 (4), print. 87 : 795-806.
Le principal problème que l'économie mondiale aura à résoudre au cours de la décennie à venir est celui du déséquilibre du commerce international. Les Etats-Unis ont vu récemment leur commerce extérieur passer de l'excédent à un déficit dramatique et contrairement à toutes les analyses qui ont pu être proposées, la raison principale de cette détérioration de la balance commerciale est la hausse de 70 % du dollar.

b. TUMLIR, Jan – « International trade regimes and private property rights ». *Contemporary Policy Issues* 5 (2), avr. 87 : 1-12 ; bibliogr.
Les accords commerciaux internationaux pourraient, après aménagement, servir de protection des droits de la propriété privée. Dans le cas du GATT, cette protection pourrait être assurée à condition que les objectifs de l'accord international soient inclus dans les législations nationales.

c. WOLF, Martin – « An unholy alliance : the European Community and developing countries in the international trading system ». *Aussenwirtschaft* 42 (1), avr. 87 : 41-64 ; résumé en allemand.
Le système commercial mondial de l'après-guerre était essentiellement basé sur les principes de la non-discrimination et la libéralisation réciproque. Cependant ces principes ont été de plus en plus sapés par les efforts combinés de la CEE et des pays en développement, la première accordant des conditions préférentielles aux seconds selon un système qui rappelle les pratiques mercantilistes et discriminatoires des 17e et 18e siècles.

4108. L'endettement international

a. « The international debt crisis ». *American Economic Review* 77 (2), mai 87 *Papers and Proceedings* : 159-175 ; tabl. ; bibliogr.
Trois articles sur la crise de la dette internationale. Les PVD ont dû procéder à de grands ajustements macro-économiques pour réduire leurs déséquilibres financiers. Mais la difficulté d'application des mesures envisagées, le protectionnisme et les pressions sociales renforcent la crise qui, sans allègement de la dette, risque de durer longtemps. Pour préserver l'avenir de l'emprunt international, les pays endettés, les pays industrialisés et les banques doivent concourir à l'effort nécessaire pour la résolution de la crise.

b. BERTHELEMY, Jean-Claude – « Endettement international et théorie des transferts ». *Revue d'économie politique* 97 (3), juin 87 : 253-281 ; graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Le renversement des transferts nets de ressources, devenus négatifs, a contribué à la détérioration des termes de l'échange des principaux pays endettés, posé le problème de leur solvabilité et approfondi la crise de liquidité des années 1980. L'utilisation de la théorie du paradoxe des transferts permet de montrer que les transferts positifs intérieurs se sont accompagnés de coûts indirects irréversibles.

c. TRUMEN, Edvin M. – « Problema meždunarodnoj zadolžennosti » (Le problème de la dette internationale). *MEMO* (4), 1987 : 83-98.
Rapport présenté par un spécialiste américain des problèmes financiers et monétaires lors de la rencontre d'économistes soviétiques et américains, organisée en 1986 à Moscou par l'Académie des sciences de l'URSS et le Conseil pour les problèmes de développement des pays étrangers de Washington.

4109. Le GATT

a. « Posición de la Comunidad europea en la nueva ronda del GATT ». *Información comercial española* (646), juin 87 : 5-168.
Suite de communications présentées au séminaire réuni à Villalba, Espagne, en octobre 1986 : le point de vue de l'Europe communautaire sur la huitième négociation du GATT.

b. BENISTY, Monique – « Le GATT pour quoi faire ? » *Politique étrangère* 52 (2), été 87 : 425-433 ; résumé en anglais.
Créé en 1947, pour développer le libre-échange et multiplier les échanges, le GATT n'a vraiment bien fonctionné qu'en période de croissance économique élevée. Dès le premier choc pétrolier, les pratiques protectionnistes tarifaires et non-tarifaires ont détérioré le climat des relations comerciales et considé-

rablement réduit le rôle du GATT. Malgré le pessimisme général, il lui reste encore des domaines à défricher.

c. DUCHATEAU, François – « Uruguay Round : grandeur ou décadence du GATT ? » *Politique internationale* (36), été 87 : 321-333 ; résumés en anglais et en espagnol.
Ne parvenant plus depuis le début des années 1970 à endiguer la montée du protectionnisme, le GATT a essayé de trouver une nouvelle jeunesse au cours des négociations de Punta del Este en septembre 86. L'Uruguay Round, s'il a levé certains obstacles et élargi le champ d'action du GATT au secteur des services, a cependant évité d'aborder un certain nombre de problèmes qui, faute d'être résolus, mettent en danger le système lui-même.

d. KOEKKOEK, Ad ; DE LEEUW, Jeroen – « The applicability of GATT to international trade in services : general considerations and the interest of developing countries ». *Aussenwirtschaft* 42 (1), avr. 87 : 65-84 ; bibliogr. ; résumé en allemand.
La libéralisation des échanges internationaux de services soulève de nombreuses questions et des discussions, notamment dans les pays en développement. On se demande également si le GATT constitue un forum approprié pour discuter la question. Il semblerait que l'on puisse donner une réponse affirmative à cette dernière question ; le GATT permettrait, en effet, de mieux protéger les intérêts de ces pays.

4110. Le système monétaire international

a. « Reforming the international monetary system ». *American Economic Review* 77 (2), mai 87 *Papers and Proceedings* : 194-210 ; bibliogr.
Trois articles consacrés au système monétaire international. L'intervention des gouvernements sur le taux de change n'a pas toujours eu les résultats escomptés. Elle devrait être accompagnée d'une annonce claire de la politique adoptée. La réforme du système monétaire international, pensée dans une perspective à long terme, pourrait envisager une coordination entre un nombre limité de grandes puissances économiques.

b. FABRA, Paul – « Un drame : le dirigisme du dollar ». *Politique internationale* (36), été 87 : 255-275 ; résumés en anglais et en espagnol.
La politisation du système dollar et l'avènement du dollar flottant ont perverti le rôle des trois éléments régulateurs : les fluctuations du change, les variations de taux d'intérêt, les mouvements de capitaux. Il conviendrait de rétablir un système de convertibilité des monnaies en or pour mettre un terme au dirigisme catastrophique du dollar.

c. SCHWARTZ, Anna J. – « Prospects of an international monetary system constitution ». *Contemporary Policy Issues* 5 (2), avr. 87 : 16-30 ; bibliogr.
Depuis l'effondrement du système de Bretton Woods, toutes les propositions pour un nouveau système monétaire international ont été rejetées car trop orientées vers les intérêts nationaux. D'autres propositions se prononcent maintenant pour un retour à l'étalon-or. Les seules propositions sérieuses sont celles qui ne servent pas les intérêts de tel gouvernement ou de tel courant politique.

4111. Mc INTYRE, John R. – Controlling dual-use strategic technology in the Western Alliance : problems and prospects ». *Crossroads* (23), 1987 : 53-66.

Les Etats-Unis et les autres pays membres du COCOM interdisent le transfert à l'URSS, et aux autres pays de son camp, de toute technologie « stratégique ». Mais, les difficultés apparaissent lorsqu'il s'agit de transfert des technologies à usage double, civil et militaire, car les critères de qualification des Etats-Unis ne correspondent pas toujours à ceux des membres européens du COCOM.

4112. MEDVEDKOV, S. – « Vzaimozavisimost' - protivorečivye posledstviâ dlâ ekonomiki SŠA » (L'interdépendance : résultats contradictoires pour l'économie des Etats-Unis). *MEMO* (4), 1987 : 43-55 ; résumé en anglais.

Dans l'ensemble, l'impérialisme américain a su, jusqu'à présent, tirer profit de l'interdépendance économique des Etats. Cependant, sa politique à courte vue ne manquera pas de provoquer des secousses sérieuses sur toute l'économie capitaliste et ceci dans un avenir très proche.

Achevé d'imprimer en 1987 sur les presses
de l'IMPRIMERIE CHIRAT, 42540 Saint-Just-la-Pendue
Dépôt légal N° 3528
Le Directeur-Gérant de la Publication : Louis BODIN
Commission Paritaire des Papiers de Presse : n° 50510

ISSN 0007-4071

BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

42e ANNÉE • 1987 • NUMÉRO - 11

FONDATION NATIONALE des SCIENCES POLITIQUES
SALLE DE SCIENCES ÉCONOMIQUES
4 JAN. 1988

ESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Publié mensuellement par la

FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

sous la direction de Jean MEYRIAT
avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

RÉDACTION

27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE — (1) 45 49 51 77

Prière d'envoyer à cette adresse
toute correspondance concernant la rédaction et les échanges,
ainsi que les périodiques en service de presse

Rédacteur en chef :
Nicole RICHARD

Rédacteurs :
Béatrice AUZOUY, Catherine BURESI,
Nadine DADA, Claudine EVEN,
Marie FERRAZZINI,
Juan JORNET, Sylvie Le MOAL,
Danièle Le NY, Michèle MAUSSION,
Geneviève MILLON, Jean-Claude MOURET,
Françoise PORTENSEIGNE, Jacqueline PORTIER,
Sylvie-Catherine PRINÇAY, Sylvie THORÉ

VENTES ET ABONNEMENTS

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES
27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE
Tél. : 45 49 50 19 — C.C.P. PARIS 2467022 B

TARIF DES ABONNEMENTS 1987

FRANCE		*ÉTRANGER*	
Tarif normal institutions	*Tarif réduit* particuliers	*Tarif normal* institutions	*Tarif réduit* particuliers
575 F	300 F	620 F	330 F

Prix du numéro : 65 F

BULLETIN ANALYTIQUE DE
DOCUMENTATION
POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
CONTEMPORAINE

42e ANNÉE • 1987 • NUMÉRO – 11

Ce numéro est une sélection des articles des périodiques analysés entre le 12 août et le 19 septembre 1987 par le Centre de Documentation contemporaine.

I
ÉTUDES NATIONALES

Afrique du Sud

Voir aussi : n° 4086, 4231

4113. « Public policy-making ». *SAIPA* 22 (1), mars 87 : 1-30.

Suite d'articles consacrés à l'élaboration des politiques publiques en Afrique du Sud. Voir notamment : ROUX, J.-P. : « Komitees in beleidbepaling » (Les comités dans l'élaboration des politiques) ; CLOETE, J.J.N. : « The function of policy and policy-making in public administration ».

4114. BASSON, Dion – « Judicial activism in a state of emergency : an examination of recent decisions of the South African courts ». *South African Journal on Human Rights* 3 (1), mars 87 : 28-43.

Dans l'état d'urgence, les juges n'ont en principe qu'une mission : la protection des droits et des libertés individuels. Dans une décision de 1986 (ministre de la Justice contre Hurley), les juges sud-africains ont posé des limites précises à la détention d'une personne en garde à vue par la police. Depuis 1985, le pouvoir judiciaire exerce un contrôle actif pour la protection des libertés dans ce pays.

4115. BUNDY, Colin – « Street sociology and pavement politics : aspects of youth and student resistance in Cape Town, 1985 ». *Journal of Southern African Studies* 13 (3), avr. 87 : 303-330 ; tabl.

La lutte menée en 1985 par les jeunes à Greater Cape Town montre que même si ces jeunes restent encore quelques peu inexpérimentés, ils n'en demeurent

© Fondation nationale des sciences politiques, 1987

pas moins motivés et déterminés et qu'ils sont appelés à jouer un rôle important dans la lutte pour la libération et la démocratie.

4116. MABIN, Alan – « The land clearances at Pilgrim's Rest ». *Journal of Southern African Studies* 13 (3), avr. 87 : 400-416 ; carte.

Dans la région de Pilgrim's Rest à l'est du Transvaal, des paysans ont habité et cultivé pendant des décennies des terres appartenant à la société Gold Mining Estates Limited contre un loyer et des services. Leur expulsion en 1972 illustre l'injustice dont ont été victimes de nombreux paysans, forcés de quitter des terres qu'ils ont pendant longtemps habité.

Algérie

Voir aussi : n° 3772

4117. « Algérie 1989 : liberté, sécurité, créativité ». *Arabies* (7-8), août 87 : 6-19 ; tabl. ; résumés en arabe, en anglais et en allemand.

Suite d'articles sur la situation générale en Algérie. Après 25 ans d'indépendance, ce pays présente une image de stabilité et de continuité. Le FLN et les « Combattants historiques » tiennent fermement le pouvoir. Un socialisme national a inspiré le développement d'un secteur public omniprésent. Pourtant, depuis le début de la décennie, l'Algérie négocie un tournant décisif. Réalisme politique, détente tous azimuts et retour à l'agriculture en témoignent.

4118. CHRISTELOW, Allan – « Ritual, culture and politics of Islamic reformism in Algeria ». *Middle Eastern Studies* 23 (3), juil. 87 : 255-273 ; graph.

L'étude de l'évolution et des activités de l'Association des Oulémas réformistes dans l'Algérie des années 30-50 permet de mieux comprendre l'interpénétration de l'Islam et de la politique dans l'Algérie indépendante. Né en 1931, ce mouvement a d'abord concentré ses activités sur l'éducation religieuse, pour les étendre ensuite jusqu'à son démantèlement en 1957, aux affaires religieuses et à la politique. Son apport essentiel aura été de soulever la question de l'identité culturelle de l'Algérie.

4119. EVGEN'EV, V. – « ANDR-cetvert' veka nezavisimogo razvitiâ » (La République démocratique populaire d'Algérie : un quart de siècle de développement indépendant). *MEMO* (7), 1987 : 48-59 ; résumé en anglais.

Le peuple algérien a atteint, depuis son indépendance, des résultats remarquables sur la voie de l'édification d'une société socialiste. Grâce à la stabilité politique intérieure, aux succès économiques et à une attitude responsable face aux problèmes internationaux, l'Algérie bénéficie d'un grand prestige dans le monde entier.

Allemagne (Rép. démocratique)

4120. BETHKENHAGEN, Jochen – « The GDR's energy policy and its implications for the intensification drive ». *Studies in Comparative Communism* 20 (1), print. 87 : 55-68 ; tabl., graph.

Pour stimuler son économie et la rendre plus performante, la République démocratique allemande doit nécessairement réduire sa consommation d'énergie. Pour ce faire, elle doit aller au delà des méthodes classiques telle que l'instauration de quotas pour faire appel à des solutions technologiques plus adéquates.

4121. BREZINSKI, Horst – « The second economy in the GDR pragmatism is gaining ground ». *Studies in Comparative Communism* 20 (1), print. 87 : 85-101 ; tabl., graph.

Banni pendant très longtemps dans les pays socialistes en général, et la RDA en particulier, le secteur privé est depuis les années 1970 officiellement reconnu en RDA dans le commerce, les services et l'agriculture.

4122. KEREN, Michael – « Consumer prices in the GDR since 1950 : the construction of price indices from purchasing power parities ». *Soviet Studies* 39 (2), avr. 87 : 247-268 ; tabl. ; bibliogr.

L'exemple de la RDA montre que les bouleversements imposés aux règles de tarification des biens de consommation affectent systématiquement le niveau de leurs prix. Le remodelage quasi-permanent des indices est nécessairement inflationniste.

4123. MELZER, Manfred – « The new planning and steering mechanisms in the GDR. Between pressure for efficiency and success in " intensification " policy ». *Studies in Comparative Communism* 20 (1), print. 87 : 9-25.

La création des combinats et la réforme du système de politique économique en RDA dans les années quatre-vingt a permis d'éliminer certains points faibles de l'économie (faibles investissements en équipements) mais a aussi provoqué de nouveaux problèmes (meilleure utilisation du capital et réduction des coûts par exemple). Dans l'ensemble le bilan est plutôt négatif.

4124. STAHNKE, Arthur A. – « Kombinate as the key structural element in the GDR intensification process ». *Studies in Comparative Communism* 20 (1), print. 87 : 27-37 ; tabl.

Les combinats constituent l'épine dorsale de la stratégie d'optimisation économique mise en œuvre par la République démocratique allemande depuis 1980. Toutefois, malgré les progrès déjà réalisés, il ne semble pas que les modifications introduites suffisent à insuffler à cette économie centralisée la vigueur nécessaire à une dynamique durable.

Allemagne (Rép. fédérale)

Voir aussi : n° 4599

4125. La visite d'Erich Honecker

a. « The German question ». *Time* 130 (10), 7 sept. 87 : 4-12 ; tabl.
La visite d'Erich Honecker à Bonn, la première d'un leader est-allemand en RFA depuis la guerre, symbolise plus que tout l'évolution des relations Est-Ouest. Elle n'est possible que grâce à l'approbation tacite de Gorbatchev. Elle confirme la division politique des deux Allemagnes, tout en mettant en évidence leur héritage commun.

b. « Honeker Besuch » (La visite d'Honecker). *Wirtschaftswoche* 41 (36), 28 août 87 : 34-46 ; tabl., graph.
Pour la première fois depuis la création des deux Etats allemands, le responsable est-allemand Erich Honecker se rend en visite officielle en RFA. Cette visite permet de faire le point et d'envisager ses répercussions sur les relations économiques et politiques inter-allemandes.

4126. HOFMEIER, Rolf – « West Germany and Africa : new debates on aid and on South Africa : but little change of substance ». *Africa Contemporary Record* 18, 1986 : 250-266 ; tabl.

En 1985, l'attention du gouvernement ouest-allemand a été portée bien moins aux événements d'Afrique en général qu'à ceux d'Afrique du Sud. Cependant, aucun changement ne s'est produit dans les rapports entre la RFA et l'Afrique du Sud, parce que la RFA considère que dans ses rapports envers ce dernier pays, et avec les autres pays d'Afrique, les questions politiques et économiques ne doivent pas être mêlées les unes avec les autres.

4127. KIRCHHOF, Ferdinand – « Finanzwirtschaft und Gebührenpolitik der Deutschen Bundespost » (L'économie financière et la fixation des tarifs par la Poste fédérale allemande). *Zeitschrift für öffentliche und gemeinwirtschaftliche Unternehmen* 10 (2), 1987 : 131-144.

Le budget de la Poste fédérale dépasse les 75 Mrd DM en 1986 et il est ainsi supérieur à celui des grands Länder de la RFA. Ses lourds déficits dans l'acheminement des paquets et imprimés sont plus que compensés par les bénéfices réalisés sur le téléphone et le télégraphe et les comptes chèques postaux. Avec un statut hybride entre l'entreprise commerciale et l'administration publique, la Poste fédérale peut s'orienter selon les mécanismes du marché, mais elle doit aussi respecter les normes édictées par l'Etat au nom du bien public tel qu'il est défini par les autorités de la RFA.

4128. KRATENA, Kurt – « Die Budgetkonsolidierung in der BRD » (La consolidation du budget en RFA). *Wirtschaft und Gesellschaft* 13 (1), 19-53 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'augmentation accélérée du budget de l'Etat a amené les responsables de la politique économique de la RFA à centrer leurs efforts sur le renversement de cette tendance, depuis 1981, année de récession. Au prix de fortes réductions de dépenses sociales et de subventions diverses, le déficit a effectivement diminé depuis lors, mais cela a entraîné aussi une montée en flèche du chômage.

4129. MICHEL, Jeffrey H. – « Economic exchanges specific to the two German States ». *Studies in Comparative Communism* 20 (1), print. 87 : 73-83 ; tabl.

Les relations économiques entre la République démocratique allemande et la République fédérale d'Allemagne, son premier partenaire commercial, se sont considérablement renforcées depuis le deuxième programme de la SED.

4130. WURZBACHER, Gerhard – « Zur bundesdeutschen Familien – und Sozialisationsforschung in der Nachkriegsjahren » (La recherche sur la famille et la socialisation pendant les années d'après-guerre). *Zeitschrift für Soziologie* 16 (3), juin 87 : 223-234 ; résumé en anglais.

Les années après 1945 ont vu renaître l'enseignement des sciences sociales en République fédérale d'Allemagne. Peu étudiée jusque là, la sociologie devrait être enseignée à la fois sur le plan théorique et de la recherche pratique. Parmi les sujets prioritaires abordés en cette période par les enseignants et les étudiants, les problèmes de la socialisation au sein et à l'extérieur de la famille ont occupé une place centrale.

Institutions et vie politiques

4131. « Partis et élections en République fédérale d'Allemagne en 1987 ». *Revue d'Allemagne* 19 (2), juin 87 : 99-199 ; tabl.

Numéro spécial consacré aux élections et aux partis ouest-allemands avant et après les élections fédérales du 25 janvier 1987. Voir : KOENIG, Pierre : n° 4135 ; MENUDIER, Henri : n° 4137 ; WEILL, Frédéric : n° 4139.

4132. « Rapport de la Commission d'enquête instituée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'Organisation internationale du travail pour examiner l'observation de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, par la République fédérale d'Allemagne ». *Bulletin officiel-Bureau international du travail. Série B* 70 (1), 1987 : 280 p.

Les discriminations fondées sur l'opinion politique dont sont victimes en matière de recrutement, de prolongation de service ou de révocation, les agents publics et les candidats au service public relèvent de la pratique au niveau fédéral ou au niveau des Länder et non des dispositions de la Loi fondamentale, de la législation ou des conventions collectives.

4133. GAUS, Günter – « Berlin in Germany : foundation of Europe's peace ? » *International Affairs* 63 (3), été 87 : 439-447.

Les célébrations du 750e anniversaire de Berlin ont été assombries par la prise de conscience que la seule solution réaliste pour l'avenir est la normalisation de la situation. Malgré le mur, Berlin vit aujourd'hui en paix et cette paix doit être maintenue, notamment par la signature d'un traité entre les deux Etats allemands. Berlin est l'exemple de ce que peut être la paix en Europe : le maintien de l'équilibre entre l'Est et l'Ouest.

4134. HUDEMANN, Rainer – « Anfänge der Wiedergutmachung. Französische Besatzungszone 1945-1950 » (Les débuts du redressement. La zone d'occupation française 1945-1950). *Geschichte und Gesellschaft* 13 (2), 1987 : 181-216.

Analyse de l'administration de la zone française d'occupation en Allemagne, et de la liaison avec l'administration locale.

4135. KOENIG, Pierre – « Du statut des partis politiques en France et en Allemagne fédérale ». *Revue d'Allemagne* 19 (2), juin 87 : 146-162 ; tabl.

Les partis français, à l'instar de tous les pays libéraux, ne bénéficient que d'une esquisse de statut (art. 4 de la Constitution de 1958). Au contraire, l'article 21 de la Loi fondamentale, complété par la loi du 24 juillet 1967, prévoit pour les partis ouest-allemands un statut remarquablement défini.

4136. KÖNIG, Klaus – « Conseil politique et appui administratif : la Chancellerie de la République Fédérale d'Allemagne et la planification ». *Revue française d'administration publique* (42), juin 87 : 261-273 ; tabl.

Créés en 1949, les services de la Chancellerie furent étoffés en 1969 d'une véritable division de la planification. Le système d'information du gouvernement institué se doublait d'une analyse exhaustive des problèmes dans tous les domaines d'intervention des pouvoirs publics. Néanmoins, cette stratégie de planification fut assouplie dès 1971-72 pour s'adapter aux données constitutionnelles de la RFA.

4137. MENUDIER, Henri – « La campagne électorale de la CDU et du FDP – Méthodes, moyens et stratégies ». *Revue d'Allemagne* 19 (2), juin 87 : 108-121 ; tabl.

Comme le révèle l'étude des campagnes électorales de la CDU et du FDP pour les élections fédérales du 25 janvier 1987, les mutations technologiques et socio-économiques ont modifié les méthodes utilisées pour s'adapter à l'évolution du comportement des électeurs. A l'opposé de la grande campagne électorale moderne du CDU, la campagne plus modeste du FDP montre que l'ingéniosité peut pallier le manque de moyens.

4138. SZABO, Stephan F. – « The German social democrats and defense after the 1987 elections ». *SAIS Review* 7 (2), aut. 87 : 51-62.

Après avoir rejoint des positions centristes sur les problèmes de défense dans les années cinquante, le SPD risque d'adopter des positions plus extrêmes au regard de ses récents échecs électoraux, en 1983 et 1987. La meilleure tactique que les sociaux-démocrates puissent adopter à l'heure actuelle en matière de défense est de faire pression sur l'opinion et la coalition au pouvoir.

4139. WEILL, Frédéric – « La crise du financement des partis politiques en République fédérale d'Allemagne ». *Revue d'Allemagne* 19 (2), juin 87 : 163-199.

L'affaire Flick a mis en évidence l'épineuse question du financement des partis politiques en RFA. Le dispositif adopté le 22 décembre 1983, modifiant l'art. 21 de la Loi fondamentale et la loi du 24 juillet 1967, modifie le système de financement actuel dans le sens d'une plus grande sévérité.

Australie

Voir aussi : n° 4084

4140. GALLIGAN, Brian – « The regulation of direct foreign investment in the Australian mining sector ». *Politics (Canberra)* 22 (1), mai 87 : 35-46 ; tabl. ; bibliogr.

L'Australie est parvenue à limiter la présence des capitaux étrangers dans son secteur minier. Ceux-ci ne contrôlent pas plus de 50 % de l'activité minière. Cette réussite tient surtout au fait d'avoir pu imposer une réglementation stricte à l'époque des deux « booms » miniers (1965/1972 et 1979/1983). L'Australie a ainsi échappé aux structures du capitalisme international.

4141. GERRITSEN, Rolf – « Why the " uncertainty " ? Labors's failure to manage the " rural crisis " ». *Politics (Canberra)* 22 (1), mai 87 : 47-59 ; tabl. ; bibliogr.

Dans la lutte contre la crise rurale australienne, le gouvernement rencontre des difficultés exceptionnelles qui s'expliquent par deux facteurs. D'une part, cette crise est très différente des autres crises qu'a connues le monde rural australien. Le gouvernement ne semble pas, d'autre part, maîtriser complètement sa politique agricole dont le contenu demeure flou.

4142. LLOYD, Clem ; SWAN, Wayne – « Nation factions and the ALP ». *Politics (Canberra)* 22 (1), mai 87 : 100-110 ; tabl. ; bibliogr.

La création du Centre gauche national en 1984 a marqué de manière évidente l'existence de courants au sein du Parti travailliste australien. La création de ce parti vient des frustrations ressenties par certains parlementaires travaillistes lors des débats, et travaux parlementaires. Ces courants ont pourtant été la force du parti à certaines époques récentes.

4143. MATTHEWS, Trevor ; RAVENHILL, John – « ANZUS, The American Alliance and external threats : Australian elite attitudes ». *Australian Outlook* 41 (1), avr. 87 : 10-21.

Les hommes politiques australiens ne croient pas à l'existence dans un proche avenir d'une menace extérieure pour leur pays. Un certain nombre d'entre eux estiment que les Etats-Unis viendraient au secours de l'Australie même si l'ANZUS n'existait pas, mais pratiquement tous sont d'accord pour considérer que l'appartenance de leurs pays à cette alliance contribue à sa sécurité et au maintien de l'équilibre dans le monde entre les deux super-grands.

4144. MILLER, Paul W. – « Aspects of occupational mobility and attainment among immigrants in Australia ». *International Migration Review* 21 (1), print. 87 : 96-113 ; tabl. ; bibliogr.

Le recensement de 1981 montre que la mobilité professionnelle ne touche pas tous les travailleurs australiens de la même manière. Les travailleurs non anglophones sont considérablement désavantagés par rapport à leurs homologues anglophones. Cette différenciation s'explique par des niveaux de formation professionnelle souvent différents.

Autriche

Voir aussi : n° 3606, 3608, 3703

4145. « Le fédéralisme ». *Austriaca* 13 (24), juin 87 : 9-112 ; bibliogr.

Numéro spécial consacré au fédéralisme autrichien, au « Heimat » concept difficile à définir dans ce pays qui a connu dans l'espace d'une vie humaine, les formes d'Etat et les régimes les plus divers : la monarchie des Habsbourg, dont les frontières s'étendaient très loin vers l'Est de l'Europe, le Reich allemand et l'Autriche actuelle. Analyse des droits des Länder et des relations entre l'Etat, les Länder et les unités régionales plus petites.

4146. HUMMER, Waldemar ; SCHWEITZER, Michael – « Möglichkeiten und Grenzen der Dynamisierung der Beziehungen Österreichs zu den Europäischen Gemeinschaften » (Possibilités et limites de la dynamisation des relations entre l'Autriche et les Communautés Européennes). *Europa Archiv* 42 (12), 25 juin 87 : 343-360.

L'Autriche avait sollicité en 1961 un traité d'association avec la CEE et un accord sui generis a finalement établi les bases juridiques pour une coopération respectant l'autonomie et la neutralité autrichiennes. Avec les perspectives du marché unique pour 1992, l'Autriche, comme les autres pays membres de l'AELE, a renouvelé son intérêt à se rapprocher davantage de la CEE pour ne pas se trouver écartée de cette initiative. Plusieurs formules sont pensables, y compris une adhésion formelle qui incluerait des dispositions permettant à l'Autriche de ne pas participer à des décisions communautaires qui seraient incompatibles avec le statut de neutralité.

4147. KUBIN, Ingrid ; STEINER, Michael – « Dauer der Arbeitslosigkeit – ein regional differenziertes Problem » (La durée du chômage – un problème différencié sur le plan régional). *Wirtschaft und Gesellschaft* 13 (1), 1987 : 55-70 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La durée du chômage varie fortement selon les régions de l'Autriche, avec des valeurs bien moindres dans les régions industrielles dynamiques que dans les centres anciens ou trop spécialisés. Des analyses plus poussées seraient cependant nécessaires pour permettre des conclusions plus claires sur les relations entre le potentiel économique d'une région et sa situation en matière de marché du travail.

Bangladesh

Voir aussi : n° 2738, 3591, 3898

4148. HOSSAIN, Shaikh I. – « Allocative and technical efficiency : a study of rural enterprises in Bangladesh ». *The Developing Economies* 25 (1), mars 87 : 56-72 ; tabl. ; bibliogr.

Une enquête réalisée auprès de 1 207 entreprises agricoles du Bangladesh, réparties en trois catégories, permet de conclure que, dès que l'une d'entre elles dispose d'un capital minimum, elle atteint un niveau satisfaisant d'efficacité dans l'allocation de ses ressources. Par ailleurs, les plus productives sont celles qui, soit ne disposent que de très peu de capitaux, soit au contraire, se caractérisent par une très forte concentration de capitaux.

4149. ISLAM, M. Rafiquel – « The seventh Amendment to the Constitution of Bangladesh : a constitutional apraisal ». *The Political Quarterly* 58 (3), sept. 87 : 312-329.

Le septième Amendement à la Constitution du 10 novembre 86, destiné à légitimer le régime Ershad issu du coup d'Etat de 1982, a suscité de nombreuses inquiétudes pour l'avenir de la Constitution. Celles-ci sont étayées par l'analyse juridique des procédures employées depuis le coup d'Etat, qui font notamment appel à la doctrine de Kelsen.

4150. ZAFARULLAH, Habib Mohammad – « Public administration in the first decade of Bangladesh. Some observations on developments and trends ». *Asian Survey* 27 (4), avr. 87 : 459-476.

L'administration élitiste, étriquée, coupée du peuple, héritée de la période coloniale, a évolué dans la période « parlementaire » du Bangladesh (1971-74) vers l'aliénation au politique, l'inefficacité, le factionalisme et la corruption. L'évolution du régime entre 1975 et 1981 a favorisé la toute puissance arbitraire de la bureaucratie.

Belgique

4151. « La Belgique et l'Afrique 1987 ». *Marchés tropicaux et méditerranéens* (2173), 3 juil. 87 : 1769-1807.

Dossier consacré à l'aide publique belge au développement, aux relations économiques et aux échanges commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Afrique et à l'action du secteur privé belge en Afrique.

4152. « La radio et la télévision face au juge ». *Annales de droit de Louvain* 47 (1-2), 1987 : 209 p.

Numéro spécial : les données institutionnelles de la radio-télévision ; la radio et la télévision face au juge des référés, au juge administratif, au juge constitutionnel et au juge européen.

4153. FECHER, Fabienne – « Politique d'austérité et récession économique. Incidence sur la distribution du revenu des Belges de 1980 à 1984 ». *Cahiers économiques de Bruxelles* (114), 2e trim. 87 : 397-420 ; tabl. ; résumé en anglais.

Contrairement aux résultats obtenus aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, ni la crise de la dernière décennie ni la politique d'austérité caractérisée par de nouvelles mesures fiscales et para-fiscales n'ont beaucoup modifié la distribution des revenus en Belgique.

4154. VINCENT, Anne ; LENTZEN, Evelyne – « Les investissements belges aux Etats-Unis ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* (1160), 1987 : 47 p., tabl., carte.

Aperçu des intérêts américains des principaux groupes belges : leur implantation aux Etats-Unis, leurs motifs d'investissement, les secteurs d'activités et la localisation privilégiée.

4155. WILSON, Bruyan R. ; DOBBELAERE, Karel – « Unificationism : a study of the Moonies in Belgium ». *The British Journal of Sociology* 38 (2), juin 87 : 199-215 ; tabl.

Les appréhensions quant à la famine dans le Tiers-Monde, la toxicomanie, les risques de guerre et les dangers qui pèsent sur l'équilibre écologique semblent avoir été à l'origine de la majorité des adhésions à la secte Moon en Belgique.

Brésil

4156. BRAVERMAN, Avishay et al. – « Analise econômica das politicas agricolas no Brasil : os casos do trigo et da soja ». *Revista brasileira de economica* 41 (1), mars 87 : 51-80 ; tabl. ; bibliogr.

Méthode pour l'analyse de l'incidence de la politique de soutien des prix sur l'offre et la demande des produits agricoles ; résultats de son application aux cultures de blé et de soja estimant les coûts et les effets distributifs de cette politique.

4157. FERREIRA, Léo da Rocha ; MOTTA, Ronaldo Seroa da – « Reavaliaçào econômica e novos ajustamentos do Proalcool ». *Revista brasileira de economia* 41 (1), mars 87 : 117-133 ; tabl. ; bibliogr.

La baisse des prix du pétrole et la politique de stabilisation imposent la mise à jour du programme brésilien de production d'alcool-carburant : orientations pour la révision des niveaux de l'offre et de la demande que prévoyait le plan.

4158. FONSECA, Manuel Alcino R. da ; GUILHOTO, Joaquim José M. – « Uma analise dos efeitos econômicos de estrategias setoriais ». *Revista brasileira de economia* 41 (1), mars 87 : 81-98 ; tabl. ; bibliogr.

Analyse, d'après la méthode de Leontieff et Miyazawa, du tableau d'entrées-sorties de 1985 dans le but d'estimer les effets sur la distribution des revenus, sur l'importation et sur l'emploi qu'impliquent les choix sectoriels de la politique économique brésilienne.

4159. HILTON, Stanley E. – « The Brazilian military : changing strategic perceptions and the question of mission ». *Armed Forces and Society* 13 (3), print. 87 : 329-351.

Pendant les années 60, face au danger que représentait pour le pays la guérilla communiste, la mission de l'armée brésilienne consistait en particulier à assurer la sécurité intérieure. Mais, dans les années 70, après la liquidation de cette guérilla et face à une situation internationale menaçante, la stratégie a changé, l'armée ayant désormais pour mission la défense du pays contre le danger extérieur.

4160. KARAVAEV, A.-P. « Braziliâ : poiski vyhoda iz krizisa » (Le Brésil : recherche d'une issue à la crise). *Rabočij klass i sovremennyj mir* (3), juin 87 : 100-115.

Dans l'ensemble, le Brésil a réussi le passage de la dictature militaire au régime de la démocratie bourgeoise. Cependant, la situation économique du pays est caractérisée par une instabilité importante qui compromet sérieusement l'évolution à court terme.

4161. SMITH, William C. – « The travail of Brazilian democracy in the " New Republic " ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 28 (4), hiv. 87 : 39-73 ; bibliogr.

Au moment où le Brésil fête le 2e anniversaire de la « Nouvelle République » instaurée par le Président Sarney, on s'interroge sur l'évolution future. L'examen des deux scénarios possibles, en fonction de la situation actuelle, des résultats du plan Crusado, de la place de l'armée, permet de penser que la conciliation des élites, scénario libéral, l'emportera sur la démocratisation accélérée.

4162. SOUSA, Maria da Conceiçâo Sampaio de – « Proteçâo, crescimento e distribuçâo da renda no Brasil. Uma abordagem de equilibrio general ». *Revista brasileira de economia* 41 (1), mars 87 : 99-116 ; tabl., bibliogr.

L'analyse économétrique des résultats du protectionnisme au Brésil fait apparaître que si cette politique entraîne une certaine croissance du produit national brut, elle le fait au détriment du secteur agricole creusant ainsi l'écart entre les revenus urbains et ruraux.

Chili

4163. « Chili 87 ... et le peuple prit la parole... ». *Echanges* (214), août 87 : 1-26.

Suite d'articles sur l'évolution récente de la vie politique chilienne et la montée de l'opposition ; le rôle de l'Eglise chilienne dans l'éveil de l'opinion publique.

4164. LOVEMAN, Brian – « Military dictatorship and political opposition in Chile. 1973-1986 ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 28 (4), hiv. 87 : 1-38 ; bibliogr.

La situation de l'opposition et l'analyse de son évolution depuis 1973, tant au sein des partis et syndicats que dans l'Eglise ou dans les milieux intellectuels, en fait apparaître toutes les divisions et laisse peu d'illusions sur son aptitude à défier le régime de Pinochet.

4165. RIVERA, Rigoberto – « Desarrollo capitalista y medierías en Chile ». *Estudios ruales latinoamericanos* 10 (1), avr. 87 : 37-54 ; tabl. ; bibliogr.

L'analyse de l'évolution du métayage dans le pays depuis 1955 montre que le développement capitaliste de l'agriculture n'entraîne pas nécessairement la disparition de sa pratique puisque celle-ci dépend en fait de facteurs conjoncturels qui tantôt l'encouragent, tantôt la dépriment.

Chine

Institutions et vie politiques

4166. « Tibet-Traum oder Trauma ? » (Tibet-Rêve ou traumatisme ?) *Pogrom* (131-132), juin 87 : 7-217.

Numéro spécial consacré au Tibet, occupé par les Chinois en septembre 1950 et dont les frontières se sont ouvertes au début des années quatre-vingt ; la situation du peuple tibétain, la richesse de ses traditions qui l'a rendu particulièrement sensible aux effets de la révolution culturelle ; le problème des Droits de l'homme et du Dalaï Lama.

4167. CARON, Yves – « Les minorités nationales en Chine ». *Défense nationale* 43, juil. 87 : 137-152 ; tabl., carte.

A côté de la nationalité la plus importante, celle des Han (960 millions de personnes), 55 autres nationalités se partagent les 7 % de la population restante chinoise, et sont réparties sur près de 60 % du territoire. L'histoire nous montre qu'elles ont été tout à fait négligées au profit des Han. Seul l'Islam renaît actuellement de ses cendres.

4168. HSIUNG, James C. – « Giving marxism a new lease on life in Mainland China ». *Issues and Studies* 23 (6), juin 87 : 67-79.

La campagne de dé-maoïsation en Chine pourrait conduire à une attaque contre l'idéologie elle-même et le marxisme lui-même. Cependant, Teng Hsiao-ping s'efforce d'arrêter une telle évolution et, pour justifier sa politique de réformes, affirme qu'une nouvelle interprétation du marxisme, et son adaptation aux conditions de la Chine, sont possibles.

4169. MOODY, Peter R. Jr. – « Spiritual crisis in contemporary China : some preliminary explorations ». *Issues and Studies* 23 (6), juin 87 : 34-66.

Engendrée par les réformes, la crise spirituelle en Chine est devenue une question politique. L'aile gauche du parti communiste y voit un effet pernicieux des réformes, tandis que l'aile droite, qui soutient les réformes, lutte contre la « pollution spirituelle » et l'esprit mercantile en demandant la fidélité aux idéaux communistes et la stricte observation des règles de la morale.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 4500

4170. UHALLEY, Stephen Jr. – « China and Pacific Basin : questions and apprehensions ». *Contemporary Southeast Asia* 8 (4), mars 87 : 298-307.

Le redressement que la Chine a effectué après la « révolution culturelle » a fait naître une certaine appréhension dans les pays du bassin Pacifique qui craignent une Chine trop puissante, dirigée par les communistes. Toutefois, l'actuelle politique chinoise de « porte ouverte » et les efforts faits en faveur de la modernisation tempèrent ce sentiment d'appréhension d'autant plus que la Chine contribue, à présent, au maintien de la stabilié régionale.

4171. WORTZEL, Larry M. – « US technology transfer policies and the modernisation of China's armed forces ». *Asian Survey* 27 (6), juin 87 : 615-637.

Le transfert de technologie en matière d'armement constitue pour les Etats-Unis un moyen de renforcer leur position et l'influence de leur politique extérieure. Ainsi, en accroissant le potentiel chinois, les Etats-Unis se sont donnés le moyen de contrôler l'équilibre des forces en Asie.

4172. YU SAN WANG – « Peking's Latin American policy : an exercise in pragmatism ». *Issues and Studies* 23 (5), mai 87 : 122-145 ; tabl.

Jusqu'aux années 70, la politique de la R.P. de Chine en Amérique latine a consisté à soutenir les mouvements révolutionnaires ; puis la Chine a établi des rapports de gouvernement à gouvernement avec les « régimes réactionnaires ». Néanmoins, elle n'a pas pu éliminer complètement Taïwan qui entretient toujours des relations diplomatiques avec douze pays latino-américains.

Questions sociales

4173. GEL'BRAS, V.-G. – « Social'nye sdvigi v kitajskom obŝestve » (Les mutations sociales dans la société chinoise). *Rabocij klass i sovremennyj mir* (3), juin 87 : 53-68 ; tabl.

Les changements intervenus depuis la fin des années 70 dans la société chinoise ont un caractère progressiste. Les forces qui les incarnent sont relativement imposantes, leur pouvoir socio-économique dépassant largement leur part dans la population.

4174. WEN-HUI TSAI – « Life after retirement. Elderly welfare in China ». *Asian Survey* 27 (5), mai 87 : 566-576 ; tabl.

Le système de protection des personnes âgées combine un programme dit des « cinq garanties », système de retraite qui fonctionne dans les villes mais dont ne bénéficient qu'une faible minorité de ruraux, avec la tradition, légalisée par le régime, de prise en charge par les enfants, qui se perpétue pour des raisons tant culturelles qu'économiques.

4175. YEH CHIH-YING – « Mainland scholars' reevaluation of traditional Chinese culture ». *Issues and Studies* 23 (6), juin 87 : 115-133.

Plus de la moitié des intellectuels chinois interprètent l'histoire et la culture traditionnelle chinoises en partant du point de vue marxiste. Ils considèrent que les fondements de la culture nationale doivent être transformés, parce que celle-ci est en retard sur la culture avancée de l'Occident et que la politique d'ouverture ne peut qu'y contribuer.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4343, 4455

4176. « Ouverture et dynamique interne du capital en Chine ». *Le courrier des pays de l'Est* (319), juin 87 : 3-55 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Dossier. Evolution récente de la politique de l'investissement en Chine, dans le cadre du programme de modernisation : réglementation des investissements étrangers, politique interne de l'investissement, émergence du nouveau secteur financier. Voir : PHAN, Nhay : n° 4182.

4177. La réforme économique

a. « China's economy : a world turned upside down ». *The Economist* 304 (7509), 1er août 87 : 22 p. ; tabl., graph., carte.
Dossier : le point sur la réforme économique en Chine, par secteur. Les problèmes politiques soulevés par cette réforme.

b. AN-CHIA WU – « The anti-bourgeois liberalization campaign : its background, tasks and impact ». *Issues and Studies* 23 (6), juin 87 : 11-33.
La campagne lancée en Chine contre la « libéralisation bourgeoise » a pour objectif d'éliminer l'influence de l'idéologie capitaliste et d'attirer l'attention sur les dangers du capitalisme. Cependant, la politique d'ouverture sur le monde extérieur, menée par Teng Hsiao-ping, sera poursuivie.

c. HERRMANN-PILLATH, Carsten – « Die Wechselwirkung zwischen Reformtheorie und Reformpolitik in der Volksrepublik China » (L'interaction entre la théorie réformiste et la politique réformatrice en République populaire de Chine). *Zeitschrift für Wirtschaftspolitik* 36 (1), 1987 : 69-99.
La politique de réforme de la Chine post-maoïste est souvent perçue comme manquant de cohésion idéologique et de base théorique solide par les observateurs occidentaux. En fait, elle est accompagnée d'un foisonnement de nouvelles idées qui essaient de trouver des solutions originales et adaptées aux problèmes du développement socio-économique et technologico-industriel du pays. La Chine a reconnu jusque dans sa nouvelle Constitution l'importance de l'étude des sciences sociales, après des décennies de rapports problèmatiques entre celles-ci et la politique. Au centre de l'analyse il y a le problème du rôle du marché et des prix au sein d'un système qui reste fondé sur la planification centralisée.

4178. CROLL, Elisabeth – « New peasant family forms in rural China ». *The Journal of Peasant Studies* 14 (4), juil. 87 : 469-499.

Les réformes économiques entreprises en Chine au cours de ces dernières années pourraient changer les structures agraires du pays de façon plus radicale que ne l'avait fait la révolution maoïste. Celle-ci avait essentiellement touché aux relations entre les acteurs sociaux, mais bien des structures sont restées intactes grâce aux contradictions entre la rhétorique politique et la politique économique concrète. Aujourd'hui, en revanche, la pénétration de nouveaux mécanismes tend à bouleverser les structures sociales et familiales de la campagne chinoise par les nouvelles possibilités qu'ils ouvrent aux paysans d'accroître leurs revenus.

4179. EPSTEIN, Edward J. ; YE LIN – « Individual enterprise in contemporary urban China : a legal analysis of status and regulation ». *The International Lawyer* 21 (2), print. 87 : 397-436 ; graph.

Après le monde rural, le gouvernement chinois a lancé en 1984 une série de réformes économiques en milieu urbain. Le contexte économique et juridique est désormais favorable à l'extension des entreprises individuelles en Chine. Ce développement trouve son terrain de prédilection dans le secteur tertiaire. Mais jamais l'entreprise individuelle n'a été autant entourée de dispositions législatives qu'aujourd'hui.

4180. ZHENG, Henry R. – « Foreign banking in the People's Republic of China : laws and practice ». *The International Lawyer* 21 (2), print. 87 : 437-485 ; tabl.

A la fin de l'année 1985, 100 institutions financières étrangères avaient ouvert 159 bureaux en Chine, et plus de 11 banques internationales étaient présentes sur le territoire chinois. A partir de 1979, les structures juridiques du système bancaire chinois ont été révisées. Des accords financiers ont été signés avec des pays étrangers (Etats-Unis). Les banques chinoises ont les moyens juridiques de faire preuve d'une certaine agressivité à l'extérieur.

Relations économiques extérieures

4181. Les zones économiques spéciales

a. HUANG FANGYI – « China's introduction of foreign technology and external trade. Analysis and options ». *Asian Survey* 27 (5), mai 87 : 577-594.
L'introduction des technologies étrangères en Chine peut être divisée en trois phases : 1949-60, 1960-1979, depuis 1979. Au cours de cette dernière période les échanges avec l'étranger se sont intensifiés et diversifiés avec notamment la création de zones économiques spéciales. Historique, bilan, suggestions pour l'avenir.

b. KLINGST, Martin – « Chinese economic reform since 1978 with particular emphasis on the special economic zones ». *Economics* 35, 1987 : 100-118 ; bibliogr.
Dans une atmosphère de « retour au capitalisme », la Chine a créé quatre zones économiques spéciales en 1980. En 1984, 14 zones supplémentaires ont été ouvertes. Seules certaines activités économiques sont permises dans ces zones. L'assou-

plissement du fonctionnement de l'économie chinoise est la conséquence naturelle des leçons tirées de l'économie socialiste planifiée.

c. WANG, Jici ; BRADBURY, John H. – « The changing industrial geography of the Chinese Special Economic Zones » *Economic Geography* 62 (4), oct. 86 : 307-320 ; tabl., carte ; bibliogr.
La localisation des zones économiques spéciales a été dictée par deux impératifs : la facilité de l'accès pour les investisseurs étrangers et les possibilités de développement économique local. Dans la zone de Shenzhen, le gouvernement a multiplié les efforts pour attirer les capitaux étrangers (création de joint ventures) tout en maîtrisant la voie suivie par le développement économique local.

d. WONG, Edy L. – « Recent developments in China's special economic zones : problems and prognosis ». *The Developing Economies* 25 (1), mars 87 : 73-86 ; bibliogr.
Depuis 1979/1980, le sud-est de la Chine compte quatre « zones économiques spéciales ». Ces zones étaient initialement destinées à attirer les investissements étrangers et à promouvoir les exportations. Les mauvais résultats du commerce extérieur chinois en 1985 ont suscité une vive controverse autour de leur utilité.

4182. PHAN, Nhay – « Evolution récente du droit chinois des investissements étrangers ». *Le courrier des pays de l'Est* (319), juin 87 : 4-24 ; bibliogr.

Depuis octobre 1986, la Chine a mis sur pied un nouveau système de règles juridiques destiné à simplifier et accroître les possibilités des investisseurs étrangers dans le pays. On voit ainsi se développer côte à côte dans ce domaine deux règimes juridiques. Des mesures incitatives identiques sont proposées aux différents types d'entreprises. De nombreux problèmes structurels restent cependant sans solution.

Chine (Taïwan)

4183. CLARK, Cal – « Economic development in Taïwan : a model of a political economy ». *Journal of Asian and African Studies* 22 (2), avr. 87 : 1-16 ; tabl., graph.

Au cours des trois dernières décennies, Taïwan a enregistré une rapide croissance économique tout en réduisant les inégalités socio-économiques. Pour y arriver, ce pays a pratiqué une politique de grandes transformations structurelles dans le domaine de l'agriculture, dans celui de l'industrie et dans celui de l'utilisation de la main-d'œuvre.

4184. NOBLE, Gregory W. – « Contending forces in Taiwan's economic policy making. The case of Hua Tung heavy trucks ». *Asian Survey* 27 (6), juin 87 : 683-704.

En 1982, General Motors revendait sa part d'investissement (45 %) à la Hua Tung Automotive Corporation, mettant fin à une joint venture établi pour la construction de camions et gros engins. Cette opération, contrat puis revente n'a pas d'explication économique, mais révèle le poids des influences politiques et surtout militaires.

4185. YEH, W.-A. – « Implementation of the principle of people's livelihood-results and outlook ». *Industry of Free China* 67 (5), 25 mai 87 : 5-30.

Au cours des trente dernières années, Taïwan, à l'économie rurale arrièrée, s'est transformée en une puissance industrielle qui, à présent, désire devenir une nation moderne. Pour y arriver, les autorités taïwanaises ont décidé de mettre à contribution les trois principales ressources du pays : la main-d'œuvre, le capital et la technologie, tout en favorisant l'éducation nationale.

Colombie

4186. « Debate sobre la pobreza absoluta ». *Revista javeriana* 55 (534), mai 87 : 267-333.

Numéro spécial sur le plan colombien de lutte contre la pauvreté, sur le débat que suscitent son contenu et sa viabilité.

4187. Le nouveau statut des communes : aspects économiques et politiques

a. « La reforma municipal ¿ Util o caótica ? » *Revista javeriana* 55 (536), juil. 87 : 451-504.
Numéro spécial sur le nouveau statut des communes colombiennes concernant en particulier les aspects économiques et financiers de la réforme.

b. « Elección de alcaldes : Genialidad o barbaridad ? » *Revista javeriana* 107 (537), août 87 : 521-594.
Numéro spécial sur les élections municipales en Colombie où la première élection populaire des maires aura lieu en 1988.

4188. BOURGUIGNON, François – « L'emploi et le marché du travail en Colombie ». *Notes et études documentaires* (10), 1987 *Problèmes d'Amérique latine* (84), 2e trim. 87 : 69-99 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le taux de chômage s'est élevé entre 1950 et 1970 pour décroître et enfin se stabiliser dans les années 80. L'accroissement démographique et de la productivité dans l'agriculture a permis de libérer des emplois pour le secteur secondaire et tertiaire. La structure de l'offre de travail s'est modifiée : meilleur niveau d'enseignement de la main-d'œuvre, augmentation de la main-d'œuvre féminine et de la main-d'œuvre urbaine.

4189. BURGESS, Rod – « The political integration of urban demands in Colombia ». *Boletin de estudios latino-americanos y del Caribe* (41), déc. 86 : 29-52 ; graph. ; bibliogr.

Sans méconnaître l'importance des luttes urbaines se déroulant à d'autres niveaux, l'analyste des mouvements sociaux urbains en Amérique latine doit étudier les mécanismes d'intégration politique des masses urbaines par les autorités nationales et municipales. L'exemple choisi de la ville colombienne de Pereira, de dimensions moyennes, illustre les mécanismes de cooptation et de clientélisme qui sont mis en œuvre par les deux partis traditionnels du pays afin de s'assurer des appuis au sein des masses populaires urbaines.

4190. GILHODES, Pierre – « Les élections colombiennes de 1986 : contexte, résultats, perspectives ». *Notes et études documentaires* (10), 1987 *Problèmes d'Amérique latine* (84), 2e trim. 87 : 29-44 ; tabl.

Les élections législatives du 9 mars 1986 ont fait ressortir une majorité pour le Parti libéral face au Parti conservateur, au Nouveau libéralisme et à l'Union patriotique, issue des FARC communistes, le seul groupe de guérilla à respecter la trève depuis 1984. Virgilio Barco a été élu président le 25 mai 1986 en mordant sur l'électorat non libéral. Conscient de la nécessité de moderniser le pays, le président a commencé à mettre en œuvre un certain nombre de réformes notamment dans la lutte contre la drogue et la pauvreté.

4191. GROS, Christian – « Colombie : réforme agraire et processus de paix ». *Notes et études documentaires* (10), 1987 *Problèmes d'Amérique latine* (84), 2e trim. 87 : 100-120 ; tabl.

La première réforme agraire de 1961 et les tentatives réformistes du président Lleras Restrepo entre 1966 et 1970 se sont soldées plus ou moins par des échecs. La relance de la réforme par le président Betancur soutenue par les organisations patronales, a causé des divisions au sein des partis libéral et conservateur. La victoire en 1986 du candidat libéral, Virgilio Barco, partisan également de la réforme, relance le débat.

4192. LORA, Eduardo ; OCAMPO, José Antonio – « La Colombie face à la crise extérieure ». *Notes et études documentaires* (10), 1987 *Problèmes d'Amérique latine* (84), 2e trim. 87 : 45-68 ; tabl., graph.

Entre les premier et second chocs pétroliers, la Colombie a connu une prospérité relative due au prix élevé du café et à une politique économique prudente. Par la suite, la Colombie a connu une crise extérieure relativement modérée et un processus d'ajustement peu traumatisant par rapport aux modèles latino-américains. Cette crise a connu les 3 phases caractéristiques : désajustement extérieur croissant ; gestion intérieure du déséquilibre avec quelques éléments hétérodoxes puis gestion orthodoxe avec un contrôle extérieur croissant. Les politiques menées ont permis une reprise de l'activité économique en 1986.

4193. PECAUT, Daniel – « Crise, guerre et paix en Colombie ». *Notes et études documentaires* (10), 1987 *Problèmes d'Amérique latine* (84), 2e trim. 87 : 3-28.

Depuis le début des années 80 se développe en Colombie une crise dans plusieurs domaines : conflits sociaux, guérillas, délinquance, puissance croissante des secteurs de la drogue. Les efforts de paix (loi d'amnistie en 1982 et accords de paix en 1984) ont été remis en question. Le contexte de violence sociale réduit la marge de manœuvre du gouvernement, qui a ses responsabilités dans la crise autant que les secteurs politiques civils et les militaires partisans d'une solution de force.

Corée (Nord)

Voir aussi : n° 2385, 3761

4194. CHAIGNEAU, Pascal ; SOLA, Richard – « La France face à la subversion nord-coréenne en Afrique ». *Défense nationale* 43, janv. 87 : 111-134 ; carte.

L'Afrique détient une part de plus en plus importante dans la diplomatie nord-coréenne : les anciennes colonies britanniques d'abord, puis les anciens territoires français sont soumis à l'influence de ce pays. Par sa capacité de séduction, l'idéologie nord-coréenne (« le joutché ») risque de déstabiliser les pays sub-sahariens. L'action de la Corée du Nord en Afrique sert-elle à propager l'image de Kim Il-Sung, serait-ce un titisme asiatique offrant une alternative entre l'Est et l'Ouest, ou bien un appui de la politique africaine de l'URSS ?

4195. KIM GAHB-CHOL – « The style and policies of the post-Kim Il-Sung regime in North Korea ». *Vantage Point* 10 (1, 2 et 3), janv., fév. et mars 87 : 1-11, 1-12 et 1-10 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Après la mort de Kim Il-Sung, son fils Kim Jong-Il, héritier désigné, continuera-t-il en Corée du Nord la politique de son père et si oui, sera-t-il en mesure de le faire ? La réponse dépendra d'un grand nombre de facteurs et en particulier de la personnalité de Kim Jong-Il qui appartient à la troisième génération des révolutionnaires nord-coréens et qui devra compter avec une éventuelle opposition des cadres politiques dont il héritera à la mort de son père.

4196. SUNG-JOO HAN – « Peaceful reunification policy : an appraisal ». *Korea and World Affairs* 11 (1), print. 87 : 80-93.

Une réunification pacifique des deux Corées ne pourra être réalisée que pas à pas, en commençant par une coopération mutuelle là où elle est faisable. Cette coopération pourrait s'étendre ensuite à une participation commune à certains organismes des Nations Unies avant que les questions institutionnelles et structurelles soient abordées. Voir à la suite, pp. 94-115 : WEEDE, Erich : « Reunification in comparative perspective ».

Corée (Sud)

4197. « Korea in world politics ». *Korea and World Affairs* 11 (1), print. 87 : 4-79.

Suite d'articles consacrés au rôle de la Corée du Sud dans la politique mondiale.

4198. AHN BYUNG-YOUNG – « Industrialization and political parties in Korea ». *Korean Social Science Journal* 13, 1987 : 22-44 ; tabl. ; bibliogr.

La Corée du Sud a connu un processus accéléré d'industrialisation et d'urbanisation au cours de ces dernières décennies, qui a exercé une profonde influence sur le système des partis. Mais celui-ci n'a pas encore intégré suffisamment l'évolution socio-économique pour qu'un parti favorable aux changements sociaux s'insère dans le jeu politique, qui reste dominé par une formation liée au pouvoir et réticente à l'ouverture nécessaire.

4199. HAKCHUNG CHOO – « Korean economic development in a changing world ». *Korea and World Affairs* 11 (1), print. 87 : 116-136.

A partir des années 60, l'économie sub-coréenne se développe rapidement parce que les technologies importées des pays modernes ont commencé à donner les résultats attendus. La Corée du Sud a pu ainsi résoudre le problème de la pauvreté par la croissance économique, celui de l'inflation par une politique de stabilisation et celui du déficit de la balance des paiements par l'accroissement des exportations. Voir à la suite, pp. 138-148 : UNGSUH KENNETH PARK : « A bird's eye view of Korean economic development ».

4200. HONG N. KIM – « Japanese-Korean relations in the 1980s ». *Asian Survey* 27 (5), mai 87 : 497-514.

Conscient de la menace que représenteraient pour sa sécurité de nouvelles tensions entre les deux Corées, le Japon se montre attentif à la situation dans la région et s'emploie, en étroite collaboration avec les Etats-Unis et la Corée du Sud, à maintenir le statu quo.

4201. KIM SHINIL – « Korean education past and present ». *Korea Journal* 27 (4), avr. 87 : 4-20.

Victime de l'occupation japonaise dans le passé, le système traditionnel coréen d'éducation a été brisé par la partition du pays et l'existence de deux systèmes socio-économiques opposés. En Corée du Sud, les succès économiques sont souvent attribués à son système d'éducation, qui est néanmoins critiqué parce qu'il n'apporte aucune réponse à la réalité nationale et que l'influence des systèmes étrangers y est trop grande.

4202. LEE MUN-WOONG – « Adoptive strategies of in-migrants in a new industrial city of South Korea ». *Korean Social Science Journal* 13, 1987 : 124-137 ; bibliogr.

Le processus d'industrialisation et d'urbanisation a été extrêmement accéléré en Corée du Sud au cours de ces dernières décennies, ce qui a entraîné des changements socio-culturels très importants. L'analyse des modèles de comportements des immigrants ruraux récents dans la nouvelle ville industrielle d'Ulsan illustre les problèmes que pose la transition rapide d'un mode de vie rurale au sein du clan familial à un mode de vie urbain où les individus sont relativement déracinés au sein de la grande ville.

4203. SHIM-HAN YOUNG-HEE – « Social control and industrialization in Korea - on the corporatist control of labour ». *Korean Social Science Journal* 13, 1987 : 95-123 ; tabl. ; bibliogr.

Le modèle sud-coréen de croissance industrielle orientée vers l'exportation suppose un système corporatiste de contrôle de la main-d'œuvre industrielle, qui peut être considéré comme une condition même de ce processus. La priorité est donnée à la croissance économique au détriment de la redistribution du revenu national, avec des tendances à la concentration renforcée du revenu au sein d'une petite minorité privilégiée.

4204. SUNDARARAJAN, V. – « The debt-equity ratio of firms and the effectiveness of interest rate policy : analysis with a dynamic model of saving investment and growth in Korea ». *Staff Papers* 34 (2), juin 87 : 260-310 ; tabl., graph.

Analyse empirique à partir du cas sud-coréen entre 1963 et 1981, des relations entre les taux d'intérêt et le coût du capital, l'épargne, les investissements et la croissance, et plus particulièrement l'effet de ces taux sur la structure financière des entreprises. Il semble que, du fait de l'endettement de ces dernières, la politique suivie en matière de taux a eu un impact très faible ces dernières années.

Cuba

4205. FALK, Pamela S. – « Cuba in Africa ». *Foreign Affairs* 65 (5), été 87 : 1077-1096 ; carte.

Les enjeux de sa position en Afrique sont pour Cuba considérables : ils ne sont pas seulement géopolitiques et stratégiques mais aussi économiques, et

les bénéfices qu'il en a retirés sont également considérables. Mais le poids de l'aide économique et militaire accordée à ses alliés africains et le coût humain de l'intervention sont maintenant trop lourds pour l'économie cubaine en difficulté. Cependant Cuba répugnera à se retirer. Les Etats-Unis pourraient donc jouer un rôle bénéfique pour parvenir à un règlement.

4206. GEY, Peter – « Entre la reforma y la contraofensiva revolucionaria ». *Nueva sociedad* (90), août 87 : 35-44 ; bibliogr.

Trente ans après la révolution, la politique économique cubaine oscille toujours entre deux partis, celui du pragmatisme soviétique et celui de l'initiative révolutionnaire. Dans quel sens va-t-elle affronter les problèmes de la crise actuelle ?

4207. SUSMAN, Paul – « Spatial equality in Cuba ». *International Journal of Urban and Regional Research* 11 (2), juin 87 : 218-242 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français, en allemand et en espagnol.

Depuis son installation à Cuba en 1959, le régime socialiste a fixé trois objectifs à sa politique régionale et urbaine : réduire la primauté de la capitale, la Havane, atténuer les différences entre les milieux urbain et rural et développer chaque région de manière uniforme. Cette politique semble réussir puisque les « inégalités spatiales » ne s'accroissent plus depuis plusieurs années.

Espagne

Voir aussi : n° 4268, 4290, 4509

4208. L'Andalousie

a. HOOGUELD, A. – « Regionalisme in Andalusië : Europa's diepe zuiden in beweging » (Régionalisme en Andalousie : le sud européen en mouvement). *Internationale spectator* 41 (3), mars 87 : 151-160 ; bibliogr.
L'Andalousie est devenue une unité régionale autonome dans l'Espagne d'après Franco. Une importante réforme agraire a été entreprise afin de rattraper le retard à l'égard des autres régions agricoles de la CEE.

b. PORRAS NADALES, Antonio J. – « Desarrollo autonómico y crisis del Estado social. El caso de Andalucía ». *Revista española de investigaciones sociológicas* (37), mars 87 : 219-231.
Analyse du système politique andalou, notamment à partir des analyses de C. Offe.

4209. Les élections régionales basques de 1986

a. BENEGAS, José Maria – « Euskadi : un compromiso para el futuro ». *Sistema* (78), mai 87 : 3-16.
Les grandes lignes du programme socialiste pour les élections régionales basques de l'automne 1986 : pour un Euskadi pacifié, pluraliste, stable et apte à sortir de la grave crise économique actuelle.

b. LLERA RAMO, Francisco José – « Las elecciones autonómicas de 1986 en Euskadi : de la crisis al gobierno de coalición ». *Revista de estudios políticos* (56), juin 87 : 227-260 ; tabl., graph.
L'élection au parlement régional apparaît marquée par le renforcement du vote nationaliste et par le déclin du nationalisme traditionnel ; ses résultats laissent d'autre part prévoir une rationalisation du système politique basque.

4210. « L'Espagne entre l'isolement et les alliances ». *Relations internationales* (50), été 87 : 143-227.

Numéro spécial consacré aux relations extérieures depuis le 19e siècle de l'Espagne, pays qui a toujours oscillé entre le repli sur lui-même (« tibetanisation » ?) et l'expansion culturelle ou les mouvements d'émigration. Voir notamment : TEMIME, E. : n° 4290 ; BRUNDU, P. : n° 4268.

4211. BIGLINO CAMPOS, Paloma – « La iniciativa popular en el ordenamiento juridico estatal ». *Revista española de derecho constitucional* 7 (19), avr. 87 : 75-130.

Analyse de la nature et des modalités de l'initiative populaire en droit comparé précisant en particulier les restrictions qui, dans le droit espagnol, entravent son exercice.

4212. KOURLIANDSKY, Jean-Jacques – « Espagne, Europe, Amérique latine. 1992, année de tous les défis ». *Cosmopolitiques* (3), mai 87 : 31-45.

L'Espagne réalisera son pari extérieur si elle arrive à rétablir quantitativement le volume de ses échanges avec l'Amérique latine, sans toucher à l'acquis communautaire.

4213. SANROMA I MELENDEZ, Esteve – « El análisis económico del paro en España ». *Información comercial española* (647), juil. 87 : 57-70 ; tabl.

Mise au point sur les fondements théoriques de l'analyse du chômage en Espagne : la position néoclassique, ses critiques et l'interprétation post-keynésienne.

4214. SERRANO MARTINEZ, José M. – « Los saldos migratorios interiores en España entre 1973 y 1982 ». *Información comercial española* (647), juil. 87 : 71-91 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'évolution, aux niveaux régional et provincial, des soldes migratoires met en évidence le ralentissement et le renversement du mouvement ; ce changement est le résultat de la crise économique mais il peut toutefois annoncer une distribution plus équilibrée de la population.

4215. VIÑAS, Angel – « La historia de la contemporaneidad española y el acceso a los archivos del franquismo ». *Sistema* (78), mai 87 : 17-36.

Orientations pour l'analyse historique du franquisme concernant la méthodologie et les sources de la recherche.

Economie et finances

4216. L'agriculture et l'entrée de l'Espagne dans la CEE

a. « Política agrícola común ». *Revista de estudios agrosociales* 35 (140), juin 87 : 336 p. ; résumés en français.
Numéro spécial sur la politique agricole commune au niveau européen et sur son application en Espagne.

b. BALLESTERO, Enrique – « El acta de adhesión en materia de agricultura : comentarios desde una perspectiva económica ». *Revista de instituciones europeas* 14 (1), avr. 87 : 9-28 ; bibliogr. ; résumés en français et en anglais.
Evaluation globale et sectorielle, dans l'ensemble positive, des effets de l'intégration européenne sur l'agriculture espagnole selon le type de ses activités : cultures méditerranéennes, cultures continentales et élevage.

c. FONSECA-MORILLO, Francisco J. – « Las disposiciones financieras del acta de adhesión de España a las Comunidades europeas : perspectivas ». *Revista de instituciones europeas* 14 (1), avr. 87 : 29-56 ; résumés en français et en anglais.
L'examen des articles du traité de 1985 sur la participation financière de l'Espagne aux Communautés fait ressortir le caractère équilibré du régime prévu à cet effet.

4217. CONDOMINAS CIURANA, Marta – « Influencia de los precios de importación y la oferta monetaria en el proceso estanflacionario en España y los países más industrializados ». *Información comercial española* (647), juil. 87 : 25-40 ; tabl., graph.

Analyse économétrique des variables explicatives de la stagflation, de l'offre monétaire en particulier.

Etats-Unis

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4514

4218. EPSTEIN, Edward Jay – « Secrets from the CIA archive in Teheran ». *Orbis* 31 (1), print. 87 : 33-41.

Les archives de la CIA, saisies en 1979 par les étudiants iraniens à l'ambassade américaine de Téhéran et publiées en 1982, sont révélatrices des conflits qui ont déchiré la CIA dans les années 70 et permettent de comprendre certains échecs des services secrets américains, notamment dans leur évaluation des agents du bloc soviétique passés à l'Ouest.

4219. GREEN, Nancy L. – « Juifs et Noirs aux Etats-Unis. La rupture d'une " alliance naturelle " ». *Annales. Economies. Sociétés. Civilisations* 42 (2), avr. 87 : 445-464 ; résumé en anglais.

Malgré d'importantes disparités, l'expérience des communautés noire et juive aux Etats-Unis présente de nombreux points de convergence. Harlem fut un quartier juif avant d'être un quartier noir. L'industrie de la confection new-yorkaise constitue un milieu d'études privilégié de cette inter-ethnicité, notamment dans le rôle symbolique joué par son syndicat, dont les dirigeants sont juifs, alors que 20 % des ouvriers sont noirs. La rupture des années 1959-1962 marque une radicalisation du mouvement d'émancipation des Noirs face à leur traditionnel soutien dans les syndicats blancs progressistes, la naissance de discriminations inter-ethniques et une différenciation des stratégies d'intégration des deux groupes.

4220. JILLSON, Calvin C. ; WILSON, Rick K. – « A social choice models of politics : insights into the demise of the US continental Congress ». *Legislative Studies Quarterly* 12 (1), fév. 87 : 5-32 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les divergences de position entre les Etats (du Nord et du Sud notamment) empêchent souvent une majorité de se dégager sur un problème donné au sein du Parlement américain. Dès lors, pour les grands débats, des coalitions stratégiques et éphémères voient le jour au Congrès. Ces alliances temporaires entre Etats puisent leurs racines dans l'histoire parlementaire américaine.

4221. LINDGREN, James ; MARSHALL, William P. – « The Supreme Court's extraordinary power to grant certiorari before judgment in the Court of appeals ». *The Supreme Court Review* 1986 : 259-316.

La Cour suprême des Etats-Unis a le pouvoir d'analyser un cas juridique avant que celui-ci ne soit souvent soumis aux cours d'appel. Cependant, cette procédure n'a pas toujours été utilisée et ses modalités de mise en œuvre sont incomplètes. Une révision de l'ordonnance régissant cette procédure est donc souhaitable.

4222. MAGLEBY, David M. – « Participation in mail ballot elections ». *The Western Political Quarterly* 40 (1), mars 87 : 79-91 ; tabl.

Depuis 1980, le taux de participation électorale aux votes par correspondance, possible dans certains Etats américains et pour certaines élections, est de 19 % plus élevé que celui des votes aux urnes.

4223. MILLER, Geoffrey P. – « Independent agencies ». *The Supreme Court Review* 1986 : 41-97.

Malgré le principe général de séparation du pouvoir inscrit dans la Constitution des Etats-Unis, les organismes officiels indépendants se sont multipliés à l'encontre de la Constitution. Ceux-ci devraient cependant rester sous contrôle direct du Président, même dans les domaines où ils ont acquis des pouvoirs étendus.

4224. MONNIER, Alain – « Franco-américains et francophones aux Etats-Unis ». *Population* 42 (3), juin 87 : 527-542 ; tabl., cartes ; résumés en anglais et en espagnol.

Le recensement de 1980 aux Etats-Unis révèle l'existence de 13 millions d'Américains d'origine française, dont 1,5 million parlent français chez eux. La répartition des francophones selon les Etats ressemble à celle des franco-américains. La comparaison avec les italophones et les germanophones confirme l'originalité de la répartition des francophones et témoigne d'un développement autonome de la langue française.

4225. NECHEMIAS, Carol – « Changes in the election of women to US state legislative seats ». *Legislative Studies Quarterly* 12 (1), fév. 87 : 125-142 ; tabl. ; bibliogr.

Les facteurs expliquant la présence de femmes à la Chambre des Représentants ont considérablement évolué en une vingtaine d'années. Les élections législatives de 1964, 1972 et 1984, révèlent que la domination du Parti démocrate n'est plus un facteur explicatif satisfaisant ; le niveau de formation et d'éducation constitue, en revanche, un critère fiable pour expliquer la présence des femmes à la Chambre.

4226. PADILLA, Christopher A. – « The Democrats and the dilemma : morality, interests, and foreign policy, 1988 ». *SAIS Review* 7 (2), aut. 87 : 77-91.

Malgré les efforts déployés récemment, la politique étrangère préconisée par le Parti démocrate américain demeure confuse. Les Démocrates ont néanmoins compris qu'ils ne pouvaient lutter contre les Républicains par la seule proposition d'introduire le moralisme dans la politique étrangère des Etats-Unis.

4227. WECHT, David N. – « Breaking the code of deference : judicial review of private prisons ». *The Yale Law Journal* 96 (4), mars 87 : 815-837.

Afin d'améliorer les conditions de détention dans les prisons aux Etats-Unis, de nombreux Etats ont entrepris une opération de privatisation du système pénitentiaire. Cependant, ce mouvement n'a pas été accompagné par la définition de règles contractuelles et se heurte aux réticences du système judiciaire.

4228. WOLFSON, Paul R.Q. – « Is a presidential item veto constitutional ? » *The Yale Law Journal* 96 (4), mars 87 : 838-859.

Le Congrès des Etats-Unis va fréquemment à l'encontre des programmes budgétaires présentés par le gouvernement. C'est pourquoi le président Reagan se prononce en faveur de l'établissement d'une procédure de veto présidentiel portant sur quelques dispositions d'un amendement. La création d'une telle procédure ne semble cependant pas souhaitable et serait anti-constitutionnelle.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 4171, 4386, 4448, 4500, 4524, 4535

4229. « National security and the US space program after the Challenger tragedy ». *International Security* 11 (4), print. 87 : 141-186 ; graph.

Suite d'articles consacrés à la politique spatiale des Etats-Unis après l'explosion de la navette Challenger.

4230. « Provide for the common defence : considerations on national security policy ». *Presidential Studies Quarterly* 17 (1), hiv. 87 : 19-131 ; bibliogr.

Numéro spécial consacré aux procédures décisionnelles des politiques étrangère et militaire des Etats-Unis. La politique étrangère continue de manquer de cohérence. Certaines instances telles que le Conseil national de sécurité pourraient jouer un rôle plus important, comme c'était le cas sous la présidence Eisenhower.

4231. « The United States and South Africa ». *Orbis* 31 (1), print. 87 : 3-31.

Suite d'articles : la politique à suivre vis-à-vis de l'Afrique du Sud a récemment opposé le Congrès et la Maison Blanche sur la question des sanctions économiques et l'Administration Reagan n'a pu faire triompher son point de vue. La rhétorique qui entoure cette confrontation a masqué le problème essentiel : est-il de l'intérêt des Etats-Unis d'affaiblir l'économie sud-africaine ?

4232. BAILEY, Christopher J. – « President Reagan, the US Senate and American foreign policy, 1981-1986 ». *Journal of American Studies* 21 (2), août 87 : 167-181.

De 1981 à 1986, le Sénat à majorité républicaine a laissé au président Reagan une très grande latitude dans l'élaboration et la conduite de la politique extérieure. Les élections de 1986, qui ont vu les Républicains perdre la majorité au Sénat et le scandale de l'Irangate ont mis fin à cette situation

inhabituelle dans l'histoire des Etats-Unis, d'autant plus que l'affaire des ventes d'armes à l'Iran peut être considérée comme une conséquence des relations particulières entre le Sénat et la présidence.

4233. BENJAMIN, Jules R. – « The framework of US relations with Latin America in the twentieth century : an interpretative essay ». *Diplomatic History* 11 (2), print. 87 : 91-112.

Convaincus que leur civilisation est la meilleure que l'humanité ait produite et qu'il leur incombe de faire accéder les autres pays à ce niveau, les Etats-Unis ont toujours eu des velléités expansionnistes, notamment vis-à-vis des pays d'Amérique latine. On ne peut comprendre l'histoire des relations entre ces deux parties du continent américain au cours de ce siècle sans tenir compte de cette dimension messianique profondément ancrée dans la mentalité nord-américaine.

4234. HALEY, P. Edward – « " You could have said yes " : lessons from Reykjavik ». *Orbis* 31 (1), print. 87 : 75-97.

Le sommet de Reykjavik est un épisode troublant des relations soviéto-américaines de par l'ampleur des accords qui ont failli y être conclus. La rencontre a notamment soulevé le problème de la fiabilité de l'URSS comme partenaire dans des négociations et ceux de la compétence individuelle et de l'efficacité institutionnelle des négociateurs américains.

4235. RUPERT, James – « Tunisia : testing America's Third World diplomacy ». *World Policy Journal* 4 (1), hiv. 87 : 137-157.

En plus de la stagnation économique, la Tunisie est victime d'une sclérose politique. Le pays représente néanmoins des intérêts vitaux pour les Etats-Unis. La diplomatie américaine pâtit de l'absence d'un centre modéré en Tunisie, qui faciliterait ses démarches. C'est plutôt par le biais de l'aide économique que les Américains parviendront à nouer des liens sérieux avec les Tunisiens.

4236. TENZER, Nicolas et al. – « Etats-Unis et CEE : alliance ou compétition ? » *Défense nationale* 43, juil. 87 : 93-105.

La crise américaine et les difficultés de l'Europe politique expliquent la succession de contentieux entre les Etats-Unis et la CEE, que ce soit sur le plan politique ou économique. L'amélioration des relations passe avant tout par le renforcement de l'Europe politique et de l'unité commerciale entre les pays européens.

4237. TOW, William T. – « American interests in the South West Pacific during a " Post Anzus " era ». *SAIS Review* 7 (2), aut. 87 : 143-158.

Jusqu'à la rupture de 1984, l'ANZUS a fait figure d'alliance des plus stables dans le camp occidental. Tout au long de son existence, les avantages de l'ANZUS n'ont cessé d'être unanimement relevés. En critiquant la politique nucléaire néo-zélandaise, les Etats-Unis sont contraints de reconsidérer l'équilibre des forces dans le Pacifique.

4238. VERMEYEN, Dirk – « Beyond cowboys and eurowimps : European-American imagery in historical context ». *Orbis* 31 (1), print. 87 : 55-73.

Il a souvent été affirmé dans les années 80 que l'atlantisme connaissait un déclin inéluctable et que les relations Amérique-Europe traversaient la plus profonde de leurs crises. Ce pessimisme méconnaît les liens affectifs historiques qui unissent les Etats-Unis et l'Europe, même si l'anti-américanisme en Europe et l'anti-européanisme aux Etats-Unis en ont été un motif constant.

Vie culturelle et scientifique

4239. Le terrorisme dans les médias

a. DELLI, Carpini Michael C. ; WILLIAMS, Bruce A. – « Television and terrorism : patterns of presentation and occurence, 1969 to 1980 ». *The Western Political Quarterly* 40 (1), mars 87 : 45-64 ; tabl. ; bibliogr.
La manière dont les médias américains ont présenté le terrorisme international entre 1969 et 1980 révèle à quel point ils sont sélectifs dans le choix des événements ainsi que leur grande influence sur l'opinion publique américaine.

b. ERMLICH, Ferdinand A. – « Terrorism and the media : strategy, coverage and responses ». *Political Communication and Persuasion* 4 (2), 1987 : 135-139.

Les médias et le terrorisme entretiennent des relations ambiguës. Certains médias américains ont parfois servi des intérêts terroristes de manière indirecte et involontaire. Les médias peuvent, en revanche, contribuer à la lutte contre le terrorisme ; le rédacteur adjoint de CBS News souhaiterait que des mesures précises fussent prises dans ce sens.

4240. DERIAN, Jean-Claude – « La haute technologie américaine : ressorts et stratégie ». *Futuribles* (112), août 87 : 47-81.

Si la suprématie mondiale des Etats-Unis dans les secteurs de haute technologie peut donner des signes de déclin, il faut toutefois compter sur les stratégies d'adaptation mises en œuvre pour résister à la pression de la concurrence. L'analyse de ces différents types de stratégie montre que la haute technologie américaine a encore du ressort.

4241. HOUT, Michael ; GREELEY, Andrew M. – « The center doesn't hold : church attendance in the United States, 1940-1984 ». *American Sociological Review* 52 (3), juin 87 : 325-345 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le taux de fréquentation des lieux de culte a énormément baissé aux Etats-Unis depuis 1940 surtout chez les catholiques, notamment entre 1968 et 1975 à cause des positions traditionnelles de l'Eglise à l'égard de la sexualité.

4242. LUKE, Tim – « Televisual democracy and the politics of charisma ». *Telos* (70), hiv. 87 : 59-79.

Comme le montrent le déclin des conventions nationales et l'intérêt accru pour les primaires des Etats, la production et la consommation d'images charismatiques des candidats à la télévision se substituent peu à peu à la procédure de nomination des candidats interne aux partis. La campagne électorale de 1984 illustre parfaitement la prédominance du charisme dans le processus électoral par le biais de la télévision.

4243. PAPPAS, John – « La séparation de l'Eglise et de l'Etat aux Etats-Unis ». *Cosmopolitiques* (3), mai 87 ; 71-81.

La solution américaine de la question du rôle de la religion dans la politique à travers la séparation de l'Eglise et de l'Etat n'est pas la plus mauvaise. 95 % des Américains croient en Dieu et la démocratie est en bonne santé aux Etats-Unis.

4244. PLANQUE, Bernard – « Genèse, développement et problèmes d'un technopole. Le cas de la " Silicon Valley " ». *Mondes en développement* 14 (56), 1986 : 165-195 ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

En une trentaine d'années, la Silicon Valley a connu un intense développement économique et technologique d'acteurs interdépendants. Cette technopole a maintenant atteint sa phase de maturité et ne détient plus le monopole informationnel ; d'autres technopoles se développent aux Etats-Unis et dans d'autres pays scientifiquement avancés.

Questions sociales

Voir aussi : n° 4599, 4606

4245. « The changing politics of health care ». *PS* 20 (2), print. 87 : 197-241.

Suite d'articles consacrés à l'évolution du système de santé et de la politique y afférant aux Etats-Unis. Statistiques sur l'évolution des pourcentages des dépenses de santé sur l'agrégat du PNB.

4246. « Immigration and nationality ». *San Diego Law Review* 24 (2), avr. 87 : 273-594.

Numéro spécial consacré aux principales évolutions de la législation américaine sur l'immigration en 1986 : la Cour suprême n'a rendu qu'un seul avis sur ce thème en 1986. L'événement le plus important a été le vote par le Congrès de la loi sur le contrôle et la réforme de l'immigration (octobre 86).

4247. BLAU, David M. – « A time-series analysis of self-employment in the United States ». *Journal of Political Economy* 95 (3), juin 87 : 445-467 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Au début des années soixante-dix, la proportion de travailleurs indépendants dans la main-d'œuvre globale (hors agriculture) a cessé de décliner aux Etats-Unis. L'évolution de la technologie, des structures industrielles, de la fiscalité, du système de retraites, explique ce renversement de tendances.

4248. FREEMAN, Richard B. ; HALL, Brian – « Permanent homelessness in America ? » *Population Research and Policy Review* 6 (1), 1987 : 3-27 ; tabl. ; bibliogr.

Le chiffre de 250 à 300 000 sans-abris aux Etats-Unis, calculé par le Ministère du logement en 1984, paraît proche de la réalité. Malgré la reprise économique, ce chiffre augmente régulièrement depuis 1983. Cette situation s'inscrit dans le long terme pour de nombreux Américains, la durée moyenne étant de 6 ans environ.

Economie et finances

4249. La crise de l'agriculture

a. KOESTER, Ulrich ; NUPPENAU, Ernst-August – « The income efficiency of government expenditure on agricultural policy ». *Intereconomics* 22 (2), avr. 87 : 69-78 ; tabl., graph.
Aux Etats-Unis, comme dans les pays membres de la CEE, les agriculteurs se plaignent de l'insuffisance de leurs revenus, tandis qu'un grand nombre de fermes sont menacées malgré une politique d'intense intervention de l'Etat qui entraîne des dépenses de plus en plus élevées. En outre, cette politique, même si elle contribue à améliorer les revenus des agriculteurs dans l'immédiat, ne pourra pas être poursuivie sur une longue période.

b. RITCHIE, Mark ; RISTAU, Kevin – « US farm policy ». *World Policy Journal* 4 (1), hiv. 87 : 113-134.
La crise de l'agriculture américaine demeure préoccupante. Pour la première fois en 25 ans, les importations agricoles ont dépassé les exportations au cours des trois premiers mois de l'année 1986. L'agriculture des Etats-Unis est avant tout victime de l'alignement des prix nationaux sur les prix mondiaux. Cette crise promet encore de vifs débats politiques au Congrès.

c. ZABAWA, Robert – « Macro-micro linkages and structural transformation : the move from full-time to part-time farming in a North Florida agricultural community ». *American Anthropologist* 89 (2), juin 87 : 366-382 ; tabl. ; bibliogr.
Les planteurs de tabac de Floride du Nord ont su s'adapter à l'effondrement de leurs marchés en s'orientant vers l'agriculture à temps partiel, complétée par un emploi non-agricole. Cette stratégie de survie et d'adaptation à l'évolution structurelle du secteur a réussi en raison des caractéristiques spécifiques de ce secteur et ne peut être valable pour tous les agriculteurs américains.

4250. La législation anti-trust

a. BLACKSTONE, Erwin A. ; BOWMAN, Gary W. – « Antitrust damages : the loss from delay ». *The Antitrust Bulletin* 32 (1), print. 87 : 93-100 ; tabl.
Les sanctions prévues par la législation antitrust ont un double objectif : punir les contrevenants d'une part, et dissuader les contrevenants potentiels d'autre part. En cas de retard du paiement des pénalités, constaté par le juge, la législation américaine ne doit pas hésiter à recourir à l'application de taux d'intérêt de retard.

b. GRIFFIN, Joseph P. – « United States antitrust laws and transnational business transactions : an introduction ». *The International Lawyer* 21 (2), print. 87 : 307-341.
Depuis 1945, l'administration et la jurisprudence américaines considèrent que la législation antitrust des Etats-Unis s'applique aux transactions qui affectent le commerce américain, quels que soient le lieu où elles sont effectuées ou la nationalité des intervenants. Fondée sur la défense de la concurrence, cette législation s'applique difficilement à certains pays. A l'image de la CEE, la solution serait la signature d'un traité multilatéral.

4251. CLEETON, David L. ; REEDER, Paul A. – « Stock and option markets : are insider trading regulations effective ? » *The Quarterly Review of Economics and Business* 27 (1), print. 87 : 63-76 ; tabl. ; bibliogr.

La réglementation américaine sur les opérations d'initiés remonte à 1934. L'application de la législation actuelle peut se faire de trois manières différentes, qui, toutes, empêchent les opérateurs initiés de détourner certaines informations financières.

Relations économiques extérieures

4252. Les relations commerciales avec le Japon

a. RUBINSTEIN, Greg A. – « Emerging bonds of US-Japanese defense technology cooperation ». *Strategic Review* 15 (1), hiv. 87 : 43-51.
Malgré certains conflits commerciaux, une bonne coopération existe entre les Etats-Unis et le Japon dans d'autres domaines. Ceci est en particulier le cas du transfert mutuel de technologies militaires de défense qui a été considérablement développé depuis la signature en 1983 d'un accord américano-japonais de coopération sur ces technologies.

b. TSURUMI, Yoshi – « The US trade deficit with Japan ». *World Policy Journal* 4 (2), print. 87 : 207-230.
Il est devenu évident que la faiblesse du dollar depuis 1985 ne constitue pas le remède idéal pour juguler le déficit commercial américain. Les premiers bénéficiaires en sont les Japonais ; en 1986, leur excédent commercial avec les Etats-Unis a atteint 56 milliards de dollars. Les pressions américaines sur les Japonais se sont jusqu'à présent révélées inefficaces.

4253. Le rôle international du dollar

a. BUSCHGEN, Hans E. – « The US dollar scenario of a world currency ». *Intereconomics* 22 (2), avr. 87 : 59-68.
Un déficit élevé de la balance des paiements, un endettement important à l'étranger et un déficit budgétaire substantiel ont été les causes principales d'une baisse sévère du cours du dollar en 1985. Cependant, les mesures d'assainissement généralement prescrites par le FMI en pareil cas, n'ont pu être imposées entièrement aux Etats-Unis pour ne pas mettre en danger le dollar en tant que monnaie de règlements internationaux.

b. SWANSON, Peggy E. – « The international role of the US dollar under fixed versus flexible exchange rates ». *The American Economist* 31 (1), print. 87 : 48-55 ; tabl. ; bibliogr.
Le flottement du dollar a entraîné des modifications structurelles importantes dans la composition de la demande étrangère de dollars, ce qui n'implique pas pour autant que son rôle international ait décru.

4254. BHAGWATI, Jagdish N. ; IRWIN, Douglas A. : « The return of the reciprocitarians. US trade policy today ». *The World Economy* 10 (2), juin 87 : 109-130.

Comme la Grande-Bretagne à la fin du 19e siècle, les Etats-Unis voient leur position dominante dans l'économie mondiale s'effriter, en cette fin de siècle. En 1950, la part des exportations américaines dans les exportations mondiales était de 16,7 % ; cette proportion est tombée à 11 % en 1980 tandis que celle du Japon est passée de 1,4 à 6,5 %. Comme les Britanniques, les Américains posent désormais des conditions de réciprocité dans leurs échanges commerciaux. L'expérience britannique prouve que les dangers de telles pratiques ne sont pas minces.

4255. EGGLESTON, Robert C. – « Determinants of the levels and distribution of PL 480 food aid : 1955-79 ». *World Development* 15 (6), juin 87 : 797-808 ; tabl. ; bibliogr.

La distribution de l'aide alimentaire américaine dans 64 pays entre 1955 et 1979 permet de dégager les traits généraux de la politique d'assistance alimentaire des Etats-Unis : l'aide est proportionnelle aux besoins du pays bénéficiaire, elle est intégrée dans la stratégie militaire et politique américaine, enfin, elle est directement fonction du parti au pouvoir.

France

Institutions et vie politiques

4256. « La tradition politique ». *Pouvoirs* (42), 1987 : 5-135.

Suite d'articles consacrés à la notion de tradition politique en France. Même entendue très généralement comme tout phénomène de permanence d'un système cohérent de représentations, elle recouvre de multiples contenus. Voir notamment : GIRARDET, Raoul : « Autour de la notion de tradition politique. Essai de problématique » ; HUARD, Raymond : « La tradition politique : émergence, contenus, devenir » ; RUDELLE, Odile : « La tradition républicaine » ; PERCHERON, Annick : « Socialisation et tradition : transmission et invention du politique » ; AUBERT, Véronique et al. : « La tradition politique des instituteurs » ; LEQUIN, Yves : « Mémoire ouvrière, mémoire politique : à propos de quelques enquêtes récentes » ; MUXEL-DOUAIRE, Anne : « Une histoire exemplaire : obstinations et nouveautés dans la transmission d'une tradition politique familiale ». MOIRIEL, Gérard : « Immigration et traditions politiques » ; SIRINELLI, Jean-François : « Serres ou laboratoires de la tradition politique ? Les khâgnes des années 1920 » ; LAVABRE, Marie-Claire : « La collection des almanachs édités par le Parti communiste français : un exemple de tradition » ; MARTIN, Jean-Clément : « La tradition politique de la Vendée » ; VERMANDER, Benoît : « Un exemple local : Versailles ».

4257. ABEN, Jacques ; MAURY, Jean-Pierre – « Pour en finir avec l'inflation militaire ». *Défense nationale* 43, sept. 87 : 111-124.

L'hypothèse de l'émergence d'une inflation militaire spécifique, née avec la loi de programme pour la période 1971-1975, est infirmée par l'analyse des experts : si les diverses lois de programmation n'ont pas été réalisées dans les délais normaux, c'est faute d'avoir prévu les conditions économiques et techniques à venir (évolution du chômage, hausse du prix du pétrole, etc.).

4258. AUBY, J.B. – « Les incidences de la décentralisation sur la fonction publique de l'Etat ». *La revue administrative* 40 (237), juin 87 : 207-216.

Les effets de la décentralisation s'exercent aussi bien dans les déplacements de personnels entre la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale que dans la nature et les conditions d'accomplissement des tâches des fonctionnaires ou la déconcentration de la gestion administrative.

4259. BAUMGARTNER, Frank R. – « Parliament's capacity to expand political controversy in France ». *Legislative Studies Quarterly* 12 (1), fév. 87 : 33-54 ; graph. ; bibliogr.

La Constitution permet au parlement français de bouleverser le débat politique en France. Par le biais de l'inscription à son ordre du jour, le parlement peut en effet extraire un problème d'un débat d'experts pour le lancer dans le débat politique. Les parlementaires peuvent ainsi, à leur gré, bouleverser la stratégie gouvernementale.

4260. BODIGUEL, Jean-Luc – « La magistrature judiciaire à l'épreuve du changement social ». *Revue française d'administration publique* (42), juin 87 : 305-321 ; tabl.

L'examen de la morphologie du corps judiciaire révèle une telle absence d'homogénéité que la question de sa capacité à relever les défis de la société peut être posée.

4261. DAGNAUD, Monique ; MEHL, Dominique – « L'élite de la cohabitation. Enquête sur les cabinets ministériels du gouvernement Chirac ». *Pouvoirs* (42), 1987 : 137-153 ; tabl.

L'état-major politique promu en mars 1986 dans les cabinets ministériels et secrétariats d'Etat est-il complètement différent de l'« élite rose » ? En fait, ce sont des tendances amorcées en 1981 qui se confirment : diminution des « grands commis », recrutement « pour services rendus », entrée en force des militants. La rupture provoquée par l'arrivée de la gauche au pouvoir se prolongerait donc, dans la mesure où l'instabilité politique accrue implique une politisation renforcée de la haute-fonction publique.

4262. DANIELS, Ione – « Crime and punishment : the power of the juge d'instruction in France ». *Contemporary French Civilization* 11 (2), été 87 : 143-162.

Hérité du Code pénal napoléonien, le pouvoir du juge d'instruction français apparaît exorbitant – il lui revient, en exclusive, la décision de procéder ou non à l'incarcération d'un suspect avant son procès – et paradoxal puisqu'il est ensuite le maître absolu de l'enquête. La réforme Badinter, votée en octobre 1985 mais qui n'entrera en application qu'en 1988, introduit une décision collégiale, mettant fin à la « solitude du juge d'instruction » mais ne remédie pas au problème de fond ; de plus, les changements politiques survenus depuis son vote font planer le doute sur sa réelle mise en application.

4263. FAUCHERE, Jacqueline – « Sanction et réparation dans le travail d'intérêt général. Une recherche empirique en région parisienne ». *Archives de politique criminelle* 9, 1987 : 77-120.

La loi de 1983 a conçu le travail d'intérêt collectif dans un souci de réinsertion des infracteurs bénins. Pour les organismes d'affectation chargés d'aménager la peine, le paiement de la « dette » s'échange contre la réinsertion, le travail contre un satisfecit de la société. De leur côté, les victimes considèrent que la mesure substitutive est positive en tant que peine ayant valeur éducative, et leur paraît plus utile que juste.

4264. LEQUESNE, Christian – « L'adaptation des administrations nationales à l'existence des Communautés européennes : le cas des ministères français ». *Revue française d'administration publique* (42), juin 87 : 275-292 ; tabl., graph.

La majorité des ministères français s'est dotée d'un instrument permettant la définition d'une position sur les questions communautaires. Les mécanismes et les comportements sont différents selon les degrés de compétence face aux dossiers. La centralisation et la confrontation des avis des administrations centrales s'effectuent à Matignon par le SGCI.

4265. RAYNAUD, Jean-Marc – « Terrorisme et extrême-gauche ». *Les œillets rouges* (2), mars 87 : 9-28.

A ses débuts, dans les années 70, la lutte armée a remporté le soutien des milieux progressistes. Cette sympathie s'est émoussée au point que l'extrême-gauche rejette aujourd'hui un terrorisme qui y a pourtant plongé ses racines. Cette évolution traduit une erreur d'analyse historique, l'élan des années post-68 marquant en fait la fin d'une période de lutte, et surtout la carence théorique d'organisations s'auto-proclamant avant-gardistes, qui enracinent leur action dans une analyse du social centrée sur un sujet historique central, mais agissant uniquement sur le terrain du politique.

4266. SUDRE, Frédéric – « La première affaire française devant la Cour européenne des droits de l'homme : l'arrêt Bozano du 18 décembre 1986 ». *Revue générale de droit international public* 97 (2), 1987 : 533-585.

La condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'homme lors de l'affaire Bozano (expulsion de France d'un ressortissant italien condamné à vie par la Cour de Gênes) permet à celle-ci de réaffirmer que toute détention arbitraire est incompatible avec la prééminence du droit dont se réclame une société démocratique et est un cinglant désaveu de la politique menée par la France en matière d'expulsion.

4267. WALLON-LEDUCQ, Christian Marie – « Le corps rétracté. L'électorat communiste du 16 mars 1986 dans le Nord et le Pas-de-Calais ». *Communisme* (13), 1er trim. 87 : 4-15 ; tabl. ; résumé en anglais.

S'inscrivant dans un mouvement apparemment continu depuis 1978, les résultats électoraux du PC en mars 1986 sont les plus mauvais de l'après-guerre. Cet échec s'explique par le rétrécissement de l'électorat, essentiellement masculin, relativement âgé et ouvrier et par une absence de compétitivité du PC, soit en direction du PS, soit en direction de l'extrême-gauche.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 4224

4268. BRUNDU, Paola – « L'Espagne franquiste et la politique étrangère de la France au lendemain de la deuxième guerre mondiale ». *Relations internationales* (50), été 87 : 165-181.

Particulièrement marquée par les événements de la guerre civile espagnole, la France vit avec une grande acuité la permanence du régime franquiste après 1945. Après la rupture des relations signée le 27 février 1946 par Georges Bidault, la France s'est acheminée vers une autre politique concrétisée par la réouverture des frontières en février 1948.

4269. LA GORCE, Paul-Marie de – « La bataille de la CED. Conférence du 27 février 1985 ». *Espoir* (59), juin 87 : 2-19.

L'affaire de la CED a brisé presque tous les partis, divisé presque tous les états-majors. Ce qui était en fait en cause, c'était une certaine conception de la place du pays dans le concert européen : pour les uns, l'avenir de la France n'était que dans l'Europe, alors que pour les autres, il ne pouvait dépendre que du maintien de son indépendance.

4270. ORAISON, André – « A propos du conflit franco-mauricien sur le récif de Tromelin ». *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* (2), juin 87 : 85-139 ; cartes.

Le différend franco-mauricien sur le récif de Tromelin, qui porte en droit sur une question de succession d'Etats, est abordé sous un angle distinct par la France, qui s'en tient à une situation de fait alors que l'île Maurice revendique un droit sur Tromelin depuis 1976. L'enjeu est davantage un enjeu politique et économique que territorial.

4271. WAUTHIER, Claude – « France's year in Africa : new emphasis ». *Africa Contemporary Record* 18, 1986 : A216-A224.

La conférence au sommet France-Afrique, tenue à Paris en 1985, a été consacrée aux grands problèmes du continent africain : la situation en Afrique du Sud, la dette des pays en développement et les événements du Tchad. La Libye et le Burkina Faso n'ont pas participé à ce sommet tandis que le Maroc y a été admis comme membre titulaire et que la France, de son côté, a fait savoir qu'elle continuera son aide au Tchad mais sans participer à la conquête du Nord.

Vie culturelle et scientifique

4272. La politique de l'audiovisuel

a. « La nouvelle réforme de l'audiovisuel ». *Revue française de droit administratif* 3 (3), juin 87 : 343-418 ; bibliogr.
Dossier consacré aux nouvelles règles de la communication audiovisuelle (désengagement de l'Etat et transfert de pouvoirs du gouvernement vers la CNCL) inscrites dans la loi du 30 septembre 1986.

b. QUEYRANNE, Jean-Jacques – « Télévision : l'heure de vérité ». *La nouvelle revue socialiste* (1987) (2), été 87 : 51-62.
La politique de l'audiovisuel menée depuis 1986 a abouti à une américanisation très rapide de la télévision au milieu d'une jungle économique et financière, la qualité des programmes ne cesse de baisser et le contrôle de l'information par l'équipe au pouvoir s'est considérablement resserré. Les socialistes préconisent le retour à la formule de la Haute Autorité, la lutte contre les trusts médiatiques, un service public vigoureux, le soutien aux grands projets (satellite de TDF) et la réalisation d'un espace européen.

4273. La sociologie

a. LAMBELET, Daniel – « Quand les acteurs sociaux entendent des voix. Regard sur le regard du sociologue ». *Sociologie internationale* 25 (1), 1987 : 57-66 ; bibliogr. ; résumé en allemand.
Dans l'esprit d'Alain Touraine, l'étude et l'action sont indissolublement liées dans l'intervention sociologique, dans le cadre d'une démarche de recherche par, avec et pour les acteurs sociaux, la redéfinition de la sociologie devant ainsi conduire à repenser le rôle du sociologue. Sa pratique n'étant en fait ni intervenante, ni théorique, la sociologie de Touraine rate finalement à la fois la connaissance et l'action pratique des mouvements sociaux.

b. WACQUANT, Loïc J.D. – « Symbolic violence and the making of the French agriculturalist : an enquiry into Pierre Bourdieu's sociology ». *The Australian and New Zealand Journal of Sociology* 23 (1), mars 87 : 65-88 ; bibliogr.
La sociologie de Pierre Bourdieu est fondée sur la théorie de la violence symbolique qui ouvre une perspective toute nouvelle pour la compréhension des systèmes de domination politique et économique. Cette théorie n'est pas

seulement applicable à la France, mais elle offre en fait la possibilité de dépasser les limites des sociologies structuralistes et interprétatives.

4274. BONET, Georges ; FORGES, Jean-Michel de – « La condition des universitaires en France ». *Commentaire* (38), été 87 : 332-344 ; tabl.

La situation financière (salaires, évolution de carrière, compléments ...) et les conditions de travail (locaux insuffisants et mal entretenus, effectifs trop élevés, manque de documentation ...) ne cessent de se dégrader.

4275. CACOUAULT, Marlaine – « Prof, c'est bien... pour une femme ? » *Le mouvement social* (140), sept. 87 : 107-119 ; résumé en anglais.

Depuis cinquante ans, la part des hommes et des femmes dans l'univers du professorat peut s'analyser comme des déplacements successifs, d'incessants « grignotages de terrain », qui correspondent à des transformations dans les classes et les catégories sociales et reflètent les tensions entre les sexes, la dynamique permanente qui les distingue et les rapproche, qui les sépare et les lie.

4276. FOURNY, Jean-François – « From *Tel Quel* to *L'infini* ». *Contemporary French Civilization* 11 (2), été 87 : 189-199.

La transformation radicale de la revue dirigée par Philippe Sollers, *Tel Quel*, met en évidence l'originalité d'une fraction de l'avant-garde française. Structuraliste, puis maoïste de sa création (1969) à 1977, la revue se tourne vers la droite en adoptant des thèmes maurrassiens ; en changeant de titre en 1983, elle renforce son orientation par ses violentes prises de position antipacifiste. Cette volte-face à contre-courant politique se justifie par un parti pris d'opposition au pouvoir en place caractéristique d'une large frange d'intellectuels français.

4277. YOUNG, John D. – « L'explication interthéorique en relations internationales : quelques jalons pour une synthèse du réalisme structurel américain et de la géopolitique française contemporaine ». *Etudes internationales (Québec)* 18 (2), juin 87 : 305-328 ; graph. ; résumé en anglais.

Les récents développements en matière de relations politiques internationales sont caractérisés par le retour en force de la perspective réaliste et géopolitique. Cette tendance a été réaffirmée le plus vigoureusement en France et ne cesse de se consolider dans les écrits américains.

Questions sociales

4278. « De l'école à l'emploi ». *Formation emploi* (18), juin 87 : 5-146 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à l'insertion professionnelle des jeunes en France et à l'évolution de ce problème depuis une dizaine d'années, liée à la montée du chômage, au renouvellement des professions et aux changements survenus dans l'appareil éducatif.

4279. Le licenciement

a. « Les procédures du licenciement ». *Legi social* (162), sept. 87 : 27-67 ; tabl.
Guide pratique sur l'ensemble des procédures de licenciement, modifiées par la loi n° 86.1320 du 30 décembre 1986. Au-delà de la suppression de l'autorisation administrative préalable aux licenciements pour motif économique, le législateur a partiellement unifié les formalités applicables aux différents types de licenciements. Analyse des procédures de licenciement pour motif personnel, du licenciement individuel pour motif économique, du licenciement économique de 2 à 9 salariés sur 30 jours et du licenciement économique d'au moins 10 salariés sur 30 jours.

b. FRIER, Pierre-Laurent – « Le contentieux administratif des " grands " licenciements économiques : une fausse sortie ? » *Droit social* (9-10), oct. 87 : 678-685.
Par le biais de la déclaration préalable qui peut être soit du régime répressif (qui est en fait le plus libéral), soit du régime préventif de l'autorisation administrative préalable, soit enfin du régime de l'autorisation administrative préalable, un contentieux administratif des licenciements économiques collectifs est susceptible de subsister même si sa portée réelle dans la pratique reste

limitée. Voir à la suite, pp. 686-695 ; CHELLE, Dominique ; PRETOT, Xavier : « Le champ d'application de l'autorisation administrative de licenciement des salariés protégés ».

c. RAY, Jean-Emmanuel – « Le nouveau droit du licenciement (1985-1987) ». *Droit social* (9-10), oct. 87 : 664-677 ; graph.
Si le licenciement pour motif personnel a subi depuis deux ans quelques modifications de forme et de fond (et l'arrêt Clavaud/Dunlop en est un exemple), le licenciement économique garde sa spécificité en raison de l'intervention des institutions représentatives du personnel au cours de la procédure et son « mystère » lorsqu'on évoque le nouveau rôle que devrait jouer en ce domaine l'administration du travail.

4280. « La médecine du travail, quel avenir ? » *Droit social* (7-8), août 87 : 561-615.

Compte rendu du colloque organisé par la Faculté de droit et des sciences économiques de Montpellier le 10 avril 1987 : l'organisation ; les pouvoirs et leurs limites du médecin du travail ; la nécessité d'une réforme ; le rôle actuel et futur du médecin du travail dans la défense des salariés.

4281. « Métiers de femmes ». *Le mouvement social* (140), sept. 87 : 158 p. ; résumés en anglais.

Numéro consacré à une analyse des « métiers de femmes » depuis le début du siècle ; malgré l'évolution globale de la société, ces métiers sont encore aujourd'hui marqués par les pièges de la différence homme/femme qui est en fait érigée en principe organisateur dans une relation inégale. Voir notamment : CACOUAULT, Marlaine : n° 4275.

4282. « 1967-1987 : l'Inspection générale des Affaires sociales a vingt ans ». *Revue française des affaires sociales* 41 (2), juin 87 : 3-112 ; tabl.

Série d'articles consacrés à l'Inspection générale des Affaires sociales. Cette institution française, créée par décret du 11 mai 1967, a regroupé les services d'inspection générale de l'emploi, de la santé, de la protection et de l'action sociales. Après 20 ans, son cadre réglementaire n'a pas changé, mais ses missions ont évolué et ses méthodes de travail se sont enrichies.

4283. BARTHE, Marie-Annick – « Les formes de la pauvreté dans la société française ». *Revue française des affaires sociales* 41 (2), juin 87 : 113-125.

Plusieurs indicateurs économiques et sociaux en France mettent en évidence le risque d'une exclusion progressive de fragments de la population. Avec la persistance de la crise, la grille de codification sociale fondée sur le rapport salarial keynésien n'a pas résisté au développement d'une pauvreté éclatée, multiforme et multidimensionnelle. Il en résulte un glissement vers une société duale qui tient en partie à la crise des représentations du corps social.

4284. CASSIER, Maurice – « De la " civilisation des pannes " à la crise des gestions d'entreprise ». *Issues* (28), 3e trim. 87 : 79-101 ; graph.

La montée des pannes, le coût de la non-qualité révèlent la profondeur de la crise des gestions d'entreprise face aux nouvelles technologies. Cette crise provient de la « nocivité » des critères capitalistes d'investissement et de productivité orientés vers la diminution des frais de personnel. Les expériences « anti-panne » (ISOAR chez Peugeot et KANBAN chez Citroën) apparaissent comme des méthodes néotayloriennes du patronat. De nouveaux indicateurs de gestion, rapportant l'ensemble des charges aux heures machine, doivent être introduits pour créer de nouvelles formes d'organisation plus efficaces et libératrices pour les hommes.

4285. FERRAND-BECHMANN, Dan – « Deux millions de bénévoles : pour quoi faire ? » *Revue française des affaires sociales* 41 (2), juin 87 : 163-179 ; tabl. ; bibliogr.

Les transformations socio-économiques ont favorisé le développement du bénévolat en France. Celui-ci apparaît comme un territoire libre et comme une nouvelle forme de participation sociale. Face à l'isolement, il aide plusieurs individus à s'intégrer plus facilement dans la société. Il devrait être mieux encouragé, modernisé, inséré dans le cycle de vie et s'accompagner d'une protection et d'une formation de ses praticiens.

4286. GARREAU, Joseph – « Le paysan français d'aujourd'hui : continuité et métamorphose ». *Contemporary French Civilization* 11 (2), été 87 : 179-188.

Malgré l'exode rural et le vieillissement de la profession d'agriculteur, conclure à la « fin des paysans » est erroné. Le « paysannisme », qui englobe le paysan-symbole utilisé en politique, l'émergence des néo-ruraux se rapprochant des chefs d'entreprises industrielles et l'atavique attachement à la terre, témoignent de la survivance du paysan français.

4287. GRANDJEAN, Caroline – « L'individualisation des salaires. La stratégie des entreprises ». *Travail et emploi* (32), juin 87 : 17-30 ; tabl. ; résumés en anglais et en espagnol.

L'adhésion formelle à la logique d'individualisation, les motivations rationnelles des salariés, l'amélioration du rendement ou encore des raisons conjoncturelles telles que faire l'économie d'une renégociation de la grille salariale ou modifier l'équipe de direction, sont les raisons invoquées par les dirigeants pour individualiser les salaires.

4288. NANSOT, Jean-Jacques – « Les Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, après la loi du 23 décembre 1982. Quelques observations ». *Travail et emploi* (32), juin 87 : 57-66.

L'impact du nouveau dispositif législatif du 23 décembre 1982 est encore limité, l'extension du champ d'intervention des CHSCT aux conditions de travail s'avère timide. Le CHSCT occupe une place parfois incertaine dans les établissements à côté des autres instances de représentation du personnel. Toutefois, ces conclusions portent sur une période d'observation brève qui incite à la prudence.

4289. RINAUDO, Yves – « Un travail en plus : les paysans d'un métier à l'autre (vers 1830-vers 1950) ». *Annales. Economies. Sociétés. Civilisations* 42 (2), avr. 87 : 283-302.

La pluriactivité paysanne est un élément constant du milieu du XIXe au milieu du XXe siècle. Moyen d'adaptation aux périodes difficiles, elle devient, depuis 1950, une réponse à la crise de civilisation sous la forme d'une pluri-profession.

4290. TEMIME, Emile – « La migration espagnole au XXe siècle. Le rôle de la communauté espagnole en France. Une problématique d'ensemble ». *Relations internationales* (50), été 87 : 183-195.

Jusqu'en 1939, l'émigration espagnole en France reste limitée ; la défaite républicaine, le franquisme, puis les conditions économiques de la péninsule, créent ensuite, jusqu'en 1964, un flux continu d'arrivées en France, marquant une nette rupture avec la tradition d'émigration espagnole vers l'Amérique latine et l'Afrique du Nord. La communauté espagnole en France présente en outre des spécificités : son implantation géographique circonscrite au Sud-Sud-Est, son influence politique et l'interpénétration remarquable, en comparaison avec le cas italien, des formes et des hommes des migrations d'origine politique et économique.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4607

4291. « Aéronautique : la dimension stratégique et géopolitique ». *Géopolitique* (18), été 87 : 43-62 ; tabl.

Dossier consacré à l'industrie aéronautique française civile et militaire : les réalisations (Concorde, Rafale, ...) les problèmes actuels (difficile coopération avec les autres pays européens, concurrence des Etats-Unis) et les perspectives.

4292. « Constat de l'évolution récente des revenus en France (1983-1986) ». *Documents du Centre d'étude des revenus et des coûts* (86), 3e trim. 87 : 202 p. ; tabl., graph.

L'analyse de l'évolution, sur trois ans, des différents types de revenus : revenus salariaux, revenus d'activité non salariaux, revenus du patrimoine de rapport, revenus sociaux démontre que dans l'ensemble leur redressement amorcé en 1985 s'est prolongé en 1986 après leur baisse en 1983-84.

4293. « Le futur au passé ». *E & [et] S* (201), août 87 : 21-51 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Deux articles : l'économie française s'est-elle engagée dans les directions indiquées par les modèles au début de la décennie ? Confrontation de la réalité aux projections à moyen terme réalisées avec le modèle DMS et aux projections sectorielles du modèle PROPAGE.

4294. « L'industrie de Haute-Normandie face au changement ». *Etudes normandes* 36 (2), 1987 : 118 p. ; tabl.

Numéro consacré aux mutations de l'appareil productif en Haute-Normandie : changements dans les attitudes (recherche de la qualité, innovation) et changements dans les données internationales (modification de l'implantation des firmes multinationales) ; maintien des secteurs de base et développement des secteurs de pointe.

4295. « Un point d'appui, le revenu garanti ». *Quart Monde* (123), print. 87 : 5-45.

Suite d'articles : le revenu garanti n'est qu'un élément d'un plan d'action globale contre la pauvreté ; les différentes expériences de son instauration en montrent le côté positif.

4296. [La politique de modernisation financière]. *Regards sur l'actualité* (133), août 87 : 3-50 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Deux articles consacrés aux mutations financières de la France avec la transformation du rôle des banques et la manipulation des taux d'intérêt devenue un instrument majeur à la fois des politiques monétaires et des politiques de contrôle des changes.

4297. La privatisation

a. « La privatisation ». *Droit & [et] économie* (54), 1987 : 3-68.
Suite d'articles reprenant les principales interventions du Congrès de l'Association des docteurs en droits et sciences économiques, tenu à Paris les 3 et 4 avril 1987 : les conséquences économiques, financières et sociales de la politique de privatisation du gouvernement Chirac.

b. CAVERIVIERE, Monique ; DEBENE, Marc – « La privatisation des entreprises publiques : premières remarques sur les lois de l'été 1986 ». *Revue des sociétés* 105 (2), juin 87 : 203-252.
La loi du 2 juillet 1986 a fixé le nombre des entreprises à privatiser et les principes permanents d'un régime des transferts de propriété du secteur public au secteur privé. Celle du 6 août 1986 concerne les modalités des opérations de cession.

c. VAN DEN DRIESSCHE, Xavier – « Le transfert d'entreprises du secteur public au secteur privé : notion et compétences ». *Droit social* (9-10), oct. 87 : 702-712 ; tabl.
Les textes du 2 juillet et du 6 août 1986 définissent les compétences du parlement et du pouvoir réglementaire de façon à favoriser le transfert d'entreprises ; c'est pourquoi une large place est faite au pouvoir réglementaire dans l'autorisation des opérations de transfert.

4298. BERTHELEMY, Jean-Claude ; DEVEZEAUX de LAVERGNE, Jean Guy – « L'impact des chocs pétroliers. Une simulation rétrospective : 1973-1982 ». *Revue économique* 38 (4), juil. 87 : 877-896 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

L'analyse, suivant un modèle qui met l'accent sur les relations entre l'économie et l'énergie, permet de mettre en évidence un impact relativement sensible à moyen-long terme de ces chocs pétroliers. La perte de croissance due aux chocs ne se retrouve qu'assez peu dans l'évolution du chômage mais les effets sont sensibles dans l'évolution de la situation financière extérieure.

4299. BISAULT, Laurent ; MORMICHE, Pierre – « La fragilité de l'emploi industriel : une approche territoriale ». *Revue d'économie régionale et urbaine* (1), 1987 : 39-58 ; tabl., cartes ; résumé en anglais.

Les reconversions industrielles touchent plus ou moins fortement les différentes zones géographiques. Les activités qui y sont implantées jouent à cet égard un rôle déterminant.

4300. BOCCARA, Paul – « Tentatives d'application dans des entreprises publiques de critères d'efficacité sociale des gestions ». *Issues* (28), 3e trim. 87 : 5-26.

Dans tous les pays capitalistes en crise, les problèmes d'une nouvelle efficacité de la gestion des entreprises publiques se posent. Pour parvenir à une gestion plus efficace socialement il faut utiliser de nouveaux critères de gestion, d'efficacité sociale et développer des indicateurs et instruments correspondants. Les exemples de la SNECMA et de la RATP prouvent la réussite d'une telle gestion.

4301. BOLZE, Christian – « Les dispositions du nouveau droit de la concurrence applicables aux concentrations d'entreprises ». *Revue des sociétés* 105 (2), juin 87 : 163-188.

L'ordonnance du 1er décembre 1986 reprend pour l'essentiel le dispositif de la loi du 19 juillet 1977 : le contrôle de la concurrence reste toujours soumis au monopole du ministre de l'Economie ; cependant les entreprises ont gagné au renouvellement des dispositions dans la mesure où le mécanisme des seuils qui déterminent l'applicabilité du contrôle semble plus intelligible, où la notification oblige l'administration à se prononcer dans des délais plus courts et où les garanties procédurales en leur faveur sont accrues.

4302. CHOINEL, Alain – « Entreprises et second marché : un succès interactif ». *Banque* (475), sept. 87 : 771-781 ; tabl.

Après 4 ans de fonctionnement, le second marché boursier s'impose comme un succès incontestable et une source de financement importante. Des obstacles psychologiques et financiers à l'introduction en bourse subsistent encore, mais les motivations pour aller en bourse sont étayées par de nombreux avantages.

4303. DELOUVRIER, Paul – « Les industries de biens d'équipement ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (15), 23 juil. 87 : 71 p.

Cette industrie est actuellement confrontée à des ruptures qui modifient profondément la physionomie de ses marchés comme de ses techniques : internationalisation de la concurrence, déclin du poids relatif des grands marchés publics en France comme à l'exportation. La relance de ce secteur va au-delà des intérêts qui lui sont propres car il est à la base du progrès industriel.

4304. DEVES, Claude – « A quoi sert l'économie mixte ? » *Revue française d'administration publique* (42), juin 87 : 229-249 ; tabl.

L'économie mixte, malgré son caractère polymorphe et le caractère privatisé de sa gestion, est du domaine des techniques d'intervention des collectivités publiques et non une sorte de troisième voie entre capitalisme et socialisme ou le point de rencontre des intérêts publics et privés. Son développement au niveau local en montre l'importance dans le mouvement de l'Etat-providence.

4305. LA GENIERE, Renaud de – « L'impératif monétaire ». *Commentaire* 10 (38), été 87 : 237-249.

Description du marché financier et de son fonctionnement : le rôle des divers acteurs, les produits financiers et leur prix, les conditions d'un bon fonctionnement du marché, la fonction monétaire des banques, les missions de la Banque centrale, les opérations et le taux de change.

4306. LE FEVRE, Alain – « La participation des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance des sociétés anonymes : le régime institué par l'ordonnance n° 86-1136 du 21 octobre 1986 ». *Revue des sociétés* 105 (2), juin 87 : 189-202.

Pour la première fois dans l'histoire du droit français, cette ordonnance encourage la libre et volontaire association du capital et du travail. Les nouveaux administrateurs élus par les salariés, même s'ils sont en nombre réduit, ont les mêmes droits et les mêmes obligations que les actionnaires. L'ordonnance reconnaît ainsi que salariés et actionnaires sont parvenus à la maturité économique nécessaire pour agir dans le bien de l'entreprise.

4307. MERIAUDEAU, Robert – « Impôts locaux et iniquité territoriale : le cas de la taxe foncière non bâtie ». *Revue de géographie alpine* 75 (1), 1987 : 5-22 ; tabl., cartes ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La taxe foncière non bâtie joue encore un rôle majeur dans les recettes budgétaires des communes rurales de moins de 700 habitants. Le manque d'homogénéité territoriale des bases d'imposition rend difficile l'estimation de la pression fiscale réelle et de l'équité de la politique nationale de réduction des inégalités territoriales.

4308. SZYMCZAK, Philippe – « Eléments de comparaison internationale des coûts et marges bancaires ». *Revue d'économie financière* (1), juin 87 : 51-74 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La comparaison des coûts d'intermédiation financière des systèmes nationaux (marge prélevée par les institutions financières sur les agents non financiers en contrepartie de services) et des coûts et marges bancaires montre que les banques françaises ont occupé en 1980-84 une position médiane parmi les grandes économies occidentales, mais qu'elles dégagent une marge d'intérêt et une marge brute comparativement fortes si on les rapproche du total des capitaux engagés.

Aménagement et urbanisme

4309. Le développement régional

a. BENKO, G.B. – « La politique régionale en France au début des années quatre-vingt ». *Revue internationale des sciences sociales* 39 (2), mai 87 : 257-277 ; tabl.
Les années 80 furent en France d'une grande vitalité en matière de politique régionale et d'aménagement du territoire. La vision qu'on avait de l'action régionale a considérablement évolué. De nouvelles voies furent ouvertes avec la décentralisation.

b. PERRIN, Bernard – « Plaidoyer pour le développement local ». *Regards sur l'actualité* (132), juin 87 : 43-57.
L'écart se creuse entre les régions. Avec l'échec de la diversification à la campagne, le déclin inéluctable de l'activité agricole, l'appauvrissement des petites communes, la moitié de la population française est rassemblée sur des espaces promis à la désertification. Il faut envisager un développement autocentré, les petites communes doivent unir leurs efforts et cesser de bouder les institutions de coopération intercommunale.

4310. La loi Méhaignerie

a. DESSET, Claude – « Les droits des locataires ». *Revue pratique de droit social* (507), juil. 87 : 223-242.
Dossier. La loi Méhaignerie a modifié très restrictivement les droits des locataires : examen des nouvelles dispositions applicables aux loyers, des charges locatives et des réparations incombant au locataire.

b. WAREMBOURG-AUQUE, Françoise – « La réforme des rapports locatifs par la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ». *La semaine juridique* 61 (26 et 27), 24 juin et 1er juil. 87 *Doctrine* : 12 p. et 12 p.
Paradoxalement, il existe une continuité entre la loi Quilliot et la réforme de 1986 sur les rapports locatifs. Cette dernière cherche un nouvel équilibre entre prérogative du bailleur et droits du locataire et élabore un nouveau droit des rapports locatifs, contenant à la fois des dispositions permanentes et provisoires. En raison de l'instabilité législative actuelle, elle accorde par ailleurs une place considérable aux dispositions transitoires.

4311. ABALLEA, François – « La réhabilitation de l'habitat ancien ». *Recherche sociale* (102), juin 87 : 78 p., tabl. ; résumé en anglais.

La réhabilitation entraîne différents effets sociaux : nouvelle image de l'immeuble ou du quartier et recomposition de la valeur marchande. Les interventions municipales dans le processus de réhabilitation.

4312. BONNET, Jacques – « Lyon et son agglomération. Les enjeux d'une métropole européenne ». *Notes et études documentaires* (11), 1987 : 5-144 ; tabl., cartes ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à l'évolution de la métropole lyonnaise depuis 1975 : fin de la croissance démographique, désindustrialisation impliquant une nouvelle

géographie industrielle, dynamique tertiaire se traduisant par le renforcement du carrefour lyonnais, de la place financière et de l'image culturelle de cette métropole, et enfin, la réorganisation de l'espace métropolitain.

Relations économiques

4313. « Les leaders de l'exportation française ». *Le MOCI* (781), 14 sept. 87 : 13-123 ; tabl.

Données chiffrées sur les leaders de l'exportation française suivant le chiffre d'affaires et leur secteur d'activités.

4314. « Le traitement, la protection et la garantie des investissements ». *Droit et pratique du commerce international* 13 (1), 1987 : 9-110 ; résumé en anglais.

Suite d'articles consacrés au système français de garantie des investissements à l'étranger, aux conventions bilatérales et au système multilatéral dans le cadre inter-régional CEE/ACP.

4315. « 1974-1985 : baisse de la part de la France dans les exportations mondiales, défaillance ou fatalité ». *Actualités BFCE* (222), juin 87 : 4-21 ; tabl., graph.

L'étude des exportations françaises face à la demande mondiale de 1974 à 1985 montre que l'offre française, mieux adaptée à l'évolution de la demande mondiale en 1980 qu'en 1974 n'a pas su tirer parti de cet avantage. En 1985, la France n'est plus présente sur les produits fortement porteurs au niveau international.

Grande-Bretagne

Institutions et vie politiques

4316. MORPHET, Janice – « Local authority decentralisation - Tower Hamlets goes all the way ». *Policy and Politics* 15 (2), avr. 87 : 119-126 ; carte ; bibliogr.

Depuis 1980, un certain nombre de collectivités locales appartenant au Parti travailliste ont institué différentes formes de services décentralisés pour rapprocher ceux-ci des usagers concernés. A Tower Hamlets, dans la partie orientale de Londres, la nouvelle administration libérale a procédé en 1986 à une décentralisation immédiate de plusieurs de ces services municipaux, en accord avec les conceptions du Parti libéral. Cette expérience encore récente soulève de nombreux problèmes pratiques mais elle ouvre certainement aussi des perspectives intéressantes si elle apparaît comme une réussite aux yeux des citoyens.

4317. O'LEARY, Brendan – « Why was the GLC abolished ? » *International Journal of Urban and Regional Research* 11 (2), juin 87 : 193-217 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en espagnol, en allemand et en français.

Le Conseil du Grand Londres a été dissous le 1er avril 1986. Les travaux du Conseil avant sa suppression peuvent être utilisés pour tenter de comprendre la décision de Madame Thatcher. Finalement, aucun motif rationnel ne peut justifier cette décision qui illustre bien la folie du gouvernement britannique.

4318. L'Irlande du Nord

a. AUGHEY, Arthur – « The Anglo-Irish Agreement : the evolution of policy ». *Teaching Politics* 16 (2), mai 87 : 222-242 ; bibliogr.
En réponse à la crise politique qui envenime les relations entre Belfast et Londres, un accord a été signé en 1985 entre l'Irlande et la Grande-Bretagne. C'est un compromis qui met en avant les intérêts de chaque partie ; au lieu de se fonder sur des dispositions constitutionnelles infaillibles, ce texte n'est qu'une porte ouverte à l'incertitude et à l'insécurité.

b. BELL, Desmond – « Acts of Union : youth subculture and ethnic identity amongst Protestants in Northern Ireland ». *The British Journal of Sociology* 38 (2), juin 87 : 158-183 ; tabl. ; bibliogr.

Les associations de jeunes protestants jouent un rôle important dans la reproduction de l'identité ethnique en Irlande du Nord.

c. FINN, John E. – « Public support of emergency (anti-terrorist) legislation in Northern Ireland : a preliminary analysis ». *Terrorism* 10 (2), 1987 : 113-124 ; tabl.
Contrairement à ce que l'on croit généralement, l'établissement d'une législation d'exception pour la lutte anti-terroriste en Irlande du Nord a sérieusement érodé la confiance de l'opinion publique dans l'administration. La lutte anti-terroriste fondée sur des modifications du droit est donc remise en cause.

4319. CURTICE, John – « Political partisanship ». *British Social Attitudes* 1986 : 39-58 ; tabl. ; bibliogr.

La dernière enquête sur les attitudes partisanes, réalisée en Grande-Bretagne en 1985, révèle un attachement aux différents partis politiques qui diffère complètement des conclusions fournies par les sondages d'opinion. Les attitudes partisanes glissent en effet à gauche et cela depuis les élections de 1983.

4320. FOCSANEANU, Lazar – « La décision conjointe anglo-chinoise du 19 décembre 1984 sur Hong Kong ». *Revue générale de droit international public* 87 (2), 1987 : 479-532 ; bibliogr.

A première vue les dispositions de la déclaration conjointe sino-britannique semblent favorables à la Grande-Bretagne puisque l'actuel régime politique, économique et social de Hong Kong restera en vigueur pendant 50 ans, mais le stationnement des forces chinoises à partir de 1997, les dispositions concernant le choix du chef de l'exécutif et des principaux fonctionnaires et le poids de la communauté chinoise vivant à Hong Kong peuvent peser sur son évolution.

4321. INGLE, Stephen – « Six years on : the Liberal/SDP Alliance ». *Teaching Politics* 16 (2), mai 87 : 204-221 ; tabl. ; bibliogr.

L'alliance entre les Libéraux britanniques et le Parti social-démocrate a maintenant six ans. Le parti s'est fondu dans l'idéologie des Libéraux, axée sur une plus grande participation de l'individu à la vie de la société. Les élections législatives de 1983 furent pour l'alliance à la fois un triomphe (7,8 millions de suffrages) et un échec (23 sièges aux Communes seulement).

4322. KIRBY, Stephen – « Contemporary British politics : the decline of consensus ». *Teaching Politics* 16 (2), mai 87 : 191-203 ; bibliogr.

Le consensus politique fut le trait majeur de la société britannique de l'après-guerre. Ce consensus a commencé à s'effriter au début des années soixante-dix. Madame Thatcher fut le premier chef du gouvernement à parler de la fin du consensus de l'après-guerre. Il portait en lui les germes de sa mort, mais les valeurs politiques qui ont présidé à sa formation demeurent intactes. La place pour un nouveau consensus est donc prête.

4323. MARQUAND, David – « Beyond social democracy ». *The Political Quarterly* 58 (3), sept. 87 : 243-253.

Le triomphe du néo-libéralisme faisant de la social-démocratie keynésienne un bouc émissaire responsable de la crise des années 1970 est lié à la culture britannique fondée sur une incompatibilité entre les intérêts privés et l'intérêt public et sur un individualisme fondamental. Cette situation est-elle réversible ?

4324. NORPOTH, Helmut – « The Falklands war and government popularity in Britain : rally without consequence or surge without decline ? » *Electoral Studies* 6 (1), avr. 87 : 3-16 ; tabl., graph. ; bibliogr.

En 1979, la guerre des Malouines a, dans un premier temps, suscité le soutien de l'opinion britannique à l'égard du gouvernement de Madame Thatcher. Ce soutien a duré trois mois environ puis s'est progressivement effrité. Les gains de popularité dont a ainsi bénéficié le chef du gouvernement ont été à la fois plus précoces et plus importants que ceux de son propre parti.

Vie culturelle et scientifique

4325. BOOTH, Clive – « Central government and higher education planning 1965-1986 ». *Higher Education Quarterly* 41 (1), janv. 87 : 57-72 ; bibliogr.

Le système britannique d'enseignement supérieur a connu une réforme importante en 1965, avec la création du ministère de l'Education et des Sciences qui hérita de la responsabilité sur les universités du ministère des Finances. D'autres institutions ont vu le jour pour perfectionner la planification en matière d'éducation supérieure dans une approche coordonnée, intégrée et globalisante, avec cependant des dispositions spécifiques applicables à l'Ecosse et au Pays de Galles.

4326. BRIGHOUSE, T.R.P. – « Britain's schools : and end-of-the year report ». *The Political Quarterly* 58 (3), sept. 87 : 263-275.

Bilan de la situation de l'enseignement ainsi que des nombreux débats, rapports et projets de réforme qu'elle a suscités ces dernières années.

4327. McNAY, Ian – « Continuing education : will the transbinary initiative survive ... and suffice ? » *Higher Education Quarterly* 41 (1), janv. 87 : 73-91 ; bibliogr.

L'éducation des adultes a déjà une histoire assez longue en Grande-Bretagne, mais les années 80 devraient voir enfin une véritable percée dans ce domaine essentiel. Des réformes importantes seraient souhaitables pour rendre la formation permanente plus efficace et mieux intégrée dans les structures socio-économiques au sein desquelles elle est appelée à jouer un rôle de toute première importance. Les initiatives récentes dans ce domaine comportent des éléments positifs mais risquent de mettre l'accent de façon trop étroite sur l'enseignement professionnel proprement dit.

Questions sociales

Voir aussi : n° 4599

4328. La lutte contre la drogue

a. DORN, Nicholas – « Drug problems in Britain ». *The Yearbook of Social Policy in Britain* 1987 : 156-177 ; tabl. ; bibliogr.
Le ministère de l'Intérieur britannique joue de plus en plus un rôle de coordination entre toutes les administrations concernées par la lutte contre la drogue. Les prises de stupéfiants réalisés par les douanes et la police ont été multipliées par dix depuis 1980. L'héroïne demeure la plus répandue en Grande-Bretagne. Mais ce combat souffre de la traditionnelle division entre politique économique et politique sociale.

b. HARRISON, Larry ; TETHER, Philip – « The co-ordination of UK policy on alcohol and tobacco : the significance of organisational networks ». *Policy and Politics* 15 (2), avr. 87 : 77-90 ; bibliogr.
De nombreuses voix ont demandé aux responsables gouvernementaux britanniques d'améliorer la coordination de leur politique en matière de prévention de l'abus du tabac et de l'alcool, mais les critiques ont rarement spécifié les moyens adéquats pour y parvenir. La meilleure façon d'augmenter l'efficacité des mesures dans les domaines indiqués semblerait être de perfectionner les différents réseaux existant en la matière et de les pousser à travailler de manière plus étroite les uns avec les autres.

4329. BURNS, John P. – « Immigration from China and the future of Hong Kong ». *Asian Survey* 27 (6), juin 87 : 661-682 ; tabl.

Réfugiés politiques ou à la recherche d'un meilleur niveau de vie, 40 % de la population de Hong Kong est constituée d'émigrés chinois, qui poseront problème quand Hong Kong passera sous contrôle chinois en 1997 : évolution de l'immigration depuis 1947, mesures adoptées, statut des réfugiés dans les termes de l'accord sino-britannique.

4330. CAPPELLI, Peter – « Bargaining structure and wage outcomes in the British coal industry ». *Industrial Relations* 26 (2), print. 87 : 127-145 ; tabl. ; bibliogr.

L'étude des diverses structures de négociation des accords salariaux dans l'industrie charbonnière britannique montre que les résultats de ces négociations

sont très sensibles aux conditions du marché lorsque la structure de négociation est décentralisée et peu sensibles lorsque ces négociations s'effectuent au niveau du secteur dans son ensemble.

4331. CLARKE, Alan – « Moral protest, status defense and the anti-abortion campaign ». *The British Journal of Sociology* 38 (2), juin 87 : 199-215 ; tabl. ; bibliogr.

Ce n'est pas la défense de leur statut social mais la lutte pour le maintien d'un certain ordre moral qui a mobilisé les participants à la campagne contre l'avortement en Grande-Bretagne.

4332. DE COOMAN, Eric et al. – « The next birth and the labor market : a dynamic model of births in England and Wales ». *Population Studies* 41 (2), juil. 87 : 37-68 ; tabl., graph.

Analyse sur la période 1952-1980, de l'incidence de l'évolution du marché du travail sur les fluctuations du taux de natalité en Angleterre et en Ecosse.

4333. ELLIOTT, R.F. ; MURPHY, P.D. – « The relative pay of public and private sector employees, 1970-1984 ». *Cambridge Journal of Economics* 11 (2), juin 87 : 107-132 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La période 1970-1980 a vu une détérioration sensible du salaire des travailleurs non-manuels du secteur public, par rapport au secteur privé, et considérable pour les femmes.

4334. HIGGINS, Joan – « Private medicine : the changing scene ». *The Yearbook of Social Policy in Britain* 1987 : 100-115 ; bibliogr.

Depuis la fin des années soixante-dix, le secteur privé connaît un développement considérable dans le domaine de la santé en Grande-Bretagne. Cette poussée coïncide avec l'élection d'un gouvernement conservateur en 1979. Ainsi le nombre des hôpitaux privés a augmenté de 52 entre 1979 et 1985, soit 3 600 lits supplémentaires ; le Royaume Uni totalise donc 201 hôpitaux privés, regroupant 10 155 lits.

4335. KAHN, Peggy – « Coal not dole : the British miners' strike of 1984-85 ». *Socialist Review* 17 (3-4), août 87 : 57-88 ; bibliogr.

La grève des mineurs britanniques de 1985, dont le gouvernement n'est venu à bout que par une mobilisation sans précédent des forces de répression, a coûté cher à l'économie de la Grande-Bretagne et a marqué les annales de l'histoire politique et sociale européenne d'après-guerre.

4336. RICH, Paul – « T.H. Green, Lord Scarman and the issues of ethnic minority rights in English liberal thought ». *Ethnic and Racial Studies* 10 (2), avr. 87 : 149-168.

Les émeutes raciales de 1980 et 1981 peuvent être analysées en terme de défi posé à la tradition libérale britannique et à sa capacité de répondre aux revendications des minorités. En tant que juriste libéral, Lord Scarman, dans son rapport sur les émeutes, redéfinit le discours libéral sur les minorités et la fonction policière de l'Etat.

4337. SANTINI, Jean-Jacques – « Politiques de l'emploi et flexibilité du marché du travail au Royaume Uni depuis 1979 ». *Economie prospective internationale* (31), 3e trim. 87 : 49-70 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les lois de 1980, 1982 et 1984 qui réduisent le pouvoir syndical constituent l'une des pièces maîtresses de la politique mise en place par le gouvernement conservateur pour améliorer le fonctionnement du marché du travail. Elles ont été complétées par d'autres visant à accroître la flexibilité du marché. Il est encore trop tôt pour dresser un bilan de l'utilité de ces mesures mais il faut reconnaître que le Royaume Uni a retrouvé un rythme de croissance de la création d'emplois.

Economie et finances

4338. BARNARD, David M. – « The United Kingdom Financial Services Act, 1986 : a new regulatory framework ». *The International Lawyer* 21 (2), print. 87 : 343-356.

Voté en 1986, la loi britannique réformant l'activité financière entrera en vigueur en 1987. La multiplication des scandales financiers et la volonté de mieux asseoir les transactions ont conduit à cette réforme qui correspond bien à l'esprit du « Big Bang ». La loi joue désormais la carte de l'auto-réglementation.

4339. BENDICK, Marc Jr. ; EGAN, Mary Lou – « Transfer payment diversion for small business development : British and French experience ». *Industrial and Labor Relations Review* 40 (4), juil. 87 : 528-542 ; tabl. ; bibliogr.

En France (depuis 1979) comme en Grande-Bretagne (depuis 1982), les chômeurs qui créent leur propre entreprise peuvent bénéficier de subventions publiques. Les entreprises ainsi créées, plus encore que les autres PME, se caractérisent par des emplois instables et des revenus faibles. Cette politique ne peut donc offrir qu'une aide limitée aux chômeurs et n'a guère contribué à résoudre les problèmes sociaux et économiques posés par le chômage.

4340. BRAMLEY, Glen – « Paying for local government ». *The Yearbook of Social Policy in Britain* 1987 : 178-195 ; bibliogr.

Publié en janvier 1986 par le gouvernement britannique, le rapport sur les administrations locales proposait des réformes considérables afin d'alléger le poids du secteur public supporté par le secteur privé et les contribuables. Le train de réformes proposé porte essentiellement sur la comptabilité publique locale. Le rapport s'attaque également aux injustices flagrantes de la fiscalité locale.

4341. ERRIDGE, Andrew ; CONNOLLY, Michael – « Vocational training in Northern Ireland : the role of employers and unions ». *The Political Quarterly* 58 (3), sept. 87 : 296-307 ; tabl.

Les programmes de formation professionnelle pour les jeunes en Irlande du Nord sont moins développés qu'en Grande-Bretagne. Cela est dû à l'absence de grandes firmes, à une moindre implication des industriels et des syndicats et à une absence de consensus entre ceux-ci, et à une administration trop directive.

4342. HEALD, David – « Die Privatisierungsmassnahmen in Grossbritannien 1979-1986 » (Les mesures de privatisation en Grande-Bretagne 1979-1986). *Zeitschrift für öffentliche und gemeinwirtschaftliche Unternehmen* 10 (2), 1987 : 105-116.

La politique de privatisation du gouvernement conservateur britannique a considérablement démantelé le secteur public national qui était l'un des plus étendus en 1973 et qui sera réduit à néant à la fin d'un éventuel troisième mandat de Madame Thatcher. Les conservateurs saluent le succès du « capitalisme populaire » et du redressement économique, mais les grands gagnants sont les banques et les nouveaux propriétaires majoritaires. Contrairement aux promesses initiales, le transfert aux intérêts privés ne s'est pas accompagné de restructurations et de dissolutions de monopoles.

4343. LIU, William H. – « China factor in Hong Kong banking and trade ». *Issues and Studies* 23 (5), mai 87 : 83-121 ; tabl.

Du vivant de Mao, Hong-Kong était pour la Chine un « entrepôt » et une source de devises étrangères, mais peu à peu un grand nombre de banques et d'entreprises chinoises se sont installées dans ce centre financier international. Après le retour à la Chine de Hong-Kong, en 1997, c'est la pratique qui montrera si la conception chinoise de « un pays, deux systèmes » est viable ou non.

4344. MAIR, Douglas – « Local rates and the experts in political economy ». *The Royal Bank of Scotland Review* (154), juin 87 : 18-27 ; graph. ; bibliogr.

L'administration écossaise a amorcé une série de vives controverses en proposant que les taux d'imposition sur les sociétés ne soient plus spécifiques à chaque région mais qu'il n'existe qu'un seul taux uniforme pour tout le Royaume Uni. Les hésitations gouvernementales s'expliquent par la difficulté qu'il y a à mesurer l'impact des taux d'imposition sur l'activité économique.

4345. WHATMORE, Sarah et al. – « Towards a typology of farm businesses in contemporary British agriculture ». *Sociologia ruralis* 27 (1), 1987 : 21-37 ; graph. ; bibliogr.

La classification des différents types d'exploitations agricoles en Grande-Bretagne se fait nécessairement autour de quatre critères : la propriété du capital agricole, la propriété de la terre, la gestion de l'exploitation et les relations de travail. Quatre types d'exploitations sont alors identifiables : les exploitations fermées, les exploitations dépendantes, les exploitations intégrées et les exploitations corporatives.

4346. WRIGHT, Mike – « Government divestments and the regulation of natural monopolies in the UK. The case of British Gas ». *Energy Policy* 15 (3), juin 87 : 193-216 ; tabl.

La privatisation de l'entreprise publique British Gas en décembre 1986 représente le plus important transfert de propriété publique au secteur privé qui ait eu lieu à ce jour en Grande-Bretagne. Le caractère monopoliste de cette industrie soulève une question difficile concernant l'opportunité de cette mesure car les études comparatives montrent que la performance d'une entreprise dépend plus de son caractère concurrentiel ou monopoliste que du fait qu'elle soit privée ou publique.

Hongrie

4347. Le commerce extérieur

a. ANTAL, Endre – « Entwicklungstendenzen des ungarischen Außenhandels in den achtziger Jahren » (Les tendances du commerce hongrois pendant les années 80). *Osteuropa Wirtschaft* 32 (1), mars 87 : 1-22 ; tabl. ; résumé en anglais.

Au cours de la période du plan quinquennal de 1981-1985, la Hongrie a réussi à rétablir ses équilibres extérieurs par une croissance relativement dynamique de ses exportations face à une augmentation plus lente de ses importations, malgré une nette détérioration des termes de l'échange. Elle a enregistré aussi une légère réorientation de son commerce extérieur vers les autres pays de l'Est, ce qui reflète notamment les conditions plus difficiles du marché mondial et la compétitivité insuffisante de l'économie hongroise, notamment dans les branches industrielles à haute valeur ajoutée.

b. KADAR, B. – « Hungary's external economy strategy in the second half of the 1980's ». *Acta œconomica* 36 (3-4), 1986 : 209-229 ; bibliogr. ; résumé en russe.

Les récents déboires de l'économie hongroise nécessitent une reformulation complète de sa stratégie économique extérieure. La coopération commerciale de la Hongrie doit être poursuivie tous azimuts (CAEM, OCDE et PVD), avec pour chaque groupe de pays des objectifs bien précis.

c. SALGO, I. – « Economic mechanism and foreign trade organization in Hungary ». *Acta œconomica* 36 (3-4), 1986 : 271-287 ; bibliogr. ; résumé en russe.

Les institutions chargées du commerce extérieur hongrois furent créées pour établir une séparation étanche entre le marché intérieur et les marchés mondiaux. Cet isolement a pris fin avec la réforme économique de 1968, mais le producteur reste néanmoins séparé des marchés extérieurs. Sans parler de suppression de ces institutions, des mesures de décentralisation sont indispensables.

4348. BIRÓ, Gerd – « Ungarns Übergang zu einer weltmarktoreientierten Wirtschaftspolitik » (La politique économique hongroise vers une ouverture sur le marché mondial). *Osteuropa Wirtschaft* 32 (1), mars 87 : 23-37.

La transition d'un développement extensif vers une stratégie de développement intensif en Hongrie exige une participation plus étroite dans les relations commerciales, financières et technologiques avec le marché mondial. Sans renoncer aux avantages de la coopération avec les autres pays d'Europe orientale, la Hongrie a ainsi intérêt à intensifier ses liens avec les pays occidentaux pour y trouver de nouveaux débouchés ainsi que des sources de technologies avancées et de financement, y compris pour des entreprises mixtes. L'adhésion à la Banque mondiale en 1982 a ouvert la voie à

l'obtention d'importants crédits destinés à promouvoir la modernisation de l'économie nationale.

4349. ENYEDI, György – « La politique de développement régional en Hongrie ». *Revue internationale des sciences sociales* 39 (2), mai 87 : 279-287.

Depuis la guerre, l'économie hongroise a connu, selon les politiques régionales et urbaines successivement mises en œuvre, différentes phases. Dans les années 80, la « décentralisation » est devenue l'une des clés du développement politique et économique futur.

4350. FRIEDLÄNDER, Michael – « Ungarns Hartwährungsverschuldung. Neue offizielle Angaben » (La dette extérieure en monnaie convertible de la Hongrie. Nouvelles estimations officielles). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 36 (5), 1987 : 202-208 ; tabl.

La réduction de la dette extérieure en monnaie convertible a été l'une des priorités de la politique de commerce extérieur de la Hongrie au cours de ces dernières années. Elle a pourtant encore augmenté pour atteindre près de 8 mrds de dollars en 1986. Pour obtenir une détente sur le plan de la dette extérieure de nouvelles réductions d'importations occidentales seront indispensables.

4351. GACS, J. – « The conditions, chances and predictable consequences of implementing a step-by-step liberalization of imports in the Hungarian economy ». *Acta œconomica* 36 (3-4), 1986 : 231-250 ; graph. ; bibliogr. ; résumé en russe.

De par ses structures, ses institutions et sa réglementation, l'économie hongroise n'est pas prête pour la libération des importations. Une telle ouverture doit être préparée pour le long terme. Un système de restrictions et d'équilibre et un processus de tarification adaptée aux prix nationaux doivent préalablement être mis en place.

4352. KOLLO, J. – « The impact of the labor market on the employment structure in Hungary ». *Acta œconomica* 36 (3-4), 1986 : 197-208 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en russe.

Le marché du travail hongrois manque d'efficacité ; il ne parvient pas a éliminer les emplois qui n'ont plus aucun intérêt économique. Parallèlement, l'offre de travail ne cesse de croître. Finalement, les défauts de ce marché du travail proviennent du fait qu'il n'est pas intégré dans une véritable économie de marché.

4353. KOVRIG, Bennett – « Hungarian socialism : the deceptive hybrid ». *Eastern European Politics and Societies* 1 (1), hiv. 87 : 113-134.

Après les événements de 1956 en Hongrie, le nouveau régime a fait certaines réformes sur le plan politique en faisant preuve d'une certaine souplesse et sur le plan économique en lançant son concept de « nouveau mécanisme économique ». Mais, après quelques années de succès, des difficultés, surtout économiques, ont amené les dirigeants à reconnaître, dès 1985, que le socialisme « réel » ne garantissait pas un développement économique régulier et équilibré.

4354. RABA, A. – « Hungarian development, with bottlenecks ». *Acta œconomica* 36 (3-4), 1986 : 181-196 ; bibliogr. ; résumé en russe.

Malgré les efforts récemment accomplis, l'économie hongroise a du mal à s'intégrer à l'économie mondiale. La cause de ces difficultés est liée à des questions d'infrastructure. De plus la politique économique et la gestion des entreprises sont uniquement concentrées sur le court terme. La planification de l'économie hongroise devrait retenir de nouvelles priorités.

4355. SIMAI, Mihaly – « Research, development, innovation and technology flows in small countries : the experience of Hungary ». *Development and Peace* 7 (2), aut. 87 : 171-180.

Parmi 160 pays, la Hongrie était en 1981 classée au 36e rang pour son PNB par habitant. A partir des années cinquante, la Hongrie s'est trouvée déconnectée de tous les centres technologiques importants en Occident. Pourtant, les emplois affectés à la recherche-développement ont augmenté de

140 % entre 1960 et 1980. La Hongrie est maintenant prête pour figurer dans le groupe de tête des pays industriels.

4356. STEFFENS, Marec Bela – « Investitionsfinanzierung bei der ungarischen Post – das Beispiel Telephon » (Le financement des investissements de la poste hongroise – l'exemple du téléphone). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 36 (2/3), 1987 : 126-142 ; tabl.

Près d'un demi-million de Hongrois attendent – en moyenne depuis treize ans – l'installation du téléphone chez eux, ce qui traduit les carences des PTT qui se répercutent sur l'économie toute entière. Une réforme de 1983 a détaché les PTT du ministère des Transports et Communications pour les soumettre directement au Conseil des ministres, et une autre réforme a simplifié leurs structures internes. Parmi les projets discutés l'augmentation de ressources propres, la création de comptes-chèques postaux et l'émission d'obligations s'inscriraient dans les tentatives de réforme économique globale.

Indonésie

Voir aussi : n° 4443

4357. BOLNICK, Bruce R. – « Financial liberalization with imperfect markets : Indonesia during the 1970's ». *Economic Development and Cultural Change* 35 (3), avr. 87 : 581-599 ; tabl.

Dès les années soixante-dix, l'Indonésie a amorcé avec succès une politique de libéralisation de ses marchés financiers. Cette politique était guidée par deux priorités : la restauration des grands équilibres et le développement économique du pays. L'expérience indonésienne prouve que l'interventionisme financier peut parfois être salutaire.

4358. JANSEN, Jaap C. ; KUYVENHOVEN, Arie – « Capital utilisation in Indonesian medium and large scale manufacturing ». *Bulletin of Indonesian Economics Studies* 23 (1), avr. 87 : 70-103 ; tabl. ; bibliogr.

Le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière en Indonésie est comparable à celui d'autres pays en développement mais pourrait facilement être accru : certaines réformes pourraient accroître la concurrence, amenant ainsi les entreprises à améliorer leur compétitivité.

4359. KWIK, Kian Gie – « Domestic production within the perspective of industrialisation an national development ». *The Indonesian Quarterly* 15 (2), avr. 87 : 187-198.

Pays à économie de marché, l'Indonésie s'est laissé envahir par les produits et les services étrangers. Pour ne pas demeurer un pays ne disposant que de pétrole, de gaz naturel et de matières premières, elle doit rendre sa production concurrentielle, en planifiant sa production de manière à assurer l'industrialisation et le développement dont elle aura besoin surtout dans la période post-pétrolière.

4360. MACINTYRE, Andrew J. – « Interpreting Indonesian foreign policy – The case of Kampuchea, 1979-1986 ». *Asian Survey* 27 (5), mai 87 : 515-534.

Le problème cambodgien a occupé une place importante dans la politique étrangère de l'Indonésie qui s'est employée à maintenir ses relations avec Hanoï, et à se démarquer de l'ASEAN pour éviter l'isolement du Vietnam. Cette politique s'explique à la fois par une traditionnelle haine de la Chine et par le désir de s'imposer et de se distinguer tant au sein de l'ASEAN que sur la scène internationale.

4361. Mc STOCKER, Robert – « The Indonesian coffee industry ». *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 23 (1), avr. 87 : 40-69 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'Indonésie est le 3e producteur mondial de café. L'industrie, dévastée par la seconde guerre mondiale et la lutte pour l'indépendance, a redémarré à partir de 1962 grâce aux petites exploitations, tandis que les grandes plantations déclinaient. La culture du café est une activité très rentable, ce qui stimule

la croissance de la production. Les exportations sont une source importante de recettes et devraient être encouragées compte tenu de l'évolution des prix sur les marchés mondiaux.

4362. WARREN, Carol – « Indonesian development policy and community organization in Bali ». *Contemporaray Southeast Asia* 8 (3), déc. 86 : 213-230 ; tabl. ; bibliogr.

La réorganisation administrative dans les villages indonésiens risque de nuire au développement rural du pays. La décentralisation ne parvient pas, en effet, à résoudre tous les problèmes du développement local.

Irlande

4363. FITZGERALD, Garret – « L'évolution de la politique extérieure de l'Irlande, 1922-1986 ». *Etudes irlandaises* (11), déc. 86 : 113-126 ; résumé en anglais.

La politique extérieure irlandaise a connu une surprenante continuité depuis l'indépendance. Par des voies différentes, les gouvernements Cosgrave et de Valera ont cherché à parachever l'indépendance politique de l'Irlande et ont eu les mêmes conceptions de la neutralité. Les gouvernements suivants ont adopté les mêmes principes concernant l'aide au Tiers-Monde ou encore l'indépendance économique et le rôle de l'Irlande au sein de la CEE.

4364. GILLMOR, Desmond A. – « The Irish sea fisheries : development and curtailment of a renewable resource industry ». *The American Journal of Economics and Sociology* 46 (2), avr. 87 : 165-178 ; graph., carte.

Le volume des prises effectuées par les pêcheurs de la République d'Irlande a été multiplié par 16 entre 1956 et 1982. Le nombre des ports de pêche s'est réduit et l'activité s'y est concentrée. Les contraintes posées par la CEE risquent de remettre en cause cette spectaculaire évolution.

4365. O'LEARY, Cornelius – « The Irish referendum on divorce (1986) ». *Electoral Studies* 6 (1), avr. 87 : 69-73 ; tabl. ; bibliogr.

Après le référendum de 1983 sur l'avortement, l'Irlande a été consultée sur le problème du divorce : le projet d'amendement du gouvernement Fitzgerald fut repoussé par une majorité de non (63,5 %). A la différence de la consultation de 1983, les sondages étaient loin du résultat final en 1986.

4366. REILLY, Barry – « Wages, sex discrimination and the Irish labour market for young workers ». *The Economic and Social Review* 18 (4), juil. 87 : 271-305 ; tabl., graph.

Analyse des éléments déterminant le salaire des jeunes en Irlande, notamment sous l'angle de la discrimination sexuelle.

4367. SHARP, P. – « Small State foreign policy and international regimes : the case or Ireland and the European monetary system and the common fisheries policy ». *Millenium* 16 (1), print. 87 : 55-72.

L'expérience de l'Irlande au sein de la Communauté européenne, notamment en ce qui concerne le Fonds monétaire européen et la politique commune concernant la pêche, montre l'impact d'une interdépendance à haut niveau sur la politique étrangère des petits pays développés. Ainsi, ces pays ne soulignent pas leur indépendance lorsqu'ils estiment que cela constituerait un obstacle pour obtenir des avantages que peut offrir une coopération.

Italie

Institutions et vie politiques

4368. BERNARDI, Alessandro – « Expériences italiennes récentes en matière de science et de technique de la législation pénale ». *Archives de politique criminelle* 9, 1987 : 171-189.

La décadence législative progressive en Italie a amorcé, en réaction, un processus de rationalisation normative dans les domaines de la décriminalisation (circulaires de la Présidence du Conseil des ministres de 1983 et 1986) et de l'amélioration de la technique législative.

4369. CARVALHO, Pepe – « Un terrorisme au service de l'Etat ». *Les oeillets rouges* (2), mars 87 : 29-38 ; bibliogr.

Les méfaits du terrorisme noir en Italie de 1969 à 1975 correspondent en fait à une instrumentation des milieux néofascistes désireux de préparer un coup d'état, par une fraction de l'appareil d'Etat qui voulait imposer un régime fort de type gaulliste par peur de l'agitation sociale issue de l'automne chaud. La découverte des liens entre ces milieux et les services secrets italiens lors de l'affaire de la Loge p. 2 en 1982 explique la ligne générale de cette stratégie de la tension après 1975, le but n'est plus la prise du pouvoir, mais son contrôle.

4370. D'AMICO, Renato – « Voto di preferenza, movimento dell'elettorato e modelli di partito. L'andamento delle preferenze nelle elezioni politiche italiane del quindicennio 1968-1983 ». *Quaderni dell'osservatorio elettorale* (18), janv. 87 : 89-138 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Analyse des rapports partis/électorat en Italie de 1968 à 1983 : le vote de préférence, phénomène traditionnellement méridional, en donne une mesure, selon qu'il exprime un « vote d'échange » ou un vote d'opinion.

4371. MAESTRI, Ezio – « La regolazione dei conflitti redistributivi in Italia : il caso della politica pensionistica (1948-1983) ». *Stato e mercato* (20), août 87 : 249-279 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'analyse de la production des huit premières législatures italiennes en matière de politique des retraites révèle l'instrumentation de la politique sociale par les partis et le gouvernement, au détriment de la lutte contre les inégalités. Le clientélisme apparaît ainsi comme relevant du processus de décision politique et non seulement d'un effet pervers de l'application des lois.

4372. PANEBIANCO, Angelo – « " Al cittadino non far sapere... " valori, interessi politici e riforma elettorale ». *Il mulino* 36 (311), juin 87 : 359-373.

Dans le débat actuellement en cours en Italie sur la réforme des institutions et en particulier celle du système électoral, s'opposent deux visions : celle de mutations dans le cadre du régime de la première république et celle impliquant un changement de régime. La centralité de la question communiste soumet cependant ces évolutions institutionnelles aux transformations du contexte international autant qu'à l'ingéniérie électorale.

Questions sociales

4373. « Sindacato, organizazzione, rappresentatività ». *Prospettiva sindacale* 18 (63), mars 87 : 9-224.

Suite d'articles consacrés à l'actuelle représentativité des syndicats italiens, au regard de leur organisation et du statut de leurs permanents. Depuis l'accord de Montesilvano à la fin des années 70, le manque d'importance accordé aux conditions de fonctionnement de l'organisation syndicale et en particulier à ses ressources humaines, explique en effet en partie la démobilisation dont elle fait aujourd'hui l'objet.

4374. ARRIGHI, Giovanni ; PISELLI, Fortunata – « Capitalist development in hostile environments : feuds, class struggles, and migrations in a peripheral region of southern Italy ». *Review – Fernand Brandel Center for Study of Economics, Historical Systems and Civilizations* 10 (4), print. 87 : 649-752 ; graph., carte ; bibliogr.

L'histoire du développement économique de la Calabre et de sa « périphérisation » au sein de l'économie italienne révèle la dualité du processus de développement où changement social et progrès économique agissent conjointement. Conflits sociaux et migrations ont ainsi modelé le développement régional de la Calabre.

4375. GRIBAUDI, Maurizio – « Espace ouvrier et parcours sociaux : Turin dans la première moitié du siècle ». *Annales. Economies. Sociétés. Civilisations* 42 (2), avr. 87 : 243-263 ; résumé en anglais.

La reconstitution de généalogies ouvrières piémontaises de 1858 à 1961 met en évidence l'importance de l'itinéraire géographico-professionnel qui permet de nuancer le mythe de la classe ouvrière turinoise. La naissance d'un des pôles ouvriers les plus denses d'Italie apparaît en effet comme le fruit d'un turnover massif s'étendant au parcours spatial, professionnel et à la vie familiale plutôt que comme un parcours unique des campagnes vers les quartiers ouvriers.

4376. SANTILLI, Giancarlo – « L'évolution des relations industrielles chez Fiat 1969-1985 ». *Travail et emploi* (31), mars 87 : 27-36 ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Depuis l'explosion des luttes ouvrières en 1969, les relations industrielles chez Fiat se sont construites de manière spontanée et autonome et ont symbolisé la naissance d'un nouveau syndicat. En raison de la faiblesse structurelle de l'implantation syndicale chez Fiat, les nouvelles relations industrielles se sont appuyées sur des bases incertaines et n'ont jamais connu une stabilisation. Ce syndicat apparaît aujourd'hui incapable de définir une nouvelle stratégie et de s'adapter aux nouvelles formes de relations industrielles.

Economie et finances

4377. Le contrôle de la désintermédiation financière

a. LO CICERO, Massimo – « Mercati ed intermediari finanziari in Italia negli ultimi dieci anni ». *Rassegna economica* 51 (2), avr. 87 : 273-288 ; bibliogr.
La priorité donnée par l'ordonnancement italien à la fonction des banques en faveur de l'épargne explique le rôle de vigilance confié à la banque centrale. Face à l'actuelle désintermédiation bancaire et aux nouveaux besoins des entreprises, une adaptation de ce contrôle est nécessaire, qui sera plutôt orienté vers le marché que vers ses intermédiaires.

b. SAVIGNANO, Aristide – « Intermediari finanziari e tutela del risparmio ». *Rassegna economica* 51 (2), avr. 87 : 289-310.
La diminution des dépôts bancaires, au profit des placements en titres publics, puis en actions, caractérise l'évolution de l'épargne italienne depuis 1978. La création de la Consob témoigne de la mise en place de nouveaux organismes contrôlant cette évolution mais d'autres formes de tutelle sur les intermédiaires financiers doivent être élaborées.

4378. L'économie souterraine

a. DEAGLIO, Mario – « Submergence in the Italian economy – 1970-85 ». *Review of Economic Conditions in Italy* (1), avr. 87 : 49-77 ; tabl., graph. ; bibliogr.
L'existence d'une économie souterraine, si elle est responsable de certaines distorsions dans les statistiques, ne menace cependant pas la pertinence des analyses économiques. Les mesures législatives et fiscales appropriées peuvent, par ailleurs, amener l'économie souterraine « à la surface ».

b. DE RITA, Giuseppe – « The culture of development and the legacy of the submerged economy ». *Review of Economic Conditions in Italy* (1), avr. 87 : 9-19.
L'importance de l'économie souterraine en Italie s'est constamment affirmée et développée depuis les années 70. Son existence est aujourd'hui admise et parfois approuvée. Elle constituera une donnée permanente de l'économie italienne et les politiques gouvernementales devront dépasser les condamnations inutiles pour tenir compe de son importance.

c. SIESTO, Vincenzo – « Macroeconomic statistics and the submerged economy ». *Review of Economic Conditions in Italy* (1), avr. 87 : 21-47 ; tabl. ; bibliogr.
Face au développement de l'économie souterraine, responsable de 20 à 25 % de la production en Italie, les statisticiens ont dû réviser leurs instruments de mesure de l'activité productive. Le secteur caché de l'économie garde donc de moins en moins de secrets à l'abri du regard des observations.

d. WEISS, Linda – « Explaining the underground economy : state and social structure ». *The British Journal of Sociology* 38 (2), juin 87 : 216-234 ; tabl. ; bibliogr.

L'exclusion des femmes du marché officiel du travail et la structuration clientéliste des relations entre l'Etat et la société civile ont fourni à l'économie souterraine – devenue en Italie une composante durable de la structure sociale – les ressources nécessaires à sa formation et à son épanouissement.

4379. CAMMELLI, Marco – « Le istituzioni nel Mezzogiorno : itinerari di ricerca ». *Stato e mercato* (20), août 87 : 145-177 ; bibliogr.

L'analyse des institutions publiques d'intervention dans le Mezzogiorno, en dehors de la Caisse du Mezzogiorno, révèle, avant la loi de 1986, une oscillation constante entre l'intervention de type « extraordinaire » et l'action décentralisée dans le cadre d'une autonomie ne dépassant pas celle des autres régions. Les nouvelles dispositions rompent avec ce cadre, mais leur application suppose l'élaboration d'une différenciation stable entre le Mezzogiorno et les autres régions italiennes, et l'établissement de relais assurant l'unité du système.

4380. MUNARI, Luciano – « Le esigenze delle piccole e medie imprese nei rapporti bancari : i risultati di un 'indagine empirica ». *Rivista milanese di economia* (22), juin 87 : 34-49 ; tabl., graph.

Plus que la désintermédiation bancaire, les changements de nature culturelle dans les rapports entre banques et PME sont caractéristiques de l'évolution récente. Une étude empirique des critères de choix des services financiers par les PME italiennes révèle en effet l'importance de la qualité du service offert, qui peut modifier l'élasticité de la demande par rapport au prix.

4381. PRATT, Jeff – « Time, work and money in a Tuscan cooperative ». *The Journal of Peasant Studies* 14 (4), juil. 87 : 435-453 ; bibliogr.

La Toscane a connu un changement radical de ses structures sociales depuis 1945. Ainsi, dans la province de Sienne, 64 % de la population travaillaient dans l'agriculture en 1951 et 12 % seulement 30 ans plus tard. Quelques petits groupes d'habitants de cette région ont formé des coopératives rurales pour être en mesure de résister aux forces économiques qui tendaient à les écraser. A côté des motivations strictement économiques, d'autres relèvent de considérations politiques et morales.

Jamaïque

Voir aussi : n° 1822, 4492

4382. BULLOCK, Colin – « IMF conditionality and Jamaica's economic policy in the 1980's ». *Social and Economic Studies* 35 (4), 1986 : 129-176 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis 1981, la politique économique de la Jamaïque est déterminée sous les auspices du FMI. Pourtant, la croissance n'a pu être maintenue, et ni l'inflation, ni le chômage n'ont pu être jugulés. De plus, les fonds du FMI ont été distribués avec parcimonie. L'expérience de la Jamaïque doit néanmoins servir de leçon aux autres PVD.

4383. DORE, M.H.I. – « Mineral taxation in Jamaica : an oligopoly dictates tax policy ». *The American Journal of Economics and Sociology* 46 (2), avr. 87 : 179-203 ; tabl. ; bibliogr.

L'industrie de l'aluminium de la Jamaïque tourne à 60 % de sa capacité. L'imposition d'une taxe additionnelle sur la bauxite en 1974 n'est pas étrangère à ce net ralentissement de la production. Le caractère oligopolistique de cette industrie a facilité la création d'une association internationale des producteurs de bauxite.

4384. STEPHENS HUBER, Evelyne ; STEPHENS, John D. – « The transition to mass parties and ideological politics. The Jamaican experience since 1972 ». *Comparative Political Studies* 19 (4), janv. 87 : 443-483 ; tabl. ; bibliogr.

Le succès du Patri national populaire jamaïcain, dans les années 70, tient de son passage du clientélisme à la forme de parti de masse démocrate-socialiste. Le modèle downsien ne suffit pas pour comprendre cette transformation profonde. La réussite électorale du PNP s'explique surtout par sa capacité

organisationnelle et mobilisatrice qui a fait déplacer le centre de gravité de l'opinion selon le modèle de Gramsci.

Kampuchéa

Voir aussi : n° 3587, 3942

4385. ETCHESON, Craig – « Civil war and the coalition government of Democratic Kampuchea ». *Third World Quarterly* 9 (1), janv. 87 : 187-202 ; carte.

Constitué en 1982, le gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique peut-il techniquement être considéré comme un gouvernement de coalition en exil ? C'est une alliance plus ou moins lâche de groupes divers, marqués par une animosité mutuelle car issus des trois précédents gouvernements cambodgiens (les partisans de Sihanouk ; le Front de Libération nationale du peuple Khmer et les Khmers rouges). Il ne contrôle qu'une petite partie du territoire mais le gouvernement en place à Phnom Penh n'est pas reconnu à l'ONU. Il n'y a pas unanimité entre les diverses factions quant au moyen de régler le problème cambodgien.

4386. PRADHAN, B.-B. – « US-Soviet strategic stalemate in Kampuchéa ». *Foreign Affairs Reports* 36 (4), avr. 87 : 61-68.

L'impasse dans la recherche d'une solution pour le Kampuchéa vient de l'importance stratégique de sa situation géographique. Ainsi, l'URSS est présente dans ce pays par l'intermédiaire du Vietnam, alors que la Chine le considère comme étant dans sa zone d'influence et que les Etats-Unis voudraient à nouveau jouer un rôle important dans cette région du monde.

4387. SUMMERS, Laura – « The CPK secret vanguard of Pol Pot's revolution : a comment on Nuon Chea's statement ». *The Journal of Communist Studies* 3 (1), mars 87 : 5-18.

Analyse d'un discours prononcé en 1978 à l'occasion de la visite d'une délégation du parti ouvrier danois par NUON Chea le secrétaire général adjoint du parti communiste du Kampuchéa sur la ligne du parti. Voir pp. 19-36 : NUON CHEA : « Statement of the communist Party of Kampuchea to the communist worker's party of Danemark, july 1978 ».

Kenya

4388. « Pastoralist economies of Kenya ». *Research in Economic Anthropology* 8, 1987 : 249-314 : tabl., cartes ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés au pastoralisme au Kenya : les tribus nomades ont au cours de ce siècle été peu à peu absorbées par l'Etat-colonial puis par l'Etat nation indépendant. Elles ont souffert du conflit avec la Somalie de 1964-68 puis des sécheresses successives, mais plus en fait du contexte politique que des conditions physiques ou climatiques.

4389. FONTAINE, Jean-Marc – « Campagnes, bidonvilles et Banque mondiale au Kenya ». *Politique africaine* (26), juin 87 : 92-101.

La politique économique libérale appliquée depuis 1981 au Kenya vise à réanimer l'agriculture, alléger les charges de l'Etat et freiner l'exode rural. Mais cette orientation néglige l'hétérogénéité des conditions de vie de la paysannerie, le fait qu'il y ait deux types d'exode rural et, plus encore, le caractère contradictoire des villes et la présence au sein de celles-ci de gigantesques bidonvilles, lieux d'une foisonnante économie informelle.

4390. Mc MAHON, Gary – « The effect of stable export prices on GNP in a developing country : the case of Kenya ». *Eastern Africa Review* 2 (2), déc. 86 : 169-181 ; tabl. ; bibliogr.

La stabilité des prix d'exportation constitue certainement un facteur important pour stabiliser les recettes et par conséquent le PNB dans une économie extravertie. L'analyse du cas kényan montre une assez grande flexibilité du pays pour réagir à des changements dans les prix de ses produits d'exportation,

ce qui lui a permis d'amortir largement le choc des fluctuations de prix. La diversification des exportations peut être le moyen le plus adéquat pour augmenter cette flexibilité, du moins si elle ne donne pas lieu à une augmentation trop brusque des inputs importés.

4391. NGAU, Peter M. – « Tensions in empowerment : the experience of the Harambee (self-help) movement in Kenya ». *Economic Development and Cultural Change* 35 (3), avr. 87 : 523-538 ; tabl.

La planification économique utilisée comme outil de développement a eu des résultats positifs au Kenya. Cependant, le système d'entraide qui la relayait au niveau local, le « Harambee », y a perdu son traditionnel rôle culturel pour être asujetti aux contraintes d'une croissance extrovertie.

Mali

4392. AMSELLE, Jean-Loup – « Fonctionnaires et hommes d'affaires au Mali ». *Politique africaine* (26), juin 87 : 63-72.

Le commerce est au Mali à la fois très ancien et particulièrement vivace. Il est néanmoins peu ou mal étudié, essentiellement parce que le regard occidental posé sur l'économie africaine ne tient pas compte de sa dimension anthropologique. Les mécanismes mis en œuvre sont très adaptés à la société malienne où le prestige social et/ou religieux reste un moteur essentiel de l'activité économique, d'où la permanence du clientélisme.

4393. CISSOKO, Diango – « La fonction publique et les impératifs du développement en Afrique noire francophone : le cas du Mali ». *Revue juridique et politique* 40 (5-6), déc. 86 : 921-938 ; tabl.

La fonction publique malienne a été organisée sur la base du système de la carrière, selon la tradition française. Cependant, cette fonction publique n'est pas parvenue à être l'instrument privilégié du développement du pays, ce qui rend indispensable sa réforme dans le sens d'une structure non plus fermée, mais semi-ouverte.

4394. POSTEL-COSTER, Els – « Developpement rural et marginalisation des femmes au Mali du Sud ». *Anthropologie et société* 11 (1), 1987 : 107-114 ; bibliogr.

La nouvelle politique agricole mise en œuvre par le gouvernement malien en collaboration avec les Néerlandais a bouleversé le système traditionnel de répartition des terres et marginalisé le travail des femmes qui, ayant leur propres parcelles, étaient responsables de la nourriture quotidienne. Elle a conduit à l'insuffisance alimentaire et à un surcroît de travail pour les femmes.

4395. TRAORE, Mamadou Balla – « Système juridique et régulation sociale chez les Mandeng du Mali ». *Penant* 96 (791), oct. 86 : 257-270.

Il serait erroné d'apprécier les systèmes juridiques africains selon la logique occidentale qui prétend dissocier le droit de l'ensemble des normes sociales. C'est sous l'influence de causes internes qu'une société choisit un mode de régulation sociale (le droit, par exemple) plutôt qu'un autre. D'autre part, la conjonction des différentes normes de régulation (droit compris) est un phénomène courant dans toutes les sociétés. Vérification de cette théorie chez les Mandeng du Mali.

Maroc

Voir aussi : n° 3772

4396. BENDOURON, D. – « La monarchie théocratique au Maroc ». *Revue de droit international et de droit comparé* 64 (1-2), 1987 : 88-107.

Depuis 1976, le souverain marocain se situe au-dessus de la constitution en se référant à sa qualité de commandeur des croyants. On assiste donc à l'émergence d'une monarchie théocratique alors que précédemment le roi ne fondait ses pouvoirs que sur des bases juridiques.

4397. LEVEAU, Rémy – « Pouvoir politique et pouvoir économique dans le Maroc d'Hassan II ». *Les cahiers de l'Orient* (6), 2e trim. 87 : 31-42 ; résumés en arabe et en anglais.

La crise économique au Maroc perturbe le jeu politique et menace l'avenir du pays. Dans la démarche du roi, l'économie se traite avant tout par la politique. Il essaye de se procurer à l'extérieur les ressources qui lui évitent les arbitrages douloureux. Toute la classe politique est impliquée dans le milieu des affaires. Le roi est le premier entrepreneur et le premier propriétaire foncier du pays. Mais la crise appelle des réformes qui ne manqueront pas de toucher cette élite. A l'avenir, la reconstruction d'un équilibre entre le politique et l'économique pourrait passer soit par une démocratisation réelle, soit par un coup d'Etat.

4398. TORRE, André – « Problème des priorités industrielles et détermination des industries motrices ». *Mondes en développement* 14 (56), 1986 : 123-144 ; graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Les secteurs dont le rôle est d'entraîner dans leur dynamique de croissance l'ensemble de l'économie sont souvent déterminés par l'étude des relations inter-industrielles dans la matrice des échanges des tableaux entrées-sorties nationaux. Pour les pays en voie de développement, il est important de faire aussi apparaître des branches isolées au sein du système productif. Cette méthode permet ainsi de dégager six grandes filières nationales dans le cas du Maroc.

Nicaragua

Voir aussi : n° 3790

4399. « On the revolutionary transformation of Nicaragua ». *Latin American Perspectives* 14 (1), hiv. 87 : 3-100.

Suite d'articles consacrés à la transformation révolutionnaire au Nicaragua et plus particulièrement à ses implications pour les minorités indiennes. Voir notamment : JUDSON, Fred : « Sandinista revolutionary morale » ; ORTIZ, Roxanne Dunbar : « Indigenous rights and regional autonomy in revolutionary Nicaragua » ; SHAPIRO, Michael : « Bilingual-bicultural education in Nicaragua's Atlantic coast region » ; DIAZ-POLANCO, Hector : « Neoindigenismo and the ethnic question ».

4400. BATAILLON, Gilles – « Nicaragua : communistes et socio-démocrates dans la révolution. Entretien avec Carlos Cokonel Kautz ». *Communisme* (13), 1er trim. 87 : 34-51 ; résumé en anglais.

Depuis l'instauration du régime sandiniste, la fraction social-démocrate du Front national de libération nationale a été utilisée, puis chassée du pouvoir par les dirigeants actuels du pays qui entendent en fait construire un « socialisme réel ».

4401. BURIN DES ROZIERS, Philippe – « Enigmes nicaraguayennes ». *Politique étrangère* 52 (2), été 87 : 451-460 ; résumé en anglais.

Les sandinistes ont bénéficié d'un soutien populaire considérable motivé par le rejet de la dictature et non par l'adhésion positive à un projet d'inspiration marxiste-léniniste. Aujourd'hui, ils sont en butte à l'hostilité paysanne, notamment, et à la guerrilla des Contras qui trouve appui dans les classes populaires. La solution au problème nicaraguayen passe par un dialogue international et aussi par l'adoption par le régime sandiniste de références idéologiques hybrides contradictoires.

Nigéria

4402. BELLO-IMAM, I.-B. – « Problems of national integration in Nigeria ». *The Indian Journal of Political Science* 48 (2), juin 87 : 266-281.

Le problème de l'intégration nationale au Nigéria est avant tout celui de la perception qu'ont les Nigérians de leur pays. La très grande hétérogénéité

ethnique, culturelle, linguistique et religieuse, ainsi que les conséquences du colonialisme et de son principe de « diviser pour régner », rendent extrêmement difficile la formation d'une véritable unité nationale. Mais c'est un long processus évolutif qui seul peut y mener, et les mesures prises par l'actuel régime militaire semblent aller dans la bonne direction.

4403. GEVELING, L.-V. – « Nigeriâ : den'gi i politika » (Le Nigéria, l'argent et la politique). *Narody Azii i Afriki* (3), 1987 : 33-43 ; résumé en anglais.

Dans le premier tiers des années 80, il s'est mis en place, au Nigéria, un mécanisme original de financement des partis et hommes politiques, fondé à la fois sur les subsides privés et gouvernementaux. Ce mécanisme n'a pu fonctionner que grâce au retrait d'énormes moyens financiers de l'économie nationale, et au prix du développement de la corruption et de la criminalité. Mais ce mécanisme a entraîné l'effondrement, en 1983, de la 2e République.

4404. OKORIE, Aja – « Agricultural insurance in Nigeria : mirage or reality ? ». *Development Policy Review* 5 (2), juin 87 : 149-163 ; tabl.

Entre 1980 et 1985, l'agriculture nigériane a été la victime de dix accidents naturels, de nature très diverse : épidémies, crues, sécheresses, glissements de terrain, ... Dans de telles circonstances, les agriculteurs savent qu'ils peuvent compter sur le secours de l'Etat. Un système d'assurance agricole pourrait néanmois être mis au point dans ce pays, après qu'un projet pilote aura fait ses preuves.

Pays-Bas

4405. DE GANS, H.-A. – « Suburbanisatie of compacte stat ? (Banlieues ou ville compacte ?) » *Mens en maatschappij* 62 (1), fév. 87 : 44-64 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

On constate aux Pays-Bas une modification dans les flux migratoires internes ainsi que dans les motivations qui orientent ces flux : les migrations s'orientent de plus en plus vers les grandes villes. Cette orientation pourrait s'expliquer par des raisons économiques ou parce que les temps de transport ont dépassé les limites critiques.

4406. VAN AMERSFOORT, Hans ; SURIE, Bondewijn – « Reluctant hosts : immigration into Dutch society 1970-1985 ». *Ethnic and Racial Studies* 10 (2), avr. 87 : 169-185 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La population immigrée représente environ 6 % de la population totale néerlandaise. Les principaux groupes proviennent du Surinam, de la Turquie et du Maroc. La plus forte vague d'immigration a déferlé sur les Pays-Bas entre 1970 et 1980. La société néerlandaise a été surprise par ces arrivées en masse.

4407. VAN DE VALL, Mark ; LEEUN, Frans L. – « Unity in diversity : sociology in the Netherlands ». *Sociological Inquiry* 57 (2), print. 87 : 183-203 ; tabl. ; bibliogr.

La sociologie néerlandaise est ouverte aux influences extérieures et fragmentée sur le plan théorique. Une analyse plus fine montre que cette diversité théorique peut se ramener à un petit nombre de théories de base qui constituent le noyau central du corpus théorique. La discipline tend cependant à se scinder en de multiples sous-champs, avec des programmes de recherche et d'enseignement autonomes.

4408. VAN DER EIJK, Cees ; NLEMOLLER, Kees – « Electoral alignments in the Netherlands ». *Electoral Studies* 6 (1), avr. 87 : 17-30 ; tabl. ; bibliogr.

Jusqu'au milieu des années soixante, les attitudes partisanes aux Pays-Bas s'articulaient autour de l'origine sociale et de la confession religieuse. Ces facteurs ont aujourd'hui une influence plus limitée ; les choix électoraux sont désormais déterminés selon le clivage gauche/droite.

Pérou

4409. Le Sentier lumineux

a. BERG, Ronald H. – « Sendero luminoso and the peasantry of Andahuaylas ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 28 (4), hiv. 87 : 165-196 ; cartes ; bibliogr.

L'apparent succès du Sentier lumineux et sa popularité auprès de paysans de certaines régions du Pérou ont trouvé diverses explications. Une enquête menée dans le district andin de Pacucha, dans la province des Andalahuaylas, en 1981-82 puis en 1985, permet de comprendre comment se sont établis les liens entre la communauté paysanne et les révolutionnaires.

b. DEGREGORI, Carlos Iván – « Sendero luminoso : el desafío autoritario ». *Nueva sociedad* (90), août 87 : 25-34.

L'analyse de la guérilla au Pérou pose en dernière instance le problème de la spirale de la terreur déclenchée par le mouvement, celui donc d'une politique alternative : la gauche est-elle incapable de répondre aux aspirations démocratiques du peuple péruvien ?

4410. ASSIES, Willem – « The agrarian question in Peru : some observations on the roads of capital ». *The Journal of Peasant Studies* 14 (4), juil. 87 : 500-532 ; bibliogr.

Sous le gouvernement militaire nationaliste de Velasco Alvarado (1968-1975), le Pérou a connu l'une des réformes agraires les plus radicales de l'histoire latino-américaine. Certains auteurs parlent à ce propos d'un passage du type de développement « junker » à un autre de type « farmer ». Mais cette vision reste simplificatrice, notamment en ce qu'elle néglige l'importance du secteur coopératif agricole qui était également un trait caractéristique de la réforme péruvienne.

4411. BABB, Florence E. – « From the field to the cooking pot : economic crisis and the threat to marketeers in Peru ». *Ethnology* 26 (2), avr. 87 : 137-149 ; bibliogr.

Les pouvoirs publics péruviens attribuent aux petits vendeurs des rues, qui ont récemment proliféré, la responsabilité de la hausse importante du prix des produits alimentaires. En fait, l'inflation comme la croissance du petit commerce sont deux phénomènes qui trouvent leur source dans les problèmes économiques plus fondamentaux du capitalisme dépendant. Comme dans d'autres pays du Tiers-Monde, le sous-développement s'accompagne d'un secteur informel en expansion.

4412. DIETZ, Henry – « Electoral politics in Peru, 1978-1986 ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 28 (4), hiv. 87 : 139-163 ; tabl. ; bibliogr.

Analyse de la transition du régime militaire à la démocratie, à travers les élections qui se sont succédées depuis 1980, les campagnes électorales et l'évolution des partis politiques et de leurs programmes.

4413. FLORES, Heriberto – « Démocratie, autoritarisme et militarisation dans le Pérou d'Alan Garcia ». *Notes et études documentaires* (10), 1987 *Problèmes d'Amérique latine* (84), 2e trim. 87 : 121-144.

Pendant les deux premières années de son mandat, le Président Alan Garcia a réussi à se donner une dimension internationale et une stature nationale. Il préfère s'appuyer sur les masses que sur les corps intermédiaires au prix d'une certaine tension dans les relations avec son propre parti et mène une ouverture à gauche. Cependant, l'amplification de la guerrilla du Sentier Lumineux, la contre-terreur de l'armée et de la police, la détérioration des relations du chef de l'Etat avec l'opposition alourissement les menaces qui pèsent sur le pérou.

4414. JIMENEZ, Félix – « El comportamiento de la inversión privada y el papel del Estado : notas sobre de la acumulación de capital en una economia no-integrada ». *Socialismo y participación* (38), juin 87 : 13-28 ; graph. ; résumé en français.

Analyse des interventions de l'Etat qu'exige au Pérou le déblocage de l'investissement privé dans la perspective d'une réindustrialisation orientée

vers la production de biens de consommation massive. Voir à la suite, pp. 29-52 ; CARBONERO, D. et al. : « Consecuencias en el Peru de una politica economica heteradoxa ».

Portugal

Voir aussi : n° 4045, 4509

4415. CARRIÈRE, Jean-Paul – « Structures agraires et disparités régionales : le cas du Portugal ». *Revue d'économie régionale et urbaine* (1), 1987 : 81-101 ; tabl., carte ; résumé en anglais.

La politique volontaire d'aménagement du territoire dont le Portugal ne peut faire l'économie doit être poussée en étroite relation avec la politique agricole structurelle qu'exige le retard de l'agriculture portugaise par rapport à ses concurrents européens.

4416. CARVALHO, Virgilio de – La défense militaire de l'Europe occidentale vue par un Portugais ». *Stratégique* (2), 1987 : 5-18.

La situation géographique et géopolitique du Portugal offre un intérêt indubitable pour l'acheminement des renforts militaires nord-américains vers l'Europe occidentale ainsi que pour leur ravitaillement par voie maritime. Par ailleurs, les intérêts du Portugal en matière de sécurité rendent sa participation à l'OTAN et à la défense militaire européenne – intégrée dans un système de défense euro-américaine – vitale.

4417. GOLBEY, David B. – « The Portuguese general election of 6 october 1985 and the presidential election of 26 january-16 february 1986 ». *Electoral Studies* 6 (1), avr. 87 : 53-62 ; tabl. ; bibliogr.

Les deux récentes consultations portugaises (octobre 85 et janvier/février 1986) confirment l'évolution du système politique vers des structures complètement calquées sur la compétition présidentielle. Pour la première fois en 50 ans, le Portugal dispose d'un Président civil élu et chef d'un parti politique. Les résultats de ces élections ont plongé le Portugal dans une expérience cohabitationniste à la française.

4418. JONES, Rosamund – « Capitalism's quick learner ». *Euromoney* juin 87 : 89-95 ; tabl.

Depuis 1986, un véritable marché boursier s'est créé au Portugal, florissant mais fragile, reposant sur les petites et moyennes entreprises. Plusieurs initiatives ont été prises par les pouvoirs publics pour renforcer ce marché.

4419. VITORINO DE QUEIROZ, Manuel – « Le secteur coopératif au Portugal. Le cadre juridique après la Constitution de 1976 ». *Revue des études coopératives mutualistes et associatives* (21), 1er trim. 87 : 73-83.

Présentation de la législation des coopératives portugaises des origines à nos jours. Depuis 1976, les coopératives ont été l'objet de trois textes juridiques fondamentaux et de onze lois spécifiques de réglementation de branches soulignant l'importance accordée à ce secteur.

Sahara occidental

Voir aussi : n° 3214

4420. Le conflit du Sahara occidental

a. CLÉMENT, Jean-François – « Le conflit du Sahara occidental ». *Etudes polémologiques* (40), 1986 : 91-143.

Histoire militaire et politique du conflit depuis 1975 en particulier à travers les politiques d'achat d'armement à l'étranger et le rôle que les divers pays fournisseurs ont tenté de jouer pour peser sur l'évolution de cet affrontement triangulaire. En réalité, ce rôle a été assez limité car ni les Etats-Unis, ni la France, ni l'URSS n'ont de véritable politique à l'égard du Sahara occidental. L'avenir le plus probable du conflit semble être le maintien du

statu quo puisque les Marocains ont vaincu militairement et le Polisario diplomatiquement.

b. HODGES, Tony – « Western Sahara : a war of attrition ». *Africa Contemporary Record* 18, 1986 : A119-A129 ; tabl.
Le conflit du Sahara occidental, qui s'est transformé en une guerre d'usure, est entré, en 1985, dans sa deuxième décennie. Cette même année, le Maroc a terminé la construction du mur entourant, côté Sahara, le territoire revendiqué par la « République arabe Démocratique Sahraouie », reconnue par la majorité des Etats africains et soutenue par l'Algérie.

c. JESSER, Walter – « Pattsituation im West-Sahara-Konflikt » (Situation bloquée dans le conflit du Sahara Occidental). *Europa Archiv* 42 (12), 25 juin 87 : 351-360 ; carte.
La guerre du Sahara Occidental dure depuis maintenant douze ans et ne soulève plus guère l'intérêt des Européens. Le Maroc a réussi à s'affirmer, avec l'aide française et américaine, dans le « triangle utile » du territoire où il crée des faits accomplis par une migration massive qui change la composition de la population locale, mais il n'a pas su empêcher de rudes revers sur le plan diplomatique. Chaque camp reste sur ses positions et la situataion apparaît comme totalement bloquée, ce qui impose de lourds sacrifices aux parties concernées et risque un jour de donner lieu à une internationalisation du conflit dans le contexte de la rivalité Est-Ouest.

4421. BONTEMPS, Claude – « The government of the Saharawi Arab Democratic Republic ». *Third World Quarterly* 9 (1), janv. 87 : 168-186.
Les Sahraouis vivent en exil en Algérie mais la RASD est reconnue comme un Etat par 65 pays et est membre à part entière de l'OUA. Le Front Polisario s'est montré soucieux de préserver l'unité du peuple sahraoui en exil et s'est doté en 1976 d'une Constitution, d'inspiration occidentale, et de structures sociales, économiques et administratives qui, elles, reposent sur la tradition.

Singapour

4422. CHANG, Heng Chee – « Internal developments in Singapore ». *The Indonesian Quarterly* 15 (1), janv. 87 : 128-138.
Les élections de 1984 à Singapour ont à la fois enregistré une montée de l'opposition, qui a obtenu pour la première fois 12 % des voix et 2 sièges, et assuré la relève de la classe politique. Le nouveau gouvernement, issu du Parti d'action du peuple (PAP) comme tous les précédents, mais affaibli, a dû se consacrer dès sa formation, le 1er janvier 1985, à la recherche d'une solution permettant de lutter avec succès contre la récession.

4423. KUO, Eddi Cy ; CHEN, Huey-Tsyh – « Toward an information society. Changing occupational structure in Singapore ». *Asian Survey* 27 (3), mars 87 : 355-370 ; tabl., graph.
La transformation radicale des structures économiques de Singapour, l'accroissement rapide des activités de services, notamment dans le secteur de l'information, ont favorisé une prolifération des cols blancs et provoqué un profond changement social.

4424. ZWART, Sara G. – « A favorable climate for foreign investment in Singapore : recent changes in the companies act hold directors to strict standards of accountability ». *The International Lawyer* 21 (2), print. 87 : 357-378.
Singapour est devenue l'un des principaux centres d'attractions mondiaux pour les investisseurs. La ville compte 60 000 entreprises, nationales ou étrangères. Une loi de 1967 régit l'installation et l'activité des entreprises étrangères de manière stricte afin que les intérêts nationaux soivent préservés. L'amendement voté en 1984 vient court-circuiter les détournements de loi de 1967.

Soudan

4425. ABDELGABAR, R. – « The role of non-governmental organisations in regional development in Sudan ». *Planning and Administration* 14 (1), print. 87 : 93-99 ; bibliogr.

Les organisations non-gouvernementales qui œuvrent pour le développement régional en Afrique sont des organes à but non lucratif. Elles ont soit un but social, soit un but économique. Dans la région de Darfur au Soudan, elles se sont montrées particulièrement actives ; la participation de toute la population s'y est rapidement manifestée.

4426. DAVIES, H.R.J. – « After the famine in Sudan : can Australian experience help ? » *The Geographical Journal* 153 (2), juil. 87 : 181-194 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

Des similitudes entre les déserts soudanais et australien justifient l'idée de transposer l'expérience de l'Australie au Soudan. L'utilisation de son désert par l'Australie suggère que le Soudan oriente ses régions désertiques vers l'élevage et non vers la culture ; les parties irriguées doivent, de plus, être exploitées plus intensivement. Mais de tels changements doivent d'abord gagner l'approbation des Soudanais.

4427. O'BRIEN, Jay – « The calculus of profit and labour-time in Sudanese peasant agriculture ». *The Journal of Peasant Studies* 14 (4), juil. 87 : 454-468 ; bibliogr.

La plupart des analyses des changements dans les campagnes reposent sur des hypothèses évolutionnistes simplificatrices concernant le passage de structures d'économie fermée à d'autres fondées sur la production mercantile. L'étude plus précise de l'agriculture soudanaise montre cependant qu'en réalité il y a certes eu des changements récents importants comme conséquence de la pénétration des relations de production capitalistes, mais que les structures antérieures étaient elles aussi déjà liées par des mécanismes divers à des systèmes complexes de division du travail, et cela depuis de longs siècles.

Sri Lanka

4428. HYNDMAN, Patricia – « The 1951 Convention definition of refugee : an appraisal with particular reference to the case of Sri Lankan Tamil applicants ». *Human Rights Quarterly* 9 (1), fév. 87 : 49-73.

La Convention de 1851 donne du statut de réfugié une définition centrée sur l'individu. La Convention n'offre sa protection qu'aux personnes qui sont hors de leur pays natal ; les autres ne peuvent être considérées comme des réfugiés. Appliquée aux réfugiés tamouls du Sri Lanka, la Convention ne leur apporterait finalement qu'une protection incomplète car beaucoup ne sont que des réfugiés.

4429. LIYANAGE, S. – « Lessons from Sri Lanka's science and technology planning ». *Science and Public Policy* 14 (2), avr. 87 : 59-70.

La planification des activités en matière de science et technologie par une instance centrale de l'Etat risque de comporter davantage d'inconvénients que de facteurs d'accélération. L'Etat doit certes fixer les objectifs du développement mais il ne doit pas prétendre diriger directement les efforts scientifiques. L'expérience de Sri Lanka comme celle de l'Inde montrent qu'une politique de science et technologie est à la fois plus et moins qu'un plan directeur général, car la réussite des plans dépend notamment de l'autonomie et de la participation active de la communauté scientifique, ainsi que de la fixation d'objectifs réalistes et de la création de canaux de communication adéquats, formels et informels, entre les scientifiques, les praticiens et les responsables politiques.

4430. NAIDU, Arjuina – « The protection of human rights in Sri Lanka : some lessons for South Africa ? » *South African Journal on Human Rights* 3 (1), mars 87 : 52-65.

Devenue indépendante en 1947, l'île de Ceylan ne disposait pas, à l'époque, de « Bill of Rights » dans sa Constitution. Mais la première Constitution républicaine de 1972 prévoit la protection des droits de l'homme. Cette protection est renforcée avec la Constitution de 1978 (chapitre 3), son article 17 confie cette protection à la Cour Suprême du Sri Lanka.

4431. SAHN, David E. – « Changes in the living standards of the poor in Sri Lanka during a period of macroeconomic restructuring ». *World Development* 15 (6), juin 87 : 809-830 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Depuis 1977, l'économie du Sri Lanka n'est plus l'objet de fréquentes interventions du gouvernement sur les prix et la demande ; elle s'est en effet engagée sur la voie du libéralisme. Dès lors, le chômage a reculé et la croissance s'est accélérée. Ce changement de stratégie économique a eu cependant des conséquences dramatiques pour les plus pauvres : le redémarrage de l'inflation a fait chuter les salaires réels.

Tanzanie

4432. ABRAHAM, Ray – « Sungusungu : village vigilante groups in Tanzania ». *African Affairs* 86 (343), avr. 87 : 179-196 ; tabl., cartes.

En Tanzanie, dans les régions de Nyamwezi et Sukuma notamment, des groupes ont été créés afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes. La formation de ces groupes qui échappent au contrôle étatique répond à un besoin de sécurité dans le monde rural que l'Etat n'a pas été à même de satisfaire.

4433. HARTMANN, Jeannette – « Le capital privé en Tanzanie (1962-1982) ». *Politique africaine* (26), juin 87 : 73-91.

La politique économique suivie depuis l'indépendance par le groupement Nyerere a été, quant au rôle du capital privé, tout à fait contradictoire, et aux phases de radicalisation socialiste ont succédé des périodes d'ouverture aux investissements européens et asiatiques. La déclaration d'Arusha, « charte » du régime, peut elle-même être lue dans les deux sens. Cette situation instable nuit, en réalité, au développement du pays.

4434. KALLAGUE, C.A. – « Local government and economic development. An overview of Tanzania ». *Planning and Administration* 14 (1), print. 87 : 77-80.

Les gouvernements locaux des PVD ont un rôle majeur à assumer dans le processus de développement économique. La Tanzanie paraît l'avoir compris ; une loi permet aux gouvernements locaux de participer financièrement à des travaux de voirie ou de reconstruction. Cette participation est soumise à l'approbation de leur ministère de tutelle.

Thaïlande

Voir aussi : n° 1778, 1779

4435. LANS BOVENBERG, A. – « Indirect taxation in developing countries : a general equilibrium approach ». *Staff Papers* 34 (2), juin 87 : 333-373 ; tabl.

Estimation du rôle de divers instruments de la fiscalité indirecte sur le revenu, sa distribution, l'efficacité et la compétitivité d'un pays en développement tel que la Thaïlande.

4436. THOMAS, Ladd ; BOWORNWATHANA, Bidhya – « The deputy governor and rural development in Thailand ». *Asian Profile* 15 (1), fév. 87 : 47-65 ; tabl.

Les gouverneurs de province jouent un rôle moteur dans le développement rural en Thaïlande. S'il existe un consensus autour de la nécessité d'accroître leurs pouvoirs en cette matière, les nouveaux moyens qui doivent être mis à leur disposition restent controversés.

4437. TORIGOE, Noriyoshi – « The economic development in Thailand in comparison with the Philippines ». *EXIM Review* 7 (2), mars 87 : 88-127 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Avec un territoire plus grand et une population équivalente, la Thaïlande a un PNB qui dépasse de 40 milliards de dollars celui des Philippines. Pourtant, la Thaïlande a appliqué sa politique d'import/substitution avec beaucoup de retard. Mais cette économie pourrait servir de modèles à de nombreux PVD.

URSS

Institutions et vie politiques

4438. Les réformes politiques et économiques

a. « Spring in Moscow ». *END Papers* (15), print. 87 : 1-106.
Suite d'articles consacrés au processus de réforme politique et économique entamé en Union Soviétique par M. Gorbatchev. Voir notamment : KELLY, Andrew : n° 4506.

b. BROWN, Archie – « Soviet political developments and prospects ». *World Policy Journal* 4 (1), hiv. 87 : 55-87.
En arrivant au Kremlin, M. Gorbatchev a hérité de dossiers délicats : des relations au plus bas avec les Etats-Unis, une économie freinée par la bureaucratie... D'importantes réformes économiques avaient été décidées avant son arrivée. Mais le nouveau dirigeant soviétique a mis en place une réforme des structures économiques du pays. Quant aux réformes électorales, elles n'iront certainement pas aussi loin que l'expérience hongroise.

c. HOFHEINZ, Paul – « Gorbatchev's double burden : economic reform and growth acceleration ». *Millenium* 16 (1), print. 87 : 21-53 ; tabl. ; bibliogr.
Dans l'application des réformes qu'il est en train d'introduire en URSS, M. Gorbatchev rencontre des obstacles non négligeables. Sur le plan technique, le facteur temps pourrait se retourner contre lui, tandis que sur le plan politique, il doit compter avec une certaine résistance de la bureaucratie et de l'appareil du parti.

d. JACOBSON, Julius – « Glasnost and the cult of Gorbatchev ». *New Politics* 1 (3), été 87 : 140-159.
Sans mettre en doute la sincérité de Gorbatchev, ni donner pour raison de cette volonté de réforme la seule nécessité économique, il faut savoir en mesurer les limites : il s'agit ni plus ni moins d'« humaniser » un régime totalitaire, mais non d'instaurer la démocratie. Voir à la suite, pp. 160-172 : « A Soviet left-wing activist speaks ».

4439. ARUTÛNÂN, Û.V. ; DROBIŽEVA, L.M. – « Nacional'nye osobennosti kul'tury i nekotorye aspekty social'noj žizni sovetskogo obŝestva » (Les particularités nationales de la culture et certains aspects de la vie sociale de la société soviétique). *Voprosy istorii* (7), juil. 87 : 19-30 ; résumé en anglais.

Les résultats d'une étude ethno-sociologique de grande ampleur menée sur le thème de « l'optimisation des conditions socio-culturelles de développement et de rapprochement des nations de l'URSS » permet de dégager l'influence qu'a, sur des gens de nationalités différentes, l'accès à la culture sur la formation de leur conception du monde et de leurs valeurs morales. Il apparaît que les spécificités nationales continuent d'influencer leur comportement social quotidien.

4440. BAHRAH, D.M. – « Ukreplenie zakonnosti v gosudarstvennom upravlenii v svete rešenij XXVII s"ezda KPSS » (Le renforcement de la légalité dans l'administration de l'Etat à la lumière des décisions du XXVIIe congrès du PCUS). *Sovetskoe gosudarstvo i pravo* (7), juil. 87 : 3-11 ; résumé en anglais.

L'établissement d'une légalité véritable dans les relations entre les organes administratifs et les citoyens suppose que soient remplis trois conditions : l'existence d'une base juridique perfectionnée ; l'observance stricte de ces normes par tous y compris par les administrations ; un mécanisme de coercition efficace. Or, les infractions à ces principes ne manquent pas en URSS.

4441. ERRERA, Roger – « Les droits de l'homme en URSS. Quand les Soviétiques passent aux aveux ». *Commentaire* (37 et 38), print. et été 87 : 42-49 et 298-308.

Les déclarations des représentants de l'URSS, les interventions de l'auteur, expert français du Comité des droits de l'homme de 1983 à 1986, suivies des réponses des Soviétiques concernant quatre types de violations des libertés en Union Soviétique : internements psychiatriques, travail forcé, liberté de circulation et d'émigration et liberté de conscience et religieuse.

4442. RICHTER, Helena A. – « Psychologie als Mittel der Militärausbildung in der Sowjetunion » (La psychologie comme moyen de l'instruction militaire en Union Soviétique). *Osteuropa* 37 (3), mars 87 : 161-175.

Les responsables militaires de l'URSS ont mis davantage l'accent, ces dernières années, sur les aspects psychologiques de l'instruction des soldats. Ceci doit être compris dans le contexte d'une réorientation de la pensée militaire, d'une crise globale de la société soviétique et des leçons de la guerre d'Afghanistan. Cette orientation traduit une réhabilitation de la psychologie et des analyses du comportement et de la sociologie empirique aux yeux des responsables de l'URSS contemporaine.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 4234, 4386, 4500, 4536

4443. « Sixth Indonesia-USSR conference ». *The Indonesian Quarterly* 15 (2), avr. 87 : 219-277.

Suite d'articles-rapports présentés à la VIe Conférence Indonésie-URSS, tenue en septembre 1986 à Jakarta sur le thème « Les perspectives des années 1990 ». Voir notamment : CHUFRIN, Gennady : « USSR and the Asian-Pacific region » ; DJIWANDONO, J. Soedjati : « Indonesia and the Asia-Pacific region in the 1990s : prospects for regional co-operation » » ; POPOV, Alexander : « Soviet-Indonesian trade and economic co-operation » ; DJIWANDONO, J. Soedjati : « Indonesia's changing perception of the Soviet-Union ».

4444. BYKOV, O. – « Vnešnââ politika sovetskogo soûza i meždunarodnye otnošeniâ v 1985g » (La politique extérieure de l'Union Soviétique et les relations internationales en 1985). *Meždunarodnyj ežegodnik. Politika i èkonomika* 1986 : 20-36 ; bibliogr.

L'année 1985 marque un tournant capital dans la politique extérieure de l'URSS. Consciente des dangers imminents de la compétition nucléaire et fidèle aux principes léninistes de la politique extérieure, l'URSS a entrepris une offensive de grande ampleur en faveur de l'assainissement du climat international et de l'arrêt des préparatifs de guerre nucléaire.

4445. ĚHIUKADZE, V.M. – « O nekotoryh meždunarodnyh aspektah problemy prav čeloveka » (Certains aspects internationaux du problème des droits de l'homme). *Sovetskoe gosudarstvo i pravo* (7), juil. 87 : 85-92 ; résumé en anglais.

Une approche créatrice, de la part de l'URSS, de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme passe par une révision des positions adoptées depuis les années 50. La solution de problèmes tels que l'information des masses, la réunion des familles, la libre circulation des Soviétiques ... aurait un effet positif sur les relations internationales.

4446. GREEN, William C. – « Are there " hawks " and " doves " in the Soviet leadership ? » *Strategic Review* 15 (1), hiv. 87 : 31-42.

Pour les besoins de leur politique étrangère, les Soviétiques entretiennent à l'étranger la fiction de l'existence dans leurs hautes instances dirigeantes de « faucons » et de « colombes ». Cependant, dans leurs rapports avec l'URSS, les Etats-Unis ne doivent nullement tenir compte d'une telle division dans ces instances, car les décisions qui y sont prises sont ensuite soutenues et défendues par tous.

4447. HAAS, Richard N. – « The " Europeanization " of Moscow's Asia policy ». *SAIS Review* 7 (2), aut. 87 : 127-141.

Pendant très longtemps, les Soviétiques n'ont eu d'yeux que pour l'Occident. Le considérable renforcement de leurs forces navales dans le Pacifique a marqué le retournement des Soviétiques il y a une vingtaine d'années. Et l'Afghanistan est devenu une priorité essentielle dans la politique étrangère de M. Gorbatchev.

4448. LUKES, Igor – « Managing US-Soviet arms control initiatives : do we speak the same language ? » *Comparative Strategy* 6 (2), 1987 : 165-184.

Les Soviétiques usent, au cours des négociations, d'un langage spécifique destiné à dérouter les interlocuteurs et à faire en sorte que les objectifs qu'ils se sont fixés soient finalement atteints. Ces manœuvres linguistiques sont particulièrement flagrantes depuis le sommet de Reykjavik. Tout traité avec les Soviétiques ne doit pas errer dans des considérations morales ou vagues ; il doit être au contraire très spécifique.

4449. PARIS, Henri – « L'évolution du concept nucléaire soviétique ». *Défense nationale* 43, sept. 87 : 35-48.

Durant les années 40 et 50, l'armement nucléaire soviétique ne faisait que servir d'appui à la composante aéroterrestre. Il y a inversion dans les années 60 et 70, le concept nucléaire devenant primordial pour remporter la victoire sur le terrain en Europe occidentale. L'inefficacité d'une frappe désarmante, actuellement, explique les propositions de désarmement de M. Gorbatchev.

Vie culturelle et scientifique

4450. « Soviet disinformation and the news ». *Political Communication and Persuasion* 4 (1), 1987 : 29-64.

La désinformation exercée par les médias soviétiques est flagrante. Les grands quotidiens américains (*Washington Post, New York Times*) mettent souvent en exergue ce phénomène, notamment dans les questions internationales (Moyen-Orient, Amérique Centrale). La désinformation soviétique procède d'une tromperie tactique, minutieusement calculée.

4451. FEDOSEEV, P.N. – « O perestrojke raboty v oblasti obsêstvennyh nauk » (De la restructuration du travail dans le domaine des sciences sociales). *Voprosy filosofii* (5), 1987 : 3-25 ; résumé en anglais.

Les sciences sociales ne pourront assumer leur rôle sans cesse croissant dans la société soviétique qu'après une restructuration organisationnelle et conceptuelle. Davantage de démocratie, de créativité et d'approches concrètes, d'une part, et moins de dogmatisme et de « théoricisme » d'autre part, permettront aux sciences sociales soviétiques de retrouver un nouveau souffle.

4452. PEVZNER, Â. – « Radikal'naâ èkonomičeskaâ reforma i voprosy političeskoj èkonomiki » (Réforme économique radicale et problèmes d'économie politique). *Kommunist (Moskva)* (11), juil. 87 : 50-58.

Dans les conditions actuelles, en URSS, l'avancée théorique ne peut laisser de côté l'économie politique, pour laquelle la question se pose en ces termes : doit-elle se limiter à faire de la propagande pour les vérités autrefois énoncées par les fondateurs du socialisme scientifique, ou bien étudier les principes essentiels de la reproduction, de la productivité du travail, dans les conditions historiques culturelles, et plus particulièrement les problèmes théoriques du tournant révolutionnaire dans l'économie socialiste.

4453. TIHVINSKIJ, S.L. – « Ânvarskij (1987 g.) plenum CK KPSS i istoričeskaâ nauka » (Le plenum du CC du PCUS de janvier 1987 et la science historique). *Voprosy Istorii* (6), juin 87 : 3-13 ; résumé en anglais.

La dénaturation historique a joué un rôle considérable dans le phénomène de stagnation idéologique en URSS dans les années 70-80 : simplification du passé, dogmatisme, silence sur certains événements et personnalités, difficulté d'accès aux archives... Un approfondissement des fondements théoriques et méthodologiques de la recherche s'impose sur les bases de la critique, l'autocritique, la transparence et la démocratie.

Economie et finances

4454. L'entreprise

a. MOSES, Joel C. – « Worker self-management and the reformist alternative in Soviet labour policy, 1979-1985 ». *Soviet Studies* 39 (2), avr. 87 : 205-228.
A partir de 1970, les réformes se sont multipliées en URSS pour offrir aux ouvriers une plus grande participation aux importantes décisions qui les concernent. Après une pause relative, l'idée d'autogestion refait surface depuis mars 1985. Mais des textes novateurs, tels que la loi de 1983, ne peuvent pas à eux seuls tout bouleverser.

b. OXENSTIERNA, Susanne – « Bonuses, factor demand, and technical efficiency in the Soviet enterprise ». *Journal of Comparative Economics* 11 (2), juin 87 : 234-244 ; bibliogr.
Entre 1965 et 1986, la politique d'incitations et de stimulations menée auprès des entreprises soviétiques pour qu'elles produisent mieux a eu pour effet de leur faire économiser le capital (milieu des années soixante) puis la main-d'œuvre (1970/1980). Les entreprises sont désormais à la recherche de la combinaison la plus efficace entre ces deux facteurs.

c. PLYSEVSKIJ, B. – « Oboračivaemost' i intensifikaciâ » (Rotation des fonds de production et intensification). *Kommunist (Moskva)* (11), juil. 87 : 13-22.
L'une des conditions de la nouvelle croissance économique, en URSS, est l'accélération de la rotation des fonds de production, de la circulation des réserves de production accumulées en sus des normes. Elle constitue d'ailleurs un des objectifs immédiats du XIIe plan. Elle implique un renforcement de la discipline contractuelle, des rythmes de production plus élevés, une réforme de l'approvisionnement technique.

4455. La restructuration de l'économie

a. KASER, Michael – « One economy, two systems : parallels between Soviet and Chinese reform ». *International Affairs* 63 (3), été 87 : 395-412 ; tabl.
L'étude des réformes de structure mises en œuvre en Chine et en URSS montre que les deux pays convergent vers un système économique « à deux voies » sans se rapprocher du modèle capitaliste : les entreprises d'Etat restent subordonnées au plan pour une partie de leurs capacités et s'adaptent pour les capacités résiduelles aux conditions du marché. Les différences entre les bureaucraties et les élites politiques de chacun des deux pays expliquent le rôle différent des réformes politiques dans les réformes économiques.

b. NEMČINOV, V. – « Socialističeskoe hozâjstvovanie i planirovanie proizvodstva » (Gestion économique socialiste et planification de la production). *Kommunist (Moskva)* (11), juil. 87 : 23-32.
Réédition par la revue d'un article fameux de l'académicien Y.S. Nemčinov (Kommunist (5), 1964) et dont le contenu reste entièrement d'actualité dans le cadre de la politique actuelle de restructuration économique. La nécessité d'implanter en URSS un système de planification fondé sur l'autonomie financière.

c. PLETNIKOV, O.K. – « Na puti perestrojki : dialektika proizvoditel'nyh sil i proizvodstvennyh otnošenij » (Sur la voie de la restructuration : la dialectique des forces productives et des rapports de production). *Voprosy filosofii* (5), 1987 : 26-41 ; résumé en anglais.
Contrairement à une représentation admise durant de longues années, la société socialiste n'engendre pas automatiquement l'harmonie entre le niveau de développement atteint par les forces productives et les rapports de production. Cette nouvelle approche implique, de manière urgente, un réexamen complet du rapport entre propriété socialiste, rapports monétaires et marchands et mécanisme économique en place en URSS.

d. SAPIR, Jacques – « L'économie soviétique et les réformes Gorbatchev ». *Cosmopolitiques* (3), mai 87 : 5-25 ; tabl., graph.
Les aspects politiques des actions de M. Gorbatchev ont suscité depuis deux ans un grand intérêt et de nombreux espoirs. Or, c'est en économie que les enjeux sont les plus importants, les difficultés les plus ardues, mais à terme, les perspectives les plus prometteuses.

Venezuela

4456. BALDERRAMA, Rafael – « Papel de la investigación agronómica en la modernización de la agricultura venezolana, 1930-1960 ». *Estudios rurales latinoamericanos* 10 (1), avr. 87 : 95-123 ; tabl. ; bibliogr.

Historique et bilan de l'enseignement et de la recherche agronomiques pendant cette période de transition de l'agriculture du pays.

4457. MC COY, Jennifer L. – « The politics of adjustment : labor and Venezuela debt crisis ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 28 (4), hiv. 87 : 103-138 ; tabl. ; bibliogr.

Le Venezuela est le premier pays d'Amérique latine à avoir réussi à négocier le remboursement de sa dette sans l'intermédiaire du FMI, tout en évitant

de s'aliéner le soutien populaire par ses politiques de stabilisation : historique de la crise, des stratégies adoptées, des épreuves de force et négociations avec les syndicats.

4458. RODRIGUEZ GALLAD, Irene – « La reversión petrolera en Venezuela ». *Economía y ciencias sociales* 25 (1), déc. 86 : 7-29 ; bibliogr.

Historique du débat sur la loi de juin 1971 nationalisant les installations pétrolières au Venezuela.

4459. SANTAELLA, Ramón – « El espacio venezolano y la " interdependencia " capitalista ». *Economía y ciencias sociales* 25 (1), déc. 86 : 31-41.

La politique venezuelienne d'aménagement du territoire apparaît déformée par les rapports centre-périphérie où s'inscrit le développement du pays.

Zimbabwe

Voir aussi : n° 2790

4460. BRATTON, Michael – « The comrades and the countryside : the politics of agricultural policy in Zimbabwe ». *World Politics* 39 (2), janv. 87 : 174-202 ; tabl.

De 1980 à 1985, le gouvernement du Zimbabwe a ancré une politique agricole favorable à la paysannerie, principalement pour des raisons politico-électorales. Ainsi, la politique des prix a favorisé les producteurs, mais la réforme agraire n'a pas été menée à son terme à cause de l'absence de pressions politiques en ce sens.

4461. MAZUR, Robert E. – « Reversal of migration in the labor reserves of Zimbabwe ? Prospects for change ». *Studies in Comparative International Development* 21 (4), hiv. 87 : 55-87 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les préoccupations sont générales dans le Tiers-Monde en ce qui concerne les migrations rurales-urbaines qui envahissent les villes. Au Zimbabwe, les schémas récents de relocalisation de paysans ont eu un succès apparent, mais une analyse plus approfondie montre que pour attaquer sérieusement les problèmes complexes de la distribution sectorielle et spatiale dans le pays, il conviendrait de mettre au point une politique plus systématique et cohérente, notamment dans le domaine du crédit agricole.

4462. RUSSO, Emanuele – « Riforme e pragmatismo nello Zimbabwe indipendente ». *Politica internazionale* 15 (2-3), mars 87 : 145-160.

Depuis son indépendance en 1980, le Zimbabwe est confronté à trois problèmes cruciaux : la préservation des structures productives héritées de l'époque coloniale pour satisfaire les besoins de la population, le maintien de garanties à la minorité blanche et l'établissement d'un consensus populaire impliquant la fin des castes rhodésiennes et la redistribution des richesses à travers une réforme agraire. La rivalité entre le ZANU/PF de M. Mugabe et le ZAPU de M. Nkomo rendent cette tâche encore plus délicate ; l'accord de réconciliation signé entre les deux partis en 1986 laisse présager une évolution vers le parti unique.

II
ÉTUDES RÉGIONALES

Afrique

Voir aussi : n° 4151, 4194, 4271, 4543

4464. « Africa special ». *Planning and Administration* 14 (1), print. 87 : 5-127 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré aux administrations locales en Afrique. Tous les pays ont compris le rôle indispensable qu'elles peuvent jouer dans le développement économique. Des programmes de formation de fonctionnaires locaux ont été mis en place et des organisations non gouvernementales apportent également leur contribution. Voir notamment : KALLAGUE, C.A. : n° 4434 ; ABDEL GABAR, R. : n° 4425.

4465. « Classes, Etat, marchés ». *Politique africaine* (26), juin 87 : 2-101.

Numéro consacré à une réflexion sur la nature de l'Etat africain. Quels rapports entretient-il avec les forces sociales et économiques ? Est-il le relais du capital multinational ou l'interprète de la bourgeoisie nationale ? Favorise-t-il le développement ? Le libéralisme peut-il constituer une solution pour le continent, que dire aujourd'hui du socialisme africain ? Voir notamment : AMSELLE, Jean-Loup : n° 4392 ; HARTMANN, Jeannette : n° 4433 ; FONTAINE, Jean-Marc : n° 4389.

4466. GANKIN, L.-E. – « Stânovlenie sovremennoj literatury na âzyke suahili » (Le devenir d'une littérature contemporaine en langue swahili). *Narody Azii i Afriki* (3), 1987 : 56-66 ; résumé en anglais.

Bien que mal connue et très peu étudiée, la littérature contemporaine en langue swahili, apparue vers le milieu du XXe siècle, connaît actuellement, en Afrique orientale, une période de développement accéléré, dans le prolongement des traditions littéraires swahili.

4467. GREEN, Reginald Herbold – « SADCC in 1985 : economic regionalism in a war zone ». *Africa Contemporary Record* 18, 1986 : A102-A118.

La « Southern Africa Development Coordination Conference » (SADCC) est devenue, après une décennie et demie d'existence, une organisation très active qui s'occupe de la réalisation de plus de 500 projets économiques. En outre, elle se présente comme une force capable de lutter contre l'Afrique du Sud qui cherche à déstabiliser ses voisins et imposer sa domination économique.

4468. LAUNOIS, Michel – « Les critiques au Sahel en 1986 ». *Afrique contemporaine* 26 (142), juin 87 : 18-40 ; tabl., carte.

Depuis 50 ans, la lutte chimique contre les criquets a pris de plus en plus d'ampleur mais des recherches en lutte biologique, agronomique, génétique et écologique sont entreprises pour adopter, à terme, une stratégie de lutte plus efficace, plus économique (la lutte a coûté au moins 25 millions de dollars entre fin 1985 et 1986) et moins polluante. La reprise des problèmes

des criquets a également mis en évidence les difficultés institutionnelles des organisations de lutte, difficultés auxquelles il convient de remédier.

4469. LEGUM, Colin – « The OAU in 1985 : planning the continent's economic recovery ». *Africa Contemporary Record* 18, 1986 : A78-A102.

En 1985, l'entente entre les membres de l'OUA est loin d'avoir été parfaite en raison principalement des problèmes économiques et de différents conflits armés comme celui du Sahara occidental, du Tchad ou de la Corne de l'Afrique. Néanmoins, l'OUA a fait preuve d'une reprise d'activités en organisant, en juillet 1985, une conférence au sommet qui a réussi à désigner un nouveau secrétaire général et un nouveau président.

4470. LEGUM, Colin – « The Southern Africa crisis : an embattled South Africa faces a future increasing isolation ». *Africa Contemporary Record* 18, 1986 : A3-A77.

Dans les années 1985-86, la crise qui frappait la région au Sud du Sahara, s'est encore aggravée. L'Afrique du Sud s'est trouvée isolée et victime de sanctions économiques, tandis que la question de la Namibie n'a pu être réglée et que les régimes en Angola et au Mozambique, soutenus par l'URSS, ne sont pas arrivés à mater la rébellion armée de leurs opposants aidés par l'Afrique du Sud et les Etats-Unis.

4471. MARKS, Jon – « The Maghrib in 1985 : political divisions outweigh the logic of economic unity ». *Africa Contemporary Record* 18, 1986 : A130-A140.

Les conflits politiques entre les pays du Maghreb n'ont permis à l'idée d'une intégration économique de faire aucun progrès en 1985, bien que la coopération entre le Maroc et la Libye, d'une part, et celle entre l'Algérie et la Tunisie, d'autre part, aient marqué quelques points. Tous ces pays continuent de dépendre, du point de vue économique, de l'Occident car leurs efforts pour développer une coopération Sud-Sud n'ont pas donné les résultats escomptés.

4472. MESCHERIAKOFF, Alain Serge – « L'ordre patrimonial : essai d'interprétation du fonctionnement de l'administration d'Afrique francophone subsaharienne ». *Revue française d'administration publique* (42), juin 87 : 323-351 ; tabl.

La notion d'ordre patrimonial permet de rendre compte de la spécificité de la fonction publique post-coloniale en Afrique, à la fois dans son mode de formation et dans sa technique de fonctionnement. Cette logique de la fonction publique déteint sur l'activité administrative chargée d'établir et de maintenir un certain état de la société permettant au chef d'en conserver la direction.

4473. SEGAL, Aaron – « Latin America and Africa : the two giant strangers ». *Africa Contemporary Record* 18, 1986 : A304-A317.

A part le Brésil, engagé économiquement et commercialement, et Cuba, présent politiquement, militairement et sur le plan de l'assistance, aucun autre pays latino-américain n'a de rapports développés avec les pays d'Afrique. Cependant, POLISARIO a reçu une sorte de reconnaissance diplomatique de la part d'une quinzaine de pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

4474. WOODWARD, Peter – « Rivalvy and conflict in North-East Africa ». *Conflict Studies* (199), mai 87 : 1-18 ; carte.

Depuis la fin de la 2e guerre mondiale, l'Afrique du Nord-Est et la Corne de l'Afrique souffrent de troubles politiques continuels et d'une tension internationale, dus en grande partie à la lutte entre les Etats-Unis et l'URSS pour s'assurer une influence stratégique dans cette région. Seule une coopération entre les Etats directement concernés pourra apporter une solution aux problèmes qui les assaillent.

Economie et finances

4475. COGEN, Marc – « L'admission non régionale à la Banque africaine de développement ». *Studia diplomatica* 39 (6), 1986 : 713-735 ; bibliogr.

La Banque africaine de développement a été fondée en 1963 par 28 Etats africains. A l'origine, sa création avait pour objectif de financer les priorités

spécifiquement régionales. Son évolution l'a amenée à permettre aux pays non africains de souscrire au capital de la banque.

4476. DEMERY, Lionel ; ADDISON, Tony – « Food insecurity and adjustment policies in sub-Saharan Africa : a review of the evidence ». *Development Policy Review* 5 (2), juin 87 : 177-196 ; tabl. ; bibliogr.

Ce sont les erreurs accumulées dans les années soixante-dix qui ont conduit l'agriculture sub-saharienne au désastre des années 83/84. Il n'est pas certain que les contraintes imposées par le FMI et la Banque mondiale aient amélioré la « sécurité alimentaire » de cette partie de l'Afrique. La stratégie adoptée jusqu'à présent n'est pas adaptée.

4477. GSANGER, Hans – « Agricultural policies as a source of increasing food insecurity in Sub-Saharan Africa ». *Economics* 35, 1987 : 42-66.

Les deux dernières décennies ont vu l'échec complet des politiques agricoles de l'Afrique sub-saharienne ; le principal objectif (augmentation de la production) n'a pas été atteint. Cet échec n'est pas fortuit. Les politiques ont été élaborées et appliquées sans que les structures économiques locales et les spécificités régionales ne soient prises en compte.

4478. MORIS, Jon – « Irrigation as a privileged solution in African development ». *Development Policy Review* 5 (2), juin 87 : 99-123 ; bibliogr.

L'irrigation en Afrique illustre les dangers que présente la transposition brute des techniques occidentales dans les PVD. L'irrigation ne fait plus figure de panacée ; des solutions plus locales sont souvent préférées.

4479. MWASE, Ngila – « Railway pricing in developing countries. A comparative analysis ». *Journal of Transport Economics and Policy* 21 (2), mai 87 : 189-217 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en français et en allemand.

Le chemin de fer qui relie la Tanzanie et la Zambie est victime d'une forte concurrence de la part des autres moyens de transports. Pour les marchandises, ses coûts unitaires sont par exemple beaucoup plus élevés que ceux de la route, son concurrent principal.

4480. ROBERTS, J.-R. – « The State and donors in African agriculture ». *Development Policy Review* 5 (2), juin 87 : 165-175 ; bibliogr.

Des facteurs politiques et institutionnels sont les principaux responsables des mauvais résultats de l'agriculture sub-saharienne depuis une quinzaine d'années. Les gouvernements commencent à comprendre que leur rôle essentiel consiste à développer les techniques agricoles, disloquer les monopoles, améliorer les échanges commerciaux et accroître la transparence des marchés agricoles.

Amérique latine

Voir aussi : n° 4172, 4233, 4473

4481. [Amérique latine : la question du désarmement]. *Estudios internacionales* 20 (77), mars 87 : 3-69 et 102-113.

Suite d'articles sur les problèmes du désarmement, y compris le problème nucléaire, et sur la réorientation des politiques nationales de défense que leur solution exige dans une perspective régionale. Voir : VARAS, Augusto : « De la competencia a la cooperacion militar en América latina ».

4482. L'association latino-américaine d'intégration

a. « III reunion del consejo de ministros de relaciones exteriores, Montevideo, Uruguay, 11-12 marzo 1987 ». *Sintesis ALADI* mars 87 *Supplément* : 34 p.
Documents relatifs à la réunion ministérielle de l'Association latino-américaine d'intégration.

b. BARROS CHARLIN, Raymundo – « Trayectoria y agenda de ALADI ». *Estudios internacionales* 20 (77), mars 87 : 88-101.
L'examen des résultats de l'Association latino-américaine d'intégration, depuis le traité de 1980 jusqu'au conseil des ministres de mars 1987, montre à la

fois le réalisme et les insuffisances du principe de flexibilité qui régit maintenant les activités de l'Association.

4483. La dette extérieure

a. DIETZ, James L. – « The Latin American economies and debt : institutional and structural response to crisis ». *Journal of Economic Issues* 21 (2), juin 87 : 827-836 ; bibliogr.
Pour répondre à la crise de la dette qui a vu le jour en Amérique latine en 1982, des entreprises de restructuration économique ont été engagées sous l'égide du FMI dans une approche libérale. Cependant, les tentatives unilatérales de solution du problème de l'endettement ce sont multipliées sur ce continent. Le Brésil, lui, essaie de redresser sa situation économique par l'acquisition d'une avance technologique importante dans le Tiers-Monde.

b. FEINBERG, Richard E. – « Multilateral lending and Latin America ». *The World Economy* 10 (2), juin 87 : 205-217.
Après s'être montrée particulièrement généreuse dans les années soixante-dix, la communauté financière internationale est devenue très avare à l'égard des Caraïbes et de l'Amérique latine depuis le début des années quatre-vingts. Ce recul a été, en fait, orchestré par le FMI depuis la crise de 1982. La Banque mondiale a, par exemple, suivi les pas du FMI dès 1982/84.

c. GRIFFITH-JONES, Stephany ; NICHOLS, Lucy – « New directions in debt management ». *Case Western Reserve Journal of International Law* 19 (1), hiv 87 : 53-72 ; tabl.
Entre 1982 et 1985, l'Amérique latine a remboursé 100 milliards de dollars aux Etats-Unis ; de même les flux financiers des pays de l'Afrique subsaharienne vers leurs créditeurs américains sont demeurés positifs sur la période. Pourtant depuis 1985/86, la gestion de cette crise financière internationale a été très mal conduite : l'évolution des prix des matières premières et l'appropriation du pouvoir de négociation par les débiteurs, par exemple, en témoignent.

4484. Raul Prebish

a. « Homenaje a Raúl Prebish, 1901-1986 ». *Comercio exterior* 37 (5), mai 87 : 343-414.
Numéro spécial. Voir notamment : « La crisis del capitalismo y sus consecuencias en América latina » ; JAGUARIBE, H. : « Raúl Prebisch, hombre de pensamiento y permanente de su pensamiento critico » ; LOVE, J.-L. : « Raúl Prebisch (1901-1986). Su vida y sus ideas » ; POLLOCK, D.-H. : « Raúl Prebisch visto desde Washington. Una percepción cambiante ».

b. STREET, James H. – « Raul Prebish, 1901-1986 : an appreciation ». *Journal of Economic Issues* 21 (2), juin 87 : 649-659 ; bibliogr.
Raul Prebish (1901-1986) est l'économiste fondateur de l'école structuraliste en Amérique latine. Par son action déterminante au sein de la CEPAL, puis de la CNUCED, il a milité en faveur d'un développement du Tiers-Monde hors des inégalités structurelles existantes.

4485. La théologie de la libération

a. BIOT, François – « Théologies de la libération ». *Recherches internationales* (23), print. 87 : 79-86 ; résumés en anglais et en espagnol.
Le point de départ des théologies de la libération est la situation d'oppression, dont le peuple lui-même tente, par ses propres initiatives de se libérer. Cet engagement dans un processus de libération est le moyen même d'une réinterprétation de la foi. La crainte de l'Eglise romaine est compréhensible, car elle y voit une infiltration marxiste qui met en jeu son autorité.

b. SILVA GOTAY, Samuel – « La transformación de la función política en el pensamiento teológico caribeño y latinoamericano ». *Revista mexicana de sociología* 48 (3), sept. 86 : 129-161.
Les fonctions politiques du religieux ont changé de signe dans la région où le catholicisme, qui soutenait naguère l'ordre établi, appuie maintenant sa contestation : analyse historique et philosophique de la transformation du christianisme bourgeois en christianisme prolétarien que la théologie de la libération exprime actuellement en Amérique latine.

c. WIEMEYER, Joachim – « Zum Verhältnis von Dependenz-Theorie und Befreiungstheologie » (Sur le rapport entre la théorie de la dépendance et la théologie de la libération). *Jahrbuch für christliche Sozialwissenschaften* 28, 1987 : 253-267.

Les adeptes de la théologie de la libération en Amérique latine ont recours de façon trop unilatérale à une seule tendance des sciences sociales, celle du marxisme et de la dépendance, alors qu'une vue plus large les amènerait plutôt à opter pour le marché et l'économie concurrentielle. Le commerce international n'est pas un jeu à somme nulle où les gains de l'un correspondent nécessairement aux pertes de l'autre, mais il s'agit plutôt de combattre des coalitions protectionnistes dans les pays industriels et de renforcer les structures compétitives et concurrentielles dans les pays en développement.

4486. CALVERT, Peter ; MILBANK, Susan – « The ebb and flow of military governement in Latin America ». *Conflict Studies* (198), avr. 87 : 1-23 ; tabl.

Dans les années 1960, les militaires avaient pris le pouvoir dans un grand nombre de pays latino-américains, mais dans les années 1970 le pouvoir civil a pu être rétabli dans la plupart de ces pays. Les Etats-Unis et l'Europe doivent aider les nouveaux régimes civils à se maintenir au pouvoir en leur assurant une assistance, notamment dans le domaine économique.

4487. DIAZ MULLER, Luis – « Grupos de presión y derechos humanos ». *Revista mexicana de sociología* 48 (3), sept. 86 : 253-271.

En Amérique latine la faiblesse de l'Etat et de la société civile rend particulièrement dangereuses les activités des groupes de pression ; leur contrôle y est maintenant une question urgente du fait qu'ils sont devenus une menace pour l'exercice des droits individuels, politiques et socio-économiques.

4488. GROS, Christian – « Luchas indígenas y prácticas autogestionarias. Algunas reflexiones a partir de tres estudios de caso ». *Estudios rurales latinoamericanos* 10 (1), avr. 87 : 55-69 ; bibliogr.

L'organisation et les revendications des mouvements sociaux parmi la population rurale indienne : examen des activités de la CRIC (Confédération régional indigena del Cauca) en Colombie, de la FCS (Federacion de centros shuars) en Equateur et du CAH (Consejo aguaruna y huambisa) au Pérou.

4489. MOSONYL, Jorge C. – « Reflexiones sobre la problemática de la identidad nacional ». *Economía y ciencias sociales* 26 (1), avr. 87 : 111-121 ; bibliogr.

En Amérique latine le débat sur l'identité nationale apparaît souvent unilatéral du fait qu'il oublie un aspect essentiel de la question, sa dimension ethnique. Voir à la suite, pp. 123-130 : MOSONYI, Esteban Emilio : « Pasado, presente y futuro de las autonomias indigenas en nuestro continente ».

4490. PANSTERS, Wil – « Urban social movements and political strategy in Latin America ». *Boletin de estudios latinoamericanos y del Caribe* (41), déc. 86 : 13-27 ; bibliogr.

Les structures de classes dans les villes latino-américaines sont d'une grande complexité et fluidité. Il est faux, par conséquent, d'élaborer la stratégie politique adéquate uniquement en fonction d'analyses de classe, car il faut introduire également les facteurs subjectifs qui produisent des mobilisations sociales, notamment au sein des quartiers populaires, en vue de la satisfaction de demandes urbaines concrètes. L'articulation entre ces mouvements et le mouvements ouvrier organisé n'est ni impossible ni automatique, mais exige des alliances politiques larges garantissant l'autonomie des différents acteurs sociaux.

Economie et finances

4491. « Peasant production in the Central Andes ». *Research in Economic Anthropology* 8, 1987 : 171-245 ; tabl., cartes ; bibliogr.

Suite d'articles : les petits exploitants agricoles des hautes terres du Pérou et de Bolivie ont pour stratégie de minimiser les risques et non de maximiser les rendements. L'échec des récentes réformes agraires et des programmes de développement de la région est dû en partie à l'incapacité des dirigeants de comprendre ce comportement.

4492. CRUSOL, Jean – « La politique monétaire dans les très petites économies insulaires : l'expérience des îles da la Caraïbe anglophone :

Barbade-Jamaïque-Trinidad et Tobago ». *Mondes en développement* 14 (56), 1986 : 109-122 ; tabl., bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

L'efficacité des politiques monétaires traditionnelles (modification du taux de change, expansion du crédit et de l'offre de monnaie, financement du déficit budgétaire) dans des petites économies ouvertes insulaires est très différente de ce qu'elle est dans les grands pays : examen des possibilités et des limites des instruments traditionnels de politique monétaire à la Barbade, à la Jamaïque et à Trinidad et Tobago.

4493. SOSIN, Kim ; FAIRCHILD, Loretta – « Capital intensity and export propensity in some Latin American countries ». *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 49 (2), mai 87 : 191-208 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'économiste Chen a récemment (1983) avancé que l'intensité capitalistique dans une économie est déterminée et inversement proportionnelle à la propension à exporter. Les économies latino-américaines vérifient cette théorie lorsqu'on l'applique à trois secteurs industriels (plastique, métaux et textiles). Mais la relation de Chen n'est pas vérifiée pour l'industrie métallurgique de l'Amérique centrale.

4494. VOLKOV, M.-A. – « Opàsnye posledstviâ militarizacii » (Les conséquences dangereuses de la militarisation). *Latinskaâ Amerika* (6), juin 87 : 5-17 ; tabl.

Les pays du monde en développement ne pourront pas sortir de la crise économique et se libérer de l'exploitation néocolonialiste tant qu'ils ne briseront pas l'étau du militarisme. Données sur les dépenses militaires et la militarisation de l'économie dans les PVD, et en Amérique latine en particulier.

4495. ZAJCEV, N.G. – « Latinskaâ Amerika v mezdunarodnoj torgovle uslugami » (L'Amerique latine dans le commerce international des services). *Latinskaâ Amerika* (6), juin 87 : 18-30 ; tabl.

Les pays latino-américains, de même que les autres pays en développement, rencontrent de très sérieuses difficultés dans le domaine du commerce des services et de sa réglementation. Sous la pression de Washington , les gouvernements de la région ont accepté de nombreuses concessions tout en espérant pouvoir défendre leurs intérêts nationaux.

Asie

Voir aussi : n° 4447

4496. GRANNER, Brian – « The geopolitical reality of the city of Malacca and the Straits of Malacca ». *Asian Thought and Society* 12 (34), mars 87 : 49-60.

Une insécurité géopolitique croissante est devenue une réalité pour les pays de la région du détroit de Malacca, amis du monde libre. La pénétration soviétique et le danger qu'elle représente pour la sécurité de ce passage qui relie l'océan Indien et l'océan Pacifique, devraient inciter le monde libre à soutenir l'effort militaire fait par ces pays pour défendre leur indépendance.

4497. LEETE, Richard – « The post-demographic transition in East and South East Asia : similarities and contrasts with Europe ». *Population Studies* 41 (2), juil. 87 : 187-206 ; tabl., graph.

A la faveur du boom économique des dernières années, l'Asie de l'Est et du Sud-Est a connu une évolution démographique remarquable, qu'on peut mesurer notamment par l'augmentation de l'espérance de vie qui dépasse celle de certains pays européens et par de nouveaux comportements démographiques.

4498. RANA, Pradumna B. – « Foreign capital, exports, savings, and growth in the Asian region ». *Savings and Development* 11 (1), 1987 : 5-27 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

Les capitaux étrangers n'ont pas les mêmes effets économiques sur tous les PVD. Une étude ciblée sur 14 pays asiatiques et couvrant la période 1965-1982 révèle que les capitaux extérieurs ont favorisé la croissance de ces économies, alors que l'investissement privé externe a surtout aidé la croissance des pays à faible revenu. Mais l'effet est contraire pour les pays à revenu moyen.

4499. SCOTT, A.-J. – « The semiconductor industry in South-East Asia : organization, location and the international division of labour ». *Regional Studies (New York)* 21 (2), avr. 87 : 143-159 ; tabl., cartes ; bibliogr. ; résumés en allemand et en français.

En une vingtaine d'années, les Etats-Unis ont procédé à une implantation massive en Asie du Sud-Est dans l'industrie des semi-conducteurs. Une nouvelle division internationale du travail est alors apparue dans la région. De même un prolétariat de l'électronique et des cadres compétitifs sont maintenant installés sur les anciennes structures coloniales.

4500. SING, Bilveer – « The role of the Great Powers in South-East Asia : a Singaporean perspective ». *The Indonesian Quarterly* 15 (1), janv. 87 : 49-91.

Les Etats-Unis, l'URSS, la Chine et le Japon manifestent à divers titres un intérêt soutenu pour l'Asie du Sud-Est. Mais, alors que le Japon s'efforce d'étendre la sphère de ses intérêts économiques, les trois autres Grands comptent dans cete région du monde des pays amis qui y assurent le maintien de leur présence militaire, politique et économique. Voir à la suite, pp. 92-97 : SIAGIAN, Saban : « Towards a shared view on the future of South-East Asia ».

4501. SOESASTRO, Hadi – « ASEAN's participation in the GATT ». *The Indonesian Quarterly* 15 (1), janv. 87 : 107-127 ; tabl.

La participation de l'ASEAN au GATT est d'autant plus utile pour ses pays membres qu'ils se sont engagés dans la voie de l'industrialisation, avec comme objectif final la percée sur le marché international. Mais la situation économique actuelle dans ces pays et la politique protectionniste des pays industrialisés ont réduit les chances d'un succès rapide des efforts faits en faveur de l'industrialisation.

4502. THAMBIPILLAI, Pushpa – « Prospects for South Asian regional co-operation : lessons from ASEAN ». *Contemporary Southeast Asia* 8 (4), mars 87 : 320-334 ; bibliogr.

Créée en 1980, la SAARC (South Asian Association for Regional Cooperation) groupe le Blangladesh, le Bhutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et Sri Lanka. Tout comme au sein de l'ASEAN, la coopération au sein de la SAARC se développe avec beaucoup de lenteur, mais ce qui distingue les deux groupes, sur le plan politique, est qu'à la différence des membres de la SAARC, tous les membres des l'ASEAN considèrent le communisme comme un danger commun.

4503. VIKSNINS, Georges J. ; SKULLY, Michael T. – « Asian financial development. A comparative perspective of eight countries ». *Asian Survey* 27 (5), mai 87 : 535-551 ; tabl.

La croissance économique de l'Asie n'est pas uniquement liée au développement d'industries tournées vers l'exportation. L'exemple de cinq pays de l'ASEAN, ainsi que de Hong Kong, la Corée du Sud et Taïwan, montre le rôle moteur de l'Etat qui a, en particulier, favorisé l'utilisation des ressources des ménages, grâce au développement des institutions financières.

Europe

4504. « European security measures ». *SAIS Review* 7 (2), aut. 87 : 1-76.

Suite d'articles consacrés aux problèmes soulevés par la sécurité de l'Europe. Les socialistes européens (travaillistes et socio-démocrates) ont du mal à faire prévaloir leurs vues. De plus les gouvernements n'ont pas encore arrêté de positions unanimes sur la question, tandis que la Grande-Bretagne est sur le

point de prendre d'importantes décisions stratégiques. Voir notamment : SZABO, Stephan F. : n° 4138.

4505. JOFFE, Josef – « Peace and populism. Why the European anti-nuclear movement failed ». *International Security* 11 (4), print 87 : 3-40 ; tabl.

Le spectre du neutralisme hante à nouveau l'Europe, soutenu par le développement des mouvements pacifistes. L'évolution de ces mouvements est de nature cyclique. Elle est déterminée par des données idéologiques. Les partis socialistes ont une responsabilité importante dans l'essor du pacifisme européen qui semble aujourd'hui voué à l'échec.

4506. KELLY, Andrew – « Balance between alliances ». *END Papers* (15), print. 87 : 23-48 ; tabl., cartes.

L'analyse détaillée du rapport des forces de l'Alliance atlantique et du Pacte de Varsovie révèle que, contrairement à une croyance répandue, les deux parties sont quasiment à égalité. Il est donc possible pour l'OTAN de faire reposer son système de défense pour l'Europe uniquement sur des moyens conventionnels.

4507. YOST, David S. – « Beyond MBFR : the Atlantic to the Urals gambit ». *Orbis* 31 (1), print. 87 : 99-134.

En décembre 1986, les pays de l'OTAN se sont déclarés prêts à ouvrir des discussions avec le Pacte de Varsovie sur la réduction des forces conventionnelles en Europe, alors même que se poursuivent à Vienne les négociations sur les MBFR. Cette initiative occidentale est en partie issue de la conviction que les MBFR n'aboutiront pas et pourraient être interrompues si un nouveau cadre de discussion s'ouvrait ailleurs.

Europe communautaire

Voir aussi : n° 4236

4508. CURTIN, Deirdre – « Occupational pension schemes and article 119 : beyond the fringe ? » *Common Market Law Review* 24 (2), été 87 : 215-257.

L'article 119 du Traité de Rome vise à empêcher la discrimination sexuelle dans les revenus professionnels (salaires et autres sources de revenus) et impose des obligations aux Etats et aux particuliers de la Communauté. Il a été complété par une directive concernant l'égalité de traitement en matière de Sécurité sociale, directive qui ne s'applique pourtant pas directement aux particuliers.

4509. DIDIER, P. ; GRISAY, D. – « Adhésion de l'Espagne et du Portugal. Régime douanier des échanges de produits industriels ». *Cahiers de droit européen* 23 (3), 1987 : 255-299 ; tabl.

L'examen des droits et restrictions quantitatives applicables au point de départ de la période transitoire montre que le chemin à parcourir par l'Espagne et le Portugal afin d'assurer la libre circulation entre les douze pays membres et l'alignement sur le tarif douanier commun est considérable.

4510. GIANNONE, Antonino – « Salari, disoccupazione e prezzi in alcuni paesi della CEE : 1969-1986 ». *Rassegna economica* 51 (2), avr. 87 : 245-272 ; tabl.

Appliquée à six pays de la CEE (Italie, France, Belgique, RFA, Pays-Bas et Royaume-Uni), la théorie de Phillips établissant une relation inverse entre variations des salaires et niveau de chômage est vérifiée pour la période 1969-86.

4511. HEWITT, Adrian P. – « Stabex and commodity export compensation schemes : prospects for globalization ». *World Development* 15 (5), mai 87 : 617-631 ; tabl. ; bibliogr.

Intégré depuis 1975 dans les relations entre les pays ACP et la CEE, le système STABEX a permis le transfert d'environ un milliard d'ECU vers 48 pays ACP. Le système a pour but de stabiliser les revenus perçus par ces

pays sur leurs exportations de produits bruts ; en l'occurence il s'agit essentiellement de produits agricoles. Ce système pourrait fort bien être transposé ; la généralisation du STABEX n'est cependant pas pour demain.

4512. KENIS, Patrick ; SCHNEIDER, Volker – « The EC as a international corporate actor : two case studies in economic diplomacy ». *European Journal of Political Research* 15 (4), 1987 : 437-457 ; bibliogr.

Les Etats-membres de la CEE ont délégué à celle-ci certaines compétences, notamment celles de réglementer la libre circulation des biens et des personnes au sein de la Communauté, de légiférer dans certaines limites en matière de protection de l'environnement et de traiter avec les organismes internationaux comme le GATT et l'OCDE. En fait, les intérêts nationaux l'emportent souvent sur cette volonté communautaire.

4513. LANDO, Ole – « The EEC Convention on the law applicable to contractual obligations ». *Common Market Law Review* 24 (2), été 87 : 159-214.

La Convention européenne sur le droit applicable aux obligations contractuelles a été signée à Rome en 1980, mais n'est toujours pas en vigueur. Elle constitue un premier pas vers l'unification du droit international privé et s'applique en cas de conflit entre différents Etats ou entre différents systèmes législatifs. Cependant, ses dispositions ne sont pas dénuées d'ambiguïtés.

4514. MACKENZIE, Stuart – « Problems of the European Community – transatlantic parallels ». *International and Comparative Law Quarterly* 36 (2), avr. 87 : 183-197.

La Cour de justice des Communautés européennes et la Cour suprême des Etats-Unis sont dissemblables du point de vue constitutionnel, des compétences et des juridictions. Cependant, l'expérience de la Cour américaine peut être utilisée à profit par la Cour européenne.

4515. SCHMITT/HOFF, Clive M. – « Arbitration and EEC Law ». *Common Market Law Review* 24 (2), été 87 : 143-157.

La CEE n'a pas procédé à une harmonisation des règles nationales d'arbitrage. Cependant, le droit communautaire est directement applicable dans les procédures d'arbitrage avec l'accord des parties contractantes. La référence à la Cour européenne de Justice par l'arbitre est admise lorsque l'arbitrage relève d'une Cour ou d'un tribunal. Enfin, cette Cour peut être chargée de procéder à l'arbitrage lorsque les parties contractantes en ont exprimé la volonté.

4516. STEENBERFEN, Jacques – « L'ECU. Aspects juridiques de l'utilisation de l'unité monétaire européenne ». *Revue internationale de droit économique* 1 (1), 1987 : 181-209 ; tabl.

L'Ecu a obtenu en peut de temps droit de cité parmi les grandes devises sur les marchés internationaux. Il est actuellement utilisé pour libeller des instruments financiers et pour ces opérations de facturation et de comptabilité. Peu d'obstacles juridiques sont de nature à freiner ce développement mais quelques problèmes subsistent, notamment son manque de transparence.

4517. TOMKYS, Roger – « European political cooperation and the Middle East : a personal perspective ». *International Affairs* 63 (3), été 87 : 425-437.

Dès 1973, en dépit des politiques différentes de chacun des neuf pays membres de la CEE vis-à-vis d'Israël et des pays arabes, une position de principe commune face au conflit du Moyen-Orient était adoptée. Par la suite, l'Europe communautaire a affirmé progressivement ses positions, avec comme souci principal l'intégration des Palestiniens dans le processus de paix. Cette politique, qui s'est souvent limitée à des déclarations, n'a eu qu'un effet limité.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4216

4518. CLAROTTI, Paolo – « Comment bâtir l'Europe des banques. La reconnaissance mutuelle, complément de l'harmonisation ». *Banque* (475), sept. 87 : 758-770.

Dans son livre blanc sur l'achèvement du marché intérieur, publié en juin 1985, la Commission européenne met l'accent sur la nécessité de libérer les

services financiers sans subordonner la réalisation de cet objectif à une harmonisation complète des réglementations concernées, celle-ci s'étant révélée comme un instrument trop rigide. Cette politique est remplacée par la mise en œuvre du principe de la reconnaissance mutuelle des législations et des pratiques.

4519. DENTON, Ross – « The non-market economy rules of the European Community's anti-dumping and countervailing duties legislation ». *International and Comparative Law Quarterly* 36 (2), avr. 87 : 198-239.

La Communauté économique européenne a développé de nombreuses normes régissant la lutte contre le dumping et le régime des montants compensatoires. Ces normes constituent un élément essentiel du droit communautaire dans une part de l'économie non régie par les lois du marché.

4520. JACQUEMIN, Alexis – « Coopération entre les entreprises et droit économique ». *Revue internationale de droit économique* 1 (1), 1987 : 167-180 ; bibliogr.

L'analyse en termes de coûts et de bénéfices privés et publics de la coopération entre les firmes européennes, notamment dans la recherche-développement et son implication au niveau des modalités juridiques montre que si divers obstacles privés risquent d'empêcher le maintien d'une collaboration entre entreprises, il apparaît néanmoins utile de développer les moyens positifs (financiers, fiscaux ou organisationnels) d'incitation à la coopération.

Europe occidentale

Voir aussi : n° 3998, 4238, 4269, 4606

4521. « European stock exchanges ». *Euromoney*, août 87 *Supplément* : 56 p. ; tabl., graph.

Suite d'articles consacrés à la modernisation des marchés boursiers des divers pays d'Europe (Europe occidentale et méridionale, Scandinavie), accélérée par l'internationalisation des transactions.

4522. « Travaux du colloque : des principes directeurs de politique criminelle pour l'Europe ». *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* (1), mars 87 : 25-186.

Suite d'articles consacrés à la nécessité de dégager les principes généraux d'une politique criminelle européenne. Présentation des principes constitutionnels généraux applicables au droit pénal des différents pays européens.

4523. MASSIAS, Florence – « L'influence des droits de l'homme sur la politique criminelle en Europe ». *Archives de politique criminelle* 9, 1987 : 20-56.

Grâce à la jurisprudence de la Commission et de la Cour européenne des droits de l'homme, la Convention européenne des droits de l'homme a été considérablement enrichie. Cette jurisprudence a instauré un système européen d'interprétation en permettant à chaque pays de se reconnaître dans les valeurs retenues tout en conservant ses particularités.

4524. MAZING, V.A. ; OZNOBISEV, S.K. – « Evropejskaâ oboronnaâ iniciativa - pridatok SOI » (L'initiative de défense européenne - appendice de l'IDS). *SSA* (8), 1987 : 24-33.

Refusant de participer à l'IDS, considérant que ce système accroîtrait l'insécurité en Europe occidentale, mais aussi que, avec l'IDS, les Etats-Unis s'efforcent de se dégager du système de défense européen, des milieux dirigeants, en Europe occidentale, ont proposé une initiative de défense européenne, arguant qu'elle s'intégrerait très bien dans les efforts de liquidation de l'arme nucléaire en Europe. Ce système ne ferait, en fait, qu'accroître les dangers de déstabilisation.

Europe orientale

4525. BALKAY, Bálint – « The Third World and the CMEA group in the world economy of raw and basic materials ». *World Development* 15 (5), mai 87 : 685-700 ; tabl. ; bibliogr.

Les pays du CAEM rencontrent des problèmes sur le marché des matières premières qui sont de deux ordres. D'une part, la concentration des exportations soviétiques sur certains produits (hydrocarbures, métaux, tabac, produits agricoles) introduit des distorsions au sein du CAEM. Le CAEM, comme les PVD, pâtit d'autre part de la nécessité d'ajuster les volumes d'exportations et d'importations en fonction des taux de change.

4526. BRABANT, Jozef M. van – « Economic adjustment and the future of socialist economic integration ». *Eastern European Politics and Societies* 1 (1), hiv. 87 : 75-112 ; tabl.

Un tournant dans la politique économique des pays socialistes aura très vraisemblablement lieu dans la deuxième moitié des années 80. Mais un changement radical ne pourra être réalisé que progressivement en raison des liens qui unissent ces pays au sein du CAEM et, aussi, de leurs propres structures économiques.

4527. ČUKANOV, O. – « SÈV : kurs na uskorenie social'no-ekonomičeskogo costa » (Le CAEM : politique d'accélération de la croissance socio-économique). *Meždunarodnyj ežegodnik. Politika i èkonomika* 1986 : 47-56 ; tabl. ; bibliogr.

L'accélération du développement socio-économique de la société reste le problème-clé des pays membres du CAEM. Sa solution réside dans l'accroissement constant de la productivité du travail et dans l'application pratique des dernières acquisitions de la science. Les résultats économiques de l'année 1985 dans tous les pays du CAEM montrent qu'un pas important a été franchi dans cette direction.

4528. DOBOZI, István – « Intra-CMEA mineral cooperation : implications for trade with OECD and Third World countries ». *Development and Peace* 7 (2), aut. 87 : 46-67 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Depuis sa constitution, le CAEM connaît des problèmes pour satisfaire sa demande intérieure de matières premières. Des solutions nationales n'ont pas résolu ces problèmes et les ont même aggravés. Les transactions minières intra-CAEM ont tendance à isoler le Comité du reste du monde, mais pas de manière absolue.

4529. TIRASPOLSKY, Anita – « Pays de l'Est - Moyen-Orient : quinze ans d'échanges économiques avec l'Iran, l'Irak et la Syrie ». *Le courrier des pays de l'Est* (318), mai 87 : 3-24 ; tabl.

Bien que variant en fonction des aléas de la politique soviétique dans la région, les échanges commerciaux entre les pays du CAEM et l'Iran, l'Irak et la Syrie restent importants. Pour l'URSS, le commerce avec ces pays apparaît bien comme un élément de sa politique extérieure dans le Moyen-Orient.

Pacifique et Océanie

Voir aussi : n° 4237

4530. COLLIN DELAVAUD, Claude – « Géopolitique et océan Pacifique ». *Bulletin de l'Association des géographes français* 64 (2), avr. 87 : 97-108 ; tabl., cartes ; résumés en espagnol et en anglais.

Le dynamisme démographique, économique et financier des deux façades américaine et asiatique du Pacifique est incontestable, mais les échanges commerciaux à travers l'océan demeurent limités. Ce sont les flux immatériels qui créent une nouvelle structure technologique puis financière par-dessus le Pacifique. La géostratégie du Pacifique s'appuie en revanche essentiellement sur les marges.

4531. DOUMENGE, Jean-Pierre – « Réalités et perspectives géopolitiques de l'Océanie insulaire ». *Bulletin de l'Association des géographes français* 64 (2), avr. 87 : 119-138 ; tabl., carte ; résumé en anglais.

La géopolitique de l'Océanie insulaire est extrêmement complexe. Actuellement, les confrontations majeures se situent dans la remise en cause de la société internationale, urbaine et industrielle, par les sociétés autochtones et dans l'essai d'expulsion des puissances extérieures par les micro-Etats insulaires et les puissances régionales.

4532. LABROUSSE, Henri – « Le Pacifique et la puissance navale ». *Défense nationale* 43, sept. 87 : 21-34.

Si le Pacifique demeure un enjeu de poids tant pour les Soviétiques que pour les Occidentaux, la stratégie maritime des Etats-Unis y est beaucoup plus performante que celle de l'URSS. Cependant, devant le péril qui y existe en permanence, les Etats-Unis devront continuer de contrôler l'océan par ses bases maritimes, ses armes nucléaires et toute sa puissance navale.

Pays arabes et Moyen-Orient

Voir aussi : n° 4517, 4529

4533. « Critical studies on Palestine ». *Scandinavian Journal of Development Alternatives* 6 (1), mars 87 : 5-140 ; tabl.

Numéro spécial consacré au problème palestinien resitué dans le contexte israélien et international. Les Etats-Unis demeurent passifs vis-à-vis des Palestiniens victimes des discriminations et de l'exploitation économique des Israéliens. L'Etat israélien recourt à des méthodes proches de celles de l'Afrique du Sud.

4534. « The price of peace : the removal of the Israeli settlements in Sinai ». *The Journal of Applied Behavioral Science* 23 (1), 1987 : 1-149 ; carte ; bibliogr.

Numéro spécial : le traité de paix israélo-égyptien de 1979 prévoyait le retrait d'Israël du Sinaï et sa restitution à l'Egypte d'ici avril 82. L'opposition des colons installés dans le Sinaï s'est intensifiée au fur et à mesure que se rapprochait la date de leur départ mais en 1982, tous les colons avaient quitté le Sinaï malgré quelques confrontations violentes avec l'armée israélienne dans certaines localités.

4535. « Terrorism and the Middle East context and interpretations ». *Arab Studies Quarterly* 9 (2), print. 87 : 133-187.

Numéro spécial consacré à la violence politique au Moyen-Orient et notamment à la responsabilité de l'administration Reagan sur l'aggravation du terrorisme.

4536. AGURSKY, Mikhail – « Soviet priorities in the Arab-Israeli conflict ». *The Jerusalem Journal of International Relations* 9 (2), juin 87 : 43-82.

Une analyse des slogans officiels énoncés en URSS, le 1er mai et le 7 novembre, et des déclarations des dirigeants de ce pays, permet de déceler les priorités de la politique étrangère soviétique, notamment en ce qui concerne le conflit arabo-israélien. Depuis vingt ans, ces priorités ont changé périodiquement, mais dans l'ensemble, l'URSS a toujours considéré comme l'une des priorités le maintien de ses liens amicaux avec les pays arabes.

4537. AN-NA'IM, Abdullahi A. – « Religious minorities under Islamic Law and the limits of cultural relativism ». *Human Rights Quarterly* 9 (1), fév. 87 : 1-18.

Malgré la Convention universelle des droits de l'homme de 1948, les minorités non-islamiques continuent d'être victimes de discriminations diverses dans les Etats islamiques. Même le relativisme culturel avancé par le monde islamique ne peut justifier une telle situation. Le statut des minorités religieuses non-islamiques doit être révisé en puisant dans les sources mêmes de l'Islam.

4538. AVI-RAN, Reuven – « The Syrian-Palestinian conflict in Lebanon ». *The Jerusalem Quarterly* (42), print. 87 : 57-82.

Les origines de l'impitoyable lutte entre les Syriens et les Palestiniens au Liban se trouvent dans l'action menée par le Président syrien, Assad, pour placer sous son contrôle toutes les organisations des fedayins, la direction du Fath et celle de l'OLP. De son côté, le mouvement national palestinien s'y oppose afin de garder son indépendance et sa liberté d'action.

4539. BRECHER, Michael ; JAMES, Patrick – « International crisis in the Middle East, 1929-1979 : immediate severity and long-term importance ». *The Jerusalem Journal of International Relations* 9 (2), juin 87 : 1-42 ; tabl., graph.

Le Moyen-Orient est une région dans laquelle des crises internationales éclatent fréquemment, mais dont les effets à long terme sont difficilement prévisibles. Les conflits entre Etats débordent parfois les frontières et créent des crises internationales, mais il arrive aussi qu'une crise internationale vienne aggraver une situation déjà préoccupante dans un Etat.

4540. CHIDEBE, Chris – « Arab economic aid to non-Arab African States ». *Development and Peace* 7 (2), aut. 86 : 30-45 ; tabl. ; bibliogr.

Dès novembre 1973, la Ligue des Etats arabes créait la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique. Cette banque a pour mission de financer des projets de développement et d'assurer une assistance technique en Afrique ; son efficacité financière est évidente pour l'Afrique noire. Mais les liens politiques sont plus difficiles à souder que les liens financiers entre les pays arabes et l'Afrique non arabe.

4541. HALLWOOD, Paul – « Labor migration and remittances between OPEC members and non-oil LDCs ». *Middle East Review* 19 (3), print. 87 : 39-48 ; tabl. ; bibliogr.

Le nombre des travailleurs étrangers dans les différents pays du Moyen-Orient est passé de 1,6 millions en 1975 à 3,5 millions en 1985. Cette migration de la main-d'œuvre des pays non-producteurs de pétrole vers les pays de l'OPEP a été bénéfique pour ces premiers en raison des envois d'argent de leurs ressortissants et aussi parce qu'elle leur a permis de réduire le nombre de personnes sans travail.

4542. JOHNSON, Penny – « Palestinian universities under occupation, november 1986 ». *Journal of Palestine Studies* 16 (2), hiv. 87 : 117-124.

Au début de l'année universitaire 1986/87, des raids de l'armée israélienne et des contrôles de toutes sortes ont été pratiqués contre les universités palestiniennes, y compris celle de Bethléem, généralement la plus calme. Les milieux universitaires avaient craint que cette situation n'empire après des mesures sévères prises par les autorités israéliennes contre les chefs de la communauté palestinienne.

4543. LEGUM, Colin – « Afro-Arab and Muslim relations : failure to stop Israel eroding OAU boycott ». *Africa Contemporary Record* 18, 1986 : A162-A179 ; tabl.

Les efforts faits en 1985 pour améliorer les rapports entre l'Afrique et le monde arabe et les sortir de l'impasse où ils se trouvent depuis 1975, n'ont pas donné les résultats attendus. Car de nouvelles difficultés sont venues s'ajouter à celles déjà existantes depuis que les Etats africains ont commencé à rétablir ou à établir les relations diplomatiques avec Israël.

4544. NIENHAUS, Volker – « An Islamic Common Market ? Problems and strategies of economic co-operation among Islamic countries ». *Economics* 35, 1987 : 21-41 ; tabl. ; bibliogr.

Créée en 1972, l'Organisation de la conférence islamique a pour vocation de développer la coopération économique entre ses membres. L'instauration d'un véritable marché commun serait idéal pour le développement économique de ces pays ; son efficacité serait la plus évidente au niveau des avantages comparatifs.

4545. PETEET, Julie – « Socio-political integration and conflict resolution in the Palestinian camps in Lebanon ». *Journal of Palestine Studies* 16 (2), hiv. 87 : 29-44.

Avant 1982, l'OLP avait exercé son autorité dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban, notamment à partir de 1962, en se substituant aux chefs traditionnels. Puis, peu à peu, l'OLP a manifesté ouvertement sa présence militaire dans ces camps, allant même jusqu'à organiser, en 1981, l'entraînement militaire pour les femmes.

4546. RISHMAWI, Mona – « Land use planning as a strategy for judaization ». *Journal of Palestine Studies* 16 (2), hiv. 87 : 105-116.

La politique de planification de l'aménagement du territoire dans les territoires occupés par Israël a été conçue de manière à servir uniquement les intérêts israéliens et à ignorer complètement les besoins des Palestiniens. C'est pourquoi l'autonomie proposée par Israël pour les territoires occupés est devenue un mot vide de sens.

4547. TROXLER, Nancy C. – « The Gulf Co-operation Council : the emergence of an institution ». *Millenium* 16 (1), print. 87 : 1-19.

Créé en 1981, le Conseil de coopération des pays arabes du Golfe persique (CCG) avait pour objectif d'assurer la sécurité de ces pays face à la guerre irano-irakienne. Mais ce n'était pas là son unique objectif car les pays signataires veulent également, grâce au CCG, renforcer leurs liens politiques et faire progresser leur coopération économique.

Pays en développement

4548. La dette extérieure

a. [La dette des pays en développement]. *Case Western Reserve Journal of International Law* 19 (1), hiv. 87 : 1-72 ; tabl.
Suite d'articles consacrés à la dette des pays en développement et aux conséquences internationales de celle-ci. L'endettement de certains pays est incontournable, pourtant son accroissement sans limite met en danger tout le système économique mondial. Rien ne laisse prévoir une amélioration de la situation à moyen terme. Voir notamment : GRIFFITH-JONES, Stephany ; NICHOLS, Lucy : n° 4483.

b. CONWAY, Patrick – « Baker Plan and international indebtness ». *The World Economy* 10 (2), juin 87 : 193-204 ; tabl.
Révélé en octobre 1985, le Plan Baker proposait de résoudre la crise de l'endettement international en donnant un rôle nouveau aux institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI, ...). Mais la stratégie de ces institutions est souvent mal adaptée aux économies des PVD. La solution idéale serait une combinaison des propositions du Plan Baker avec des mesures de conversion des dettes en « parts d'exportation ».

c. SNOWDEN, P.N. – « Chicago schism on banking reforms and the debt crisis ». *The World Economy* 10 (2), juin 87 : 219-226.
A la différence du Plan Baker qui donne une place prépondérante à la Banque mondiale et au FMI, une autre stratégie de règlement du problème de la dette des PVD consiste à se reposer entièrement sur les marchés financiers internationaux. Cette résurrection du Plan de Chicago nécessiterait alors la réforme du système bancaire. Telle qu'elle, elle n'est pas adaptée à la situation financière actuelle mais offre néanmoins des orientations nouvelles.

4549. AGH, Attila – « Social structure and social dynamics in the developing countries ». *Development and Peace* 7 (2), aut. 87 : 95-109 ; bibliogr.

L'existence d'une classe ouvrière dans le Tiers-Monde est évidente. Il est, par ailleurs, erroné de considérer que cette classe est victime d'un chômage structurel dans les économies sous-développées. Dans les PVD, le chômage a plutôt tendance à générer une classe de marginaux.

4550. ARMAND, Myriam – « Images satellitaires et planification des villes du Tiers-Monde ». *Mondes en développement* 14 (56), 1986 : 197-222 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Les images satellitaires peuvent être très utiles pour aider à résoudre les problèmes issus d'une croissance urbaine non planifiée dans de nombreux pays du Tiers-Monde. Bien que cette source d'information soit d'une richesse sans précédent, l'efficacité de son utilisation reste très liée à la maîtrise d'un certain nombre de techniques d'analyse.

4551. BALASSA, Bela – « Les effets sur l'emploi des échanges de produits manufacturés entre pays développés et pays en développement ». *Etudes internationales (Québec)* 18 (2), juin 87 : 285-304 ; tabl. ; résumé en anglais.

L'expansion future des échanges de produits manufacturés entre pays développés et pays en développement va se traduire par des gains nets sur le plan de l'emploi dans les pays développés. L'augmentation des exportations des pays en développement va également créer des emplois et contribuer à la croissance de leur économie ce qui aura indirectement des effets favorables sur l'emploi.

4552. BOSE, T.C. – « The international system and North-South issues ». *The Indian Journal of Political Science* 48 (2), juin 87 : 163-178.

L'évolution du système international au cours de ces dernières décennies est surtout marquée par l'affaiblissement des blocs et l'apparition au premier plan de l'actualité d'un Tiers-Monde dont les demandes ne peuvent plus être ignorées. Il est impossible de maintenir indéfiniment un ordre favorable aux pays riches et défavorable aux pays pauvres, alors même que l'évolution démographique fait que les premiers constituent une minorité privilégiée de plus en plus petite par rapport à la population mondiale totale.

4553. DAHLMAN, Carl J. et al. – « Managing technological development : lessons from the newly industrializing countries ». *World Development* 15 (6), juin 87 : 759-775 ; bibliogr.

L'expérience laissée par les NPI montre que le cœur du développement technologique réside dans l'acquisition de techniques capables de maximiser la production et d'optimiser les investissements. Un tel développement doit également procéder d'un savant dosage entre les technologies nationales et importées.

4554. FARGUES, Philippe ; COURBAGE, Youssef – « Reconstitution de la fécondité passée à l'aide d'un seul recensement dans les pays à statistiques incomplètes ». *Population* 42 (3), juin 87 : 449-468 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

A partir des statistiques incomplètes des PVD et en inversant les hypothèses traditionnelles sur la fécondité et sur les données rétrospectives d'enquête, on peut faire ressortir le déclin de la fécondité dans des populations qui ont abordé la seconde phase de leur transition démographique. Utilisant un recensement effectué au Maroc, une nouvelle méthode permet de reconstituer les taux de fécondité par groupes d'âges.

4555. HARTJE, Volkmar J. – « Environmental problems in the Third World. What can the North do ? » *Economics* 35, 1987 : 67-86 ; tabl.

Dès 1972, une conférence des Nations Unies réunie à Stockholm insistait sur les problèmes d'environnement auxquels les PVD doivent faire face. Les gouvernements de quelques pays industriels (Etats-Unis en 1977, RFA en 1982...) ont proposé des mesures de protection de l'environnement dans le Tiers-Monde ; comparées aux programmes globaux, ces propositions sont d'un intérêt mineur.

4556. MARTELLARO, Joseph A. – « Investment in human resources : the experience of five Third World nations ». *Rivista internazionale di scienze economiche e commerciali* 34 (4), avr. 87 : 273-290 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en italien.

L'étude des politiques d'alphabétisation mises en place en Egypte, Ethiopie, Pakistan, Mongolie et Paraguay démontre une corrélation entre le taux d'alphabétisation des adultes et le revenu moyen par habitant.

4557. MAYO, Stephen K. ; GROSS, David J. – « Sites and services - and subsidies : the economics of lowcost housing in developing countries ». *The World Bank Economic Review* 1 (2), janv. 87 : 301-335 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La plupart des PVD ont adopté des politiques destinées à loger les populations pauvres sans abri. Si ces actions paraissent efficaces sur le terrain, elles

s'inscrivent mal, en fait, dans une stratégie globale de développement. L'existence de subventions au logement mal adaptées gêne parfois cette stratégie.

4558. RICHARDSON, Harry W. – « The costs of urbanization : a four-country comparison ». *Economic Development and Cultural Change* 35 (3), avr. 87 : 561-580 ; tabl.

L'expérience de quatre PVD (Pakistan, Indonésie, Egypte et Bengladesh) montre que les coûts de l'urbanisation d'une région sont essentiellement constitués par la construction des infrastructures et des logements, la création d'emplois et l'organisation des services urbains. Chaque pays s'est fixé ses propres priorités mais tous ont compris la nécessité de réduire les coûts des services et des infrastructures.

4559. SELL, Ralph ; KUNITZ, Stephen J. – « The debt crisis and the end of an era in mortality decline ». *Studies in Comparative International Development* 21 (4), hiv. 87 : 3-30 ; tabl. ; bibliogr.

L'ère du déclin rapide du taux de mortalité dans les pays en développement est révolue après une longue période de progrès spectaculaires pendant les décennies postérieures à la seconde guerre mondiale. Ce changement de tendance est lié à la crise économique internationale, et plus particulièrement à la crise de l'endettement extérieur qui entraîne des réorientations de politique économique affectant les conditions de vie des couches les plus pauvres.

4560. TUZMUHAMEDOV, R.A. – « Dviženie neprisoedeniniâ i meždunarodnoe pravao » (Le Mouvement des non-alignés et le droit international). *Sovetskoe gosudarstvo i pravo* (8), août 87 : 89-97 ; résumé en anglais.

Le Mouvement des non-alignés est devenu une force unique dans le développement progressiste des relations internationales et du droit international. Par ses activités en faveur de la coexistence pacifique, dans le respect des objectifs et principes de l'ONU, il exerce une influence positive sur le droit international. Le statut de pays non-aligné et les structures juridiques du Mouvement.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4525

4561. BOWLES, Paul – « Foreign aid and domestic savings in less developed countries : some tests for causality ». *World Development* 15 (6), juin 87 : 789-796 ; tabl. ; bibliogr.

La corrélation négative entre l'aide étrangère et le taux de l'épargne nationale dans les PVD est un phénomène bien connu. Sa causalité est, en revanche, difficile à expliciter. Le phénomène semble lié à la répartition des aides étrangères, selon qu'il s'agit d'aides bilatérales ou multilatérales.

4562. COMMONER, Barry – « Nuclear power for the Third World : bane or blessing ? » *World Policy Journal* 4 (2), print. 87 : 231-255 ; tabl., graph.

En 1974, l'Agence internationale de l'énergie atomique dénombrait parmi les PVD, 38 pays susceptibles de devenir des puissances nucléaires. Dix ans plus tard on dénombre 16 centrales réparties dans 6 PVD, et 21 centrales en construction en 9 pays. L'introduction de l'atome dans ces pays est pourtant inutile ; sur le plan économique, elle est par ailleurs irrationnelle puisqu'ils peuvent fort bien produire leur électricité sans recourir à l'atome.

4563. GIRVAN, Norman P. – « Transnational corporations and non-fuel primary commodities in developing countries ». *World Development* 15 (5), mai 87 : 713-740 ; tabl. ; bibliogr.

Les multinationales qui exploitent les matières premières (hydrocarbures mis à part) dans les PVD ont tendance à délaisser les activités de production primaire au profit des activités de traitement des matériaux, qui se situent en aval de l'extraction. La part de la plus-value dégagée, laissée aux PVD, demeure réduite.

4564. JENNINGS, Anthony ; SHAW, D. John – « Food aid and the recurrent cost problem in developing countries ». *Food Policy* 12 (3), août 87 : 213-226.

Les problèmes alimentaires des PVD n'ont pas une cause unique. Plus que jamais, l'aide alimentaire à ces pays constitue un excellent catalyseur de leur développement économique. Les problèmes de coût peuvent être résolus par de nombreux projets.

4565. LAL, Deepak – « The political economy of economic liberalization ». *The World Bank Economic Review* 1 (2), janv. 87 : 273-299 ; tabl. ; bibliogr.

A l'heure où la crise des paiements extérieurs s'aggrave, la plupart des PVD ont adopté des politiques de libéralisation économique, qui sont, en fait, détournées de l'objectif de rétablissement des équilibres extérieurs. L'objectif véritable est souvent de redonner à l'Etat la maîtrise de l'économie d'une manière détournée.

4566. LITTLE, I.M.D. – « Small manufacturing enterprises in developing countries ». *The World Bank Economic Review* 1 (2), janv. 87 : 203-235 ; tabl. ; bibliogr.

Une enquête réalisée auprès de PME indiennes et colombiennes aidées par la Banque mondiale permet d'apprécier l'intérêt économique de ce type d'entreprise pour les PVD. Il apparaît finalement que le facteur travail n'y est pas utilisé de manière plus intensive. Les politiques d'industrialisation ont pourtant accéléré le déclin des PME dans les PVD.

4567. RUDNER, Martin – « Dépenses militaires et croissance économique ». *Etudes internationales (Québec)* 18 (2), juin 87 : 389-404 ; tabl.

Dans l'ensemble, les pays du Tiers-Monde consacrent une grande part de leurs dépenses budgétaires à la défense : examen des différentes études récentes portant sur le budget de la défense des gouvernements civil et militaire, les effets des dépenses militaires sur la croissance économique des PVD et le lien entre le volume des dépenses militaires des PVD et l'existence de conflits internationaux.

4568. TOULMIN, Camilla – « Drought and the farming sector : loss of farm animals and post-drought rehabilitation ». *Development Policy Review* 5 (2), juin 87 : 125-148 ; tabl. ; bibliogr.

La première conséquence de la sécheresse pour l'agriculture est une baisse de la production qui entraîne, à son tour, la vente des bêtes les moins productives (chèvres, moutons). Après de fortes sécheresses, des mesures de réhabilitation des zones les plus sinistrées sont prises par les gouvernements ; ces mesures ont le défaut d'être trop peu préventives et à trop courte vue.

4569. TRIBE, M.A. ; ALPINE, R.L.W. – « Source of scale economies : sugar production in less developped countries ». *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 49 (2), mai 87 : 209-226 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'exemple de cinq pays (Kenya, Ghana, Bengladesh, Inde et Pakistan) montre que les industries de la canne à sucre dans les PVD bénéficient d'économies d'échelle depuis plusieurs années. Celles-ci sont sélectives puisqu'elles sont maximisées dans les plantations dont la production journalière est située entre 3 et 5 000 tonnes. La généralisation de cette conclusion à tous les PVD est délicate du fait de la variabilité des coûts salariaux d'un pays à l'autre.

Pays occidentaux

4570. GEIGER, Rainer – « L'OCDE et les opérateurs économiques ». *Droit et pratique du commerce international* 13 (1), 1987 : 153-188.

Réducteur d'incertitude, le dispositif mis en place par l'OCDE dans les domaines aussi variés que l'investissement, les échanges, la concurrence et la politique à l'égard des consommateurs, a fait ses preuves. Bien que de nouveaux défis restent à relever face aux mutations rapides et profondes des structures économiques, les résultats obtenus sont de bon augure pour l'avenir.

4571. HEISBOURG, François – « Can the Atlantic Alliance last out the century ? » *International Affairs* 63 (3), été 87 : 413-423 ; tabl.

Après les années d'« incompréhension transatlantique », l'Alliance est exposée actuellement à une menace nouvelle mais plus diffuse : la sénilité, pouvant conduire à la mort naturelle. L'absence de réaction européenne commune au sommet de Reykjavik et de cohésion face aux propositions de Gorbatchev en matière de désarmement est un exemple de cette désintégration progressive.

4572. LAYNE, Christopher – « Atlanticism without NATO ». *Foreign Policy (New York)* (67), été 87 : 22-45.

Une attitude plus audacieuse des Etats-Unis pour la restauration de l'indépendance de l'Europe et la négociation d'un système de sécurité post-Yalta leur ferait jouer le rôle de champion de l'euronationalisme. En même temps Washington devrait fixer un plan de retrait sur quatre ans de ses troupes stationnées en Europe. La carte européenne de l'Amérique est au moins équivalente à la carte allemande de Moscou.

III
ÉTUDES GÉNÉRALES MONDIALES OU INTERNATIONALES

Institutions et vie politiques

4573. La francophonie

a. « L'événement de demain : Québec, septembre 1987 ». *Arabies* (9), sept. 87 : 6-17.
Suite d'articles sur l'enjeu du sommet de la francophonie : celle-ci est-elle association culturelle, zone de co-développement ou organisation politique supranationale ? Voir : FARANDJIS, Stelio : « La langue de Molière prend racine » ; SENGHOR, Leopold : « Négritude et universalité » ; HELOU, Charles : « Arabité et francité : affinités » ; BOURASSA, Robert : « Québec port franc ».

b. « Vaste chantier, chiches moyens : la francophonie » *Le monde diplomatique* 34 (401), août 87 : 17-22.
Dossier consacré au rôle et aux limites de la francophonie, avant l'ouverture du deuxième sommet « des pays ayant en commun l'usage du français » à Québec en septembre 1987. Sortie d'un ghetto où elle était tenue par un sentiment de culpabilité colonialiste, la francophonie trouve un créneau privilégié dans la défense d'une spécificité face à l'uniformisation des moyens de communication.

4574. Le terrorisme

a. AGYEMAN, Opoku – « Terrorism : a nonwestern view ». *Monthly Review* 39 (1), mai 87 : 43-53.
En Occident, on a tendance à considérer le Tiers-Monde comme un vivier du terrorisme international tandis que les Etats-Unis, qui manquent singulièrement d'autorité morale, se posent en champions d'une campagne mondiale « anti-terroriste ». Cependant, la vérité est tout autre car les Etats occidentaux qui ont colonisé et exploité les Etats du Tiers-Monde continuent de s'immiscer dans les affaires intérieures de ceux-ci participant ainsi au terrorisme international.

b. MAKINSKY, Michel – « L'insertion du terrorisme dans la stratégie soviétique. ». *Défense nationale* 43, juin et juil. 87 : 45-57 et 23-38.
Tout mouvement terroriste s'insère dans la stratégie soviétique dès qu'il y a objectif stratégique commun : c'est la convergence de premier ou de second degré (telle la convergence stratégique avec l'Iran pour l'affaiblissement du Pakistan et autres convergences anti-occidentales). La dislocation de la sécurité en Europe est également un objectif de zone frontale, qui permet et justifie tout acte terroriste. Mis à part ce qui fut le terrorisme breton et le FLNC corse, la plupart des mouvements terroristes dans le monde ont perdu leur autonomie stratégique par l'internationalisation : leur stratégie se fond dans

© Fondation nationale des sciences politiques, 1987

celle de l'Union soviétique, même si cette dernière n'exerce pas un contrôle organisationnel centralisé.

c. RUBIN, Alfred P. – « Extradition and " terrorist " offenses ». *Terrorism* 10 (2), 1987 : 83-102.
Il existe actuellement un ordre juridique et institutionnel international permettant une réelle coopération inter-étatique afin de lutter contre le terrorisme. Cependant cette coopération internationale peut échouer lorsqu'un Etat refuse d'extrader un terroriste en raison de la non-réalisation de la condition de la double incrimination.

d. WIEVIORKA, Michel – « Terrorisme et médias occidentaux ». *Combat pour la diaspora* (20), 2e trim. 87 : 9-23.
Une relation symbiotique existe entre deux phénomènes modernes : les communications de masse trouvent dans les actes terroristes une matière riche et, inversement, le terrorisme utilise les médias pour atteindre ses objectifs. Au niveau des relations stratégiques, où tout est calcul et contrôle, les acteurs sont les médias, les terroristes et les sources gouvernementales d'information.

4575. BRECHER, Jeremy – « From an ecological perspective : the national question reconsidered ». *New Politics* 1 (3), été 87 : 95-111.

Par son nuage radioactif répandu autour du globe, la catastrophe de Tchernobyl a remis en cause de façon symbolique la question nationale, démontrant la désuétude des frontières et d'un Etat national. Une approche écologique de la question fait apparaître la nécessité d'un transfert de pouvoir, vers le haut et vers le bas, à des organisations supranationales et à des communautés régionales.

4576. WIENER, Céline – « De la coordination administrative à la décision politique : étude comparée de quelques systèmes ». *Revue française d'administration publique* (42), juin 87 : 251-260.

Les institutions chargées d'organiser le travail gouvernemental prennent une importance grandissante avec le déclin relatif des parlements ; si l'environnement constitutionnel et les traditions historiques ou politiques sont des facteurs de différenciation importants pour ces institutions, elles répondent néanmoins à une même nécessité et remplissent des fonctions analogues, obéissant à une logique commune.

Relations internationales

4577. « Les ONG de développement ». *Le Courrier (Bruxelles)* (104), août 87 : 52-76 ; tabl.

Dossier consacré au rôle des ONG dans le développement, l'aide d'urgence et l'aide alimentaire ; leur perception par les bénéficiaires ; l'exemple des ONG de la Communauté européenne.

4578. BEIGBEDER, Yves – « Réformes administratives et structurelles des Nations Unies ». *Etudes internationales (Québec)* 18 (2), juin 87 : 353-370.

Les propositions de réformes structurelles des Nations Unies se heurtent à des obstacles considérables. Par contre, il est possible de tenter d'améliorer le fonctionnement et la gestion internes des organisations. Les pressions financières américaines et les recommandations du Groupe des 18 vont permettre la mise en œuvre de la première réforme d'ensemble de l'ONU qui devrait s'étendre progressivement à toutes les institutions des Nations Unies.

4579. GRAHAM, Gordon – « The justice of intervention ». *Review of International Studies* 13 (2), avr. 87 : 133-146.

Le principe de non-intervention d'un Etat dans les affaires d'un autre Etat a été proclamé depuis la fin de la seconde guerre mondiale dans plusieurs documents internationaux importants. Cependant, tout comme les autres grands principes clairement énoncés, celui-ci est diversement interprété, le plus souvent pour justifier les violations ouvertes du droit international.

4580. GUILLERM, Jacques – « La démilitarisation de l'espace et le droit ». *Défense nationale* 43, sept. 87 : 99-109.

Malgré tous les textes élaborés depuis 1950 dans le but d'utiliser l'espace à des fins pacifiques dans le cadre d'un véritable droit de l'espace, l'arsenal juridique demeure d'une modestie extrême face à la militarisation des deux Grands et à leur immense potentiel d'armements.

4581. HARRIS, Elisa D. – « Svendlovsk and yellow rain : two cases of Soviet non compliance ? » *International Security* 11 (4), print. 87 : 41-95 ; tabl.

Selon les autorités américaines, les violations des normes de droit international concernant l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques et bactériologiques sont le fait de l'Union soviétique dans les conflits d'Asie du Sud-Est et d'Afghanistan. La réponse soviétique à cette accusation a provoqué un débat qui occupe aujourd'hui la scène internationale.

4582. JUDA, Lawrence – « The exclusive zone and ocean management ». *Ocean Development and International Law* 18 (3), 1987 : 305-331.

L'extension du contrôle des Etats côtiers sur la zone économique exclusive peut être considérée comme une victoire des approches nationalistes sur les approches internationalistes. Cependant, la gestion des espaces marins exigera encore de nombreux efforts nationaux, une coopération internationale accrue et une multiplication des accords régionaux.

4583. MOHAPATRA, J.-K. ; BARAL, J.-K. – « A comparative analysis of the origin and resolution of local conflicts ». *The Indian Journal of Political Science* 48 (1), mars 87 : 60-83.

Les conflits internationaux se divisent, grosso modo, en conflits centraux et conflits périphériques. Mais, tandis que les grandes puissances entraînent souvent leurs petits alliés dans les conflits entre elles, elles s'efforcent généralement de se tenir à l'écart des conflits locaux, périphériques, sauf si ces derniers éclatent à l'intérieur de leur propre zone d'influence, comme ce fut le cas des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne dans l'affaire de Chypre.

4584. SCHULZ, John J. – « Bluff and uncertainty : deterrence and the " maybe " states ». *SAIS Review* 7 (2), aut. 87 : 181-194.

Le concept habituel de dissuasion s'articule autour de trois éléments-clefs : capacité, volonté et perception. Un nouveau type est apparu : la dissuasion nucléaire par le bluff et dont l'élément central est le démenti. Elle est par exemple pratiquée par la Libye, le Brésil ou l'Irak. Les deux formes de dissuasion ont leur efficacité propre ; l'une n'est pas meilleure que l'autre.

4585. SIMMA, Bruno – « Grundfragen der Staatenverantwortlichkeit in der Arbeit der International Law Commission » (Problèmes fondamentaux de la responsabilité des Etats dans les travaux de la Commission de droit international). *Archiv des Völkerrechts* 24 (4), 1986 : 357-407.

Depuis plus de 30 ans, la Commission de droit international des Nations Unies poursuit ses travaux en vue de la codification du droit international en matière de responsabilité juridique des Etats en cas de violations de ce droit. Ce projet est certainement le plus important et le plus complexe puisque les Etats sont naturellement réticents à toute restriction de leurs pouvoirs. Il est peu probable qu'une convention internationale sur la responsabilité des Etats voie jamais le jour, ce qui fait apparaître la recherche d'un code général en la matière comme l'alternative adéquate.

4586. ZYSS, Witold – « Le régime commun des Nations Unies ». *Revue générale de droit international public* 91 (2), 1987 : 341-478.

Ensemble des règles régissant les conditions d'emploi du personnel de l'ONU, le régime commun a derrière lui une longue histoire qui remonte à la Société des Nations. Malgré la création de la Commission pour la fonction publique internationale (CFPI), les mécanismes du régime commun demeurent lourds et complexes en raison de l'imbrication entre organismes techniques, intergouvernementaux, juridictionnels et représentatifs du personnel. Le montant élevé du budget « personnel » est également un des facteurs importants du problème du régime commun qui apparaît cependant comme un modèle de ce qu'il est possible d'accomplir en matière de coordination de gestion du personnel.

Vie culturelle et scientifique

4587. « De la recherche locale à la division politique ». *Recherches sociologiques* 18 (1), 1987 : 1-74.

Suite d'articles sur la nécessité de la recherche locale en sociologie : elle permet d'appréhender les diversités et de les prendre en compte dans la réflexion globale. Peu développée encore, elle doit recevoir de nouveaux moyens et s'imposer face à une vision plus traditionnelle de la sociologie.

4588. L'intelligence artificielle

a. « Le virus IA ». *Terminal 19/84* (31-32-33), avr. 87 : 3-91 ; bibliogr.
Numéro spécial consacré aux enjeux de l'intelligence artificielle, nouvelle frontière de l'informatique : enjeux culturels, scientifiques, économiques ; les techniques de l'IA ; les applications à la gestion des entreprises et des administrations.

b. FUNCK-BRENTANO, Jean-Louis – « Les effets de l'intelligence artificielle. Réflexions d'un médecin ». *Commentaire* (38), été 87 : 326-331.
Dans l'informatique dite d'intelligence artificielle la mémoire est constituée de banques de connaissances et les langages employés sont dits déclaratifs. Le développement de l'intelligence artificielle aura des effets socio-culturels certains, comme le montre l'exemple du domaine de la santé.

4589. « Médias, pouvoirs et démocratie ». *Géopolitique* (18), été 87 : 64-79.

Exposés introductifs à chacun des trois débats (existence et nature de la puissance médiatique, médias et pouvoirs, médias et évolution des démocraties) qui ont été présentés lors du 3e Colloque de l'Institut international de géopolitique qui s'est tenu à Paris en mai 1987.

4590. Les nouvelles techniques de procréation

a. DENIS, Marie – « Nouveaux aspects de la procréation ». *La revue nouvelle* (2), fév. 87 : 147-163.
Si les nouvelles techniques de procréation ont de plus en plus tendance à dépasser la simple lutte contre la stérilité, certaines (comme la FIVETE) aboutissent même à une action eugénique qui n'est pas sans poser de sérieux problèmes éthiques. Il faut dès maintenant faire la part entre les excès immédiatement réalisables ; quant aux recherches futures sur l'embryon, rien ne saurait les arrêter.

b. TIMMERMAN-BUCK, Y. – « Blijft " Brave new world " fictie ? » (L'idée du « Brave new world » reste-t-elle de la fiction ?) *Christen democratische verkenningen* (6), 1987 : 242-259.
Pour un chercheur, l'éthique est souvent un obstacle à contourner. Les nouvelles techniques de fécondation artificielle exigent donc l'intervention des pouvoirs publics pour que les normes éthiques soient respectées.

4591. JAMES, Estelle – « The public/private division of responsability for education : an international comparison ». *Economics of Education Review* 6 (1), 1987 : 1-14 ; bibliogr.

La grande diversité que l'on peut constater dans une comparaison internationale des systèmes d'éducation, en ce qui concerne la division entre domaine public et domaine privé, doit être liée aux différences structurelles de la demande et de l'offre selon les pays. Les cas des Etats-Unis, du Japon, des Pays-Bas et de l'Inde montrent que l'importance relative des établissements privés varie également à l'intérieur des pays en fonction des conditions de la demande – excès de demande ou hétérogénéité de celle-ci due aux différences religieuses ou linguistiques – et de l'offre privée en matière d'éducation.

4592. KHURI, Fuad I. – « The Ulama : a comparative study of Sunni and Shia religious officials ». *Middle Eastern Studies* 23 (3), juil. 87 : 291-312 ; tabl. ; bibliogr.

Le degré d'adaptation ou d'opposition des Ulamas aux élites du pouvoir diffère chez les Sunnites et chez les Chi'ites, la religion étant adaptée à la souveraineté de l'autorité centrale chez les premiers, et adaptée à celle des communautés individuelles chez les seconds. Les différentes catégories de spécialistes religieux dans l'Islam sunnite et dans l'Islam chi'ite.

4593. MÜNK, Hans J. – « Umweltkrise – Folge und Erbe des Christentums ? Historisch-systematische Überlegungen zu einer umstrittenen These im Vorfeld ökologischer Ethik » (La crise de l'environnement est-elle conséquence et héritage du christianisme ? Réflexions historico-systématiques sur une thèse controversée dans le domaine de l'éthique écologiste). *Jahrbuch für christliche Sozialwissenschaften* 28, 1987 : 133-206.

Depuis la parution du livre de Lynn White Jr. sur « les racines historiques de la crise écologique » en 1967, plusieurs auteurs ont suivi son interprétation d'un rapport étroit de causalité entre le christianisme et la dégradation de l'environnement. Selon ces auteurs, les conceptions du monde de la civilisation judéo-chrétienne se distinguent par un anthropocentrisme exacerbé qui amène les hommes à négliger la nature et les exigences de la préservation des équilibres écologiques. Mais la thèse n'explique guère la longue période d'incubation entre l'apparition du christianisme et la crise écologique contemporaine et pèche par un excès de déterminisme historique et de schématisme.

4594. STEVENSON, Robert L. – « World communication after UNESCO ». *Political Communication and Persuasion* 4 (2), 1987 : 71-82 ; bibliogr.

Le retrait américain de l'UNESCO a bouleversé le contenu du débat sur le « Nouvel ordre international de l'information ». La volonté de promouvoir les télécommunications dans les PVD comme instruments de leur développement économique semble désormais bien réelle. Les journalistes de ces pays demeurent, par ailleurs, très attachés à l'indépendance des médias par rapport aux gouvernements.

Questions sociales

4595. « Ouvriers et paysans ». *Annales. Economies. Sociétés. Civilisations* 42 (2), avr. 87 : 243-302.

Suite d'articles consacrés aux relations entre espace ouvrier et espace paysan, étudiés dans l'ensemble des sphères qui composent la vie sociale des individus. Voir notamment : GRIBAUDI, Maurizio : n° 4375 ; RINAUDO, Yves : n° 4289.

4596. BROWNE, M. Neil – « The metaphorical constraints to pay equity : why so many economists are outraged by comparable worth. » *Population Research and Policy Review* 6 (1), 1987 : 29-46 ; bibliogr.

Elaborée pour améliorer la situation des bas salaires, la théorie de la valeur comparée est très mal vue des économistes qui lui reprochent son inefficacité et son inutilité. Ce rejet nuit beaucoup à toute idée de rémunération équitable.

4597. DOMENACH, Hervé ; PICQUET, Michel – « Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration ». *Population* 42 (3), juin 87 : 469-483 ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

L'introduction du caractère de réversibilité éventuelle de la migration permet d'approfondir l'analyse de la notion d'espace de vie. Le centrage de ce dernier sur la notion de « résidence-base » conduit à définir divers types de flux que le concept de changement de résidence ne permettait pas de saisir. La réversibilité permet de dépasser la dichotomie déplacements définitifs-déplacements temporaires.

4598. EPSTEIN, Steven – « Gay politics, ethnic identity : the limits of social constructionism ». *Socialist Review* 17 (3-4), août 87 : 9-54 ; bibliogr.

Leur revendication identitaire a conduit à une marginalisation des homosexuels. Elle est également en train de faire d'eux la cible des psychoses de tous ceux qui les tiennent pour responsables du développement du Sida.

4599. HALL, Peter – « The anatomy of job creation : nations, regions and cities in the 1960's and 1970's ». *Regional Studies (New York)* 21 (2), avr. 87 : 95-106 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français et en allemand.

Les créations d'emplois en Grande-Bretagne, en RFA, aux Etats-Unis et au Japon se sont toutes réalisées au profit du secteur tertiaire et au détriment de l'industrie ; cette évolution est la plus marquée aux Etats-Unis. Le remplacement des emplois entre les niveaux régional et urbain s'est opéré de manière singulière en Grande-Bretagne.

4600. ROUSSEL, Louis – « Deux décennies de mutations démographiques (1965-1985) dans les pays industrialisés ». *Population* 42 (3), juin 87 : 429-448 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Pour comprendre les modifications des comportements démographiques survenues depuis 20 ans dans les pays industrialisés, il ne suffit pas d'analyser l'évolution de la fécondité et de la nuptialité. Ces changements s'expliquent par la dévalorisation des aspects institutionnels de la famille et du mariage et par l'instauration de rapports d'un type nouveau dans le couple.

4601. VAN PARIJS, Philippe – « Quel destin pour l'allocation universelle ? Quelques réflexions en marge d'une première européenne ». *La revue nouvelle* (2), fév. 87 : 131-145 ; bibliogr.

L'allocation universelle est rendue possible lorsque l'Etat-providence est très développé dans un pays, et que le niveau de chômage y est très élevé (cas des Pays-Bas). Son application pose bien sûr d'énormes problèmes qui rendent la réforme réalisable avec beaucoup de prudence.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4253

4602. La crise économique

a. COUSSY, Jean – « Aspects internationaux de la crise ». *Mondes en développement* 14 (56), 1986 : 15-40 ; résumés en anglais et en espagnol.
La crise actuelle se caractérise par la déstabilisation des relations économiques internationales, en raison du rôle joué par le démantèlement volontaire des règles du jeu, par l'insertion de pays nouveaux-venus dans la dynamique économique mondiale et par les changements de la hiérarchie entre pays industrialisés. Les stratégies de sortie de crise ont accentué cette déstabilisation en suscitant une concurrence génératrice d'une guerre économique qui relance la crise en en modifiant les formes.

b. HUEGLIN, Thomas O. – « The politics of fragmentation in an age of scarcity : a synthetic view and critical analysis of welfare state crisis ». *Canadian Journal of Political Science* 22 (2), juin 87 : 235-264 ; résumé en français.
La crise actuelle des économies occidentales est liée à la persistance des valeurs post-matérialistes et aux contradictions inhérentes à l'interventionnisme d'Etat et à l'Etat-providence. Elle engendre des sociétés post-industrielles fragmentées dont l'avenir semble s'orienter soit vers des régimes d'économie mixte, soit vers le corporatisme.

4603. L'entreprise

a. GORDON, Avery et al. – « Corporatist structures and workplace politics ». *Research in Social Problems and Public Policy* 4, 1987 : 73-97 ; bibliogr.
Dans la pensée économique et sociale moderne, l'entreprise a peu à peu gagné une place considérable. Cette évolution doit permettre le renouvellement de certaines théories sociales. Des solutions pourraient ainsi être proposées aux problèmes de l'accumulation du capital dans les pays occidentaux.

b. TOURAINE, Alain – « Les trois âges de l'entreprise ». *Revue française d'administration publique* (42), juin 87 : 213-228.
Par-delà la permanence de son cadre juridique et de son modèle d'organisation, l'entreprise redevient une idée neuve. L'ère des organisateurs, désormais périmée, fait place à celle des stratèges. L'entreprise du « 3e type », tournée vers la conquête des marchés internationaux et l'élimination de la concurrence, remet en cause l'image publique de l'entreprise et son rôle politique dans l'Etat et la société.

4604. « The international 500 ». *Fortune International* 116 (3), 3 août 87 : 182-207.

Classement des 500 premières entreprises industrielles non-américaines, établi selon leurs performances commerciales. Index alphabétique.

4605. « Primary commodities in the world economy : problems and policies ». *World and Development* 15 (5), mai 87 : 537-758 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à la crise des matières premières sur les marchés internationaux. La baisse brutale de leurs prix a perturbé les économies des PVD, insuffisamment spécialisées. L'extension de procédures déjà existantes (STABEX notamment) pourrait être une solution efficace. Voir notamment : GIRVAN, Norman P. : n° 4563 ; BALKAY, Bálint : n° 4525 ; HEWITT, Adrian P. : n° 4511.

4606. BACKHAUS, Jürgen – « The emergence of worker participation : evolution and legislation compared ». *Journal of Economic Issues* 21 (2), juin 87 : 895-910.

La participation accrue des salariés au fonctionnement de leur entreprise est une solution aux modifications de l'environnement économique extérieur. Les formes de cette participation restent différentes aux Etats-Unis et en Europe.

4607. BEAUBILLARD, G. – « Crise et déréglementation du transport aérien ». *Issues* (28), 3e trim. 87 : 28-75 ; tabl., graph.

Après une période d'expansion de 1960 à 1966, les transports aériens sont en récession depuis la fin des années 60. La politique libérale (déréglementation) suivie par tous les pays occidentaux s'est révélée inefficace. La gestion d'Air France est révélatrice de l'échec de cette politique. Pour surmonter cette crise et faire face à une nouvelle déréglementation ainsi qu'au marché unique européen en 1992, il faut que le gouvernement français recherche la complémentarité et développe la coopération entre les entreprises nationales.

4608. COLLETAZ, Gilbert – « Les taux d'intérêt observés sur le marché monétaire sont-ils trop volatiles ? » *Revue économique* 38 (4), juil. 87 : 837-852 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'analyse suivant un test proposé par Mankiw, Romer et Shapiro ne permet de mettre en évidence aucun excès de volatilité pour les taux courts (trois et six mois) observés sur le marché monétaire.

4609. DELMAS, Philippe – « Le marché mondial des circuits intégrés : une crise de régime ». *Economie prospective internationale* (31), 3e trim. 87 : 29-47 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Le marché des semi-conducteurs connaît depuis 1984 une crise d'une ampleur incomparable. La baisse de la demande se traduit par l'existence d'excédents élevés et par une baisse des prix plus forte que les précédentes. Les causes de la récession sont multiples et ses effets se sont déjà fait sentir sur la réorganisation de l'industrie.

4610. GEORGIOU, George C. – « Oil market instability and a new OPEC ». *World Policy Journal* 4 (2), print. 87 : 295-312.

De 35 dollars en 1981, le prix du baril de pétrole est tombé à 10 dollars en 1986, du fait de la discipline tarifaire imposée par l'Arabie saoudite au sein de l'OPEP. Cette chute ne sonne pas le glas de l'OPEP ; la santé du marché pétrolier ne se mesure pas en fonction du niveau des prix mais de leur stabilité relative. L'OPEP vit, au contraire, une transition d'où elle sortira renforcée et plus cohérente.

4611. JANSON, Bernd – « Die Wahl der Rechtsform bei öffentlichen Unternehmen » (Le choix de la forme juridique dans les entreprises publiques). *Zeitschrift für öffentliche und gemeinwirtschaftliche Unternehmen* 10 (2), 1987 : 117-130.

La forme juridique d'une entreprise publique est importante. D'une façon générale, le statut de droit public comporte des avantages dans les domaines de la gestion du personnel et de la co-gestion, alors que le statut de droit privé offre des avantages sur le plan du financement et celui de la flexibilité du travail. Il serait bon de s'orienter vers une forme intermédiaire susceptible de combiner les avantages respectifs des deux formes juridiques traditionnelles.

4612. KRIEGER MYTELKA, Lynn – « Changements technologiques et nouvelles formes de la concurrence dans l'industrie textile et de l'habillement ». *Economie prospective internationale* (31), 3e trim. 87 : 5-27 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La dernière mutation de l'industrie textile commence en 1984 avec la rupture du taux de croissance de la consommation de produits textiles. La tendance à la segmentation du marché et la rupture de la demande ont bouleversé la stratégie des producteurs. C'est ainsi que se sont développées dès 1980 les applications de l'électronique à la fabrication, à la conception et au marketing. La chute de la production des pays industriels a ainsi pu être enrayée sans que puisse être préservé l'emploi dans ce secteur.

4613. PEET, Richard – « Industrial devolution, underconsumption and the Third World debt crisis ». *World Development* 15 (6), juin 87 : 777-788 ; tabl. ; bibliogr.

Face à une concurrence de plus en plus agressive, les économies capitalistes ont dû déplacer d'importantes unités de production vers des PVD où les coûts du travail sont inférieurs. Cet éloignement des unités de production des lieux où se concentre la demande entraîne une sous-consommation et un ralentissement de la croissance mondiale. Ceci ne fait qu'alourdir les coûts de modernisation des PVD.

4614. RAYMOND, Robert – « La régulation monétaire par les taux d'intérêt dans les principaux pays : justification et portée ». *Revue d'économie financière* (1), juin 87 : 22-32 ; tabl. ; résumé en anglais.

Ces dernières années ont vu une réduction du rôle des instruments directs de la politique monétaire au profit d'instruments indirects, dont la manipulation des taux d'intérêt du marché monétaire. Cette inflexion est commandée par le développement des marchés des capitaux et par l'ouverture sur l'extérieur. Cette régulation est ainsi devenue inéluctable, sa principale difficulté tient à l'unicité du mode d'intervention pour atteindre deux objectifs : régulation de la masse monétaire et stabilité du taux de change.

4615. SID AHMED, Abdelkader – « Monnaie, prix, change et développement : le cas des économies exportatrices du pétrole du Tiers-Monde ». *Mondes en développement* 14 (56), 1986 : 65-107 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Dans une économie exportatrice d'hydrocarbures, le secteur productif est découragé au profit du secteur de biens commerciaux souvent spéculatif. Les distorsions de prix, l'inflation, la réappréciation du taux de change peuvent aller à l'encontre de la préparation de l'après-pétrole. Il apparaît nécessaire de promouvoir des politiques monétaires et de change correctrices qui accompagnent le développement et en particulier l'expansion d'un secteur non pétrolier de l'économie.

Relations économiques internationales

4616. BIENAYME, Alain – « Le commerce international est-il une guerre ? » *Défense nationale* 43, juil. 87 : 107-122.

L'histoire du commerce mondial montre que le libre-échange, dont les vertus ne sont plus à prouver, est victime de plusieurs facteurs : cours des monnaies, renaissance du protectionnisme. Cependant, le commerce n'est pas une guerre mais l'enjeu de conflits multiples aux configurations variées, et une grande différence demeure avec la guerre : ces conflits sont multilatéraux et ne visent pas à la destruction d'autrui.

4617. ITALIANER, Alexander – « Estimation et simulation du système des échanges internationaux de biens du modèle QUEST ». *Economie européenne* (31), mars 87 : 63-135 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Présentation du modèle théorique utilisé pour cette approche des relations commerciales pour 25 pays et zones. Estimation, stabilité et robustesse des équations d'importations totales pour 4 pays en particulier (Allemagne, France, Royaume-Uni et Etats-Unis). Le modèle de flux commerciaux bilatéraux entre ces quatre pays, d'abord, puis pour les 25 pays et zones étudiés.

4618. ROTHGEB, John M. – « Trojan Horse, scapegoat or non-foreign entity. Foreign policy and investment penetration in poor countries ». *Journal of Conflict Resolution* 31 (2), juin 87 : 227-265 ; tabl. ; bibliogr.

Les investissements étrangers ne semblent pas être utilisés par les politiques étrangères afin de contrôler les pays hôtes. Au contraire, les investissements étrangers sont souvent les boucs-émissaires des accusations faites par les Etats du Tiers-Monde à l'encontre des pays riches. Par ailleurs, ils créent des interdépendances entre pays d'origine et pays hôtes tout en voulant s'intégrer au maximum au marché de l'Etat d'accueil.

Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

Christian Topalov

LE LOGEMENT EN FRANCE

HISTOIRE D'UNE MARCHANDISE IMPOSSIBLE

440 pages

280 F
240 F (prix de lancement jusqu'au 31 mars 1988)

27, RUE SAINT-GUILLAUME - PARIS 7e - TEL : 45 49 50 50

ISSN 0007-4071

BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

13 JAN. 1988

42e ANNÉE • 1987 • NUMÉRO - 12

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
SALLE DE SCIENCE ÉCONOMIQUE

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Publié mensuellement par la

FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

sous la direction de Jean MEYRIAT
avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

RÉDACTION

27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE — (1) 45 49 51 77

Prière d'envoyer à cette adresse
toute correspondance concernant la rédaction et les échanges,
ainsi que les périodiques en service de presse

Rédacteur en chef :
Nicole RICHARD

Rédacteurs :
Béatrice AUZOUY, Catherine BURESI,
Nadine DADA, Claudine EVEN,
Marie FERRAZZINI,
Juan JORNET, Sylvie Le MOAL,
Danièle Le NY, Michèle MAUSSION,
Geneviève MILLON, Jean-Claude MOURET,
Françoise PORTENSEIGNE, Jacqueline PORTIER,
Sylvie-Catherine PRINÇAY, Sylvie THORÉ

VENTES ET ABONNEMENTS

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES
27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE
Tél. : 45 49 50 19 — C.C.P. PARIS 2467022 B

TARIF DES ABONNEMENTS 1987

FRANCE		*ÉTRANGER*	
Tarif normal institutions	*Tarif réduit* particuliers	*Tarif normal* institutions	*Tarif réduit* particuliers
575 F	300 F	620 F	330 F

Prix du numéro : 65 F

BULLETIN ANALYTIQUE DE
DOCUMENTATION
POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
CONTEMPORAINE

42e ANNÉE • 1987 • NUMÉRO – 12

Ce numéro est une sélection des articles des périodiques analysés entre le 20 septembre et le 22 octobre 1987 par le Centre de Documentation contemporaine.

I
ÉTUDES NATIONALES

Afrique du Sud (Rép.)

Voir aussi : n° 5003, 5036

4619. « Les religions populaires en Afrique du Sud ». *Politique africaine* (27), oct. 87 : 87-99.

Deux articles sur la vie religieuse en Afrique du Sud, troublée par l'apartheid. Voir : " Nous parlons en notre nom propre " ; Hargey T. : « L'Islam au pays de l'apartheid ».

4620. MACKINTOSH, Peter – « Is the Communist Party programme still valid ? » *The African Communist* (109), 2e trim. 87 : 31-47.

Le Parti communiste d'Afrique du Sud a été attaqué, ces dernières années, tant par la droite qui l'accuse de manipuler l'ANC et d'être lui-même manipulé par l'URSS, que par l'ultra-gauche qui lui reproche d'être à la traîne des forces bourgeoises. En fait, le programme du Parti, approuvé en 1962, reste toujours valable dans ses lignes essentielles : réaliser d'abord la libération nationale des masses opprimées, puis avancer vers la société socialiste qui seule peut apporter des solutions réelles.

4621. MURRAY, Colin – « Displaced urbanization : South Africa's rural slums ». *African Affairs* 86 (344), juil. 87 : 311-329 ; cartes.

La politique d'" urbanisation ordonnée " mise en place en 1985-86 a conduit à l'apparition de bidonvilles ruraux immenses qui sont, en termes politiques, dans les Bantoustans et, en termes économiques, à la périphérie des marchés

© Fondation nationale des sciences politiques, 1987

du travail des grandes villes. Analyse de deux exemples, l'un dans l'Etat d'Orange, l'autre dans le Transvaal.

4622. PRUDNIKOV, A.V. – « Israil'skaâ diplomatiâ i rasistskij režim UAR » « La diplomatie israélienne et le régime raciste de la RAS). *Narody Azii i Afriki* (4), 1987 : 54-64 ; résumé en anglais.

Le régime raciste d'Afrique du Sud est depuis longtemps un allié sûr pour Israël. Et bien que dans les années 80, cette coopération ouverte avec ce pays ait été contraire à ses intérêts, qui étaient de sortir de son isolement politique, Israël a continué de mener une politique de coopération économique avec la RAS. Il a soutenu la politique des bantoustans. La coopération des deux pays dans la production d'armements s'est développée, doublée de contacts directs avec les armées des deux pays.

4623. QUERCULUS – « La République sud-africaine devant son avenir ». *Etudes* 367 (4), oct. 87 : 293-308.

La transition vers la suppression de l'apartheid doit se faire sans attendre, mais aussi sans se presser en raison de la diversité des composantes politiques et ethniques et de la variété des revendications. La création d'une confédération est préférable à une solution unitaire difficile à mettre en œuvre.

4624. TOMASELLI, Keyan G. ; CRITICOS, Costas – « Les transferts technologiques et l'éducation dans les pays du Tiers-Monde ». *Tiers-Monde* 28 (111), sept. 87 : 555-568 ; bibliogr.

L'introduction des systèmes audiovisuels dans l'enseignement répond plus souvent à des considérations économiques qu'à des besoins pédagogiques, dans les pays du Tiers-Monde. L'exemple de l'Afrique du Sud où un important effort a été accompli en ce domaine, démontre que ces nouvelles techniques sont conçues pour une classe moyenne et excluent la communauté noire.

4625. WOLFF, Robert Paul – « Philosophy in South Africa today ». *The Philosophical Forum* 18 (23), print. 87 : 94-104.

L'étude et la recherche en philosophie se pratiquent de manière différente selon l'appartenance ethnique en Afrique du Sud. Si la philosophie enseignée par les personnes de langue anglaise est proche du système américain, celle des Afrikaners se rattache à l'école calviniste. L'apartheid est alors au centre du débat philosophique.

Allemagne (Rép. démocratique)

4626. « The GDR's quest fort growth and modernization through " intensification " ». *Studies in Comparative Communism* 20 (1), print. 87 : 3-109 ; tabl., graph.

Numéro spécial consacré à la politique d'optimisation des ressources économiques mise en œuvre en République démocratique allemande au début 1980.

4627. HARTWEG, Frédéric – « L'autre face de la ville : perspectives de RDA. " Berlin, capitale de la RDA " ». *Documents* (3), août 87 : 79-88.

Le 750e anniversaire de Berlin a été l'occasion pour la RDA de réaffirmer Berlin-Est comme capitale. Les historiens ont été invités à cette occasion à publier l'histoire de Berlin, de ses origines à nos jours. L'ignorance de l'existence de Berlin-Ouest après 1961 – Berlin-Est restant le seul « portique d'accès » à l'histoire de la nation allemande – et sa réapparition en 1974 comme entité indépendante de la RFA sont révélateurs de l'état d'esprit des dirigeants Est-Allemands à l'occasion du 750e anniversaire.

4628. MODEL, Horst ; WILKE, Manfred – « Die Anwendung der Mikrorechentechnik wichtige Voraussetzung für eine reaktionsfähige und effektive Absatzwirtschaft » (L'application de l'informatique une condition importante pour une économie flexible et efficace orientée vers les débouchés). *Wirtschaftswissenschaft* 35 (7), juil. 87 : 1003-1024 ; résumés en russe et en anglais.

La stratégie économique du Parti socialiste unifié d'Allemagne prévoit une croissance économique dynamique de la RDA d'ici l'an 2000. Pour réaliser les objectifs,

l'amélioration qualitative de l'organisation du travail, et notamment l'introduction de l'informatique dans les processus de production et de distribution, sont essentielles.

4629. SCHULZE, Carola – « Theoretische Probleme der Vervollkommung der sozialistischen Rechtsetzung » (Problèmes théoriques de la réalisation d'un droit socialiste). *Staat und Recht* 36 (8), 1987 : 633-642.
La science juridique a un rôle important à jouer dans la législation d'un Etat socialiste développé comme la RDA. Il s'agit en particulier d'élaborer les fondements scientifiques des normes juridiques adaptées à la société en changement, sur la base de l'analyse des conditions sociales des mécanismes donnant lieu au droit socialiste ainsi qu'en tenant compte de l'évolution sociale future prévisible.

Allemagne (Rép. fédérale)

Voir aussi : n° 4774, 5015, 5043

4630. « Carl Schmitt (1888-1985) ». *Nouvelle école* (44), print. 87 : 11-86.
Numéro spécial consacré au juriste et politologue C. Schmitt, mort en 1985.

4631. CONRAD, Klaus ; SCHRÖDER, Michael – « Die Effekte einer Rohölpreissenkung auf Produktionauslastung und Wohlfahrt. Eine Anwendung der temporären Gleichgewichts-analyse » (Les effets d'une diminution du prix du pétrole brut pour l'utilisation des capacités de production et le bien être social. Une application de l'analyse de l'équilibre temporaire). *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik* 203 (4), juil. 87 : 390-407 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.
La forte réduction des prix du pétrole a eu des effets positifs sur l'emploi et par conséquent le bien-être social en Allemagne fédérale. Ceci est lié à une meilleure utilisation des capacités de production rendue possible par la conjoncture de 1986, qui augmente également les bénéfices des entrepreneurs. Un impôt spécial sur l'énergie ne se justifierait que s'il donnait effectivement lieu à des économies d'énergie à long terme.

4632. REHBINDER, Eckard – « La réglementation de la production, de la distribution et de l'application des pesticides en RFA ». *Revue juridique de l'environnement* (2), 1987 : 221-234.
En droit allemand, il existe plusieurs lois qui concernent le contrôle de la distribution et de l'application de pesticides. Ainsi, un pesticide peut être interdit selon une loi, mais être mis sur le marché en vertu d'une autre loi.

4633. TRAPP, Peter – « West Germany's economic policy : what direction ? » *The Cato Journal* 6 (3), hiv. 87 : 837-850 ; tabl. ; bibliogr.
La situation actuelle n'exige pas plus de coordination des politiques macro-économiques nationales et en tout cas pas un soutien de la demande en RFA. Toutefois, le gouvernement doit continuer à favoriser les forces du marché dans sa politique économique, comme promis depuis 1983.

4634. TRYNKOV, A.A. ; GRIGORÂN, S.Û. – « Pro-i antiamerikanizm v FRG » (Pro-et anti-américanisme en RFA). *SŠA* (6), juin 87 : 25-34.
L'anti-américanisme représente en RFA des courants politiques divers, allant jusqu'à l'extrême-gauche, favorables à un nouveau système de sécurité militaire et économique et conscients de la spécificité des intérêts nationaux. La politique pro-américaine du gouvernement Kohl ne fait que contribuer à la montée de l'anti-américanisme en RFA.

Institutions et vie politiques

4635. Le statut de Berlin

a. « Berlin 750 ». *Documents* (3), août 87 : 3-232 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Numéro spécial consacré au 750e anniversaire de Berlin. Cet événement a été l'occasion pour plusieurs spécialistes de faire le point sur la spécificité géo-politique,

économique et culturelle de Berlin, non seulement au niveau allemand, mais aussi international. Voir notamment : HARTWEG, Frédéric : n° 4627.

b. [Le statut juridique de Berlin]. *Recht in Ost und West* 31 (3), 15 mai 87 : 133-145.
Deux articles consacrés au statut de Berlin qui selon l'URSS et la RDA est toujours régi par l'Accord quadripartite de 1971.

c. HOERNING, Erika M. – « Memories of the Berlin wall : history and the impact of critical life events ». *International Journal of Oral History* 8 (2), juin 87 : 95-111 ; tabl. ; bibliogr.
Le mur de Berlin édifié en 1961 a mis fin à la circulation des personnes qui, pour des raisons professionnelles ou privées passaient d'un secteur à l'autre. En 1983, une enquête par interviews de Berlinois, nés entre 1903 et 1941, montre comment leurs vies ont été affectées ainsi que leurs comportements par l'érection du mur.

d LEFEBVRE, Jacques – « Berlin, ville cicatrice ». *Revue générale* (6-7), juil. 87 : 41-53.
En cet endroit du monde s'affrontent deux conceptions de l'homme explicitées en deux systèmes politiques opposés. Le mur est la cicatrice bourgeonnante d'une ville presque totalement détruite et dont les deux parties ont mené la reconstruction dans un esprit tout différent

4636. « Die Asylantenfrage gestern und heute. Reizwort oder Zauberformel » (La question de l'asile politique, hier et aujourd'hui. Parole-choc ou formule magique). *Deutsche Annalen* 16, 1987 : 77-107.

Les responsables de la RFA ont souvent répété que leur pays ne peut ni doit devenir un pays d'immigration. Mais leur action n'est pas suffisante pour résoudre les problèmes que pose l'afflux croissant d'étrangers, notamment du Tiers Monde, qui réclament le droit d'asile politique. Après une diminution passagère, leur nombre a atteint en 1985 un nouveau record de plus de 100 000, ce qui met la RFA de loin au premier rang européen et exige impérativement une réorientation de la pensée officielle traditionnelle trop libérale liée au souvenir des pourchassés du nazisme de jadis.

4637. Les élections de 1987

a. GÜLLNER, Manfred – « Wahlen in Westdeutschland 1987. Politikmüdigkeit oder Politikmündigkeit ? (Les élections en Allemagne fédérale 1987. Lassitude ou maturité politique). *Journal für Sozialforschung* 27 (2), 1987 : 123-138 ; tabl.
Avec quelques pertes pour la CDU/CSU et quelques gains pour le FDP, les électeurs allemands ont reconduit la majorité sortante qu'ils ont perçue comme plus plausible que l'alternative SPD et/ou les Verts. Ils ont fait preuve de maturité politique.

b. IRVING, R.E.M. ; PATERSON, W.E. – « The West German general election of 1987 ». *Parliamentary Affairs* 40 (3), juil. 87 : 333-356 ; tabl.
Face à un taux de chômage de 9 %, une politique de l'environnement et de l'énergie contestées, les bons résultats économiques du gouvernement du Chancelier Kohl lui ont assuré la victoire en janvier 1987. La mésentente entre les Verts et le SPD a été un élément de plus en plus favorable à la coalition gouvernementale qui a pourtant vu sa majorité diminuer (44 %). Le FDP et les écologistes ont été les seuls bénéficiaires de ces élections, enregistrant respectivement 2,1 % et 2,7 % de suffrages supplémentaires.

4638. « Gewerkschaftliche Kämpfe und Positionen in der BRD » (Luttes et positions syndicales en RFA). *IPW Forschungshefte* (2), 1987 : 5-111 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en russe, en anglais, en français et en espagnol.

Numéro spécial consacré aux luttes du DGB et aux nouvelles stratégies syndicales : engagement pour la paix, contre l'armement nucléaire et contre l'IDS, et dans le domaine socio-économique contre le chômage de masse, notamment par la semaine de travail de 35 heures, et pour la maîtrise du progrès scientifique et technique dans l'intérêt des travailleurs.

4639. FINKEL, Steven E. – « The effects of participation on political efficacy and political support : evidence from a West German panel ». *The Journal of Politics* 49 (2), mai 87 : 441-464 ; tabl. ; bibliogr.

Une enquête menée en RFA dans les années 70 permet de tester les effets de plusieurs modes de participation politique (vote, campagne, protestation pacifique et conduite agressive) sur l'efficacité et le soutien politiques. Selon la théorie

de la participation démocratique les trois premiers modes ont un effet positif et le dernier a un impact incertain.

4640. WEIL, Frederick D. – « Cohorts, regimes and legitimation of democracy : West Germany since 1945 ». *The American Sociological Review* 52 (3), juin 87 : 308-324 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le cas de l'Allemagne fédérale permet de vérifier la théorie de Mannheim sur l'effet de génération dans le comportement politique : le ralliement au nouveau régime est un peu tardif pour la génération élevée dans la propagande de l'ancien régime mais il se fait quand apparaissent ses performances et sa supériorité.

Questions sociales

Voir aussi : n° 5032

4641. La mobilité professionnelle

a. KAPPELHOFF, Peter ; TECKENBERG, Wolfgang – « Intergenerationen – und Karrieremobilität in der Bundesrepublik Deutschland und in den Vereinigten Staaten » (La mobilité professionnelle et l'ascension sociale en République fédérale d'Allemagne et aux Etats-Unis). *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie* 39 (2), 1987 : 302-329 ; tabl. ; bibliogr.
L'analyse comparative montre, sans surprise, que la mobilité sociale – entre les générations comme dans l'activité professionnelle – est plus grande aux Etats-Unis qu'en RFA. Mais aux Etats-Unis la chute est plus facile aussi, ce qui est dû notamment à la prédominance de formes individuelles de lutte sur les formes collectives et à la plus grande flexibilité du travail liée à l'absence d'un mouvement ouvrier puissant et structuré sur le plan de la société globale.

b. KÖNIG, Wolfgang – « Employment and career mobility of women in France and the Federal Republic ». *International Journal of Sociology* 17 (2) été 87 : 53-85 ; tabl., graph.
La mobilité professionnelle est plus importante en France qu'en Allemagne fédérale. Les travailleurs ont plus rapidement des promotions en Allemagne qu'en France. Ces différences sont dues aux spécificités des systèmes de l'emploi et de l'éducation dans ces pays et s'appliquent également à l'emploi masculin et féminin.

c. WEISSHUHN, Gernot – « Mobility patterns and income dynamics of employees in the Federal Republic of Germany from 1974 until the beginning of 1980 ». *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik* 203 (4), juil. 87 : 390-407 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Analyse des corrélations entre les niveaux de qualification et la mobilité professionnelle. Cette mobilité, qui croît avec la qualification, n'est pas défavorable au niveau du salaire en comparaison avec la situation des employés plus stables, même si des investissements complémentaires en matière de formation peuvent entraîner pour les intéressés des pertes de revenu à court terme, qui sont cependant susceptibles d'être compensées par la mobilité accrue qui en résulte.

4642. HEGE, Adelheid – « Apprentissage et insertion professionnels en RFA ». *La note de l'IRES* (12), 2e trim. 87 : 42-55 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le système d'apprentissage allemand, ou système dual, fonctionne bien et est l'objet d'une forte demande de la part des jeunes de 15 ou 16 ans. Depuis le début de la crise de l'emploi, les difficultés d'insertion professionnelle après l'apprentissage sont massivement apparues. Le rôle structurant du système dual dans le dispositif de formation reste cependant incontesté.

4643. KESSLER, Francis – « La détermination et l'articulation des niveaux de négociation collective en République fédérale d'Allemagne ». *Revue française des affaires sociales* 41 (1), mars 87 : 41-55 ; graph. ; bibliogr.

Les antagonistes sociaux ont fragmenté la négociation collective en créant toute une gamme d'accords articulés entre eux, mais la jurisprudence menace ce système en privilégiant les accords d'établissement pour des questions déjà traitées par une convention collective.

4644. MALZE, Gudrun ; RADTKE, Günter – « Die Sozialversicherung in der BRD und ihre krisenhafte Entwicklung » (La Sécurité sociale en RFA et sa crise actuelle). *Wirtschaftswissenschaft* 35 (5), mai 87 : 705-720 ; tabl. ; résumés en russe et en anglais.

La crise générale du capitalisme combinée à une crise cyclique a renforcé les tensions sociales dans les pays impérialistes et notamment leurs mécanismes visant

à maintenir la " paix sociale ". Ainsi, en RFA, le système de la Sécurité sociale, destiné à garantir la reproduction de la force de travail, est entré en crise depuis 1975, les cotisations augmentent et les prestations diminuent, ce qui tend à marginaliser des groupes croissants de la population et à aggraver les conditions de vie de la majorité des travailleurs et retraités.

Australie

4645. « Australia and the Middle East ». *Middle East Economic Digest* 31 (8), 8 mai 87 : 29-39 ; tabl.

Dossier consacré aux relations économiques de l'Australie avec le Moyen-Orient. La récente visite du Premier ministre australien dans la région est venue marquer le développement de ces relations. L'Australie, dont le partenaire le plus important dans cette région est l'Egypte, entend concurrencer les Etats-Unis et l'Europe surtout pour les produits agricoles et le charbon.

4646. DAVIS, Edward H. ; LANSBURY, Russell D. – « Participation des travailleurs aux décisions relatives à l'évolution technologique en Australie ». *Travail et société* 12 (2), mai 87 : 387-408 ; bibliogr.

La démocratie industrielle n'a cessé de se développer en Australie au cours de ces dernières années, avec pour conséquence une participation plus grande des travailleurs aux décisions relatives à l'évolution technologique. Cependant, la forte résistance des employeurs et le manque de ressources des syndicats constituent des obstacles importants.

4647. MURPHY, John – « Populism and democracy : a reading of Australian radical nationalism ». *Thesis Eleven* (16), 1987 : 85-99.

L'analyse de l'historiographie du nationalisme de la gauche australienne dans les années 50 met en valeur son aspect populiste qui est aujourd'hui l'un des thèmes de la droite.

4648. SHORT, G.D. – « The Senate as a house of review : 1985 ». *The Australian Quarterly* 59 (1), aut. 87 : 73-83.

Bien que le parlement australien ne soit plus à proprement parler un corps qui fait la loi, l'examen de l'exercice 1985 au Sénat révèle que celui-ci joue un rôle important dans le processus législatif, en réalisant une révision critique et publique des projets de lois.

Autriche

4649. [Les élections de 1986 en Autriche]. *Journal für Sozialforschung* 27 (2), 1987 : 139-171.

Deux articles consacrés aux élections autrichiennes de 1986 caractérisées par une baisse sensible des deux grands partis (SPÖ et ÖUP), un gain important du FPÖ et l'entrée des Verts au parlement. Il est trop tôt cependant pour savoir s'il s'agit d'un phénomène de rupture, de transition ou simplement d'un événement conjoncturel.

4650. « Wichtige Trends in den internationalen Beziehungen und ihre Auswirkungen auf Österreich » (Tendances principales des relations internationales et leurs effets sur l'Autriche). *Österreichisches Jahrbuch für internationale Politik* (2), 1985 : 145-203.

Suite d'articles consacrés à la place de l'Autriche dans les relations politiques et économiques Est-Ouest et Nord-Sud.

4651. MÖLZER, Andreas – « Deutsche Geschichtsschreibung und Österreichische Berührungsängste. Die bundesdeutsche Historikerkontroverse und das Projekt des Deutschen Historischen Museums in Berlin » (L'historiographie allemande et les réticences autrichiennes. La controverse des historiens de la RFA et le projet de Musée d'histoire allemande à Berlin). *Deutsche Annalen* 16, 1987 : 151-165.

Les controverses récentes sur l'histoire allemande, notamment sur le caractère prétendument unique de la période national-socialiste ainsi que l'affaire Waldheim

et le projet d'un Musée d'histoire allemande à Berlin Ouest, ont amené les Autrichiens à repenser leur identité nationale et leur histoire. Celles-ci sont étroitement liées à la culture et à l'histoire allemandes, et malgré les efforts des historiens établis, ce fait fondamental ne peut plus guère être caché.

4652. TODTLING, Franz – « The regional pattern of industrial R&D in Austria : sectoral, organizational and locational determinants ». *Revue d'économie régionale et urbaine* (2), 1987 : 239-256 ; tabl., cartes ; résumé en français.

En Autriche, il existe d'importantes différences régionales en ce qui concerne la RD de l'industrie. Les caractéristiques structurales des entreprises semblent jouer un rôle plus important que les facteurs locaux dans l'intensité de la RD dans l'économie.

Bangladesh

4653. AMIN, A.M.T. Nurul – « Le rôle du secteur non structuré dans le développement économique. Observations faites à Dhaka, Bangladesh ». *Revue internationale du travail* 126 (5), oct. 87 : 687-699.

L'analyse des différents types d'activité du secteur non structuré à Dhaka permet de conclure qu'il ne constitue pas seulement un marché du travail auxiliaire mais qu'il offre des possibilités d'avancement dans les milieux défavorisés et facilite le passage d'une économie agricole à une économie industrielle.

4654. HASNATH, Syed Abu – « The practice and effect of development planning in Bangladesh ». *Public Administration and Development* 7 (1) mars 87 : 59-75 ; bibliogr.

La planification en vue du développement au Bangladesh qui a d'abord accordé la priorité au secteur social, puis au secteur productif, a échoué dans sa mission. Afin de promouvoir une plus grande égalité sociale, elle nécessite un soutien public plus important au risque de devenir contre-productive.

4655. KUMAR ROY, Dilip – « Employment linkages in Bangladesh industries ». *Industry and Development* (21), 1987 : 63-74 ; tabl. ; bibliogr.

Pour les pays en voie de développement où chômage, sous-emploi et pauvreté sont associés, la connaissance des mécanismes de création d'emplois dans les entreprises est importante. Pour le Bangladesh, on peut dresser une liste d'industries (telles que thé, sucre, huile, tabac, textiles, papier...) méritant la priorité qu'elles génèrent en amont et en aval.

Belgique

4656. « L'Etat. L'exigence démocratique ». *La revue nouvelle* 86 (9), sept. 87 : 115-212.

Numéro consacré aux relations entre l'Etat et la politique en Belgique et dans le monde : l'Etat est-il encore le lieu de la démocratie politique ? Voir notamment : GERARD, Philippe : n° 5008 ; LOUMAYE, Serge : n° 5038.

4657. « Le franc belge ou les vertus retrouvées de l'équilibre ». *Actualités BFCE* (224), août 87 : 4-14 ; graph.

De 1973 à 1980, la politique du franc belge fort a conduit à des déséquilibres financiers. Sous-évaluée, de 1981 à 1985, la monnaie belge semble actuellement sur la voie de la juste évaluation.

4658. VANDENBUSSCHE, Michael – « Bruxelles : les partis politiques flamands aux élections communales ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* (1168), 1987 : 3-43 ; tabl.

La participation des quatre plus grands partis flamands (CVP, SP, VU et PVV) aux élections communales de 1976 et 1982 : formation des listes, collaboration entre partis flamands, désignation des têtes de liste, poids électoral et importance de la participation au pouvoir des élus.

Birmanie

Voir aussi : n° 1778

4659. LINTNER, Bertil – « War in the North ». *Far Eastern Economic Review* 136 (22), 28 mai 87 : 46-56 ; carte.

La guerre civile, qui sévit dans le Nord de la Birmanie depuis 39 ans, pourrait prendre un nouveau tournant grâce à l'unification des groupes rebelles au sein du Front démocratique national, alors que le parti communiste se remet lentement de la suppression de l'aide financière de la Chine.

4660. LUBEIGT, Guy – « Pélerins et donateurs dans un monastère bouddhique de Birmanie ». *Les cahiers d'Outre-Mer* 40 (157), mars 87 : 47-71 ; tabl. ; résumé en anglais.

La religion profite largement de l'actuelle prospérité de l'économie birmane. Dans le même temps, une partie substantielle de l'économie de l'Union birmane est animée par le bouddhisme.

4661. SOLA, Richard – « Le non-alignement birman ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (153), été 87 : 68-84.

La Birmanie s'est toujours posée en champion du mouvement du non-alignement dont elle est l'un des initiateurs. Si sa lutte activiste contre la dérive du mouvement vers la neutralité l'a conduite à un certain isolement jusqu'à sa rupture avec le mouvement en 1962, la diplomatie birmane est restée néanmoins très influente.

Brésil

Voir aussi : n° 4995, 5052

4662. « Industrialisation du Brésil ». *Cahiers des Amériques latines* (5), 1987 : 37-113 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés au développement industriel du Brésil.

4663. FAMINOW, Merle D. ; HILLMAN, Jimmye S. – « Embargoes and the emergence of Brazil's soyabean industry ». *The World Economy* 10 (3), sept. 87 : 351-366 ; tabl., graph.

L'interdiction par les Etats-Unis en 1973 de l'exportation de leurs oléagineux a coïncidé avec une croissance rapide de la production et de l'exportation brésiliennes de soja. Mais aucun lien de causalité n'existe entre les deux. Le développement remarquable de l'industrie du soja au Brésil, commencé bien avant l'embargo américain, est essentiellement dû aux systèmes agricole et commercial du pays et à la politique du gouvernement.

4664. HEWITT, W.E. – « The influence of social class on activity preference of Comunidades Eclesiasticas de Base (CEBs) in the Archdiocese of São Paulo ». *Journal of Latin American Studies* 19 (1), mai 87 : 141-156 ; tabl.

L'étude menée auprès de communautés chrétiennes de base dépendant de l'archevêché de São Paulo montre que l'appartenance sociale des membres est beaucoup moins importante dans la détermination de leurs activités que ce que l'on croit généralement. Ces activités sont tout autant déterminées par des facteurs relevant de l'Eglise elle-même.

Burkina Faso

4665. DELOUVROY, Jacques – « Le développement du droit judiciaire au Burkina Faso ». *Revue juridique et politique* 41 (3), sept. 87 : 228-244.

Le développement d'un pays a des impacts sur le droit, comme en témoignent les apports de la révolution burkinabé à la nouvelle justice populaire après un contexte de colonialisme.

4666. SAUL, Mahir – « The organization of a West African grain Market ». *American Anthropologist* 89 (1), mars 87 : 74-95 ; tabl., carte ; bibliogr.

La commercialisation des céréales au Burkina Faso est assurée par un réseau d'agents travaillant pour de gros commerçants et par un grand nombre de petits commerçants indépendants. La concurrence est limitée, à la fois au niveau des villages et au niveau national. Le stockage est assuré par un petit nombre de gros commerçants urbains, les paysans comme les petits commerçants ne disposant pas du capital nécessaire.

4667. SINGH, Ram D. ; MOREY, Mathew J. – « The value of work at-home and contributions of wive's household service in polygynous families : evidence from an African LDC ». *Economic Development and Cultural Change* 35 (4), juil. 87 : 743-765 ; tabl.

Consciente de l'importance du rôle économique de la femme dans la production ménagère dans les PVD, la Conférence mondiale de l'ONU de Nairobi a même recommandé d'en tenir compte dans l'évaluation du PNB. Une étude menée au Burkina Faso estimant la productivité marginale et la valeur de la production ménagère d'épouses de paysans montre que la polygamie et les méthodes agricoles traditionnelles jouent un rôle important dans la détermination du niveau de vie de la famille et du développement économique du pays.

Cameroun

4668. FODOUOP, Kengné – « Le commerce frontalier dans le département du Ntem au Cameroun ». *Les cahiers d'Outre-Mer* 40 (158), juin 87 : 127-148 ; carte ; résumé en anglais.

La situation à la frontière Sud du pays et la nécessité de compléter ses ressources économiques poussent le Ntem à faire du commerce avec le Gabon et la Guinée équatoriale, ce qui concerne de nombreux agents économiques (agriculteurs, marchands, chargeurs, transporteurs, interprètes...). Ces liens commerciaux connaissent un certain ralentissement depuis 1970.

4669. MANDESSIBELL, Evelyne – « Radioscopie d'un système foncier africain : l'exemple du Cameroun cinquante-quatre ans après ». *Penant* 97 (794), sept. 87 : 268-290.

A l'heure où le Cameroun a redéfini un certain nombre de ses options, il importe de lever toute équivoque sur le statut de la terre, les modalités d'acquisition de la terre et d'accession à la propriété.

4670. NDONGO, Wilfred A. – « The political economy of development in Cameroon : relations between the state, indigenous businessmen and foreign investors ». *Development and Peace* 7 (2), aut. 87 : 146-170 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis son indépendance, le Cameroun constitue un bel exemple de développement économique, aussi intense que régulier. En 1983, la croissance réelle du Cameroun s'est élevée à 6 %. La réussite camerounaise s'appuie sur le libéralisme planifié, un développement équilibré et axé sur le pays, et enfin la justice sociale.

Canada

Voir aussi : n° 4754, 5036

4671. CALVERT, John R. – « The divergent paths of the Canadian and American labour mouvements ». *The Round Table* (303), juil. 87 : 378-392 ; tabl.

Les syndicats canadiens étaient depuis un siècle affiliés aux fédérations internationales basées aux Etats-Unis. Mais, pour différentes raisons, depuis le printemps 1987, plusieurs d'entre eux, notamment le puissant syndicat de l'industrie automobile, celui des travailleurs forestiers et celui des travailleurs de l'alimentation et du commerce ont quitté leurs fédérations internationales, se joignant ainsi à ceux ayant fait de même depuis 10 ans pour former des fédérations canadiennes.

4672. CLARKE, Harold D. ; Stewart, Marianne C. – « Partisan inconsistency and partisan change in federal States : the case of Canada ». *American Journal of Political Science* 31 (2), mai 87 : 383-407 ; tabl. ; bibliogr.

L'exemple du Canada tend à prouver que le fédéralisme, en augmentant le nombre de lieux où les conflits partisans se tiennent, permet et même encourage les électeurs à changer leur identification à un parti, et partant, leur adhésion, soit à l'échelon local, soit à l'échelon fédéral.

4673. DALPÉ, Robert – « Politique commerciale et contrôle de l'investissement étranger : l'expérience canadienne ». *Canadian Journal of Political Science* 22 (2), juin 87 : 337-361 ; tabl. ; résumé en anglais.

Analyse du développement des relations entre les Etats et les multinationales, des grandes orientations du contrôle des investissements étrangers, de la situation canadienne à travers quatre mesures gouvernementales : aide directe, politique d'achat, agence d'examen de l'investissement étranger et mandats mondiaux.

4674. GRANDBOIS, Maryse – « Le droit fédéral et québécois des pesticides ». *Revue juridique de l'environnement* (2), 1987 : 163-177.

Un projet de règlement des pesticides au Québec est prévu pour 1987. En attendant, dans une situation de vide juridique, les moyens de vérification relèvent de l'administration fédérale et d'autres lois québécoises assurent un certain contrôle indirect sur l'utilisation des pesticides.

4675. LIPSIG-MUMME, Carla – « Organizing women in the clothing trades : homework and the 1983 garment strike in Canada ». *Studies in Political Economy* (22), print. 87 : 41-71 ; tabl.

Le mois d'août 1983 a vu s'engager une grève d'une importance considérable à Montréal : 9 500 membres du syndicat international du vêtement cessèrent le travail. La grande majorité des grévistes (88 %) étaient des femmes. L'événement a surtout confirmé l'efficacité de la syndicalisation féminine.

4676. NOSSAL, Kim Richard – « Les sanctions économiques et les petits Etats : le cas de la " punition " du Vietnam par le Canada ». *Etudes internationales (Québec)* 18 (3), sept. 87 : 523-544 ; tabl. ; résumé en anglais.

Le cas des sanctions économiques du Canada envers le Vietnam démontre que les sanctions répondent à des objectifs différents de ceux des grandes puissances : au-delà d'une démonstration de leur pouvoir, il leur faut répondre aux obligations d'une politique de coalition et surtout aux contraintes des relations bilatérales avec les grandes puissances.

4677. PAMMET, Jon H. – « Class voting and class consciousness in Canada ». *The Canadian Review of Sociology and Anthropology* 24 (2), mai 87 : 269-290 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

Exposé de deux hypothèses sur les causes de la faiblesse du vote de classe au Canada : une première qui l'attribue à la faible conscience de classe et une seconde à l'absence de formation de classe.

Chine

4678. « Chine ». *Vivant univers* (370), août 87 : 1-40.

Numéro spécial consacré à une description de la Chine actuelle : les réformes, les religions.

4679. La Chine et le GATT

a. HARTLAND-THUNBERG, Penelope – « China's modernization : a challenge for the GATT ». *The Washington Quarterly* 10 (2), print. 87 : 81-97.
Les principes du GATT ne sont pas compatibles avec ceux d'une économie centralisée. Les avantages spéciaux accordés à certains pays d'Europe de l'Est et à certains NPI ont affaibli le système ; l'adhésion de la Chine risque d'aggraver les problèmes tant politiques qu'économiques. Une révision de certains points de l'accord est devenue nécessaire : avantages accordés à certains pays, passage d'un pays de la catégorie de pays en développement à celle de pays industrialisé, modalités du vote des décisions.

b. McDONNELL, J.E.D. –« China's move to rejoin the GATT system : an epic transition ». *The World Economy* 10 (3), sept. 87 : 331-350.
L'économie chinoise est en train d'évoluer rapidement. Avec son rythme de développement actuel, elle pourrait atteindre le niveau de l'économie américaine

au début du 21e siècle. Elle pourrait alors servir comme moteur de la croissance mondiale et la Chine devrait faire partie du GATT. Mais il serait nécessaire qu'elle réforme sa réglementation de restrictions des importations et ses subventions à l'exportation.

4680. TUOBIN, Zheng – « The problem of reforming China's foreign trade system ». *Chinese Economic Studies* 20 (4), été 87 : 27-49.

En septembre 1984, le gouvernement chinois a approuvé le rapport présenté par le ministre des Relations économiques et du Commerce extérieur et préconisant un approfondissement des réformes du système des échanges extérieurs. Le train de réformes concerne les relations de l'Etat et des entreprises, l'intégration de l'industrie et de la technologie du commerce.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 4922

4681. KIM, Shee Poon – « Peking's foreign policy toward Malaysia ». *Issues and Studies* 23 (8), août 87 : 135-156.

L'attitude de la Chine communiste à l'égard de la Malaisie est passée de la franche hostilité dans les années 60 à l'alignement politique depuis 1979. Cette évolution s'explique par le fait que l'intérêt national a été le déterminant principal de la politique chinoise à l'égard des Etats de l'ASEAN.

4682. MEDVEDEV, Roy – « La Cina fra Stati Uniti e Unione Sovietica ». *Critica marxista* 25 (1), fév. 87 : 67-80.

Tandis que le développement économique de la Chine en 1985-86 laisse augurer une amélioration des relations économiques avec les Etats-Unis, les changements politiques à la tête des PC chinois et soviétique ont permis un assouplissement, qui devrait se poursuivre, entre la Chine et l'URSS.

4683. SOBELL, Vladimir – « The reconciliation between China and Eastern Europe ». *The Washington Quarterly* 10 (2), print. 87 : 99-109.

L'actuelle normalisation des relations sino-est-européennes constitue un changement important sur la scène politique mondiale. Ce rapprochement peut avoir des conséquences pour les pays occidentaux, certaines négatives : amélioration de l'image des pays de l'Est, opposition à la politique de défense occidentale, d'autres positives : libéralisation dans les pays d'Europe orientale, moindre dépendance de ces pays vis-à-vis de l'URSS. Les liens nouveaux ne remettent cependant pas en cause l'intensification des relations commerciales sino-occidentales.

Economie et finances

4684. LIU, Alan P.L. – « Comment évaluer les performances du système politique de la Chine communiste ? » *Etudes et documents (Taipei)* avr. 87 : 5-55 ; tabl.

Comparés aux résultats de plusieurs nations en voie de développement en Asie orientale, les résultats du système politique communiste chinois apparaissent décevants et limités.

4685. MU, Yang – « The new technological revolution and the technological progress in industries ». *Chinese Economic Studies* 20 (4), été 87 : 50-67.

La Chine doit exploiter les progrès scientifiques et technologiques afin d'atteindre les objectifs stratégiques fixés pour l'an 2000. Pour pouvoir servir la révolution technologique mondiale et accélérer l'innovation industrielle nationale, elle doit établir un système dans lequel les entreprises pourront librement développer leur potentiel.

4686. SARKOZY, Tamàs – « A kinai gazdasàgi reform jogàrol » (Le droit de la réforme économique chinoise). *Jogtudomànyi közlöny* 41 et 42 (12, 1, 2, 3 et 4), déc. 86, janv., fév., mars et avr. 87 : 40 p.

La réforme économique introduite à la fin des années 70 a nécessité une évolution de la réglementation. Si un nouveau système des prix, de la planification et de la régulation monétaire sont les piliers de la modernisation, la loi de 1982 introduit

de nouvelles formes de contrats économiques pour les entreprises industrielles et commerciales. Comparaison avec le système hongrois.

4687. SHENG, Hua et al. – « A restructuring of the microeconomic foundation. More on China's further reform and some related thoughts ». *Chinese Economic Studies* 20 (4), été 87 : 3-26 ; graph.

Le processus de réformes économiques entamé en Chine visait, dans l'esprit de ses initiateurs, à corriger les imperfections du modèle socialiste. Cependant, aujourd'hui que ce processus est largement avancé, une modification du système de la propriété s'impose.

Corée du Sud

Voir aussi : n° 4877, 4961

4688. EDQUIST, Charles ; JACOBSON, Staffan – « The integrated circuit industries of India and the Republic of Korea in an international techno-economic context ». *Industry and Development* (21), 1987 : 1-62 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Analyse des industries des circuits électroniques intégrés pour l'Inde et pour la Corée du Sud sous l'angle des stratégies respectives d'industrialisation de chaque pays et dans le contexte technique et économique international.

4689. NAM, Joo-Hong – « US forces in Korea-Their role and strategy ». *Korea and Word Affaires* 11 (2), été 87 : 268-285.

Le fondement de la sécurité de la Corée du Sud est son étroite alliance avec les Etats-Unis qui la protègent par l'extension de leur parapluie nucléaire. Cependant, la justification politique et l'utilité pratique de la présence américaine en Corée peuvent varier en fonction de la perception des menaces.

4690. OLSEN, Edward A. – « South Korean political uncertainty und U.S. policy ». *The Washington Quarterly* 10 (2), print. 87 : 165-181.

La tension monte en Corée du Sud. La fin du règne de Chum Doo-Hwan est inévitable, mais son remplacement par un régime véritablement démocratique est peu probable, quel que soit le nouveau dirigeant, sans doute l'un des Kim. De ce fait, les relations entre les Etats-Unis et la Corée du Sud risquent de devenir de plus en plus difficiles au cours des prochaines années.

4691. YOO, Sangjin ; LEE, Sang M. – « The management style and practice of Korean chaebols ». *California Management Review* 29 (4), été 87 : 95-110 ; tabl. ; bibliogr.

L'expansion économique exceptionnelle de la Corée du Sud depuis 35 ans est due à la politique de l'Etat mais aussi aux conglomérats coréens (Chaebols). Ceux-ci ont un pouvoir économique et politique considérable ; leur succès est dû en grande partie à leur système de gestion.

Côte-d'Ivoire

Voir aussi : n° 4903, 4942

4692. BELLIOT, Marcel – « Abidjan : un nouvel équilibre urbain, les nouvelles prioriétés d'aménagement d'une ville touchée par la crise ». *Cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile de France* (81), juin 87 : 23-32 ; carte.

En 40 ans, Abidjan a réussi une croissance spectaculaire. Avec ses tours, ses grands ensembles, ses hôtels et ses autoroutes, elle a pris l'allure d'une ville européenne. Mais avec les retombées de la crise économique, l'Etat a pris des mesures nouvelles pour favoriser le développement de la ville et instaurer un nouvel équilibre urbain.

4693. SAINT-VIL, Jean – « La revente au détail de l'eau à Abidjan ». *Les cahiers d'Outre Mer* 40 (158), juin 87 : 149-172 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Cette activité est rendue nécessaire par l'absence de branchements ; elle permet d'approvisionner 500 000 personnes et rapporte 3 à 4 milliards de francs CFA. Depuis 1980, le commerce est rendu difficile par la concurrence entre vendeurs, la diminution des marges bénéficiaires à cause des hausses du cours officiel de l'eau et par l'implantation de bornes fontaines où l'eau est moins chère.

4694. TOGBA, Zogbélémou – « Le droit des conventions internationales dans la Constitution ivoirienne de 1960 ». *Penant* (793), avr. 87 : 49-86.

Le droit ivoirien des conventions internationales est, comme le met en évidence l'article 139 de la Constitution de 1960, le reflet de la volonté de la Côte-d'Ivoire de substituer au droit de régulation et de permission des rapports de force et de conflits interétatiques, un droit de coopération et de solidarité entre les nations.

Egypte

Voir aussi : n° 4645, 4993, 4995

4695. « Egypt's critical moment ». *MERIP Middle East Report* 17 (4), août 87 : 2-35 ; carte, graph.

Série d'articles consacrés à la situation critique de l'Egypte. Sur un fond de rivalité entre le président Moubarak et son ministre de la Défense, l'Egypte semble évoluer vers l'impasse. Les élections législatives ont révélé la faiblesse de la gauche. La situation de la dette extérieure devient dangereuse. Et l'Egypte pourrait être amenée à se désengager de son alliance avec les Etats-Unis.

4696. BUTTER, David ; KEMP, Peter – « Egypt special report ». *Middle East Economic Digest* 31 (35), 4 sept. 87 : 39-60 ; tabl., graph.

Dossier spécial consacré à la situation économique de l'Egypte : la politique économique du gouvernement qui recherche la stabilité, le plan quinquennal, le système bancaire, les sociétés islamiques d'investissement, l'industrie, le pétrole, l'agriculture, les industries militaires et la dette extérieure.

4697. HENLEY, John S. ; EREISHA, Mohammed M. – « State control and the labor productivity crisis : the Egyptian textile at work ». *Economic Development and Cultural Change* 35 (3), avr. 87 : 491-521 ; tabl., graph.

L'économie égyptienne a vécu ses premières heures de « socialisme arabe » dès le début des années soixante. L'ouverture de l'économie sur l'extérieur à partir de 1974 l'a quelque peu écartée de la voie socialiste. Les problèmes que traverse son industrie textile montrent néanmoins que le socialisme est toujours présent ; il contribue davantage à l'éclatement de la classe ouvrière qu'à son unification.

Espagne

4698. BELLEVILLE, Pierre – « Un ensemble coopératif qui a passé le cap de la crise : Mondragon ». *Economie et humanisme* (296), août 87 : 59-73.

Les coopératives industrielles de Mondragón ont su profiter de la crise économique qui les a frappées à partir de 1978 en élaborant une stratégie d'auto-développement solidaire dont la banque est l'outil principal.

4699. ESCORSA, Pera et al. – « L'innovation technologique en Catalogne ». *Revue d'économie régionale et urbaine* (2), 1987 : 301-320 ; tabl., cartes ; résumé en anglais.

La Catalogne constitue l'un des pôles de développement industriel de l'Espagne moderne. Le potentiel innovateur du réseau industriel catalan et de son environnement semble en mesure d'assurer une évolution dynamique de la région.

4700. NAVARRO ARANCEGUI, Mikel – « La política de reconversión de la comunidad autónoma del país vasco ». *Estudios empresariales* (61), été 86 : 35-52 ; tabl.

Examen critique des orientations et des résultats de la politique de reconversion industrielle du gouvernement basque (1981-1985).

4701. POLLACK, Benny ; HUNTER, Graham – « Spanish democracy after four general elections ». *Parliamentary Affairs* 40 (3), juil. 87 : 357-373 ; tabl.

Les élections de 1977, 1978, 1982 et 1986 ont mis en lumière quatre caractéristiques du système politique espagnol : un clivage croissant entre les modernisateurs et les traditionalistes, l'ouverture du parti communiste espagnol aux mouvements extra-parlementaires, la perte de légitimité des partis conservateurs au sein de l'opinion publique et surtout l'affirmation du parti socialiste comme premier parti, bien que les élections du printemps 87 et le mécontentement exprimé par les électeurs aient atténué cette position de leader.

4702. VASSILTSOV, Serguei – « La jeunesse et la société dans une Espagne sans Franco ». *Sciences sociales – Académie des sciences de l'URSS* (2), 1987 : 230-248.

Les années écoulées depuis la chute de la dictature franquiste ont vu entrer sur la scène sociale espagnole une nouvelle génération, grandie sur un sol démocratisé, capable de rompre avec le passé récent. Aucune des forces politiques n'a encore réussi à s'assurer son soutien actif et durable.

Etats-Unis

Institutions et vie politiques

4703. ADAMS, David S. – « Ronald Reagan's " revival " : voluntarism as a theme in Reagan's civil religion ». *Sociological Analysis* 48 (1), print. 87 : 17-29 ; bibliogr.

Fidèle à la tradition des présidents américains, Ronald Reagan contribue à la survivance de la religion civile de la nation. Son discours met l'accent sur le volontarisme à travers quatre thèmes : l'« esprit » volontaire, l'activisme, l'Etat tout-puissant et la renaissance de l'esprit américain.

4704. BIRNBAUM, Norman – « Populismo, reaganismo, democrazia statunitense ». *Critica marxista* 25 (1) fév. 87 : 37-65.

L'interprétation reaganienne de la tradition américaine n'est qu'un pseudopopulisme dont le succès provient de la désaffection populaire envers la démocratie parlementaire et le pluralisme dans leurs formes spécifiquement américaines. La fin de la suprématie politique de Reagan semble à présent proche, mais l'alternance demandera un programme à long terme d'éducation et d'organisation des masses.

4705. GATES, John B. – « Partisan realignment, unconstitutional state policies and the U.S. Supreme Court 1837-1964 ». *American Journal of Political Science* 31 (2), mai 87 : 259-280 ; tabl. ; bibliogr.

Si l'on étudie la politique et le réalignement de la Cour suprême non pas au niveau fédéral mais dans les cas mettant en cause les Etats, on constate que les invalidations de décisions politiques sont étroitement liées aux changements systématiques et politiques des Etats considérés.

4706. JENNINGS, M. Kent – « Residues of a movement : the aging of the American protest generation ». *American Political Science Review* 81 (2), juin 87 : 367-382 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La génération de jeunes Américains, étudiée en 1965, 1973 et 1982, qui fut très engagée dans les années 70 dans le mouvement de protestation contre le Vietnam, s'avère être en 1982 très conservatrice. Ce paradoxe n'est qu'apparent, car les contestataires n'étaient qu'une minorité numériquement et l'éthique d'une génération décroît avec le temps.

4707. KHOURY, Nabeel A. – « The Arab lobby : problems and prospects ». *The Middle East Journal* 41 (3), été 87 : 379-396 ; bibliogr.

Le « lobby » arabe aux Etats-Unis s'est constitué dans les années 1980, pour redorer l'image négative des Arabes créée dans l'opinion américaine après le choc pétrolier de 1973-74. Les deux principales organisations ont acquis une certaine dimension et doivent s'efforcer de consolider leurs alliances pour devenir aussi influentes dans la vie politique américaine que le lobby israélien.

4708. LIPSET, Seymour Martin ; SCHNEIDER, William – « The confidence gap during the Reagan years, 1981-1987 ». *Political Science Quarterly* 102 (1), print. 87 : 1-23 ; tabl., graph.

La crise de confiance des Américains à l'égard de leurs institutions, amorcée dans les années soixante et culminante en 1980, disparaît sous la présidence Reagan, en raison du désengagement de l'Etat et d'une attitude favorable au monde des affaires. Néanmoins, la méfiance persiste vis-à-vis d'institutions de type corporatiste et syndical.

4709. PETROCIK, John R. – « Realignment : new party coalitions and the nationalization of the South ». *The Journal of Politics* 49 (2), mai 87 : 347-375 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'élection du président Reagan à la Maison Blanche a ouvert le débat sur l'existence d'un réalignement au sein du système des partis aux Etats-Unis. Si l'on considère qu'un réalignement est une modification dans les groupes sociaux soutenant les coalitions, nul doute qu'il est effectif, particulièrement dans les Etats du sud.

4710. SUAREZ-OROZCO, M.M. – « Hispanic Americans : comparative considerations and the educational problems of children ». *International Migration* 25 (2), juin 87 : 141-164 ; bibliogr. ; résumés en espagnol et en français.

Avec 14,6 millions de personnes, soit 6,4 % de la population totale, le groupe hispanique est le 2e groupe ethnique des Etats-Unis. Son taux d'expansion est de 250 % contre 50 % pour la population totale : c'est un groupe divers, connaissant des différences dans l'adaptation au milieu scolaire, mais soucieux de s'intégrer à la société américaine.

4711. WECHT, David N. – « Breaking the code of deference : judicial review of private prisons ». *The Yale Law Journal* 96 (4), mars 87 : 815-837.

Afin d'améliorer les conditions de détention dans les prisons aux Etats-Unis, de nombreux Etats ont entrepris une opération de privatisation du système pénitenciaire. Cependant, ce mouvement n'a pas été accompagné par la définition de règles contractuelles strictes et se heurte aux réticences du système judiciaire.

4712. WILCOX, Clyde – « America's radical right revised. A comparison of the activists in christian right organisation from the 1960s and the 1980s ». *Sociological Analysis* 48 (1), print. 87 : 46-57 ; tabl. ; bibliogr.

La comparaison entre les activistes de la majorité morale de l'Ohio en 1982 et ceux de la croisade chrétienne anti-communiste des années 1960 prouve que les premiers sont, comme l'étaient les seconds, des républicains à statut socio-économique et niveau d'activité politique élevés. Ce qui suggère que la nouvelle droite chrétienne est similaire des autres groupes politiques quant aux caractéristiques socio-économiques de ses activistes et ressemble aux autres organisations de droite dans son penchant prononcé pour les Républicains.

4713. WOLFSON, Paul R.Q. – « Is a presidential item veto constitutional ? » *The Yale Law Journal* 96 (4) mars 87 : 838-859.

Le Congrès des Etats-Unis va fréquemment à l'encontre des programmes budgétaires présentés par le gouvernement. C'est pourquoi le Président Reagan se prononce en faveur de l'établissement d'une procédure de veto présidentiel portant sur quelques dispositions d'un amendement. La création d'une telle procédure ne semble cependant pas souhaitable et serait anticonstitutionnelle.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 4682, 4689, 4695, 4856, 4889, 4963, 4987, 5007, 5019

4714. « Foreign policy views of American political leaders » *The Fletcher Forum* 11 (2), été 87 : 173-276 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles dans lesquels différentes personnalités politiques des Etats-Unis expriment leurs opinions sur la politique étrangère de leur pays alors que commence la campagne pour l'élection présidentielle de 1988.

4715. Relations avec le Moyen-Orient

a. HUDSON, Michael – « Après " l'Irangate " : les Etats-Unis peuvent-ils avoir une politique moyen-orientale cohérente ? » *Maghreb-Machrek* (117), sept. 87 : 16-29.

L'incohérence de la politique américaine au Moyen-Orient révélée par l'affaire de l'Irangate s'explique par la difficulté d'arbitrer entre des objectifs disparates (garantir la sécurité d'Israël, contrecarrer la pénétration soviétique, assurer le libre écoulement du pétrole) et par les pressions exercées au Congrès par le lobby juif.

b. SAID, Edward W. – « Irangate : a many-sided crisis ». *Journal of Palestine Studies* 16 (4), été 87 : 27-49.

L'Irangate a révélé un certain désarroi et une vision à court terme de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient. Cette crise aux multiples facettes et dans laquelle sont impliqués les Etats-Unis et Israël montre la nécessité de définir des objectifs collectifs des Etats dans une vision à long terme.

4716. HURWITZ, Jan ; PEFFLEY, Mark – « The means and ends of foreign policy as determinants of presidential support ». *American Journal of Political Science* 31 (2), mai 87 : 236-258 ; bibliogr.

Les électeurs évaluent le Président sur des critères de politique extérieure de deux manières : en se posant en juges rétrospectifs des réalisations sur le plan international et en rendant l'administration responsable de la situation internationale.

4717. KOLKOWICZ, Roman – « The strange career of the defense intellectuals ». *Orbis* 31 (2), été 87 : 179-192.

Après la seconde guerre mondiale, des intellectuels ont pu accéder à des postes de responsabilité dans la bureaucratie de la Défense américaine, les problèmes de défense étant considérés comme des problèmes d'experts et non d'hommes politiques. Leurs théories ont largement déterminé la stratégie nucléaire des Etats-Unis, comme une science à partir du concept de « paradigme de la dissuasion », la guerre nucléaire étant envisagée comme une abstraction, un concept apolitique, un problème de gestion.

4718. NASH, Philip – « " Dangling carrots before marxists " : U.S.-Mozambican relations since 1981 ». *The Fletcher Forum* 11 (2), été 87 : 331-345.

Récemment adoptée, la « doctrine Reagan » consiste dans l'assurance d'une aide constante aux mouvements de guérilla qui s'opposent aux régimes des Etats d'Amérique centrale, d'Asie et d'Afrique soutenus par l'URSS. Néanmoins, après avoir pratiqué « la politique de la carotte » envers le régime marxiste léniniste du Mozambique, les Etats-Unis ont admis finalement que les négociations entre Frelimo et Renamo sont les seules à pouvoir apporter la paix au Mozambique.

4719. WITTKOPF, Eugene R. – « Elites and masses : another look at attitudes toward America's world role ». *International Studies Quarterly* 31 (2), juin 87 : 131-159 ; tabl. ; bibliogr.

Le consensus sur la politique étrangère, qui avait existé aux Etats-Unis à l'époque de la « guerre froide », a été rompu après la guerre du Vietnam. Cette rupture a entraîné un changement d'attitude chez les Américains dont les élites sont devenues plus internationalistes en matière de politique étrangère que les masses au sein desquelles le secteur isolationniste s'est renforcé et élargi.

Vie culturelle et scientifique

Voir aussi : n° 4908

4720. ALTHEIDE, David L. – « Format and symbols in TV coverage of terrorism in the United States and Great Britain ». *International Studies Quarterly* 31 (2), juin 87 : 161-176 ; tabl. ; bibliogr.

La présentation des informations sur le terrorisme varie selon qu'il s'agit de la télévision britannique ou de la télévision américaine. Ainsi, les informations et les images consacrées aux attentats perpétrés par les terroristes de l'IRA en Grande-Bretagne diffèrent quant au temps qui leur a été consacré, aux conséquences et aux motivations de leurs actes.

4721. BUNZEL, John H. ; AU, Jeffrey K.D. – « Diversity or discrimination ? Asian Americans in college ». *The Public Interest* (87), print. 87 : 49-62 ; tabl.

Les universités aux Etats-Unis sont souvent accusées de pratiquer une politique de discrimination à l'égard des Américains d'origine asiatique en fixant des quotas

d'admission. Une étude menée auprès de quatre institutions montre qu'il n'existe pas de tels quotas mais que les autorités compétentes favorisent la diversité ethnique dans leur sélection.

4722. DERIAN, Jean-Claude – « La haute technologie américaine : compétitivité ou déclin ». *Revue politique et parlementaire* 89 (930), août 87 : 36-49.

La crise de la haute technologie américaine confirmée par différents indices économiques sera peut-être limitée grâce à certains atouts : les dépenses consacrées à la recherche-développement et une puissante recherche industrielle. Pourtant le projet Sematech rencontre de nombreux obstacles tandis que les investissements japonais dans les entreprises américaines ne font que croître.

4723. JELEN, Ted G. – « The effects of religious separatism on white Protestants in the 1984 presidential election ». *Sociological Analysis* 48 (1), print. 87 : 30-45 ; tabl. ; bibliogr.

Les Fondamentalistes et les Evangélistes ont les mêmes esprit partisan et comportement électoral, mais ils divergent sur d'autres questions. Les premiers sont plus enclins à traduire leurs valeurs personnelles en demandes de légalisation de l'application de ces valeurs. Les seconds utilisent davantage leurs critères moraux ou sociaux pour leur choix de vote, comme lors des élections présidentielles américaines de 1984.

4724. SORAUF, Frank J. – « Compaign money and the press : three soudings ». *Political Science Quarterly* 102 (1), print. 87 : 25-42 ; tabl.

La couverture par le *Los Angeles Times*, le *New York Times* et le *Washington Post* du financement de la campagne électorale américaine reflète une vision populaire et progressiste de la politique américaine à la fois dans ses erreurs, son interprétation des faits et la sélection de son information.

Questions sociales

Voir aussi : n° 4641, 4671, 4819, 4843, 5032

4725. « Medicaid ». *Journal of Health Politics, Policy and Law* 12 (2), été 87 : 221-298 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés au programme Medicaid et aux efforts entrepris par divers Etats pour en contenir les coûts.

4726. « The new black middle class ». *Ebony* (10), août 87 : 22-162 ; graph.

Numéro spécial consacré à la classe moyenne noire aux Etats-Unis. L'étude du profil des Noirs qui accèdent à la réussite sociale et professionnelle, de leur façon de vivre, montre que la nouvelle classe moyenne noire évolue rapidement et constitue l'un des segments les plus rapides à se développer dans la population américaine.

4727. La syndicalisation des Noirs

a. HILL, Herbert – « Race, ethnicity and organized labor : the opposition to affirmative action ». *New Politics* 1 (2), hiv. 87 : 31-82 ; bibliogr.
Depuis sa création, le syndicalisme américain est marqué par des critères raciaux et ethniques : les immigrants blancs se sont unis pour affirmer leurs droits et leurs revendications et ceci, au détriment des autres ethnies, des Noirs surtout. Le racisme légalisé a marqué l'histoire des Etats-Unis, il a marqué aussi le syndicalisme.

b. HOYMAN, Michele M. ; STALLWORTH, Lamont – « Participation in local unions : a comparison of black and white members ». *Industrial and Labor Relations Review* 40 (3), avr. 87 : 323-335 ; tabl. ; bibliogr.
Diverses études ont mis en évidence une moindre participation des Noirs aux activités syndicales. Une nouvelle étude, réalisée à partir d'un échantillon plus large, démontre qu'en fait les Noirs participent autant que les Blancs à la vie de leur section syndicale quelles que soient leurs caractéristiques individuelles.

4728. « The trouble with teenagers ». *The Public Interest* (87), print. 87 : 3-48.

Série d'articles consacrés aux problèmes de la jeunesse américaine et notamment à trois problèmes délicats : l'abandon précoce des études, le nombre croissant

d'adolescents ayant des enfants et le nombre de morts violentes en augmentation. Ces problèmes sont par origine le malaise croissant de la jeunesse urbaine des pays industrialisés.

4729. BORJAS, George J. – « Immigrants, minorities and labor market competition ». *Industrial and Labor Relations Review* 40 (3), avr. 87 : 382-392 ; tabl. ; bibliogr.

Sur le marché du travail américain, les immigrés peuvent être, selon les emplois, une main-d'œuvre de substitution ou complémentaire. L'impact de l'immigration sur les salaires des Américains d'origine est faible, alors qu'un accroissement de l'offre de main-d'œuvre immigrée entraîne une baisse des salaires des immigrés eux-mêmes.

4730. BULLERT, Gary – « The homosexual rights movement : its ideology, goals and tactics ». *The Journal of Social, Political and Economic Studies* 12 (1), print. 87 : 3-27.

Depuis les premières mobilisations de 1969 à New York, le mouvement pour la défense des droits des homosexuels est devenu une force politique majeure aux Etats-Unis. Le mouvement a déjà gagné de nombreuses batailles et l'extension du SIDA lui a permis de gagner de nouveaux soutiens à sa cause.

4731. OSWALD, Rudolph A. ; KRASHEVSKI, Richard S. – « Le futur des syndicats ouvriers aux Etats-Unis ». *Revue française des affaires sociales* 41 (1), mars 87 : 5-14.

La révolution technologique et ses conséquences économiques et sociales pose aux syndicalistes américains des défis qu'ils doivent s'efforcer de relever. Les recommandations principales de l'AFL-CIO portent sur l'amélioration de la communication à l'intérieur et à l'extérieur du mouvement syndical et de l'implantation syndicale.

4732. WEILL, Caroline – « Evaluation des techniques et pratiques médicales : la nécessité d'une contribution des professionnels ». *Revue française des affaires sociales* 41 (1), mars 87 : 93-104.

L'analyse comparée du dispositif d'évaluation des techniques médicales aux Etats-Unis et en France montre un contraste entre un système ancien et élaboré où divers organismes sont impliqués et un dispositif encore inégalement développé selon les domaines et les destinataires.

Economie et finances

4733. « Competitiveness : 23 leaders speak out ». *Harvard Business Review* 65 (4), août 87 : 106-123 ; graph.

Selon 23 dirigeants de tous horizons géographiques, la compétitivité américaine est insuffisante. Cependant, les opinions divergent quant aux causes du mal. Pour certains, il s'agit d'un problème micro-économique. Enfin, certains y voient un phénomène culturel. Les implications de politique économique sont différentes selon l'approche adoptée.

4734. [The Saturn project]. *Forum of Applied Research and Public Policy* 2 (1), print. 87 : 6-40.

Suite d'articles consacrés au projet Saturne développé par General Motors, dans la vallée du Tennessee. La firme a décidé d'implanter une usine dans cet Etat en raison des revenus relativement faibles qui y sont distribués. Cependant, le projet présente des risques pour le développement local et pour la situation des travailleurs.

4735. BENSON, Bruce L. et al. – « Interest groups and the antitrust paradox ». *The Cato Journal* 6 (3), hiv. 87 : 801-817 ; bibliogr.

Le paradoxe de la législation anti-trust est qu'elle est généralement appliquée dans le sens contraire de son objectif premier : au lieu d'accroître l'efficacité économique, elle la diminue. Ceci est dû au fait que cette législation est issue d'un conflit d'intérêts entre différentes entités économiques cherchant à modifier l'environnement économique.

4736. DIEUAIDE, Patrick – « La reagonomie ». *Documents pour l'enseignement économique et social* (66-67), mars 87 : 97-122 ; tabl., graph.

On assiste actuellement à un renouveau de la pensée libérale à cause de l'échec des théories keynésiennes face à la crise. La reaganomie vise à substituer le pouvoir du marché à celui de l'Etat, à relancer la production et à juguler l'inflation. Analyse critique des éléments de cette politique.

4737. FEREJOHN, John ; KREHBIEL, Keith – « The budget process and the size of the budget ». *American Journal of Political Science* 31 (2), mai 87 : 296-320 ; graph., tabl. ; bibliogr.

Depuis que la procédure budgétaire a été réformée en 1974 (d'abord, choix de l'ampleur du budget, puis sa division) on pensait que le Congrès aurait tendance à voter de plus petits budgets. Mais l'examen des budgets de 1980 à 1983, montre que la réforme n'a pas abouti à une diminution des dépenses.

4738. HASELTINE, William B. – « International regulation of securities markets : interaction between United States and foreign laws ». *International and Comparative Law Quarterly* 36 (2), avr. 87 : 307-328.

Le développement récent des marchés financiers internationaux est en grande partie dû à la prolifération des systèmes modernes de communication et aux autres évolutions technologiques. Pour faire face à cette évolution, les autorités américaines tentent de renforcer leur contrôle sur les opérateurs étrangers. La régulation internationale de ces marchés est une condition nécessaire à leur développement harmonieux.

4739. HIGGS, Robert ; TWIGHT, Charlotte – « National emergency and the erosion of private property rights ». *The Cato Journal* 6 (3), hiv. 87 : 747-773 ; bibliogr.

Les droits de la propriété privée aux Etats-Unis sont allés en diminuant au 20e siècle. A l'occasion des situations d'urgence (guerres, crises économiques), l'Etat a renforcé ses moyens d'action dans la sphère économique. Ces transformations ponctuelles n'ont plus été remises en cause lors du rétablissement d'un contexte normal.

4740. LOWERY, David – « Electional issues and revenue structures in the American States – searching for the elusive fiscal illusion ». *American Politics Quarterly* 15 (1), janv. 87 : 5-46 ; tabl. ; bibliogr.

Tous les contribuables sont victimes de l'illusion fiscale. Cependant, des études menées dans plusieurs Etats américains révèlent que les dirigeants manipulent plus ou moins cette illusion fiscale à des fins électorales.

4741. Mc KENZIE, Richard B. ; SMITH, Stephen D. : « Loss of textile and apparel jobs : is protectionism warranted ? » *The Cato Journal* 6 (3), hiv. 87 : 731-746 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les pertes d'emploi dans le domaine du textile aux Etats-Unis ne proviennent pas d'une ouverture excessive du marché comme veulent le faire croire les partisans du renforcement des barrières protectionnistes. Elles proviennent d'une insuffisance de productivité. Par contre, l'industrie américaine de l'habillement a souffert des importations.

4742. MELMAN, Seymour – « An econmic alternative to arms race ». *END Papers* (16), été 87 : 16-36 ; bibliogr.

La course aux armements a provoqué le déclin de la société américaine, de son économie et de son niveau de vie. Une reconversion économique allant dans le sens du désarmement s'impose donc aujourd'hui.

Aménagement et urbanisme

4743. « The economics of urban property rights ». *Research in Law and Economics* 10, 1987 : 1-210 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à la législation foncière propre aux villes aux Etats-Unis : la réglementation concernant l'occupation des sols, le droit de propriété, la promotion immobilière, les rapports propriétaires-locateurs, l'expropriation.

4744. « Metro governance and economic development ». *National Civic Review* 76 (1), fév. 87 : 1-78 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés aux problèmes des régions urbaines aux Etats-Unis. Ces régions, souvent surchargées, contiennent une population non intégrée au

développement économique. Les solutions envisagées exigent un effort national à différents niveaux : politique régionale active du gouvernement, association de volontaires par assistance au plus démunis, participation du monde des affaires à l'expansion régionale.

4745. « The new telecommunications market place : what kind of service ? » *Journal of Communication* 37 (1), hiv. 87 : 28-114 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés aux nouveaux services offerts par les télécommunications aux Etats-Unis depuis le démantèlement d'ATT.

4746. GRAIG, Steven G. ; SAILORS, Joel W. – « Interstate trade barriers and the Constitution ». *The Cato Journal* 6 (3), hiv. 87 : 819-835 ; bibliogr.

Les Etats-Unis sont confrontés à un problème majeur de politique économique interne : la balkanisation du marché intérieur due au développement du protectionnisme entre Etats. Les pouvoirs publics et particulièrement la Cour suprême, n'ont pû empêcher la multiplication des barrières internes.

4747. FINDLEY, Roger W. ; JURGENSMEYER, Julian C. – « La législation sur les pesticides aux Etats-Unis ». *Revue juridique de l'environnement* (2), 1987 : 179-200.

Ecologistes, scientifiques et autres experts, sont d'accord pour considérer que la nécessité de règlementer efficacement les pesticides aux Etats-Unis est impérieuse. Devant l'urgence du problème, le Congrès a décidé en 1986 de réviser la loi fédérale sur les insecticides, fongicides et rodenticides.

4748. KATZMAN, Martin T. – « Environmental risk management through insurance ». *The Cato Journal* 6 (3), hiv. 87 : 775-799 ; bibliogr.

L'approche la plus efficace de la gestion des risques dus à l'environnement est l'établissement d'une réglementation spécifique pour les productions à risque, d'un système de réparation financière des dommages causés et d'assurances par risque. Les possibilités de pollution se trouveront réduites.

Relations économiques extérieures

Voir aussi : n° 4972

4749. Le contrôle des exportations

a. HORAN, Richard T. Jr. – « Statutory improvements to the foreign availability process for high technology national security export controls ». *Virginia Journal of International Law* 27 (3), print. 87 : 575-602.
Il existe aux Etats-Unis un antagonisme entre la nécessité d'assurer la sécurité du pays et les impératifs commerciaux des exportations de technologie moderne. Le point sur la question.

b. NOLLEN, Stanley D. – « Business costs and business policy for export controls ». *Journal of International Business Studies* 18 (1), print. 87 : 1-18 ; graph., tabl. ; bibliogr.
La législation américaine relative au contrôle des exportations représente un coût très élevé pour le milieu des affaires, ainsi qu'en témoigne le cas du pipeline soviétique construit en 1982. Le monde des affaires doit exercer des pressions sur l'exécutif afin de modifier cette situation, plutôt que de tenter de trouver des schémas de compensation ou de provoquer des changements législatifs.

4750. « The United States as a debtor nation ». *Standford Journal of International Law* 23 (1), print. 87 : 13-261 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés à la gestion de la dette extérieure américaine. Les Etats-Unis étant en effet devenu le plus grand débiteur du monde dans les années 80, deux sortes de mesures s'imposent pour stopper leur déclin : des mesures de politique économique et une représentation accrue de leurs intérêts dans le cadre des négociations commerciales.

4751. AGGARWAL, Vinod K. et al. – « The dynamics of negotiated protectionism ». *American Political Science Review* 81 (2), juin 87 : 345-366 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les récentes mesures protectionnistes américaines négociées sont de trois sortes : institutionnelle, temporaire et sporadique. Elles correspondent à trois variables : les restrictions à l'importation pour une industrie, la taille de l'industrie nationale et les possibilités d'exportation.

4752. GEVURTZ, Franklin A. – « Using the antitrust laws to combat overseas bribery by foreign companies : a step to even the odds in international trade ». *Virginia Journal of International Law* 27 (2), hiv. 87 : 211-272.

Les firmes américaines victimes d'activités de corruption commises à l'étranger par des non-Américains peuvent être protégées par la législation anti-trust des Etats-Unis, celle-ci est applicable lorsque l'étranger responsable de la corruption est soumis à la compétence personnelle des Etats-Unis, ou lorsque les importations américaines sont en cause.

4753. GILLESPIE, Kate – « Middle East response to the US foreign corrupt practices Act ». *California Management Review* 29 (4), été 87 : 9-30 ; tabl. ; bibliogr.

La loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger a été critiquée, car elle déstabiliserait les régimes alliés, empêcherait les exportations américaines et constituerait un moralisme impérialiste. Une étude des relations des Etats-Unis avec des Etats du Moyen-Orient offre plusieurs exemples de pratiques antérieures à la loi, peu flatteuses pour les multinationales américaines.

4754. LEVY, Brigitte – « La politique commerciale du Canada dans un environnement protectionniste : stratégie libérale ou multilatérale ». *Etudes internationales (Québec)* 18 (3), sept. 87 : 573-584 ; tabl.

Pour réaliser ses objectifs économiques et surmonter les barrières protectionnistes des Etats-Unis, le Canada va bientôt conclure un accord commercial bilatéral avec son voisin américain. Critiqué de part et d'autre, notamment au regard des « règles » du GATT, cet accord ne permettra pas au Canada d'éviter les conséquences de l'évolution économique mondiale et de l'instauration d'un nouvel ordre.

France

Voir aussi : n° 4970

Institutions et vie politiques

4755. La décentralisation

a. « Les conceptions de la décentralisation dans la pensée politique française ». *Notes et documents du BRAEC* (40), juin 87 : 33-64 ; bibliogr.
Historiquement, la décentralisation est en France une aspiration de la droite la plus monarchiste. La gauche socialiste ne reprend ce thème que tardivement, on constate alors un large consensus sur l'idée de décentralisation et des réformes entreprises par des gouvernements de tous bords.

b. « La décentralisation ». *Autres temps* (12), hiv. 87 : 4-29.
Suite d'articles consacrée aux effets positifs et aux effets pervers de la décentralisation en France.

c. « Où en est la décentralisation ? » *Après-demain* (297), oct. 87 : 2-35 ; bibliogr.
Suite d'articles consacrés à la décentralisation, cinq ans après sa mise en place. Quelles que soient les critiques portées à ses conséquences sur l'émiettement ou la féodalisation du pouvoir local, elle n'est pas une réforme figée, mais une recherche constante de nouvelles solidarités.

4756. « Nationaux, étrangers ». *Revue française de droit administratif* 3 (4), oct. 87 : 577-635.

Dossier consacré aux nouveaux développements du droit de l'extradition, au droit des nationaux au passeport, au droit de la nationalité et à la qualité de réfugié (jurisprudence récente).

4757. « Police et public ». *Revue des sciences politiques* (16-17), avr. 87 : 9-135 ; tabl., graph.

Numéro spécial consacré à la sociologie de la police et aux rapports de celle-ci avec les citoyens. Voir notamment : LOUBET DEL BAYLE, Jean-louis ; PORTELLI, Georges : « Les commissaires de police, la police et la société » ; ALBOUY, S. : « Elèves-gardiens de la paix et " distance sociale " » ; LOUBET DEL BAYLE, Jean-Louis : « Les rapports police-public et les manuels de formation des gardiens de la paix » ; IDEM ; CUBAYNES, Marie-Hélène : « La police et la presse : un système d'interactions ».

4758. « La protection des données personnelles ». *Revue internationale de droit comparé* 39 (3), sept. 87 : 551-692.

Compte-rendu des 3e journées franco-suisses tenues à Dijon en octobre 1986 consacrées aux législations française et suisse sur ce sujet.

4759. « Les raisons d'être du Parti communiste ». *Cahiers du communisme* 63 (9), sept. 87 : 32-59.

Suite d'articles : en retrouvant la plénitude de son identité de classe, le PCF s'est donné les moyens d'une intervention élargie dans le mouvement social. Le Parti est en bonne santé et se renforce, il est le seul parti révolutionnaire et moderne que compte la France aujourd'hui.

4760. « Representation in France ». *Legislative Studies Quarterly* 12 (2) mai 87 : 171-241.

Série d'articles consacrés à la représentation politique en France, à partir des recherches de Converse et Pierce.

4761. ANSART, Pierre – « Nos images politiques sont-elles neuves ? » *Cahiers internationaux de sociologie* 34 (82), juin 87 : 57-72 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

En analysant trois images de l'organisation sociale utilisée au XIXe siècle (celles du corps social, de l'individu-citoyen et du vampire collectif) on constate la permanence des images, puisqu'une fois modifiées, elles servent à exprimer les réalités nouvelles.

4762. BODIGUEL, Jean-Luc ; ROUBAN, Luc – « La dysfonction publique ou la crise du corporatisme ». *Revue française de science politique* 37 (4), août 87 : 539-586 ; tabl. ; résumé en anglais.

La crise structurelle que traverse la fonction publique française s'associe à la remise en cause du modèle politico-administratif lui-même qui repose très largement sur le couple corporatisme – projet de société.

4763. BRECHON, Pierre ; CAUTRES, Bruno – « L'inscription sur les listes électorales : indicateur de socialisation ou de politisation ? » *Revue française de science politique* 37 (4), août 87 : 502-525 ; tabl. ; résumé en anglais.

Quatre variables de socialisation constituent des facteurs importants de la non-inscription : l'âge, le statut du logement, le statut socioprofessionnel et l'attitude religieuse. Mais ces facteurs dépendent aussi du degré de politisation, ainsi, pour les catégories bien intégrées socialement, l'inscription électorale est une quasi-norme, alors que pour les catégories moins stables elle est un choix dépendant de la conscience politique.

4764. BROOKS, Joel E. – « The opinion-policy nexus in France : do institutions and ideology make a difference ? » *The Journal of Politics* 49 (2), mai 87 : 465-480 ; tabl. ; bibliogr.

L'étude de la relation entre l'opinion publique et les politiques gouvernementales en France entre 1946 et 1984 permet d'analyser les différences institutionnelles entre les IVe et Ve Républiques ainsi que l'importance des changements idéologiques entre les gouvernements non-socialistes et la récente équipe socialiste.

4765. FESSARD DE FOUCAULT, Bertrand – « Le pouvoir est-il encore politique ? » *Etudes* 367 (4), oct. 87 : 327-338.

La politique française tourne de plus en plus vers la technocratie. Les programmes proprement politiques tendent à disparaître, la gestion prime, quelle que soit la tendance politique au pouvoir. Cette démission du politique peut avoir de graves conséquences non seulement politiques mais surtout culturelles.

4766. LASSERRE, G. – « Les départements d'Outre-Mer français antillais : assimilation et identité régionale ». *Bulletin des séances. Académie royale des sciences d'Outre-Mer* 32 (2), 1986 : 193-207 ; tabl. ; résumés en néerlandais et en anglais.

La politique dite d'assimilation, pratiquée dans les DOM antillais a métamorphosé ces territoires sur le plan économique et social. Les courants indépendantistes

ont beaucoup de peine à asseoir leur audience électorale car les Antillais voient trop bien tout ce qu'ils perdraient dans l'aventure de l'indépendance sans apercevoir de réelles compensations.

4767. LEBACQZ, Albert – « L'Etat de droit et le " gouvernement des juges " ». *Revue des deux mondes (1982)*, (9), sept. 87 : 681-702.

Une étude historique de l'évolution de l'Etat de droit en France montre que si le Conseil constitutionnel veille à l'application de la Constitution révisée en 1962, il s'est le plus souvent inspiré des principes généraux de droit élaborés par le Conseil d'Etat. C'est ce dernier qui joue en réalité le rôle de régulateur de la démocratie.

4768. LEVY, Michel – « La conciliation par le tribunal administratif et le rôle du juge de l'instruction des litiges » *L'actualité juridique. Droit administratif* (9), 20 sept. 87 : 499-519.

La faible place de la conciliation dans le droit du contentieux administratif contraste avec une existence plus affirmée dans le droit judiciaire privé. Les questions que l'on peut se poser avant l'établissement de la conciliation sont : pourquoi, quoi, quand, qui, comment, et avec quelles conséquences ?

4769. MORAND-DEVILLER, Jacqueline ; RACINE, Pierre – « L'administration de mission ». *La revue administrative* 40 (238), août 87 : 307-323 ; bibliogr.

L'administration de mission est une administration temporaire interministérielle chargée de réaliser un objectif particulier. La formule a été mise en place dans les années 50-60. Ce type d'administration remplit cinq fonctions : conception, impulsion-animation, coordination, intégration et pouvoir de décision des nouveaux projets. L'administration de mission se caractérise par la légèreté de ses structures et de ses effectifs. Présentation du bilan de quelques expériences significatives.

4770. NEMERY, Jean-Claude – « Le principe du vote personnel dans la Constitution de la Ve République ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (4), août 87 : 995-1028.

La constitutionnalisation du vote personnel fut un choix traduisant la défiance du constituant à l'égard des pratiques de la IIIe et de la IVe Républiques. La définition d'un régime juridique strict du droit des parlementaires de déléguer leur vote, confirmait cette volonté. Dans la pratique les usages parlementaires et le fait majoritaire font qu'il n'a jamais été réellement appliqué.

4771. TURPIN, Dominique – « Représentation et démocratie ». *Droits* (6), 1987 : 79-90.

Bien que souvent critiquée au bénéfice de la démocratie directe, la représentativité reste l'étalon de la démocratie. Les apports récents de la « démocratie constitutionnelle » à travers le contrôle exercé par le Conseil constitutionnel lors du retour au scrutin proportionnel le confirment.

4772. TURPIN, Dominique – « La présidence du conseil des ministres ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (4), août 87 : 873-898.

Si la présidence du conseil des ministres constitue une prérogative parmi d'autres permettant au chef de l'Etat d'exercer son leadership sur un gouvernement qui lui est dévoué, elle ne peut suffire à lui fournir le moyen de paralyser l'action d'un gouvernement de sensibilité politique opposée.

4773. THOENIG, Jean-Claude – Pour une approche analytique de la modernisation administrative ». *Revue française de science politique* 37 (4), août 87 : 526-538 ; résumé en anglais.

Analyse de l'évolution actuelle des administrations publiques françaises à partir d'un modèle alternatif, qui intègre à la fois l'homogénéité structurelle interne et l'hétérogénéité des modes d'action des situations observées par enquêtes.

Relations extérieures

4774. Les relations franco-allemandes

a. BAUMEL, Jacques – « Pour une coopération militaire franco-allemande ». *Revue des deux mondes (1982)* (9), sept. 87 : 583-590.

Il est clair aujourd'hui qu'un renforcement significatif de la défense de l'Europe passe par une solide coopération militaire franco-allemande : un commandement mixte devra etre créé ainsi qu'un état-major commun. Face au désengagement nucléaire américain, l'avenir de la défense européenne est à ce prix.

b. KEMPF, Udo – « Die deutsch-französischen Beziehungen seit Oktober 1982. Versuch einer Bilanz » (Les relations franco-allemandes après octobre 1982. Esquisse d'un bilan). *Zeitschrift für Politik* 34 (1), mars 87 : 31-55 ; tabl. ; résumé en anglais.

Le président français et le chancelier ouest-allemand se sont rencontrés 11 fois en 1984 et 12 fois en 1985, ce qui illustre l'étroitesse des rapports franco-allemands malgré les différences idéologiques et les nombreux problèmes pratiques. Des progrès spectaculaires n'ont guère frappé les observateurs mais la coopération bilatérale, noyau irremplaçable des efforts communautaires, a connu une nette intensification dans les domaines économique, technologique et aussi et surtout dans le sensible domaine militaire.

c. ANDERS, Wilhelm – « Zwischen Rhetorik und Realität Frankreichs Verteidigungsdoktrin in deutscher Sicht » (Entre la rhétorique et la réalité. La doctrine française vue par les Allemands). *Deutsche Annalen* 16, 1987 : 59-76.

La coopération franco-allemande en matière de sécurité et de fabrication d'armements ne va pas sans accrocs, mais les différences sont aujourd'hui mineures et indépendantes des tentatives soviétiques de semer la méfiance. Les principaux partis français sont d'accord pour étendre la protection du parapluie nucléaire français vers le territoire de la RFA, ce qui reflète un net rapprochement des idées malgré la persistance de perceptions des réalités internationales différentes.

4775. LEVEAU, Rémy – « La Méditerranée dans la politique française ». *Etudes* 367 (3), sept. 87 : 149-192.

Depuis la fin de la période coloniale, il n'existe plus de politique d'ensemble de la France au Maghreb et au Moyen-Orient. Réagissant à des impulsions où la mémoire collective et les enjeux de politique intérieure qui y sont liés jouent un rôle non négligeable, les instances françaises prennent des décisions bilatérales ou sectorielles plus ou moins coordonnées sans que leur suite logique soit toujours envisagée.

4776. ORAISON, André : « A propos du conflit franco-mauricien sur le récif de Tromelin (La succession d'Etats sur l'ancienne Ile de Sable) ». *Penant* (794), sept. 87 : 304-356 ; cartes.

Sans être un foyer de tension internationale, le différend franco-mauricien sur Tromelin demeure néanmoins une réalité. Une réalité d'autant plus complexe qu'il présente plusieurs facettes et que sa solution n'est pas aisée.

Vie culturelle et scientifique

4777. « Ecrire pour être lu : pratiques du journal scolaire ». *Cahiers pédagogiques* (257), oct. 87 : 5-30 ; tabl.

Suite d'articles consacrés au journal scolaire. Comment le faire, le lancer, la place de chacun des acteurs, son rôle dans la vie de l'école, ses atouts, les critiques qui lui sont faites.

4778. « L'éthique corps et âme ». *Autrement. Série mutations* (93), oct. 87 : 218 p. ; bibliogr.

Numéro consacré à l'éthique, dans son acception contemporaine d'« éthique biomédicale » : l'institutionnalisation des comités d'éthique a pour fonction essentielle de rassurer la société en proie au vertige scientiste.

4779. « Hommage de la Société d'ethnologie française à Georges-Henri Rivière ». *Ethnologie française* 17 (1), 1987 : 7-96 ; bibliogr.

A cette occasion, exposé de quelques recherches actuelles de l'ethnologie française présentées lors de la journée du 20 mars 1986, au musée des ATP : la culture de l'industrie et de la ville, les sociétés en spectacle, les musées de l'homme, du temps et de l'espace.

4780. « Immobilier et télécommunications ». *Bulletin de l'IDATE* (27), 2e trim. 87 : 1-179 ; tabl., graph., cartes.

Numéro spécial consacré à l'impact sur la maison, sur l'immobilier professionnel et sur l'aménagement du territoire des nouvelles techniques de communication.

Voir notamment : TOUZERY, Lucien : « Les premiers pas de la robotique » ; RENOULIN, Roger et al. : « Du choix des systèmes de communication d'entreprise à leur administration » ; GUYOT, Brigitte ; PAILLIART, Isabelle : « Technopoles et communication ».

4781. « Sur l'université ». *Le débat* (46), nov. 87 : 100-124.

Trois articles consacrés à une analyse critique de la " crise " de l'université française : démystification du modèle américain, relativisation de la valeur de l'enseignement en sciences exactes dont la qualité est pourtant souvent mise en valeur pour contrebalancer la déficience de l'enseignement en sciences humaines.

4782. La religion à la télévision

a. BELLAY, Jacques-Yves – « Le religieux à la télévision ». *Etudes* 367 (3), sept. 87 : 195-208.
La télévision française n'accorde que peu de place au religieux. Outre l'anticléricalisme latent qui règne dans les milieux de la télévision, l'inculture religieuse de bon nombre de journalistes est frappante. Désarmés face au religieux, ils s'en tiennent à quelques vedettes catholiques du petit écran.

b. DICHENIN, Olivier de – « Un prisme pour la parole de l'Eglise ». *Projet* (207), oct. 87 : 107-117.
Les médias opèrent sur l'émetteur, sur le message et sur le récepteur de la communication une sorte de diffraction, d'éclatement sélectif qui avantage ou occulte telle ou telle partie du message. Ainsi, le discours éthique de l'Eglise est-il souvent caricaturé en vedettarisant les auteurs et en jugeant toute chose superficiellement ou selon un axe tradition-progrès.

4783. BOURDIEU, Pierre ; SAINT-MARTIN, Monique de – « Agrégation et ségrégation : le champ des grandes écoles et le champ du pouvoir ». *Actes de la recherche en sciences sociales* (69), sept. 87 : 2-50 ; tabl., graph. ; résumés en anglais, en allemand et en espagnol.

Le « Champ » des grandes écoles, c'est-à-dire l'ensemble de ces institutions supérieures et l'analyse de leurs relations, s'organise et fonctionne selon une structure identique à celle du champ du pouvoir. Cette homologie de structure ne s'explique donc pas par la notion commune de transmission héréditaire : la construction d'un modèle à partir de questionnaires montre comment les grandes écoles constituent un réseau de relations spécifiques à travers lequel s'accomplit la reproduction sociale d'une certaine structure de domination.

4784. SWYNGEDOUW, Erik A. ; ANDERSON, Sara D. – « Le schéma spatial de la production de haute technologie en France. Une analyse théorique et empirique des principales tendances et de leurs implications régionales ». *Revue d'économie régionale et urbaine* (2), 1987 : 321-349 ; tabl., cartes.

Tandis que la France connaissait une croissance nette dans l'industrie de haute technologie de 1976 à 1984, en termes de nombre d'établissements et de personnel, ses configurations divergent selon les sous-secteurs et les régions. De plus, les augmentations nettes du nombre d'établissements n'ont pas été accompagnées d'une croissance significative de l'emploi.

Questions sociales

Voir aussi : n° 4641, 4732, 4979

4785. Les conseils de prud'hommes

a. HUNOUT, Patrick – « Conseil de prud'hommes : un exemple de prise de décision dans un contexte institutionnel ». *Revue française de sociologie* 28 (3), sept. 87 : 453-482 ; graph. ; résumés en anglais, en allemand et en espagnol.
Le Conseil des prud'hommes est composé de juges élus, patrons et salariés dont les attitudes, les croyances et les représentations sont très hétérogènes ou même antagonistes ; cependant la pratique du travail en commun entraîne des changements d'attitudes des uns et des autres et un processus de socialisation à l'institution.

b. RICHEVAUX, Marc – « De la justice à la gestion des stocks ». *Droit ouvrier* (467), août 87 : 295-312.
Les remèdes envisagés par la loi du 30 décembre 1986, contre une possible surcharge des conseils de prud'hommes ne sont que des expédients donnant illusion et démentis par une analyse sérieuse. Les seuls moyens efficaces sont institutionnels et impliquent une réforme en profondeur des institutions judiciaires.

4786. « Les différents congés dans l'entreprise ». *Liaisons sociales* (10061), 1er oct. 87 *Numéro spécial* : 3-162 ; tabl.

Numéro spécial consacré aux raisons de la création, aux dispositions législatives et au bilan relatif aux divers types de congés auxquels ont droit les salariés d'une entreprise : congés liés à la naissance et à l'adoption, congés pour événements familiaux ou convenance personnelle, congés liés à des activités extraprofessionnelles (activités judiciaires, politiques, sociales ou civiques), congés à caractère professionnel (création d'entreprise, enseignement et recherche, formation, conversion).

4787. « Seizième rapport sur la situation démographique de la France ». *Population* 42 (4-5), oct. 87 : 605-648 ; tabl., graph. ; bibliogr.

En 1986, on observe une légère augmentation du nombre des naissances, le maintien du nombre des décès et la poursuite de la « révolution » que connaît la nuptialité.

4788. « Syndicalisme et innovations ». *CFDT aujourd'hui* (86), sept. 87 : 1-110.

Numéro spécial : compte-rendu du colloque organisé les 21 et 22 mai 87 et consacré à l'adaptation du syndicalisme. Quatre thèmes : syndicat et institutions, rapports syndicats-partis, loi et négociation, quelles garanties collectives ?

4789. « Syndicats. Organisations syndicales ». *Liaisons sociales* (10071), 15 oct. 87 *Numéro spécial* : 7-215 ; tabl., graph.

Historique, audience, représentativité, structures, instances, presse, finances, siège, formation syndicale, moyens d'action, affiliation internationale des cinq grandes confédérations syndicales (CGT, CFDT, CGT-FO, CFTC, CFE-CGC, FEN) et des syndicats autonomes (CAT, FGAT, « groupe des dix »).

4790. LEBART, Ludovic – « Conditions de vie et aspirations des Français. Evolutions et structures des opinions de 1978 à 1986 ». *Futuribles* (113), sept. 87 : 25-56 ; tabl., graph.

Analyse du contenu des enquêtes menées par le CREDOC sur la perception par les Français de leur niveau de vie et de son évolution prévisible, de la famille, du travail des femmes, du progrès technique, de la justice, de la société en général. On note au cours de ces neuf années des évolutions importantes : le groupe qui était le plus critique à l'égard de la société en 1978, les jeunes ayant fait des études (bac et +) et résidant dans les grandes villes, est (conséquence du passage de la gauche au pouvoir ? effet de génération ?) de plus en plus satisfait, optimiste, voire même conservateur.

4791. ONYCHTCHOUK, Irina – « La conscience sociale de la jeunesse française : années 80 ». *Sciences sociales – Académie des sciences de l'URSS* (3), 1987 : 241-252 ; tabl.

Le fléchissement du mouvement de jeunesse observé dans le monde capitaliste et notamment en France dans les années 80 n'est pas un signe de disparition. Il est dû à des facteurs économiques et sociaux profonds.

4792. PLASSARD, Philippe – « Prévoyance : l'entreprise providence ? » *Liaisons sociales. Mensuel* (22), oct. 87 : 54-56 et 4 p. discont. ; tabl., graph.

Dossier. Le déficit de la Sécurité sociale ne cesse de s'accroître, il faut donc trouver de nouvelles formes de prise en charge des dépenses de santé. La prévoyance collective dans le cadre de l'entreprise peut être une solution. Ce système présente certains avantages : coût moindre, instauration de solidarité entre les adhérents. La mise en place d'un régime de prévoyance collective nécessite l'établissement d'une hiérarchie entre les risques et une concertation avec les représentants du personnel et les syndicats.

4793. REDSLOB, Alain – « De l'incantation à l'initiative ou la métamorphose de la politique sociale ». *Revue d'économie politique* 97 (4), août 87 : 381-396 ; tabl. ; résumé en anglais.

La politique sociale menée depuis 1986 tranche avec celle conduite auparavant : les discours ont cédé la place à des mesures actives en faveur de l'embauche et la formation professionnelle des jeunes, de l'assouplissement des contraintes pesant sur le marché du travail et de la relance du dialogue social.

4794. STEPHAN-COYAUD, Catherine – « Réforme du financement et réforme de la gestion des hôpitaux publics ». *Revue de droit sanitaire et social* 23 (3), sept. 87 : 402-416.

La réforme du financement des hôpitaux publics intervenue en 1983 a réduit leur autonomie financière. La réforme de la gestion, très ambitieuse, est très difficile à mettre en œuvre. Il en résulte un déséquilibre dans la gestion financière dont il faut espérer qu'il est provisoire.

Economie et finances

Voir aussi : n° 5043

4795. « Défense et finances publiques ». *Revue française de finances publiques* (19), 1987 : 1-125 ; tabl.

Numéro spécial consacré aux aspects financiers de la défense : les lois de programmation des équipements militaires, les marchés d'armement, la modernisation de l'administration financière des armées, les recherches de défense.

4796. « La France a-t-elle décroché ? » *Le débat* (46), nov. 87 : 4-99.

Suite d'articles consacrés à la situation française : ni " décadence ", ni " déclin ", mais plutôt un " décrochage sensible " vis-à-vis du peloton de tête des nations industrielles est actuellement perceptible.

4797. « L'investissement en France ». *Revue d'économie industrielle* (40-41), 3e trim. 87 : 1-117 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Numéro consacré aux communications présentées lors d'un colloque organisé à Paris X-Nanterre en 1986, dressant un bilan de l'investissement des entreprises françaises et présentant les conditions de sa relance.

4798. ARTUS, Patrick – « La politique monétaire en France ». *Revue française d'économie* 2 (3), été 87 : 165-223 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Des modifications institutionnelles (nouveaux instruments, dérèglementation, levée du contrôle des changes) et économiques ont changé les capacités d'intervention des autorités monétaires. Certains éléments de ce nouveau dispositif monétaire apparaissent favorables tels que la réduction du coût d'intermédiation et une plus grande souplesse des financements, mais un danger de déstabilisation des marchés subsiste. Voir à la suite, pp. 224-231 : « Quelles perspectives pour la politique monétaire ? »

4799. BURY, Didier – « Le " grand " commerce de détail en France de 1972 à 1986 ». *Economie et prévision* (79), 1987 : 3-49 ; tabl., graph.

Analyse détaillée de l'évolution des grands groupements de distribution qui a eu de très importantes conséquences sur le mode de vie des Français. Structures de la distribution, analyse différentielle de l'alimentaire et du non-alimentaire, le niveau des marges commerciales, les facteurs de production et le financement. On note au cours de ces dernières années l'essor sensible du commerce indépendant associé. En outre il semble que les grandes surfaces françaises soient plutôt bien placées par rapport au marché européen de 1992.

4800. CHAMPAGNE, Patrick – « Capital culturel et patrimoine économique : le cas de l'agriculture bressanne ». *Actes de la recherche en sciences sociales* (69), sept. 87 : 51-66 ; tabl., graph. ; résumés en anglais, en allemand et en espagnol.

La taille économique des exploitations agricoles à transmettre est un indicateur puissant de la position sociale des ménages car elle mesure non seulement la dimension économique de l'entreprise, mais aussi la capacité des exploitants à la mettre en valeur par un capital culturel et un capital de relations.

4801. L'HARDY, Philippe ; DARMON, Dominique – « La consommation des ménages, 1960-2000 ». *Futuribles* (113), sept. 87 : 9-23.

Analyse de l'évolution de la structure des budgets familiaux : croissance forte de la part des loisirs, de la santé, des transports et télécommunications, tassement du logement, stagnation ou régression de l'habillement et de l'alimentation. Pour les années à venir, on prévoit un vieillissement de la population et une croissance

notable du nombre de personnes vivant seules ; quelles en seront les conséquences sur les budgets.

4802. SEGRESTIN, Denis – « L'entrée de l'entreprise en société. Introduction à une problématique de la modernisation des rapports sociaux ». *Revue française de science politique* 37 (4), août 87 : 461-477 ; résumé en anglais.

La caractéristique centrale de ce moment de l'histoire des rapports sociaux de production est dans la mise en relation positive de mouvements réputés opposés avec, d'un côté, l'installation des acteurs sociaux dans une authentique culture de l'autonomie et, de l'autre, l'affirmation de l'ancrage de la relation productive dans le champ de la sociabilité.

Aménagement et urbanisme

4803. « Images, discours et enjeux de la reconstruction des villes françaises après 1945 ». *Cahiers de l'IHTP* (5), juin 87 : 1-159 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à la situation et aux mesures prises à partir de la Libération pour reconstruire villes, quartiers et habitations détruits par la guerre et aux difficultés rencontrées.

4804. « Le logement : de la location à l'accession ». *E & (et) S* (202), sept. 87 : 3-59 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Suite d'articles : le logement constitue pour les ménages non seulement le principal poste de dépense courante, mais aussi l'élément majeur de leur patrimoine. Le développement considérable de l'accession à la propriété en maison individuelle est le phénomène marquant des années 1978-1984. Dans le secteur locatif, seul le parc HLM a continué de s'accroître.

4805. PRIEUR, Michel – « La législation sur les pesticides en France ». *Revue juridique de l'environnement* (2), 1987 : 201-220 ; tabl. ; bibliogr.

La complexité de la législation sur les pesticides en France et le poids des fabricants et utilisateurs introduisent des conditions de fonctionnement contestables au plan de l'intérêt général et de la protection de l'environnement.

4806. ROBERT, Jean – « Paris et le désert français ? Pour en finir avec un mythe ! » *Futuribles* (113), sept. 87 : 63-71.

Le livre de J.-F. Gravier, paru en 1947, ne correspond plus du tout à la France des années 80. Pénaliser l'Ile-de-France, qui a perdu 57 000 actifs entre 1975 et 1982 au profit du « désert », n'a plus aucun sens et le dynamisme économique de nombreuses régions de province est incontestable. Reste le problème de la centralisation politique et intellectuelle à Paris.

Grande-Bretagne

Voir aussi : n° 5003, 5051

Institutions et vie politiques

4807. La politique de défense

a. GOLDSTEIN, Walter – « The decline of Britain as a military power ». *SAIS Review* 7 (2), aut. 87 : 63-76.

Le déclin militaire des Britanniques s'est opéré de manière très lente. Ils se trouvent aujourd'hui confrontés à un choix décisif : assurer une politique d'indépendance nucléaire, ou bien renforcer leur liens avec les Etats-Unis ou la CEE. De plus, la Grande-Bretagne sera amenée à court terme à réviser son système de défense et le choix de certains armements.

b. LAIRD, Robbin ; ROBERTSON, David – « Grenades from the candy store » : British defense policy in the 1990s ? » *Orbis* 31 (2), été 87 : 193-205.

Depuis 1979, il n'y a plus en Grande-Bretagne de consensus entre les partis politiques sur les problèmes de défense, la rupture se faisant sur deux problèmes : le déploiement des FNI en Europe et la décision du gouvernement Thatcher d'acheter le missile Trident. Une révision de la politique de défense des Conservateurs sera peut-être inévitable en raison des contraintes budgétaires.

4808. Le problème nord-irlandais

a. ROBERTS, Hugh – « Sound stupidity : the British party system and the Northern Ireland question ». *Government and Opposition* 22 (3), été 87 : 315-335.
Face au problème d'Irlande du Nord, les partis politiques britanniques soutiennent systématiquement la politique gouvernementale, quel que soit le parti au pouvoir. Cette attitude a pour effet d'exclure les Irlandais du Nord du système politique britannique et de l'élaboration de la politique gouvernementale dont ils relèvent. Voir à la suite, pp. 336-351 ; COX, W. Harvey : « Public opinion and the Anglo-Irish agreement ».

b. WEITZER, Ronald – « Contested order. The struggle over British security policy in Northern Ireland ». *Comparative Politics* 19 (3), avr. 87 : 281-298 ; tabl.
Le système de sécurité en Irlande du Nord correspond aux intérêts à court terme de l'Etat britannique et aussi à une certaine impossibilité de remise en cause de cette politique sous la pression des loyalistes protestants et des forces nationalistes catholiques.

4809. BONNER, David ; STONE, Richard – « The public sector at 1986 : steps in the wrong direction ? » *Public Law*, été 87 : 202-230.

La loi de 1986 relative à l'ordre public votée par le parlement britannique constitue « remise à jour » du dispositif législatif concernant le droit commun des émeutes et des attroupements non autorisés. Cependant, la criminalisation de ces délits risque d'exacerber les conflits d'ordre public.

4810. CHARLOT, Monica – « Les législatives britanniques : le thatchérisme ininterrompu ». *Revue politique et parlementaire* 89 (930), août 87 : 20-32 ; tabl.

Bilan de la campagne électorale et du scrutin pour chacun des partis et leurs protagonistes ; l'évolution probable de leur orientation et de leurs choix politiques.

4811. COATES, Ken – « Nuclear weapons and the Falklands ». *END Papers* (16) été 87 : 58-69.

En 1982, l'Argentine accusait la Grande-Bretagne d'avoir violé le Traité de Tlatelolco instituant un régime d'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine. Cette accusation a été suivie d'un débat juridique entre les deux belligérants qui révèle le rôle crucial du Traité.

4812. ELLIOTT, Brian ; Mc CRONE, David – « Class, culture and morality : a sociological analysis of neo-conservatism ». *The Sociological Review* 35 (3), août 87 : 485-515 ; bibliogr.

En Grande-Bretagne, comme dans d'autres pays occidentaux, diverses associations ont émergé au milieu des années 1970, pour relancer le conservatisme, influencer la politique économique du gouvernement et changer le système de valeurs de la société. L'apparition de cette nouvelle droite est le résultat de crises économiques et politiques et de réactions suscitées par les changements structurels et culturels de l'après-guerre.

4813. SANDERS, David et al. – « Government popularity and the Falklands war : a reassessment ». *British Journal of Political Science* 17 (3), juil. 87 : 281-313 ; graph.

La politique ferme et déterminée menée par Madame Thatcher durant la guerre des Malouines en 1982 a valu au parti conservateur un regain de popularité auprès des Britanniques. Cependant, cet accroissement de popularité est aussi et principalement dû aux aspects macro-économiques de la politique de la dame de fer.

4814. SHELL, Donald – « The British Constitution in 1986 ». *Parliamentary Affairs* 40 (3), juil. 87 : 279-298.

Tout au long de l'année 1986, la Constitution de la Grande-Bretagne ou plutôt l'absence de Constitution écrite a été plusieurs fois au centre du débat politique. L'affaire Westland a remis en cause le manque de précision quant au rôle du parlement, des fonctionnaires, de la solidarité gouvernementale et de la responsabilité individuelle des ministres. L'accord anglo-irlandais (nov. 85) et les relations entre les administrations locales et le gouvernement apportent d'autres éléments de discussion.

4815. WOOD, David M. – « The conservative member or Parliament as lobbyist for constituency economic interests ». *Political Studies* 35 (3), sept. 87 : 393-409 ; tabl.

Sur soixante-dix députés conservateurs interviewés en 1983-84, trente reconnaissent concentrer leur activité parlementaire au développement de l'industrialisation de leur circonscription électorale, contribuant par là-même à leur réélection.

Vie culturelle et scientifique

Voir aussi : n° 4720

4816. HEBBLETHWAITE, Peter – « En Grande-Bretagne, la presse bouge ». *Projet* (207), oct. 87 : 46-58.

Panorama de la presse britannique : les groupes de presse, les titres (quotidiens et dominicaux), la diffusion, les rachats récents (notamment du *Times*, par R. Murdoch).

4817. MAC IVER, Martha Abele – « Ian Paisley and the reformed tradition ». *Political Studies* 35 (3), sept. 87 : 359-378.

L'idéologie de Ian Paisley, politicien fondamentaliste d'Ulster, se réfère à la tradition de la Réforme. Sa conception apocalyptique du monde et sa vision de l'Eglise catholique romaine, prostituée de Babylone, condamnée par la Révélation, sous-tendent son anti-catholicisme et le refus de toute solution politique de compromission.

4818. NIELSEN, Jørgen – « Muslims in Britain : searching for an identity ». *New Community* 13 (3), print. 87 : 384-394.

Souvent sur-estimée dans le passé récent, la minorité musulmane en Grande-Bretagne doit avoir, ces dernières années, atteint le million d'individus, dont un peu plus de la moitié sont originaires du sous-continent indien. Malgré son caractère hétérogène et multiculturel, l'existence de cette « communauté musulmane » ne peut plus guère être mise en doute. Sa présence se fait sentir de façon croissante, et des changements importants s'opèrent dans ce groupe, notamment parmi les jeunes.

Questions sociales

4819. Les syndicats, la crise et la loi

a. « Symposium, British workplace industrial relations, 1980-1984 ». *British Journal of Industrial Relations* 25 (2), juil. 87 : 275-294.
Suite d'articles consacrés au comportement des syndicats dans les années de crise et d'aggravation du chômage, 1980-84, avec les effets complexes et souvent contradictoires sur le mouvement syndical, le militantisme des travailleurs et l'évolution des salaires réels.

b. « Views from Britain's labor left ». *New Politics* 1 (2), hiv. 87 : 151-201.
Suite d'articles consacrés à l'évolution du syndicalisme britannique.

c. TOWNLEY, Barbara – « Union recognition : a comparative analysis of the pros and cons of a legal procedure ». *British Journal of Industrial Relations* 25 (2), juil. 87 : 177-199 ; bibliogr.
La reconnaissance des syndicats par des mécanismes légaux a été proposée par certains en vue de renforcer la protection des travailleurs dans une période d'érosion de la présence syndicale et de changements économiques défavorables. L'expérience britannique récente et celle des Etats-Unis incitent à croire, cependant, que des mesures légales prévoyant des obligations patronales en faveur des syndiats, risquent d'avoir bien des effets contre-productifs pour les salariés.

d. AMADIEU, Jean-François – « La dérive des règles en relations professionnelles : le cas de la Grande-Bretagne ». *Revue française des affaires sociales* 41 (1), mars 87 : 29-40.
Les mesures élaborées entre 1979 et 1984 par le gouvernement conservateur tendent d'une part à restreindre aux limites de l'entreprise les conflits du travail et d'autre part à privilégier les voix des travailleurs eux-mêmes en imposant aux syndicats une consultation des salariés avant le déclenchement d'une grève. L'affaire du Stockport Messenger et la grève des mineurs de 1984 montrent le désarroi du mouvement syndical face à cette nouvelle législation qui amoindrit les caractères singuliers du modèle britannique.

4820. DORE, Ronald – « Citizenship and employment in an age of high technology ». *British Journal of Industrial Relations* 25 (2), juil. 87 : 201.225.

Après des siècles d'évolution vers une égalité croissante, la Grande-Bretagne s'oriente aujourd'hui plutôt vers le modèle japonais d'un « nouvel ordre hiérarchique ». Les progrès technologiques renforcent les inégalités sociales en augmentant la valeur relative des capacités d'apprentissage et en créant une masse croissante de main-d'œuvre inutile pour le système. Le chômage massif, notamment des jeunes, doit inciter à réfléchir à des alternatives fondées sur des systèmes novateurs de répartition du surplus social et du travail disponible.

4821. HOGGART, Keith – « Does politics matter ? Redistributive policies in English cities 1949-74 ». *British Journal of Political Science* 17 (3), juil. 87 : 359-371 ; tabl., graph.

Sharpe et Newton dans leur livre " *Does politics matter ?* " ont établi une approche théorique pour étudier les relations entre le parti au pouvoir et les politiques de redistribution. Cette approche, si elle est partiellement erronée, constitue néanmoins une étape importante dans l'étude des relations entre la politique et les mesures de redistribution.

4822. SEARLE, Chris – « Your daily dose : racism and " *the Sun* " ». *Race and class* 29 (1), été 87 : 55-71.

Le racisme qui s'étale quotidiennement dans la presse Murdoch, et en particulier dans le journal le plus populaire, le *Sun*, vise les étrangers qui vivent en Grande-Bretagne, discrédite l'image des Noirs et des Arabes dans leurs pays, exalte le sentiment national et a pour cible privilégiée les professeurs puisque le journal voudrait être le seul moyen d'éducation du peuple britannique.

Economie et finances

4823. « Decentralisation and local government ». *Oxford Review of Economic Policy* 3 (2), été 87 : 1-80 ; tabl. ; bibliogr.

Série d'articles consacrés aux retombées de la décentralisation sur les finances et la fiscalité locales en Grande-Bretagne.

4824. GREEN, Pete – « British capitalism and the Thatcher years ». *International Socialism* 2 (35), été 87 : 3-70 ; tabl., graph.

Depuis l'accession de Mme Thatcher au poste de Premier ministre, la société britannique est devenue beaucoup plus inégalitaire. Les réformes économiques ont bénéficié aux plus riches, la diminution du chômage proclamée est issue d'un artifice statistique et le déclin de la Grande-Bretagne semble être irréversible dans l'état actuel des choses.

4825. THOMAS, Colin J. ; BROMLEY, Rosemary D.F. – « The growth and functioning of an unplanned retail park : the Swansea enterprise zone ». *Regional Studies (New York),* 21 (4), août 87 : 287-300 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en français et en allemand.

Les centres commerciaux se sont développés hors des villes en Grande-Bretagne comme en témoigne l'élargissement de la zone d'entreprise de Swansea. Dans les années 80, ces zones se sont étendues au commerce de détail. Elles ne sont pourtant fréquentées par les acheteurs qu'occasionnellement et ne constituent pas une concurrence menaçante pour les centres-villes.

Grèce

4826. ANASTASSIADIS, Tas-sos – « Papandreou. Un chef charismatique ». *Etudes* 367 (3), sept. 87 : 163-172.

M. Papandreou gouverne la Grèce comme il dirige son parti, le PASOK, selon une formule charismatique de domination où, sachant se distancer par rapport au quotidien, il ne cherche pas à résoudre institutionnellement les grands conflits mais les théâtralise. On peut toutefois se demander si ce mode de domination charismatique résistera à sa banalisation.

4827. DOBRATZ, Betty – « The role of class and issues in shaping party preferences in Greece ». *The Journal of Social, Political and Economic Studies* 12 (1), print. 87 : 51-76 ; tabl. ; bibliogr.

La conscience de classe détermine largement les préférences politiques et une étude menée en Grèce montre qu'elle est l'un des fondements des partis de gauche. Cependant, les problèmes récents de la gauche grecque sont dûs à l'absence de soutien des communistes aux socialistes.

4828. FAUGERES, L. – « Entre ressources et risques : le développement de la Macédoine occidentale grecque ». *Annales de géographie* 96 (536), août 87 : 401-422 ; tabl., graph., cartes ; résumé en anglais.

Depuis une quinzaine d'années, le développement de la région a été fondé sur l'exploitation massive des gisements de lignites. Cette exploitation a eu des effets néfastes sur le milieu naturel et est source de conflits entre le développement, l'aménagement et l'environnement.

4829. PETRAS, Jamez – « The contradictions of Greek socialism ». *New Left Review* (163), juin 87 : 3-25.

L'essor du PASOK, parti né en 1974, a été fulgurant et sa victoire de 1981 particulièrement éclatante. Mais celle-ci s'appuyait sur une coalition sociale très hétérogène et traduisant la rencontre de sensibilités politiques contradictoires. Après une phase de réformes progressistes dans les sphères sociale et culturelle, le gouvernement socialiste, face à la crise, appliqua une politique d'austérité qui déboucha, début 1987, sur l'affrontement avec le mouvement ouvrier. La politique étrangère, neutraliste au départ, s'accomode aujourd'hui de l'OTAN, quant au PASOK, il est devenu monolithique et ultrapersonnalisé.

Guatemala

Voir aussi : n° 4952

4830. AGUAYO QUEZADA, Sergio ; O'DOGHERTY, Laura – « Los refugiados guatemaltecos en Campeche y Quintana Roo ». *Foro internacional* 27 (2), déc. 86 : 266-295 ; tabl.

Enquête sur la situation des paysans guatémaltèques réfugiés au Mexique et examen de la politique à adopter à leur égard, notamment le programme économique d'intégration.

4831. HUNTER, Jane – « The Israeli role in Guatemala ». *Race and Class* 29 (1), été 87 : 35-54 ; bibliogr.

C'est en 1974 qu'Israël a commencé à vendre des armes au Guatemala. A cette aide militaire s'est ajouté le contrôle de la population rurale dans le cadre du programme de pacification, et les liens économiques qui unissent maintenant les deux pays montrent à quel point Israël est impliqué politiquement.

4832. SMITH, Carol A. – « Regional analysis in world-system perspective : a critique of three structural theories of uneven development ». *Review – Fernand Braudel Center for the Study of Economics, Historical Systems and Civilizations* 10 (4), print. 87 : 597-648 ; bibliogr.

Appliquées au cas spécifique du Guatémala occidental, trois théories globalisantes sur les causes du développement différencié entre centre et périphérie, dans lesquelles cette dernière serait victime d'une sur-exploitation fondée sur un régime coercitif et monopolistique, d'une structure salariale défavorisée impliquant le flux des ressources vers le centre sans le recours de monopoles ou de la perduration d'un système de production précapitaliste, s'avèrent inadéquates. Bien que l'élaboration de systèmes explicatifs globaux soit utile, elle doit toujours se servir de l'apport des analyses régionales.

Hongrie

Voir aussi : n° 4686

4833. « Agnès Heller : modernity and democratic utopia ». *Thesis Eleven* (16), 1987 : 4-68.

Suite d'articles consacrés à l'œuvre d'Agnès Heller : sa recherche d'une nouvelle théorie radicale de la démocratie, l'utilisation de déterminants anthropologiques pour définir les liens entre vie quotidienne et rationalité lui confèrent une place singulière dans la philosophie politique actuelle.

4834. « The Hungarian enterprise ». *Eastern European Economics* 25 (4), été 87 : 1-92.

Numéro spécial consacré aux entreprises hongroises. De nombreuses entreprises publiques sont subventionnées par l'Etat en fonction des priorités fixées par les dirigeants politiques. Ce système nuit à l'efficacité économique en général et introduit des erreurs dans la fixation des prix. L'introduction récente d'équipes économiques de travail au sein de ces entreprises accroît la flexibilité des structures productives.

4835. Les problèmes démographiques

a. DANYI, Dezsö et al. – « Népesedéspolitikànk és népesedési nézeteink történeti elözményei és föbb tanulsàgai » (Les précédents et les principaux enseignements historiques de la politique démographique de la Hongrie). *Demogràfia* 29 (4), 1986 : 343-383 ; bibliogr.
Les antécédents historiques jouent un grand rôle dans les mentalités et la pratique démographique. La situation démographique défavorable de la Hongrie rend absolument nécessaire pour les 40 à 50 prochaines années la conduite d'une politique démographique à long terme comme partie intégrante de la politique sociale.

b. PETRIK, Fenenc – « The family and family law ». *The New Hungarian Quarterly* 28 (106), été 87 : 36-48 ; bibliogr.
Il existe en Hongrie une crise du mariage et de la vie familiale avec pour conséquence de graves problèmes concernant les enfants, les conjoints ou les biens. Dans ce contexte, il est intéressant de passer en revue les éléments essentiels du droit de la famille.

4836. SZAKOLCZAI, György et al. – « The dependence of the Hungarian economy on the world economy : facts and consequences ». *Soviet and Eastern European Foreign Trade* 23 (1), print. 87 : 54-88 ; tabl., graph.

Les succès économiques de la Hongrie avaient été déterminés presque exclusivement par les développements sur le marché international, qui lui a offert la possibilité d'exporter. Mais, face aux déséquilibres extérieurs et à ses propres difficultés, la Hongrie ne peut lutter que par une politique de déflation et de réduction de ses importations. (Traduit de *Gazdasag* (3), 1983).

Inde

Voir aussi : n° 4686, 4887, 4929

4837. TELLIS, Ashley J. – « India's naval expansion : reflections on history and strategy ». *Comparative Strategy* 6 (2), 1987 : 185-219.

Les forces navales de l'Inde sont engagées sur la voie d'une formidable expansion. Ce développement est ancré dans une tradition navale historique en Inde. La séparation du Pakistan a mis fin aux divergences entre les deux pays sur la stratégie navale à adopter. Mais de trop importants investissements navals risquent d'être dangereux pour l'économie indienne.

4838. YADAVA, Jaswant Singh – « Communication et construction navale : l'expérience de l'Inde ». *Tiers-Monde* 28 (111), sept. 87 : 627-641.

La ferveur pour l'informatisation et la modernisation dans différents secteurs de l'économie augure bien d'une rapide expansion de ces technologies qui offrent de grandes possibilités pour rendre la communication et les processus du développement plus participatifs et plus signifiants.

Institutions et vie politiques

4839. Les problèmes ethniques

a. CORBRIDGE, Stuart – « Perversity and ethnoregionalism in tribal India : the politics of the Jharkhand ». *Political Geography Quarterly* 6 (3), juil. 87 : 225-240 ; graph., carte ; bibliogr.

L'ethnorégionalisme des Jhakhandi dans le Nord de l'Inde est une réponse rationnelle aux avantages et aux inconvénients de la politique de l'administration indienne à l'égard des communautés tribales. L'autorité centrale a reconnu que les tribus constituaient une entité politique distincte, mais elle n'a pas su répondre à leurs aspirations.

b. SINGH, B.P. – « North East India : demography, culture and identity crisis ». *Modern Asian Studies* 21 (2), avr. 87 : 257-282 ; tabl.

La partie nord-orientale de l'Inde, située autour de la vallée du Brahmaputre au nord du Bangladesh qui représente 8 % de la superficie du pays et compte environ 26 millions d'habitants se distingue par une diversité ethnique, religieuse et linguistique ; l'arrivée de nombreux immigrants depuis le 19e siècle a aggravé les conflits inter-ethniques et multiplié par six la population entre 1901 et 1981, provoquant aussi une crise d'identité parmi les habitants qui met en péril les structures du pouvoir politique local.

4840. OM-VEDT, Gail – « India's green movements ». *Race and Class* 28 (4) print. 87 : 29-38.

En 1973 prenait forme un mouvement vert indien. Formé de paysans, ce mouvement critique la politique d'indépendance nationale, le bien-fondé du positivisme technologique et la pertinence de la permanence du modèle agricole traditionnel en Inde. Il commence, par ailleurs, à formuler de nouveaux modèles socialistes.

4841. PADMANABHAN, V.K. – « Communist Parties in Tamil Nadu ». *The Indian Journal of Political Science* 48 (2), juin 87 : 225-250.

Le mouvement communiste dans l'Etat de Tamil Nadu, en Inde méridionale, a été le produit d'influences extérieures et de réponses locales. Parmi les facteurs décisifs dans son évolution, il faut souligner les dilemmes du nationalisme indien face à la guerre mondiale, puis l'attitude à adopter face au gouvernement de l'Inde indépendante et face aux deux grandes puissances du communisme, l'aggression de la Chine contre l'Inde en 1962 aggravant les divisions du mouvement et donnant lieu à la sécession du groupe prochinois.

Questions sociales

Voir aussi : n° 4958, 4995

4842. BHATTACHERJEE, Debashish – « Union-type effects on bargaining outcomes in Indian manufacturing ». *British Journal of Industrial Relations* 25 (2), juil. 87 : 247-266 ; tabl. ; bibliogr.

L'analyse des luttes syndicales dans l'ouest de l'Inde fait apparaître des corrélations entre le type de syndicat et l'importance des bénéfices obtenus par l'action collective. Les syndicats d'entreprise, indépendants des partis politiques, semblent être plus efficaces dans l'obtention d'améliorations pour les travailleurs que ceux qui sont affiliés à des fédérations et en général liés à l'un des partis politiques établis.

4843. HELWEG, A.W. – « Why leave India for America ? A case study approach to understanding migrant behaviour ». *International Migration* 25 (2), juin 87 : 165-178 ; bibliogr. ; résumés en français et en espagnol.

Contrairement au portrait du migrant qui a alimenté la machine industrielle américaine, à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, l'Indien qui, aujourd'hui, quitte l'Inde pour les Etats-Unis est en général un cadre très qualifié qui part pour gagner quelque chose, généralement une amélioration d'ordre économique, et, qui, parfois, revient en Inde.

4844. HEUZE, Gérard – « Les deux classes ouvrières du " Pays d'entre les deux rivières " ». *Annales. Economies. Sociétés. Civilisations* 42 (2), avr. 87 : 265-281.

Les mines de charbon du bassin de Dhanbad, situé dans l'Etat oriental du Bihar sont caractéristiques de la coexistence de deux classes ouvrières distinctes. Tandis que la nationalisation des charbonnages en 1971-73 entrainait une stabilisation et une amélioration du statut et des conditions de travail des travailleurs permanents, elle créait également un flux d'embauche pour les journaliers immigrants. Malgré des disparités statutaires importantes, l'absence de clivages sociaux, due au maintien de visions unitaristes anciennes, est remarquable.

4845. ROUYER, Alwyn R. – Political capacity and the decline of fertility in India ». *American Political Science Review* 81 (2), juin 87 : 453-470 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Quinze Etats indiens ont été choisis pour tester une modélisation des facteurs influençant le taux de fécondité. Il apparaît, compte tenu du contexte économique indien, que ce sont les données politiques, plus qu'économiques, qui sont les plus déterminantes.

Irak

4846. La guerre Iran-Irak

a. BRAUN, Ursula – « The Iran-Iraq War : its regional and international dynamics ». *Orient* 27 (4), déc. 86 : 606-628 ; bibliogr.
Contrairement à de nombreuses autres guerres du Tiers-Monde, celle qui oppose depuis 1980 l'Iran et l'Irak n'est pas une confrontation des grandes puissances par pions interposés, mais un conflit local complexe que les superpuissances peuvent contribuer à faire durer mais non arrêter. Parmi les causes profondes, les conflits religieux et ethniques, ainsi que la rivalité historique entre Persans et Arabes jouent les rôles centraux, et l'on ne voit guère encore une solution à cet affrontement désastreux qui a fait reculer les deux belligérants d'au moins deux décennies chacun.

b. McNAUGHER, Thomas L. – « The Iran-Iraq war : slouching toward catastrophe ? » *Middle East Review* 19 (4), été 87 : 5-16.
Depuis 1983, la guerre irako-iranienne semble se dérouler suivant le même scénario chaque année. Les attaques aériennes irakiennes contrebalancent les offensives terrestres iraniennes et la situation de pat se poursuit. Cependant, depuis un an, le rapport des forces semble pencher du côté de l'Iran qui a su mener une campagne stratégique habile, exerçant des pressions sur l'Irak et ses principaux bailleurs de fonds.

4847. PERDIKIS, Nicholas ; SALUOM, Hassan – « An analysis of the error between forecast and actual expenditure in the budgetary system of Iraq, 1961-1980 ». *International Journal of Middle East Studies* 19 (2), mai 87 : 131-153 ; tabl., graph.

De 1960 à 1980, on observe une différence systématique entre les dépenses gouvernementales estimées et effectives en Irak, les premières étant presque toujours supérieures aux secondes. Loin d'être la conséquence d'une politique de restriction, cette différence est le résultat d'estimations peu précises des coûts des projets, de goulots d'étranglement structurels dans l'ordonnancement des dépenses en cours et des prévisions incorrectes d'inflation.

Iran

4848. DARINSO, Fatemah Samadzadeh – « Die Islamisierung des Schulsystems der Islamischen Republik Iran (L'islamisation du système scolaire de la République islamique d'Iran). *Orient* 27 (3 et 4) sept. et déc. 86 : 450-462 et 629-641 ; résumés en anglais.

L'islamisation du système scolaire dans l'Iran de Khomeini a commencé par l'éloignement du personnel enseignant favorable au régime renversé et par la modification des manuels. Par la suite, on s'est orienté vers une véritable révolution culturelle visant à adapter le système scolaire totalement aux préceptes des autorités religieuses, ce qui a entraîné une campagne de dénonciation contre les éléments douteux dont un nombre inconnu a été exécuté par la justice révolutionnaire.

4849. HOVEYDA, Fereydoun – « La planète des mollahs ». *Revue des deux mondes (1982)* (9), sept. 87 : 536-550.

Le déclenchement de la guerre par l'Irak a permis de mobiliser la quasi-totalité des Iraniens sur la base du sentiment national, de mettre en place une économie d'austérité et de renforcer la censure et la répression. Le vrai problème des mollahs, c'est qu'ils vivent au XIIe siècle et s'accrochent au pouvoir par tous les moyens. Mais l'intégrisme finira par céder et le Khomeynisme par s'effondrer.

4850. MIYATA, Osamu – « The Tudeh military network during the oil nationalization period ». *Middle Eastern Studies* 23 (3), juil. 87 : 313-328.

Par son organisation efficace et ses activités de propagande, de renseignement et de préparation à la lutte armée, le Réseau militaire Toudeh, créé en 1949,

contribua incontestablement à protéger et renforcer le Parti Toudeh en Iran dans la période de nationalisation du pétrole (1951-53). Mais, mal implanté dans la paysannerie, le Réseau militaire ne put échapper à la politique répressive du Shah et fut démantelé sans merci en 1954.

4851. GASIOROWSKI, Mark J. – « The 1953 coup d'Etat in Iran ». *International Journal of Middle East Studies* 19 (3), août 87 : 261-286.

Des archives diplomatiques rendues publiques récemment ont permis d'apporter des précisions au récit du déroulement du coup d'Etat de 1953 en Iran, qui a été parrainé par les Etats-Unis. Entre autres, elles révèlent que la Grande-Bretagne avait essayé, dans la période qui a précédé le coup d'Etat, d'évincer Mosaddeq.

Israël

Voir aussi : n° 4622, 4831, 4988, 4990

4852. DEUTSCH, Jean-Raphaël – « Les Juifs et les actions terroristes ». *Combat pour la diaspora* (20), 2e trim. 87 : 25-41.

Héritier de l'action des Zélotes et des Juifs d'URSS, le terrorisme juif en Palestine puis en Israël s'est rapidement développé, surtout dans les années 1980. Il prend trois formes différentes : actions de représailles, actions fondées sur des motivations religieuses, attentats liés à une stratégie politique hostile à toute coexistence avec les Arabes. Les nouveaux sicaires, qui s'appuient sur le fondamentalisme religieux pour pratiquer le terrorisme, remettent en même temps en cause les fondements de l'Etat juif.

4853. DEVERNOIS, Guy – « Israël et l'Afrique ». *Défense nationale* 43, juin et juil. 87 : 131-141 et 123-135 ; tabl.

Les relations diplomatiques entre Israël et l'Afrique se divisent en trois phases : la première avant la guerre du Kippour en 1973 est marquée par la bonne entente ; après 1973 les relations diplomatiques sont rompues bien que subsistent certaines relations économiques ; enfin, depuis les accords de Camp David (mars 1979), de nouvelles perspectives s'ouvrent sur une nouvelle coopération.

4854. KELLER, Adam – « Social divisions and political paradoxes in Israel ». *New Politics* 1 (2 et 3), hiv. et été 87 : 97-117 et 173-192.

L'Etat d'Israël présente le paradoxe d'être une démocratie de type occidental dans ses frontières et d'imposer, dans les territoires occupés, un régime de force à une population arabe avec un gouvernement militaire détenant les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Par ailleurs l'idéologie des années 50, d'un melting pot mettant fin à la diaspora, n'a pas résisté longtemps à l'arrivée, plus tardive, des Juifs d'Afrique du Nord : les Sepharadim, qui restent l'objet de mépris et de discrimination de la part des Ashkenazim. Cette division sociale s'étend au politique, tant à l'intérieur des partis que sur des prises de position nationales et explique le succès de mouvements d'extrême droite comme celui de Kahane.

4855. LORCH, Netanel – « The Knesset and Israel's foreign relations ». *The Jerusalem Journal of International Relations* 9 (2), juin 87 : 117-132 ; bibliogr.

Le parlement israélien a, par une loi, délégué au gouvernement le pouvoir de décider de la politique étrangère du pays, de signer et de ratifier les traités. Toutefois, le parlement peut ouvrir un débat une fois que les décisions nécessaires sont prises, permettant ainsi aux députés, notamment à ceux de l'opposition, ainsi qu'à l'opinion publique nationale et internationale, de connaître l'opinion de tous les représentants du peuple.

4856. Mc GUIRE, Martin C. – « Foreign assistance, investment, and defense : a methodological study with an application to Israel, 1960-1979 ». *Economic Development and Cultural Change* 35 (4), juil. 87 : 847-873 ; tabl., graph.

L'aide militaire américaine à Israël provoque un léger stimulus indirect à l'investissement par l'intermédiaire de la complémentarité entre ce dernier et la défense. En outre, elle permet de ne pas alourdir les taxes du secteur privé israélien et, par voie de conséquence, de renforcer la formation de capital.

4857. SOEN, Dan ; SCHMUEL, Aharon – « The Israeli Bedouin : political organisation at the national level ». *Middle Eastern Studies* 23 (3), juil. 87 : 329-347 ; tabl., graph.

L'instauration de l'Etat hébreu et la modernisation des structures économiques et sociales ont entraîné des changements considérables dans la vie des Bédouins d'Israël. Le tribalisme disparaît progressivement et ne se maintient plus que dans leur culture politique. Dans leur comportement électoral, ces changements se traduisent, à côté de la persistance d'un vote tribal, par une baisse du soutien aux partis au pouvoir.

Italie

4858. CAPECCHI, Vittorio – « Formation professionnelle et petite entreprise : le développement industriel à spécialisation flexible en Emilie-Romagne ». *Formation-emploi* (19), sept. 87 : 3-18 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en allemand.

En Italie, l'Emilie-Romagne est caractérisée par un réseau de PME, spécialisées dans la production de petites séries « flexibles ». Ce type d'entreprise a apporté des solutions originales aux problèmes de relations entre entreprises, de transferts de technologie et de formation professionnelle des ouvriers. Face à la concurrence prévisible des grandes entreprises, pour ce type de production, la formation professionnelle et les solutions proposées dans le cadre de la politique régionale italienne seront des éléments décisifs.

4859. CASELLI, Paola ; SIGNORINI, Luigi – « Interscambio con l'estero e struttura produttiva : elementi per un'analisi integrata ». *Rivista di politica economica* 77 (6), juin 87 : 641-678 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Si l'on exclut les secteurs de l'énergie et de l'agro-alimentaire dans lesquels l'Italie possède intrinsèquement de faibles ressources naturelles, l'Italie se caractérise, dans l'étude de la pénétration des importations en comparaison avec la capacité productive interne, par l'existence de deux secteurs – matériel de bureau et véhicules automobiles – où l'expansion de la base productive a influé négativement sur la balance commerciale, sans que ce phénomène soit lié à la déspécialisation ricardienne.

4860. D'ORTA, Carlo – « Ambiente a danno ambientale : dalla guiurisprudenza della Corte dei conti alla legge sul ministero dell'ambiente ». *Rivista trimestrale di diritto pubblico* (1), 1987 : 60-111.

La loi du 8 juillet 1986 instaurant en Italie un ministère de l'Environnement fait également de l'Etat le bénéficiaire des dommages et intérêts en cas de préjudice à l'environnement. Elle sanctionne ainsi la reconnaissance de l'environnement comme bien unique et met un terme à une abondante jurisprudence de la Cour des comptes.

4861. SODANO, Valeria – « Un tentativo di interpretazione delle disparità regionali nella crescita dell'agricoltura italiana nel ventennio 1960-1980 ». *Rivista di economia agraria* 42 (1), mars 87 : 23-54 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'analyse des disparités régionales dans la production agricole italienne entre 1960 et 1980 à l'aide de la « constant market shares analysis » permet d'individualiser des facteurs expliquant le développement de certaines régions dans les années 60 (faible exode rural, faibles revenus, régions de plaine) mais s'avère inadéquate méthodologiquement pour les années 80.

Institutions et vie politiques

4862. « Après les élections de juin ». *Lutte de classe* (11), 19 sept. 87 : 1-17.

Deux articles dressant un bilan des élections de juin 1987 en Italie : tandis que le recul du PCI (de 29,9 % des voix en 1983 à 26,6 %) particulièrement sensible dans ses traditionnels bastions du Nord, exprime la division des dirigeants et la démobilisation des travailleurs face à son orientation social-démocrate, l'extrême-gauche représentée par Democrazia proletaria gagne un siège. Sa position proche de celle du PCI et les positions absentionnistes de nombreux autres groupes ont

donc enlevé aux travailleurs italiens toute opportunité de choix pour une liste se réclamant ouvertement de la lutte des classes.

4863. CASSESE, Sabino – « Giudice amministrativo e amministrazione ». *Rivista trimestrale di diritto pubblico* (1), 1987 : 113-123 ; bibliogr.

Quelle est l'influence de la justice administrative sur le fonctionnement de l'administration ? L'augmentation des cas traités, concernant essentiellement la fonction publique, est cause d'une grande lenteur de la procédure italienne ; d'autre part, la justice administrative n'a pas réussi à s'imposer comme défenseur de l'administration face aux autres pouvoirs.

4864. LOMBARDO, Antonio – « Un sistema riformatore per l'amministrazione : normativo, gestionale, organizzativo ». *Rivista trimestrale di scienza dell'amministrazione* 34 (2), juin 87 : 3-39 ; résumé en anglais.

Objet de discussion depuis 40 années, la réforme de l'administration italienne doit remédier à certains maux chroniques : coût trop élevé au regard de la qualité des services, inadéquation face à l'évolution du système productif. Un diagnostic élaboré en conjuguant théorie des organisations, rapports avec le système politique, contraintes règlementaires et risques de fracture sociale, permet de présenter un projet de réforme visant à adapter la fonction publique aux exigences de la société postindustrielle et éviter la rupture entre « garantis » et « non-garantis ». Dans ce but, le projet de loi adopté en avril 1986, permettant l'auto-réorganisation des ministères, constitue un pas en avant, qui doit être complété par une homogénéisation des services et un assouplissement des procédures de recrutement.

4865. SPANDONARO, Manlio – « Problemi di politica del personale, linee di tendenza, ipotesi di lavoro, possibili soluzioni ». *Previdenza sociale* 43 (3), juin 87 : 591-621 ; résumés en français, en anglais, en allemand et en espagnol.

Comment fonctionne un grand organisme public en Italie ? L'exemple de l'INPS (Institut national de la prévoyance sociale) permet de saisir la classification des postes de travail et l'agrégation des profils professionnels du personnel dans un grand organisme en cours de rénovation, où l'activité de formation et les rapports syndicaux sont particulièrement développés.

Questions sociales

4866. GOLINI, Antonio – « Famille et ménage dans l'Italie récente ». *Population* 42 (415), oct. 87 : 699-714 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Comme ses voisins européens, l'Italie entre dans une phase de changements familiaux rapides et l'on observe la chute du nombre de mariages et l'apparition de l'union libre. Mais l'attachement plus fort aux valeurs familiales classiques reste marqué par un plus faible taux de divorce, la rareté de la cohabitation prénuptiale et une très petite proportion de naissances hors mariage.

4867. PUGLIESE, Enrico – « Unemployment and Cassa integrazione in Campania ». *Journal of Regional Policy* 7 (1), mars 87 : 131-144 ;

La région de Companie représente à peine 6 % de l'emploi manufacturier italien, mais presque 12 % du total national d'heures payées par la Cassa integrazione Guadagni aux ouvriers en chômage temporaire ou partiel. Cette situation de chômage et de sous-emploi très répandue correspond à une multitude de situations individuelles particulières auxquelles l'offre d'emplois devrait s'efforcer de mieux s'adapter.

Japon

Voir aussi : n° 4252, 4500, 4599, 4877, 4923, 5043, 5055

4868. Les relations économiques avec la CEE

a. CURZON, Gérard ; CURZON, Victoria – « Follies in the European trade relations with Japan ». *The World Economy* 10 (2), juin 87 : 155-176 ; tabl.

Par la formidable multiplication de ses échanges commerciaux, le Japon a fait une entrée en force sur le marché européen. En réaction à cet assaut, les Européens dressent des barrières non-économiques devant les Japonais. Le GATT est souvent

mal respecté et surtout les relations nippo-européennes constituent un bien mauvais exemple pour le commerce mondial.

b. LE LIEVRE, Lucien R. ; HOUBEN, Luc G. – « EEC versus Japan : the Community's legal weapons ». *Common Market Law Review* 24 (3), aut. 87 : 427-455.

On peut se demander si la Communauté dispose vraiment d'armes de droit efficaces dans la lutte qu'elle mène pour réduire son déficit commercial avec le Japon. Etant elle-même liée par ses propres règles de libre-concurrence et de non-discrimination et par les règles du GATT, la Communauté doit prévoir quel risquerait d'être le résultat d'un recours devant le GATT si elle prenait des mesures considérées comme excessives.

4869. JOHANSSON, Ryan S. ; MOSK, Carl – « Exposure resistance and life expectancy : disease and death during the economic development of Japan 1900-1960 ». *Population Studies* 41 (2), juil. 87 : 207-235 ; tabl., graph.

Pays très pauvre et essentiellement rural en 1900, le Japon est devenu une puissance économique où l'espérance de vie est au niveau de celle des plus riches pays occidentaux. Les progrès réalisés dans le domaine de la santé ont été rendus possibles par le boom économique de l'après-guerre et les énormes investissements en matière de santé publique.

4870. HOOK, Glenn D. – « Evolution of the anti-nuclear discourse in Japan ». *Current Research on Peace and Violence* 10 (1), 1987 : 32-43 ; bibliogr.

L'étude structurelle du discours antinucléaire du Japon montre que le point de vue de la victime a été adopté. Il apparaît également que l'opinion publique reste farouchement opposée aux armes nucleaires, ce qui constitue un obstacle pour le gouvernement japonais dans ses relations avec les Etats-Unis.

4871. SEIZELET, Eric – « Le statut des symboles de la souveraineté étatique. Le drapeau et l'hymne national en droit japonais ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (4), août 87 : 957-993 ; tabl.

Le drapeau et l'hymne national, signes distinctifs de la souveraineté et de l'indépendance d'un Etat, sont l'objet, au Japon, de prises de positions diverses quant à leur statut et à leur signification symbolique. La politisation de la controverse correspond au clivage entre les conservateurs, au pouvoir et les progressistes, attachés au maintien de la Constitution libérale de 1947.

4872. VERA, José M. de – « Journaux géants au Japon ». *Projet* (207), oct. 87 : 59-66.

Un taux d'alphabétisation très poussée (99,9 %) et la distribution à domicile des journaux font des Japonais de grands lecteurs de presse. Trois géants dominent le marché, 25 millions de Japonais sont abonnés aux cinq journaux nationaux dont la neutralité, l'objectivité et l'impartialité constituent les piliers.

Liberia

4873. TIPOTEH, Togba Nah – « Crisis in the Liberian economy 1980-1985 : the role of endogenous variables ». *Liberian Studies Journal* 11 (2), 1986 : 125-143 ; tabl. ; bibliogr.

Alors que le gouvernement au pouvoir depuis 1980 avait prôné au Liberia croissance et développement, la crise économique a persisté. Les variables exogènes continuent à avoir un rôle déterminant dans cette crise. Cependant, les mesures du gouvernement libérian constituent des éléments endogènes à l'impact récessif sur l'investissement et la croissance.

4874. KOLLEHLON, Konia T. – « Migration and fertility : the case of Liberian women ». *Liberian Studies Journal* 11 (2), 1986 : 97-116 ; tabl. ; biliogr.

Une étude statistique menée au Liberia montre qu'il n'existe quasiment aucune différence dans la fécondité des femmes migrantes et des femmes non migrantes. Le Liberia constitue donc un cas particulier où la migration est sans influence sur la natalité.

4875. NEUFVILLE, Miedi -Himie et al. – « The evolution of energy planning in Liberia ». *Energy Systems and Policy* 10 (2), 1987 : 149-166 ; tabl. ; bibliogr.

C'est avec la création en 1980 de la Commission nationale de l'énergie que la planification dans le domaine de l'énergie a vu le jour au Liberia. Dès 1985, les résultats de cette expérience étaient encourageants. Elle devrait servir de leçon aux autres PVD ainsi qu'aux institutions internationales.

Malaisie

Voir aussi : n° 4681, 5036

4876. CHAN-ONN FONG – « Population development program implementation : the Malaysian experience ». *Economic Development and Cultural Change* 35 (3), avr. 87 : 539-560 ; tabl.

Une politique de développement démographique a été introduite en 1966 en Malaisie, avec la création du Bureau du Planning familial. Le défi à relever consistait dans l'intégration des ethnies de cette population multiraciale. L'objectif fut atteint grâce au planning familial et au développement des services sociaux.

4877. MACHADO, Kit G. – « Malaysian cultural relations with Japan and South Korea in the 1980s : looking East ». *Asian Survey* 27 (6), juin 87 : 638-660.

Le Premier ministre de Malaisie a défini comme priorité à sa politique de développement l'intensification des relations avec le Japon et la Corée dans un programme tant culturel qu'économique de « Look East, Policy ». Si cette politique s'est concrétisée par des programmes de formation japonais et sud-coréens en Malaisie, Mahalir est cependant déçu par l'indifférence de ses partenaires.

4878. WARR, Peter G. – « Malaysia's industrial enclaves : benefits and costs ». *The Developing Economies* 25 (1), mars 87 : 30-55 ; tabl. ; bibliogr.

En 1982, les zones de libre-échange de la Malaisie ont réalisé plus de la moitié des exportations de produits manufacturés du pays. Créées en 1971, ces zones ont, de plus, l'avantage d'absorber efficacement la main-d'œuvre sans formation du pays.

Mexique

Voir aussi : n° 4830

4879. BALL, Michael ; CONNOLLY, Priscilla – « Capital accumulation in the Mexican construction industry, 1930-82 ». *International Journal of Urban and Regional Research* 11 (2), juin 87 : 153-171 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en espagnol, en français et en allemand.

Pour le Mexique, le secteur de la construction constitue l'un des piliers de son développement économique. Les entreprises de ce secteur sont jusqu'à présent restées à l'écart des capitaux étrangers ; elles manifestent au contraire une certaine agressivité dans le reste de l'Amérique latine. Cette prédominance des capitaux nationaux est due aux liens entre l'Etat et le secteur de la construction.

4880. GOMEZ MONT, Carmen – « Micro-ordinateur et éducation au Mexique ; une analyse dans un contexte de crise ». *Tiers Monde* 28 (111), sept. 87 : 567-575.

L'introduction des micro-ordinateurs dans l'éducation a placé le Mexique en situation de dépendance par rapport aux Etats-Unis et a été mise en place principalement par des groupes privés. Cependant recemment certaines expériences pilotes ont permis de formuler une politique éducative nationale en matière d'informatique.

4881. MARES, David R. – « Mexico's challenges : sovereignty and national autonomy under interdependence ». *Third World Quarterly* 9 (3), juil. 87 : 788-803.

Les termes du débat sur la stratégie de développement économique du Mexique se concentrent depuis 1982 sur les moyens par lesquels une plus grande intégration à l'ordre économique international pourrait permettre de défendre la souveraineté nationale. Le Mexique doit à cet égard faire un double choix : celui d'une stratégie qui garantisse la souveraineté et l'autonomie dans un monde interdépendant, celui d'une politique qui permette les évolutions structurelles nécessaires à des coûts sociaux supportables.

4882. VARLEY, Ann – « The relationship between tenure legalization and housing improvements : evidence from Mexico City ». *Development and Change* 18 (3), juil. 87 : 463-481 ; tabl. ; bibliogr.

Selon de nombreux auteurs, la légalisation de la propriété de terrains urbains, en augmentant la sécurité des populations marginales ayant envahi ces terrains sans posséder pour cela le titre légal, contribue fortement à inciter ces résidents à améliorer leurs résidences. L'analyse des réalités urbaines de Mexico montre cependant qu'il ne faut pas exagérer l'importance de la légalisation formelle, car d'autres facteurs comme l'installation de services urbains jouent également un rôle considérable.

Nouvelle-Zélande

4883. BROSNAN, Peter – « Maori occupational segregation ». *The Australian & New Zealand Journal of Sociology* 23 (1), mars 87 : 89-103 ; tabl. ; bibliogr.

Les Maoris, aborigènes de la Nouvelle-Zélande, se concentrent dans les activités professionnelles les moins bien payées, en bas de l'échelle sociale du pays. Contrairement aux conclusions de certains chercheurs, cette ségrégation semble plutôt aller en s'approfondissant. Pour renverser la tendance, il faudrait intensifier les efforts en matière d'éducation et agir aussi sur les préjugés courants parmi les employeurs.

4884. GRAHAM, Kennedy – « New Zealand's non-nuclear policy : towards global security ». *Alternatives* 12 (2), avr. 87 : 217-242 ; bibliogr.

L'attitude antinucléaire adoptée par la Nouvelle-Zélande ces dernières années est une réponse aux changements de l'environnement stratégique de la fin du siècle. Elle constitue un tournant radical dans la doctrine de défense d'un petit allié de l'Ouest, et a souvent été mal comprise par les acteurs internationaux.

4885. HOLLAND, Martin – « New Zealand's relations with Africa. The changing foreign policy of a small State ». *The Round Table* (303), juil. 87 : 343-360 ; tabl.

Avant 1985, les rapports avec l'Afrique figuraient au bas de l'échelle des priorités de la politique internationale de la Nouvelle-Zélande. Mais le désir du gouvernement socialiste de voir son pays jouer un rôle plus important dans les affaires du monde, ainsi que des considérations d'ordre commercial et la nécessité de se déterminer plus clairement face au problème de l'apartheid, ont conduit la Nouvelle-Zélande à accorder une importance accrue à sa politique africaine.

Pakistan

Voir aussi : n° 3198, 3591, 4958, 4959

4886. HASSAN, Riaz – « Religion, society and State in Pakistan : Pirs and politics ». *Asian Survey* 27 (5), mai 87 : 552-565.

L'histoire de l'implantation musulmane au Pakistan explique le développement de l'Islam populaire fondé sur les Khangahs, organisation socio-religieuse et la relation pir-murid : maître-disciple. La prédominance de cet Islam populaire contre lequel luttent les Ulema défenseurs d'une tradition puriste a profondément marqué le régime pakistanais.

4887. JALAL, Ayesha – « India's partition and the defence of Pakistan : an historical perspective ». *The Journal of Imperial and Commonwealth History* 15 (3), mai 87 : 289-310.

Le désir des Etats-Unis d'arriver à un arrangement sur la défense collective dans le Sud asiatique se heurte régulièrement à l'hostilité qui existe entre le Pakistan et l'Inde depuis la proclamation de leur indépendance, en 1947. En raison des conséquences stratégiques et économiques de sa création auxquelles sont venues s'ajouter les dissensions politiques endémiques et la méfiance envers l'Inde, le Pakistan s'est tourné vers les Etats-Unis et l'Occident.

4888. KRIEGER-KRYNICKI, Annie – « Pakistan des années 1986-87 : renaissance de la démocratie ; recherche de l'identification nationale ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (153), été 87 : 54-67.

Malgré les menaces de guerre, les conflits ethniques, une situation politique troublée marquée par l'échec de Benazir Bhutto à mobiliser le pays, la désunion des partis, le souci lancinant des Pakistanais est celui de leur identité et de leur unité nationale. Dans le processus de démocratisation engagé, le président Zia après avoir tenté de ressouder les ethnies au sein d'un " Ummah ", se tourne maintenant vers les intellectuels.

4889. NEWBERG, Paula R. – « Pakistan's troubled landscape ». *World Policy Journal* 4 (2), print. 87 : 313-331.

Avec près de trois millions de réfugiés afghans sur le territoire, la vie politique est quelque peu bousculée au Pakistan. Les Etats-Unis sont également responsables de ces graves perturbations. Entre juillet 1977 et janvier 1986, le régime de la loi martiale a confié le pouvoir à des militaires. Les Etats-Unis ne peuvent mettre un terme à leur aide au Pakistan mais ils doivent en renégocier les termes.

Pérou

4890. CIUDAD REYNAUD, Adolfo – « Les relations professionnelles au Pérou : dans l'attente du changement ». *Revue internationale du travail* 126 (4), août 87 : 513-523.

Le système de relations du travail tel qu'il existe dans ce pays doit être modifié : l'émiettement des syndicats, l'exacerbation de la " micro-conflictualité ", le fait que les négociations se passent au niveau du seul établissement et le caractère inadéquat et inique du droit de grève entravent le progrès social et démocratique du Pérou.

4891. CRABTREE, John – « The consolidation of Alan Garcia's government in Peru ». *Third World Quarterly* 9 (3), juil. 87 : 804-824 ; tabl.

Après un an et demi de gouvernement, le président Alan Garcia a non seulement montré sa capacité à survivre politiquement et à régler certains des problèmes du Pérou, mais il a su construire une puissante machine politique qu'il contrôle fermement. Il a pour cela utilisé la popularité dont il bénéficie dans l'opinion publique pour renforcer la position du parti dominant, l'APRA, en élargissant ses assises politiques, et nouant des liens avec les milieux d'affaires et en cherchant un modus vivendi avec l'armée.

4892. DIETZ, Henry A. ; GOODMAN, Michael J. – « An empirical analysis of preferences in the 1983 multicandidate Peruvian mayoral election ». *American Journal of Political Science* 31 (2), mai 87 : 281-295 ; tabl. ; bibliogr.

Analyse des élections municipales à Lima en 1983 dans lesquelles s'affrontaient quatre candidats.

Pologne

Voir aussi : n° 4084, 4980, 4982

4893. CIESLA, Stanislaw – « Sozial-räumliche Differenzierung in der gegenwärtigen polnischen Gesellschaft » (La différenciation sociale et spatiale de la société polonaise actuelle). *Jahrbuch für christliche Sozialwissenschaften* 28, 1987 : 297-311.

L'urbanisation accélérée de la Pologne contemporaine a fait passer la population urbaine de 8 à 22 millions d'habitants depuis 1945, mais celle des campagnes

est restée à un niveau stable d'environ 15 millions pendant cette période. De fortes inégalités sociales subsistent entre les campagnes et les villes et suivant la dimension des villes.

4894. CZARNIAWSKA-JEORGES, Barbara – « Control processes in declining organizations : the Polish economy, 1971-1981 ». *Organization Studies* (2), 1987 : 149-168 ; graph. ; bibliogr.

De 1971 à 1981, la centralisation du contrôle de l'économie polonaise a été renforcée, ce qui traduit une réaction défensive des organes dirigeants face à une période de déclin alors que la réaction inverse (relâchement du contrôle) aurait été plus fonctionnelle.

4895. GROSFELD, Irena – « Modeling planner's investment behavior : Poland, 1956-1981 ». *Journal of Comparative Economics* 11 (2), juin 87 : 180-191 ; tabl. ; bibliogr.

Des données couvrant la période 1956/1981 montrent que l'investisseur polonais marque un temps de retard avant de prendre en compte les déséquilibres économiques. Les ajustements sont alors effectués de manière brutale. De fortes tensions extérieures sont nécessaires pour susciter chez l'investisseur polonais une réaction immédiate.

4896. JARUZELSKI, W. – « K novym gorizontam » (Vers de nouveaux horizons). *Kommunist (Moskva)* (11), juil. 87 : 59-73.

L'expérience passée de la Pologne confirme la justesse des idées de M. Gorbatchev sur la nécessité des changements, et les nouvelles tendances novatrices de développement de l'URSS sont perçues par le POUP comme une impulsion révolutionnaire d'importance historique ; le POUP paye un prix élevé pour avoir freiné les réformes indispensables à la Pologne : négligence des problèmes accumulés, conservatisme, bureaucratie, infractions à la démocratie ont affaibli les liens avec les masses.

4897. MICHALSKI, Franek – « Conversations with the Polish underground ». *New Politics* 1 (2), hiv. 87 : 131-150.

L'opposition en Pologne ne se limite plus à Solidarité et s'organise actuellement en groupes politiques qui interfèrent les uns avec les autres de différentes manières : syndicalisme d'usines, imprimeries clandestines, manifestations de rues, distribution d'une culture indépendante.

Portugal

4898. CAIRE, Guy – « Naissance d'un système de relations professionnelles : le Portugal après avril 1974 ». *Travail et société* 12 (2), mai 87 : 367-386 ; tabl. ; bibliogr.

Le système de relations professionnelles portugais est loin d'être stabilisé, comme en témoignent les nombreux projets de loi en cours de discussion. On peu toutefois distinguer trois niveaux d'évolution du système : le niveau traditionnaliste hérité de Salazar et qui entraîne lourdeurs et rejets ; le deuxième niveau, quasiment révolutionnaire, provoque de vives tensions sociales ; enfin, le troisième, moderniste, intègre le pays dans la CEE par un modèle de type plus anglo-saxon que latin.

4899. DENIS, Jacques – « " Macao " : la précarité au défi des siècles ». *Les cahiers d'Outre-Mer* 40 (157), mars 87 : 5-26 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Malgré la précarité de son statut, l'exiguïté de son territoire, la pauvreté de ses ressources et tous les soubresauts de l'histoire, Macao, pendant plus de quatre siècles, a relevé tous les défis. La cité prend aujourd'hui un nouveau visage.

4900. LEWIS, J.R. ; WILLIAMS, A.M. – « Productive decentralization or indigenous growth ? Small manufacturing entreprises and regional development in Central Portugal ». *Regional Studies (New York)* 21 (4), août 87 : 343-361 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en français et allemand.

Les petites entreprises jouent un rôle primordial au sein de l'économie portugaise et ont constitué un élément-clé dans le développement récent de l'activité industrielle loin des noyaux industriels. Cependant, les disparités dans les caractéristiques des entreprises laissent supposer la nécessité d'élaborer davantage de politiques promotionnelles afin de freiner les inégalités intra-régionales.

Sénégal

4901. FALL, Mar – « La question islamique au Sénégal : le regain récent de l'Islam ; la religion contre l'Etat ? » *Présence africaine* (142), 2e trim. 87 : 24-35 ; bibliogr.

Pendant longemps, le contrôle du tissu social a fait du clergé musulman un contre-pouvoir au Sénégal où on constate, à la faveur de la crise actuelle, un regain de ferveur religieuse, y compris chez les intellectuels. Cette montée de l'Islam oblige l'Etat à manipuler le sacré et les différents groupes affirmant leur prétention à le gérer, afin d'assurer le maintien de la paix civile.

4902. MICHELET, Elisabeth – « Bilan d'une application du modèle occidental à la prison sénégalaise ». *Penant* 97 (794), sept. 87 : 215-240.

Pour répondre à la monté de la criminalité et de l'insécurité, le Sénégal n'a malheureusement pas les moyens nécessaires qu'exigerait une réforme pénitentiaire profonde. Il n'empêche qu'il est grand temps de se préoccuper de l'évolution de la population des prisons, de l'organisation des locaux, de la formation des gardiens, du reclassement des détenus etc.

4903. TORREL, Roland ; FRANÇOIS, Geneviève – « Emergence du droit foncier en Afrique noire francophone. Deux exemples : Sénégal et Côte-d'Ivoire ». *Revue française de finances publiques* (19), 1987 : 153-171 ; tabl. ; bibliogr.

Le Sénégal et la Côte-d'Ivoire tentent de remplacer le droit coutumier foncier par un droit moderne prenant en compte les phénomènes d'industrialisation des terres. Souvent difficile, le passage est facilité par les changements de mentalité qui ont permis une individualisation progressive des terres et l'essor démographique.

Suède

Voir aussi : n° 4084, 4962

4904. FEIGE, Edgar L. – « Sweden's underground economy ». *IUI Yearbook* 1987 : 113-128 ; graph. ; bibliogr.

Bien que son évolution ne soit pas facile, on peut estimer que l'économie souterraine suédoise a connu une croissance rapide au cours de ces deux dernières décennies et que les revenus non déclarés représentent actuellement de l'ordre de 12 à 25 % du revenu national. Des analyses empiriques et des simulations économétriques font apparaître qu'une réduction du niveau élevé de l'imposition ferait augmenter à long terme la production en même temps qu'elle diminuerait l'évasion fiscale et qu'elle accroîtrait les ressources disponibles pour les dépenses publiques.

4905. LEIULFSRUD, Håkon ; WOODWARD, Alison – « Women at class crossroads : repudiating conventional theories of family class ». *Sociology* 21 (3), août 87 : 393-412 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Selon une conception toujours très répandue, la position sociale d'une famille est essentiellement déterminée par l'activité professionnelle de l'homme, alors que celle de la femme ne joue qu'un rôle marginal. Une analyse plus précise de données suédoises récentes fait apparaître un tableau tout à fait différent, avec un impact important de l'expérience professionnelle de la femme sur la dynamique de l'unité familiale et sa position dans la société.

4906. SIDANIUS, Jim et al. – « Ideological constraint, political interest and gender : a Swedish American comparison ». *European Journal of Political Research* 15 (4), 1987 : 471-492 ; tabl. ; bibliogr.

Les résultats d'une étude faite entre 1979 et 1984 auprès d'un échantillon d'étudiants suédois et américains révèlent certaines différences dans le comportement, notam-

ment politique et religieux, dues probablement aux environnements culturels différents.

4907. TURNER, Stephen – « The Swedish model : what went wrong ? » *IUI Yearbook* 1987 : 73-84 ; graph. ; bibliogr.

Le modèle suédois a émergé après 1945 comme un compromis politique entre le gouvernement, le mode des affaires et les syndicats pour résoudre les conflits sur la distribution du PNB entre salaires et profits ainsi qu'entre les secteurs de l'économie, et sur les processus d'ajustement structurels. La crise des années 70 a montré les faiblesses du modèle en période de croissance ralentie.

Tchécoslovaquie

4908. « Prague, cité magique ». *Critique* (483-484), sept. 87 : 619-820.

Numéro spécial consacré à la magie de Prague qui, en dépit de son destin mouvementé, reste une capitale culturelle : les grandes figures de Prague depuis le début du siècle, la vie culturelle et les mouvements littéraires et artistiques d'avant-garde.

4909. PYTEL, Josef – « Biotechnologie a výroba potravin v zemědělsko-průmyslovém komplexu » (Les biotechnologies et la production alimentaire dans le complexe agro-industriel). *Plánované hospodárství* (6), 1987 : 66-75.

Le développement des biotechnologies dans le complexe agro-industriel tchécoslovaque avance trop lentement, en dépit d'un certain nombre de préalables favorables. Pour obtenir un effet optimal des innovations biotechnologiques, il est indispensable de procéder à une évaluation complexe de leurs champs d'application et des besoins de chaque secteur concerné.

4910. ZÁMEČNIK, Miroslav – « Menova politika SBCS v 8. petiletce » (La politique monétaire de la Banque d'Etat tchécoslovaque dans le 8e quinquennat). *Planované hospodárstvi* (6), 1987 : 2-11 ; tabl.

Les principes fondamentaux de la politique monétaire menée par la Banque d'Etat tchécoslovaque après 1985 contribuent à rendre plus efficace le rôle de la Banque dans la consolidation des tendances positives de l'économie tchécoslovaque.

Togo

Voir aussi : n° 1822

4911. « Togo authentique ». *Politique africaine* (27), oct. 87 : 2-86 ; résumés en anglais.

Dossier consacré au Togo actuel.

4912. BARBIER, Jean-Claude – « Sokodé, capitale administrative, ou le destin d'une hégémonie au Nord-Togo ». *Revue française d'administration publique* (42), juin 87 : 353-364 ; tabl., cartes ; bibliogr.

L'histoire administrative de Sokodé tend à démontrer que les limites administratives ne sauraient être analysées exclusivement en terme de rationalité et encore moins en terme d'artificialité, même si elles furent créées par une puissance étrangère. Elles manifestent des clivages entre groupes, des stratégies locales et la place privilégiée de certains acteurs sociaux dans l'espace étatique.

4913. CORNEVIN, Robert – « Le Togo : vingtième anniversaire ». *Afrique contemporaine* 26 (142), juin 87 : 41-60 ; carte.

Le bilan du Togo sur le plan politique, économique et social est très encourageant. Il a surmonté les difficultés économiques et peut envisager de nouveaux projets : mise en valeur de nouveaux gisements de phosphates, exploitation du fer de Bangali et nouveau prolongement ferroviaire.

Turquie

4914. « Turkish finance. A bright new star ». *Euromoney* juil. 87 *Supplément* : 31 p. ; tabl., graph.

Dossier : à la veille des élections législatives anticipées, la libéralisation économique lancée par le gouvernement Ozal n'a pas porté tous ses fruits et l'économie reste vulnérable. L'industrie reste dominée par le secteur public, le marché des capitaux n'est pas suffisamment efficace, l'industrie touristique est sous-développée.

4915. EVREN, Kenan – « Ankara : le parti de la modernité ». *Politique internationale* (36), été 87 : 193-201 ; résumés en anglais et en espagnol.

Interrogé par Hélène Da Costa, le président de la République turque fait le point de la situation intérieure et extérieure de son pays. Menacée de déstabilisation par les fondamentalistes et par les communistes, la Turquie a fait le pari de se tourner encore plus vers l'Europe et l'Occident. Voir à la suite, pp. 205-214 : DA COSTA, Hélène : « La Turquie, rempart fragile de l'OTAN ».

4916. MARGULIES, Ronnie ; YILDIZOGLU, Ergin – Stabilità politica e risanamento economico in Turchia ». *Politica internazionale* 15 (6-7), juil. 87 : 19-26 ; tabl. ; bibliogr.

Bien qu'il soit sans doute encore trop tôt pour dresser le bilan du plan d'austérité mis en place en Turquie en 1980, certaines incertitudes quant à son complet achèvement apparaissent. Réduction de l'inflation et augmentation de la production ont certes été obtenues, mais grâce à l'aide financière extérieure et à l'instauration d'un régime militaire que les élections de 1988 pourraient remettre en question.

URSS

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4985

4917. « Internacionalistskaâ sutsocializma » (La nature internationaliste du socialisme ». *Kommunist (Moskva)* (13), sept. 87 : 3-13.

La solution par le socialisme de la question nationale est l'une des grandes conquêtes de la Révolution d'octobre, en URSS, mais elle ne doit pas faire oublier les manifestations de nationalisme, en contradiction avec le patriotisme soviétique, ainsi que tous les éléments de conservatisme qui subsistent dans les relations entre les nations de l'URSS, doivent être abordés sur la base des principes léninistes. La question nationale doit être intégrée dans le processus actuel de démocratisation.

4918. « L'URSS en transparence ». *Les temps modernes* 42 (492-493-494), sept. 87 : 3-494.

Numéro spécial consacré à différents aspects de la société civique et surtout aux mouvements internes qui l'ont toujours secouée souterrainement et qui, aujourd'hui, viennent au jour. Les écrits littéraires sont en majorité dans cette évocation, car ils sont les seuls à pouvoir ruser avec les tabous et à ignorer la « langue de bois ». Une conclusion ressort de ces écrits : les choses bougent en URSS ; la liberté et la démocratisation sont reconnues comme conditions préalables au développement et les auteurs présentés n'hésitent pas à donner une image sans fard de leur pays. Voir notamment : ZASLAVSKAIA, Tatiana : n° 4928.

4919. GRIBANOV, V.P. – « Problemy izmeneniâ osnov graždanskogo zakonodatel'stva soûza SSSR i soûznyh respublik » (Les problèmes de modification des Fondements du droit civil de l'URSS et des Républiques fédérées). *Vestnik moskovskogo Universiteta. Seriâ pravo* (4), août 87 : 30-48.

La décision, prise en août 1986 par le gouvernement, de modifier les fondements du droit civil en URSS se justifie par le fait que ce texte, adopté en 1961, correspondait à un système maintenant dépassé de gestion des processus sociaux et que les modifications apportées en 1981 ne reflètent par l'évolution socio-économique du pays depuis.

4920. KOLESNIKOV, S. ; TÛRIN, N. – « Trudnyj pereval » (Une étape difficile). *Kommunist (Moskva)* (13), sept. 87 : 27-37.

Le plenum du 8.8.1987 du comité de ville du Parti de Moscou s'est avéré tout à fait exceptionnel par les méthodes de travail collectives utilisées, l'ampleur du débat et le caractère constructif des propositions avancées par les participants. Toute l'attention y a été concentrée sur les problèmes les plus aigus de la restructuration à Moscou, les moyens concrets de briser le « mécanisme de freinage » existant.

4921. KOWALEWSKI, David – « Protest militancy in the USSR : when does it work ? » *The Social Science Journal* 24 (2), 1987 : 169-179 ; tabl. ; bibliogr.

Dans les systèmes politiques hégémoniques, comme en URSS, la contestation politique est un combat entre deux parties, le pouvoir et les dissidents, et la force militante des contestataires peut leur faire obtenir des concessions de la part du gouvernement. Etude de 382 manifestations menées en URSS de 1965 à 1978 et des concessions obtenues.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 4682, 4988, 5011, 5018

4922. La politique soviétique en Asie

a. « Afghanistan : l'occupation soviétique ». *GRIP informations* (12), été 87 : 3-35.
Il est maintenant largement admis que l'URSS ne gagnera jamais la guerre qu'elle livre à l'Afghanistan, et ce, pour de nombreuses raisons. Les points de vue afghan et soviétique sur un Etat musulman, démocratique et non-aligné semblent s'être rapprochés et le règlement de ce conflit serait un test de la crédibilité de M. Gorbatchev en matière de désarmement.

b. DASSU, Marta – « Il rapporto Cina-URSS nell'ettica di una nuova distensione ». *Politica internazionale* 15 (6-7), juil. 87 : 5-14.
L'évolution récente des relations entre la Chine et l'URSS démontre l'avènement d'une détente d'un nouveau type : la persistance d'éléments conflictuels en particulier dans le domaine de la sécurité asiatique, coexiste avec des signes certains de réduction des tensions.

c. HA, Young-Chool – « Soviet-Japanese relations in the 1980s ». *Korea and World Affairs* 11 (2) été 87 : 254-267.
Les relations soviéto-japonaises sont complexes car elles s'inscrivent dans le cadre des rivalités Est-Ouest et des tensions régionales dans lesquelles la Chine est impliquée. La sécurité du Japon étant intimement liée à celle des Etats-Unis, les chances de rapprochement soviéto-nippon sont limitées, malgré les récents efforts de Gorbatchev.

4923. CARRERE-D'ENCAUSSE, Hélène – « L'URSS au Moyen-Orient : 1955-1987 ». *Maghreb-Machrek* (117), sept. 87 : 6-15.

De 1955 à 1975, la politique soviétique au Moyen-Orient se caractérise par la continuité de son intérêt pour la région qui s'explique par le facteur islamique auquel l'Union soviétique a très tôt accordé de l'importance. L'utilisation constante de l'outil militaire a donné un aspect aventureux à cette politique et les échecs de 1973 conduisent l'URSS à se retirer de la scène jusqu'en 1982. L'équipe de Gorbatchev, très agissante, témoignent d'une remarquable intelligence des situations.

4924. ROMER, Jean-Christophe – « Le dictionnaire encyclopédique militaire soviétique : d'une édition à l'autre ». *Stratégique* (3), 3e trim. 87 : 5-23.

Outre des modifications dans la composition du comité de rédaction, une analyse comparée des deux éditions du dictionnaire encyclopédique militaire soviétique laisse apparaître certains changements concernant les grands thèmes de la doctrine stratégique et de la politique militaire de l'URSS : la nature d'une future guerre mondiale, les facteurs de guerre, la science militaire. Ces changements sont peut-être le reflet de différentes tendances au sein des armées soviétiques.

4925. RUBINSTEIN, Alvin Z. – « The Soviet Union's foreign policy to the year 2000 ». *Naval War College Review* 40 (3), été 87 : 19-36.

Les changements que Gorbatchev a entrepris ou déjà effectués en URSS sur le plan de la politique étrangère rappellent ceux de l'époque de Kroutchev. Toutefois certaines différences existent du fait que l'URSS est devenue plus forte et les Etats-Unis comparativement moins forts qu'alors, de sorte que les Soviétiques pourront non seulement maintenir leur influence dans le monde, mais la développer encore davantage avant la fin de ce siècle.

Economie et finances

4926. Le système des prix

a. LAHMAN, I.L. et al. – Mehanizm dogovornyh cen » (Le mécanisme des prix contractuels). *Vestnik Akademii nauk SSSR. Seriâ ēkonomičeskaâ* (3), juin 87 : 52-63.
Introduits dans l'économie soviétique au début des années 80, les prix contractuels ont fait l'objet, depuis cette date, de plusieurs décrets gouvernementaux cherchant à élargir leur champ d'application dans les industries légères et à augmenter l'autonomie des entreprises en matière de leur formation.

b. PAVLOV, V. – « Važnaâ sostavnaâ čast' perestrojki » (Un élément important de la restructuration). *Kommunist (Moskva)* (13), sept. 87 : 14-26.
Le système des prix existant en URSS a été mis en place dans des conditions de développement extensif, et sous l'impulsion de conceptions très volontaristes. Il est inefficace et doit être remplacé, car il empêcherait l'implantation du nouveau système de gestion et du nouveau mécanisme économique. Il ne s'agit pas d'effectuer quelques corrections de prix, mais de réaliser une réforme radicale et sans précédent, dans tous les secteurs de l'économie et pour tous les types de prix.

4927. ŠMELEV, Nikolaj – « Avansy i dolgi » (Avances et devoirs) *Novyj mir* (6), juin 87 : 142-158.

Le problème crucial de l'économie soviétique à l'étape actuelle est de fabriquer mieux, d'éviter dans tous les secteurs les gaspillages, de mieux satisfaire les besoins individuels et collectifs dans tout le pays.

4928. ZASLAVSKAÂ, Tatiana – « Remettre l'économie sur ses pieds ». *Les temps modernes* 42 (492-493-494), sept. 87 : 202-222.

Le développement économique et social de l'URSS passe par une série de réformes fondamentales concernant le rendement du travail, les rémunérations, la politique sociale dans son ensemble, les prix des biens de consommation et des services ainsi que les mécanismes de distribution des biens des dépôts sociaux de consommation. Voir à la suite, pp. 223-231 : « Débat sur le rapport de Zaslavskaïa ».

Relations économiques extérieures

4929. Les relations économiques avec l'Inde

a. ELKOUBI, Anne – « URSS-Inde : une relation Est-Sud inversée ». *Mondes en développement* 15 (57), 1987 : 37-52 ; tabl. ; résumés en anglais et en espagnol.
Depuis près de quarante ans, l'Inde est un partenaire privilégié de l'URSS. Mais, au milieu des années 1970, le schéma traditionnel des échanges entre les deux pays s'est beaucoup transformé : l'URSS est devenue un fournisseur de produits pétroliers et d'armes, tandis que l'Inde pourvoit l'URSS en produits manufacturés et en biens d'équipements.

b. GEORGIEV, G.I. – « Sovetsko-indijskoe sotrudničestvo v razvitii nacional'noj promyšlennosti Indii » (La coopération indo-soviétique dans le développement de l'industrie de l'Inde). *Narody Azii i Afriki* (4), 1987 : 13-25 ; résumé en anglais.
Les relations économiques de l'URSS avec l'Inde se fondent sur les principes généraux qui régissent ses relations avec les pays libérés du joug colonial. La majorité des entreprises construites en commun en Inde sont rentables. La situation est dans l'ensemble favorable à un développement de la coopération entre les deux pays, un programme de coopération jusqu'à l'an 2000 est en cours d'élaboration.

4930. BOGUSLAVSKIJ, M.M. ; SMIRNOV, P.S. – « Pravovye problemy soveršenstvovaniâ vnešne-èkonomičeskoj deâtel'nosti » (Les problèmes juridiques du perfectionnement des activités économiques extérieures). *Sovetskoe gosudarstvo i pravo* (6), juin 87 : 29-37 ; résumé en anglais.

La réalisation des objectifs ambitieux fixés par le 27e Congrès dans le domaine de la restructuration des relations économiques extérieures dépendra en grande

partie de la solution de nombreux problèmes concernant la réglementation juridique, tels que le monopole d'Etat du commerce extérieur, les rapports entre l'industrie et le commerce, la suppression d'actes législatifs désuets, etc.

4931. KAMENTSEV, Vladimir – « La restructuration en URSS : son impact sur les activités économiques extérieures ». *La nouvelle revue internationale* 30 (6), juin 87 : 74-85.

La restructuration des relations économiques extérieures de l'URSS repose essentiellement sur une plus grande liberté de manœuvre accordée aux groupements et aux entreprises sur les marchés extérieurs, en priorité dans les pays frères.

Vietnam

Voir aussi : n° 4676

4932. BERESFORD, Melanie – « Vietnam : northernizing the South or southernizing the North ? » *Contemporary Southeast Asia* 8 (4), mars 87 : 261-275 ; tabl. ; bibliogr.

Après la victoire des communistes, en avril 1975, l'introduction pure et simple du système socialiste nord-vietnamien au Vietnam Sud capitaliste, paraissait imminente. Mais, la réunion des deux systèmes sociopolitiques et économiques opposés s'étant produite à une époque où le Nord traversait une crise économique, les communistes ont dû procéder à une socialisation graduelle du Sud en raison de cette crise précisément.

4933. CROSMIER, Marie-Agnès ; LHOMEL, Edith – « Vietnam : les mécomptes d'un socialisme asiatique ». *Le courrier des pays de l'Est* (320), août 87 : 3-43 ; tabl., carte ; bibliogr.

Avec les déséquilibres de l'emploi (accrus par la croissance démographique), une agriculture hypertrophiée, une industrie très faiblement développée et des transports déficients, la situation économique du Vietnam est restée catastrophique, dix ans après la fin de la guerre. Ce pays est l'un des plus pauvres du monde. La dette extérieure, le blocus occidental, la dépendance à l'égard de l'URSS limitent les possibilités vers l'extérieur.

4934. VUONG, Thauh H. – « Les colonisations du Vietnam et le colonialisme vietnamien ». *Etudes internationales (Québec)* 18 (3), sept. 87 : 545-571 ; résumé en anglais.

L'histoire du pays viet est celle d'un peuple à la fois colonisé (par la Chine et par la France) et colonisateur (au Cambodge) ; libérateur et oppresseur dans les deux guerres d'Indochine.

Yougoslavie

Voir aussi : n° 4982

4935. ORLANDIĆ, Marko – « L'épreuve qui est des plus difficiles ». *Questions actuelles du socialisme* 37 (5-7), juil. 87 : 3-28.

L'action prolongée du nationalisme et du séparatisme albanais suscite des perturbations de plus en plus profondes dans les relations entre les nations et les nationalités du Kosovo. Pourquoi la situation ne se stabilise-t-elle pas ? La LCY est insuffisamment unie et opérationnelle ; la situation économique de la province demeure trop médiocre. La LCY doit se perfectionner et revenir aux anciennes méthodes d'action.

4936. STEVANOVIĆ, Radoslav – « Internal migration ». *Yugoslav Survey* 28 (1), 1987 : 25-40 ; tabl. ; carte.

La migration interne en Yougoslavie après la 2e guerre mondiale a complètement changé la distribution territoriale de la population de ce pays. La proportion de migrants a été plus élevée dans les Républiques développées et dans la Province autonome de Voïvodine où, pour des raisons économiques, l'afflux d'immigrés venant des régions moins développées a été important.

4937. ŽARKOVIĆ, Vidoje – « Les changements constitutionnels et les tâches de la LCY ». *Questions actuelles du socialisme* 37 (5-7), juil. 87 : 29-48.

Les divisions au sein de la LCY l'ont rendue, dans les dix dernières années, inefficace dans son effort de parachèvement du système politique et de l'autogestion socialiste. D'autre part, le monopole technocratico-bureaucratique, l'autarcie et la désintégration de la société sont menaçants. Des changements constitutionnels concernant la propriété sociale et le système électoral sont indispensables.

Zaïre

Voir aussi : n° 4947

4938. DE STAERCKE, Jacques – « Le Zaïre actuel ». *Revue générale* (6-7), juil. 87 : 25-40.

L'histoire, la situation géographique et les atouts économiques du Zaïre en font un pays plein d'avenir. Cependant l'évolution économique a abouti à un endettement qui représente trois années d'exportations de biens et services. Les Occidentaux et le FMI doivent tout faire pour alléger cette dette, ce qui donnerait au plan de développement 1986-1990 une chance de réussite.

4939. FAILLY, Didier de – « Les technologies appropriées au Zaïre en 1987 : quelques constats ». *Zaïre-Afrique* 27 (214), avr. 87 : 197-208.

Encouragées, depuis peu, par les instances officielles, les technologies appropriées n'ont pas encore fait une réelle percée dans la vie quotidienne des villages et des quartiers urbains populaires au Zaïre. Ce n'est pas le matériel qui manque, mais bien les hommes et les femmes capables de les mettre en place.

4940. MUNZOMBO, Kambale ; SHANGA, Minga – « Une société secrète au Zaïre : les hommes-crocodiles de la zone d'Ubundu ». *Africa (Roma)* 42 (2), juin 87 : 226-238 ; résumés en anglais et en italien.

Les hommes-crocodiles du Haut-Zaïre forment une société secrète hiérarchisée, difficile à connaître en détail. Condamnés par les autorités coloniales, ses chefs ont bénéficié de l'amnistie accompagnant l'indépendance en 1960 et les meurtres rituels, destinés à régler les conflits entre chefs coutumiers, ont repris. Depuis 1970, cependant, la réaction des autorités à permis d'enrayer l'action de l'organisation.

II
ÉTUDES RÉGIONALES

Afrique

Voir aussi : n° 4853, 4885

4941. CHARNEY, Craig – « Political power and social class in the neo-colonial African state ». *Review of African Political Economy* (38), 1987 : 48-65 ; bibliogr.

Le néo-colonialisme peut être appréhendé grâce au modèle d'analyse de Poulantzas. Il apparaît que l'Etat néo-colonial use du clientélisme comme un moyen de domination et qu'il a recours aux particularismes locaux. Seule la mise à mort du système de classe peut en venir à bout.

4942. CHAUVET, Jacques – « Evolution de la famille et croissance des villes moyennes : Sarh (Tchad) et Toumo i (Côte-d'Ivoire) ». *Les cahiers d'Outre-Mer* 40 (158), juin 87 : 173-204 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

La famille urbaine est originale dans ces deux pays parce qu'elle résout les problèmes des citadins ayant quitté récemment le modèle villageois sans rompre avec leurs racines rurales et désireux d'accéder à la consommation moderne. Elle devient par son ingéniosité, un facteur de développement, et pour les jeunes et les femmes, un instrument de libération.

4943. COBBAH, Josiah A.M. – « African values and the human rights debate : an African perspective ». *Human Rights Quarterly* 9 (3), août 87 : 309-331 ; graph.

Les droits de l'homme, tels qu'ils ont été promus par les puissances occidentales, ne tiennent pas compte des spécificités culturelles des Etats. Une conception africaine de la dignité de l'homme devrait être développée. Elle pourrait servir de base à la formulation de nouvelles normes internationales en ce domaine.

4944. CONSTANTIN, François – « Condition swahili et identité politique ». *Africa (London)* 57 (2), 1987 : 219-233.

En dépit d'un bon succès pour la langue swahili, il n'est pas apparu de conscience politique swahili, surtout parce qu'être swahili revient à n'avoir pas été assimilé au groupe social dominant d'origine étrangère, les Arabes, et le terme a désormais une connotation péjorative.

4945. FEDER, Gershon ; NORONHA, Raymond – « Land rights systems and agricultural development in Sub-Saharian Africa ». *The World Bank Research Observer* 2 (2), juil. 87 : 143-169 ; graph. ; bibliogr.

Les droits de propriété en Afrique sub-saharienne ont évolué en fonction des changements économiques, politiques et sociaux introduits par les interventions de l'Etat souvent génératrices d'inégalités ou d'inefficacités. Les collectivités rurales ont souvent été des échecs et seule la promotion de la propriété privée individuelle est une solution.

4946. GRILLARD, Emmanuel – « Quelques observations sur la rédaction des clauses d'arbitrage CIRDI ». *Penant* 97 (794), sept. 87 : 291-303.

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, créé par la Convention de Washington du 18 mars 1965 pour connaître des différends susceptibles d'opposer un Etat d'accueil à un investisseur étranger a connu un succès particulièrement vif sur le continent africain. Les nombreuses difficultés qui apparaissent au cours de l'instance arbitrale pourraient être évitées par une rédaction plus soignée des clauses compromissoires au moment de la négociation des contrats d'investissement.

4947. HAYNES, Jeff et al. – « Debt in Sub-Saharan Africa : the local politics of stabilisation ». *African Affairs* 86 (344), juil. 87 : 343-366.

La dette extérieure pour les pays africains est le problème le plus crucial des rapports Nord-Sud. Mais la dette, ses origines, ses manifestations, son ampleur, ses conséquences politiques internes et internationales sont loin d'être les mêmes d'un Etat à l'autre comme en témoigne une étude comparative du Ghana, de la Sierra Léone, et du Zaïre.

4948. HODD, Michael – « Africa, the IMF and the World Bank ». *African Affairs* 86 (344), juil. 87 : 331-342 ; tabl.

D'après les études de cas, il ne semble pas que les prêts du FMI et de la Banque mondiale ainsi que les réformes qu'ils préconisent aient conduit les pays africains vers une amélioration de leur situation économique, de leur croissance, de la stabilité de leur prix ou rendu leur répartition des revenus plus équitable.

4949. ISMAGILOVA, R.M. – « Etniceskie stereotypy i problemy nacional'noj integracii v Tropiceskoj Afrike » (Les stéréotypes ethniques et les problèmes d'intégration nationale en Afrique tropicale). *Narody Azii i Afriki* (4), 1987 : 37-46 ; résumé en anglais.

Les préjugés ethniques, nourris souvent d'ethnocentrisme, sont un phénomène répandu en Afrique, et ils ont une influence considérable sur les processus d'intégration nationale en Afrique tropicale. Les relations inter-ethniques y sont encore compliquées par les aspects réactionnaires du nationalisme.

4950. MONTGOMERY, John D. – « How African managers serve developmental goals ». *Comparative Politics* 19 (3), avr. 87 : 347-360 ; tabl.

Enquête réalisée dans 9 pays d'Afrique sub-saharienne, sur l'organisation et la mise en place des objectifs de développement par les gouvernants, les relations public-privé, les niveaux de responsabilité et les intérêts personnels.

4951. YOUNG, Crawford – « Nationalism, ethnicity and class in Africa : a retrospective ». *Cahiers d'études africaines* 26 (3), 1986 : 421-495.

L'analyse de ces trois thèmes dans les pays occidentaux fait apparaître que c'est l'étude du nationalisme qui a été faite le plus sérieusement alors que celle des caractéristiques ethniques et des classes sociales l'ont été avec des a prioris libéraux ou marxistes qui n'ont pas permis une étude approfondie des réalités locales.

Amérique latine

Voir aussi : n° 4949

4952. « Amérique centrale et Mexique : quelles options pour les réfugiés ? » *Réfugiés* (44), août 87 : 19-34.

Dossier consacré aux réfugiés d'Amérique latine, particulièrement du Salvador, du Nicaragua et du Guatemala et à leurs difficultés, efforts d'intégration, assistance, activités. L'éducation et la formation professionnelle, possibilités de rapatriement, etc.

4953. « The debt crisis in Latin America ». *International Journal of Political Economy* 17 (1), print. 87 : 5-116.

Numéro spécial consacré à la crise de l'endettement extérieur en Amérique latine : approche historique, situation actuelle, perspectives.

4954. CORBO, Vittorio – « Lessons from the Southern Cone policy reform ». *The World Bank Research Observer* 2 (2), juil. 87 : 111-142 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les programmes de stabilisation et de libéralisation mis en œuvre dans les pays du Cône Sud (Argentine, Chili, Uruguay) n'ont pas introduit beaucoup de réformes, sauf au Chili. Leur échec est principalement dû à des erreurs de conception et d'application, et non à la dégradation des termes de l'échange ou à l'évolution des taux d'intérêt. L'incohérence de ces politiques a nui à leur crédibilité.

4955. ESSER, Klaus – « Lateinamerika in der Krise. Neostrukturalismus als wirtschaftspolitische Reaktion » (L'Amérique latine dans la crise. Le néo-structuralisme comme réaction de politique économique). *Vierteljahresberichte. Forschungsinstitut der Friedrich Ebert-Stiftung* (107), mars 87 : 5-20 ; résumés en anglais et en français.

L'Amérique latine a sombré dans une crise aiguë à cause notamment de son intégration passive dans les marchés mondiaux. Ses exportations comportent toujours quelque 80 % de produits primaires qui trouvent des débouchés qui se restreignent, et ses exportations de produits manufacturés se heurtent aux obstacles protectionnistes des pays industriels et à leur faible compétitivité internationale. L'exemple des pays d'Extrême-Orient montre l'importance d'une approche volontariste d'intégration plus active dans le marché mondial fondée sur des réformes structurelles et un effort national en matière de technologie, ainsi que d'une flexibilité accrue face aux fluctuations de l'économie mondiale.

4956. KULISTIKOV, V.M. – « Nestabil'nost' : raskoldovanyj krug periferijnoj politiki » (Instabilité : le cercle désensorcelé de la politique marginale). *Latinskaâ Amerika* (9), sept. 87 : 19-31.

En Amérique latine, les dictatures succèdent aux démocraties et inversement. Les explications données à cette instabilité par la « politologie du développement » ne sont pas valables, car elles prennent pour référence les structures occidentales. L'explication doit en être recherchée dans la politique à la « conquistador » des élites en place.

4957. LOEHR, William – « Current account balances in Central America – 1974-1984 : external and domestic influences ». *Journal of Latin American Studies* 19 (1), mai 87 : 87-111 ; tabl.

Les taux de change constituent un des facteurs essentiels affectant les balances des paiements en Amérique centrale et la surévaluation de ces taux constitue un problème majeur. C'est pourquoi des politiques de change alternatives doivent être envisagées.

Asie

Voir aussi : n° 4681, 5024

4958. HARRISS, John – « Les tendances qui se font jour dans la structure de la main-d'œuvre dans trois pays d'Asie : leurs incidences sur les segments vulnérables des marchés du travail urbains ». *Travail et société* 12 (2), mai 87 : 433-470 ; tabl. ; bibliogr.

Etant donné l'évolution récente de la main-d'œuvre urbaine et le secteur encore très important de salariés « non protégés », que ce soit en Indonésie, en Inde ou au Pakistan, le modèle de Mazumdar se trouve confirmé : dans les pays insuffisamment développés, le marché du travail demeure trop segmenté.

4959. JAHAN, Rounaq – « Women in South Asian politics ». *Third World Quarterly* 9 (3), juil. 87 : 847-870.

Depuis les années soixante, en Asie du Sud (Inde, Bangladesh, Pakistan, Sri Lanka), un grand nombre de femmes ont réussi à accéder à la tête de l'Etat ou de l'opposition, mais toujours grâce à leurs relations familiales. Elles ont réussi ensuite à se maintenir au pouvoir, sans prendre une position particulière sur la libération des femmes de leur pays. Les femmes y votent autant que les hommes mais leur participation à un parti politique est très faible et leur

représentation dans les assemblées élues marginale. Un puissant mouvement féministe s'est récemment développé, qui a mis en évidence les problèmes spécifiques des femmes des milieux défavorisés.

4960. MIN, Man-Shik – « Far East Asian immigration into Latin America ». *Korea and World Affairs* 11 (2), été 87 : 331-349 ; tabl.

De nombreux Asiatiques ont émigré en Amérique latine afin d'améliorer leur situation économique, d'échapper à des structures sociales rigides et de donner de plus grandes chances de réussite à leurs enfants. Leur assimilation a été lente et difficile. Si les Chinois et les Coréens se sont surtout implantés en milieu urbain, les Japonais sont souvent devenus des fermiers.

4961. PARK, Sang-Seek – « The situation in northeast Asia and the Security of the Republic of Korea ». *Korea and World Affairs* 11 (2), été 87 : 231-253.

Les conditions de la sécurité en Asie du Nord-Est sont devenues instables dans les années 80 en raison de la politique asiatique active de l'Union soviétique et des réactions de la Chine, du Japon et des Etats-Unis à ce défi. Cette évolution a renforcé l'antagonisme des deux Corées.

Europe

4962. LAUVAUX, Philippe – « Aspects du parlementarisme scandinave : le système de la confiance présumée ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (4), août 87 : 927-955.

Etude comparative des régimes parlementaires suédois, danois et norvégien du point de vue des conditions juridiques et pratiques de la formation des gouvernements ainsi que de la mise en jeu de leur responsabilité, particulièrement dans le cas de gouvernements minoritaires.

4963. SCHUMANN, Maurice – « Propos sur l'Europe entre Reagan et Gorgatchev ». *Revue des deux mondes (1982)* (7), juil. 87 : 3-14.

Les Européens ne doivent pas se contenter de dire à l'Amérique que le « découplage » leur fait peur. Ils doivent surtout lui faire comprendre qu'il serait aussi « une tragédie pour l'Amérique ».

4964. VOIGT, Karsten D. – « Von der nuklearen zur konventionellen Abrüstung in Europa – Kriterien konventioneller Stabilität und Möglichkeiten der Rüstungskontrolle » (Du désarmement nucléaire au désarmement conventionnel et les possibilités d'un contrôle des armements). *Europa-Archiv* 42 (14), 25 juil. 87 : 409-418.

L'Europe entre dans la période de désarmement nucléaire visant à long terme à démilitariser le conflit Est-Ouest et qui se déroulera essentiellement en fonction des décisions prises par les deux super-puissances. Même si cette évolution ne doit pas être considérée comme entraînant la complète dénucléarisation de l'Europe, il faut déjà se poser des questions nouvelles sur le désarmement en matière d'armements conventionnels où le Pacte de Varsovie apparaît comme largement supérieur aux pays de l'OTAN. Cependant, les critères pour déterminer les dimensions de ce déséquilibre ne sont pas toujours clairs et objectifs.

Europe communautaire

Voir aussi : n° 4868

4965. « Europaïsche Integration : Neue Entwicklungen » (Intégration européenne. Nouveaux développements). *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft* (2), 1987 : 117-200 ; résumés en anglais.

Numéro spécial consacré à l'intégration politique et économique dans la CEE, et au nouveau défi que pose aux pays neutres (Autriche, Finlande, Suède et Suisse) l'élargissement de la Communauté.

4966. Le tunnel sous la Manche

a. LEVEQUE, Jean-Maxime – « Le tunnel sous la Manche ». *Revue des deux mondes (1982)* (9), sept. 87 : 601-611.
Etude des retombées économiques et culturelles du projet Eurotunnel. Défi à la fois technique et financier, ce projet aura des retombées économiques multiples (TGV-nord, économie régionale...) et des conséquences culturelles très importantes (interpénétration socio-culturelle entre la Grande-Bretagne et le continent, intensification des relations franco-britanniques, ...).

b. VICKERMAN, R.W. – « The Channel tunnel : consequences for regional growth and development ». *Regional Studies (New York)* 21 (3), juin 87 : 187-197 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français et en allemand.
La construction du tunnel sous la Manche a été accueillie avec enthousiasme car on a considéré qu'elle aurait un effet considérable sur les régions riveraines du Kent et du Nord-Pas-de-Calais. Une étude détaillée montre cependant que cette entreprise n'aura sans doute qu'un effet marginal ; mais si l'on fait entrer en ligne de compte d'autres investissements d'infrastructure, il pourra y avoir des changements fondamentaux dans les schémas de développement régional.

4967. BACHY, R. et al. – « Stratégies navales et défense de l'Europe ». *Défense nationale* 43, juil. et sept. 87 : 81-92 et 93-98.

Face à une marine de guerre soviétique qui prend de plus en plus d'importance au sein de la stratégie globale du pays, les pays occidentaux, tout en développant leur équipement spatial, doivent porter leur effort sur la détection sous-marine par les moyens acoustique, les missiles antinavires et les méthodes électroniques de guerre navale. Cependant, les forces navales au sein de l'Europe sont encore trop spécialisées pour que l'on puisse parler de défense commune.

4968. MANIN, Philippe – « The European Communities and the Vienna Convention on the law of treaties between states and international organizations or between international organizations ». *Common Market Law Review* 24 (3), aut. 87 : 457-481.

Actuellement les dispositions de la Convention de Vienne II sont compatibles avec les règles et procédures communautaires. Toutefois la procédure de règlement des conflits ainsi que certaines implications vont à l'encontre d'exigences de la communauté.

4969. TAYLOR, Jefferson C. – « The war on soccer hooliganism the European Convention on spectator violence and " misbehaviour " at sports events ». *Virginia Journal of International Law* 27 (3), print. 87 : 603-653.

La Convention n'offre pas seulement une solution au problème de la violence lors des matches de football, elle fournit un cadre compétent permettant des mesures préventives, mais la solution au problème passe d'abord par la volonté politique de chaque pays signataire.

Economie et finances

4970. « L'Europe financière ». *Revue d'économie financière* (2), sept. 87 : 3-117 ; résumés en anglais.

Suite d'articles consacrés à l'avenir des services financiers dans la perspective du marché unique européen en 1992 : la compétitivité des intermédiaires financiers français ; la spécificité de la dimension européenne ; les freins à la construction du grand marché intérieur ; les conséquences pour la France.

4971. Le système monétaire européen.

a. « Du dollar à l'écu : utopie ou potentialité ? » *Reflets et perspectives de la vie économique* 26 (3-4), juin 87 : 149-304 ; tabl. ; bibliogr.
Numéro spécial consacré à la réalité, aux problèmes actuels et à l'avenir de l'écu.

b. AGLIETTA, Michel – « L'intégration monétaire et financière internationale : un défi pour l'Europe ». *Revue française d'économie* 2 (3), été 87 : 50-79 ; résumé en anglais.
D'importants changements dans les domaines monétaire et financier internationaux remettent en question la philosophie de la construction européenne.

L'avenir de l'Europe dépend de la réalisation de l'unité monétaire afin de mettre un marché financier européen compétitif au service de l'économie réelle.

c. BOISSIEU, Christian de – « L'ECU et la libéralisation financière en Europe ». *Revue d'économie politique* 97 (4), août 87 : 435-450 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Analyse des implications de la libéralisation financière en Europe sur l'évolution du rôle de la monnaie européenne et sur les politiques monétaires nationales.

d. ULLMO, Yves – « Le système monétaire européen ». *Etudes* 367 (4), oct. 87 : 309-326.
Le système monétaire européen créé en 1979 est la pièce centrale de l'intégration monétaire. Le SME est une réussite sur le plan d'une plus grande stabilité des changes et de la convergence des politiques économiques mais certains problèmes restent posés. Son fonctionnement va changer en raison de l'entrée de nouvelles monnaies et surtout de la libération des mouvements de capitaux.

4972. TARULLO, Daniel K. – « The US-EC trade relationship and the Uruguay Round ». *Common Market Law Review* 24 (3), aut. 87 : 411-426.

Après avoir émis des réserves à l'égard du leadership américain dans les domaines économique, politique et militaire, les Européens sont maintenant confrontés à une situation nouvelle : dans les négociations commerciales internationales le partenaire japonais est devenu plus important aux yeux des Américains que le partenaire européen. Au moment où commence l'Uruguay Round, la CEE doit savoir elle-même plus clairement quelle position elle veut défendre dans les affaires économiques mondiales.

Europe occidentale

Voir aussi : n° 4965, 5055

4973. « Le financement des entreprises publiques ». *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 75 (2), juin 87 : 137-238 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en allemand.

Numéro spécial consacré à la situation des pays européens dans ce domaine : Autriche, Italie, Espagne, Allemagne fédérale...

4974. « Merger of the European Commission and European Court of human rights ». *Human Rights Law Journal* 8 (1), 1987 : 1-244.

Compte-rendu du 2e séminaire de droit international et européen (Neuchâtel, mars 1986) consacré à l'étude d'un projet de fusion entre la Commission européenne des droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme, seul moyen de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve l'application de la Convention européenne des droits de l'homme.

4975. Sécurité européenne et accord sur les euromissiles.

a. PUAUX, François – « Une Europe sans nurse ? » *Revue des deux mondes (1982)* (9), sept. 87 : 60-673.
Après le retrait des euromissiles basés en Europe, on peut prévoir une crise historique au sein de l'Alliance atlantique ; la brigade franco-allemande demeure le suprême espoir pour la défense européenne. Cependant les réticences sont encore nombreuses en deçà et au delà du Rhin.

b. WILLIAM, Philip – « West Europeen security after Reykjavik ». *The Washington Quarterly* 10 (2), print. 87 : 37-47.
Les réactions des pays européens après le sommet de Reykjavik ont été contradictoires et leur position vis-à-vis de la politique américaine en Europe ambiguë. Les gouvernements français, britannique et ouest-allemand craignent la signature d'un accord qui ne respecterait pas leurs intérêts et après avoir vivement encouragé les négociations, maintenant que leur aboutissement se profile, ils deviennent réticents.

4976. McSWEENEY, Bill – « The politics of neutrality : focus on security for smaller nations ». *Bulletin of Peace Proposals* 18 (1) 1987 : 33-46 ; bibliogr.

La neutralité de plusieurs petits pays européens est mal perçue par l'opinion internationale. Elle est assimilée à une attitude passive qui vise à décharger sur d'autres pays le poids de la sécurité collective. Ces pays doivent se diriger vers une neutralité active à l'instar de la Suède, afin de contribuer véritablement à l'édification d'un monde pacifique.

4977. PRESNAKOV, V. – « Meždunarodnaâ specializaciâ Zapadnoj Evropy » (La spécialisation internationale de l'Europe occidentale). *MEMO* (6), 1987 : 29-41 ; tabl. ; résumé en anglais.

Au cours des années 1970-80, l'Europe occidentale a réussi moins bien que ses concurrents directs, Etats-Unis et Japon, à s'adapter aux conditions économiques nouvelles. La compétitivité des produits ouest-européens est faible et la restructuration des économies n'a pas engendré les changements attendus dans le commerce extérieur.

4978. PRIDHAM, Geoffrey – « Coalition behaviour and party systems in Western Europe : a comparative approach ». *Parliamentary Affairs* 40 (3), juil. 87 : 374-387.

La plupart des pays d'Europe occidentale ont été dirigés au moins une fois par un gouvernement de coalition depuis la première guerre mondiale. Des études comparatives montrent que les coalitions prennent en compte différents aspects électoraux et idéologiques des partis en présence, mais aussi l'historique des partis, « l'environnement institutionnel », le comportement politique général, l'organisation des partis et les relations avec leur électorat.

4979. ZUCKER-ROUVILLOIS, Elisabeth – « Natalité et modèles familiaux dans les pays du Conseil de l'Europe et en France ». *Revue française des affaires sociales* 41 (1), mars 87 : 113-130 ; tabl. ; bibliogr.

L'étude sur les attitudes à l'égard des problèmes démographiques effectuée par le Conseil de l'Europe montre la persistance d'un certain nombre de normes affirmées dans les discours mais un décalage avec les comportements. La famille reste ainsi un modèle stable même si elle est constituée de plus en plus souvent par des couples atypiques.

Europe orientale

Voir aussi : n° 4683

4980. BAUMAN, Zygmunt – « Intellectuals in East-Central Europe : continuity and change ». *Eastern European Politics and Societies* 1 (2), print. 87 : 162-186.

Les rapports des intellectuels et du pouvoir dans les pays communistes sont marqués d'une opposition irréductible. Les intellectuels en créant un mode d'intégration social spécifique concurrencent le pouvoir politique. Ce dernier tente donc de régimenter l'activité intellectuelle. Cette opposition se manifeste clairement dans l'expérience polonaise.

4981. BOOT, Pieter – « Incentive systems and unemployment : the East European experience ». *Comparative Economic Studies* 29 (1), print. 87 : 37-61 ; tabl. ; bibliogr.

De nombreux pays de l'Est se sont engagés dans des processus de réforme de leurs structures économiques afin d'en accroître l'efficacité. L'amélioration du fonctionnement du marché du travail s'est notamment fondée sur le recours accru aux stimulants matériels ainsi qu'en témoignent de nombreux exemples.

4982. KUSS, Klaus-Jürgen – « Gerichtliche Verwaltungskontrolle in den sozialistischen Staaten » (Le contrôle judiciaire de l'administration dans les Etats socialistes). *Osteuropa* 37 (4),avr. 87 : 249-260.

La justice administrative est liée à l'évolution de l'Etat de droit occidental et à la nécessité de protéger le citoyen de l'abus et de l'arbitraire de l'administration. Dans les pays socialistes, cette nécessité a longtemps été négligée sinon ignorée au nom de la prétendue identification de l'Etat socialiste avec le bien du citoyen. Après le stalinisme, une évolution s'est

cependant produite dans tous les pays d'Europe orientale, notamment en Yougoslavie, en Pologne et en Hongrie.

4983. POPOV, B.S. ; PUGAČEV, B.M. – « Socialističeskoe sodružestvo : problemy sovremennogo étapa razvitiâ » (La communauté socialiste : problèmes à l'étape actuelle de développement). *Novaâ i novejsaâ istoriâ* (4), août 87 : 3-20.

La baisse de la croissance économique dans les pays socialistes s'explique par la contradiction entre l'énorme potentiel productif, impliquant un mode intensif de développement, et les formes et méthodes de gestion économique et sociale utilisées. La communauté socialiste doit accélérer l'intégration du progrès scientifique et technique. Elle doit également améliorer les relations de coopération socialiste internationale.

4984. SUKOVIC, Mijat – « Les réformes dans les pays socialistes – voie historique et condition du développement du socialisme ». *Questions actuelles du socialisme* 37 (3-4), avr. 87 : 63-81.

Les réformes économiques récentes, entreprises dans les pays socialistes, ne sont pas suffisantes pour atteindre les objectifs proclamés. Elles doivent être poursuivies en direction d'un modèle alliant harmonieusement économie socialiste et économie de marché.

4985. TISMANEANU, Vladimir – « Dissent in the Gorbatchev era ». *Orbis* 31 (2), été 87 : 234-243.

Les dissidents d'Europe de l'Est voient dans le dégel inspiré par Gorbatchev la confirmation de leurs vues. En dehors de l'URSS, leur situation n'a guère évolué car l'esprit des réformes n'a pas encore touché les pays satellites. Textes de mémorandum publiés à l'Ouest par des dissidents.

Pays arabes et Moyen-Orient

Voir aussi : n° 4645, 4715, 4775, 4923

4986. Le conflit israélo-arabe

a. ASHHAB, Naim – « Sous la botte de l'occupant israélien ». *La nouvelle revue internationale* 30 (6), juin 87 : 129-139.
Depuis vingt ans, l'occupant israélien attaque sur tous les fronts pour écraser le peuple palestinien physiquement, économiquement et moralement. Depuis vingt ans, le peuple palestinien résiste et continue le combat pour empêcher d'« enterrer » le problème palestinien.

b. MILLER, Aaron David – « The Arab-Israeli conflict, 1967-1987 : a retrospective ». *The Middle East Journal* 41 (3), été 87 : 349-360.
Si, vingt ans après, la grande majorité des problèmes ne sont pas résolus, la guerre de 1967 a toutefois donné trois nouvelles dimensions au conflit israélo-arabe : le contrôle par Israël des territoires occupés dressant ainsi de nouvelles frontières, la prise de conscience, par les pays arabes, que la destruction d'Israël devenait impossible et l'émergence d'une force palestinienne plus militante et plus indépendante qui s'est révélée, dramatiquement, lors de la guerre du Liban en 1982.

4987. Les grandes puissances et le Moyen-Orient

a. « Les grandes puissances et le Moyen-Orient ». *Maghreb-Machrek* (117), sept. 87 : 5-45 ; bibliogr.
Interventions au colloque organisé par le CERI et la rédaction de la revue en mai 1987 sur ce thème. Voir : CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène : n° 4923 ; HUDSON, Michael : n° 4715.

b. NEUMANN, Robert G. – « Can the broker's robe be resuscitated for the United States ? » *The Washington Quarterly* 10 (2), print. 87 : 143-150.
Les Etats-Unis ont commis des erreurs dans leur politique moyen-orientale. La relance par l'administration américaine du processus de paix ne peut pas se faire dans l'immédiat. Tout nouveau plan de paix doit tenir compte du fait qu'aucune solution ne peut être trouvée sans la participation d'Israël, de l'OLP, de la Jordanie et de l'Egypte, et que le règlement du conflit nécessite avant tout l'obtention d'un compromis concernant les territoires occupés.

4988. Le conflit du Golfe persique

a. « Conflict in the Gulf ». *Middle East Review* 19 (4), été 87 : 2-53.
Série d'articles consacrés au conflit du Golfe (son évolution, ses répercussions sur les autres pays de la région, ses perspectives) et à l'affaire de l'Irangate.
Voir : McNAUGHER, Thomas : n° 4846.

b. « Les enchères de la guerre du Golfe ». *Le monde diplomatique* 34 (403), oct. 87 : 3-8 ; carte.
Les différentes facettes de la guerre du Golfe : la position de l'URSS, la « Realpolitik » israélienne, la fragilisation des monarchies pétrolières, les enjeux internationaux, notamment dans l'aire stratégique méditerranéenne.

4989. Les réfugiés arabes

a. FLAPAN, Simha – « The Palestinian exodus of 1948 ».*Journal of Palestine Studies* 16 (4), été 87 : 3-26.
Entre 1947 et 1949, près de 700 000 Palestiniens ont quitté leur logis créant ainsi le problème des réfugiés. Si cet exode n'est pas dû à une politique délibérée des Juifs, en Palestine,il convient bien aux autorités israéliennes qui affirment qu'ils n'ont aucune responsabilité dans la résolution du problème des populations déplacées.

b. SAYIGH, Rosemary – « The third siege of Bourj Barajneh camp : a woman's testimony ». *Race and Class* 29 (1), été 87 : 25-34.
Témoignage d'une Palestinienne sur la prise du camp de réfugiés de Barajneh au Liban par la milice shi'ite Amal en novembre 1986 : les conditions de vie pendant toute la période de l'assiègement.

4990. Les territoires occupés

a. BEN-ZADOK, Efraim – « Incompatible planning goals. Evaluation of Israel's new community development in the West Bank ». *Journal of the American Planning Association* 53 (3) été 87 : 337-347 ; tabl., cartes ; bibliogr.
Les différents objectifs du programme israélien pour le développement de la rive occidentale du Jourdain sont incompatibles entre eux. Cependant, aux yeux du gouvernement, les objectifs géopolitiques et stratégiques prennent le pas sur les considérations socio-économiques vitales. Une révision de la planification est donc souhaitable pour l'harmonisation des objectifs du programme.

b. JOHNSON, Penny – « Palestinian universities under occupation, February-April 1987 ». *Journal of Palestine Studies* 16 (4), été 87 : 115-121.
Les universités palestiniennes en territoire occupé ont connu une période difficile en 1987. Les fermetures périodiques et prolongées et les explosions de violence de Birzeit qui ont provoqué la mort d'un étudiant sont autant de faits qui témoignent d'une certaine « routinisation » de l'occupation.

c. MORTAIGNE, Véronique et al. – « Cisjordanie, Gaza : vingt ans d'occupation ». *Différences* (68-69), juil. 87 : 16-25.
Suite d'articles consacrés à la situation actuelle au Proche-Orient.

d. SAHLIEYED, Emile – « West Bank politics since 1967 ». *The Washington Quarterly* 10 (2), print. 87 : 137-142.
L'influence de trois acteurs extérieurs (Israël, Jordanie et OLP) et l'évolution démographique et socio-économique de la région ont transformé le paysage politique de la Rive occidentale. Quelle que soit l'élite dominante, elle a toujours entretenu des liens étroits avec les Palestiniens hors des territoires occupés et le monde arabe en général.

4991. ABU-LUGHOD, Janet L. – « The Islamic city – Historic myth,islamic essence, andcontemporary relevance ». *International Journal of Middle East Studies* 19 (2), mai 87 : 155-176.

Influencés par la littérature orientaliste, les responsables de la planificaton urbaniste dans le monde arabe veulent recréer des cités islamiques. Mais le modèle orientaliste, qui a été « créé » à partir de l'étude de cas très peu nombreux, s'intéresse plus aux résultats qu'aux processus qui ont façonné la cité islamique ancienne. De ce fait il incorpore même les facteurs non islamiques qui ont influencé la formation de cette cité.

4992. ABUKHALIL, As'sad – « Internal contradictions inthe PFLP : decision making and policy orientation ». *The Middle East Journal* 41 (3), été 87 : 361-378 ; tabl. ; bibliogr.

Né officiellement en décembre 1967, le Front populaire pour la libération de la Palestine est marqué par ses changements parfois radicaux d'orientations politiques : il est devenu l'un des éléments modéré et conservateur de l'OLP, alors qu'il fut créé comme organisation militante révolutionnaire, d'inspiration maoïste.

4993. KANDIL, Hamdy – « Le satellite d'Alandon. Le système de communication du satellite arabe ». *Tiers-Monde* 28 (111), sept. 87 : 659-670.

Arabsat constitue un exemple frappant de l'échec d'un groupe de pays à aborder les nouvelles technologies. Conçu, lancé et supervisé par l'étranger, ce satellite n'a d'arabe que le nom. Arabsat est aussi un des exemples de l'échec de la coopération entre les pays arabes, l'exclusion de l'Egypte en étant le plus frappant.

Pays en développement

4994. « Entwicklungspolitik oder Ausbeutung der Dritten Welt ? » (Politique de développement ou exploitation du Tiers-Monde ?) *Sozialistische Tribune* [1987] : 3-139 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial. L'étude sous différents aspects (économique, politique, militaire, social) des politiques de développement des pays occidentaux envers le Tiers-Monde montre qu'il s'agit essentiellement d'une politique d'exploitation pour les pays capitalistes.

4995. « Field applications of operations research in primary health care within developing countries ». *Socio-Economic Planning Sciences* 21 (2), 1987 : 71-147 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial. En 1981, l'Agence américaine pour le développement international a lancé un programme de recherches sur les soins primaires dans les PVD. Les études ont été menées pendant 5 ans dans 32 pays. Certaines de ces études ont débouché sur des applications concrètes. Etude de ces applications au Brésil, à la Jamaïque, en Inde et en Egypte.

4996. « Transferts des technologies de communication et développement ». *Tiers-Monde* 28 (111), sept. 87 : 485-749 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro consacré aux problèmes qui se posent aux pays en développement confrontés au transfert des techniques de l'information par les pays développés. Ces nouveaux médias et ces techniques produits à l'étranger sont porteurs de l'idéologie des pays producteurs et ne respectent pas les caractéristiques locales. Face à cette domination, les pays du Tiers-Monde commencent à s'organiser et à prévoir des réseaux Sud-Sud. Mais, la plupart de leurs initiatives se heurtent à des problèmes économiques. Voir notamment : ARLANDIS, Jacques n° 5047 ; TOMASELLI, Keyan ; CRITICOS, Costas n° 4624 ; GOMEZ-MONT, Carmen n° 4880 ; YADAVA, Jaswant Singh n° 4838 ; KANDIL, Hamdy n° 4993 ; DESBOIS, Dominique n° 5024.

4997. HAGGBLADE, Steve – « Vertical considerations in choice-of-technique studies : evidence from Africa's indigenous beer industry ». *Economic Development and Cultural Change* 35 (4), juil. 87 : 723-742 ; tabl., graph.

Pour leur industrialisation, les PVD sont confrontés au choix entre la création d'emploi et la rentabilité économique. L'étude de l'industrie indigène de la bière au Botswana montre qu'un facteur efficace de substitution existe. La fabrication familiale de la bière est compétitive par rapport à la fabrication industrielle. Ce qui soutient la thèse de White au sujet du large choix dont disposent les décideurs dans les PVD.

4998. HULME, David – « State sponsored land settlement policies : theory and practice ». *Development and Change* 18 (3), juil. 87 : 413-436 ; graph. ; bibliogr.

De nombreux pays ont mis en œuvre des projets à grande échelle visant à coloniser des parties sous-peuplées de leurs territoires. Les objectifs étaient divers : diminution de la pression démographique, augmentation de la pro-

duction agricole, des exportations ou de l'emploi, sécurité nationale. Les résultats de ces projets ont presque toujours été très en-deçà des espérances initiales, ce qui démontre l'importance de modifictions dans la mise en œuvre et l'élaboration de ces programmes.

4999. MACPHEE, Craig R. – « Tokyo Round, tariff reduction and the less developed countries ». *The International Trade Journal* 1 (4), été 87 : 371-396 ; tabl. ; bibliogr.

Une nouvelle évolution des négociations commerciales multilatérales peut être établie en fonction des objectifs fixés par les signataires de la déclaration de Tokyo et par les PVD. Il apparaît que tout progrès dans le régime des tarifs préférentiels aurait un impact plus important qu'une diminution des tarifs douaniers issue des négociations multilatérales.

5000. MAZUR, Robert E. – « Linking popular initiatives and aid agencies : the case of refugees ». *Development and Change* 18 (3), juil. 87 : 437-461 ; bibliogr.

Depuis longtemps, le problème des réfugiés est vu comme un problème essentiellement international, mais récemment a été reconnue l'importance des déplacements forcés à l'intérieur du pays. Pour mieux aider ces groupes souvent nombreux, il convient de les traiter moins comme des assistés que comme des groupes d'individus aux motivations et capacités diverses qui veulent et doivent s'adapter à leurs nouvelles régions de résidence avec l'aide active des populations concernées et un effort cohérent de leur part.

5001. SHAH, M.J. – « Maritime law and the developing countries : attitudes and trends ». *Ocean Yearbook* (6) 1986 : 107-138.

La principale contribution des PVD au droit de la mer n'est pas l'introduction d'un régime spécifique en leur faveur, mais la remise en cause de normes traditionnelles et restrictives. Ainsi, au sein de l'ONU, ils ont été à l'origine d'un nombre d'actions et de conventions internationales depuis près de quinze ans.

Pays occidentaux

5002. L'OTAN

a. ABSHIRE, David M. – « NATO's conventional defense improvement effort : an ongoing imperative ». *The Washington Quarterly* 10 (2), print. 87 : 49-60.
Malgré les efforts effectués depuis quelques années, les forces conventionnelles de l'OTAN sont encore insuffisantes et surtout nettement inférieures à celles du Pacte de Varsovie. Le sommet de Reykjavik a mis en évidence la nécessité de poursuivre dans cette voie.

b. CURTER, Jim – « Can NATO strategy work ? » *Military Review* 67 (6), juin 87 : 2-13.
Selon une stratégie adoptée dernièrement, l'OTAN réagirait, dans un premier temps, contre une attaque par des armes conventionnelles sophistiquées contre les troupes ennemies de deuxième ligne, tout en s'efforçant de contenir la première vague. Mais, la réalisation de ce concert exigeant des dépenses trop élevées, il n'est pas certain que tous les alliés veuillent en accepter le fardeau.

c. HOUWELING H.W. ; SICCAMA, J.G. – « De militaire betrokkenheid van de Verenigde Staten bij West-Europa : terugbliken vooruitzicht » (L'implication militaire des Etats-Unis en Europe : rétrospective et perspective). *Internationale Spectator* 41 (4), avr. 87 : 198-208.
La stratégie de l'OTAN a évolué depuis 1945/49 vers l'érosion de la position hégémonique des Etats-Unis dans le monde et vers l'émancipation des alliés de l'Europe occidentale dans l'OTAN.

5003. SANDERS, Ronald – « Is Britain indispensable to the Commonwealth ? » *The Round Table* (303), juil. 87 : 366-377.

Le Commonwealth est un organisme vivant et précieux qui présente d'immenses avantages pour les Etats membres. Malgré certaines périodes de crise, notamment à propos de l'attitude de la Grande-Bretagne sur la question de la Namibie et de l'Afrique du Sud, tout semble être rentré dans l'ordre en 1987.

III. ÉTUDES GÉNÉRALES, MONDIALES, OU INTERNATIONALES

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 5036, 5041

5004. « La francophonie ». *Langue et société* (20), aut. 87 : 35-50 (texte également en anglais).

Dossier consacré à la francophonie à la suite du sommet de Paris et avant celui du Québec en 1987. Voir notamment : TETU, Michel : « La francophonie mondiale » ; LEGER, Jean-Marc : « Les origines de la francophonie ».

5005. Intelligence ». *Defense Analysis* 3 (2), juin 87 : 93-193.

Numéro spécial consacré à l'étude des services de renseignements dans le monde sous leurs différents aspects.

5006. BOURNE, Jenny – « Homelands of the mind : Jewish feminism and identity politics ». *Race and Class* 29 (1), été 87 : 1-24 ; bibliogr.

La prise de conscience de leur double exploitation, en tant que femmes, et en tant que juives, et des réalités complexes du Moyen-Orient mises en évidence par l'invasion israélienne au Liban en 1982 a nécessairement conduit les féministes juives à s'interroger sur leur identité politique.

5007. BINNENDIJK, Hans – « Authoritarian regimes in transition ». *The Washington Quarterly* 10 (1), print. 87 : 153-164.

La chute d'un régime autoritaire est toujours précédé d'une longue période de malaise, entraînant la perte de légitimité du gouvernement. De nombreux signes, allant de la santé du chef de l'Etat aux tensions sociales, annoncent le déclin du régime. Divers systèmes politiques peuvent succéder à l'autoritarisme, l'histoire récente montre que la démocratie peut aussi le remplacer. Les Etats-Unis peuvent jouer un rôle important dans cette transition vers un régime démocratique en apportant leur aide à tous ceux qui sont susceptibles de former les bases de la démocratie.

5008. GERARD, Philippe – « Libéralisme et socialisme à la recherche de l'Etat ». *La revue nouvelle* 86 (9), sept. 87 : 195-207.

L'historique des idées libérales et socialistes montre que les libéraux déniaient originellement tout rôle important à l'Etat. Les socialistes ont affirmé, en Occident, le rôle de protection sociale tenu par l'Etat. Actuellement, les libéraux comme les socialistes doivent réviser leur position à l'égard de l'Etat.

5009. HARTSOCK, Nancy C.M. – « False universalities and real différences : reconstituting marxism for the eighties ». *New Politics* 1 (2), hiv. 87 : 83-96 ; bibliogr.

La crise de l'action politique marxiste est liée à un certain nombre de lacunes de sa théorie en particulier, l'oubli total des facteurs de race et de genre, à côté de celui de classe à une époque où les conflits ethniques et féministes prévalent en maints endroits.

5010. ŠADRINA, I. – « Socintern v " eru Brandta " i aktual'nye problemy mirovoj politiki » (L'Internationale socialiste pendant « l'ère Brandt » et les problèmes actuels de la politique mondiale). *MEMO* (6), 1987 : 14-28 ; résumé en anglais.

En dépit d'une certaine ambiguïté qui lui est propre, l'Internationale socialiste a pris récemment des positions politiques qui montrent incontestablement que la nouvelle mentalité commence à pénétrer dans ce courant puissant du mouvement ouvrier international.

Relations internationales

5011. L'armement nucléaire

a. « Controlling deadly weapons ». *Society* 24 (5), août 87 : 38-79 ; bibliogr.
Suite d'articles consacrés à l'offensive Gorbatchev sur le terrain du désarmement nucléaire et aux réactions américaines à ses propositions.

b. BOVINE, Alexandre – « Une nouvelle mentalité : l'impératif du siècle nucléaire ». *Sciences sociales – Académie des sciences de l'URSS* (3), 1987 : 166-180.
L'incapacité ou le refus d'accorder la pensée politique avec les exigences de l'ère nucléaire est aujourd'hui le principal obstacle au désarmement et à la coopération entre les peuples.

c. LEŠKA, Vladimir – « Myslet a jednat v souladu s realitou jaderneho a kosmického veku » (Penser et agir en accord avec la réalité de l'époque nucléaire et cosmique). *Mezinarodni vztahy* 22 (4), 1987 : 3-17 ; résumés en russe et en anglais.
L'existence de l'arme nucléaire transforme radicalement la problématique de la guerre et de la paix. A l'époque nucléaire et cosmique il est criminel de vouloir construire la sécurité sur une escalade de la course aux armements. La sécurité ne peut résulter que d'une destruction progressive des armes nucléaires et de la disparition de la guerre des relations internationales.

d WOHLSTETTER, Albert – « Swords without shields ». *The National Interest* (8), été 87 : 31-57 ; bibliogr.
L'aspect plus ou moins défensif ou plus ou moins offensif des dispositifs militaires nationaux a été au centre des débats stratégiques depuis la deuxième guerre mondiale, de la doctrine de la dissuasion par destruction mutuelle assurée à l'Initiative de défense stratégique et aux conséquences d'une option zéro en Europe.

5012. Les armes chimiques et bactériologiques

a. DE HAAN, Jakob – « Biologische wapenss gevaar of hersenschim ? » (Armes biologiques : danger ou vue de l'esprit ? » *Internationale spectator* 41 (5), mai 87 : 249-257.
Le contrôle des armements biologiques (bactériologiques et toxiques) pose le problème de la vérification. Techniquement et politiquement il semble plus réaliste, dans un premier temps, d'adopter des mesures de confiances et de sécurité, au lieu d'établir un nouveau système de vérification.

b. GARGIULO, Pieho – « Le armi chimiche. Aspetti di diritto internazionale e disarmo ». *La comunità internazionale* 42 (1 et 2), 1er et 2e trim. 87 : 9-33 et 167-180.
Examen des normes de droit international régissant l'usage des armes chimiques. La mise en place en 1980 d'une commission au sein du Comité des Nations-Unies pour le désarmement a permis de résoudre des problèmes techniques et de rapprocher les vues des pays occidentaux et des pays socialistes. La question du contrôle à la production subsiste pourtant.

c. HOTIER, Jean-Luc – « L'interdiction des armes chimiques et biologiques : mythe ou réalité ? » *Stratégique* (2 et 3), 1987 : 69-110 et 159-194 ; bibliogr.
L'arsenal chimique mondial se caractérise par un déséquilibre important entre l'Est et l'Ouest et si des progrès considérables sont attestés actuellement dans le sens d'un traité sur ces armes, la condition de la parité des deux blocs devra être remplie par l'URSS.

5013. Le domaine maritime

a. BIRNIE, P.W. – « Piracy. Past, present and future ». *Marine Policy* 11 (3), juil. 87 : 163-183.
La définition de la piraterie est différente selon qu'on considère les législations nationales ou le droit international. De nombreuses tentatives de codification du droit relatif à la piraterie ont été enregistrées, du projet de Traité de Harvard de 1932 à la Convention de Montego Bay de 1982. Par ailleurs, des réponses légales à cet acte illicite ont été envisagées.

b. DUBS, Marne A. – Minerals of the deep sea : politics and economic conflict ». *Ocean Yearbook* (6), 1986 : 55-84 ; tabl., carte.
L'exploitation des ressources des fonds marins est au centre d'un débat qui s'est développé depuis la conclusion de la Convention de Montego Bay, en 1982. Les Etats-Unis et d'autres pays industrialisés veulent que cette exploitation s'inscrive dans le cadre des libertés de la haute mer, alors que d'autres pays, principalement les PVD, sont pour une réglementation internationale de l'utilisation des fonds marins.

c. GAME de FONTBRUNE, Valérie – « L'enregistrement des investisseurs pionniers devant la commission préparatoire de l'autorité internationale des fonds marins ». *Revue générale de droit international public* 9 (3) 1987 : 883-914.
Les tentatives d'adaptation du régime des investissements préliminaires défini par la Conférence sur le droit de la mer : Kingston (1983), Genève (1984), Kingston (1985), la déclaration du 5 septembre 1986 et l'enregistrement des investisseurs pionniers.

5014. Les droits de l'homme

a. BAUMANN, Gerhard – « Friedenssicherung durch Menschenrechte » (Garantir la paix par la défense des droits de l'homme). *Deutsche Annalen* 16, 1987 : 108-119.
Alors que l'Occident met l'accent sur la garantie des droits individuels comme condition même de la paix, les Etats du bloc soviétique soulignent l'importance des droits collectifs en matière socio-économique comme base essentielle de la coopération internationale et de la coexistence pacifique. Ces deux vues s'excluent mutuellement et ne permettent guère un rapprochement solide et véritable.

b. MICHALSKA, Ana – « Pakty praw czlowieka a regulacje regionalne w dziedzinie peaw czlowieka » (Les pactes relatifs aux droits de l'homme et les instruments régionaux en matière de droits de l'homme). *Panstwo i prawo* 42 (2), fév. 87 : 3-20 ; résumés en anglais, en russe et en français.
Nombre de pays parties aux traités régionaux ont adhéré aux pactes relatifs aux droits de l'homme, et le nombre de ratifications témoigne d'une vaste acceptation des modèles universels. Les ratifications témoignent aussi de la tendance à une application simultanée ou complémentaire des pactes et des traités régionaux. La Charte africaine diffère sensiblement tant des pactes que des autres traités régionaux (Conseil de l'Europe, OEA).

5015. La situation internationale

a. CARSTENS, Karl – « La situation internationale vue par un Allemand ». *Revue des sciences morales et politiques* 142 (2), 1987 : 213-222.
La situation internationale se caractérise par l'hégémonie des Etats-Unis et de l'URSS, les progrès de la Communauté européenne, malgré la lenteur du processus d'unification, et une bonne situation allemande en dépit de la division de la nation qui heurte tous les Allemands.

b. CHAKHNAZAROV, Gueorgui – « Perspectives du socialisme et de la paix ». *Sciences sociales – Académie des sciences de l'URSS* (2), 1987 : 7-24.
La dialectique réelle de l'évolution mondiale est caractérisée aujourd'hui, comme le soulignent les documents du 27e Congrès du PCUS, par une combinaison de la compétition entre les deux systèmes et d'une tendance croissante à l'interconnexion des activités de tous les Etats qui, dans le domaine de la sécurité à l'ère atomique, sont absolument interdépendants.

c. SOJAK, Vladimir – « Mezinárodní vztahy a světový revolučni proces v naši epoše » (Les relations internationales et le processus révolutionnaire mondial à notre époque). *Mezinárodní vztahy* 22 (3), 1987 : 2-12 ; résumés en russe et en anglais.
Pour démanteler le processus révolutionnaire mondial les forces de l'impérialisme sont prêtes à recourir à la guerre. Devant le danger de destruction de

l'humanité tout entière, les pays socialistes et les forces révolutionnaires insistent sur la nécessité absolue d'une approche globale, humanitaire de certains problèmes urgents de notre époque.

5016. « Swords and ploughshares ». *END Papers* (16), été 87 : 3-105.

Suite d'articles consacrés aux sacrifices nationaux consentis en faveur des efforts de défense. Voir notamment : MELMAN, Seymour : n° 4742 ; BROWN, Michael Baratt : n° 5051 ; COATES, Ken : n° 4808.

5017. HEGEDUS, Zsuzsa – « The challenge of the peace movement : civilisation security and civilian emancipation ». *Alternatives* 12 (2), avr. 87 : 197-126 ; bibliogr.

Les courants pacifistes qui se sont développés depuis les années 80 ont fait de la sécurité un problème social. Plus globalement, ils témoignent de la recherche d'un noveau modèle de sécurité modifiant les rapports entre le pouvoir militaire et l'Etat à l'échelle internationale.

5018. LANG, Bertrand – « Discours soviétique sur la guerre » *Stratégique* (3), 3e trim. 87 : 25-76 ; bibliogr.

La doctrine de l'URSS sur la guerre dans la période Brejnev découle de sa vision du monde et prend ses sources dans les principes premiers du marxisme-léninisme. La guerre est un moyen au service de la politique, et plus précisément de la politique d'une classe. La classification des guerres dans le discours soviétique fait apparaître le critère de guerres justes ou injustes comme élément fondamental. La problématique de la guerre est en corrélation avec celle de la révolution, la guerre étant un moyen de permettre l'extension du socialisme.

5019. NORTON, Patrick M. – « The Nicaragua case : political questions before the International Court of Justice ». *Virginia Journal of International Law* 27 (3), print. 87 : 459-526.

L'affaire Nicaragua c/Etats-Unis, au sujet de l'aide de ces derniers aux contrats, est venue devant la Cour internationale de justice qui s'est estimée compétente, malgré le désaccord de Washington. Cette affaire a révélé la nécessité de définir exactement ce qui relève du règlement judiciaire et ce qui relève d'une question politique, dans les affaires internationales.

Vie culturelle et scientifique

5020. « L'altra intelligenza artificiale ». *Politica ed economia* 18 (9), sept. 87 : 49-63.

Dossier consacré à l'intelligence artificielle. Le premier congrès mondial tenu à Milan a sanctionné l'avènement de l'intelligence artificielle dans son stade industriel et ouvert la voie d'une réflexion sur ses effets sociaux ; d'autre part, le développement d'une « autre intelligence artificielle », dont les capacités seraient utilisées pour amplifier le potentiel cognitif humain, pourrait instaurer un nouveau rapport homme/machine et constituer l'un des fondements de « l'écologie de l'esprit » des années 90.

5021. L'Islam

a. MOZAFFARI, Mehdi – « Authority in Islam, from Muhammad to Khomeini ». *International Journal of Politics* 16 (4), hiv. 87 : 127 p. ; tabl., graph. ; bibliogr.

La question sur le système politique de l'Islam est posée en termes de conception du pouvoir et de théorie générale de l'Etat. La distinction entre le fait coranique et le fait islamique, et celle entre l'autorité et le pouvoir, permettent d'aborder les différents modèles utilisés, anciens et contemporains, et de comprendre l'évolution du système politique islamique et les différentes formes qu'il a pu prendre de l'époque du Prophète à nos jours. La sécularisation du pouvoir et la notion d'Etat-nation semblent avoir beaucoup de difficultés pour s'imposer.

b. SHEPARD, Willian E. – « Islam and ideology : towards a typology ». *International Journal of Middle East Studies* 19 (3), août 87 : 307-335 ; graph.

Les mouvements islamistes modernes diffèrent dans leur idéologie et leur conception des relations entre religion et politique. Ils peuvent être classés,

en termes de type-idéal wébérien, selon une typologie prenant en considération leur niveau de « totalisme islamique » et leur degré d'attachement à la modernité : sécularisme, modernisme islamique, islamisme radical, traditionalisme et néo-traditionalisme.

5022. « Le médiacosme ». *Projet* (207), oct. 87 : 1-168.

Numéro spécial consacré au développement actuel des médias et à la place qu'ils occupent dans la culture et la société en France et dans le monde. Voir notamment : HEBBLETWAITE, P. : n° 4816 ; DICHENIN, Olivier : n° 4782 ; VERA, José : n° 4872.

5023. BEDARIDA, François – « The modern historian's dilemma : conflicting pressures from science and society ». *The Economic History Review* 40 (3), août 87 : 335-348.

Deux courants divisent actuellement les historiens, l'un s'appuie sur la transmission de la connaissance par des méthodes scientifiques, l'autre essaie d'élargir les visées de l'historien, implique de nouvelles formes de recherche, des liens plus étroits avec l'extérieur afin de répondre aux besoins de la société.

5024. DESBOIS, Dominique – « Logiciel : la force et le droit ». *Tiers Monde* 28 (111), sept. 87 : 709-726 ; bibliogr.

Un rapport de l'Alliance pour la propriété intellectuelle au plan international accuse l'Extrême-Orient et l'Asie du Sud-Est d'être devenus les plaques tournantes d'une industrie multimedia du piratage qui s'étend à tous les secteurs de l'édition et aux logiciels en particulier. C'est en fait la politique américaine, transportant la production de ce type de produits vers les pays à main-d'œuvre bon marché qui a entraîné ce processus, favorisé également par l'absence d'une législation internationale.

5025. WILKE, Jürgen – « Foreign news coverage and international news from over three centuries ». *Gazette* 39 (3), 1987 : 147-180 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis les années 70, les Etats du Tiers Monde revendiquent l'instauration d'un Nouvel ordre mondial de l'information dans lequel les flux seraient plus équilibrés. Une étude menée sur les trois derniers siècles montre que ces flux internationaux se sont considérablement développés, alors même que la presse connaissait une expansion significative. Cependant aucune théorie cohérente ne peut expliquer le développement de ces flux d'information.

Questions sociales

5026. « Droits de l'homme, droits de l'autre ». *Quart monde* (122), hiv. 87 : 1-42.

Numéro spécial consacré à la misère des plus démunis. Voir notamment : BRAND, Anne-Claire : « Bâtir une famille » ; EMMANUEL, Pierre : « Regarder l'autre » ; FIERENS, Jacques : « Droits économiques, sociaux et culturels ».

5027. ARON, Jean-Paul – « La tragédie de l'apparence à l'époque contemporaine ». *Communications (Paris)* (47), 1987 : 305-314.

La fin du XXe siècle invente un narcissisme collectif, une esthétique insolite de l'amour de soi, étendant ses décrets aux hommes, ce qui est une mutation prodigieuse : jeunesse, santé, minceur doivent être l'apanage de qui veut vivre pleinement. Voir aussi, pp. 225-278 : FISCHLER, Claude : « La symbolique du gros ».

5028. HODGES-AEBERHARD, Jane ; ODERO DE DIOS, Alberto – « Les principes du comité de la liberté syndicale relatifs aux grèves ». *Revue internationale du travail* 126 (5), oct. 87 : 611-633.

En l'absence de normes internationales s'appliquant spécifiquement aux grèves, les décisions prises par le Comité de la liberté syndicale démontrent qu'il a été possible d'assurer une large protection dans ce domaine par voie de jurisprudence.

5029. POLLAK, Michael ; RUFFAT, Michèle : « Le néocorporatisme : ruptures et continuités ». *Bulletin trimestriel-Institut d'histoire du temps présent* (29), sept. 87 : 23-52 ; bibliogr.

Présentation d'une bibliographie sur le corporatisme qu'il soit " néo ", " societal " voire " libéral ", une idée ancienne qui resurgit comme catégorie d'analyse.

5030. SEMENOV, A. – « Rost bezraboticy i strategiâ kapitala na rynke truda » (L'accroissement du chômage et la stratégie du capital sur le marché du travail). *MEMO* (6), 1987 : 54-65 ; tabl. ; résumé en anglais.

La politique de réduction des postes de travail et d'intensification du processus de travail, menée par la bourgeoisie pour augmenter l'efficacité de la production est socialement inacceptable. La tâche des forces révolutionnaires consiste à expliquer aux masses que la lutte contre le chômage passe par la démocratisation des relations sociales.

5031. VALTICOS, Nicolas – « Les commissions d'enquête de l'Organisation internationale du travail ». *Revue générale de droit international public* 91 (3), 1987 : 847-879.

C'est depuis 1961 que les commissions d'enquête ont été créées en remplacement des procédures de plaintes : composition, mandat, caractère d'intérêt public et caractère autonome des procédures, déroulement de celles-ci, rapport des commissions, suite des rapports, position des Etats à l'égard de ceux-ci, mesures prises en cas d'inexécution des recommandations, évolution et perspectives d'avenir.

5032. TERWEY, Michael – « Class position and income inequality. Comparing results for the Federal Republic with current U.S. research ». *International Journal of Sociology* 17 (2), été 87 : 119-171 ; tabl., graph.

Les différences de structures des classes sociales déterminant la distribution des revenus peuvent être étudiées en termes d'opposition centre-périphérie, au sein d'un même pays ou à l'échelle internationale. Toutefois, certaines théories de la droite sur la détermination du revenu sont vérifiables en RFA et aux Etats-Unis. Par ailleurs, la référence marxiste relative aux inégalités des classes sociales ne semble pas être nécessaire pour l'étude des revenus.

5033. VAN GINNEKEN, Wouter – « La politique des salaires des pays industriels à économie de marché de 1971 à 1986 : de la réglementation à la libre négociation ». *Revue internationale du travail* 126 (4), août 87 : 425-453.

La politique de modération salariale suivie par la plupart des pays développés depuis une quinzaine d'années, vise à lutter contre l'inflation et, de ce point de vue, elle a été utile. Jusqu'en 1980, cette politique tendait à plus d'égalité entre les salaires. Depuis, ce mouvement s'est inversé, le secteur public est systématiquement défavorisé et la négociation décentralisée qui se développe, accroît ces inégalités et n'est guère anti-inflationniste.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4679, 5032

5034. La crise économique

a. « La crise économique et la réponse des communistes ». *La nouvelle revue internationale* 30 (6), juin 87 : 148-165.
Compte-rendu du symposium international tenu à Prague et consacré à la crise générale du capitalisme et à la lutte des communistes.

b. « Regards sur la crise ». *Documents pour l'enseignement économique et social* (66-67), mars 87 : 5-48 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.
Numéro spécial consacré à la crise économique, aux explications possibles et aux politiques envisageables. Voir notamment : DIEUAIDE, Patrick : n° 4736.

c. « Sovremennye osobennosti obsêgo krizisa kapitalizma » (Les particularités actuelles de la crise générale du capitalisme). *MEMO* (6), 1987 : 66-81 ; résumé en anglais.

Compte-rendu d'une conférence scientifique internationale, organisée à Moscou en mars 1987 et consacrée aux aspects économiques et sociopolitiques actuels de la crise du capitalisme et aux différents aspects de la lutte anti-impérialiste.

d. BOYER, Robert – « Réflexions sur la crise actuelle ». *Revue française d'économie* 2 (2 et 3), print. et été 87 : 35-60 et 27-48 ; bibliogr. ; résumés en anglais.
Les difficultés actuelles de la théorie économique tiennent à l'évacuation du concept de crise et à un quasi-délaissement simultané des analyses de croissance. Il importe donc de relancer les réflexions en matière de croissance afin de cerner les transformations structurelles conduisant au ralentissement économique et de trouver des stratégies alternatives aux politiques actuelles.

5035. « L'explosion des marchés de capitaux ». *Eurépargne* 17 (11-12), sept. 87 : 2-40.

Numéro spécial consacré au compte-rendu des journées d'études du Bischenberg, tenues les 15 et 16 mai 1987 sous la présidence de Pierre Moussa et consacrée aux conséquences pour les banques européennes de la déspécialisation et la banalisation de l'intermédiation financière au niveau international.

5036. « 1988 : la fin de la désinflation ? » *Conjoncture (Paris)* 17 (8), sept. 87 : 117-132 ; tabl., graph.

La fin de la chute du prix du pétrole et du recul des taux d'intérêt, des signes de préférences pour les placements défensifs, et l'apparition de tensions inflationnistes aux Etats-Unis, laissent prévoir une reprise de l'inflation pour 1988. Cette tendance est confirmée par l'évolution des marchés financiers et celle des prix des matières premières. Cependant, les réactions varieront selon les pays : Japon et RFA devraient contenir leur inflation, pour les autres pays industrialisés, notamment la France, la situation sera plus difficile.

5037. Les politiques économiques

a. « A survey of the world economy : the limits to cooperation ». *The Economist* 2 oct. 87 : 56 p. ; tabl., graph.
Dossier : la coopération des politiques économiques, en particulier en ce qui concerne les taux de change, le commerce international et l'endettement du Tiers-Monde, n'est pas forcément la meilleure des solutions aux problèmes de l'économie mondiale.

b. WEGNER, Manfred – « Scope and limits of international economic policy coordination ». *The World Economy* 10 (3), sept. 87 : 283-305 ; tabl., graph.
La situation de l'économie mondiale au milieu des années 1980 s'est quelque peu améliorée. Mais des problèmes importants subsistent et nécessitent une coordination internationale accrue des politiques macro-économiques, une gestion monétaire souple des taux de change et un recul du protectionnisme. Les pays industrialisés les plus importants en sont les premiers responsables.

5038. « Symposium : on markets and socialism ». *Economic Affairs* 7 (6), sept. 87 : 18-43.

Suite d'articles consacrés à l'ouverture du socialisme à l'économie de marché. Le socialisme, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, diffère de la théorie socialiste. Il commence à se préoccuper de rentabilité économique, mais il devra concilier la mentalité de l'économie de marché et ses propres valeurs.

5039. « Vers l'an 2000 et après ? » *Les cahiers français* (232), sept. 87 : 2-72 et 32 p. ; tabl., graph. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés à l'étude de la prospective, science née dans les années 30 aux Etats-Unis et qui s'est développée en France dans les années 50, et à ses projections à l'horizon 2000 dans les domaines du contexte géopolitique, de l'écosphère, des technologies et biotechnologies de l'espace et de l'évolution de l'homme.

5040. BURGELIN, Olivier ; BASSE, Marie-Thérèse – « L'unisexe, perspectives diachroniques ». *Communications (Paris)* (47), 1987 : 279-299 ; bibliogr.

Le terme et la mode " unisexe " et la diffusion mondiale de jeans sont apparus vers la fin des années 60 pour disparaître dans les années 1980-82 et ont symbolisé l'émancipation de la femme. Mais ceux et celles qui portent le jean le vivent aussi comme moyen d'expression de leurs corps et non comme signe de modernité.

5041. ESMAN, Milton J. – « Ethnic politics and economic power ». *Comparative Politics* 19 (4), juil. 87 : 395-418.

Les stratégies employées par les majorités ethniques au Québec, en Malaisie et en Afrique du Sud, pour prendre le contrôle de l'économie sans bouleversement, et sans dépossession des minorités ont été similaires. Les mêmes conditions étaient réunies : majorité démographique, subordination économique, opportunité politique de prendre le pouvoir, idéologie nationaliste et espace fiscal à créer.

5042. HAASE, Herwig E. – Direct taxes in East and West ». *Bulletin for International Fiscal Documentation* 41 (7), 1987 : 304-317 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La définition d'une théorie de l'impôt permet d'effectuer une étude comparative entre les systèmes fiscaux de l'Est et de l'Ouest. Certaines tendances communes peuvent être dégagées : développement de la taxation directe, promotion fiscale de l'économie privée et de l'activité internationale. Cependant, une théorie comparative des finances publiques reste à établir.

5043. LOUMAYE, Serge – « Privatiser : Kafka contre Ariel ». *La revue nouvelle* 86 (9), sept. 87 : 171-183.

Le modèle néo-libéral, qui préconise les privatisations, procède d'une amnésie historique : les acteurs du marché, livrés à eux-mêmes et délivrés de tout arbitrage, engendrent l'inégalité. Quant aux privatisations, leur rôle de dépolitisation des entreprises publiques, leur efficacité et la concurrence parfaite qu'elles engendreraient sont bien discutables...

5044. MATHIS, Jean ; MAZIER, Jacques – « Niveaux de coûts de production et performances extérieures des grands pays industrialisés ». *La note de l'IRES* (12), 2e trim. 87 : 1-40 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les disparités de coûts entre les pays, si elles sont l'un des déterminants de l'échange, ne sont pas le seul. Aux avantages-coûts (positifs ou négatifs) viennent s'ajouter les avantages hors-coûts. Une analyse désagrégée en douze produits industriels montre que les coûts comparatifs ne sont que rarement un facteur explicatif des performances inégales des branches en matière d'échanges extérieurs.

5045. PHELPS, Edmund S. – « Marchés spéculatifs et anticipations rationnelles ». *Revue française d'économie* 2 (3), été 87 : 10-26 ; bibliogr.

Apparue dans les années 1970, la version fondamentaliste des anticipations rationnelles ne constitue pas une description adéquate de tous les marchés des actions, des obligations et des changes. De nouveaux modes de prévision doivent être recherchés par les économistes et les prévisionnistes.

Aménagement et urbanisme

5046. Le développement régional

a. « Nouvelles technologies et développement régional ». *Revue d'économie régionale et urbaine* (2), 1987 : 159-349 ; tabl., cartes.
Numéro spécial consacré à l'impact des activités de la recherche-développement sur le développement régional. Voir notamment TODILING, Franz : n° 4652 ; ESCORSA, Pera et al. : n° 4699 ; SWYNGEDEUN, Erika ; ANDERSON, Sara D. : n° 4784.

b. CURBELO RANERO, José-Luis – « Economic restructuring and regional development planning in the underdeveloped regions ». *Journal of Regional Policy* 7 (1), mars 87 : 37-58.
La crise économique internationale et les processus de restructuration industrielle à l'échelle mondiale ont relégué au second plan les politiques régionales de l'Etat-providence, naguère à l'honneur, pour s'orienter vers la décentralisation politique en vue de décharger les gouvernements centraux des problèmes des régions arriérées.

5047. ARLANDIS, Jacques – « Le développement des télécommunications : les enjeux économiques de la mutation des années 80 ». *Tiers Monde* 28 (111), sept. 87 : 535-542 ; tabl.

Le développement extrêmement rapide des télécommunications a renforcé le poids des pays de la triade Etats-Unis, Japon, Europe qui dominent le marché mondial ; dans ce contexte les pays du Tiers-Monde éprouvent de grandes difficultés à définir leur propre politique.

5048. BRUCE, Maxwell – « The London Dumping Convention, 1972 : first decade and future ». *Ocean Yearbook* (6), 1986 : 298-318.

La Convention sur la prévention de la pollution maritime signée à Londres en 1972, est entrée en vigueur en 1975. Elle créait l'Organisation maritime internationale chargée de veiller à son application. La faillite de cette convention dépend totalement des contrôles nationaux par le biais de l'octroi des permis. Cependant, un renforcement du régime en vigueur semble souhaitable.

5049. GOLD, Edgar – « Ocean shipping and the new law of the sea : toward a more regulatory regime ». *Ocean Yearbook* (6), 1986 : 85-96.

La troisième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer n'a pas traité de manière complète et cohérente les problèmes juridiques liés à la navigation commerciale. Elle ne s'est attachée qu'à l'étude du transit des navires commerciaux dans des espaces à régimes juridiques divers, sans se préoccuper des questions de droit liées à l'activité commerciale elle-même.

Relations économiques internationales

5050. Le commerce Est-Ouest

a. BYKOV, A. – « Les liens d'affaires Est-Ouest ». *La vie internationale* (5), mars 87 : 42-52.
Malgré les pressions de l'OTAN et de Washington, relatives à la haute technologie, la coopération économique entre pays capitalistes et socialistes se développe. Mais elle pourrait être beaucoup plus large, toucher de nouveaux secteurs compte-tenu des ressources considérables, à la fois économiques et scientifiques, que possèdent les pays du CAEM ; cette coopération serait de surcroît à l'avantage de tous.

b. COLLINS, Sarah L. – « Counter-railing duties and alternative trade remedies for imports from non-market economies ». *Virginia Journal of International Law* 27 (3), print. 87 : 699-728.
Lorsque les Etats-Unis importent en provenance des économies planifiées, les produits américains sont victimes d'une concurrence injuste puisque les prix sont établis par l'Etat, voire subventionnés ; les remèdes par les droits compensables ne sont pas satisfaisants et il faudrait envisager des mesures telles que : lois anti-dumping, accords bilatéraux et solutions législatives.

5051. L'endettement international

a. « The debt dilemma : current perspectives ». *Economic Impact* (4), 1987 : 6-31.
Suite d'articles consacrés à la dette mondiale. Voir notamment : KRUEGER, Anne O. : « Debt capital flows and LDC growth » ; HELLER, H. Robert : « Debt and the future of bank lending » ; FISHER, Stanley : « Sharing the burden of the debt crisis ».

b. « Happy 5th anniversary debt crisis ». *The Banker* 137 (739), sept. 87 : 23-45 ; tabl., graph.
Suite d'articles : la crise de l'endettement international dure depuis 5 ans. Elle ne se résorbe pas, mais n'a pas pour autant fait s'effondrer le système financier international, qui a appris à la gérer cas par cas.

c. JOHANSSON, Sven-Olof – « Rethinking called for by debt strategy crisis ». *Quarterly Review – Sveriges Riksbank* (2), 1987 : 18-31 ; tabl.
La stratégie suivie actuellement en matière d'endettement international semble atteindre ses limites ainsi qu'en témoigne la déclaration de cessation de paiement du Brésil en janvier 1987. La véritable solution à la crise est la reprise de la croissance mise en avant par le plan Baker. La capitalisation des intérêts est également une solution financière à court terme.

d. PANKIN, D.V. ; VIL'DAN, N.V. – « Gosudarstvennyj dolg v ekonomike sovremennogo kapitalizma » (La dette de l'Etat dans l'économie du capitalisme

moderne). *Vestnik moskovskogo Universiteta. Seriâ ekonomika* (4), août 87 : 38-46 ; tabl.
Ce sont les efforts entrepris pour résoudre les problèmes économiques et sociaux, dans les années 70-80, par la redistribution d'une part de plus en plus importante du revenu national au moyen du budget d'Etat qui ont abouti à un déficit budgétaire chronique et à une montée de la dette d'Etat dans les pays capitalistes. L'ampleur de cette dette et ses conséquences varient d'un pays à l'autre. Mais elle apparaît partout comme un facteur de déstabilisation du système capitaliste.

5052. Le GATT

a. FABER, Gerrit – « Een nieuwe ronde van handelsbesprekingen : conflicten en mogclijke resultaten in Noord-Zuidperspectief » (Un nouveau round des négociations commerciales : conflits et résultats possibles dans le cadre des relations Nord-Sud). *Internationale spectator* 41 (3), mars 87 : 114-124.
Le round du Gatt à Punta del Este montre que les pays développés et les nouveaux pays industrialisés ont intérêt à élargir le système mondial du commerce multilatéral dans le sens d'une plus grande libéralisation.

b. FRANK, Isaiah – « Import quotas, the balance of payments and the GATT ». *The World Economy* 10 (3), sept. 87 : 307-317.
Le GATT devrait s'intéresser davantage à la pratique du recours à son article 11 relatif à l'utilisation exceptionnelle de restrictions quantitatives à l'importation pour équilibrer la balance des paiements. Cette pratique est devenue essentiellement protectionniste. L'Uruguay Round ne pourrait arriver à un accord sur son élimination. Mais les pays industrialisés pourraient faire une déclaration commune de « renoncement » et inviter les autres pays à y souscrire.

c. KOEKKEK, K.A. – « The developing countries in the new GATT round : safeguards revisited ». *The International Trade Journal* 1 (4), été 87 : 319-337 ; bibliogr.
L'article XIX du GATT prévoit un dispositif de sauvegarde fréquemment utilisé en faveur des pays en développement. La révision du régime de sauvegarde devrait interdire la sélectivité de son application, permettre l'ajustement interne et ne pas accorder le bénéfice des mesures de compensation ou de représaille.

5053. La politique commerciale

a. KARSENTY, Guy ; LAIRD, Sam – « The GSP, policy options and the New Round ». *Weltwirtschaftliches Archiv* 123 (2), 1987 : 262-296 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en allemand, en français et en espagnol.
Les gains commerciaux directs dérivés des systèmes de préférences généralisées des pays industriels peuvent être estimés à environ 6 milliards de dollars par an, mais ces bénéfices sont très concentrés sur quelques pays semi-industrialisés, notamment d'Extrême-Orient. Une libéralisation plus complète du commerce d'importation pourrait donner lieu à un gain traditionnel de l'ordre de 20 milliards de dollars, mais la réalisation de ceux-ci dépendrait aussi, dans une large mesure, de l'élimination des barrières non tarifaires.

b. TANSUHAJ, Patriya S. ; GENTRY, James W. – « Firm differences in perceptions of the facilitating role of foreign trade zones in global marketing and logistics ». *Journal of International Business Studies* 18 (1), print. 87 : 19-33 ; tabl. ; bibliogr.
Une étude des différences entre firmes utilisatrices et non utilisatrices des zones de commerce extérieur montre que les premières importent et exportent plus que les secondes, qu'elles sont relativement de petite taille, et qu'elles sont plus conscientes du bénéfice qu'elles tirent des zones en termes de marketing et de logistique que leurs homologues.

5054. JAKŠ, Jaroslav – « Možnosti a bariéry trilateralni ekonomické kooperace v druhé polovině 80. let » (Possibilités et barrières de la coopération économique trilatérale dans la deuxième moitié des années 80). *Mezinarodni vztahy* 22 (4), 1987 : 38-53 ; résumés en russe et en anglais.

L'instabilité accrue de l'économie capitaliste mondiale incite ses trois principaux protagonistes à rechercher un terrain d'entente. Sous le prétexte de la « coordination », les Etats-Unis cherchent à maintenir d'une manière active, leur rôle dirigeant dans l'économie mondiale, le Japon à réduire le poids de ses exportations et l'Europe occidentale à trouver une unité intérieure.

5055. NIKL, Miroslav – « Efforts conjoints des pays en développement et des pays socialistes dans la lutte pour la sécurité économique ». *Développement et progrès socio-économique* 11 (1), mars 87 : 60-79 ; bibliogr.

Face aux pays capitalistes, qui ne cessent de porter atteinte à l'aspect démocratique commun de la politique économique internationale (en violant la « clause de la nation la plus favorisée » édictée par le GATT), les pays en développement et les Etats socialistes sont des alliés objectivement solidaires dans la lutte pour la sécurité économique dans les relations internationales actuelles.

5056. OLSON, Mancur – « Economic nationalism and economic progress ». *The World Economy* 10 (3), sept. 87 : 241-264 ; tabl.

Le débat sur le protectionnisme économique dure depuis plus de deux siècles. Aujourd'hui des pays industrialisés et des PVD recourent à cette pratique qui ne fait qu'augmenter le coût de production et accélérer le développement d'une sclérose institutionnelle négative pour la performance économique. Le protectionnisme est déconseillé, même s'il a pour but de protéger des industries naissantes. A long terme la production industrielle se développe grâce au libre-échange.

Achevé d'imprimer en 1987 sur les presses
de l'IMPRIMERIE CHIRAT, 42540 Saint-Just-la-Pendue
Dépôt légal N° 3633
Le Directeur-Gérant de la Publication : Louis BODIN
Commission Paritaire des Papiers de Presse : n° 50510

PLAN DE CLASSEMENT

I. ÉTUDES NATIONALES
(par ordre alphabétique des pays)

II. ÉTUDES RÉGIONALES
(par ordre alphabétique des ensembles géopolitiques)

Dans ces deux premières sections, si le nombre des notices relatives à un pays ou à un ensemble géopolitique le justifie, elles sont regroupées en rubriques au nombre maximum de huit, dans l'ordre suivant :

1. Généralités
2. Institutions et vie politiques
3. Relations extérieures
4. Vie culturelle et scientifique
5. Questions sociales
6. Economie et finances
7. Aménagement et urbanisme
8. Relations économiques extérieures

Dans chaque rubrique (ou sous chaque nom de pays ou de région s'il ne donne pas lieu à une subdivision), les notices sont classées par ordre alphabétique des noms d'auteurs (anonymes en tête).

III. ÉTUDES GÉNÉRALES, MONDIALES OU INTERNATIONALES

1. Généralités
2. Institutions et vie politiques
3. Relations internationales
4. Vie culturelle et scientifique
5. Questions sociales
6. Economie et finances
7. Aménagement et urbanisme
8. Relations économiques internationales

Dans chaque rubrique, classement alphabétique.

PRESSES DU CNRS

LES CHEMINS DE LA DÉCOLONISATION DE L'EMPIRE FRANÇAIS 1936-1956

Sous la responsabilité de Charles-Robert AGERON

Que pouvait faire pour son Empire la France vaincue, meurtrie, humiliée, prise dans les remous de la Seconde Guerre Mondiale ?
Mais la défaite française est-elle le coup irréparable porté au mythe de l'invincibilité de la puissance protectrice ?
L'éventail des pays étudiés, est tel que chacun ressent la variété et l'imbrication des situations, la complexité des problèmes.

16 x 24 - 560 pages
Prix : 300 F
ISBN 2-222-03827-8

LES PRESSES DU CNRS DIFFUSENT EN EXCLUSIVITÉ LES ÉDITIONS DU CNRS

BON DE COMMANDE

à compléter et à retourner accompagné de votre règlement aux PRESSES DU CNRS, 20-22, rue St-Amand, 75015 PARIS

NOM .....

ADRESSE .....

Ouvrage commandé	Quantité	Prix Unit.
.....	.....	.....
.....	.....	.....

Participation aux fraix d'envoi : 15 F

Règlement par :
☐ Chèque bancaire à l'ordre des Presses du CNRS
☐ Mandat-lettre

Total : .....

20/22, RUE ST. AMAND
75015 PARIS, FRANCE
TEL : (1) 45 33 16 00
TELEX 200 356 F
R.C. PARIS B 334 317 021
S.A. CAPITAL : 3.000.000 DE F
C.C.P. PARIS 24 735 14 H

F
P8
no 7